This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

PROPERTY OF
University of
Michigan
Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

10021.

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et Etats

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 jusqu'à présent.

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS;

continué par

FRÉDÉRIC MURHARD.

Tome XIII.

1832—1836.

À GOETTINGUE,
DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1838.

JX
105
.U372

AVIS AU LECTEUR.

L'affluence de matières plus pressantes n'a pas permis d'insérer dans le Tome présent de ce Recueil la continuation des *Actes et Documens relatifs aux affaires de la Grèce.* Le même obstacle se présentera probablement lors de la publication des Tomes suivans. L'éditeur se trouvant ainsi dans l'alternative, ou d'agrandir trop le volume des Tomes ou

de retarder la publication d'un assez grand nombre de Traités récens, il a jugé convenable, de faire paraître la continuation et la fin de l'article en question dans le *Nouveau Supplément* de cette Collection qui sera publié incessamment.

NOUVEAU RECUEIL

DE

TRAITÉS.

1831 — 1836.

1.

Tradato de Amistad, Comercio y Navegacion entre los Estados-Unidos Mejicanos por una parte, y la República de Chile por la otra parte. Fecho 7. Marzo 1831.

(D'après une publication officielle imprimée en Mexique.)

Texte original.

En el nombre de Dios, autor y Legislador del Universo.

El Gobierno de los Estados-Unidos Mejicanos por una parte, y el de la República de Chile por la otra, deseando confirmar y estrechar los sentimientos de fraternidad que entre ambas Republicas han existido siempre por la intendidad de su orijen, idioma, costumbres é intereses; y establecer reglas seguras para la conservacion y fomento de sus relaciones comerciales por medio de un Tratado solemne de Amistad, comercio y navigacion, han nombrado con este objeto sus respectivos Plenipotenciarios, á saber:

Su Excelencia el Vice-Presidente de los Estados-Unidos Mejicanos à Su Excelencia Don Miguel Ramos Arispe;

Y Su Excelencia el Vice-Presidente de la República de Chile à Su Excelencia Dón Joaquin Campino.

Quines despues de haberse comunicado mútuamente sus Plenos Poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han acordado y concluido los Artículos siguientes: —

Art. 1. Será perpetua entre la República de Chile por una parte, y los Estados Unidos Mejicanos por la otra, aquella estrecha y franca amistad que ha existido siempre entre ámbas, por la identidad de su orijen, idioma, leyes y costumbres; y que tanto importan al interes comun de su recíproca independencia y libertad.

1.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Mexique et le Chili. Conclû le 7. Mars 1831.

(Traduction authentique anglaise redigée au Foreign office à Londres.)

In the name of Almigthy God, the Creator and Legislator of the Universe.

The Government of the United States of Mexico on the one part, and that of the Republic of Chili on the other, being desirous of confirming and consolidating the fraternal sentiments which have ever existed between the two Republics, from their identity of origin, language, customs and interests; and of establishing permanent regulations for the preservation and encouragement of their commercial relations, by means of a solemn Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, have appointed, for this purpose, their respective Plenipotentiaries, viz:

His Excellency the Vice-President of the United States of Mexico, His Excellency, Don Miguel Ramos Arispe;

And his Excellency the Vice-President of the Republic of Chili, his Excellency, Don Joaquin Campino.

Who, after presenting and examining their respective Full Powers, and finding them in due and regular form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. The strict and sincere friendship which has ever subsisted between the Republic of Chili on the one part, and the United States of Mexico on the other, from the identity of their origin, language, laws and customs, and which friendship is so important to the common interests of their reciprocal independence and liberty, shall be perpetual.

1831 *II. Las partes Contratantes declaran, que l Chilenos y Méjicanos respectivamente, desde su e trada al territorio de la una ó de la otra Rep blica, gozarán de la consideracion, derechos y g rantías, que por las Leyes de uno y otro Pais g zaren en ellos respectivamente, los que han obten carta de naturaleza; con tan solo, que acrediten q en el pais á que pertenecen, están en posesion goce de Naturalizados, Nativos ó Ciudadanos de Podrán en consecuencia, luego que acrediten cua quiera de las cualidades antedichas, solicitar y o tener carta de ciudadania, observando solo las d mas condiciones, que se exijen para ello á los naturalizados, por las Leyes respectivas de la u y la otra República.*

III. Los Naturales de ámbas Repúblicas g zaran de la mas completa libertad para ir c sus buques y cargamentos á todos los lugares, p ertos y rios de la una ó de la otra, en los que a tualmente se permite, ó en adelante se permitie entrar, á los Súbditos y Ciudadanos de la naci mas favorecida. Podrán permanecer y residir cualquier lugar de las mencionadas Repúblicas, ocuparse libre y seguramente en la industria, pr fesion, jiro ú oficio, que mas les convenga; arr glándose á las Leyes de cada Pais para s Naturales respectivos.

IV. Todo comerciante, comandante de buq ú otros, naturales, bien sean de la República Chile, en Méjico, ó de la de Méjico en Chile, e taran exentos de todo servicio militar forzoso el Ejército y Armada, no se les impondrá esp cialmente á ellos préstamos forzosos, y su propi dad no estará sujeta á otras cargas, requisicion ó impuestos que los que se paguen por los Nativ del respectivo Pais.

V. Los naturales de ambas Repúblicas goz rán respectivamente en la una y en la otra, de l bertad completa para manejar por si sus propi negocios, ó para encargar su manejo á quien mej les parezca, sea corredor, factor, ó ajente; no les obligará á emplear para estos objetos otros pe sonas, que las que se acostumbran emplear por l naturales; ni estarán obligados á pagarles m

II. The Contracting Parties declare that Chilians 1831
ıd Mexicans respectively, immediately upon their ıtering the territory of either Republic, shall enjoy ıe same respect, rights and privileges, as are lawfully ıjoyed in each respective Country by those who have ɔtained letters of naturalization; provided always, that ıe said individuals prove, that, in the Country to hich they belong, they are in the possession and ıjoyment of all the rights belonging to Naturalized ersons, Natives or Citizens. In consequence of which, ey can, as soon as they have given proof of possing either of the above qualifications, solicit and ɔtain letters of citizenship, subject to the other contions required in such case from those already natulized by the respective Laws of the two Republics.

III. The Natives of the two Republics shall enjoy he most unrestricted liberty of proceeding with their ips and cargoes to all the towns, forts and rivers either State, wherever the Subjects and Citizens of e most favoured Nation are now, or shall hereafter, allowed to enter. They may stay and reside in ıy Town of the said Republics, and engage in, and ercise, in full and complete security, any trade, prossion, pursuit or office they may prefer; provided ways that they duly observe the Laws existing in ch Country, respectively, for the Natives.

IV. All Merchants, Masters of Vessels, and others, atives of the Republic of Chili, or of that of Mexico, ho may be respectively in Mexico or Chili, shall be empt from all compulsory military service either in e Army or Navy, and especially from all forced ɔntributions, and their property shall not be liable to ıy other charges, demands, or imposts than such as e paid by the Natives of the respective Country.

V. The Natives of the two Republics shall respecrely enjoy in both States, an uncontrouled freedom the management of their private affairs, or in inusting the management of them to whatsoever Broer, Factor, or Agent they may think fit: they shall ɔt be required to employ for this purpose any other ersons than those who are usually employed by the atives; neither shall they be compelled to pay them

1831 *salario, ó remuneracion, que la que en semejante casos se paga por aquellos; disfrutando libertad absoluta para comprar y vender, por mayor ó a menudeo, fijando y ajustando los precios de cualesquiera efectos ó mercancias, como lo crean conveniente; con tal que se conformen con las Leyes y costumbres establecidas en el Pais para sus naturales.*

Tendrán libre y facil acceso á los tribunales de Justicia en los referidos paises respectivamente, para la prosecucion y defensa de sus justos derechos, y estarán en libertad de emplear en todos estos casos los Abogados, Procuradores ó Ajentes, de cualquiera clase que juzguen por conveniente. Podrán disponer de su propiedad, de cualquiera clase ó denominacion que sea, por testamento, donacion ó contrato; y suceder igualmente por testamento, ab-intestato, ó de otro modo, conforme á las leyes que á este respecto rijan en uno y en otro Pais para sus naturales respectivos.

VI. Los Naturales de ámbas Repúblicas que naveguen en buques así mercantes como de guerra ó paquetes, se prestarán mútuamente en alta mar y en sus costas, todo jénero de auxilios, en virtud de la amistad que existe entre ámbos Paises; y podrán dirijirse, arribar, anclar y permanecer, en todos los puertos de uno y otro territorio espresamente habilitados para el comercio por sus respectivos Gobiernos, y hacer víveres, y repararse de toda averia, hasta ponerse en estado de continuar sus viajes; todo á espensas del Estado ó particulares á quienes correspondan, y sujetándose siempre á lo que dispongan las Leyes del Pais.

Los Desertores de los buques de guerra, mercantes ó paquetes, serán aprendidos y devueltos inmediatamente por las autoridades de los lugares en que se encontrasen: bien entendido, que á la entrega debe proceder la reclamacion del Comandante ó Capitan del buque respectivo, dando las señales del individuo ó individuos, constancia de rol, y nombre del buque de que hayan desertado. Podran ser depositados en las prisiones públicas hasta que se verifique la entrega en forma; pero este depósito no podrá pasar del término de 8 dias

a greater remuneration or salary, than is paid in similar 1831
cases by the latter: they shall enjoy full liberty to buy and sell, by wholesale or retail, and of fixing and adjusting, at their option, the prices of every description of goods or merchandize; provided that in so doing they conform to the Laws and Customs established in the Country for the Natives.

They shall have freedom of access to the Courts of Law in the abovenamed respective Countries, for the prosecution and defence of their just rights, and shall be at liberty to employ, in all such cases, the Advocates, Attornies, and Agents which they may consider necessary. They can dispose of their property, of whatever kind or denomination, by will, free gift, or contract; and may also succeed, by will, *ab intestato*, or in any other manner, conformably to the Laws provided in these cases by both Countries, for the Natives respectively.

VI. The Natives of both Republics navigating either in Merchant Vessels, Ships of War or Packets, shall mutually render to each other, both on the high seas and on the coasts thereof, every kind of assistance, in virtue of the friendship subsisting between the 2 Countries; and they may steer for, enter, anchor, and remain in all the Ports of both States, expressly appointed for the purpose of Commerce by their respective Governments, and may there lay in provisions, and make all necessary repairs, to enable them to continue their voyage; every expense attending the same being defrayed by the State, or the individuals, interested, and all the Laws of the Country being duly observed.

Deserters from Ships of War, Merchant Vessels, or Packets, shall be immediately apprehended and given up to the Authorities of the Places in which they are found, the act of delivery being preceded by their being claimed by the Commander of the respective Vessel or Ship, and a true description given of the individual or individuals, together with a certified Extract from the muster book or roll, and the name of the Ship from which they deserted. Such Deserters may be committed for safe custody to the public prisons, until the delivery is effected in due

1831

VII. Serán considerados buques Chilenos ó Mejicanos respectivamente todos aquellos, de cualquiera construccion que sean, que de buena fé pertenezcan á los Naturales de la una ó de la otra República, y cuyos Comandantes justifiquen, que en la República á que respectivamente pertenecen son reconocidos como nacionales, segun las Leyes y reglamentos existentes, ó que en adelante se promulguen; de lo que se hará oportuna comunicacion de la una á la otra parte. A fin de que pueda reconocerse y respetarse la nacionalidad de dichos buques, deberán sus comandantes llevar siempre, y exhibir cartas de mar, espedidas en la forma acostumbrada y firmadas por la Autoridad competente.

VIII. No se impondrán otros, ni mas altos derechos por razon de toneládas, fanal, emolumentos de puerto, práctico, cuarentena, salvamento en caso de avería ó naufrajio, ú otros semejantes, jenerales ó locales, á los buques de cada una de las partes contratantes, en el territorio de la otra, que los que actualmente pagan, ó en lo sucesivo pagaren en los mismos los buques de la Nacion mas favorecida. Y en todo lo relativo á la policía de los puertos, carga y descarga de buques, la seguridad de las mercancías, bienes y efectos, los naturales de ámbas Repúblicas respectivamente estarán sujetos á las Leyes y estatutos locales del Pais en que residan.

IX. No se pagarán otros, ni mas altos derechos en los Puertos Mejicanos por la importacion ó esportacion de cualesquiera mercancías en buques Chilenos, sino lós que se paguen, ó en adelante se pagaren, en los mismos Puertos de Méjico por los buques de la Nacion mas favorecida; ni en los Puertos de Chile se pagarán otros ni mas altos derechos por la importacion ó esportacion de cualesquiera mercancías en buques Mejicanos, sino los mismos que en dichos Puertos de Chile paguen, ó en adelante pagaren los buques de la Nacion mas favorecida.

X. No se impondrán otros, ni mas altos derechos á la importacion en la República de Méjico de los

form: but their confinement cannot exceed the space 1831
of 8 days.

VII. All Vessels of whatever description shall be respectively considered as Chilian or Mexican, provided they actually and truly belong to the Natives of either Republic, and that their Commanders or Masters can satisfactorily prove that, in the Republic to which they respectively belong, they are considered as national, in conformity with the Laws and Regulations now existing, or which shall hereafter be promulgated: of which due communication shall be made by one to the other State. In order that the nationality of the said Vessels may be the better recognized and respected, their Commanders shall always be provided with, and exhibit, Licences, issued in the usual form, and duly signed by the competent Authority.

VIII. No other or higher duties than those already known by the name of tonnage, light-house, port, pilot, quarantine, salvage, in case of damage or shipwreck, nor any similar ones, general or local, nor any others than those which are now paid, or shall hereafter be paid, by the most favoured Nation, shall be imposed upon the Vessels belonging to either of the Contracting Parties. And in all that relates to Port Regulations, the loading or unloading of Vessels, the security of merchandize, goods and effects, the Natives of both Republics shall be respectively subject to the Laws and local Statutes of the Country in which they reside.

IX. No other or higher Duties shall be paid in Mexican Ports, upon the importation or exportation in Chilian Vessels, of any merchandize whatsoever, than are now paid, or shall hereafter be paid, in the said Ports of Mexico, by the Vessels of the most favoured Nation; nor shall there be paid in the Ports of Chili, upon the importation or exportation, in Mexican Vessels, of merchandize of any description whatsoever, other or higher Duties than those which are now paid, or shall hereafter be paid, in the said ports of Chili, by the most favoured Nation.

X. No other or higher Duties shall be imposed upon the importation into the Republic of Mexico, of

1831 *productos naturales, ó de la indústria de Chile, ni en dicha República á la importacion de los productos naturales, ó de la indústria de Méjico, que los que pagan actualmente, ó en lo sucesivo pagaren, los mismos artículos de la Nacion mas favorecida; observándose el mismo principio para la esportacion: ni se impondrá prohibicion alguna sobre la importacion ó esportacion de algunos articulos en el tráfico recíproco de las 2 Partes Contratantes, que no se haga igualmente estensiva á todas las otras Naciones.*

XI. Los Ministros y Ajentes diplomaticos de ámbas Partes Contratantes gozarán en la una y en la otra República respectivamente, de todos los privilejios, exenciones, é inmunidades debidas á su rango por consentimiento jeneral de las Naciones, y que en la una y en la otra disfrutasen los de la Nacion mas favorecida.

XII. Cada una de las Partes Contratantes podrá nombrar Cónsules, que residan en el Territorio de la otra para la proteccion del comercio; pero ántes que funcionen como tales, deberán obtener el exequatur en la forma acostumbrada del Gobierno, en cuyo Territorio deban residir: reservandose cada una de las 2 Partes Contratantes el derecho de exceptuar de la residencia de Cónsules, aquellos puntos particulares en que no tenga por conveniente admitirlos; mas los que fueren admitidos y aprobados gozarán de las consideraciones debidas por usos y costumbres de las Naciones á su carácter Cónsular.

XIII. Ambas Partes Contratantes se convienen en que sus respectivos Ministros, Ajentes diplomáticos, ó consules, residentes en aquellos Paises, cerca de cuyos Gobiernos no tuviese la otra Ministro Ajente, ó Cónsul, puedan con el consentimiento del Gobierno, cerca del cual residen, representar promover y defender los intereses de la ótra, conforme á los encargos especiales que del Gobierno de ella recibieren.

XIV. Con el fin de arreglar puntos sumamente importantes, y de un comun interes á todas las nuevas Repúblicas de la América antes Española, las 2 Partes Contratantes se comprometen

the natural produce, or of the manufactures of Chili, 1831
nor upon the importation into the latter, of the natural produce, or of the manufactures of Mexico, than those which are now paid, or shall hereafter be paid, upon similar articles, by the most favoured Nation; the same principle shall also be extended to exportation: nor shall any prohibition be imposed upon the importation or exportation of any articles in the mutual traffic of the 2 Contracting Parties, which is not made to apply equally to all other Nations.

XI. The diplomatic Ministers and Agents of the two Contracting Parties, shall enjoy in both Republics, respectively, all the privileges, exemptions, and immunities, allowed to their Office by the general consent of all Nations, and which those of the most favoured Nation enjoy in the two Countries, respectively.

XII. Each of the Contracting Parties may appoint Consuls, who shall reside in the Territory of the other State, for the protection of trade: but before entering upon the duties of their Office, they must obtain from the Government, in whose Territory they are about to reside, the *exequatur*, in the usual form; each Contracting Party reserving to itself the right of refusing to Consuls a residence in those places, into which they do not consider it expedient to admit them; but those who shall have been admitted and approved shall enjoy all the rights allowed to the Consular Office by the usages and customs of Nations.

XIII. Both Contracting Parties agree that their respective Ministers, Diplomatic Agents, or Consuls, resident in those Countries, at whose Government one of the said Contracting States shall not have a Minister, Agent, or Consul, may, with the consent of the Government at which they are resident, represent, promote, and defend, the interests of the other State, conformably with the special instructions which they may receive from their respective Government.

XIV. With the view of arranging questions involving subjects in the highest degree important and of common interest to all the new Republics of America, which formerly constituted Spanish America, the 2

1831 *á promover con ellas el nombramiento de Ministros, ó Ajentes bastante autorizados, para la formacion de una Asamblea Jeneral Américana, que podrá reunirse en Méjico, ó en el punto que acordare la mayoria de los Gobiernos de dichas nuevas Repúblicas.*

XV. Las Partes Contratantes se comprometen solemnemente á que las negociaciones que puedan entablarse entre la Corte de Madrid y cualesquiera de ellas, con el objeto de asegurar la independencia y la paz, incluyan y comprendan igualmente los intereses á este respecto tanto de Chile como de Méjico. Y se compromoten tambien á influir con las otras Repúblicas de América antes sujetas á la dominacion Española, para que en su caso obren de la misma manera.

XVI. La duracion de este Tratado será por el término de 10 *años, contados desde el dia en que se cambien las Ratificaciones respectivas; si no se convinieren ambas Partes Contratantes en variarlo, ó reformarlo ántes del dicho término.*

XVII. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones serán cambiadas en el termino de 12 *meses, ó ántes si fuère posible.*

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus Sellos respectivos.

Fecho en la Ciudad Federal de Méjico, à los 7 *dias del mes de Marzo del año del Señor de* 1831.

(*L. S.*) MIGUEL RAMOS ARISPE.

(*L. S.*) JOAQUIN CAMPINO.

Articulo adicional.

Se declara que cuando en los Articulos VIII, IX, y X, de este Tratado se hace uso de la espresion Nacion mas favorecida, *no es la intencion, que esta espresion comprenda en Chile aquellos favores ó particulares ventajas que por Tratados, ó Convenciones especiales se hayan estipulado, ó se estipularen en adelante, entre dicha República de Chile y cualquiera Gobierno de los Paises de la lengua Española, con quienes hasta el año de* 1810, *for-*

Contracting Parties engage to further, in conjunction with them, the appointment of duly empowered Ministers or Agents, for the formation of a General American Assembly, to meet at Mexico, or at any other place that may be determined upon by the majority of the Governments of the aforesaid new Republics. 1831

XV. The Contracting Parties solemnly engage, that the negotiations which may be entered into with the Court of Madrid or any other whatsoever, having for object the securing of independence and peace, shall equally include and comprehend the interests both of Chili and Mexico. And they likewise engage to use all their influence with the other Republics of America which were formerly under the domination of Spain, to act, as far as regards themselves, in the same manner.

XVI. The duration of this Treaty shall be for the term of 10 years, reckoning from the day on which the respective Ratifications are exchanged; unless both Parties shall agree to alter or improve it before the expiration of the said period.

XVII. The present Treaty shall be ratified and the Ratifications thereof exchanged within the space of 12 months, or sooner if possible.

In faith of which the respective Plenipotentiaries have signed it, and sealed it with their respective Seals.

Given at the Federal City of Mexico, on the 7th day of March, in the year of our Lord 1831.

(L. S.) MIGUEL RAMOS ARISPE.
(L. S.) JOAQUIN CAMPINO.

Additional Article.

It is declared that the expression "*most favoured Nation*," employed in Articles VIII, IX, and X, of this Treaty, is not to be understood in Chili, as comprehending those favors or particular advantages which have been already, or may hereafter be, stipulated for by Treaties or Special Conventions between the said Republic of Chili, and any other Government of the Countries speaking the Spanish language, with which up to the year 1810, it formed one and the

1831 *maba ella una misma Nacion. Los cuales favores ó particulares ventajas podrán del mismo modo concederse reciprocamente las Repúblicas de Méjico y Chile por iguales Tratados ó Convenciones especiales.*

El presente Artículo Adicional tendrá la misma fuerza y valor, que si se habiera insertado palabra por palabra en el Tratado de este dia. Será ratificado y las Ratificaciones serán cambiadas al mismo tiempo.

En fe de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus Sellos respectivos.

Fecho en la ciudad federal de Méjico, à los 7 dial del mes de Marzo del año del Señor de 1831.

(*L. S.*) MIGUEL RAMOS ARISPE.
(*L. S.*) JOAQUIN CAMPINO.

same Nation. Which favors or particular advantages, 1832
the Republics of Mexico and Chili are at liberty to grant to each other, in the same manner, by similar Treaties or Special Conventions.

The present Additional Article shall have the same force and value, as if it had been inserted word for word in the Treaty of this day. It shall be ratified and the ratifications exchanged at one and the same time.

In faith of which, the respective Plenipotentiaries have signed it, and sealed it with their respective seals.

Given at the federal City of Mexico, on the 7th day of March, in the year of our Lord 1831.

(L. S.) MIGUEL RAMOS ARISPE.
(L. S.) JOAQUIN CAMPINO.

2.

Texte original et complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15. Novembre 1831 entre la Grande Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de Berlin et de St. Petersbourg.

(Copies tout à fait dignes de foi.)

I. *Ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.*

Nos Franciscus Primus, divinâ favente clementiâ, Austriae Imperator; Hierosolymae, Hungariae, Bohemiae, Lombardiae et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae, Galiciae et Ladomeriae, Rex; Archidux Austriae; Dux Lotharingiae; Salisburgi, Styriae, Carin-

1831 thiae, Carnioliae, superioris et inferioris Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Marchio Moraviae; Comes Habsburgi et Tyrolis, etc.;

Notum testatumque omnibus et singulis quorum interest, tenore praesentium facimus.

Posteaquam et consiliis super exortis in Regno Belgii inde a mense Septembris 1830, novis rerum adjunctis, inter nostros et Francorum, Magnae Britanniae ac Borussiae Regum, Russiarum item Imperatoris, Majestatum Plenipotentiarios, collatis tractatus coaluit, qui die 15. Novembris anni prioris Londini a praelaudatis Plenipotentiariis ex unâ, et ex alterâ parte a praesentis Belgarum Regis Majestatis Plenipotentiariis signatus fuit, cujusque tenor sequens est:

(*Texte du Traité.*)

Nos, visis et perpensis hujus Articulis, illos, reservatis tamen juribus Serenissimae Confederationis Germanicae intuitu eorum Articulorum, qui concessionem et permutationem partis Magni Ducatus Luxemburgensis concernunt, omnino approbavimus, atque ratos gratosque habere hisce declaramus ac profitemur, verbo nostro Caesareo Regio, pro nobis et successoribus nostris, spondentes nos ea omnia quae in illis continentur, salvâ reservatione praefatâ, fideliter adimpleturos esse.

In quorum fidem ac robur, praesentes ratihabitionis nostrae tabulas manu nostrâ signavimus sigilloque nostro Caesareo Regio appenso firmari jussimus.

Dabantur in imperiali Urbe nostrâ Viennâ Austriae, die 21 mensis Martii, anno 1832, Regnorum nostrorum 41.

FRANCISCUS.

PRINCEPS A METTERNICH.

Ad mandatum sac. Caes. ac Reg. Apostolicae Majestatis proprium.

FRANCISCUS L. B. A LEBZELTERN COLLENBACH.

II. *Ratification de Sa Majesté le Roi de Prusse.*

Nous, Frédéric-Guillaume III. par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, etc., etc.;

Savoir faisons par les présentes:

Les Cours de Prusse, d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne, et de Russie, ayant, par suite

des événemens qui ont eu lieu dans le Royaume-Uni 1832
des Pays-Bas, depuis le mois de Septembre de l'année 1830, jugé nécessaire, pour la conservation de la Paix et pour le maintien du repos et de l'ordre en Europe, d'apporter des modifications aux transactions de l'année 1815, par lesquelles avait été créé et établi le Royaume-Uni des Pays-Bas, ont, à cet effet, réuni à Londres des Plénipotentiaires, et les ont munis de leurs pouvoirs, afin d'entrer en délibération et de concerter les arrangemens destinés à remplir cet objet important; et Sa Majesté le Roi des Belges, s'étant associé à ces intentions des 5 Cours susmentionnées, a également envoyé à Londres un Plénipotentiaire, dûment autorisé à concourir au même but. En conformité de quoi, ces Plénipotentiaires, savoir: etc. etc. etc., ayant conclu et signé en la Ville de Londres, et sous la date du 15. Novembre, 1831, le Traité dont la teneur suit ici, de mot à mot:

(*Texte du Traité.*)

Nous, après avoir lu et examiné cet Acte, l'avons trouvé en tout point conforme à notre volonté; en conséquence de quoi nous l'avons approuvé, confirmé et ratifié, comme par les présentes nous l'approuvons, le confirmons et le ratifions, promettant en notre nom et en celui de nos Héritiers et Successeurs d'en accomplir fidèlement le contenu.

En foi de quoi, nous avons signé et fait munir de notre Sceau Royal le présent Acte de Ratification qui sera échangé contre l'Acte de Ratification de Sa Majesté le Roi des Belges.

Fait à Berlin, le 7. Janvier, de l'an de grâce 1832, et de notre Règne le 35.

BERNSTORFF. FREDERIC-GUILLAUME.

III. *Ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.*

Nous, Nicolas I, par la grâce de Dieu, Empereur et Autocrate de toutes les Russies, de Moscou, Kiovie, Wladimir, Novogorod, Czar de Casan, Czar d'Astracan, Czar de Pologne, Czar de Sibérie, Czar de la Chersonèse-Taurique, Seigneur de Plescou, et Grand-Duc de Smolensk, de Lithuanie, Volhynie,

1832 Podolie et de Finlande, Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Bialistock, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bulgarie et d'autres; Seigneur et Grand-Duc de Novogorod Inférieur, de Czernigovie, Résan, Polock, Rostow, Jaroslaw, Bélo Osérie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de tout le côté du Nord, Seigneur d'Ivétie, de la Cartalinie, de la Géorgie, de la Cabardie, et de la Province d'Arménie, Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Czercassie, Gorsky et autres, Successeur de Norwege, Duc de Schleswick Holstein, de Stormarie, de Dithmarsen et d'Oldenbourg, etc., etc., etc.

Savoir faisons que,

D'un commun accord entre Nous, Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et le Roi de Prusse, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges, de l'autre, nos Plénipotentiaires respectifs ont conclu et signé à Londres, le 3-15. Novembre

---

3.

Convencion para la próroga del plazo perfijado por el Tratado de Méjico de 7 de Marzo de 1831, entre la República de Chile y los Estados-Unidos Mejicanos, para el canje de las Ratificaciones.

Por cuanto ha espirado el plazo, que por el Artículo XVII del Tratado concluido en Méjico en 7 de Marzo de 1831, entre el Señor Don Joaquin Campino, como Plenipotenciario de la República de Chile, y el Señor Don Miguel Ramos Arispe, como Plenipotenciario de los Estados-Unidos Mejicanos, se prefijó para el canje de sus Ratificaciones; y siendo la intencion de ámbos Gobiernos llevarlo á debido efecto con las modificaciones acordadas;

1831, un Traité, dont la teneur, mot pour mot, est 1832
comme suit:

(*Insertion.*)

A ces causes, après avoir suffisamment examiné ce Traité, nous l'avons agréé, et nous le confirmons et ratifions, sauf les modifications et amendemens à apporter dans un Arrangement définitif entre la Hollande et la Belgique aux Articles IX, XII, et XIII, promettant, sur notre parole Impériale, pour Nous et nos Successeurs, et sous la réserve énoncée ci-dessus, que tout ce qui a été stipulé dans ledit Traité sera observé et exécuté inviolablement.

En foi de quoi, nous avons signé de notre propre main la présente Ratification impériale, et avons ordonné d'y apposer le Sceau de notre Empire.

Donné à St. Petersbourg, le 18. Janvier, 1832, de notre Règne la 7ème Année.

NICOLAS.

Le Vice-Chancelier, COMTE DE NESSELRODE.

3.

Convention entre la République de Chili et celle de Mexique, pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7. *Mars* 1831 *pour l'échange des Ratifications du dit Traité. En date du* 15. *Juin* 1832.

(Traduction anglaise redigée au Foreign Office à Londres.)

Inasmuch as the time has expired which, by the XVIIth Article of the Treaty concluded on the 7th March, 1831, between Senor Don Joaquin Campino, in his capacity of Plenipotentiary of the Republic of Chili, and Senor Don Miguel Ramos Arispe, in that of Plenipotentiary of The United States of Mexico, was appointed for the exchange of its Ratifications, and it being the intention of both Governments to give due effect to the said Treaty, subject to the modifications agreed upon;

1832 *Nosotros los infrascritos Don Andres Bello, y Don José Mariano Troncoso, autorizados el primero por el Gobierno de la República de Chile y el segundo por el de los Estados-Unidos Mejicanos, para allanar las dificultades que de la espiracion del indicado plazo resultan; habiendo exhibido nuestros respectivos Poderes, hemos estipulado y acordado:*

Art. I. Que se prorogue dicho plazo hasta el 31 *del mes de Agosto próximo; sin que ninguna de las Altas Partes Contratantes pueda alegar de nulidad á causa de la inevitable demora occurrida en las Ratificaciones y canje; teniéndolo y dándolo por firme y valedero en todas sus cláusulas, de la misma manera que si las Ratificaciones de ámbas se hubiesen otorgado y canjeado ántes del dia 7 de Marzo de* 1832.

II. La presente Convencion tendrá el mismo valor y efecto que si hubiese sido ratificado formalmente por nuestros respectivos Gobiernos.

En fé de lo cual, la firmamos y sellamos en la ciudad de Santiago de Chile, á 15 *del presente mes de Junio de* 1832.

(*L. S.*) ANDRES BELLO.
(*L. S.*) JOSE M. TRONCOSO.

We, the undersigned, Don Andres Bello, and Don José Mariano Troncoso, the former authorized by the Government of the Republic of Chili, and the latter by that of The United States of Mexico, to remove the difficulties resulting from the expiration of the term fixed by the said Treaty, after due and reciprocal presentation of our respective Powers, have stipulated and agreed: 1832

Art. I. That the said term shall be prolonged until the 31st of the month of August next; without either of the High Contracting Parties being allowed to consider the said Treaty, null and void, in consequence of the unavoidable delay which has occurred in the Ratifications, and the exchange of them; the said Treaty being considered as firm and valid in all its clauses, as if the Ratifications had been accepted and exchanged before the 7th day of March, 1832.

II. The present Convention shall have the same value and effect, as if it were formally ratified by our respective Governments.

In faith of which we have signed and sealed the same in the City of Santiago de Chili, on the 15th of the present month of June, 1832.

(L. S.) ANDRES BELLO.
(L. S.) JOSE M. TRONCOSO.

Proclamation du Gouvernement de la République de Chili, en date du 30. *Août* 1832.

Traduction anglaise redigée au Foreign Office à Londres.

Be it known also:

That a Convention, having for object an extension of the term fixed by the Treaty concluded the 7 March 1831 between the Republic of Chili and the United States of Mexico, for the exchange of its Ratifications, was entered into and signed in this city of Santiago, on the 15 day of June last, between the duly empowered Plenipotentiaries of both States, which convention in form and tenour is as follows:

(Suit le texte de la convention du 15. Juin 1832.)

And the Congress of the Republic of Chili, having approved of the Treaty of 7 March 1831 and its additional article in all its parts, excepting only the words: *wholesale and retail* (*por mayor ó al menudeo*) which occur in the 1th Part of the Vth Article, and which words having been expunged in the Ratification of the

1832 Vice-President of the United States of Mexico entrusted with th Executive Power, are consequently void and of no effect; — b reason thereof, and by virtue of the power granted to me by th Constitution, I accept, confirm; and ratify the said Treaty, tog ther with its Additional Article, as also the Convention for th prolongation of the term for the exchange of the Ratification promising, in the name of the Chilian Nation, to fulfil and obser them, and to cause them to be fulfilled and observed.

Given in the Hall of Government of this City of Santiago Chile, signed with my hand and sealed with the Arms of the R public, and countersigned by the Secretary of State for Forei Affairs, this 30th day of August 1832, in the 23rd year of Chili Independence.

JOAQUIN TORCONAL. JOAQUIN PRIETO.

Déclaration du Ministre des affaires étrangères d Chili adressée à Don Jose Mariano Troncoso, Ministre du Mexique.

Santiago, 30th August, 183

The Undersigned, Minister for the Department of Forei Affairs, has been instructed by the President of the Republic declare to Señor Don José Mariano Troncoso, commissioned b

---

4.

Tratado de Amistad y alianza entr la República del Peru y el Estad del Ecuador. Fécho 12. Julio 1832

(Publication officielle imprimée à Sant-Jago.)

En el Nombre de Dios todo Poderoso.

Deseando el Estado del Ecuador y la Repú blica del Perú consultar sus verdaderos interes afianzar su "Independencia," y estrechar l vínculos con que los ha unido la naturaleza, m diante el establecimiento de una amistad y alia za sincera é inalterable; han resuelto de comú acuerdo celebrar un Tratado que, asegurando est bienes, satisfaga al mismo tiempo los votos de am bos Pueblos. Con este fin, Su Excelencia el Pr sidente del Estado del Ecuador ha tenido á bi autorizar competentemente al Ciudadano Diego N boa, Ministro Plenipotenciario cerca del Gobier

the United States of Mexico, to exchange the Ratifications of the Treaty of Mexico of the 7th of March 1831; that, as doubts may possibly arise as to the precise meaning of the XVth Article of the said Treaty, which stipulates that "the Negotiations which may be entered into with the Court of Madrid or any other whatsoever, having for object the securing of Independence and Peace, shall equally include and comprehend the interests both of Chili and Mexico," the Government of Chili understands by the above clause, that neither of the 2 Contracting Parties shall be bound by what may be agreed upon between the other and the Court of Spain, without its special consent to be included and comprehended in the Negotiations, and that it is with this construction that the National Congress has approved the Treaty, and that the President has ratified it, in the name and on behalf of the Chilian Nation. 1832

Although the Government of Chili believes the above to be the natural sense and meaning of the aforesaid Article, and has no doubt that it will be so interpreted by the Government of the United States of Mexico, it has judged it to be expedient, from the importance of the point to which it has reference, to make this Declaration, which the Undersigned is commanded to present to Señor Troncoso at the time of exchanging the Ratifications.

The Undersigned begs to repeat, etc.

JOAQUIN TOCORNAL.

4.

Traité d'amitié et d'alliance entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. Conclû le 12. *Juillet* 1832.

(Traduction anglaise redigée au Foreign office à Londres.)

In the name of Almighty God.

The State of Equator and the Republic of Peru, being desirous of consulting their own true interests, securing their "Independence," and drawing still closer the ties by which nature has united them, by means of a sincere and lasting friendship and alliance, have mutually resolved to enter into a Treaty, which, by securing these advantages, shall at the same time satisfy the wishes of both Nations. For this object, His Excellency the President of the State of Equator, has granted Full Powers to the Citizen Diego Noboa, Minister Plenipotentiary to the Government of Peru; and His Excellency the President of the Peruvian

1832 *del Perú; y Su Excelencia el Presidente de la República Peruana, al Ciudadano José Maria de Pando, Ministro de Estado en el Departamento de Gobierno y relaciones esteriores; los cuales, despues de reconocidos y cangeados sus respectivos Plenos Poderes, han convenido en los Artículos siguientes:*

Art. I. Habrá paz inalterable, y amistad constante y sincera entre el Estado del Ecuador y la República Peruana, y entre los Ciudadanos de uno y otro Pais.

II. Habrá igualmente alianza entre los 2 Estados para defenderse mutuamente contra cualquiera agresion estraña.

III. Las Partes contratantes se comprometen á invitar respectivamente á las Repúblicas de Bolivia y Chile, para que formen con el Ecuador y el Peru una cuadrupla alianza, bajo los términos que espresa el anterior Artículo.

IV. En el caso que el Estado del Ecuador tuviese motivos de desavenencia con algun otro de los del Continente, el Perú presentará su mediacion para que se transijan amigablemente; lo mismo hará el Estado des Ecuador, respecto de la República Peruana cuando se halle en iguales circunstancias.

V. Si degraciadamente esta mediacion no tuviese buen exito, y cualquiera de las Partes Contratantes se viese amenazada por un enemigo exterior podrá raclamar de la otra los auxilios de buques de guerra, tropas y demas que reputase necesarios los cuales deberan ser prestados immediatamente que sean requeridos.

VI. Todos los gastos de trasportes de tropas, así como los que cause su manutencion y sueldo, armamento de buques y demas auxilios que se presenten, serán satisfechos por la parte Contratante que los pidiese.

VII. Cualquiera desavenencia que se suscitase entre el Estado del Ecuador y la República Peruana, será tranzada por todos los medios conciliatorios que dicta la union intima á que se comprometen, sometiendo la cuestion á la decision de una Potencia árbitra, en el caso inesperado de que su Plenipotenciarios no obtuviesen el debido avenimiento.

Republic, to the Citizen José Maria de Pando, Minister 1832
of State in the Department of Government and Foreign Affairs; who, after recognizing and exchanging their respective Full Powers, have agreed upon the following Articles:

Art. I. There shall be unalterable peace and constant and sincere friendship between the State of Equator and the Peruvian Republic, and between the Citizens of both Countries.

II. There shall also be an alliance between the 2 States for their mutual defence against any foreign aggression.

III. The contracting Parties agree to invite the Republics of Bolivia and Chile, respectively, to form with the States of Equator and Peru a quadruple alliance, for the purpose mentioned in the preceding Article.

IV. In the event of the Republic of Equator having any subject of disagreement with any of the other Continental States, that of Peru shall offer its mediation for an amicable arrangement of it; the State of the Equator rendering a similar service, should the Peruvian Republic find itself in like circumstances.

V. If this mediation should unfortunately prove unsuccessful and either of the Contracting Parties should find itself threatened by an external Enemy, it may require from the other, the assistance of Vessels of War, Troops, and any other description of aid that it may deem necessary, which aid must be afforded immediately upon its being applied for.

VI. All the expenses of the transport of troops, as well as of their maintenance and pay, the arming of Vessels, and other assistance afforded, shall be paid by the Contracting Party applying for them.

VII. Should any disagreement arise between the State of Equator and the Peruvian Republic, every conciliatory means suggested by the strict union between them shall be employed for its friendly settlement, and in the unexpected case of the Plenipotentiaries being unsuccessful in their endeavours to effect the same, the question shall be referred to another State for its arbitration.

1832 *VIII. Los Ecuatorianos en el Perú, y los Peruanos en el Ecuador, serán garantidos en sus derechos civiles, del mismo modo que lo están por las respectivas Constituciones los Naturales del pais en que residen.*

IX. Los Ecuatorianos en el Perú, y los Peruanos en el Ecuador, estarán esentos del servicio de armas, y de las Contribuciones extraordinarias que las Leyes de una y otra Nacion impusieren á sus respectivos Ciudadanos; exceptuandose los individuos que respectivamente hayan ganado la vecindad, segun las Leyes de cada Pais.

X. Ninguna de las 2 Partes Contratantes dará asilo en su Territorio á los famosos ladrones, á los asesinos alevosos, á los incendiarios, ni á los falsos monederos; cualquiera de estos criminales que se acogiere á buscarlo, será devuelto al Pais donde perpetró el crimen, tan luego como sea reclamado por el Ministerio de relaciones Exteriores, con un testimonio auténtico de la sentencia definitiva, que contra él se hubiese pronunciado.

XI. Ninguno de los Gobiernos del Ecuador y del Perú permitirá que los asilados en su Territorio por opiniones políticas, ó por hechos que hayan resultado ellas, ataquen la seguridad pública del Pais á que pertenezcan, promoviendo sediciones desde el lugar donde residan.

En tal caso el Gobierno, que descubra estos manejos, pedirá con Documentos que los acrediten, el que sean retirados de sus fronteras al lugar que ellos elijan dentro del Territorio de la República donde se hallen refugiados, y que no podrá distar de estas menos de 50 leguas.

XII. Los desertores del Ecuador al Perú, y del Perú al Ecuador, serán asilados; pero cada Estado devolverá el armamento, caballos y equipo que estos lleven consigo debiendolos entregar para el efecto á la primera autoridad fronteriza del Estado á que pertenezcan.

XIII. Ninguno de los dos Estados dará ser-

VIII. Equatorians in Peru, and Peruvians in Equator, shall be guaranteed in their civil rights, in the same manner as the Natives of the Countries in which they reside, are, by their respective Constitutions. 1832

IX. Equatorians in Peru, and Peruvians in Equator, shall be exempted from military service, and from the extraordinary Contributions imposed by the Laws of the two Nations upon their respective Citizens: with the exception of such individuals as have obtained the right of Citizenship, according to the Laws of each Country.

X. Neither of the 2 Contracting Parties shall afford an asylum within its Territory to notorious robbers, assassins, incendiaries, and false coiners, and should any criminal of this description endeavour to seek refuge in either State, he shall be delivered up to the Country in which the crime was perpetrated, as soon as he shall have been claimed by the Minister for Foreign Affairs, accompanied by an authentic Copy of the final Sentence pronounced against the delinquent.

XI. Neither of the Governments of Equator or Peru shall allow persons, who have sought an asylum within its Territory, either in consequence of their political opinions or of acts resulting from those opinions, to attack the public safety of the Country to which they belong, by promoting sedition from the place where they reside.

In such case, the Government which shall discover these machinations, may require, (the requisition being accompanied by the necessary Documents in proof,) that the parties so offending shall be removed from its Frontiers to the place which they themselves shall choose, within the Territory of the Republic which affords them an asylum, and which place shall not be within 50 leagues of the said Frontiers.

XII. The Deserters from Equator to Peru, and from Peru to Equator, shall be allowed an asylum; but each State shall return the arms, horses, and equipments brought by the said Deserters, for which purpose they must be delivered up to the nearest Frontier Authority of the State to which they belong.

XIII. Neither of the two States shall employ

1832 *vicio bojo su Pabellon á los Desertores de que habla el Artículo anterior.*

XIV. Mientras se celebre un Convenio sobre arreglo de limites entre los 2 Estados, se reconocerán y respetarán los actuales.

XV. La liquidacion de las deudas entre una y otra República, queda reservada para la época en que este negocio sea definitivamente acordado entre el Ecuador y los demas Estados de Colombia.

XVI. Una y otra República conservarán Ministros residentes cerca de los respectivos Gobiernos, ó en defecto de estos, encargados de negocios, que mantengan las relaciones estrechas establecidas por este Tratado.

XVII. El presente Tratado será ratificado, y lás Ratificaciones cangeadas en el término de 60 dias, contados desde la fecha, ó mas pronto si fuese posible, y sometido á la aprobacion de los Congresos respectivos, tan luego como se reunan.

En fé de lo cual, nos los infrascriptos Ministros de las Partes Contratantes, hemos firmado el presente Tratado de Amistad y Alianza, sellandolo con las armas de nuestras respectivas Repúblicas, en la Ciudad de Lima á 12 dias del mes de Julio del año del Señor de 1832.

(*L. S.*) DIEGO NOBOA.
(*L. S.*) JOSE M. DE PANDO.

5.

Tratado de comercio entre la República del Peru y el Estado del Ecuador. Fecho 12. Julio 1832.

(Publication officielle à Lima.)

En el nombre de Dios Todo Poderoso.

Conociendo el Estado del Ecuador y la República del Perú la necesidad de fijar sobre bases sólidas la amistad y alianza, felizmente establecidas en el Tratado celebrado con esta misma fecha; y animados de un vivo deseo de contribuir á su mutua prosperidad, han determinado arreglar sus

under its Flag the Deserters mentioned in the preceding Article. 1832

XIV. Until a Convention, respecting the limits of the 2 States, shall have been concluded, the present limits shall be recognized and respected.

XV. The liquidation of the debts existing between the two Republics, shall be deferred until the period when this business shall be definitively agreed upon, between Equator and the other States of Colombia.

XVI. The two Republics shall have a resident Minister at their respective Governments, or, in default of them, Chargés d'Affaires, who shall maintain the strict relations established by this Treaty.

XVII. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications exchanged within the term of 60 days, reckoned from the date thereof, or sooner if possible, and shall be submitted to the approval of the respective Congresses, as soon as they assemble.

In faith of which, we, the Undersigned Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Treaty of Friendship and Alliance, sealing it with the Arms of our respective Republics, in the City of Lima, on the 12th day of the month of July, in the year of our Lord, 1832.

(L. S.) Diego Noboa.
(L. S.) Jose M. de Pando.

5.

Traité de commerce entre la République de Perou et l'Etat de l'Equateur. Signé le 12. Juillet 1832.

(Traduction anglaise.)

In the Name of Almighty God.

The Republic of Peru, and the State of Equator, being convinced of the necessity of fixing upon a solid basis, the friendship and alliance happily established by the Treaty concluded this day, and animated by a sincere desire to contribute to the prosperity of each other, have determined to regulate their commercial

1832 *relaciones comerciales de un modo que concilie los intereses comunes y produzcan recíprocas ventajas à ambos Pueblos: y hallándose al efecto debidamente autorizados por sus Gobiernos, à saber:*

Por parte del Ecuador, su Ministro Plenipotenciario, el Ciudadano Diego Noboa; y por parte del Perú, el Ministro de Estado en el Departamento de Gobierno y relaciones exteriores, el Ciudadano José Maria de Pando:

Los cuales, despues de reconocidos y cangeados sus respectivos poderes, han convenido en los Articulos siguientes.

Art. I. Los Ciudadanos del Ecuador pagarán en el Perù los mismos derechos y gozarán los mismos privilegios y esenciones comerciales que si fuesen Peruanos, y estos á su vez pagarán en el Ecuador los mismos derechos y gozarán los mismos privilegios y esenciones comerciales que si fuesen Ecuatorianos.

II. Todas las leyes prohibitivas y de estanco que estorban el libre trafico de los frutos y producciones del Ecuador y del Perú respectivamente, quedan abolidas en uno y otro Estado.

III. Los frutos del Ecuador y los productos de su industria no podrán ser introducidos en los Puertos del Perú sino en Buques Ecuatorianos ó Peruanos, asi como los frutos del Perú y los productos de su industria no podrán ser introducidos en los Puertos del Ecuador sino en Buques de una u otra de las 2 Naciones.

IV. Los frutos y producciones Ecuatorianas que se importen en el Perú en los terminos especificados en el Artículo anterior, y los frutos y producciones Peruanas que se importen en el Ecuador, pagarán por todo derecho 8 por ciento de su valor sobre avaluo de plaza, incluso en este derecho el conocido con el nombre de Consulado.

V. Quedan exceptuados de la regla figada en el precedente Artículo los aguardientes y azucares del Perú que se importen en el Ecuador, los cuales pagarán, á saber: los azucares 12 por ciento sobre avaluo, y los aguardientes 12 reales por cada arroba.

VI. Será tenido por Ecuatoriano ó Peruano

intercourse in a manner calculated to prove advanta- 1832
geous to both Countries; with which intent they have appointed their respective Plenipotentiaries, to wit:

The Republic of Peru, the Citizen Jose Maria de Pando, its Minister of State for the Department of Government and of Foreign Relations; and the State of the Equator, the Citizen Diego Noboa, its Minister Plenipotentiary;

Who, having recognized and exchanged their respective Full Powers, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The Citizens of Peru shall pay in Equator the same Duties, and enjoy the same commercial privileges and exemptions, as if they were Equatorians; and the Citizens of Equator shall pay in Peru the same Duties, and enjoy the same commercial privileges and exemptions, as if they were Peruvians.

II. All laws of prohibition and monopoly, which impede the free commerce in the produce and manufactures of Peru and Equator, respectively, shall be abolished in each State.

III. The productions of the soil and industry of Equator, can be introduced into the Ports of Peru, only in Peruvian or Equatorian Vessels; and the productions of the soil and industry of Peru, can be introduced into the Ports of Equator, only in Vessels of one or other of the 2 Nations.

IV. The produce and manufactures of Equator, imported into Peru, according to the terms of the preceding Article, and Peruvian produce and manufactures imported into Equator, shall pay no other Duty than 8 per cent. upon their valuation at the place of entry, which Duty shall include that known under the title of *Duty of Consulado.*

V. Shall be excepted, however, from the regulation established in the preceding Article, all brandy and sugar imported into Equator from Peru, the Duties on which shall be, viz. 12 per cent. on the value of the sugar, and 12 reals on each arroba of brandy.

VI. In order to entitle a Vessel to be considered

1832 *todo Buque que, ademas de la patente que acredite, hallarse debidamente matriculado en su respectivo Estado, tenga Capitan ó Piloto y un tercio por lo menos de su tripulacion nacidos de la República cuyo Pabellon lleve.*

VII. Los Puertos menores de uno y otro Estado serán abiertos à los Buques Ecuatorianos y Peruanos para los frutos y productos de su respectivo Pais que conduzcan, y para los efectos extrangeros ya libres por haber pagado sus derechos en los Puertos mayores; pero no podrán descargar en dichos Puertos menores los efectos extrangeros que hayan tomado en tránsito y sin pagar derecho.

VIII. Sin embargo los Buques Ecuatorianos estarán obligados á tocar en uno de los Puertos mayores del Perú, para pagar los derechos de los Cargamentos que conduzcan, segun el registro que presenten, antes de dirigirse á los Puertos menores de su destino. Para exportar los frutos ó productos del pais podrán dirigirse á ellos libremente.

IX. Los Buques Peruanos que se dirijan á los Puertos menores del Estado del Ecuador, tocarán antes, á su eleccion, en Guayaquil, ó en Monte Cristi, que será inmediatamente declarado al efecto Puerta mayor. Para exportar frutos ó productos del pais podrán entrar en cualquier Puerto libremente.

X. Los efectos extrangeros puestos en almacenes de depósito en uno ú otro Estado, no podrán ser extraidos en Buques Extrangeros para ninguno de los Puertos del Ecuador ó del Perú respectivamente, sin perjuicio de que dichos Buques extrangeros reembarquen los efectos depositados en almacenes que pertenezcan à sus Cargamentos originales.

XI. Los Buques Extrangeros que extragesen dichos efectos con arreglo á lo prefijado en el Artículo anterior, deberán hacerlo bajo Registro. Si estos Buques no descargan el todo en un Puerto del Ecuador ó del Perú, la existencia á bordo se pondrá en una lista, especificando el número de bultos marcas, numeros, y contenido de ellos, sacado todo del Registro que deberán haber presentado: esta lista se entregará bajo cubierta, sellada con

Peruvian or Equatorian, her Master or Mate, and at least one-third of her Crew, must be natives of the Republic whose Flag she bears, and she must moreover carry a Certificate of her having been duly registered in her own Country. 1832

VII. The minor Ports (those which are not Ports of Entry) of each Country, shall be open to Peruvian or Equatorian Vessels, carrying the produce and manufactures of their respective Countries, as well as Foreign goods which have already paid the Duties in the Ports of Entry; but no Foreign goods taken in transit, or on which the Duties have not been paid, can be landed in any minor Port.

VIII. Equatorian Vessels shall, however, be required to touch at some Peruvian Port of Entry, and there to pay the Duties on their Cargoes, according to invoice, before they can proceed to any of the minor Ports of Peru, for which they may be bound. They may, however, sail directly for a minor Port, for the purpose of exporting a Cargo of Peruvian productions.

IX. Peruvian Vessels bound for the minor Ports of Equator, shall touch first either at Guayaquil or Monte Cristi, which latter shall be immediately declared a Port of Entry. They may, however, enter freely into any Port, for the purpose of exporting a Cargo of Equatorian productions.

X. Foreign goods warehoused in either State, cannot be withdrawn for exportation in Foreign Vessels, to any Port of Peru or Equator, respectively, unless the said goods, previously to their being warehoused, shall have formed a part of the original Cargo of the same Vessel in which they are to be exported.

XI. Foreign Vessels withdrawing warehoused goods, by virtue of the latter part of the preceding Article, must take a certified List of the same. Whenever a Foreign Vessel does not discharge the whole of its Cargo at any Port in Peru or Equator, a List of the remainder of the Cargo on board, specifying the number, marks, and contents of the packages, agreeably to the Manifest, shall be made at the Custom-House, and delivered sealed to the Captain, which List shall

1832 *el sello de la Aduana respectiva al Capitan del Buque, y se exigirá precisamente á los Buques Extrangeros procedentes de uno de los Estados Contratantes, para ser admitidos á la descarga en los Puertos mayores del otro.*

XII. Considerandose los Buques Ecuatorianos como Peruanos en los Puertos del Perú, y los Buques Peruanos como Ecuatorianos en los Puertos del Ecuador, no pagarán mas derecho de ancoraje, tonelada, y otros, que los que respectivamente paguen los Nacionales.

XIII. Los mencionados Buques podrán respectivamente estacionarse, recorrerse y alistarse en los Puertos de uno y otro Estado, gozando de toda la seguridad, y proteccion, sin mas gravamen, que el que se acostumbra con relacion á los Nacionales.

Esta misma disposicion se entenderá como estensiva á los Buques de Guerra, cuyos Comandantes deberán ponerse de acuerdo con las Autoridades Locales con respecto al tiempo de su permanencia.

XIV. Ningun Buque podrá cargar ni descargar, sino sale y llega, acreditado con registros formales despachados por las respectivas Aduanas de su procedencia. Las Aduanas de uno y otro Estado deberán comunicarse entre sí para instruirse de los registros que se hayan despachado, y exigir á los Capitanes, Torna-guías ó Certificaciones que acrediten haberlos cumplido en los Puertos de su destino.

XV. Los Empleados del Ecuador ó del Perú que expidieren Registros ó Torna-guías falsas serán castigados conforme á las Leyes de su Nacion como si el delito fuese cometido contra ella, prévia la reclamacion del Gobierno que hubiese recibido el daño.

XVI. Los frutos y producciones del Ecuador y del Perú que recíprocamente se internen en uno y otro Estado por la frontera terrestre, gozarán absoluta excepcion de derechos.

XVII. Los efectos extrangeros que de la Provincia de Piura se internen á la de Loja, pagarán un derecho de alcabala de 4 por ciento sobre su valor.

be required to be exhibited by such Foreign Vessel 1832
proceeding from one of the Contracting States, before it can be allowed to unload at any Port of Entry of the other State.

XII. Equatorian Vessels being considered as Peruvian in Peru, and Peruvian Vessels as Equatorian in Equator, neither of them shall, in the Ports of the other, pay any higher duties of anchorage, tonnage, or of any other description, than are paid by the National Vessels.

XIII. Vessels of either Nation may be stationed, repaired, and equipped, in the Ports of the other, and shall enjoy all the security, receive the same protection, and be subject only to the same liabilities as National Vessels.

This regulation shall be understood to extend to Ships of War, whose Commanders, however, must agree with the Local Authorities, with respect to the period of their stay.

XIV. No Vessel can load or unload, unless she arrives and departs furnished with the proper Documents from the respective Custom-houses. The Custom-houses of each State shall communicate to the other the Documents thus furnished; and they shall require from the Captains of Vessels the return of their Certificates, in proof of their having produced them in the Ports of their destination.

XV. The Officers of Equator or Peru, who shall furnish false Papers to Vessels, shall, on complaint being made by the Government which suffered injury therefrom, be punished according to the Laws of their own Nation, in the same manner as if the crime had been committed against itself.

XVI. The produce and manufactures either of Equator and Peru, respectively, which shall enter the other by the land Frontier, shall be entirely exempt from all duties whatsoever.

XVII. Foreign goods imported from the Province of Piura into that of Loja, shall pay a duty of *Alcabala* of 4 per cent. upon their value.

1832 *XVIII. Los Gobiernos de las Partes Contratantes podrán establecer Cónsules en los puntos donde se juzgasen necesarios, para la proteccion recíproca del comercio, y estos Agentes gozarán de las inmunidades que les son concedidas entre las Naciones Europeas.*

XIX. El arreglo de la Estafeta establecida entre los 2 Paises, continuará en los mismos términos en que hoy se halla.

XX. El presente Tratado será ratificado, y las Ratificaciones cangeadas en el término de 60 dias, contados desde la fecha, ó mas pronto si fuese posible, y sometido á la aprobacion Constitucional de los Congresos respectivos, tan luego como se instalaren.

XXI. El presente Tratado, que tendrá efecto 3 meses despues de su publicacion, se conservará en toda su fuerza y vigor por el espacio de 10 años contados desde la fecha en que haya obtenido la aprobacion de los Congresos respectivos; pudiendo ser renovado ó ratificado, de acuerdo de los 2 Gobiernos y por expreso consentimiento de ambos, antes ó despues de conclúido este término.

En fé de lo cual, nos los infrascritos Ministros de las Partes Contratantes, hemos firmado el presente Tratado de comercio, refrendándolo con el Escudo de Armas de nuestras respectivas Repúblicas, en la Capital de Lima á 12 dias del mes de Julio, del año del Señór de 1832.

(*L. S.*) DIEGO NOBOA.
(*L. S.*) JOSE MARIA DE PANDO.

Articulos adicionales.

Estando estipulado que los Ciudadanos del Ecuador pagarán en el Perú los mismos derechos que si fuesen Peruanos, y que estos á su vez pagarán en el Ecuador los mismos derechos que si fuesen Ecuatorianos; los infrascriptos, ampliamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, han convenido en los Artículos siguientes:

Art. I. Los Ecuatorianos en el Perú, y los Peruanos en el Ecuador, solo pagarán 2 Pesos por el papel sellado en que se les estienda los Pasaportes para cualquier parte que soliciten.

XVIII. The Governments of the Contracting Parties may establish Consuls wherever they may think it necessary, for the reciprocal protection of commerce, and their Agents shall enjoy all the immunities customary among European Nations. 1832

XIX. The regulations of the Post between the 2 Countries, shall remain as at present established.

XX. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications thereof shall be exchanged, within 60 days after the date thereof, or sooner if possible, and be submitted for the Constitutional approval of the respective Congresses, at their next meeting.

XXI. The present Treaty, which shall take effect in 3 months from the date of its publication, shall continue in full force and vigour for 10 years, from the day on which it shall have received the approbation of the respective Congresses; it may, however, be renewed and ratified again, in concert between the 2 Governments, and by the express consent of both, before or after the expiration of that term.

In faith whereof, We, the undersigned, Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Treaty of Commerce, and have affixed thereto the Seal of the Arms of our respective Republics, in the Capital of Lima, the 12th day of the month of July, of the year of Our Lord, 1832.

(L. S.) DIEGO NOBOA.
(L. S.) JOSE MARIA DE PANDO.

Additional Articles.

It being stipulated that the Citizens of Peru shall pay in Equator the same duties as if they were Equatorians, and that the Citizens of Equator shall pay the same duties in Peru as if they were Peruvians; the undersigned Ministers, duly authorized by their respective Governments, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The Peruvians in Equator, und the Equatorians in Peru, shall pay only 2 Dollars for the Stamp upon their Passports, for any place to which they may be going.

1832 *11. El antecedente Artículo será reputado como Adicional al Tratado de Comercio de esta fecha.*

En fé de lo cual, nos los infrascriptos Ministros de las Partes Contratantes, hemos firmado el presente Convenio, sellandolo con las Armas de nuestras respectivas Repúblicas, en la Ciudad de Lima, á 12 dias del mes de Julio del año del Señor de 1832 — 13 de la Independencia del Perú.

(*L. S.*) DIEGO NOBOA.
(*L. S.*) JOSE MARIA DE PANDO.

(Ratifié par le Président de la République de Pérou le 27. Décembre 1832.)

II. The preceding shall be considered as an Additional Article to the Treaty of Commerce concluded this day. 1832

In faith wereof, we, the undersigned Ministers of the Contracting Parties, have signed the present Act, and sealed it with the Seals of our respective Republics, in the City of Lima, on this 12th day of July, in the Year of our Lord 1832, and of the Independence of Peru the 13th.

(L. S.) Diego Noboa.
(L. S.) Jose Maria de Pando.

6.

Convention conclue à Londres, le 22. Octobre 1832, entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande *).

(Oracle de Bruxelles.)

S. M. le roi des Français et S. M. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant été invités par S. M. le roi des Belges à faire exécuter les articles du traité relatif aux Pays-Bas, conclu à Londres le 13. Novembre 1831, dont l'exécution, aux termes de l'art. 25. du dit traité, a été conjointement garantie par LL. dites MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies;

Ayant de plus reconnu que tous les efforts faits en commun par les cinq Puissances signataires du dit traité pour arriver à son exécution par la voie des négociations, sont jusqu'ici demeurés sans effet; con-

---

*) France: Ministre des affaires étrangères, le duc de Broglie; Plénipotentiaire, le prince de Talleyrand.
Grande-Bretagne: Ministre des affaires étrangères, et Plénipotentiaire, lord Palmerston.

1832 vaincus d'ailleurs que de nouveaux retards dans cette exécution compromettaient sérieusement la paix générale de l'Europe,

Ont résolu, malgré le regret qu'ils éprouvent de voir que LL. MM. l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies ne sont pas préparés en ce moment à concourir aux mesures actives que réclame l'exécution du dit traité, de remplir à cet égard, sans un plus long délai, leurs propres engagemens; et c'est en vue d'y parvenir, par un concert immédiat des mesures les mieux calculées à cet effet, que LL. MM. le roi des Français et le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ont nommé pour leurs plénipotentiaires, etc.

Art. 1er. S. M. le roi des Français et S. M. le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande notifieront à S. M. le roi des Pays-Bas et S. M. le roi des Belges, respectivement, que leur intention est de procéder immédiatement à l'exécution du traité du 13. Novembre 1831, conformément aux engagemens qu'ils ont contractés; et, comme un premier pas vers l'accomplissement de ce but, LL. dites MM. requerront S. M. le roi des Pays-Bas de prendre, le 2. Novembre au plus tard, l'engagement de retirer, le 12 du dit mois de Novembre, toutes ses troupes des territoires qui, par les premier et second articles du dit traité, doivent former le royaume de la Belgique, dont les parties contractantes à ce traité ont garanti l'indépendance et la neutralité.

Et LL. dites MM. requerront aussi S. M. le roi des Belges de prendre, le 2. Novembre de la présente année au plus tard, l'engagement de retirer le 12 ou avant le 12 du dit mois de Novembre, toutes ses troupes des territoires de S. M. le roi des Pays-Bas; de façon qu'après le 12. Novembre il n'y ait aucunes troupes néerlandaises dans les limites du royaume de Belgique, ni aucunes troupes belges sur le territoire du royaume des Pays-Bas; et LL. MM. le Roi des Français et le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande déclareront au même temps à S. M. le roi des Pays-Bas et S. M. le roi des Belges, respectivement, que s'ils ne satisfont point à cette réquisition, LL. MM. procéderont, sans autre avertisse-

ment ou délai, aux mesures qui leur paraitront néces- 1832
saires pour en forcer l'exécution.

Art. 2. Si le roi des Pays-Bas refuse de prendre l'engagement mentionné dans l'article précédent, LL. MM. le roi des Français et le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ordonneront qu' un embargo soit mis sur tous les vaisseaux hollandais dans les ports de leurs dominations respectives, et ils ordonneront également à leurs croisières respectives d'arrêter et d'envoyer dans leurs ports tous les vaisseaux hollandais qu'elles pourront rencontrer en mer, et une escadre française et anglaise combinée stationnera sur les côtes de Hollande, pour l'exécution plus efficace de cette mesure.

Art. 3. Si le 13. Novembre il se trouvait encore des troupes hollandaises sur le territoire Belge, un corps français entrera en Belgique, dans le but de forcer les troupes hollandaises à évacuer le dit territoire, bien entendu que le roi des Belges aura préalablement exprimé son désir de voir entrer des troupes françaises sur son territoire, dans le but ci-dessus indiqué.

Art. 4. Si la mesure indiquée dans l'article précédent devient nécessaire, son objet se bornera à l'expulsion des troupes-hollandaises de la citadelle d'Anvers et des forts et lieux qui en dépendent; et S. M. le roi des Français, dans sa vive sollicitude pour l'indépendance de la Belgique, comme pour celle de tous les gouvernemens établis, s'engage expressément à ne faire occuper aucune des places fortifiées de la Belgique par les troupes françaises qui pourront être employées au service indiqué ci-dessus; et lorsque la citadelle d'Anvers, les forts et lieux qui en dépendent se seront rendus ou auront été évacués par les troupes hollandaises, ils seront aussitôt remis aux autorités militaires du roi des Belges, et les troupes françaises se retireront immédiatement sur le territoire français.

Art. 5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres dans le terme de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Cette convention signée à Londres par les plénipotentiaires de la France et de la Grande Bretagne, le 22. Octobre 1832, fut ratifiée le 27. Octobre et le même jour la sommation adressée à

1832 la Belgique et à la Hollande pour requérir l'évacuation du territoire, fut expédiée. Elle fut signifiée à la Haye le 29. Octobre par le Marquis d'Eyragues et M. Jermingham; à Bruxelles le 30, par Sir Robert Adair et le Comte de la Tour-Maubourg.

Sommation adressée au Gouvernement Belge, de la part de la France.

Le Soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Français près Sa Majesté le roi des Belges, a reçu l'ordre de faire connaitre à M. le général Goblet, ministre des affaires étrangères, la détermination que vient de prendre Sa Majesté le roi des Français, d'accord avec Sa Majesté Britannique.

L'inutilité reconnue des efforts si souvent renouvelés pour arriver, par la voie des négociations, à l'acceptation et à l'exécution du traité relatif aux Pays-Bas, conclu à Londres le 15. Novembre 1831, les oblige à adopter la seule mesure qui leur reste, pour mettre fin à un état de choses, dont la durée, plus long-temps prolongée, pourrait compromettre la paix de l'Europe. Ils se voient donc contraints, par les considérations ci-dessus mentionnées et par les engagemens qu'ils ont contractés, de procéder immédiatement, par les moyens qui sont en leur pouvoir, à obtenir l'évacuation respective des territoires qui se trouvent occupés par celle des deux puissances à laquelle ils ne doivent plus appartenir.

En conséquence, le soussigné est chargé de demander que Sa Majesté le roi des Belges veuille bien faire connaitre si elle consent à faire évacuer, le 12 du mois de Novembre prochain, *la place de Venloo, les forts et lieux qui en dépendent, ainsi que les portions de territoire qui ne font pas partie du royaume de Belgique, et, dans le cas où une réponse formelle et satisfaisante à cet égard ne serait pas faite le 2 du mois de Novembre prochain, le soussigné doit déclarer que toutes les mesures nécessaires seront prises pour amener ce résultat.*

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à M. le général Goblet l'assurance de sa plus haute considération.

Signé, Comte de La Tour-Maubourg.

La sommation adressée au gouvernement de la Belgique de la part de la Grande Bretagne et signée par Sir Robert Adair, était conçue dans les mêmes termes. La sommation faite à la Hollande par les deux cabinets ne présentait que la différence suivante dans la conclusion:

"En conséquence, le soussigné est chargé de demander que Sa Majesté le roi des Pays-Bas veuille bien faire connaitre si elle consent à faire évacuer, le 12 du mois de Novembre prochain, la citadelle d'Anvers, les forts et les lieux qui en dépendent; et dans le cas où une réponse formelle et satisfaisante à cet égard ne sera pas faite, le 2 du mois de Novembre 1832. le soussigné doit déclarer que des forces de terre et de mer seraient mises en mouvement par les deux gouvernemens de France et d'Angleterre, et si le 15 du mois de Novembre prochain l'évacuation de la citadelle d'Anvers, des forts et des lieux qui en dépendent, n'était

as complétement effectuée par les troupes néerlandaises, toutes 1832
s mesures nécessaires seraient prises pour amener ce résultat."

La réponse du Ministre des affaires étrangères en Belgique, ui porte la date du 2. Novembre 1832, se trouva conçue en ces rmes:

"Le Soussigné, ministre des affaires étrangères de S. M. le oi des Belges, a eu l'honneur de recevoir la note en date du 0. Octobre dernier, par laquelle M. le comte de La Tour-Maubourg, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. roi des Français (Son Excellence sir Robert Adair, ambassadeur e S. M. Britannique, en mission extraordinaire) lui fait connaitre détermination que vient de prendre le roi, son auguste maitre, 'accord avec Sa Majesté Britannique (d'accord avec S. M. le roi es Français), pour arriver à l'acceptation et l'exécution du traité elatif aux Pays-Bas, conclu à Londres le 15. Novembre 1831.

Le Soussigné s'est empressé de mettre cette note sous les eux de son souverain, et il a reçu l'ordre de déclarer:

Que S. M. le roi des Belges consent à faire évacuer, le 12 e ce mois, et même à une époque plus rapprochée, la place de Venloo, les forts et lieux qui en dépendent, ainsi que les portions e territoire qui ne font pas partie du royaume de Belgique, en éme temps que le gouvernement Belge entrera en possession de citadelle d'Anvers, ainsi que des forts et lieux situés sur les eux rives de l'Escaut, qui font partie du territoire assigné à ce oyaume par le traité du 15. Novembre.

Le Soussigné saisit cette occasion de renouveler, etc.

Signé, GOBLET."

La réponse du gouvernement de la Hollande, qui porta égaement la date du 2. Novembre 1832, fut négative et conçue dans s termes suivans:

"Le Soussigné, Ministre des Affaires Etrangères, a eu l'honeur de recevoir la Note de M. Jerningham, Chargé d'Affaires de a Majesté Britannique, du 29. Octobre dernier, annonçant la étermination que venait de prendre Sa Majesté le Roi de la rande Bretagne et d'Irlande, d'accord avec Sa Majesté le Roi es Français, et portant que l'inutilité reconnue des efforts si souent renouvelés près de Sa Majesté le Roi des Pays Bas, pour mener l'acceptation et l'exécution du Traité conclu à Londres le 5. Novembre, 1831, les oblige de procéder immédiatement, par s moyens qui sont en leur pouvoir, à obtenir l'évacuation des Territoires, qui se trouvent encore occupés par celle des 2 Puisances, à laquelle ils ne doivent plus appartenir; qu'en conséuence, la Légation de la Grande Bretagne était chargée de emander, que Sa Majesté le Roi des Pays Bas veuille bien faire onnaître, si elle consent à l'évacuation le 12 de ce mois de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lieux qui en dépendent; et ans le cas où une réponse formelle et satisfaisante, à cet égard, e serait pas donnée le 2. Novembre, de déclarer, que des forces e terre et de mer seraient mises en mouvement par les 2 Gouernemens d'Angleterre et de France; et que si le 15. Novembre l'évacuation de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lieux qui en dépendent, n'était pas complètement effectuée par les Troupes

1832 Néerlandaises, toutes les mesures nécessaires seraient prises pour amener ce résultat.

Le Soussigné n'a pas manqué de porter cette Note à la connaissance du Roi, et se trouve chargé de présenter à M. Jerningham l'exposé suivant.

La Hollande ayant accédé, non au Traité du 15. Novembre, 1831, mais à la majeure partie de ses dispositions, doit baser sa marche sur les Stipulations qu'elle a acceptées. Parmi les Articles arrêtés de commun accord avec la Conférence de Londres, est comprise l'évacuation dans un temps déterminé, après l'échange des Ratifications, des Territoires respectifs destinés à changer de domination, objet réglé par le dernier des 24 Articles du 15. Octobre, 1831, par le Traité du 15. Novembre, et dans les Projets de Convention, qui l'ont suivi. Si le 11. Juin la Conférence proposa la date du 20. Juillet pour évacuer les Territoires respectifs, elle déclara par sa Note du 10. Juillet, qu'en fesant cette proposition, elle avait pensé, que le Traité entre la Hollande et la Belgique se trouverait ratifié. Effectuer dès lors l'évacuation à une époque antérieure à l'échange des Ratifications, serait agir en opposition à la fois aux intentions formellement annoncées de la Conférence, et à l'adhésion qu'y a donné le Gouvernement des Pays Bas.

Un second motif qui empêche le Roi de consentir à une évacuation anticipée de la Citadelle d'Anvers, et des Forts et Lieux qui en dépendent, résulte du devoir rigoureux. imposé à Sa Majesté, dans l'intérêt de son Royaume, de ne pas se dessaisir du gage dont il est dépositaire, pour parvenir à des conditions équitables de Séparation entre la Hollande et la Belgique.

En réponse à l'allégation de l'inutilité des efforts souvent renouvelés pour amener le Roi à l'acceptation du Traité du 15 Novembre, le Soussigné se permettra d'observer, que depuis le 15. Octobre, 1831, la Négociation n'a porté que sur les 24 Articles, et de mentionner la maturité, à laquelle cette Négociation est aujourd'hui parvenue, en conséquence des offres contenues dans les Notes du Plénipotentiaire des Pays Bas à la Conférence de Londres, du 30. Juin, et du 25. Juillet, de l'approbation qu'elles ont généralement rencontrée, et de la manière dont le Cabinet Néerlandais vient encore d'accueillir, il y a peu de jours, un Projet de Convention communiqué de la part de la Cour de Berlin, et qui a été porté à la connaissance de la Conférence de Londres avec les réponses conciliantes de la Hollande. Cet état de choses, loin d'exiger des mesures intermédiaires et partielles, ne semble réclamer que de mettre la dernière main à l'oeuvre pour aplanir en peu de jours l'ensemble des difficultés, au moyen de la signature du Traité de Séparation, qui en embrassant la question dans sa totalité, comprendrait en même temps celle de l'évacuation des Territoires respectifs.

D'après ces considérations, le Roi ne se voit pas dans le cas de consentir à la mesure qui fait l'objet de la Note de M. le Chargé d'Affaires de Sa Majesté Britannique; mais toujours disposée à suivre le fil des Négociations dans le sens le plus propre à écarter les obstacles, qui arrêtent encore la conclusion immédiate

du Traité, Sa Majesté fait munir son Plénipotentiaire près la 1832
Conférence de Londres d'Instructions à cet effet.

Quant à des mouvemens militaires destinés à réaliser l'évacuation à une époque antérieure à celle fixée par la voie diplomatique, il suffira de rappeler à la pénétration de la Cour de Londres, combien ils blesseraient le principe, hautement proclamé, que la Conférence de Londres ne devra jamais perdre son caractère de médiatrice, et d'ajouter, que si les complications qu'ils produiraient sans motif, venaient à compromettre, comme on devrait s'y attendre, l'objet des Négociations des 2 dernières années, à la veille même de leur dénouement, les sacrifices que la Hollande a portés au maintien de la paix, lui éviteraient jusqu'à l'apparence d'avoir été la cause d'une si fâcheuse issue.

Le Soussigné a l'honneur de prier M. Jerningham de vouloir communiquer la présente Note à sa Cour, et saisit, etc.

VERSTOLK DE SOELEN."

Le 5 Octobre 1832 une Note avait été adressée par le Ministre des affaires étrangères de la Belgique aux cabinets de la France et de la Grande Bretagne, pour réclamer l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831 par l'emploi de la force en ces termes:

"Le Soussigné, ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le roi des Belges, ayant rendu compte à son souverain de l'état des négociations ouvertes à Londres, et principalement des nouveaux actes intervenus depuis que le plénipotentiaire Belge a été muni des pouvoirs nécessaires pour entrer directement en relation avec le plénipotentiaire hollandais, a reçu l'ordre de faire la déclaration suivante.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges s'étant adressé, sous la date du 12 et du 13. Juin, aux cabinets des Tuileries et de St. James, pour réclamer l'exécution des engagemens contractés par le traité du 15. Novembre, reçut pour réponse que la Conférence s'occupait des moyens propres à amener sans délai ce résultat.

Fort de cette assurance et de l'approbation donnée, par la note de la Conférence du 11. Juin, au plan de conduite qu'il s'est tracé, le gouvernement Belge comptait sur un dénouement prochain de difficultés trop long-temps prolongées, lorsque la Hollande donna subitement aux négociations une direction nouvelle et inattendue.

Le cabinet de La Haye, en paraissant s'offrir à négocier un arrangement direct avec le gouvernement Belge, avait fait croire à l'existence d'un moyen pacifique dont il restait encore à user; en arrêtant ainsi la Conférence et en donnant le change à l'opinion, il était parvenu à rejeter sur la Belgique la responsabilité des retards.

C'est ce qui engagea le roi des Belges à se départir, momentanément, de la résolution de ne prendre part à aucune négociation avant l'évacuation du territoire Belge. En conséquence, des mesures furent arrêtées par Sa Majesté pour ouvrir une négociation directe, à l'effet de s'assurer, d'une manière certaine, s'il était possible d'obtenir un arrangement, à l'amiable, avec la Hollande.

1832 L'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi des Belges, à Londres, fut muni, le 18. Septembre, de pleins pouvoirs à l'effet de négocier, conclure et signer un traité direct avec le plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Pays-Bas; le plénipotentiaire Belge, en instruisant la Conférence de sa nouvelle mission, déclara, par une note du 20. Septembre, que le roi des Belges entendait ne porter aucune atteinte ni aucun préjudice à ses droits, qu'il se réservait, si la négociation directe restait sans résultat, de réclamer l'exécution des engagemens contractés par chacune des cinq Cours.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi des Belges ne tarda pas à acquérir la connaissance de la note adressée à la Conférence par le plénipotentiaire Néerlandais, sous la date du 20. Septembre, ainsi que du résultat des travaux auxquels les plénipotentiaires des cinq Cours se sont livrés dans leurs réunions des 24, 25 et 26 du même mois. Il a puisé dans ces documens la conviction que le gouvernement Néerlandais ne saurait être amené par les voies ordinaires de la négociation à un rapprochement direct avec la Belgique, et que tout espoir de conciliation étant devenu illusoire, il ne reste plus qu'à envisager la question Belge sous ce point de vue. Dans cet état de choses, le gouvernement Français reconnaitra sans doute qu'il est dans les devoirs du soussigné de protester, au nom de son souverain, contre toute mesure qui pourrait encore laisser ouverture à des négociations dont une longue expérience a démontré la stérilité, soit qu'elles aient été tentées par l'action simultanée et réunie des cinq Cours représentées à la Conférence, soit qu'elles l'aient été par l'action separée de quelques-unes d'entre elles. Ces dernières n'ont plus à se faire illusion sur leur influence auprès du cabinet de La Haye, surtout après l'échec éprouvé par le comte Orloff, dans la mission toute bienveillante dont il avait été chargé par la cour de Russie. Des efforts nouveaux resteraient, comme par le passé, inefficaces, et n'auraient évidemment pour résultat que de prolonger des délais préjudiciables, non seulement à la Belgique, mais à l'Europe entière qu'ils tiennent en suspens: le désarmement général étant, en quelque sorte, attaché à la solution de la question Belge.

Le temps est donc venu de mettre à exécution un traité revêtu depuis cinq mois de la sanction commune des cinq Cours, et dont l'inaccomplissement expose la paix de l'Europe à des dangers croissans et continuels. Au-delà du nouveau refus du gouvernement Hollandais, il n'y a plus, pour arriver à ce résultat, que l'emploi des forces matérielles, car on ne peut supposer que les Puissances admettent un ajournement indéfini, qui porterait la plus grave atteinte à l'ordre public européen, et qu'après deux ans de laborieuses négociations, un traité solennellement ratifié reste sans exécution.

En conséquence, le soussigné a reçu l'ordre formel de son souverain, de réclamer du gouvernement de Sa Majesté le roi des Français (de la Grande Bretagne) l'exécution de la garantie stipulée par l'article 25 du traité du 15. Novembre 1831, conclu avec la Belgique. Les circonstances requièrent des mesures vigoureuses et efficaces. Le soussigné ose espérer que le gouverne-

ment Français n'hésitera pas à les prendre, en exécution des 1832
engagemens contractés envers la Belgique.

Le Soussigné prie S. Exc. le ministre secrétaire d'Etat de Sa Majesté le roi des Français (de la Grande Bretagne) au département des affaires étrangères, de mettre la présente déclaration sous les yeux du roi son auguste maitre, et saisit cette occasion d'offrir à S. Exc., etc. —

Bruxelles, le 5. Octobre 1832.

Signé, GOBLET."

Peu de jours avant la signature de la convention du 22. Octobre 1832 la Note suivante a été adressée au Vicomte de Palmerston par le Plénipotentiaire de la Belgique:

Londres, le 24. Octobre 1832.

"Le Soussigné etc. a l'honneur de porter à la connaissance de V. E. la résolution prise par le gouvernement de S. M. le Roi des Belges relativement au long délai qu'éprouve l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes hollandaises.

Le Soussigné assurément ne doute point que le cabinet Britannique ne soit animé du désir le plus sincère et le plus ferme de mettre fin à un état de choses dont rien désormais ne saurait justifier la prolongation. Il éprouve cependant le besoin de rappeler de nouveau ce qu'il a eu l'honneur de représenter plusieurs fois à Lord Palmerston, en lui exposant la situation de la Belgique.

Le Soussigné répète que cette situation ne permet pas au Ministère Belge d'attendre plus long-temps l'effet de la garantie donnée par les 5 Puissances lors de la signature du Traité en date du 15. Novembre 1831.

Il ne peut rester aucun espoir aux Cabinets garants de ce Traité que l'on parvienne, par des moyens de conciliation, à vaincre les refus du Cabinet de la Haye. La dernière lueur d'espérance doit s'être évanouie au moment où l'on a vu disparaître toute possibilité de Négociations directes entre la Belgique et la Hollande. L'obstacle que le Gouvernement Hollandais avoit suscité contre l'emploi de mesures coërcitives, en offrant de négocier, n'existe plus depuis que les 5 Puissances ont eu l'occasion d'apprécier à sa véritable valeur ce moyen dilatoire, imaginé par le Ministère des Pays Bas.

Peu de jours nous séparent de l'époque où l'on tomberoit dans l'impossibilité d'employer des moyens hostiles, maintenant les seuls dont il soit permis d'attendre quelque résultat. La saison trop avancée, l'état de l'atmosphère et du sol, dans le cours du mois de Novembre, augmenteroient les difficultés d'exécution, et laisseroient moins de chances de succès pour les mesures qui seroient prises afin d'amener une solution par la force des Armes, sur les Frontières qui séparent la Hollande et la Belgique.

Le Ministère de Sa Majesté le Roi des Belges est donc convaincu de la nécessité de ne pas commencer les opérations militaires plus tard que le 3. Novembre.

Aux considérations tirées des circonstances locales et de l'époque de l'année, viennent se joindre des motifs politiques de la plus grande gravité.

1832 Son Excellence Lord Palmerston n'ignore point quelle a été constamment l'agitation des esprits en Belgique, depuis qu'on a vu s'écouler des semaines, des mois, le printemps, l'été, l'automne, sans qu'aucune mesure décisive amenât l'exécution du Traité.

Aujourd'hui que rien n'a calmé cette juste impatience de la Nation, les Chambres Législatives sont sur le point de se réunir; aux termes de la Constitution Belge elles sont convoquées de plein droit dans les premiers jours de Novembre.

Pour que le Gouvernement de Sa Majesté conserve la force et la dignité dont il sent le besoin de rester entouré, il est indispensable que l'on ne regarde pas comme inutiles et vains tous les efforts qu'il a tentés pour obtenir l'évacuation de son Territoire occupé par l'ennemi.

Le Soussigné a donc reçu des Instructions précises afin de mettre sous les yeux de Lord Palmerston, comme une conséquence inévitable de la situation du Gouvernement Belge, l'obligation où se trouveroit le Ministère de Sa Majesté d'entreprendre par lui-même l'exécution du Traité du 15. Novembre, 1831, si, contre toute attente, la Grande Bretagne restoit dans l'inaction, si, en un mot, elle n'employoit des moyens prompts et efficaces pour faire évacuer la Citadelle d'Anvers d'ici au 3. Novembre prochain.

Sa Majesté le Roi des Belges ne sauroit attendre au delà de ce terme. Si le 3. Novembre la garantie stipulée n'avoit reçu au moins un commencement d'exécution, Sa Majesté, obligée dès ce jour de se mettre par ses propres Forces en possession du Territoire occupé par l'ennemi, feroit cesser ainsi un état de mal-aise et d'anxiété devenu intolérable pour la Nation. La Belgique, réduite à cette extrémité par une nécessité invincible, se décideroit à courir toutes les chances de sa position.

Le Soussigné est chargé de demander expressément, qu'avant le 3. Novembre prochain la Citadelle d'Anvers soit évacuée, ou sur le point de l'être, par suite d'un commencement d'intervention active de la part de la Grande Bretagne. A défaut de cette mesure le Gouvernement Belge prendroit l'initiative pour expulser l'ennemi du Territoire, qui est reconnu à la Belgique par le Traité du 15. Novembre, 1831, devenu le droit public des Belges et des Puissances qui ont garanti le Traité.

Son Excellence Lord Palmerston sentira que l'intérêt du repos général exige que l'intervention armée des Puissances épargne à la Belgique une démarche où elle seroit amenée par la force des choses.

Le Soussigné prie, etc.

SYLVAIN VAN DE WEYER.

Notification des Plénipotentiaires Français et Anglais adressée aux Plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse, et de Russie.

Londres, Foreign Office, le 27. Octobre, 1832.

Les Soussignés, se référant au dernier Protocole de la Conférence, en date du 1er de ce mois, No. 70, et aux réserves qui s'y trouvent exprimées, se font aujourd'hui un devoir de com-

uniquer à ———————— la Convention par laquelle leurs 1832
lajestés le Roi des Français, et le Roi du Royaume Uni de la
irande Bretagne et d'Irlande, se sont entendus sur les moyens
e remplir les engagemens qu'ils ont contractés, vis-à-vis Sa
lajesté le Roi des Belges, par le Traité du 15. Novembre 1831.

Les Soussignés, etc.

TALLEYRAND. PALMERSTON.

Réponse des Plénipotentiaires d'Autriche au Vicomte Palmerston.

Londres, le 28. Octobre, 1832.

Les Soussignés, etc. ont eu l'honneur de recevoir la Note, n date du 27. Octobre, et la Convention y jointe en copie, du 2 du même mois, que son Excellence M. Le Vicomte Palmerston, tc. a bien voulu leur adresser.

Ils s'empresseront de porter l'une et l'autre de ces Pièces ns délai à la connaissance de leurs Cours.

Quels que soient leurs regrets de voir que les mesures indiquées dans la Convention susmentionnée aient été jugées nécessaires par le Gouvernement Anglais, de préférence à d'autres moyens, ils n'abandonnent pas l'espoir d'une solution pacifique de a question, qui depuis 2 ans fait l'objet des plus vives sollicitudes es 5 Cours.

Les Soussignés, etc.

WESSENBERG. NEUMANN.

Réponse du Plénipotentiaire de Prusse au Vicomte Palmerston.

Londres, le 29. Octobre, 1832.

Le Soussigné, etc. a eu l'honneur de recevoir et la Note, et a Convention, y jointe en copie, que son Excellence M. le Vicomte Palmerston, etc. a bien voulu lui adresser en date du 27 e ce mois. Il s'empressera de porter l'une et l'autre de ces ièces, sans délai, à la connaissance de sa Cour. Quels que oient ses regrets de voir que les mesures indiquées dans la Conention susmentionnée aient été jugées nécessaires par le Gouvernement Anglois, de préférence à d'autres moyens, il n'abandonne as l'espoir d'une solution pacifique de la question, qui depuis 2 ns a fait l'objet des plus vives sollicitudes des 5 Cours.

Le Soussigné, etc. BULOW.

Réponse des Plénipotentiaires de Russie au Vicomte Palmerston.

Londres, le 27. Octobre, 1832.

Les Soussignés, etc., en réponse à la Note que Son Excellence M. le Vicomte Palmerston, etc. leur a fait l'honneur de leur dresser suos la date de ce jour, conjointement avec M. le Prince e Talleyrand, etc. se font un devoir de porter à la connaissance e son Excellence M. le Vicomte Palmerston la Déclaration ci-

1832 jointe, qui leur a été expressément ordonné de faire, dans le cas où des mesures coërcitives seraient adoptées par la Grande Bretagne et la France contre Sa Majesté le Roi des Pays Bas.

Il saisissent, etc.

LIEVEN. MATUSZEWIC.

(*Enclosure.*) — *Déclaration des Plénipotentiaires de Russie.*

Les Plénipotentiaires de Russie s'acquittent d'un ordre formel de l'Empereur leur Maître, en fesant la Déclaration suivante:

L'adoption des mesures coërcitives que la France et la Grande Bretagne ont résolu de prendre contre la Hollande, a fait échoir le cas où les Plénipotentiaires de Russie, en vertu des Instructions dont ils sont munis, et dont les Plénipotentiaires des Cabinets Alliés n'ignorent pas la teneur, se trouvent dans la nécessité de se retirer des Conférences.

Ils rendront compte immédiatement à leur Cour des circonstances graves, qui, en altérant le caractère de la médiation pacifique à laquelle ils ont été appelés à prendre part, ne leur permettent plus de s'associer aux travaux de leurs Collègues.

En suspendant leur participation aux Conférences, les Plénipotentiaires de Russie sont dans l'attente des déterminations ultérieures de leur Cour, motivées par la gravité des circonstances qui ont rendu nécessaire la déclaration dont ils s'acquittent.

LIEVEN. MATUSZEWIC.

Note des Plénipotentiaires Français et Anglais adressée au Plénipotentiaire de Prusse.

Londres, le 30. Octobre, 1832.

Les Soussignés, l'Ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Français, et le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, se référant à la teneur de la Convention qu'ils ont eu l'honneur de communiquer à Monsieur le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, et dans le but d'accélérer la conclusion d'un arrangement définitif entre la Hollande et la Belgique, prient son Excellence de soumettre à sa Cour la proposition suivante.

Le Territoire Belge, une fois affranchi des Troupes Néerlandaises, le Roi des Belges se trouvera dans l'obligation de faire évacuer les Territoires, Places, et Lieux, dans le Limbourg et dans le Grand Duché de Luxembourg, qui, d'après les termes du Traité du 15. Novembre, 1831, doivent appartenir à Sa Majesté le Roi des Pays Bas, Grand Duc de Luxembourg. Comme il serait cependant contraire aux stipulations renfermées dans le dit Traité, de faire remettre ces Territoires au Roi des Pays Bas avant que les conditions attachées à leur possession aient été remplies, les Soussignés sont chargés de proposer au Gouvernement de Sa Majesté Prussienne de faire occuper provisoirement les Territoires, Places, et Lieux, ci-dessus mentionnés, et de les garder en dépôt jusqu'à ce que le Roi des Pays Bas ait formé

lement accepté, et pris l'engagement de remplir, les conditions 1832
attachées à leur possession par le Traité du 15. Novembre, 1831.

Les Soussignés se flattent que la Cour de Berlin verra dans la présente démarche une preuve manifeste de la confiance qu'inspirent à leurs Gouvernemens sa politique éclairée et son amour pour la paix.

Les Soussignés sont prêts à signer avec le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse, tout Acte qui pourrait être nécessaire pour donner à l'arrangement proposé le caractère formel et rassurant que les circonstances exigent.

Les Soussignés ont l'honneur etc.

TALLEYRAND. PALMERSTON.

Réponse du Plénipotentiaire Prussien.

Londres, le 3. Décembre, 1832.

Le Soussigné etc. se trouve aujourd'hui chargé de faire au nom de sa cour la réponse suivante:

S. M. le Roi de Prusse accueillera toujours avec plaisir des propositions qui lui seront adressées dans les intérêts de la paix, et elle sait apprécier sous ce rapport les communications faites conjointement par le Gouvernement Anglais et le Gouvernement Français dans leur offre du 30. Octobre dernier. Si S. M. croit devoir décliner l'occupation dont y est fait mention, c'est parceque cette occupation ne lui parait pas dans les formes proposées, conforme à l'attitude qu'elle a prise, et a dû prendre, dans la présente question, quelque disposée qu'elle soit d'ailleurs à prendre en considération toute proposition qui tendrait à faciliter, dans des voies pacifiques, un arrangement définitif entre la Hollande et la Belgique.

Le Soussigné saisit cette occasion etc.

BULOW.

7.

Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et l'Etat de la Nouvelle-Grenade. Signée à Bagota le 14. Novembre 1832.

(Bulletin des Lois de la France. 1834. Juin.)

(Les Ratifications ont été échangées à Bagota le 27. Juillet 1833.)

Sa Majesté le Roi des Français et l'Etat de la Nouvelle-Grenade, étant également animés du désir de

1832 régulariser l'existence des nombreuses relations de commerce qui se sont établies depuis plusieurs années entre les Etats et les Possessions de Sa Majesté le Roi des Français et le dit Etat de la Nouvelle-Grenade, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, qui consacrerait en même temps la reconnaissance faite par S. M. le Roi des Français de l'indépendance de la Nouvelle-Grenade; mais considérant d'un autre côté que la conclusion de ce Traité ne saurait avoir lieu aussi promptement que l'exigerait l'intérêt des deux Pays;

Et voulant que les relations réciproques soient dès à présent placées sur un pied conforme aux sentiments mutuels de bienveillance et d'affection qui animent Sa Majesté le Roi des Français et l'Etat de la Nouvelle-Grenade;

Ont nommé dans ce but leurs Commissaires respectifs, savoir:

Sa Majesté le Roi des Français, M. Auguste Le Moyne, Chargé d'Affaires de France en la Capitale de Bogotá;

Et le Président de l'Etat de la Nouvelle-Grenade, M. Alejandro Velez, Secrétaire d'Etat au Département de l'Intérieur et des Relations Extérieures;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins Pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Les Agents Diplomatiques et Consulaires, les Citoyens de toute classe, les Navires et les marchandises de tous les Etats et Possessions de Sa Majesté le Roi des Français, jouiront de plein droit, dans la Nouvelle-Grenade, de tous les priviléges, franchises et immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation ou de toutes autres Nations quelconques; et réciproquement les Agents Diplomatiques et Consulaires, les Grenadins de toute classe, les navires et les marchandises de l'Etat de la Nouvelle Grenade, jouiront de plein droit, dans tous les Etats et Possessions de Sa Majesté le Roi des Français, de tous les priviléges, franchises et immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation ou de toutes autres Nations quelconques. Il est bien entendu que ces concessions auront lieu gratuitement si elles sont faites

, qu'elles se réservent de conclure ultérieurement
; elles.

III. La présente Convention Provisoire sera rati-
par Sa Majesté le Roi des Français, et par le
ident de la Nouvelle-Grenade ou le Vice Président
gé du Pouvoir Exécutif, avec le consentement et
robation du Congrès de cet Etat; et les Ratifica-
seront échangées à Bogotá le plus tôt qu'il se
ra.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs ont
les présentes et y ont apposé leurs Cachets.

Fait à Bogotá, le 14e jour du mois de Novembre,
année du Seigneur 1832.

(L. S.) A. LE MOYNE.
(L. S.) ALEJANDRO VELEZ..

8.

lonnance du Roi des Français, tant que l'Embargo sera mis sur s les Navires Hollandais qui se uvent dans les Ports de France.

(Moniteur 1832.)

A Paris, le 7. Novembre, 1832.

Louis Philippe, Roi des Français, à tous présens venir, salut:

Vu la convention conclue le 22. Octobre dernier la France et l'Angleterre;

1832 Art. I. L'Embargo sera mis sur tous les Navires Hollandais qui se trouvent dans les Ports de France.

II. Nos Ministres Secrétaires d'Etat de la Marine et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'Exécution de la présente Ordonnance.

Par le Roi: LOUIS-PHILIPPE.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Marine et des Colonies,

CTE. DE RIGNY.

9.

Ordres du Conseil de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les Ports de la Grande-Bretagne. Novembre et Décembre 1832.

(The Times.)

1. *Order in Council*, 6*th November*, 1832.

At the Court at St. James's, the 6th day of November, 1832; present, the Kings most excellent Majesty in council.

It is this day ordered by His Majesty, by and with the advice of His Privy Council, that no Ships or Vessels belonging to any of His Majesty's Subjects be permitted to enter and clear out for any of the Ports within the Dominions of the King of The Netherlands, until further orders:

And His Majesty is further pleased to order, that a general Embargo or stop be made, of all Ships and Vessels whatsoever belonging to the Subjects of the King of The Netherlands, now within, or which shall hereafter come into, any of the Ports, Harbours, or Roads within any part of His Majesty's Dominions, together with all Persons and effects on board such Ships and Vessels; and that the Commanders of His Majesty's Ships of War do detain and bring into Port all Merchant Ships and Vessels bearing the Flag of The

etherlands; but that the utmost care be taken for 1832
e preservation of and every part of the Cargoes on
ard any of the said Ships or Vessels, so that no
mage or embezzlement whatever be sustained; and
e Commanders of His Majesty's Ships of War are
reby instructed to detain and bring into Port every
ch ship and Vessel accordingly.

And the Right Honourable the Lords Commis-
ners of His Majesty's Treasury, the Lords Comis-
ners of the Admiralty, and the Lord Warden of
e Cinque Ports, are to give the necessary directions
rein as to them may respectively appertain.

C. C. Greville.

2. *Order in Council, 3rd December, 1832.*

t the Court at St. James's, the 3rd day of Decem-
r, 1832; present, the Kings most excellent Majesty
in Council.

It is this day ordered by His Majesty in Coun-
l, that His Majesty's Order in Council of the 6th of
ovember last, directing that no Ships or Vessels be-
nging to any of His Majesty's Subjects be permitted
enter and clear out for any of the Ports within the
ominions of the King of the Netherlands, until fur-
er orders, shall not extend, or be construed to ex-
nd, to prevent any Ship or Vessel belonging to His
ajesty's Subjects from entering and clearing out for
y Ports or Places in the possession of, or belonging
, His Majesty the King of The Netherlands in the
ast or West Indies, or in Africa or America, but
at all such Ships and Vessels shall be permitted to
ter and clear out for the Ports and Places aforesaid,
they might have done before the date of the said
rder.

And the Right Honourable the Lords Commissio-
ers of His Majesty's Treasury, the Lords Commis-
oners of the Admiralty, the Lord Warden of the
inque Ports, and the Judge of the High Court of
dmiralty, are to give the necessary directions herein
s to them may respectively appertain.

C. C. Greville.

1832 3. *Order in Council, 3rd December,* 1832.

At the Court at St. James's, the 3rd day of December, 1832; present, the King's most excellent Majesty in Council.

It is this day ordered by His Majesty in Council, that all Vessels under Dutch Colours, having Cargoes on board, consisting of perishable articles, and which shall have been, or hereafter may be, detained under the Embargo laid by His Majesty's Order in Council of the 6th of November last, or that have been, or may hereafter be, sent in by any of His Majesty's Ships of War in pursuance of such Order, be forthwith released, and that all such Vessels with their Cargoes, consisting of perishable articles as aforesaid, shall be permitted to proceed on their respective voyages:

And the Right Honourable the Lords Commissioners Majesty's Treasury, the Lords Commissioners of the Admiralty, the Lord Warden of the Cinque Ports, and the Judge of the High Court of Admiralty, are to give the necessary directions herein as to them may respectively appertain.

C. C. Greville.

10.

Arrêté du Roi des Pays Bas, pour l'exclusion des Navires Français et Anglais des Ports des Pays Bas. La Haye, le 16. *Novembre,* 1832.

(Journal de la Haye.)

Nous Guillaume, par la Grâce de Dieu, Roi des Pays Bays, Prince d'Orange Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc. etc. etc.

Considérant que les Gouvernemens de France et de la Grande Bretagne ont mis Embargo sur les Navires et les cargaisons appartenant à des Néerlandais et se trouvant dans les Ports de ces Royaumes, ou qui pourraient y entrer encore;

Voulant constamment rendre hommage aux principes d'équité et de justice que nous avons adoptés pour base de notre Gouvernement, ainsi que protéger efficacement les interêts de nos fidèles Sujets;

Sur le rapport de notre Ministre des Finances et 1832
de notre Conseiller d'Etat, chargé, *ad interim*, de la direction du Département de l'industrie Nationale et des Colonies,

Avons arrêté et arrêtons:

Art. I. Tous les Navires Français et Anglais qui se trouvent encore actuellement sur notre Territoire, auront à le quitter, au plus tard, 3 jours après l'avis, qui, à cet effet, par suite du présent Arrêté, en sera donné aux Capitaines de ces Navires.

Tous les Navires, naviguant sous le Pavillon des 2 Nations citées dans l'article Ier, et qui pourraient arriver de la mer sur le Territoire Néerlandais, seront renvoyés et ne seront pas admis avant que les Navires sous Pavillon Néerlandais ne puissent comme auparavant entrer librement dans les Ports d'Angleterre et de France.

III. Nous nous réservons de prendre à cet égard telles mesures ultérieures, que nous jugerons convenables d'après les circonstances.

Les Départemens des Finances et de la Marine sont chargés de l'exécution du présent Arrêté, qui sera inséré dans le Bulletin de l'Etat.

Fait à La Haye, le 16. Novembre de l'an 1832, de Notre Règne le 19ème.

De par le Roi: GUILLAUME.

J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

11.

Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers, en date du 10. *Novembre* 1832.

(Courrier français.)

Sa Majesté le roi des Français s'étant déterminé, sur la demande de Sa Majesté le roi des Belges, à faire entrer une armée en Belgique dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers et des forts et

1832 lieux qui en dépendent, conformément à dispositions du traité du 13. Novembre 1831 dont les cinq Puissances représentées dans la Conférence de Londres ont garanti l'exécution, Leurs Majestés reconaissant la nécessité de régler, par une convention spéciale, tout ce qui a rapport à cet objet, ont nommé, etc. etc. *)

Art. 1er L'armée française, durant son séjour en Belgique, n'occupera aucune des places fortes de ce royaume, et ne mettra garnison dans aucune de celles de ces places qu'elle pourra avoir à traverser.

Art. 2. Au moment où l'armée française s'approchera de la citadelle d'Anvers, les troupes belges lui remettront tous les postes qu'elles occupent autour de cette citadelle et des forts situés sur les deux rives de l'Escaut.

Art. 3. L'armée belge conservera dans la ville d'Anvers une garnison qui ne se composera pas de plus de six mille hommes.

Il est entendu que cette garnison ne prendra aucune part à l'attaque de la citadelle et des forts que les Hollandais occupent sur les deux rives de l'Escaut, et qu'elle s'abstiendra également, avec le soin le plus

*) Plénipotentiaire du roi des Français: M. le comte Septime de La Tour Maubourg, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Bruxelles.
Plénipotentiaire du roi des Belges: M. le général Goblet, Ministre des affaires étrangères.

12.

Tratado de Paz y Amistad entre los Estados de la Nueva Granada y del Ecuador. Fecho en Pasto, 8 *de Diciembre de* 1832. *)

(Publication officielle à Bagota)

Art. I. Los Estados de la Nueva Granada i del Ecuador se reconocen i respetan, i se recono-

*) Les Plénipotentiaires Signataires de ce Traité étaient de la part de la Nouvelle-Grenade le général Jose Maria Obando et le Colonel Joaquin Posada Gutierrez et de la part de l'état de

strict, de tout acte hostile contre la flotille hollandaise 1832
stationnée sous les feux et pour la défense de la citadelle.

Art. 4. Le gros de l'armée belge se concentrera à la droite de l'armée française, dans des positions que les généraux en chef des deux armées désigneront, après s'être concertés.

Art. 5. La citadelle d'Anvers et les forts qui en dépendent aussitôt qu'ils auront été évacués par les Hollandais, seront remis aux troupes belges, avec tout le matériel et approvisionnemens qui pourront s'y trouver au moment de cette évacuation.

Art. 6. L'armée belge ne dirigera aucune agression contre la Hollande sur quelque point que ce puisse être.

Art. 7. S'il arrivait que les Hollandais prissent l'initiative des hostilités contre la Belgique, l'armée française et l'armée belge agiraient de concert, pour repousser cette agression. Dans cette hypothèse, les deux généraux en chef pourront arrêter, dès à présent le plan d'opérations combinées, que la dite agression rendrait nécessaire de mettre à l'exécution; ils auront soin d'ailleurs de ne jamais perdre de vue, dans cet arrangement, que leurs opérations ayant pour but l'affranchissement du territoire belge, ces opérations ne sauraient, dans aucun cas, prendre le caractère d'une guerre offensive contre le territoire hollandais.

Art. 8. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre jours, ou plus-tôt si faire se peut.

12.

Traité de Paix et d'Amitié entre les Etats de la Nouvelle Grenade et de l'Equateur. Conclû à Pasto, le 8. *Décembre* 1832.

(Traduction anglaise communiquée à Lord Palmerston par l'Agent de la Grande Bretagne à Bagota.)

Art. I. The States of New Granada and Equator recognize and respect, and will recognize and respect

---

l'Equateur Don Pedro Jose de Arteta. La ratification du général Francisco de Paula Santander, Président de la Nouvelle-Grenade est datée du 29. Décembre 1832.

1832 *cerán i respetarán reciprocamente, como Estados soberanos é independientes.*

II. Los limites entre los Estados de la Nueva Granada i del Ecuador serán los que conforme á la Lei de Colombia de 25 de Junio de 1824, separaban las Provincias del antiguo Departamento del Cauca de él del Ecuador, quedando por consiguiente incorporadas á la Nueva Granada las Provincias de Pasto i la Buenaventura, i al Ecuador los Pueblos que están al Sur del Rio Carchi, linea fijada por el Artículo XXII de la Espresada Lei entre las Provincias de Pasto é Imbabura.

III. Los Estados de la Nueva Granada i del Ecuador, animados de los mejores deseos de que se conserve siempre la mas perfecta armonia i buena intelijencia entre las Partes Contratantes, se obligan i comprometen á respetar sus limites respectivos. Por consecuencia el Estado de la Nueva Granada no podrá admitir pueblos que, separándose de hecho del Estado del Ecuador, quieran agregarse á la Nueva Granada; ni el Estado del Ecuador podrá admitir pueblos que, separandose de hecho del Estado de la Nueva Granada, quieran agregarse al Ecuador.

IV. Toda adquisicion, cambio, enajenacion ó nueva demarcacion de Territorio entre los Estados de la Nueva Granada i del Ecuador, no podrán verificarse sino por medio de Tratados publicos celebrados entre sus Gobiernos conforme al derecho de jentes.

V. Cualquiera diferencia que desgraciadamente pudiera suscitarse en adelante entre los Estados de la Nueva Granada i del Ecuador, será transigida por las vias pacificas i amigables, sin ocurrir jamas al ominoso i detestable medio de las armas.

VI. Los Estados de la Nueva Granada i el Ecuador contraen espontàneamente un pacto de union i de alianza intima, i de amistad firme i constante, para su defensa comun, para la seguridad de su independencia i libertad, i para su bien reciproco i jeneral. Quedan igualmente comprometidos à conservar ilesa la integridad del Territo-

each other reciprocally, as Sovereign and Independent 1832
States.

II. The limits between the States of New Granada and Equator shall be those which, conformably to the Law of Colombia, of the 25th June, 1824, separated the Provinces of the ancient Department of the Cauca from that of Equator, there remaining consequently incorporated with New Granada, the Provinces of Pasto and Buenaventura, and with Equator, the Towns which are to the South of the River Carchi, — the line fixed, by the XXIInd Article of the abovementioned Law, between the Provinces of Pasto and Imbabura.

III. The States of New Granada and Equator, being animated by the best desire for preserving always the most perfect harmony and good understanding between the Contracting Parties, oblige and engage themselves to respect their respective Limits. In consequence, the State of New Granada shall not have the power of admitting Towns, which, separating themselves, in fact, from the State of Equator, may wish to incorporate themselves with New Granada; nor shall the State of the Equator have the power of admitting Towns, which, separating themselves, in fact, from the State of New Granada, may wish to incorporate themselves with Equator.

IV. No acquisition, exchange, alienation, or new demarkation of Territory, between the States of New Granada and Equator, can be realized, except by means of public Treaties, concluded between their Governments, in conformity with the Law of Nations.

V. Any difference which may hereafter unfortunately arise, between the States of New Granada and Equator, shall be settled in a pacific and amicable manner, without ever resorting to the fatal and detestable medium of arms.

VI. The States of New Granada and Equator contract, spontaneously, a Compact of Union and intimate Alliance, and of firm and constant friendship, for their common defence, for the security of their Independence and Liberty, and for their reciprocal and general good. They equally engage to preserve inviolate the integrity of the Territory of the Republic

1832 *rio de la República de Colombia, sin que puedan hacer cesiones ó concesiones que le disminuyan en la mas pequeña parte, i á no permitir que Potencia alguna Estranjera se introduzca dentro de sus limites, para cuyos efectos ofrecen socorerse mutuamente, prestándose en caso necesario los ausilios que se estipulen por Convenios Especiales.*

VII. Se há convenido i conviene aqui de modo mas solemne, i con arreglo á las Leyes de ambos Estados, en que la Nueva Granada i el Ecuador pagarán la parte de la deuda doméstica i estranjera que les correspondan, proporcionalmente como partes integrantes que hán sido de la República de Colombia, la cual reconocia in solidum dichas deudas. Ademas cada Estado se obliga á responder de los valores de que haya dispuesto pertenecientes á dicha República.

VIII. Se comprometen igualmente ambas Partes Contratantes á observar fielmente los Tratados Públicos celebrados por el Gobierno de la República de Colombia con las Naciones Estranjeras, hasta tanto que ellos sean variados ó declarados insubsistentes conforme á los principios del derecho de jentes.

IX. Conforme á lo prevenido por las Leyes de la Nueva Granada i del Ecuador, se comprometen los Gobiernos de ambos Estados à enviar oportunamente sus Diputados para formar la Asamblea de Plenipotenciarios, á aquella Corporacion ó Autoridad que debe deslindar i arreglar los negocios comunes á las 3 Secciones en que hà quedado dividida la República de Colombia, para que deliberen i resuelvan sobre la suerte futura de esta.

of Colombia, without their being able to make cessions or concessions which should diminish it in the smallest degree; and not to permit that any Foreign Power be introduced within its limits; for which purposes they offer mutual succour, and shall afford to each other, in case of necessity, the assistance which may be stipulated by Special Conventions. 1832

VII. It has been agreed, and is hereby agreed, in the most solemn manner, and under the Regulations of the Laws of both States, that New Granada and Equator, shall pay such share of the Debts, Domestic and Foreign, as may proportionably belong to them as integral parts which they formed, of the Republic of Colombia, which Republic recognized the said debts *in solidum*. Moreover, each State agrees to answer for the amount of which it may have disposed belonging to the said Republic.

VIII. Both the Contracting Parties equally engage themselves to observe faithfully the Public Treaties concluded by the Government of the Republic of Colombia with Foreign Nations, so long as they be not changed or declared non-existing, in conformity with the principles of the Law of Nations.

IX. In conformity with what is prescribed by the Laws of New Granada and Equator, the Governments of both States engage to send their Deputies, at the proper time, to form the Assembly of Plenipotentiaries, or Body or Authority, which is to investigate and arrange the affairs common to the 3 Sections into which the Republic of Colombia has been divided, in order that the future fate of the said Republic may be considered and resolved upon.

13.

Capitulation de la Citadelle d'Anvers, conlue le 23. Décembre 1832 entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé.

(Journal des Débats.)

Art. 1er. Le général d'infanterie baron Chassé livrera à M. le maréchal comte Gérard la citadelle d'An-

1832 vers, la flotille, la position de la Tête-de-Flandres, les Forts Burcht, Zwyndrecht et Austruweel dans leur état actuel, avec les bouches à feu, munitions de guerre et de bouche, à la réserve des objets mentionnés à l'art. 3.

Art. 2. La garnison sortira avec les honneurs de la guerre, déposera les armes sur les glacis, et sera prisonnière de guerre. Toutefois le maréchal Gérard s'engage à la faire reconduire à la frontière de Hollande, où les armes lui seront rendues, aussitôt que S. M. le roi de Hollande aura ordonné la remise des forts de Lillo et de Liefkenshoek.

A cet effet M. le maréchal Gérard enverra sans retard un officier à la Haye, et permettra à M. le général Chassé d'en envoyer un de son côté, s'il le juge convenable.

Art. 3. M. M. les officiers conserveront leurs armes. Toute la garnison conservera ses bagages, voitures, chevaux et effets, appartenant soit au corps, soit à des individus de cette garnison. Quelques personnes étrangères à la garnison, qui sont restées à la citadelle, seront sous la protection de l'armée française.

Art. 4. Si la réponse de La Haye ordonne la remise des forts de Lillo et de Liefkenshoek, la garnison sera reconduite à la frontière de Hollande, soit par eau, soit par terre, au choix de M. le général Chassé, aussitôt après la prise de possession des dits forts.

Art. 5. Si la garnison prend la route de terre, elle marchera en une seule colonne. M. le général Chassé aura la liberté d'envoyer à l'avance des officiers d'état-major et des commissaires de guerre, pour préparer les logemens sur le territoire hollandais.

Art. 6. Dans le cas où les chevaux et voitures appartenant à la garnison ne suffiraient pas au transport de ses effets, il lui sera fourni des moyens de transport dont le paiement sera à sa charge. Il en sera de même des bateaux qui pourraient être nécessaires pour le port de meubles des officiers et employés de la garnison.

Art. 7. Pour le transport des malades et surtout des blessés il sera fourni, aux frais du gouvernement hollandais, les bateaux nécessaires pour les évacuer par eau sur Berg-op-Zoom; les malades non transportables continueront d'être traités dans les lieux con-

venables à leur situation, aux frais du gouvernement 1832
hollandais, par des officiers de santé de cette nation, qui jouiront, à leur sortie, des mêmes avantages que la garnison.

Art. 8. Immédiatement après la signature de la présente capitulation, l'armée assiégeante fera occuper par un demi-bataillon la demilune et la partie de la courtine du front de la ville.

Art. 9. Dans le plus court délai possible les commandans d'artillerie et du génie remettront aux chefs des dits corps de l'armée française les armes, munitions, plans, etc., etc., relatifs aux services dont ils sont respectivement chargés.

Il sera dressé de part et d'autre inventaire des objets remis.

Fait au quartier-général sous Anvers, le 23. Décembre 1832.

Article Additionnel.

La flotille de douze canonnières, stationnée devant Anvers, sous les ordres de M. le colonel Koopman, n'est pas comprise dans la présente capitulation.

14.

Proclamation du Gouverneur Britannique de Malte concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. En date du 22. Janvier 1833.

(The Times 1833.)

Proclamation.

By His Excellency Major-General the Honourable Sir Frederick Cavendish Ponsonby, Knight Commander of the Most Honourable Military Order of the Bath, and of the Royal Hanoverian Guelphic Order, Knight Grand Cross of the most distinguished Order of St. Michael and St. George, etc. etc. etc., Lieutenant-Governor and Commanding the Forces in the Island of Malta and its Dependencies.

1833 *A Law to regulate the Duties payable in Malta on Vessels belonging to the Kingdom of the Two Sicilies, when coming direct from those Countries, and on the Merchandise imported in such Vessels.*

Considering the proximity of this Island to the Dominions of His Majesty the King of the Two Sicilies, and the constant traffic carried on between the same, and that it is desirable to establish this Trade upon the principle of reciprocity, His Excellency the Lieutenant-Governor is pleased hereby to enact and declare,

I. That, on Vessels belonging to Subjects of His Majesty the King of the Two Sicilies, when coming direct from those Countries, the Rates of Tonnage Duties to which British Vessels are subject shall, in the first instance be levied, instead of those payable by Foreign Vessels.

II. That such Additional Tonnage Duties and other charges shall also be levied on Vessels belonging to Subjects of His said Majesty, when coming direct as aforesaid, as shall countervail (and no more) any difference of Tonnage Duties and other charges, which, over and above those to which such Vessels are liable in the Dominions of His said Majesty, may be there imposed on British Vessels. — Provided always that nothing herein contained be construed to deprive the Vessels belonging to Subjects of His Sicilian Majesty of the right of exemption in the cases specified in the first and second Articles of Exceptions, annexed to the Tariff (B.) of Tonnage Duties, dated the 8th of December, 1832.

III. That the payment of the Additional Duties,

15.

Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce entre la Toscane et la Porte Ottomane. Signé à Constantinople le 12. Février 1833.

(Copie authentique.)

Nous Léopold II, par la grâce de Dieu, Prince Impérial d'Autriche, Prince Royal de Hongrie et

authorized to be levied on the following articles in 1833 pursuance of the Proclamation dated the 8th of December, 1832, shall not be enforced upon importations in Vessels belonging to Subjects of His Majesty the King of the Two Sicilies, when laden in and coming direct from those Dominions, namely:

Tariff C. — On Cattle, Carob-Beans and Cotton-Seed, Charcoal, Rice, Oil, Soap, Olive-Stones. Fire-Wood.

Tariff D. — On Wines and Vinegar.

IV. That Additional Duties shall be levied upon any goods laden at any Port or Place in the Dominions of His Majesty the King of the Two Sicilies, and imported into this Island for consumption, in Vessels belonging to Subjects of His said Majesty, whenever, upon the exportation of similar goods in British Vessels, from any Port or Place in the Dominions aforesaid, higher Duties are levied, or smaller Drawbacks or Bounties granted, than are levied or granted when such goods are exported in Vessels belonging to Subjects of His said Majesty; but such Additional Duties are not to be greater in amount than may countervail the difference so resulting.

V. These Enactments are to take effect from the 25th day of February next inclusive.

Palace, Valletta, 22nd January, 1833.

By Command of His Excellency,

Wm. Sim,

Acting Chief Secretary to the Government.

15.

Trattado di Pace, di Amicizia, e di Commercio tra Sua Altezza Imperiale e Reale il Granduca di Toscana, e Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni.

Noi Leopoldo II, per la grazia di Dio, Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di

1833 *de Bohême, Archiduc d'Autriche, Grand-Duc de Toscane, etc. etc. etc.*

Vu et examiné le Traité conclu, réglé, et signé à Constantinople le 12. Février de cette année 1833, de l'Ere Chrétienne (23 de la Lune de Ramazan, an de l'Hégire 1248) par le Baron François d'Ottenfels Gschwind, Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, notre Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de la Sublime Porte, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Toscan de Saint Joseph, Chevalier Commandeur de plusieurs autres Ordres, etc., en vertu des Pleins-pouvoirs qu'à cet effet nous lui avons conférés, et par Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-Asker de la Romelie, et Elhadsch Mehemed Akif Reis Efendi, ou Grand-Chancelier de l'Empire Ottoman, munis des Pleins-Pouvoirs de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Sultan Mahmoud Second, leur Souverain, lequel Traité est de la teneur suivante: —

Son Altesse Impériale et Royale le Très-haut Prince Léopold Second, par la grâce de Dieu, Prince Impérial d'Autriche, Prince Royal de Hongrie et de Bohème, Archiduc d'Autriche, Grand-Duc de Toscane, etc. etc., étant animé du désir de faciliter et d'étendre de plus en plus les relations entre ses Sujets et ceux de la Sublime Porte Ottomane, à fin de cimenter et de resserrer davantage cette parfaite amitié qui subsiste depuis si long tems entre les 2 Augustes Souverains et leurs Etats; et Son Altesse Impériale et Royale ayant dans cette vue pris la détermination de stipuler un nouveau Traité de Paix et de Commerce qui, tout en confirmant les liens de l'ancienne union et les dispositions du Traité antérieur du 25. Mai, 1747 (20 de la Lune Redscheb de l'an de l'Hégire, 1160) puisse offrir un nouvel encouragement aux relations de commerce et de navigation entre les Sujets respectifs;

Et Sa Majesté le Très-haut et Très-puissant Empereur des Ottomans, Gazi Sultan Mahmoud Chan Second, animé des mêmes sentimens, voulant correspondre de son côté à ce désir de son Altesse Impériale et Royale, et manifester dans cette oc-

Boemia, Arciduca d'Austria, Gran-Duca di Toscana, 1833
ec. ec. ec.

Visto ed esaminato il Trattado concluso, regolato e firmato a Costantinopoli, il 12 Febbrajo di quest' anno 1833, dell' Era Cristiana (23 della Luna di Ramazan anno dell' Egira 1248) dal Barone Francesco d'Ottenfels Gschwind, Internunzio e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà l'Imperator d'Austria, nostro Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario presso la Sublime Porta, Cavaliere Gran Croce dell'Ordine Toscano di Santo Giuseppe, Cavalier Commendatore di diversi altri Ordini, ec. in virtù dei Plenipoteri che a tale effetto noi gli abbiamo conferiti, e da Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-Asker della Romelia, e Elhadsch Mehemed Akif Reis-Efendi, o Gran Cancelliere dell'Impero Ottomanno, muniti dei Pleni-poteri di Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni, Sultano Mahmoud Secondo loro Sovrano, il qual Trattato è del seguente tenore.

Sua Altezza Imperiale e Reale il Serenissimo Principe Leopoldo Secondo, per la grazia di Dio Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran-Duca di Toscana, ec. ec. animato dal desiderio di facilitare e viepiù estendere le relazioni fra i suoi Sudditi, e quelli della Sublime Porta Ottomanna, e di consolidare e ristringere maggiormente la perfetta amicizia che da sì lungo tempo sussiste fra i 2 Sovrani, e i loro Stati; e avendo in questa veduta presa la determinazione di stipulare un nuovo Trattato di Pace e di Commercio, che confermando i legami dell'antica unione e le disposizioni del Trattato anteriore del 25 Maggio 1747 (20 della Luna Redscheb dell'anno dell'Egira 1160) possa offrire un nuovo incoraggimento alle relazioni di Commercio e di Navigazione fra i Sudditi respettivi;

E Sua Maestà l'Altissimo e Potentissimo Imperatore degli Ottomanni, Gazi Sultan Mahmoud Chan Secondo, animato dai sentimenti medesimi, volendo dal canto suo corrispondere a questo desiderio di Sua Altezza Imperiale e Reale, e manifestare in tal circo-

1833 *casion la parfaite union et amitié qui subsistent entre elle et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, l'Allié et le proche parent de Son Altesse Impériale et Royale;*

Les 2 Augustes Souverains ont à cet effet nommé leurs Ministres Plenipotentiaires, savoir: — Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane, le Sieur Baron François d'Ottenfels Gschwind, Internonce et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Impériale et Royale près la Sublime Porte Ottomane, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Toscan de Saint Joseph, Chevalier Commandeur de plusieurs autres Ordres, etc.; et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, les Très-illustres et Excellens Sieurs Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-Asker de la Romelie, et Elhadsch Mehemed Akif, Reis Efendi, ou Grand-Chancelier de l'Empire:

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs Pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, et avoir tenu plusieurs Conférences, sont convenus et ont arrêté d'un commun accord le Traité suivant, consistant, en 21 Articles et une Conclusion.

Art. 1. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc de Toscane et Sa Majesté Ottomane, et liberté réciproque de commerce par terre et par mer entre leurs Sujets respectifs. Tous les Navigateurs et Négocians Toscans, munis du pavillon et de patentes Grand-Ducales, pourront se rendre avec leurs propres Navires dans tous les Ports de l'Empire Ottoman, aller et venir, y décharger leurs marchandises, les vendre ou échanger, y exercer librement le commerce, et en répartir sans être molestés; ils pourront y réparer leurs Navires qui auraient été endommagés par la tempête ou quelque autre accident, et s'y pourvoir aux prix courans des choses nécessaires à cet effet et pour leur nourriture. Les mêmes avantages seront accordés aux Négocians qui sous Pavillon Ottoman entreront dans les Ports et Echelles du Grand-Duché de Toscane, et il est entendu que, soit dans les Ports

stanza la perfetta unione e amicizia che sussistono fra 1833
Essa e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, l'alleato ed il prossimo parente dell'Imperiale e Reale Altezza Serenissimo;

I 2 Augusti Sovrani hanno a tale effetto nominati i loro Ministri Plenipotenziarj, cioè Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran Duca di Toscana, il Barone Francesco d'Ottenfels Gschwind, Internunzio e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria; e Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Altezza Imperiale e Reale presso la Sublime Porta Ottomanna, Cavalier Gran Croce dell'Ordine Toscano di Santo Giuseppe, Cavalier Commendatore di molti altri Ordini, ec. e Sua Maestà l'Imperatore degli Ottomanni i molto Illustri ed Eccellenti Mustafa Bedschet Efendi, Cadi-asker della Romelia, ed Elhadsch Mehemed Akif Reis Efendi, o Gran Cancelliere dell'Impero:

I quali dopo essersi comunicati reciprocamente i loro pieni poteri respettivi, trovati in buona e debita forma, e dopo aver tenute insieme molte Conferenze, hanno convenuto e stabilito di comune accordo il seguente Trattato, consistente in 21 Articoli ed una Conclusione.

Art. I. Avrà luogo pace ed amicizia perpetua fra Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca di Toscana e Sua Maestà Ottomanna, e libertà reciproca di Commercio per terra e per mare fra i loro Sudditi respettivi. Tutti i Navigatori e Negozianti Toscani, muniti di Bandiera e Patenti Granducali, potranno recarsi coi loro proprj Legni in tutti i Porti dell'Impero Ottomanno, andare e venire, scaricarvi le loro Mercanzie, renderle o cambiarle, esercitarvi liberamente il Commercio, e ripartirne senza esser molestati; potranno ripararvi i loro Legni che fossero stati danneggiati dalla tempesta, o da altro accidente, e provvedervisi ai prezzi correnti delle cose necessarie a quest'effetto non che al loro nutrimento. I medesimi vantaggi saranno accordati ai Negozianti che sotto Bandiera Ottomanna entreranno nei Porti e Stati del Gran-Ducato di Toscana, e debbe intendersi che tanto nei Porti quanto nell'interno del Territorio dell'uno dei due Stati, i Sudditi e Negozianti dell'altro non saranno

1833 *soit dans l'intérieur du territoire de l'un des 2 Etats, les Sujets et Négocians de l'autre Etat ne seront soumis à d'autres charges et obligations que celles aux quelles en pareille circonstance y sont soumis les Sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche; l'intention des 2 Hautes Parties Contractantes étant, que les Sujets de l'un trouvent dans les Etats de l'autre, et réciproquement, les plus grandes facilités, assistance et avantages.*

II. Le passage du détroit des Dardanelles et du Canal du Bosphore sera désormais entièrement ouvert aux navires marchands sous Pavillon Toscan, avec ou sans chargement, soit qu'ils viennent de la Mer Méditerranée pour entrer dans la Mer Noire, soit qu'ils proviennent de la Mer Noire pour passer dans la Méditerranée, et les dits Navires Toscans ne pourront être arrêtés ou retenus en aucun cas et sous aucun prétexte, en sorte que les véritables Bâtimens marchands couverts du Pavillon Toscan jouiront de la libre navigation de la Mer Noire, aux mêmes conditions et avec les mêmes faveurs qui sont en vigueur pour les sujets et les Navires Autrichiens.

III. Les Marchands Toscans ne payeront sur tous les genres d'effets et de marchandises qu'ils importeront soit par terre soit par mer des Pays Etrangers dans les Etats Ottomans, et sur ceux, (autres que les genres prohibés) qu'ils exporteront de ces mêmes Etats dans l'Etranger, qu'une seule fois et en un seul endroit, le droit de Douane de 3 pour cent, après quoi ils ne pourront pas être obligés par les Douaniers de payer une seconde Douane, ou telle autre redevance quelconque, et celui qui leur en aurait exigé sera obligé à la leur restituer.

Pour les marchandises d'importation, le 3 pour cent se payera une seule fois dans l'endroit où elles seront vendues, et pour celles achetées dans les Etats Ottomans pour être exportées, le 3 pour cent se payera dans l'endroit où elles auront été achetées, sans qu'on puisse exiger des dits marchands un payement quelconque, autre que celui établi par le présent réglement.

Le dit droit de 3 pour cent. pourra être payé en monnaie courante quelconque.

sottoposti ad altri carichi ed obblighi che quelli ai 1833
quali in simile circostanza sono sottoposti i Sudditi di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria; l'intenzione delle 2 Alte Parti Contraenti essendo che i Sudditi dell'una trovino negli Stati dell'altra, e reciprocamente, le più grandi facilità, assistenza, e vantaggi.

II. I passaggio dello Stretto dei Dardanelli e del Canale del Bosforo sarà d'ora in avanti intieramente aperto ai Legni Mercantili sotto Bandiera Toscana, con carico o senza carico, sia che vengano dal Mare Mediterraneo per entrar nel Mar Nero, sia che procedano dal Mar Nero per passare nel Mediterraneo, e i detti Legni Toscani non potranno essere arrestati nè ritenuti in qualsivoglia caso, o sotto qualsisia pretesto, talchè i veri Bastimenti Mercantili con Bandiera Toscana goderanno della libera navigazione del Mar Nero, con le medesime condizioni e con gli stessi favori che sono accordati ai Sudditi ed ai Batimenti Austriaci.

III. Sopra tutti gli effetti e mercanzie di qualunque sorta che importeranno, sia per Terra sia per Mare, dall' Estero nei Porti Ottomanni, e viceversa sopra tutti gli effetti e mercanzie che dagli Stati Ottomanni esporteranno all'Estero (eccetuate sempre le merci proibite) i Mercanti Toscani non pagheranno il diritto di Dogana del 3 per cento che una sola volta e in un sol luogo, dopo di che non potranno essere obbligati dai Doganieri a pagare un secondo diritto di Dogana, o qualsivoglia altro dazio; e chi da essi lo esigesse sarà obbligato a farne la restituzione.

Per le mercanzie importate, il 3 per cento si pagherà una sola volta nel luogo ove queste saranno vendute, e per le mercanzie comprate negli Stati Ottomanni per esportarsi, il 3 per cento si pagherà nel luogo ove saranno state comprate, senza che possa esigersi dai detti Mercanti qualsiasi altro pagamento di tassa oltre quello stabilito dal presente regolamento.

Il detto diritto del 3 per cento potrà essere pagato in qualunque specie di moneta corrente.

1833 *Les Teskérés ou aquits de la Douane leur seront délivrés dans l'endroit où se sera fait le payement, et ils devront être valides dans toute l'étendue des Etats Ottomans.*

Si les Douaniers font une estimation des marchandises que les marchands Toscans regardent comme exagérée, ceux-ci pourront payer les 3 pour cent. en nature, c'est à dire en autant de leur marchandise, et les Douaniers devront s'en contenter.

Les Négocians Toscans qui achèteront des marchandises à Constantinople et les chargeront sur leurs navires, après avoir acquitté le droit de Douane et reçu les Teskérés ou quittances du Douanier, ne pourront pas être arrêtés dans leur voyage aux Dardanelles s'ils se trouvent munis des passeports accoutumés. De même pour les marchandises qu'ils importeront sur leurs navires, après avoir une fois payé la Douane, s'ils ne trouvent pas à les vendre et font voile pour un autre Port, il leur sera permis, ainsi que cela est convenu pour les marchands Autrichiens et ceux des Nations amies, de les réexporter, et à cet effet on leur délivrera des Teskérés constatant le payement effectué entre les mains du Douanier, en sorte que sur aucune marchandise qui aura une fois payé la Douane, elle puisse être de nouveau exigée, ni aucun autre droit quelconque. Si quelque marchand Toscan se permettait de défrauder la Douane, soit sur les marchandises d'importation, soit sur celles d'exportation, et qu'il serait pris sur le fait, il payera, selon l'ancienne règle, la double Douane. On n'exigera point des droits de Douane des Marchands Toscans sur les monnaies d'or ou d'argent qu'ils apporteront, ainsi que sur toute autre marchandise sur laquelle les Autrichiens et les autres Nations amies ne sont pas tenues de la payer à leur arrivée ou à leur départ. Dès que les Marchands trafiquant dans les Ports Ottomans auront acquitté le droit de Douane pour toutes les marchandises qu'ils auront achetées (excepté celles du genre prohibé) et les auront embarquées sur leurs Navires pour les exporter ailleurs, on leur délivrera sans aucun délai les acquits de la Douane à fin de ne pas retarder leur voyage. Lorsque des Négocians Tos-

I Teskerés, o ricevute della Dogana, saranno 1833
rilasciate nel luogo stesso ove verrà effettuato il pagamento, e dovranno esser valide in tutta l'estensione dell'Impero Ottomanno.

Ove i Doganieri facessero delle mercanzie una stima che fosse dai Mercanti Toscani riguardata come esagerata, potranno questi pagare il 3 per cento in natura, cioè con altrettanta mercanzia, e i Doganieri dovranno contentarsene.

I Negozianti Toscani che compreranno delle mercanzie a Costantinopoli e le caricheranno sopra i loro Legni dopo aver pagati i diritti di Dogana e ritirati i Teskerés o ricevute del Doganiere, non potranno ricevere impedimento nel loro viaggio ai Dardanelli ove siano muniti dei Passaporti d'uso. Egualmente, se i detti Mercanti Toscani dopo aver pagati una volta i diritti Doganali per le merci importate sopra i loro Legni non trovassero da esitarle, e facessero vela per altro Porto, sarà loro permesso a secondo di quanto vien usato coi Mercanti Austriaci e con quelli delle altre Nazioni amiche, di seco ricondurre le merci medesime, e a quest' effetto saranno loro rilasciati dei Teskerés constatanti il pagamento del Dazio effettuato nelle mani del Doganiere, e ciò al fine d'impedire che sia nuovamente esatto il diritto di Dogana, o qualunque altro dazio, sopra le mercanzie per le quali è stato già pagato. Se alcun Mercante Toscano si permetterà di defraudare la Dogana sia sulle mercanzie importate, sia sull' esportate, e che venisse preso sul fatto, dovrà pagare secondo la regola antica doppio il diritto di Dogana. Non si esigeranno diritti di Dogana dai Mercanti Toscani sopra le monete d'oro e di argento che seco avranno portate, e neppure sopra qualunque altra mercanzia per la quale gli Austriaci e i Sudditi di altre Nazioni amiche non siano tenuti a pagar diritto al loro arrivo o alla loro partenza. Tostochè i Mercanti che facessero traffico nei Porti Ottomanni avranno pagato il diritto di Dogana per tutte le mercanzie comprate (eccetto quelle proibite) e le avranno imbarcate sui loro Legni per esportarle altrove, saranno loro rilasciate senza indugio alcuno le ricevute della Dogana al fine di non ritardare il loro viaggio. Ove dei Negozianti Toscani avessero caricate le loro merci importate sopra dei Bastimenti Mercantili Ottomanni per

1833 *cans auront chargé leurs marchandises d'importation sur des navires marchands Ottomans pour les transporter dans quelque échelle des Etats de Sa Hautesse, l'on ne pourra exiger sur ces marchandises plus de 3 pour cent. de Douane, sous prétexte qu'elles sont arrivées à bord d'un Bâtiment Ottoman, si les dites marchandises sont en effet la propriété de Négocians Toscans.*

IV. Les Négocians Toscans pourront acheter et exporter dans leurs pays les mêmes marchandises que les sujets des autres Puissances en paix et amitié avec la Sublime Porte, et si l'exportation de quelques articles prohibés vient à être accordée à d'autres Nations, cette même faveur sera également concédée aux Négocians respectifs des 2 Etats.

V. En réciprocité de la liberté de commerce accordée aux Négocians Toscans dans les Etats Ottomans, et en retour des Articles précédens, les Sujets de la Sublime Porte pourront aller et venir, résider et commercer librement dans tous les Etats Toscans, et y seront toujours particulièrement protégés.

Dans tous les endroits de ces Etats ils seront traités en parfaite parité avec les Sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ou telle autre Nation la plus favorisée. A Livourne, les privilèges du Port franc, les Lois, et coutumes en vigueur, seront observés à l'égard des Ottomans comme envers les autres Nations susmentionnées; et dans tout le reste des Etats Toscans on ne leur demandera pas d'autres taxes ou impôts que ceux auxquels sont tenus les Sujets de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et les autres Nations amies. De sorte que Son Altesse Impériale et Royale entend accorder toujours, et en toute occasion, aux Sujets Ottomans tous les privilèges qui sont accordés aux autres Nations les plus favorisées.

VI. Pour la plus grande sûreté et tranquillité des Négocians Toscans, ainsi que pour l'avantage du Commerce, il est convenu que Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc pourra, moyennant ses Lettres Patentes et par l'organe de son Ministre auprès de la Porte Ottomane, nommer et

trasportarle in qualche scalo degli Stati dell'Impero, 1833
non potrà esigersi su tali merci dalla Dogana più del 3 per cento, adducendo il pretesto che sono arrivate a bordo di un Bastimento Ottomanno, quando le medesime siano effettivamente di proprietà di Negozianti Toscani.

IV. I Negozianti Toscani potranno comprare e esportare nel loro paese le stesse mercanzie che hanno diritto di comprare e esportare i Sudditi delle altre Potenze che sono in pace ed amicizia colla Sublime Porta, e se l'esportazione di alcun articolo proibito venisse ad essere accordata ad altre Nazioni, questo favore sarà egualmente concesso ai Negozianti respettivi dei 2 Stati.

V. In reciprocità della libertà di Commercio accordata ai Negozianti Toscani negli Stati Ottomanni, e in correspettività delle facilità contenute nei precedenti Articoli, i Sudditi della Sublime Porta potranno andare, e venire, risedere e commerciare liberamente in tutti gli Stati Toscani, e vi saranno sempre particolarmente protetti.

In tutti i punti degli Stati predetti saranno essi trattati perfettamente alla pari dei Sudditi di Su Maestà l'Imperatore d'Austria, o di altra Nazione la più favorita. I privilegj, le leggi, e gli usi vigenti nel Porto franco di Livorno saranno osservati riguardo agli Ottomanni come verso i Sudditi delle altre Nazioni sopramentovate, e in tutto il resto dello Stato Toscano non sarà loro domandato il pagamento di altre tasse o imposizioni che di quelle cui sono tenuti i Sudditi di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e di altre Potenze le più favorite. Infine Sua Altezza Imperiale e Reale intende accordare sempre, ed in ogni circostanza, ai Sudditi Ottomanni tutti i privilegj che sono concessi alle altre Nazioni più favorite.

VI. Per maggior sicurezza e tranquillità dei Negozianti Toscani, e per vantaggio del Commercio, è stato convenuto che Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca potrà per mezzo di sue Lettere Patenti, e per l'organo del suo Ministro presso la Porta Ottomanna nominare e stabilire dei Consoli, Vice-Consoli,

1833 *établir des Consuls, Vice-Consuls ou Interprêtes, munis de Bérats et de Firmans, dans tous les Ports, Echelles, et Iles de la Méditerranée, ainsi que dans tout autre endroit des Etats Ottomans où les autres Nations entretiennent des Consuls, Vice-Consuls ou Interprêtes. Si par la suite il serait nécessaire d'établir un Consul ou Interprête dans quelqu'endroit où il n'y en aurait pas eu, anciennement, le Ministre de Son Altesse Impériale et Royale résidant à Constantinople en fera la représentation au Ministère Ottoman, et si, d'après la demande qu'il en aura formée, la Sublime Porte y donne son assentiment, les Bérats ou Diplomes des dits Consuls leur seront expédiés, et il sera particulièrement recommandé aux Gouverneurs et Officiers des endroits respectifs de les assister et de les protéger.*

Il est convenu et déclaré expressement que dans tous les Ports, Echelles et Iles des Etats Ottomans où Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc n'aurait pas encore trouvé à propos de nommer un propre Consul, les Négocians et Sujets Toscans, ainsi que leurs propriétés et leurs relations commerciales, continueront à être assistées et protégées par les Consuls ou Interprêtes de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, lesquels, après avoir été reconnus en leur qualité d'Agens Consulaires Autrichiens, n'auront besoin d'aucune autre formalité pour être autorisés à assister les Sujets et Négocians Toscans.

En cas de mort d'un Négociant ou Sujet Toscan dans quelque Province ou endroit de l'Empire Ottoman que ce soit, le Fisc Ottoman ne pourra dans aucun cas mettre la main sur sa succession, mais elle sera en totalité mise à la disposition des Agens Diplomatiques ou Consulaires de Son Altesse Impériale et Royale le Grand-Duc, délégués à cet effet.

En vertu de cette Convention, les Consuls, Vice-Consuls, et interprêtes, de même que leurs domestiques, et en général tous les Sujets et Négocians de Son Altesse Impériale et Royale, devront être exempts de la capitation et de toutes autres impositions ou tributs.

o Interpreti, muniti di Bérats e di Firmani in tutti i 1833
Porti, Scali, ed Isole del Mediterraneo, come pure
n ogni altro luogo degli Stati Ottomanni dove le altre
Nazioni hanno installati dei Consoli, Vice-Consoli, o
Interpreti. Se in seguito fosse trovato necessario di
stabilire un Console o Interprete in un qualche luogo
ove non ve ne fossero stati anticamente, il Ministro di
Sua Altezza Imperiale e Reale residente a Costantino-
poli, ne farà oggetto di rappresentanza al Ministero
Ottomanno, e quando in seguito della dimanda avan-
zatane, la Sublime Porta abbia dato il suo assenso, i
Bérats o Diplomi dei detti Consoli saranno loro spediti,
e verrà particolarmente raccomandato ai Governatori
ed Ufficiali dei respettivi luoghi di assisterli e di pro-
teggerli.

E convenuto e dichiarato espressamente che in tutti i Porti, Scali ed Isole degli Stati Ottomanni ove Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca non avesse ancora trovato opportuno di nominare un proprio Console, i Negozianti e Sudditi Toscani, non che le loro proprietà e rapporti commerciali, continueranno ad essere assistiti e protetti dai Consoli o Interpreti di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, i quali dopo essere stati riconosciuti nella loro qualità di Agenti Consolari Austriaci, non avran d'uopo di alcun altra formalita per essere autorizzati ad assistere i Sudditi e Negozianti Toscani.

In caso di morte di un Negoziante o Suddito Toscano in qualsisia Provincia o luogo dell'Impero Ottomanno, il Fisco Ottomanno non potrà in caso alcuno por mano sulla di lui successione, ma sarà questa nel suo totale posta a disposizione degli Agenti Diplomatici o Consolari di Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca a tal effetto delegati.

In forza della presente Convenzione, i Consoli, Vice-Consoli e Interpreti, egualmente che i loro Servitori, ed in generale tutti i Sudditi e Negozianti di Sua Altezza Imperiale e Reale, dovranno essere esenti dalla tassa personale (*capitation*) e da ogni altra imposizione o tributo.

1833 *Les Consuls, Vice-Consuls, Interprétes, Sujets et Négocians Toscans, et les domestiques francs à leur service, auront recours au Juge local pour toutes leurs affaires de commerce, de vente, achat, garantie et autres, ils les feront enregistrer au Protocole de la Juridiction qui leur délivrera des contrats judiciaires nommés Hodjets ou des actes authentiques, et si quelque contestation venait à avoir lieu, on reconnaîtra ces actes et instrumens, de même que les registres du Protocole, et on agira d'après la justice et la loi.*

Les Gouverneurs et autres Employés de la Porte Ottomane ne pourront emprisonner ou maltraiter aucun des individus Toscans susmentionnés, sous prétexte d'actions ou procès intentés contre eux, ou les molester sans motif. Lorsqu'il sera nécessaire de les faire comparaître devant les Tribunaux Ottomans, ils ne s'y rendront que du sçu du Consul ou de l'interprête et lorsque le cas exigera qu'ils soient emprisonnés, les dits Consuls et Interprétes pourront les faire conduire en prison en donnant une caution acceptable pour leur personne.

Les Créanciers des Sujets Toscans, lorsqu'il s'en présentera, n'exigeront leurs créances du sçu des Consuls, Vice-Consuls et Interpréters, avec la connaissance de la justice, que du débiteur, sans inquiéter personne autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprétes, Négocians et autres Sujets, pourront avec leurs gens et domestiques exercer librement le culte de leur Religion dans leurs habitations.

S'il survenait quelque procès ou discussion contre les Consuls, Vice-Consuls, Interprétes, Négocians, ou Sujets Toscans ou leurs Domestiques, qui surpasse la somme de 3,000 aspres, il ne pourra être décidé devant aucun Tribunal de province, mais il devra être renvoyé au jugement de la Sublime Porte, conformément à ce qui se pratique envers les autres Nations amies. Lorsqu'il surviendra des procès entre les Négocians Toscans eux-mêmes, ils seront examinés et jugés par les Consuls et les interprétes d'après leurs Lois et coutumes sans que personne s'y oppose.

I Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Sudditi e 1833
Negozianti Toscani, e i Servitori franchi al loro servizio, avranno ricorso al Giudice locale in tutti gli affari di Commercio, di vendita, di compra, garanzia e altri, faranno registrare tali operazioni al protocollo del Tribunale (Juridiction) che rilascerà loro dei Contratti giudiciarj chiamati *Hodjets* o atti autentici, e nel caso che qualche contestazione nascesse, sarà eseguita la recognizione di tali atti ed istrumenti, non che dei registri del protocollo, e sarà proceduto secondo la giustizia e la legge.

I Governatori ed altri Impiegati della Porta Ottomanna non potranno imprigionare nè maltrattare alcuno degli Individui Toscani sopra menzionati, sotto il pretesto di azioni o processi intentati contro di essi, nè molestargli senza motivo. Quando si rendesse necessario di fargli comparire avanti ai Tribunali Ottomanni, essi non vi si recheranno che colla saputa del Console, o dell'Interprete, ed ove il caso esigesse che fossero imprigionati, i detti Consoli e Interpreti potranno fargli tradurre in carcere dando accettabil cauzione per la loro persona.

I Creditori di Sudditi Toscani, qualora se ne presentassero, non potranno reclamare il loro credito che con la saputa dei Consoli, Vice-Consoli, e Interpreti, e per le regolari vie di giustizia, nè potranno esigerne il pagamento se non che dal solo debitore, senza inquietare altrui per tal titolo.

I suddetti Consoli, Vice-Consoli, Interpreti, Negozianti ed altri Sudditi, potranno coi loro attenenti e Servitori esercitare liberamente il culto della loro Religione nelle loro abitazioni.

Insorgendo qualche causa o discussione contro i Consoli, Vice-Consoli, o Interpreti, Negozianti, o Sudditi Toscani o loro Servitori, che oltrepassi la somma di 3,000 aspri, non potrà esser decisa avanti ad alcun Tribunale di Provincia, ma dovrà essere portata al giudizio della Sublime Porta, in conformità di ciò che si pratica verso le altre Nazioni amiche. Insorgendo poi liti fra gli stessi Negozianti Toscani, verranno queste esaminate e giudicate dai Consoli e Interpreti secondo le loro leggi ed usi senza che alcuno possa opporvisi.

1833 *Lorsqu'il sera intenté une action judiciaire contre un marchand Toscan embarqué sur un Bâtiment prêt à faire voile, ce Bâtiment, sous prétexte de ce procès, ne sera point arrêté, et les Consuls, Agens, et Interprêtes s'empresseront de terminer l'affaire en discussion. Aucun Sujet Toscan ne pourra être obligé à comparaître en justice qu'assisté par un Interprête. Les Négocians Toscans ne pourront non plus être forcés à faire des dons aux Gouverneurs, Juges, ou autres Fonctionnaires publics, en quelque province de l'Empire Ottoman qu'ils se rendent, et ceux ci ne pourront les molester en aucune manière à ce sujet.*

VII. Les Bâtimens Marchands des Sujets Toscans qui aborderont à quelque Echelle des Etats Ottomans et qui y mouilleront, ne pourront point être inquiétés pour le terme du séjour qu'ils y feront. Lorsqu'ils ne débarqueront point de leur propre gré les marchandises qu'ils ont à bord, ils ne pourront y être forcés.

Aucune des 2 Parties Contractantes ne pourra forcer sous aucun prétexte les Matelots ou passagers embarqués à bord des Navires de l'autre, à entrer contre leur gré dans son service; il y aura toutefois exception pour les propres Sujets de chacun des 2 Etats lorsque le service de leur Souverain l'exigera.

VIII. Les Bâtimens Toscans accueillis en mer d'une tempête et en danger de se perdre, seront assistés et secourus par des Matelots et des Pilotes des Bâtimens Ottomans qui se trouveront dans le voisinage, et ceux-ci ne pourront demander qu'un prix équitable et modéré de leur peine; si un de ces Bâtimens vient à avoir le malheur de se perdre, il ne sera point touché aux marchandises retirées de l'eau; le tout sera consigné aux Consuls Toscans les plus proches du lieu, et on ne pourra demander qu'un prix modéré pour le transport.

Il ne sera pas permis aux ennemis de l'un des 2 Etats d'armer des Bâtimens de guerre dans les Ports et Echelles de l'autre, et si un tel Bâtiment ennemi serait déjà armé ou se trouverait dans un de ces Ports, il ne lui sera pas permis de mettre à la voile que 24 heures après le départ des Bâ-

Intentata un azione giudiciaria contro un Mercante 1833
Toscano imbarcato sopra un Bastimento pronto a far vela, questo Bastimento sotto il pretesto dell'insorta lite non potrà esser ritenuto, ed i Consoli, Agenti, e Interpreti avranno cura di terminare l'affare pendente. Niun Suddito Toscano potrà essere obbligato a comparire in giudizio senza l'assistenza di un Interprete. I Negozianti Toscani non potranno neppure esser costretti a far donativi ai Governatori, Giudici o altri pubblici funzionarj in qualunque Provincia dell'Impero Ottomanno si rechino, nè questi potranno molestarli in modo alcuno per tal titolo.

VII. I Bastimenti Mercantili dei Sudditi Toscani che approderanno a qualche Scalo degli Stati Ottomanni gettandovi l'ancora, non dovranno ricever molestia alcuna relativamente al tempo di soggiorno che ivi faranno. E se non sbarcheranno spontaneamente le loro merci, non potranno esservi astretti.

Niuna delle 2 Parti Contrattanti potrà costringere sotto alcun pretesto i Marinari o Passeggeri imbarcati a bordo dei Bastimenti dell'altra, a entrar loro malgrado al suo servizio. Sarà tuttavia fatta eccezione pei Sudditi proprj di ciascuno dei 2 Stati quando il servizio del loro Sovrano lo esiga.

VIII. I Bastimenti Toscani sorpresi in mare da tempesta e in pericolo di perdersi, saranno assistiti e soccorsi dai Marinari e Piloti dei Bastimenti Ottomanni che si trovassero per avventura vicini, nè questi potranno dimandare che un premio giusto e moderato per le loro fatiche. Se uno di questi Bastimenti facesse naufragio, non potrà esser posto mano sulle mercanzie salvate dall' acqua, ma tuttociò che potesse recuperarsi sarà consegnato ai Consoli Toscani i più prossimi al luogo, nè potrà esser dimandato che un prezzo moderato per i trasporti.

Non sarà permesso ai nemici di uno dei 2 Stati di armare Legni da Guerra nei Porti e Scali dell' altro, e se uno di tali Legni nemici si trovasse già armato in uno degli accennati Porti, non gli sarà permesso di mettere alle vela che 24 ore dopo la partenza dei Legni dell'altro Stato. I Bastimenti dell 2

1833 *mens de l'autre Etat. Les Navires des 2 Parties seront réciproquement en toute sûreté sous le canon et dans les Ports de l'autre Partie.*

IX. Si des Turcs ou autres Sujets de l'Empire Ottoman viennent à être molestés par des Corsaires ou Pirates qui infesteraient la Mer Méditerranée, on ne pourra sous ce prétexte inquiéter ou vexer les Bâtimens marchands Toscans naviguant paisiblement.

X. Lors du décès de quelque Musulman ou autre Sujet de la Sublime Porte dans le Grand-Duché de Toscane, sa succession devra être remise au Schahbender Ottoman qui se trouvera sur les lieux, sans qu'il puisse y avoir lieu d'ingérence étrangère. Les procès entre des Sujets Ottomans devront être jugés et vidés avec le consentement des Parties par l'entremise des dits Schahbenders.

XI. Il est arrêté et convenu que les Navires Toscans se serviront de leur propre Pavillon pour le commerce et la navigation dans les mers soumises à la Domination Ottomane, et qu'ils n'emploieront pas à cet effet le Pavillon de quelqu'autre Puissance; de même le Pavillon Toscan ne pourra être accordé à des Bâtimens de quelqu'autre Etat ou Nation, ni à des navires de Rayas ou Sujets de la Sublime Porte; les Ministres, Consuls, et Vice-Consuls de Toscane ne pourront délivrer des Patentes à des Sujets de la Sublime Porte, ni leur accorder une protection quelconque ouverte ou clandestine, et il ne pourra être admis aucune contravention aux stipulations ci-dessus articulées.

XII. Les Négocians Sujets de la Sublime Porte qui s'embarqueront sur des Bâtimens Toscans ou qui y chargeront des marchandises, auront à acquitter les mêmes droits que perçoivent sur eux dans un cas semblable les Anglais, les Français et les Hollandais, et on s'entendra amicalement.

Et réciproquement les Négocians Toscans qui chargeront des marchandises sur des Navires Ottomans acquitteront les mêmes droits que payent dans ce cas les dites Nations.

XIII. Les Bâtimens marchands Toscans ne seront pas molestés pour le transport des Troupes ou d'effets appartenans au Gouvernement Ottoman.

'arti Contrattanti saranno reciprocamente in piena si- 1833
urezza sotto il tiro del cannone e nei Porti dell'altra
'arte.

IX. Se dei Turchi o altri Sudditi dell'Impero
'ttomanno venissero ad esser molestati dai Corsari o
irati che infestassero il Mare Mediterraneo, non
otranno sotto tal pretesto essere inquietati o vessati i
astimenti mercantili Toscani naviganti tranquillamente.

X. Alla morte di qualche Mussulmano o altro Sud-
ito della Sublime Porta avvenuta nel Gran-Ducato di
'oscana, la sua successione dovrà esser rimessa allo
chabbender Ottomanno ivi residente senza che possa
vervi luogo intervento alcuno. Le vertenze fra Sud-
iti Ottomanni dovranno esser giudicate e composte
ol consenso delle parti dai detti Schabbender.

XI. E stabilito e convenuto che i Legni Toscani
iranno uso della loro propria Bandiera pel commercio
Navigazione nei Mari sottoposti al Dominio Otto-
anno, e che non si serviranno a quest' effetto della
andiera di alcun'altra Potenza. Così pure la Ban-
iera Toscana non potrà essere accordata ai Legni di
cun altro Stato o Nazione, nè tampoco ai Legni di
ayas o Sudditi della Sublime Porta. I Ministri, Con-
li, e Vice-Consoli di Toscana non potranno rilasciare
atenti ai Sudditi della Sublime Porta, nè accordar
ro una protezione qualunque aperta o clandestina, nè
irà ammessa contravvenzione alle disposizioni sopra
ccennate.

XII. I Negozianti Sudditi della Sublime Porta
ie s'imbarcheranno sopra Bastimenti Toscani, o vi
iricheranno le loro merci, saranno tenuti di pagare
medesimi diritti che percipono sopra di essi in casi
mili, gl'Inglesi, Francesi, e Olandesi procedendo
amichevole accordo.

E reciprocamente i Negozianti Toscani che cari-
heranno delle mercanzie sopra dei Legni Ottomanni,
agheranno i medesimi diritti che pagano in questo
aso le dette Nazioni.

XIII. I Bastimenti mercantili Toscani non potranno
icever molestie per esser costretti al trasporto di
Truppe o di effetti appartenenti al Governo Ottomanno.

1833 *XIV. Lorsque des Bâtimens de guerre des 2 Souverains se rencontreront sur mer, ils se salueront et se donneront des signes réciproques d'amitié, en s'abstenant de toute offense.*

XV. Il sera libre aux Sujets Toscans, de voyager, d'aller et venir sans aucun obstacle dans quelque lieu que ce soit des Etats Ottomans pour motif de commerce ou de pélérinage, et la Porte Ottomane leur délivrera dans ce cas des Passeports, afin qu'ils ne soient molestés nulle part par les Collecteurs de la capitation, ou d'autres Personnes, sous quelque prétexte que ce soit.

XVI. Tant que les Négocians Toscans n'employeront pas de leur propre gré des Sensaux, aucun Individu de quelque Nation qu'il soit ne pourra se prévaloir d'un Bérat qu'il aurait obtenu, ou d'une intercession puissante, pour se faire admettre comme Sensal au service du Négociant Toscan.

Et si quelqu'un d'eux, pour se venger de ne pas avoir été employé comme Sensal au service du Négociant Toscan, cherche à le préjudicier, il sera exemplairement puni.

XVII. Tant qu'un Individu franc au service des Consuls, Vice-Consuls, Agens, Interprétes ou tout autre Sujet Toscan n'embrassera pas de son plein gré l'Islamisme, il ne sera pas molesté à ce sujet sur la simple déposition de quelques malveillans qui auront attesté sa profession de foi, et il ne pourra être poursuivi pour cet objet que lorsqu'il aura fait de son plein gré cette profession en présence d'un Interprête Toscan.

Tout Sujet Toscan qui aura de son plein gré embrassé l'Islamisme, devra malgré cela acquitter de ses biens les dettes qu'il sera convaincu d'avoir contractées antérieurement.

XVIII. Tout Sujet ou Négociant Toscan, qui se trouvera forcément à bord d'un Bâtiment Corsaire capturé par les Forces Ottomanes, et qui n'aura pris aucune part à la Piraterie, ne pourra pas être fait prisonnier s'il peut faire constater sa qualité de Sujet Toscan. Il est convenu une fois pour toutes que désormais les Sujets des 2 Souverains Contractans ne pourront en aucune manière être faits Esclaves.

XIV. Quando i Legni da Guerra dei 2 Sovrani 1833
'incontreranno in mare, si saluteranno dandosi segni
eciproci d'amicizia, ed astenendosi da ogni offesa.

XV. Sarà in liberta dei Sudditi Toscani di viag-
iare, andare e venire senza ostacolo alcuno ed in
ıalunque parte dell'Impero Ottomanno per causa di
ommercio o di Pellegrinaggio, e la Porta Ottomanna
lascerà loro dei Passaporti affinchè non siano molestati
ıi collettori delle tasse (*capitation:*), o da altre per-
ıne sotto qualsiasi pretesto.

XVI. Qualora i Negozianti Toscani non volessero
ıontaneamente servirsi dell'opera di un Señsale, niun
ıdividuo di qualsivoglia Nazione potrà prevalersi di
ı *Bérat* che abbia ottenuto, o di un potente ap-
ıggio, per farsi ammettere come Sensale al servizio
un Negoziante Toscano.

E se alcuno di essi Sensali, per vendicarsi di non
sere stato impiegato al servizio di un Negoziante
ıscano, cercasse di recargli danno, verrà esemplar-
ente punito.

XVII. Un Individuo franco al servizio dei Consoli,
ce-Consoli, Agenti, Interpreti, o di altri Sudditi
ıscani che non abbracciasse di sua propria volontà
ıslamismo, non potrà esser molestato sulla semplice
posizione di maligni che avessero attestata la sua
ıfessione di fede, e non potrà per tal titolo esser
ıuto a calcolo se non quando abbia spontaneamente
ta tal professione di fede in presenza di un Inter-
ete Toscano.

Ogni Suddito Toscano che abbia spontaneamente
bracciato l'Islamismo, dovrà ció non ostante pagare
i suoi beni i debiti che sarà convinto aver contratti
teriormente.

XVIII. Ogni suddito o Negoziante Toscano che
troverà coattivamente a bordo di un Legno Corsaro
duto in potere delle forze Ottomanne, non potrà
ser fatto prigioniero, ove non abbia presa parte
una alla Piraterìa, e possa far constare la sua qua-
à di Suddito Toscano. — Viene stabilito una volta
r sempre che d'ora in avanti i Sudditi dei 2 Sovrani
ntraenti, non potranno in modo alcuno essere fatti
hiavi.

1833 *XIX. Dans le cas que cette paix et amitié conclue entre les 2 Sérénissimes Souverains venait à être, ce que Dieu ne veuille, changée en inimitié, tous les Marchands et Sujets des 2 Parties Contractantes qui se trouveraient sur mer ou sur terre, devront être prévenus à tems, afin qu'après avoir réglé leurs dettes actives et passives, ils puissent sans obstacle ou détriment se diriger avec leurs propriétés vers les confins.*

XX. Les rapports de navigation et de commerce entre la Toscane et les Cantons Africains se trouvant déjà réglés et garantis par des Traités spéciaux existans entre le Grand-Duché et les dites Régences, et tout faisant espérer que ces Traités continueront à être inviolablement observés et maintenus, les 2 Parties Contractantes reconnaissent qu'il n'est point nécessaire présentement d'aucune stipulation pour assurer les relations pacifiques entre la Toscane et les dits Cantons. Dans le cas cependant, ce que Dieu ne veuille, que quelque difficulté s'élevait sur l'observation de ces Traités, ou que quelque différend eût lieu entre le Grand-Duché et les dites Régences, la Sublime Porte s'engage d'interposer ses bons offices les plus efficaces pour rétablir la paix et la bonne harmonie entre les 2 Parties.

XXI. Les Plénipotentiaires des 2 Parties après avoir signé et scellé de leur Sceau les Articles et les conditions susmentionnés du présent Traité de Paix, d'Amitié, et de Commerce, les transmettront immédiatement à leurs Cours, et aucune des 2 Parties ne permettra qu'il y soit contrevenu ou porté atteinte en aucune manière. Ils promettent en outre que le présent Traité sera accepté et ratifié formellement par les 2 Augustes Souverains Contractans, dans l'espace de 90 jours, à compter de celui de la signature, ou plutôt, si faire se peut, et que les 21 Articles susdits seront religieusement observés des 2 Parties sans le moindre changement ou altération.

Conclusion.

Et les Plénipotentiaires Ottomans susmentionnés m'ayant remis, en vertu des Pleinpouvoirs dont ils sont munis, un Instrument de ce Traité rédigé

XIX. Nel caso che la pace ed amicizia conclusa 1833
fra i 2 Serenissimi Sovrani venisse ad essere (ciò che Dio tenga lontano) cangiata in inimicizia, tutti i Mercanti e Sudditi delle 2 Parti Contraenti che si trovassero per mare o per terra, dovranno essere a tempo prevenuti, affinché dopo aver regolate le loro pendenze pecuniarie possano senza ostacolo o detrimento dirigersi colle loro proprietà verso i confini.

XX. I rapporti di navigazione e di Commercio fra la Toscana e i Cantoni Affricani trovandosi già regolati e garantiti da Trattati speciali esistenti fra il Gran-Ducato e le dette Reggenze, e tutto facendo sperare che questi Trattati continueranno ad essere inviolabilmente osservati e mantenuti, le 2 Parti Contraenti giudicano non essere pel momento necessaria alcuna stipulazione che assicuri le relazioni pacifiche fra la Toscana e i detti Cantoni. Non pertanto nel caso (che Dio non voglia) che qualche difficoltà insorgesse sull'osservazione di questi Trattati, e che alcuna dissidenza avesse luogo tra il Gran-Ducato, e le dette Reggenze, la Sublime Porta s'impegna ad interporre i suoi buoni officj i più efficaci per ristabilire la pace e la buona armonia fra le 2 Parti.

XXI. I Plenipotenziarj delle 2 Parti dopo avere firmati e muniti del loro Sigillo gli Articoli e le condizioni sopra menzionate del presente Trattato di Pace, d'Amicizia, e di Commercio, gli trasmetteranno immediatamente alle loro Corti, e niuna delle due Parti permetterà che vi sia contravvenuto o portato alterazione in alcun modo. Promettono inoltre che il presente Trattato sarà accettato e formalmente ratificato dai 2 Augusti Sovrani Contrattanti, nello spazio di 90 giorni, a contare da quello della firma, e prima ancora se sarà possibile, e che i 21 Articoli sopra riportati saranno religiosamente osservati dalle 2 Parti senza il minimo cangiamento o alterazione.

Conclusione.

Ed i Plenipotenziarj Ottomanni sopra menzionati avendo rimesso in forza dei Pleni-poteri onde sono muniti, un Istrumento di questo Trattato redatto in

1833 *en langue Turque, signé en pleine et due forme, je leur ai également délivré, d'après les Pleinpouvoirs dont je suis muni, le présent Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce, rédigé en langue Française, comme Instrument légitime que j'ai signé et muni du Sceau de mes Armes.*

Constantinople, ce 12. Février 1833.

(*L. S.*) *D'*Ottenfels.

Nous avons approuvé et approuvons le Traité ci dessus en tout et chacun des Articles qui y sont contenus, déclarant qu'il est accepté, ratifié, et confirmé, et promettant qu'il sera inviolablement observé.

En foi de quoi sont données les présentes, signées de notre main, contresignées et scellées de notre Grand Sceau Royal.

Fait à Florence, le 2. Mai, de l'an de grâce 1833.

Leopold.

V. Fossombroni.
Gaetano Casini.

La ratifica per parte di Sua Maestà il Sultano è stata eseguita nei primi del mese di Cherval, anno dell'Egira 1249 (metà del Febbrajo 1834.)

Il cambio dei due solenni Atti di ratifica è stato poi effettuato a Costantinopoli il dì 17 del predetto mese di Febbrajo 1834, fra S. E. il Sig. Barone di Stürmer, Inviato Straordinario e Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, munito di special relativo incarico dalla Corte di Toscana, con l'intervento del Signor Commendatore Fedele Quaglia Segretario della Missione Granducale presso la Sublime Porta par una parte, ed i due Plenipotenziarj Ottomanni le LL. EE. Bedschet Efendi, Presidente alle Conferenze del Divano, e Mehemed Akif Reys-Efendi, con l'intervento dei respettivi Funzionarj Ottomanni, per l'altra parte.

lingua Turca, firmato in plena e debita forma, io ho 1833
loro egualmente rilasciato in seguito dei Pleni-poteri di cui sono munito, il presente Trattato di Pace, di Amicizia e di Commercio redatto in Lingua Francese, come legittimo Istrumento che ho firmato e munito del Sigillo delle mie Armi.

Costantinopoli, le 12 Febbrajo 1833.

(L. S.) D'OTTENFELS.

Noi abbiamo approvato e approviamo il Trattato sopraenunciato in ogni e ciascuno degli Articoli che vi son contenuti, dichiarando che è accettato, ratificato e confermato, e promettendo che sarà inviolabilmente osservato.

In fede di che sono emesse le presenti, firmate di nostra mano, contrassegnate e sigillate col Nostro Gran Sigillo Reale.

Fatto a Firenze, li 2 Maggio dell'anno di grazia 1833.

LEOPOLDO.

V. FOSSOMBRONI.
GAETANO CASINI.

16.

Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Venezuela. Conclue et signée à Caracas le 11. *Mars* 1833.

(Bulletin des Lois de la France. 1834. Juin.)

(Les Ratifications ont été échangées à Caracas le 3. Janvier 1834.)

Sa Majesté le Roi des Français et la République de Venezuela, étant également animés du désir de régulariser l'existence des relations de commerce qui se sont établies depuis plusieurs années entre les Etats de Sa Maj. le Roi des Français et la République de Venezuela, d'en favoriser le développement et d'en per-

1833 pétuer la durée par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, qui consacrerait en même temps d'une manière solennelle la reconnaissance par Sa Maj. le Roi des Français de l'indépendance de la République de Venezuela;

Mais considérant que la conclusion de ce Traité ne saurait avoir lieu aussi promptement que le réclame l'intérêt des deux Pays, et voulant que leurs relations reciproques soient dès à présent placées sur un pied conforme aux sentimens mutuels d'affection qui animent Sa Maj. le Roi des Français et la République de Venezuela, ont nommé dans ce but pour leurs Commissaires respectifs, savoir:

Sa Maj. le Roi des Français, M. Augustin Jean Mahélin, son Consul à Caracas et la Guaira;

Et le Président de la République de Venezuela, M. Joseph Eusèbe Gallegos, Conseiller du Gouvernement;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pouvoirs, sont convenus desArticles suivants:

Art. I. Les Agents Diplomatiques et Consulaires, les Citoyens de toute classe, les Navires et marchandises des Etats de Sa Majesté le Roi des Français, jouiront de plein droit dans la République de Venezuela des franchises, priviléges et immunités quelconques, concédées ou à concéder à la Nation la plus favorisée; et réciproquement, les Agents Diplomatiques et Consulaires, les Citoyens de toute classe, les Navires et les marchandises de la République de Venezuela, jouiront de plein droit dans les Etats de Sa Majesté le Roi des Français, des franchises, priviléges et immunités quelconques, concédés ou à concéder à la Nation la plus favorisée, et ce, gratuitement dans les 2 Pays, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

II. Pour la meilleure intelligence de l'Article I, les 2 Parties Contractantes conviennent de considérer comme Navires Français ou Venezueliens ceux qui, de bonne foi, seront la propriété des Citoyens respectifs, quelle que soit leur construction.

III. Les Stipulations ci-dessus exprimées demeureront de part et d'autre en vigueur, depuis le jour de l'échange des Ratifications jusqu'à la mise à exécution du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation

es Parties Contractantes se réservent de conclure 1833
eurement entre elles.

V. La présente Convention sera ratifiée par Sa
té le Roi des Français et par le Président de la
blique de Venezuela, ou celui qui exercerait ses
ons, après l'approbation préalable du Congrès
uelien, et les Ratifications en seront échangées
acas le plus promptement possible.

En foi de quoi, les Commissaires respectifs ont
la présente Convention et y ont apposé leur
et.

Fait en la Ville de Caracas, le 11. Mars, de l'an
igneur 1833.

(L. S.) AUG. MAHELIN.
(L. S.) JOSE E. GALLEGOS.

17.

icle explicatif, et complémentaire n convention concernant la Souineté de la Grèce, signée le 7. i 1832 à Londres entre la Grandetagne, la France, la Russie et Bavière. En date du 30. Avril 1833.

(Journal des Débats. 1833.)

es Cours de la Grande Bretagne, de Bavière,
rance, et de Russie, reconnoissant l'utilité de
préciser le sens, et de compléter les dispositions
Article VIII. de la Convention signée entre les
Cours à Londres le 7. Mai, 1832, sont conve-
de ce qui suit:

Article Unique. La Succession à la Couronne
la Dignité Royales en Grèce dans la branche du
e Othon de Bavière, Roi de la Grèce, comme
les branches de ses Frères puinés, les Princes
old et Adalbert de Bavière, lesquelles ont été
uellement substituées à la branche du dit Prince
n de Bavière, par l'Article VIII de la Convention

1833 de Londres du 7. Mai, 1832, aura lieu de *mâle en mâle* par ordre de primogéniture.

Les femmes ne seront habiles à succéder à la Couronne Grecque que dans le cas de l'extinction totale des héritiers légitimes mâles dans toutes les 3 branches de la Maison de Bavière, ci-dessus désignées: et il est entendu que, dans ce cas, la Couronne et la Dignité Royales en Grèce passeront à la Princesse, ou aux descendans legitimes de la Princesse, qui, dans l'ordre de la succession, se trouvera être la plus rapprochée du dernier Roi de la Grèce.

Si la Couronne Grecque vient à passer sur la tête d'une femme, les descendans légitimes mâles de celle-ci obtiendront, à leur tour, la préférence sur les femmes, et monteront sur le Trône de la Grèce par ordre de primogéniture. Dans aucun cas, la Couronne Grecque ne pourra être réunie sur la même tête avec la Couronne d'un Pays étranger.

Le présent Article Explicatif et Complémentaire aura la même force et valeur, que s'il se trouvait inséré mot pour mot dans la Convention du 7. Mai, 1832. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées le plutôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Cachet de leurs Armes.

Fait à Londres, le 30. Avril, l'An de Grace, 1833.

(L. S.) A. DE CETTO.
(L. S.) PALMERSTON.
(L. S.) TALLEYRAND.
(L. S.) LIEVEN.

18.

Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de la Princesse Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la Couronne d'Espagne. Datée Naples, le 18. *Mai* 1833.

(Communiquée par le Ministre Neapolitain accrédité à la Cour d'Espagne, au Gouvernement de Sa Majesté catholique.)

Ferdinand II, par la Grace de Dieu Roi de deux Siciles, de Jérusalem etc., Duc de Parme, Plaisance, Castro etc. etc. Grand-Prince héréditaire de Toscane etc. etc. etc.

Nous avons appris, avec le plus profond regret, que Sa Majesté Catholique par son Décret du 4. Avril dernier avait convoqué les Cortes Espagnoles pour le 20. Juin prochain, pour leur faire prêter serment à Son Altesse l'Infante Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la couronne d'Espagne et pour leur faire sanctionner par cet Acte le nouvel ordre de Succession qu'elle se propose d'établir par sa Pragmatique Sanction du 29. Mars 1830, dérogeant à celle promulguée par Philippe V. dans la Loi du 10. Mai 1713.

Dans ces circonstances, considérant que ladite Loi de 1713 a été publiée par le Chef d'une nouvelle Dynastie, avec toutes les conditions indispensablement requises pour sa validité, et dans un tems où des circonstances tout-à-fait extraordinaires et critiques justifiaient la nécessité d'une nouvelle Loi de Succession; que c'est une Loi consacrée par plus d'un siècle d'existence non interrompue; qu'elle a été la conséquence forcée des stipulations qui assurèrent le Trône d'Espagne au Petit-fils de Louis XIV, et à ses Descendans mâles, et que les puissantes raisons qui la produisirent sont encore subsistantes;

Considérant qu'un ordre de succession ainsi établi, de l'agrément et sous la garantie des principales Puissances de l'Europe, et reconnu dans divers Traités

1833 successivement conclus avec ces mêmes Puissances, est devenu obligatoire et inaltérable, et a transmis à tous les Descendans de Philippe V, des droits qui, obtenus au prix du sacrifice d'autres droits, ne peuvent être délaissés sans préjudice pour eux, et sans les exposer à manquer au respect dû à l'illustre Chef et fondateur de leur Dynastie;

Nous sommes convaincus que, lorsqu'une Loi Fondamentale semblable a été adoptée, Personne n'a le pouvoir, d'après les principes de législation universelle, d'y faire, tant que subsistera la dynastie du législateur, aucune innovation ou changement, sous quelque motif ou prétexte que ce soit. Ainsi, comme le droit acquis à la succession à la Couronne d'Espagne appartient aux Descendans mâles de Philippe V, et à chacun suivant le rang et la priorité de sa naissance, lors de la mort du dernier possesseur de la Couronne, la succession est dévolue de plein droit au fils ainé de la branche ainée, comme Prince le plus proche du décédé, et le successeur ne tient son droit d'aucun acte de son prédécesseur, mais de Dieu seul, et de cette Loi inviolable par laquelle a été établi l'ordre de succession. Il est évident aussi que si cette Loi était détruite, tous les efforts des Monarques Européens, au commencement du siécle dernier, pour l'établissement d'un juste équilibre entre leurs divers Etats, auraient été vains, et il ne manquerait pas de justes motifs pour craindre le retour d'une guerre sanglante de succession.

En conséquence, conformément aux mesures adoptées par notre auguste Père pour la conservation de ses droits, sous la date du 22. Septembre, 1830, nous croyons de notre devoir, de notre honneur, indispensable pour nos droits royaux, comme pour l'accomplissement des devoirs sacrés qu'impose le rang où il a plu à la Divine Providence de nous placer, de protester formellement comme de fait ici nous protestons, en face des Souverains légitimes de toutes les Nations, contre la Pragmatique Sanction du 29. Mars, 1830; et contre tout acte qui pourrait altérer ou affecter ces principes, qui jusqu'ici ont fait la base du pouvoir et de la splendeur de la maison de Bourbon, et des eventuels et incontestables droits sacrés qui nous sont transmis par la Loi Fondamentale de Suc-

cession jusqu'ici religieusement observée, et achetée 1833
au prix d'énormes sacrifices.

Notre présente Protestation solennelle sera communiquée à toutes les Cours, et des Copies revêtues de notre Signature et du Sceau de nos Armes Royales, ainsi que de la Signature de notre Ministre des Affaires Etrangères, seront déposées au Département d'Etat de la Justice et de la Grâce, et au Bureau du Président du Conseil des Ministres.

FERDINAND.

ANT. STATELLA.

19.

Convention conclue à Londres le 21. Mai 1833 entre la France, la Grande Bretagne et le Royaume des Pays-Bas, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832.

LL. MM. le roi des Français et le roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, désirant rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention, et ont nommé, pour leurs plénipotentiaires, savoir: etc. *)

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les Articles qui suivent:

Art. 1er. Aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention, LL. MM. le Roi des Français et le roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande leveront l'embargo qu'elles ont mis sur les

*) France: Ministre des affaires étrangères, le duc de Broglie; Plénipotentiaire à Londres, le prince de Talleyrand.
Grande-Bretagne: Ministre des affaires étrangères, et Plénipotentiaire, Lord Palmerston.
Pays-Bas: Plénipotentiaire M. Salomon Dedel.

1833 spécial de succession, en proposant la loi du 25. Mai 1816; il a depouillé le Grand-duché de son caractère germanique, pour en faire une province belge. Cette réunion ne s'est pas opérée à huis clos, mais à la face de l'Europe; pas un cabinet ne l'a ignoré; pas un cabinet n'a protesté. Le principe de l'incorporation était tellement passé dans le droit public, que dans les Traités de limites conclûs avec la Prusse en 1816, le Grand-duché de Luxembourg est compris dans la dénomination générale de *royaume des Pays-Bas*. La réunion du Luxembourg au royaume des Pays-Bas, son assimilation aux provinces méridionales, a donc été le fait, non de la révolution de 1830, mais de la volonté du Roi Grand-Duc, volonté respectée pendant quinze ans. S'il y a eu violation des Traités, elle date de 1815: la confédération germanique doit s'en prendre au Roi Guillaume et le Roi Guillaume à lui-même. Par cette incorporation le Roi Grand-Duc avait d'avance associé le Grand-duché aux destinées belges; si cette province avait été constituée comme Etat à part, la nature des choses l'aurait peut-être tenue en dehors d'une révolution qui eût éclaté dans le royaume des Pays-Bas; le Grand-duché étant réuni au royaume, le même mouvement devait nécessairement emporter l'un et l'autre. Et lorsque le Roi Guillaume a imploré l'aide de la confédération allemande pour reconquérir le Luxembourg, la Diète à Francfort était en droit de répondre: "il y a eu faute de votre part; il ne fallait pas chercher à libérer le Grand-duché des liens germaniques, et le condamner à subir le sort du royaume des Pays-Bas; nous ne vous devons plus rien." La révolution belge a pris les choses dans l'état où les avait mises le Roi Grand-Duc; elle n'a point opéré la réunion de Luxembourg à la Belgique; elle l'a maintenue. Pouvait-elle répudier les Luxembourgeois en leur disant: "c'est par erreur que celui qui a été notre maître nous a confondus dans la même communauté." La Belgique s'est fait d'appel au Luxembourg; il est venu à celle. Qu'on le remarque bien, nous ne nous prévalons point de l'existence des Traités de 1815 pour revendiquer le Luxembourg; c'est de la violation de ces Traités que nous nous prévalons. Les Traités de 1815 avaient séparé le Luxembourg des provinces belges; malgré ces Traités le Roi Guillaume a considéré le Luxembourg comme partie intégrante des provinces belges; la révolution a adopté le système du Roi Guillaume, en le rétorquant contre lui.

---

les 4 députés luxembourgeois ont pris part au vote. Enfin les 55 députés des provinces septentrionales s'étant constitués à part, le 20. Octobre 1830, les quatre députés luxembourgeois se sont abstenus de siéger. C'est aussi en vertu de l'art. 6 des huit articles du 21. Juillet 1814 que le Grand-duché de Luxembourg a, pendant quinze ans, contribué au payement des dettes mises à la charge du royaume des Pays-Bas et que les forêts domaniales situées dans le Grand-duché ont été vendues au profit du trésor général du royaume.

Note de M. Nothomb.

PARSONS LIBRARY University MICHIGAN

stilités, renfermée dans l'art. 3. de la convention de ce jour, 1833
comprend le grand-duché de Luxembourg et la partie du Limbourg occupée provisoirement par les troupes belges. Il est également entendu que, jusqu'à la conclusion du traité définitif dont il est fait mention dans le dit article 3. de la convention de ce jour, la navigation de l'Escaut aura lieu telle qu'elle existait avant le 1er Novembre 1832.

Le présent article explicatif aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même temps que celle de la dite convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 21. Mai, l'an de grâce mil huit cent trente trois.

Remarques d'un Publiciste Belge sur la convention du 21. Mai 1833.

Considérées du point de vûe où les actes secondaires s'effacent, es négociations que la revolution Belge avait fait naitre, présenèrent, au milieu de l'année 1833, deux résultats principaux: le traité du 15. Novembre 1831 et la convention du 21. Mai 1833. Le Traité du 15. Novembre 1831, conclu par les cinq Grandes Puissances — l'Autriche, la Grande Bretagne, la France, la Prusse et la Russie — constitua le droit public du nouvel Etat Belge par rapport à l'Europe. Cet Acte n'a pu dispenser la Belgique de conclure un Traité direct avec la Hollande. Ce Traité direct n'ayant pu être conclû, la convention du 21. Mai 1833 avait créé un état intermédiaire. La convention du 21. Mai 1833 avait laissé subsister le traité du 15. Novembre 1831 comme droit public de la Belgique par rapport à l'Europe et comme base de négociations directes à ouvrir avec la Hollande. C'est ce que les négociations reprises à Londres en Juillet 1833 et suspendues au mois de Septembre suivant, ont démontré. La suspension des négociations avait laissé la Belgique en jouissance de tous les avantages du *status quo* du 21. Mai 1833. La Conférence de Londres avait cru devoir mettre le gouvernement hollandais en demeure de remplir les engagemens pris par lui de produire le consentement de la Diète germanique et des agnats de la maison de Nassau à la cession et à l'échange du Luxembourg wallon. C'est après cette mise en demeure que le gouvernement hollandais s'est adressé depuis à la Diète à Francfort et aux agnats de la maison de Nassau pour obtenir le consentement nécessaire. En absence de ce consentement les négociations sont restées suspendues — suspension qui cependant n'a porté aucune atteinte au *status quo* du 21. Mai 1833. Le double principe sur lequel a reposé la

1833 politique de la Belgique a été depuis cette époque: Point d'abandon du *status quo* avant l'arrangement définitif avec la Hollande et pas de reprise des négociations à Londres pour parvenir à cet arrangement, qu'après l'adhésion de la Diète germanique et de la maison de Nassau aux stipulations territoriales — politique résumée en ces termes dans la réponse faite par le Roi Léopold à l'adresse de la chambre des Représentans belges, le 19. Février 1834: "Je ne consentirai point à ce que mon gouvernement se désiste en aucune manière, avant l'arrangement définitif, de l'état de possession qui nous est garanti." Ainsi il est probable que l'interruption pure et simple des négociations de la part de la Belgique se prolongera tant que la Hollande n'aura pas rempli la condition dont l'accomplissement préalable a été exigé en Septembre 1833. La Belgique d'ailleurs parait sans intérêt direct dans les difficultés qui ont retardé jusqu'ici la solution de la question luxembourgeoise par la Diète germanique et les Agnats de la maison de Nassau. La principale de ces difficultés consiste à savoir si la rive droite de la Meuse sera réunie en entier à la Hollande, sans égard à l'échange supposé avec une partie du Luxembourg, ou bien réunie à la confédération germanique comme subsituée au Luxembourg wallon — question grave sans doute pour l'Allemagne, pour la Hollande, pour la France aussi, qui, si elle n'était point liée par le Traité du 15. Novembre 1831, aurait à examiner jusqu'à quel point il peut lui convenir que la confédération germanique prenne position sur la Meuse. Spectateur en quelque sorte de ces débats, la Belgique s'est bornée de se maintenir dans la situation négative que lui a donnée la convention du 21. Mai 1833 et parait de n'en vouloir sortir que le jour où l'on viendra lui dire: Voici le consentement de la Diète germanique et des agnats de la maison de Nassau à la cession de Luxembourg. Ainsi la question luxembourgeoise avait servi, en 1830, du point de départ aux négociations pour arranger les affaires de la Belgique et de la Hollande, qui sont venues en 1833 se heurter au même obstacle.

Quant à la question de Luxembourg M. *Nothomb*, l'auteur de *l'Essai historique et politique sur la révolution belge* (3me édit. Bruxelles, 1834.) observe (P. 410): Le duché de Luxembourg, depuis sa réunion aux états de Bourgogne, sous Philippe le Bon 1441, a partagé constamment le sort des provinces méridionales des Pays-Bas. Il était placé depuis 1548, avec ses provinces, dans le cercle de Bourgogne, tandis que la principauté de Liège, qui formait un état distinct des Pays-Bas, faisait partie du cercle de Westphalie du ci-devant empire germanique. Il est compris dans les Traités sous la dénomination générale de Pays-Bas et notamment dans le Traité d'Utrecht du 11. Avril 1715, par lequel les Pays-Bas ont été cédés à la maison d'Autriche. Comme partie intégrante de la Belgique, il a été réuni à la république française par la loi du 9 vendémiaire an. IV (1er Octobre 1795) intitulée: *Loi sur la réunion de la Belgique et du pays de Liège à la République.* Le Traité de Campo Formio, et celui de Lunéville (du 9. Févr. 1801) ont sanctionné cette réunion en y comprenant le Luxembourg sous la dénomination générale de *Pays-Bas au-*

quatre principautés n'avaient sur une surface de 45 milles qu'une population de 120,000 habitans, tandis que le ourg, non compris le duché de Bouillon, en avait une de habitans, sur une étendue de 120 milles carrés (Schoell *abrégée des Traités de paix* T. XI. pag. 123 et 124). ad-duché de Luxembourg, tel qu'il est réduit par le e Londres du 15. Novembre 1831, comprend une popula- aviron 150,000 habitans: c'est plus que l'équivalent des s possessions nassauviennes. En conservant la possession de Luxembourg, la Belgique avait pour elle le fait ancien; it contre elle le texte des Traités de 1815; mais jusqu'à nt pouvait-on lui opposer ces Traités? Le roi des Pays- rand-Duc de Luxembourg lui-même s'était désarmé à en les violant à l'égard de Luxembourg, pendant quinze pendant quinze ans la Diète germanique avait toléré cette , l'avait, en quelque sorte, sanctionnée par son silence. conformer à ces Traités, le Roi Grand-Duc aurait dû r à part le Grand-duché de Luxembourg, créer des tembourgeois aux termes de l'art. 13 de l'acte fédéral, en gouverner le Grand-duché comme une principauté distincte ame des Pays-Bas. Au lieu de cela, qu'a-t-il fait? Il oré le Grand-duché au royaume. Il a appliqué au Grand- s conditions mises à la fondation du royaume par les huit de Londres du 21. Juillet 1814 *). Il a aboli le droit

---

erait fastidieux d'énumérer tous les faits qui attestent que dant 15 ans le Grand-duché de Luxembourg a été con- ré comme partie intégrante du royaume des Pays-Bas et me une des neuf provinces méridionales. La révision de oi fondamentale de 1814, qui a sanctionné la réunion des rinces méridionales et sept ionales, a été faite en com- par l'établisser d ce ssion où siegeait un

1833 spécial de succession, en proposant la loi du 25. Mai 1816; il a depouillé le Grand-duché de son caractère germanique, pour en faire une province belge. Cette réunion ne s'est pas opérée à huis clos, mais à la face de l'Europe; pas un cabinet ne l'a ignoré; pas un cabinet n'a protesté. Le principe de l'incorporation était tellement passé dans le droit public, que dans les Traités de limites conclûs avec la Prusse en 1816, le Grand-duché de Luxembourg est compris dans la dénomination générale de *royaume des Pays-Bas.* La réunion du Luxembourg au royaume des Pays-Bas, son assimilation aux provinces méridionales, a donc été le fait, non de la révolution de 1830, mais de la volonté du Roi Grand-Duc, volonté respectée pendant quinze ans. S'il y a eu violation des Traités, elle date de 1815: la conféderation germanique doit s'en prendre au Roi Guillaume et le Roi Guillaume à lui-même. Par cette incorporation le Roi Grand-Duc avait d'avance associé le Grand-duché aux destinées belges; si cette province avait été constituée comme Etat à part, la nature des choses l'aurait peut-être tenue en dehors d'une révolution qui eût éclaté dans le royaume des Pays-Bas; le Grand-duché étant réuni au royaume, le même mouvement devait nécessairement emporter l'un et l'autre. Et lorsque le Roi Guillaume a imploré l'aide de la conféderation allemande pour reconquérir le Luxembourg, la Diète à Francfort était en droit de répondre: "il y a eu faute de votre part; il ne fallait pas chercher à libérer le Grand-duché des liens germaniques, et le condamner à subir le sort du royaume des Pays-Bas; nous ne vous devons plus rien." La révolution belge a pris les choses dans l'état où les avait mises le Roi Grand-Duc; elle n'a point opéré la réunion de Luxembourg à la Belgique; elle l'a maintenue. Pouvait-elle répudier les Luxembourgeois en leur disant: "c'est par erreur que celui qui a été notre maître nous a confondus dans la même communauté." La Belgique n'a fait d'appel au Luxembourg; il est venu à celle. Qu'on le remarque bien, nous ne nous prévalons point de l'existence des Traités de 1815 pour revendiquer le Luxembourg; c'est de la violation de ces Traités que nous nous prévalons. Les Traités de 1815 avaient séparé le Luxembourg des provinces belges; malgré ces Traités le Roi Guillaume a considéré le Luxembourg comme partie intégrante des provinces belges; la révolution a adopté le système du Roi Guillaume, en le rétorquant contre lui.

---

les 4 députés luxembourgeois ont pris part au vote. Enfin les 55 députés des provinces septentrionales s'étant constitués à part, le 20. Octobre 1830, les quatre députés luxembourgeois se sont abstenus de siéger. C'est aussi en vertu de l'art. 6 des huit articles du 21. Juillet 1814 que le Grand-duché de Luxembourg a, pendant quinze ans, contribué au payement des dettes mises à la charge du royaume des Pays-Bas et que les forêts domaniales situées dans le Grand-duché ont été vendues au profit du trésor général du royaume.

Note de M. Nothomb.

Notification de la convention conclûe le 21. Mai 1833 entre la France, la Grande Bretagne et la Hollande au Gouvernement Belge, en date du 1. Juin 1833. 1833

Londres, le 1er Juin 1833.

Les soussignés, l'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi des Français, et le principal secrétaire de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères, ont l'honneur d'adresser à M. van de Weyer, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges, une copie de la convention conclue le 21. Mai, entre eux et S. Exc. M. Dedel, envoyé extraordinaire de Sa Majesté le roi des Pays-Bas, et dont les ratifications ont été échangées le 29 du même mois.

Les soussignés éprouvent une grande satisfaction en communiquant à M. van de Weyer cette convention qui ne peut être que favorablement accueillie par son gouvernement, puisqu'elle assure d'abord à la Belgique une suspension d'hostilités dont le terme s'étend jusqu'à la conclusion d'un traité de paix définitif. Elle lui assure également, jusqu'à la conclusion de cette paix, la jouissance entièrement libre de la navigation de l'Escaut, l'avantage immédiat de l'ouverture de la navigation de la Meuse, conformément aux stipulations du traité de Vienne, et aux dispositions de la convention de Mayence. Si elle ne met pas le gouvernement belge en possession des forts de Lillo et Liefkenshoek, encore occupés par les troupes hollandaises, elle le maintient jusqu'au traité définitif dans l'occupation provisoire des districts, plus qu'équivalens, du Limbourg et du Luxembourg.

Le gouvernement belge observera aussi que les parties contractantes dans cette convention n'ont pas perdu de vue un arrangement définitif au moment où elles en concluaient un préliminaire; et que, par l'art. 5, elles s'obligent à s'occuper sans délai du traité définitif.

Les soussignés ont encore un devoir à remplir: le gouvernement des Pays-Bas a pris l'engagement envers les deux Puissances de ne pas recommencer les hostilités envers la Belgique.

Les gouvernemens de France et de la Grande-Bretagne sont convaincus que Sa Majesté le roi des Belges s'empressera de prendre, de son côté, un engagement équivalent, et s'obligera à ne pas recommencer les hostilités contre le territoire hollandais, ou les troupes hollandaises, aussi long-temps que les relations entre la Hollande et la Belgique ne seront pas réglées par un traité définitif.

Les deux Puissances se sont engagées à ce que les communications entre la forteresse de Maestricht et la frontière du Brabant néerlandais, et entre la dite forteresse et l'Allemagne, resteraient libres et sans entraves. Cet engagement ne fait que stipuler la continuation d'un état de choses qui a long-temps existé du consentement déclaré et d'après les ordres positifs du gouvernement belge.

Les soussignés, en invitant le gouvernement belge à faire aux deux Puissances une déclaration formelle et satisfaisante sur ces

1833 deux points, sont donc convaincus qu'en agissant ainsi, ils ne font que réclamer de sa part ce qu'une impulsion spontanée de ce gouvernement l'aurait porté à offrir.

Les soussignés ont l'honneur d'offrir à M. van de Weyer l'assurance de leur haute considération.

(L. S.) TALLEYRAND.
(L. S.) PALMERSTON.

Acte d'Adhésion de la Belgique à la convention conclûe le 21. Mai 1833 entre la France, la Grande Bretagne et la Hollande, en date du 10. Juin 1833.

Londres, le 10. Juin 1833.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges près Sa Majesté britannique, s'est empressé de transmettre à son gouvernement la copie de la convention du 21. Mai et la note du 1er Juin, que LL. EE. MM. l'ambassadeur extraordinaire de Sa Majesté le roi des Français et le principal secrétaire-d'Etat de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères lui ont fait l'honneur de lui adresser.

La convention du 21. Mai, sans mettre pleinement à exécution le traité du 13. Novembre 1831, assure néanmoins à la Belgique la jouissance de la plupart des avantages matériels attachés à ce traité: le gouvernement du Roi ne saurait donc l'accueillir qu'avec satisfaction et croit pouvoir la considérer comme répondant en partie au but que la France et la Grande-Bretagne, dans leur résolution ferme et invariable de remplir leurs engagemens, se sont proposé d'atteindre en concluant la convention du 22. Octobre 1832, et comme étant un acheminement à l'exécution intégrale de toutes les clauses qui ont été garanties à la Belgique.

Fort des droits qui lui sont irrévocablement acquis, le gouvernement du Roi, tout en exprimant ses regrets des nouveaux retards qui peuvent être apportés à la complète exécution du traité du 13. Novembre 1831, attendra avec confiance le résultat des nouvelles négociations annoncées par l'article 3 de la convention, et dans lesquelles les Puissances ne peuvent avoir d'autre objet que d'aplanir, par des arrangemens de gré à gré entre les deux parties, les difficultés qui s'opposent encore à l'exécution finale de ce traité.

Il reste au soussigné, pour achever sa tâche, à répondre aux demandes que LL. Exc. ont bien voulu soumettre à son gouvernement: il s'estime heureux d'avoir à leur communiquer des intentions entièrement conformes aux vues de paix et de conciliation dont les Puissances se sont montrées animées pour l'affermissement progressif d'un ordre de choses si étroitement lié aux grands intérêts de l'Europe.

En souscrivant en Novembre 1830 à la suspension d'armes qui lui était demandée, la Belgique a donné un premier gage de paix et de conciliation; les engagemens qu'elle a contractés dès-lors et qu'elle a réligieusement observés, se trouvant aujourd'hui fortifiés par l'armistice indéfini, formellement stipulé dans la convention nouvelle, le Roi n'hésite pas à contracter des obligations

ne que ces dispositions pourront [illegible] pliquer à [illegible] une invitée.
gouvernement du Roi s'engage en outre à continuer un
choses qui existe depuis le commencement de l'année 1831,
tenant libres et sans entraves les communications entre la
e de Maestricht et la frontière du Brabant néerlandais, et
dite forteresse et l'Allemagne.

convention du 21. Mai pourrait, pour la mise en pratique
aines stipulations, nécessiter des dispositions réglementaires
n facilitant les relations réciproques, seraient également
euses aux deux parties directement intéressées, en même
qu'elles rentreraient dans les vues de la France et de la
-Bretagne. A cet égard, le soussigné est chargé d'émettre
1 que les stipulations, auxquelles il est ici fait allusion,
romptement régularisées; il espère que LL. Exc. accueilleront
1 dans lequel elles ne manqueront pas de voir une preuve
e du désir dont le gouvernement du Roi est animé, comme
d'écarter tout ce qui pourrait prolonger un état d'irritation
e en opposition avec les intentions pacifiques manifestées
s dernières circonstances.

soussigné prie LL. Exc. d'agréer les assurances de sa
considération.

(L. S.) SYLVAIN VAN DE WEYER.

20.

vention entre la France et la nde-Bretagne pour régler le mode ransport des Depêches entre les x Pays. Conclûe et signée à Lon-

1833 tagne et d'Irlande, désirant donner une nouvelle activité aux relations des 2 Pays, et entretenir les rapports d'union et de bonne intelligence qui existent entre les Gouvernements et les Peuples des 2 Etats.

Nous, Joseph-Xavier-Antoine Conte, Directeur de l'Administration, et Président du Conseil des Postes, Chevalier de la Légion d'Honneur, muni des pouvoirs de Sa Majesté le Roi des Français, en date de Paris, le 6. Septembre, 1832, d'une part;

Et d'autre part, nous, Charles Lennox, Duc de Richmond, Comte de March, Duc de Lennox en Ecosse, et d'Aubigny en France, Chevalier du Très-Noble Ordre de la Jarretière, etc., Maître Général des Postes de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, etc., etc., muni des pouvoirs de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, en date de Brighthelmstone, le 12. Novembre, 1832.

Après nous être communiqué nos pouvoirs respectifs, nous sommes convenus de ce qui suit:

Art. I. Un service régulier sera établi entre Calais et Douvres, 6 jours au moins de chaque semaine, pour le transport des Dépêches. Chaque Office transportera ses propres Lettres et Dépêches administratives à la Fontière de l'Office correspondant.

II. L'Administration des Postes de France expédiera un Paquebot Français de Calais (le temps le permettant), les Dimanches, Lundis, Mardis, Mercredis, Jeudis et Vendredis, avec les Dépêches de France et des Pays au-delà de la France, pour le Royaume Uni, ses Colonies et ses Dépendances, lesquelles Dépêches seront remises à l'Agent du Maître Général des Postes à Douvres.

Le Maître Général des Postes expédiera un Paquebot Anglais de Douvres, les Mardis, Mercredis, Jeudis, Vendredis, Samedis et Dimanches (le temps le permettant), avec les Lettres et Dépêches du Royaume-Uni pour la France et les Pays au-delà de la France, lesquelles Dépêches seront remises au Directeur des Postes à Calais.

III. Si l'un ou l'autre des 2 Offices juge à propos d'envoyer un Paquebot, avec ou sans Dépêches, le 7 jour de la semaine, il sera libre de le faire.

IV. L'Administration des Postes Françaises s'en- 1833
gage à remettre ses Dépêches à l'Agent du Maître Général des Postes à Douvres, à 10 heures du soir, en temps ordinaire, ou aussitôt que possible après cette heure.

Le Maître Général des Postes Anglaises s'engage à remettre les Dépêches au Directeur des Postes à Calais, à 11 heures du matin, en temps ordinaire, ou aussitôt que possible après cette heure.

Après l'arrivée des Paquebots à Calais et à Douvres, la correspondance sera expédiée à sa destination par le premier et le plus prompt moyen de transport qui sera à la disposition des 2 Offices respectifs.

V. Les Paquebots employés par les 2 Offices pour le transport de la correspondance seront des bateaux à vapeur d'une force et d'une dimension suffisantes pour le service auquel ils sont destinés; ce seront des Bâtiments nationaux, *bonâ fide*, la propriété de l'Etat. Ils seront considérés et reçus dans les Ports des 2 Pays comme Vaisseaux de Guerre, et ils jouiront des honneurs et priviléges que réclament les intérêts et l'importance générale du service qui leur est confié; enfin, ils ne pourront être détournés de leur destination spéciale, c'est-à-dire du transport des Dépêches, par quelque Autorité que ce soit, ni être sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

VI. Les Paquebots employés par les 2 Offices seront libres de prendre à bord, tant à Douvres qu'à Calais, tous passagers de quelque Nation qu'ils puissent être, pour les transporter, avec leurs hardes et effets personnels, de Douvres à Calais, et de Calais à Douvres, sous la condition que les Capitaines se soumettront aux règlements des Gouvernements respectifs, concernant l'entrée et la sortie des Voyageurs; mais il sera défendu aux Bâtiments de transporter des marchandises à titre de fret.

VII. Les Capitaines des Paquebots des Offices respectifs, ou les Officiers chargés du soin des Dépêches, remettront, à leur arrivée, à l'office correspondant un *part*, qui mentionnera la remise qui leur sera faite de la valise ou des valises fermées et cachetées, et rapporteront un Certificat de leur exacte remise, de la part du Bureau qui les aura reçus.

1833 VIII. Les Capitaines, à moins d'empêchements de force majeure, devront faire route directement pour leurs destinations respectives; et lorsqu'ils seront forcés par force majeure, de relâcher dans un port autre que celui de Douvres et Calais, ce sera sous leur responsabilité; et ils seront assujettis à tel moyen de surveillance et de justification que l'un ou l'autre des 2 Offices jugerait à propos d'établir.

En cas de relâche dans un autre Port que celui de destination, l'Office sur le Territoire duquel les Dépêches seront ainsi débarquées, prend l'engagement de les faire parvenir sans délai à leur destination.

IX. Ils est défendu aux Capitaines des 2 Offices de se charger d'aucune Lettre en dehors des Dépêches, excepté toutefois des Dépêches de leurs Gouvernements respectifs. Ils veilleront à ce qu'il ne soit pas transporté de Lettres en fraude par leurs équipages ou par les passagers, et ils dénonceront à qui de droit les infractions qui pourraient être commises.

X. Les Paquebots de Malle Anglais payeront à leur entrée et à leur sortie du Port de Calais, ou de tout autre port du Royaume de France, tous les droits de Navigation et de port, tels qu'ils sont ou qu'ils seront établis par les Lois ou les Règlements du Royaume; et, réciproquement, les Paquebots de Malle Français payeront à leur entrée et à leur sortie de Douvres, ou de tout autre Port de la Grande Bretagne, tous les droits de Navigation et de Port, tels qu'ils sont ou qu'ils seront établis par les Lois ou Règlements du Royaume-Uni.

Les droits de tonnage n'étant établis en Angleterre que pour compenser les droits que les Navires Anglais supportent dans le Pas-de-Calais, — afin d'établir une balance entre les 2 Offices, relativement aux déboursés réciproques, l'Office Français payera à l'Office Anglais, à titre de compensation, une somme, pour chaque passage, égale à celle que payerait à la douane de Calais un Paquebot Anglais du même tonnage que les Paquebots Français.

Les droits seront payés à Calais par le Directeur des Postes de cette Ville, pour le compte de l'Office Anglais, et à tout autre Port du Royaume par les Capitaines Anglais, auxquels le Directeur des Postes à Calais les remboursera; et ceux qui seront dûs à Dou-

es seront acquittés par l'Agent des Paquebots de 1833
alle Anglais, pour le compte de l'Office Français,
à tout autre Port par les Capitaines Français, aux-
iels cet Agent les remboursera; et dans le cas où
tonnage des Paquebots Anglais excéderait celui des
aquebots Français, ou le tonnage des Paquebots
rançais excéderait celui des Paquebots Anglais, le
ontant de cet excédant sera remboursé par l'Office
iquel appartiendra le Paquebot du tonnage le plus
evé. Les Comptes relatifs à ces droits seront réglés
ir trimestre.

Dans le cas où les Paquebots Anglais pourraient
re dispensés de tout ou partie des droits de tonnage
i de port en France, l'Office des Postes Françaises
rait exempt dans la même proportion du payement
faire à l'Office Britannique, arrêté par le présent
rticle.

XI. Les Lettres de France destinées aux Iles
nglaises de Jersey, de Guernesey et d'Alderney, pour-
nt, en raison de la grande proximité des côtes oc-
dentales de la France, être expédiées, selon le désir
e l'envoyeur, par Saint-Malô, Cherbourg ou Gran-
lle, ou continuer à être envoyées par la voie de Ca-
is et Londres.

XII. Si plus tard, et d'un commun accord, les 2
ffices jugeaient devoir établir une ou plusieurs com-
unications supplémentaires entre la France et la Grande-
retagne, par d'autres points de sortie que Calais et
ouvres, ces communications pourraient être établies
ns que rien fût changé, d'ailleurs, aux stipulations
nvenues par le présent Traité.

XIII. En cas de guerre entre les 2 Nations, les
aquebots de poste des 2 Offices continueront leur
ivigation sans obstacle ni molestation, jusqu'à notifi-
ition de la cessation de leur service faite par l'un
es 2 Gouvernements; auquel cas il leur sera per-
is de retourner librement, et sous protection spé-
ale, dans leurs Ports respectifs.

XIV. Les stipulations de Traités précédentes en-
e les 2 Offices, en ce qui concerne le transport des
épêches sur le Canal, sont annulées en tout ce qui
rait contraire aux dispositions arrêtées par la pré-
ente Convention.

1833 XV. Les Paquebots Français tels qu'ils doivent être établis, conformément aux dispositions de l'Article V, commenceront leur service au plus tard, au 1er Janvier prochain, et plus tôt si faire se peut. Avant l'époque où ce service pourra être mis en activité, et aussitôt que l'échange des Ratifications aura eu lieu, le service à 6 ordinaires par semaine commencera provisoirement avec les moyens que l'Office Français aura à sa disposition, et avec des bâtiments à vapeur au moins 4 fois par semaine.

XVI. La présente Convention, conclue pour un temps indéterminé, aura son exécution à dater du 1er Juillet prochain, ou aussitôt que possible, et après que les Ratifications en auront été échangées préalablement dans l'espace de 2 mois, ou plus tôt si faire se peut. Et si, dans la suite, les circonstances faisaient désirer quelque changement ou modification dans l'un ou l'autre de ses Articles, les Parties Contractantes tâcheront de s'entendre à l'amiable à cet égard; mais, à moins que ce ne soit d'un commun accord, ni la Convention, ni aucune de ses stipulations ne pourront être ni infirmées ni annulées, sans une notification faite 6 mois d'avance: pendant ces derniers 6 mois, la Convention continuera d'avoir sa pleine et entière exécution, sans préjudice de la liquidation des Comptes, entre les 2 Offices, après l'expiration des 6 mois.

XVII. Fait et arrêté entre nous, sauf l'approbation et la Ratification de nos Souverains respectifs, la présente Convention, dont il sera fait 3 Copies, savoir: 1 en Français et en Anglais en regard sur la même feuille, qui restera entre les mains de l'Administration des Postes Françaises; et 2 autres, l'une en Anglais et l'autre en Français, qui resteront entre les mains de l'Office des Postes Anglaises.

A Londres, au *General Post Office*, le 14. Juin 1833.

(L. S.) CONTE.
(L. S.) RICHMOND.

Articles Additionnels.

Art. I. Les conditions du transport des Lettres Anglaises en transit par la France seront le sujet d'une

négociation ultérieure, et, provisoirement, les droits 1833
de transit resteront tels que les établit le Traité de 1802.

II. Le Maître Général des Postes de la Grande Bretagne fournira à l'Administration des Postes Françaises une Liste des taxes qui seront appliquées aux Correspondances Françaises, qui emprunteraient le Territoire de la Grande Bretegne, et qui seraient destinées pour des Pays avec lesquels le Post Office Anglais entretient des relations régulières.

III. Le nombre et la forme des Dépêches que chacun des Offices fera pour l'autre seront convenus d'un commun accord entre les 2 Offices, et pourront être modifiés par commun consentement, chaque fois que le bien du service l'exigera.

IV. Les Lettres tombées en rebut, par quelque cause que ce soit, seront renvoyées réciproquement à l'Office où elles auront pris naissance, après les délais exigés par les Lois des 2 Pays, et sans aucun compte de taxe.

V. Le prix du transport des passagers sur les Paquebots tant Anglais que Français sera réglé d'un commun accord entre les 2 Offices: le taux fixé pourra être augmenté ou diminué par consentement mutuel; mais aucun des 2 Offices ne pourra modifier ou réduire seul son prix, à l'effet de se procurer un plus grand nombre de passagers, ou pour toute autre cause.

VI. Les 5 Articles Additionnels qui précèdent, quoique séparés du Traité, auront la même valeur que s'ils avaient été insérés dans le Traité même.

Fait et arrêté entre nous, sauf l'approbation et la Ratification de nos Souverains respectifs, ces Articles Additionnels, dont il sera fait 3 Copies, savoir: 1 en Français et en Anglais en regard sur la même feuille, qui restera entre les mains de l'Administration des Postes Françaises; et 2 autres, l'une en Anglais et l'autre en Français, qui resteront entre les mains de l'Office des Postes Anglaises.

A Londres, au *General Post Office*, le 14. Juin, 1833.

(L. S.) CONTE.
(L. S.) RICHMOND.

1833 *Ordonnance du Roi des Français, relative au transport des Lettres de France pour l'Angleterre, et les Pays d'outre mer, avec lesquels l'Office des Postes Anglais entretient des communications régulières, et des Lettres d'Angleterre et desdits Pays pour la France. — 7 Octobre*, 1833.

A Paris, le 7. Octobre, 1833.

Louis Philippe, Roi des Français;

Vu l'Article V. du Traité signé à Londres le 14. Juin dernier;

Vu l'Article Supplémentaire du même Traité, qui donne à la France l'autorisation d'expédier en transit par l'Angleterre les Lettres pour les Pays d'outre mer, avec lesquels l'Angleterre entretient des relations régulières;

Vu le Tarif des droits de Poste Anglais;

Vu l'Article II de la Loi du 4. Juillet, 1829, qui établit une surtaxe de 3 décimes par Lettre simple, pour toutes les Lettres transportées par estafettes entre Paris et Calais;

Vu la Loi du 14 floréal an X (Article IV);

Sur le rapport de notre Ministre Secrétaire d'Etat des Finances,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. I. Toutes les Lettres de France pour l'Angleterre, et d'Angleterre pour la France seront transportées par la voie de l'estafette, de Paris à Calais, à l'exception de celles de la partie du nord et nord-ouest qui, pouvant être transmises avec plus d'accélération par des communications directes avec Calais, ne passent pas par Paris.

II. Les Lettres transportées par estafette supporteront la surtaxe de 3 décimes par Lettre simple, établie par la Loi du 4 Juillet 1829.

III. Les Lettres que des particuliers voudraient envoyer aux Colonies et Pays d'outre-mer avec lesquels l'Office des Postes Anglaises entretient des communications regulières, seront reçues à l'atiranchissement dans tous les Bureaux des Postes de France.

Le transport de ces Lettres, indépendamment du port ordinaire des Lettres de la France pour l'Angleterre, sera assujetti au droit de *transit*, à travers

:terre, établi conformément aux Tarifs des Pos- 1833
ıglaises ci-annexés.

V. Les Lettres des Pays avec lesquels l'Office ostes Anglaises entretient des communications ré- es, lorsqu'elles seront à la destination de la e, payeront à leur arrivée en France le même de *transit* à travers l'Angleterre, et la taxe Fran- perçue proportionnellement au poids des Lettres ı distance parcourue en France.

. Notre Ministre Secrétaire d'Etat des Finances argé de l'exécution de la présente Ordonnance. onné à notre Palais des Tuileries, le 7ème jour ıis d'Octobre, de l'année 1833.

Par le Roi: LOUIS PHILIPPE.

:e Ministre Secrétaire d'Etat des Finances,
HUMANN.

des Possessions Anglaises et Pays d'Outre- avec lesquels l'Office des Postes Britanniques ient des Communications régulières, et des ı à percevoir en France, pour le compte de ffice, sur les Lettres à ces destinations, que Public voudra faire diriger par la voie de l'Angleterre.

!it Etat communiqué par la Lettre de M. le :aire Général des Postes Anglaises, en date du 4. Juillet 1833.)

ou destinations des spondances.	Epoques des Expéditions de Londres.	Prix du port, par Lettre simple à percevoir pour le compte de l'Office Anglais, indépendamment du port Français.
urope.		
. . . . .	Tous les Mardis	32 décimes
frique.		
. . . . . res . . . . aries	Tous les Mardis	33 decimes

1833

Origines ou destinations des correspondances.	Epoques des Expéditions de Londres.	Prix du port, par Lettre simple à percevoir pour le compte de l'Office Anglais, indépendamment du port Français.
Asie.		
Bengale	Tous les Mois	17 décimes
Coromandel		
Malabar		
Bombay		
Surate		
Calcutta		
Amérique.		
La Jamaïque	1er et 3e Mercredi de chaque mois	28 décimes
La Barbade		
Halifax	1er Mercredi de chaque mois	
Québec		38 décimes
Honduras	3e Mercredi de chaque mois	28 décimes
Haïti. (Saint-Domingue)	3e Mercredi de chaque mois	
Carthagène. (Colombie)	1er Mercredi de chaque mois	38 décimes
La Guayra		
Mexique	3e Mercredi de chaque mois	
Rio-Janeiro	1er Mardi de chaque mois	44 décimes
Bahia		
Fernambouc		
Buénos-Ayres . . .		
Chili		
Pérou		

Certifié conforme:

En l'absence du Directeur de l'Administration des Postes et par autorisation:

Le Sous-Directeur, A. Pinon.

Vu pour être annexé à l'Ordonnance Royale en date du 7. Octobre 1833.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des Finances, Humann.

21.

Acte du Parlament Britannique pour régulariser le commerce à la Chine et aux Indes orientales. En date du 28. *Août* 1833.

(The Times.)

Whereas the exclusive right of trading with the ominions of the Emperor of China, and of trading tea, now enjoyed by the United Company of Merants of England trading to the East Indies, will ase from and after the 22nd day of April, 1834: id whereas it is expedient that the trade with China, d the trade in tea, should be open to all His Maity's Subjects, and that the restrictions imposed on e trade of His Majesty's Subjects with places beyond e Cape of Good Hope to the Streights of Magel-n, for the purpose of protecting the exclusive rights trade heretofore enjoyed by the said Company, ould be removed: Be it therefore enacted by the ing's Most Excellent Majesty, by and with the advice d consent of the Lords Spiritual and Temporal, and ommons, in this present Parliament assembled, and the authority of the same, that from and after the id 22nd day of April, 1834, an Act passed in the urth Year of the Reign of His late Majesty King eorge the IVth, intituled, "An Act to consolidate id amend the several Laws now in force with respect trade from and to places within the limits of the harter of the East India Company, and to make rther provisions with respect to such trade, and to end an Act of the present Session of Parliament, r the registering of Vessels, so far as it relates to essels registered in India," shall be repealed, except ch parts thereof as relate to Asiatic Sailors, Lascars, ing Natives of the Territories under the Government the East India Company, but so as not to revive y Acts or parts of Acts by the said Act repealed; d except also as to such voyages and adventures as all have been actually commenced under the autho-y of the said Act; and except as to any suits and

1833 proceedings, which may have been commenced, and shall be depending on the said 22nd day of April, 1834; and from and after the said 22nd day of April, 1834, the Enactments hereinafter contained shall come into operation.

II. And be it further enacted, that so much of an Act passed in the 6th Year of the Reign of His late Majesty King George the IVth, intituled, "An Act for the general Regulation of the Customs," as prohibits the importation of tea, unless from the place of its growth, and by the East India Company, and into the port of London; and also so much of the said Act as prohibits the importation into the United Kingdom of Goods from China, unless by the East India Company, and into the Port of London; and also so much of the said Act as requires that the manifests of Ships departing from places in China shall be authenticated by the chief supercargo of the East India Company; and also that so much of another Act passed in the said 6th Year of the Reign of His said late Majesty King George the IV., intituled "an Act to regulate the Trade of the British Possessions Abroad," as prohibits the importation of Tea into any of the British Possessions in America, and into the Island of Mauritius, except from the United Kingdom, or from some other British Possessions in America, and unless by the East India Company or with their License, shall be, from and after the 22nd day of April, 1834, repealed; and thenceforth (notwithstanding any provision, enactment, matter, or thing made for the purpose of protecting the exclusive rights of trade heretofore enjoyed by the said Company, in any Charter of the said Company, in the said Act or any other Act of Parliament contained,) it shall be lawful for any of His Majesty's Subjects to carry on trade with any Countries beyond the Cape of Good Hope to the Streights of Magellan.

III. Provided always, and be it enacted, that the person having the command of any Ship or Vessel arriving at any Place in the possession of or under the Government of the said Company shall make out, sign, and deliver to the principal Officer of the Customs, or other person thereunto lawfully authorized, a true and perfect List, specifying the names, capacities and description of all persons who shall have

een on board such Ship or Vessel at the time of its 1833
rrival; and if any person having the command of such
hip or Vessel shall not make out, sign, and deliver
uch List, he shall forfeit L. 100. one half part of
hich penalty shall belong to such person or persons
s shall inform or sue for the same, and the other
alf part to the said Company; and if the said Com-
any shall inform or sue for the same, then the whole
f the said penalty shall belong to the said Company.

IV. And be it enacted, that the penalty or for-
eiture aforesaid shall be recoverable by action of debt,
ill, plaint, or information in any of His Majesty's
ourts of Record in the United Kingdom of Great
ritain and Ireland, and in India or elsewhere, or in
ny Courts in India to which Jurisdiction may hereaf-
r be given by the Governor General of India in
ouncil in that behalf, to be commenced in the County,
residency, Colony, or Settlement where the Offen-
er may happen to be; or by Conviction in a sum-
ary way before 2 Justices of the Peace in the Uni-
d Kingdom, or in India, of the County or Presi-
ency where such Offender may happen to be; and
pon such Conviction the penalty or forfeiture afore-
aid shall and may be levied by distress and sale of
e goods and chattels of the Offender: and for want
such sufficient distress every such Offender may be
ommitted to the Common Goal or House of Correc-
on for the space of 3 calendar months.

V. And whereas it is expedient for the objects of
ade and amicable intercourse with the Dominions of
e Emperor of China that provision be made for the
tablishment of a British Authority in the said Domi-
ons; be it therefore enacted, that it shall and may
e lawful for His Majesty, by any Commission or
ommissions, or Warrant or Warrants under His Ro-
al Sign Manual, to appoint not exceeding 3 of His
ajesty's Subjects to be Superintendents of the trade
f His Majesty's Subjects to and from the said Domi-
ons, for the purpose of protecting and promoting
ch trade, and by any such Commission or Warrant
aforesaid to settle such gradation and subordination
mong the said Superintendents (one of whom shall
e styled the Chief Superintendent), and to appoint
ch Officers to assist them in the execution of their

1833 duties, and to grant such Salaries to such Superintendents and Officers, as His Majesty shall from time to time deem expedient.

VI. And be it enacted, that it shall and may be lawful for his Majesty, by any such Order or Orders, Commission or Commissions, as to His Majesty in Council shall appear expedient and salutary, to give to the said Superintendents, or any of them, Powers and Authorities over and in respect of the Trade and Commerce of His Majesty's Subjects within any part of the said Dominions; and to make and issue Directions and Regulations touching the said Trade and Commerce, and for the government of His Majesty's Subjects within the said Dominions; and to impose penalties, forfeitures, or imprisonments for the breach of any such Directions or regulations, to be enforced in such manner as in the said Order or Orders shall be specified; and to create a Court of Justice with Criminal and Admiralty Jurisdiction for the trial of offences committed by His Majesty's Subjects within the said Dominions, and the Ports and Havens thereof, and on the high seas within 100 miles of the Coast of *China;* and to appoint 1 of the Superintendents herein-before mentioned to be the Officer to hold such Court, and other Officers for executing the Process thereof; and to grant such Salaries to such Officers as to His Majesty in Council shall appear reasonable.

VII. And be it enacted, that no Superintendent or Commissioner appointed under the authority of this Act shall accept for or in discharge of his duties, any gift, donation, gratuity, or reward, other than the Salary which may be granted to him as aforesaid, nor be engaged in any trade or traffic for his own benefit or for the benefit of any other Person or Persons.

VIII. And be it enacted, that it shall be lawful for His Majesty, by and with the advice of his Privy Council, by any Order or Orders to be issued from time to time, to impose, and to empower such Persons as His Majesty in Council shall think fit to collect and levy from or on account of any Ship or Vessel belonging to any of the Subjects of His Majesty entering any Port or Place where the said Superintendents or any of them shall be stationed, such Duty on tonnage and goods as shall from time to time be specified in

ıch Order or Orders not exceeding, in respect of 1833
ınnage the sum of 5 shillings for every ton, and not
ıceeding, in respect of goods the sum of 10 shillings
ır every L. 100 of the value of the same, the Fund
ising from the collection of which Duties shall be
ıpropriated, in such manner as His Majesty in Coun-
l shall direct, towards defraying the expences of the
stablishments by this Act authorized within the said
ominions: — Provided always, that every Order in
ouncil issued by authority of this Act shall be publish-
l in the London Gazette; and that every such Or-
ır in Council, and the amount of expence incurred,
ıd of Duties raised under this Act, shall be annually
id before both Houses of Parliament.

IX. And be it enacted, that if any Suit or Action
all be brought against any Person or Persons for
ıy thing done in pursuance of this Act, then and in
ery such case such Action or Suit shall be com-
enced or prosecuted within 6 months after the fact
ımmitted, and not afterwards, except where the cause
Action shall have arisen in any place not within the
risdiction of any of His Majesty's Courts having Ci-
l Jurisdiction, and then within 6 months after the Plain-
f or Plaintiffs and Defendant or Defendants shall
ıve been within the Jurisdiction of any such Court;
ıd the same and every such Action or Suit shall be
ought in the County or Place where the cause of
ction shall have arisen, and not elsewhere, except
here the cause of Action shall have arisen in any
ace not within the jurisdiction of any of His Maje-
y's Courts having civil jurisdiction; and the Defen-
ınt or Defendants shall be entitled to the like notice,
ıd shall have the like privilege of tendering amends
the Plaintiff or Plaintiffs, or their Agent or Attor-
y, as is provided in Actions brought against any
ıstice of the Peace for acts done in the execution of
s office by an Act passed in the 24th year of the
eign of King George IInd, (Cap. 44.) intituled "An
ct for the rendering Justices of the Peace more safe
the execution of their office, and for indemnifying
onstables and others acting in obedience to their
arrants;" and the Defendant or Defendants in every
ıch Action or Suit may plead the general issue, and
ıve the special matter in evidence; and if the matter

1833 or thing complained of shall appear to have been done under the authority and in execution of this Act, or if any such Action or Suit shall be brought after the time limited for bringing the same, or be brought and laid in any other County or Place that the same ought to have been brought or laid in as aforesaid, then the Jury shall find for the Defendant or Defendants; and if the Plaintiff or Plaintiffs shall become nonsuit, or discontinue any Action after the Defendant or Defendants shall have appeared, or if a verdict shall pass against the Plaintiff or Plaintiffs, or if upon demurrer Judgment shall be taken against the Plaintiff or Plaintiffs, the Defendant or Defendants shall and may recover treble costs, and have the like remedy for recovery thereof as any Defendant or Defendants hath or have in any Cases of Law.

22.

Acte du Parlament Britannique pour l'exécution de deux conventions conclûes avec la France concernant la répression de la Traite des noirs. En date du 28. *Août.* 1833.

(London gazette.)

Whereas a Convention was concluded between His Majesty and His Majesty the King of the French, for rendering more effectual the means of suppressing the criminal Traffic called the Slave-trade, and signed at Paris on the 30th day of November in the Year of our Lord 1831: And whereas by the 1st Article of the said Convention it was agreed that the mutual Right of Search might be exercised on board the Vessels of each Nation, but only within the Waters herein-after described; namely,

First. Along the Western Coast of Africa, from Cape Verd to the distance of 10 degrees to the South of the Equator, that is to say, from the 10th degree of South Latitude to the 15th degree of North Lati-

tude, and as far as the 30th degree of West Longi- 1833
tude, reckoning from the Meridian of Paris:

Second. All round the Island of Madagascar, to the extent of 20 Leagues from that Island:

Third. To the same distance from the Coasts of the Island of Cuba:

Fourth. To the same distance from the Coasts of the Island of Porto Rico:

Fifth. To the same distance from the Coasts of Brazil:

It was however understood that a suspected Vessel, described and begun to be chased by the Cruizers, while within the said space of 20 Leagues, might be searched by them beyond those Limits, if, without ever having lost sight of her, they should only succeed in coming up with her at a greater distance from the Coast:

And whereas by the IInd Article it was agreed, that the Right of searching Merchant Vessels of either of the 2 Nations in the Waters herein-before mentioned, should be exercised only by Ships of War whose Commanders should have the rank of Captain, or at least that of Lieutenant in the Navy: And whereas by the IIIrd Article it was agreed that the number of Ships to be invested with the said Right should be fixed each Year by a special agreement, that the number for each Nation need not be the same, but that in no case should the number of the Cruizers of the one Nation be more than double the number of the Cruizers of the other: and whereas by the IVth Article it was agreed, that the names of the Ships and of their Commanders should be communicated by each of the Contracting Governments to the other, and information should be reciprocally given of all changes which might take place in the Cruizers: and whereas by the Vth Article it was agreed that Instructions should be drawn up and agreed upon in common by the 2 Governments for the Cruizers of both Nations, which Cruizers should afford to each other mutual assistance in all circumstances in which it might be useful that they should act in concert; and that the Ships of War authorized to exercise the reciprocal Right of Search should be furnished with a Special Authority from each of the 2 Governments: and whereas by the VIth Article it was agreed, that whenever a Cruizer should have

1833 chased and overtaken a Merchant Vessel, as liable to suspicion, the Commanding Officer, before he should proceed to the search, should exhibit to the Captain of the Merchant Vessel the special Orders which confer upon him, by exception, the right to visit her; and in case he should ascertain the Ship's Papers to be regular, and her proceedings lawful, he should certify upon the Log Book of the Vessel that the search took place only in virtue of the said Orders; and that, these formalities having been completed, the Vessel should be at liberty to continue her course: and whereas by the VIIth Article it was agreed, that the Vessels captured for being engaged in the Slave-trade, or as being suspected of being fitted out for that infamous Traffic, should, together with their Crews, be delivered over, without delay, to the Jurisdiction of the Nation to which they should belong; and it was furthermore distinctly understood, that they should only be judged according to the Laws in force in their respective Countries: and whereas by the VIIIth Article it was agreed, that in no case should the Right of mutual search be exercised upon the Ships of War of either Nation; that the 2 Governments should agree on a particular Signal with which those Cruizers only should be furnished which were invested with that Right, and which Signal should not be made known to any other Ship not employed upon that service; and by the IXth Article the High Contracting Parties to the said Treaty agreed to invite the other Maritime Powers to accede to it within as short a period as possible; and by the Xth Article it was agreed, that the then present Convention should be ratified, and the Ratifications of it should be exchanged within 1 Month, or sooner, if it were possible: and whereas the said Convention was ratified by and between His Majesty and His Majesty the King of the French respectively, and such Ratifications were exchanged on the 16th day of December 1831: and whereas a Supplementary Convention was concluded between His Majesty and His Majesty the King of the French for the more effectual suppression of the Traffic in Slaves, and signed at Paris on the 22nd Day of March in the Year of our Lord 1833: and whereas by the 1st Article of the said Supplementary Convention it was agreed, that whenever a

erchant Vessel navigating under the Flag of one of 1833
e said 2 Nations should have been detained by the
uizers of the other, duly authorized to that effect,
nformably to the Provisions of the said Convention
the 30th day of November in the year 1831, such
erchant Vessel, and also her Master, her Crew, her
rgo, and the Slaves who might be on board, should
carried to such places as should have been appointed
the Contracting Parties respectively, in order that
oceedings might be there instituted respecting them,
reeably to the Laws of each Country, and that
ey should be delivered over to the Authorities ap-
inted for that purpose by the respective Governments;
d that when the Commander of the Cruizer should
t think proper to take upon himself the carrying in
d delivering up the detained Vessel, he should not
trust that duty to an Officer below the rank of
eutenant in the Navy: And whereas by the IInd
ticle of the said Supplementary Convention it was
reed, that the Cruizers of the 2 Nations authorized
exercise the Right of Visit and Detention, in exe-
tion of the Convention of the 30th day of November
31, should, in all that relates to the formalities of
e Visit and of the Detention, as well as to the
easures to be taken for delivering up Vessels suspected
being engaged in the Slave-trade to the respective
risdictions, conform strictly to the Instructions an-
xed to the said Supplementary Convention, and which
ould be considered as an integral part thereof; and
e said 2 High Contracting Parties reserved to them-
lves the power of making in those Instructions, by
mmon consent, any modifications which circumstances
ight render necessary: and whereas, in conformity
th the IInd Article of the said Supplementary Con-
ntion, it was agreed, that the Instructions next fol-
wing should be annexed to the said Supplementary
onvention, and considered as an integral portion
ereof; (that is to say,)

Instructions to Cruizers.

And whereas by the IIIrd Article of the aforesaid
upplementary Convention it was agreed that it was
early understood, that if the Commander of a Cruizer
one of the 2 Nations should have reason to suspect

1833 that a Merchant Vessel navigating under Convoy of or in Company with a Vessel of War of the other Nation had engaged in the Slave-trade, or had been fitted out for the said Trade, he should make known his suspicions to the Commander of the Convoy or Vessel of War, who should proceed alone to visit the suspected Vessel, and in case the latter Commander should find that the suspicion was well founded, he should cause the Vessel to be taken, together with her Master, her Crew, and the Cargo and the Slaves who might be on board, into a Port of his own Nation, in order that Proceedings might be instituted with regard to them agreeably to the respective Law: And whereas by the IVth Article of the aforesaid Supplementary Convention it was agreed, that as soon as any Merchant Vessel detained and sent before the Tribunals aforesaid should arrive at one of the Ports respectively pointed out, the Commander of the Cruizer which should have detained her, or the Officer appointed to bring her in, should deliver to the Authorities appointed for that purpose one Copy signed by him of all the Lists, Declarations, and other Documents specified in the before-mentioned Instructions annexed to the said Supplementary Convention; and the said Authorities should in consequence proceed to a survey of the detained Vessel and her Cargo, and to an inspection of her Crew and of the Slaves who might be on board, after having previously given notice of the time of such survey and inspection to the Commander of the Cruizer, or to the Officer who should have brought in the Vessel, in order that he or some Person in his behalf might be present thereat; and that a declaration of such proceedings should be drawn up in duplicate, signed by the Persons who should have acted therein or been present at the same, and one of the said declarations should be delivered to the Commander of the Cruizer, or to the Officer who should have been appointed to bring in the detained Vessel: and whereas by the Vth Article to the aforesaid Supplementary Convention it was agreed, that the Vessels detained as before mentioned, their Masters, Crews, and Cargoes, should be forthwith proceeded against before the proper Tribunals in the respective Countries, according to the established forms, and if, in consequence

such proceedings, the said Vessels should be found 1833
have been employed in the Slave-trade, or to have
en fitted out for the purposes thereof, the Master,
e Crew, and the Accomplices, as well as the Ship
d Cargo, should be dealt with conformably to the
spective Laws of the 2 Countries; and that in case
e said Vessel should be confiscated, a portion of
e proceeds arising from their sale should be paid
o the hands of the Government to which the Captor
ould belong, to be distributed among the Officers
d Crew of the capturing Ship; that this portion
ould be 65 *per centum* of the net produce of the
le, as long as such a distribution of the proceeds
ould be consistent with the respective Laws of the
Countries: and whereas by the VIth Article of the
id Supplementary Convention it was agreed, that
y Merchant Vessel of either of the 2 Nations visited
d detained in pursuance of the Convention of the
th of November 1831, and of the Provisions herein-
fore recited, should, unless proof were given to the
ntrary, be held and taken of right to have engaged
the Slave-trade, or to have been fitted out for the
rposes of such Traffic, if any of the particulars
erein-after specified should be found in her outfit
equipment, or on board of her: *videlicet*,

First. Having her hatches fitted with open gra-
ıgs, instead of being close hatches, as usual in
erchant Vessels:

Second. Having more divisions or bulk heads in
e hold or on deck than necessary for trading Vessels.

Third. Having on board spare planks, either ac-
ally fitted in that shape, or fit for readily laying a
cond or moveable deck, or slave deck:

Fourth: Having on board shackles, bolts, or
adcuffs:

Fifth. Having on board a supply of water more
an sufficient for the consumption of her Crew as a
erchant Vessel:

Sixth. Having on board an unreasonnable num-
r of water casks or other vessels for holding water,
less the Master should produce a Certificate from
e Custom House of the place at which he cleared
twards, stating that a sufficient security had been
ven by the Owners of such Vessel that such casks

1833 Supplementary Convention the 2 Governments did agree to insure the immediate freedom of all Slaves who should be found on board Vessels visited and detained in virtue of the stipulations of the principal Convention therein-before referred to, or of the said present Convention, whenever the offence of trafficking in Slaves should have been established by the sentence of the respective Tribunals; the 2 Governments did, however, by the said last-mentioned Article, reserve to themselves, for the welfare of the Slaves themselves, the right to employ them as Servants or free Labourers, conformably to their respective Laws: And whereas by the XIIth Article of the said Supplementary Convention it was agreed between the 2 High Contracting Parties, that in all cases in which a Vessel under the said Convention of the 30th day of November, in the year of our Lord, 1831, or under the said Supplementary Convention, should be detained by their respective Cruizers as having been engaged in the Slave-trade or fitted out for the purposes thereof, and should be placed at the disposal of either Government for the purpose of being sold in consequence of a Sentence of Confiscation pronounced by a competent Tribunal, the said Vessel should be broken up, in whole or in part, before the sale, whenever its peculiar construction or outfit should give reason to fear that it might be again employed in the Slave-trade or any other illicit traffic: And whereas by the XIIIth and last Article of the said Supplementary Convention it was agreed, that the said present Convention should be ratified, and the Ratification should be exchanged at Paris within the space of 1 month, or sooner if possible: And whereas the said Supplementary Convention was ratified by and between His Majesty and His Majesty the King of the French, respectively, and such Ratifications were exchanged on the 12th day of April in the year of our Lord, 1833: And whereas it is expedient and necessary that effectual provision should be made for carrying into execution the provisions of Convention aforesaid: Be it therefore enacted by the King's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, that it shall be lawful

ıy Officer commanding any Ship of War of His 1833
ty or of the King of the French, who shall
such rank as by the said IInd Article of the said
mentioned Convention is agreed, and shall be
nstructed and authorized and furnished according
e several provisions of the said 2 Conventions,
within the waters described, and according to
rovisions and exceptions contained in the Ist
: of the said first-mentioned Convention, to
se the right of visiting and searching any Mer-
Vessel of either of the said 2 Nations liable
spicion, and suspected of having engaged in or
ving been employed in the Slave trade, or of
; been fitted out for the purposes of such traf-
ccording to the several provisions and instructions
: said 2 Conventions, except as in the said IIIrd
: of the said Supplementary Convention is except-
ınd, upon sufficient grounds, of detaining, and
ıding or carrying in and delivering over without
any such Vessel, together with its Master, Sailors,
ngers, Slaves, and Cargo to the Authorities ap-
d for the purposes of the said 2 Conventions, by
:spective Governments of the said 2 Nations, and
e of the Jurisdiction in the said Instructions men-
, in order that proceedings may be instituted
·mably to the respective Laws of the said 2 Coun-
and all such Commanders of His said Majesty's
are hereby authorized and required, in the ex-
of such rights of visiting, searching, detaining,
ıg, carrying in, and delivering as aforesaid, to
te, perform, and comply with the said several
sions and Instructions of the said 2 Conventions
ply thereto respectively.

I. And be it further enacted, that where any
Officer of His Majesty the King of the French
send, carry, or deliver over, as aforesaid, any
Merchant Vessel, wholly or in part owned by
ubject or Subjects of His Majesty the King of
'nited Kingdom of Great Britain and Ireland, all
:very proceeding instituted in the Tribunals here-
ter mentioned in regard to such Merchant Ves-
ınd its Crew, Cargo, and Slaves, and in respect
: cause, shall be conducted in the name of his said
ty the King of the United Kingdom of Great

1833 Britain and Ireland by some Person duly thereunto authorized; that is to say, all Ships, Cargoes, and Slaves which shall be detained by the Cruizers of His Majesty the King of the French, and delivered up to the jurisdiction of His Majesty at Bathurst on the River Gambia, shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court at Sierra Leone; and that all other Ships, Cargoes, and Slaves which may in like manner be detained by the Cruizers of His Majesty the King of the French, and delivered up to the jurisdiction of His Majesty, either at Jamaica, Cape of Good Hope, or Demerara, shall be proceeded against and adjudicated in the Vice Admiralty Court, established in the said Colonies respectively, and the Judges and other Officers of the said Vice Admiralty Courts respectively are hereby authorized to take cognizance thereof accordingly.

III. And be it further enacted and declared, that any such Merchant Vessel, wholly or in part owned as last aforesaid, visited and detained in pursuance of the said 2 Conventions, shall, unless proof be given to the contrary, be held and taken to have engaged in the Slave-trade, or to have been fitted out for the purposes of such traffic, and equipped and employed in the objects declared unlawful by an Act of Parliament passed in the 5th year of the Reign of His Majesty King George the 4th, intituled, "An Act to amend and consolidate the Laws relating to the Abolition of the Slave-trade," if any of the particulars specified in the said VIth Article of the said Convention of the 22nd day of March 1833, shall be found in her outfit or equipment, or on board of her.

IV. And be it further enacted, that in case such Merchant Vessel, wholly or in part owned as aforesaid, shall be brought in by any Officer of His Majesty the King of the French duly authorized, it shall be confiscated according to the Laws of this Country and the provisions of the said 2 Conventions and of the said Act of Parliament passed in the 5th year of the Reign of His Majesty King George the IVth, it shall be lawful for His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland to direct that a portion of the proceeds arising from the sale thereof shall be paid into the hands of the

ırnment of His Majesty the King of the French, ac- 1833
ırding to the provisions of the Vth Article of the said onvention of the 22nd day of March 1833; and that ıy portion of the proceeds arising from the sale of ıy Ship agreed to be paid into the hands of the overnment of His Majesty the King of the United ingdom of Great Britain and Ireland, according to e provisions of the said Vth Article last aforesaid, Cargo, shall be paid to such Person or Persons the Commissioners of His Majesty's Treasury may rect or appoint to receive the same, to and for the ıe of the Captors, according to the provisions of the ıid Vth Article; and that the same, after deducting l necessary expences, shall be distributed to and nongst the Officers and Crew of the capturing Ship, the manner hereafter directed for the distribution bounties on Slaves taken on board the said Vessel.

V. And be it further enacted, that there shall be id out of the Consolidated Fund of the United ingdom of Great Britain and Ireland to the Com- nders, Officers, and Crews of His Majesty's Ships ıthorized to make seizures under the aforesaid Con- ntion of the 22nd March 1833, a bounty of pound 5. lawful money of Great Britain for every Man, Wo- an, and Child Slave seized and found on board a ritish or French Ship or Vessel taken, delivered over, ıd condemned in pursuance of the provisions of the ıid Conventions, and of this Act, such bounty to be ıued and paid by order from the said Commissioners f His Majesty's Treasury, and to be distributed to ıd amongst the Captors aforesaid, in such manner ıd proportions as His Majesty, his Heirs and Suc- essors, shall think fit to order and direct by any rder or Orders in Council, or by any Proclamation r Proclamations to be made for that purpose.

VI. Provided always, and be it further enacted, hat, in order to entitle the Captors to receive the ıid bounty money, the numbers of Men, Women, nd Children so taken, delivered over, and condemned, hall be proved to the Commissioners of His Majesty's Treasury, by producing a Copy, duly certified, of he sentence or decree of condemnation, and also a Certificate under the hand of the proper Officer or

1833 Officers, military or civil, who may be appointed to receive such Slaves.

VII. And be it further enacted, that where any Slaves, or Persons treated, dealt with, carried, kept, or detained as Slaves, shall be taken or seized on board any British or French Ship or Vessel in pursuance of the provisions of the said Conventions, and of this Act, but who shall not have been condemned, or shall not have been delivered over in consequence of death, sickness, or other inevitable circumstance, it shall and may be lawful for the said Commissioners of His Majesty's Treasury, if to their discretion it shall seem meet, by warrant, signed by any three or more of them, to direct the payment out of the Consolidated Fund of the United Kingdom of Great Britain and Ireland of one moiety of the bounty which would have been due in each case respectively if the said Slaves had been delivered over and condemned.

VIII. Provided also, and be it further enacted, that any Party or Parties claiming any benefit by way of bounty under the provisions of this Act, or of any share of the proceeds of any French Vessel confiscated in pursuance of the provisions of the aforesaid Conventions, shall and may resort to the High Court of Amiralty, for the purpose of obtaining the judgment of the said Court in that behalf; and that it shall and may be lawful for the Judge of the said High Court of Admiralty to determine thereon, and also to hear and determine any question of joint Capture which may arise upon any seizure made in pursuance of this Act, and enforce any Decrees or Sentences of the said Vice Admiralty Courts relating to any such seizure.

IX. And be it further enacted, that all the provisions, Rules, Regulations, Forfeitures, and Penalties respecting the delivery by Prize Agents of accounts for examination, and the distribution of prize money and the accounting for and paying over the proceeds of prize, and the per-centage due thereon to Greenwich Hospital, shall be and are hereby extended to all bounties and proceeds to be distributed under the provisions of this Act to the Officers and Crews of any of His Majesty's Ships or Vessels of War.

X. And be it further enacted, that where any illegal visit and detention, or any visit and detention

of the United Kingdom of Great Britain and
d of any costs and damages which may be duly
led according to the provisions of the said 2 last-
oned Articles: Provided always, that nothing
contained shall exempt such Officer from his lia-
to make good the payments so made, when law-
called upon by order of the said Lords Commis-
s of His Majesty's Treasury.

XI. And be it further enacted, that when any
e shall be made by any of the Commanders,
rs, and Crews of His Majesty's Ships authorized
ake seizures under the aforesaid Convention of
2nd March 1833, and judgment shall be given
st the Seizor, or such seizure shall be relinquish-
him, it shall be lawful for the said Lords Com-
ners of His Majesty's Treasury, if to their dis-
n it shall seem meet, by Warrant, signed by
or more of them, to direct payment to be made
f the Consolidated Fund of the United Kingdom
eat Britain and Ireland, of such costs and ex-
s as the said Seizor may have incurred in re-
of such seizure, or any proportionate part thereof.

XII. And be it further enacted, that if any Ac-
r suit shall be commenced, either in Great Bri-
r elsewhere, against any Person or Persons, for
ing done in pursuance of the said Conventions,
instructions or Regulations thereto annexed, or
s Act, in as far as it relates thereto the Defen-
or Defendants in such Action or Suit may plead
eneral issue, and give this Act and the special
r in evidence at any trial to be had thereupon,
hat the same was done in pursuance and by the
rity of the said Conventions, Instructions, or
lations, or of this Act; and if it shall appear so
ve been done, the Jury shall find for the Defen-

1833 dant or Defendants; and if the Plaintiff shall be non-suited, or discontinue his Action after the Defendant or Defendants shall have appeared, or if judment shall be given upon any verdict or demurrer against the Plaintiff, the Defendant or Defendants shall recover treble costs, and have the like remedy for the same as Defendants have in other cases by Law.

23.

Convention entre la Hollande et la Belgique conclue à Zonhoven, le 18. Novembre 1833, relativement aux communications militaires de la forteresse de Maestricht, et Déclaration concernant la navigation de la Meuse.

(Journaux de la Belgique.)

Le général de division baron Hurel, commandant la première division de l'armée belge, d'une part; et le lieutenant-général duc Bernard de Saxe-Weimar-Eisenach, commandant la deuxième division de l'armée des Pays-Bas, et le lieutenant-général Dibbets, commandant supérieur de la forteresse de Maestricht, d'autre part;

Considérant que la déclaration des plénipotentiaires de S. M. le roi des Pays-Bas, dans la note remise par eux, le 14. Septembre passé, à MM. les plénipotentiaires de France et d'Angleterre, a établi que la navigation de la Meuse est libre et ouverte aux bâtimens belges, conformément aux stipulations de l'art. 4. de la convention du 21. Mai 1833;

Et voulant régler le mode d'exécution du dernier paragraphe, du même art. 4. portant que: "les com„munications entre la forteresse de Maestricht et la „frontière du Brabant septentrional, et entre la dite „forteresse et l'Allemagne, seront libres et sans entraves;"

Ont nommé des commissaires à cet effet, savoir le général de division baron Hurel, le colonel Willmar directeur des fortifications, et le lieutenant-colonel Trumper, chef de l'état-major de la première division et le lieutenant-général duc Bernard de Saxe-Weima

Eisenach, le major Baron de Gagern, chef de l'état-major de la deuxième division; le lieutenant-général Dibbets, le Major Menso, commandant le 1er bataillon du 13e régiment d'Infanterie; lesquels, s'étant réunis à Zonhoven, sont convenus des articles suivans: 1833

Art. 1er. Il y aura une route militaire pour les troupes de l'armée des Pays-Bas se rendant de Maestricht dans le Brabant septentrional, et réciproquement.

Cette route passera par Lanaken, Asch, Opglabbeck, Grintrode, Brée, Bocholt, Achel et Valkenswaard.

Les communications de Maestricht avec l'Allemagne seront également libres pour les militaires de l'armée des Pays-Bas, par la chaussée passant par Gulpen (Galoppe).

Durant la saison d'hiver ou pendant les temps de pluie, les voitures et transports pourront être dirigés par la route passant par Winterslagen et Helchteren, et suivront la chaussée jusqu'à Valkenswaard, et réciproquement.

Ces transports pourront être accompagnés d'une escorte qui ne dépassera jamais 25 hommes.

2. Les communes situées sur les deux routes ci-dessus indiquées ne seront pas occupées par des troupes belges. Cette disposition n'est pas applicable à la route accordée pour les transports et voitures.

3. La commune de Brée, avec la concurrence de Beck et Gerdingen, sera le gite d'étape entre Maestricht et le Brabant septentrional. Il y aura au gite d'étape un commissaire belge et un commissaire des Pays-Bas, pour régler tout ce qui a rapport au logement et à la nourriture des troupes. Le commissaire des Pays-Bas remplira les fonctions de commandant d'étape vis-à-vis de la troupe: il n'entravera en rien l'exercice de l'autorité locale, renfermée dans le cercle de ces attributions.

Il ne sera pas établi de gite d'étape entre Maestricht et Aix-la-Chapelle, attendu la proximité de ces deux villes.

Le gite d'étape pour les transports et leur escorte sera à Helchteren. Les fonctions de commissaires seront respectivement remplies par le commandant de l'escorte et par le bourgmestre de la commune.

4. Les militaires, tant isolés qu'en détachement, marcheront avec armes et bagages.

1833 Il ne sera jamais mis en marche plus d'un bataillon de huit cents à neuf cents hommes par jour; les détachemens de cavalerie ou composés de différentes armes ne dépasseront pas la force de cinq cents hommes par vingt-quatre heures.

Le commissaire belge au gite d'étape sera prévenu au moins vingt-quatre heures d'avance de l'arrivée de tout détachement dont la force excéderait 12 hommes.

Les militaires voyageant isolément seront munis d'une feuille de route.

5. Le transport sur les routes indiquées ci-dessus, des effets appartenant aux militaires ou à leur famille, ainsi que celui de tous les objets nécessaires à l'approvisionnement de Maestricht, sera libre et exempt de tout droit; les conducteurs de voitures ou transports d'effets militaires ou d'approvisionnements seront munis d'une feuille de route delivrée par l'un ou l'autre des généraux commandant les troupes néerlandaises dans le Brabant septentrional ou dans la forteresse de Maestricht, ou par des autorités militaires déléguées par eux à cet effet.

Ces feuilles de route constateront que le chargement consiste en effets militaires ou d'approvisionnement; elles devront être présentées aux bureaux de douanes belges et exempteront les voitures de toute visite.

6. Il sera établi un local convenable au gite d'étape pour recevoir les militaires détenus ou condamnés, qui seront conduits de Maestricht dans le Brabant septentrional et vice versâ. Ces détenus seront gardés par leur escorte; le commandant de l'escorte pourvoira à la nourriture des détenus.

Les militaires détenus pourront également être escortés de Maestricht en Prusse par la route d'Aix-la-Chapelle.

7. Sur l'invitation du commissaire des Pays-Bas faisant fonctions de commandant d'étape pour la troupe le commissaire belge lui fera fournir des billets de logement. Les militaires des Pays-Bas seront logés et nourris par les habitans d'après le réglement existant et au tarif suivant:

Pour le logement et la nourriture il sera payé trente-cinq cents des Pays-Bas par homme et par jour

Le commandant d'étape des Pays-Bas est chargé 1833
de faire effectuer le payement le jour du départ; il en sera donné quittance en double expédition.

Les officiers voyageant avec la troupe n'auront droit qu'au logement. Ceux voyageant isolément se logeront à leurs frais.

8. Les voitures transportant des effets militaires du Brabant septentrional à Maestricht, et réciproquement, doubleront l'étape; les conducteurs et leurs chevaux seront logés aux lieux d'étape, tant en allant qu'en revenant, ils se nourriront à leurs frais, eux et leurs chevaux.

Il sera fourni des moyens de transport aux militaires qui tomberont malades, soit au gite d'étape, soit en route.

Les moyens de transport, fournis par le gite d'étape, seront payés par les soins du commissaire des Pays-Bas; les moyens de transport fournis par d'autres communes à des militaires tombés malades en route seront payés au premier gite d'étape, soit à Maestricht, soit à Valkenswaard. A cet effet, les voitures se muniront, avant de se mettre en route, d'une quittance signée par le bourgmestre de leur commune.

Les voitures seront payées d'après le tarif suivant, savoir:

Pour une charrette attelée d'un cheval, soixante-quinze cents des Pays-Bas par lieue;

Pour une voiture à deux chevaux, un florin par lieue.

9. Si, par une raison majeure, une des autorités militaires qui auront ratifié la présente convention croyait devoir faire cesser son effet, elle en dénoncera la cessation au moins 15 jours à l'avance, et en motivant cette mesure.

10. Les articles stipulés ci-dessus seront obligatoires à dater du jour de l'échange des ratifications et jusqu'au jour où la convention du 21. Mai 1833 cessera d'être en vigueur.

1833 Les ratifications seront échangées à Zonhoven dans le délai de huit jours, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Zonhoven, le 18. Novembre 1833.

Signé, Trumper, Willmar, F. B. Gagern, J. A. Menso.

Approuvé et ratifié la présente convention.

Au quartier-général de Hasselt, le 25. Novembre 1833.

Le général de division,
Signé, baron Hurel.

L'échange des ratifications de cette convention a eu lieu, le 26. Novembre, entre les délégués des parties contractantes, à Zonhoven.

La convention qui précède a été conclue, après la réception des pièces qui sont imprimées à la suite, et qui annoncent la cessation de la perception du droit provincial, et des entraves que les bateliers belges avaient éprouvées dans leur navigation sur la Meuse.

Note de M. le Commissaire hollandais.

Le commissaire des Pays-Bas, nommé par M. le lieutenant-général Dibbets, commandant supérieur de la forteresse de Maestricht, se fait un plaisir de communiquer à MM. les commissaires belges une copie légalisée d'une lettre officielle qu'il vient de recevoir du susdit lieutenant-général, au sujet de l'état exact des choses sur la Meuse, pour autant qu'elles sont de son ressort. MM. les commissaires belges verront, par le contenu de cette pièce, que leurs réclamations, à cet égard, sont désormais sans motifs.

Zonhoven, le 12. Novembre 1833.

Signé, Menso, major.

Déclaration du Lieutenant-Général Dibbets Commandant supérieur de la forteresse de Maestricht.

Maestricht, le 10. Novembre 1833.

Monsieur le major!

Comme tout ce qui concerne la navigation de la Meuse au travers de la forteresse de Maestricht, peut être considéré comme réglé, je satisfais à votre demande en vous communiquant les indications sur ce qui a eu lieu ici:

1o. Par suite aux ordres venus de la Haye, sous la date du 29. Octobre dernier, No. 37. le droit provincial de St. Pierre est retiré et supprimé depuis le 1er de ce mois. 1833

2o. Le 3 courant, j'ai motifié, comme suit, mon instruction du 3. Juin dernier, relative à la traversée.

"Qu'au lieu de remonter ou de descendre toutes les heures, le passage peut avoir lieu toutes les demi-heures, et qu'aussitôt que le manifeste aura été visé au bureau, la libre traversée sera accordée aux bateaux.

3o. Dans les grandes crues de la Meuse, l'abordage des gros bateaux étant difficile à St. Pierre, on y a pourvu, depuis le 8 de ce mois, en permettant que la visite de tels bateaux eût lieu au Coq Rouge (Roode-Haen), sous la commune de St. Pierre.

4o. Sous la même date, il a été ordonné par moi qu'en considération de ce que dans les hautes eaux, le chemin de halage sous le pont de la Meuse n'est pas praticable; les chevaux de halage des bateaux remontant seront tolérés sur le rempart de Wyck.

5o. Le bureau de la recette des droits de navigation sur la Meuse sera, pour plus de facilité, établi dans le faubourg de St. Pierre.

6o. Bien qu'en pleine paix un bateau descendant la Meuse transporte rarement plus de monde que le batelier et un ou deux domestiques, il est cependant permis, à cet égard, que dix passagers non militaires soient tolérés par bateau.

Je me flatte que cette communication officielle démontrera suffisamment que tout ce qu'on a pu améliorer, de ce côté, à l'égard de la navigation de la Meuse, a été établi.

Le lieutenant-général, commandant supérieur de la forteresse.

Signé, DIBBETS.

Eclaircissemens sur l'origine de la convention militaire de Zonhoven, du 18. Novembre 1833, par un Publiciste de la Belgique.

L'article 4 de la convention du 21. Mai 1833, dont les gouvernemens de la France et de la Grande Bretagne étaient signataires et garans, avait été ainsi conçu:

1833 "Immédiatement après l'échange des ratifications de la présente convention, la navigation de la Meuse sera ouverte au commerce, et jusqu'à ce qu'un réglement définitif soit arrêté à ce sujet, elle sera assujettie aux dispositions de la convention signée à Mayence le 31. Mars 1831, pour la navigation du Rhin, en autant que ces dispositions pourront s'appliquer à la dite rivière.

"Les communications entre la forteresse de Maestricht et la frontière du Brabant septentrional, et entre ladite forteresse et l'Allemagne, seront libres et sans entraves."

On voit que cet article se compose de deux parties connexes.

Le § 1er, relatif à la navigation de la Meuse, non-seulement pose le principe de la liberté de navigation, mais déclare le tarif de Mayence applicable à cette rivière.

Le § 2, relatif aux communications de la forteresse de Maestricht, se borne à poser le principe de la liberté de ces communications, mais sans déterminer de mode d'exécution.

Le gouvernement hollandais demanda que des commissaires fussent nommés pour régler par une convention spéciale l'exécution du § 2.

En accédant à la nomination de commissaires, le gouvernement belge demanda que l'application du tarif de Mayence à la Meuse fût également réglée par une convention nouvelle.

Si cette application avait été faite de plein droit, comme elle aurait dû l'être, la demande du gouvernement belge eût été sans objet; mais cette disposition continuait à être éludée.

Le gouvernement belge admit donc pour point de départ qu'il y avait connexion entre la navigation de la Meuse et la liberté de communications de la forteresse de Maestricht.

Les commissaires délégués par la Hollande à Zonhoven nièrent toute connexion entre ces deux objets; le désaccord était tel que le cabinet de la Haye crut devoir, pour le lever, s'adresser aux deux Puissances signataires de la convention du 21. Mai. Ce fut l'objet de la note du 27. Juillet 1833.

Le prince de Talleyrand et lord Palmerston communiquèrent cette note aux plénipotentiaires belges, MM. Goblet et Van de Weyer, sous la date du 30. Juillet, et ceux-ci justifièrent la conduite de leur gouvernement dans deux notes, l'une du 1er Août, l'autre du 3. Septembre. Dans cette deuxième note, ils établissaient en ces termes la corrélation entre les deux objets renfermés dans l'art. 4. de la convention du 21. Mai:

"Une connexion, entière et incontestable, existe entre les deux §§. de cet article. Le gouvernement belge la regarde comme le principe fondamental de la convention à conclure; le gouvernement néerlandais, au contraire, la méconnait, et, sans vouloir aborder la discussion du fond de l'article, il se renferme obstinément dans le § second qui a stipulé ces obligations à remplir par la Belgique, en réciprocité et en retour de celles que le § premier a imposées à la Hollande, au profit de la première.

"Cette divergence de vues qui divise les deux gouvernements au point de départ, mais qui place l'avantage du droit et de la logique du côté du cabinet de Bruxelles, a amené, dans le courant du mois dernier, une première interruption des négociations

ouvertes à Zonhoven. La même cause vient de produire encore le même effet; et l'on doit s'étonner de ce que les commissaires néerlandais se soient trouvés, lors de la reprise de ces négociations, aussi peu munis qu'auparavant des moyens nécessaires pour traiter la question sur son véritable terrain, bien qu'ils aient en tout le temps de demander et de recevoir des instructions moins restreintes. 1833

"Cet étonnement est d'autant plus légitime, que le cabinet de la Haye avait dû obtenir dans l'intervalle, par l'intermédiaire de ses plénipotentiaires à Londres, connaissance des explications que ses plaintes avaient provoquées de la part des soussignés: explications qui ne laissaient aucun doute sur le désir du gouvernement de S. M. le roi des Belges d'en venir à un prompt arrangement, *basé sur les justes prétentions des deux parties intéressées.*

"Si, dans cette occasion, le gouvernement néerlandais avait été animé du même désir, nul doute qu'on ne fût déjà tombé d'accord, à la satisfaction des deux pays, sur l'exécution de l'art. 4 de la convention du 21. Mai; nul doute que cette cause d'irritation mutuelle n'eût cessé d'exister aujourd'hui, et qu'ainsi les intentions bienveillantes qui ont dirigé les cours de Paris et de Londres en concluant l'acte dont il s'agit, ne fussent complètement remplies.

"La manière dont les pourparlers de Zonhoven, repris le 16. Août dernier, ont été rompus peu de jours après par les commissaires néerlandais, ne prouve que trop que leur gouvernement ne parait pas disposé à exécuter regulièrement, en ce qui le concerne, l'art. 4 de la convention du 21. Mai. En effet, après l'échange d'un grand nombre de notes qui constatent que les parties n'étaient pas loin de s'entendre sur la question des communications militaires, les commissaires néerlandais remirent, le 23. Août, un office renfermant une déclaration portant que: "Si l'introduction „d'une clause relative à la navigation de la Meuse est regardée, „par MM. les commissaires belges, comme une condition *sine qua „non*, ils se trouvent dans la nécessité de suspendre la négociation."

Au point où cette négociation en était venue, les commissaires belges étaient loin de s'attendre à ce qu'elle fût rompue par une déclaration dont les termes *absolus* ne laissaient aucun espoir et n'offraient aucun moyen de rapprochement sur la question principale.

Dans une note du 14. Septembre, les plénipotentiaires hollandais cherchèrent à établir que les commissaires belges avaient primitivement adopté la base des négociations, et que seulement par la suite ils avaient invoqué une prétendue corrélation entre la navigation de la Meuse et la liberté des communications de Maestricht.

"La base des pourparlers qui ont eu lieu à Zonhoven, y est-il dit, se trouve explicitement indiquée dans la lettre de créance des commissaires belges. Cette lettre met en évidence que la convention à conclure a été désirée par les autorités militaires belges elles-mêmes, et qu'elle devait se borner exclusivement à régler tout ce qui est relatif aux communications à établir entre la place de Maestricht et le Brabant septentrional, sur la rive gauche de la Meuse, et entre cette même ville et Aix-la-

1833 Chapelle, sur la rive droite, et *vice-versa*. Sans sortir d cercle, les commissaires respectifs, dans leurs réunions du de Juillet, s'entendaient sur la route la plus directe et la commode entre Maestricht et le Brabant septentrional, savoir de Winterslagen et Houthalen, et de là le long de la chauss Valkenswaard. Si les pourparlers vinrent à être suspendus fin de Juillet, ce fut uniquement à cause de la déclaration commissaires belges, qu'ils ne pouvaient admettre les passage militaires que sans armes et au nombre de 25 au plus à la Ils s'engagèrent cependant à demander de nouvelles instruc sur cet objet, et à revenir à Zonhoven."

"Bien que la négociation fût seulement reprise le 16. le gouvernement des Pays-Bas, privé du seul avantage st dans la convention du 21. Mai à la charge des Belges, n'en pas moins jouir ceux-ci de tout ce qui avait été stipulé en faveur."

"A la nouvelle réunion des commissaires, il se trouva ceux de la Belgique, au lieu de se borner au seul objet dem litigieux à l'égard duquel ils consentirent au passage, une dans les 24 heures, de 500 militaires armés, proposèrent remplacement de la route déjà convenue, celle sur la rive d de la Meuse par Stein, Obbigt et Echt à Wessen, où les taires passeraient la Meuse, à l'effet de se rendre à la fron du Brabant septentrional, le long de la rive gauche de la M par Heersel, Stamprez et Weerd, route qui s'écartait du pri de la réunion et de la lettre même de créance des commiss belges, où il s'agit seulement de la rive gauche, et d'ailleur partie impraticable pendant les pluies, et dépourvue d'un po Wessen."

"En outre, lesdits commissaires produisirent une préte entièrement nouvelle, en demandant la signature de l'article sui tout-à-fait étranger à la convention militaire qu'il s'agissai conclure: "Quant à la navigation de la basse Meuse, depuis „jusqu'à la mer, au Rhin, et à l'application des dispositions „tives au Rhin, stipulées dans la convention de Mayence „31. Mars 1831, il sera incessamment nommé des commiss „pour régler de concert l'emplacement des bureaux de péage „le montant de ce droit."

"Dès-lors les commissaires néerlandais, ne pouvant s'éc des instructions qui leur avaient été données, d'après la même du concert proposé de la part des Belges, n'eurent d'a parti à adopter que celui de se retirer."

Le cabinet de la Haye alla plus loin; il se hasarda à soute dans la même note, que la convention du 21. Mai n'avait entendu rendre libre la navigation de la Meuse dans tout son c jusqu'à la mer, mais *seulement ouvrir cette rivière au pas de la forteresse de Maestricht;* nous transcrirons encore partie de la note.

"Dans la supposition que l'on eût en vue moins de navi de la Meuse supérieure à la mer que de se prévaloir, une arrivé sur la Meuse, des embrachemens de cette rivière, il portera de se rappeler que cette intention ayant été expr

dans le second article du projet de convention du 30. Décembre 1832 par les termes *la Meuse et ses embranchemens*, le gouvernement néerlandais combattit cette rédaction de la manière la plus formelle, avec le résultat que l'addition du terme *embranchemens* disparut des projets suivans et de la convention conclue, et que dès-lors la Meuse se trouva limitée à son propre cours." 1833

"En faudra-t-il davantage pour constater la bonne foi du cabinet de la Haye, lorsqu'il se persuada que, dans l'état provisoire des choses, la stipulation d'ouvrir la Meuse ne tendait qu'à lever les entraves que la navigation de cette rivière rencontrait à Maestricht, conviction dans laquelle devait le confirmer l'expression d'ouverture de la Meuse, par laquelle on avait assez-habituellement réclamé, depuis l'instruction, le passage des bâtimens belges par Maestricht. Or, pour faire jouir les Belges de cet avantage très réel, stipulé par la convention, le gouvernement néerlandais n'a pas entendu, ni jugé nécessaire un concert de commissaires sur lequel la convention garde un silence absolu, et dont il ne saurait être question avant la conclusion du traité définitif, comme il appert par les projets mêmes dudit traité; mais il a procédé de suite à l'ouverture de la libre navigation par Maestricht, en percevant les droits d'après le tarif de Mayence, pris dans son acception la plus restreinte, mesure dont l'importance est suffisamment constatée par le grand nombre de bâtimens passés à Maestricht depuis les premiers jours de Juillet."

"Aussi n'existe-t-il aucune plainte qu'on eût écarté un seul bâtiment belge qui aurait voulu se prévaloir, à l'embouchure de la Meuse, ou du côté de Mook, des stipulations de la convention, en se conformant aux réglemens. Il ne sera pas nécessaire d'ajouter que cet ordre rend sans objet toute demande tendante à établir des bureaux intermédiaires, attendu que ceux de la Brielle et de Katwyk (près de Mook) suffiront pour la perception du droit selon le tarif de Mayence, lors du passage, infiniment peu probable, de bâtimens de la mer à la Meuse supérieure et *vice-versa*.

"Toujours habitué à exécuter ponctuellement ses engagemens, le gouvernement néerlandais poussa ses scrupules au point que le département des finances, tout en doutant que la chose fût possible, donna l'ordre de ne pas écarter, au dernier bureau sur la Meuse supérieure, les bâtimens belges venant par exemple de Liége ou de Roermond, à l'effet de se rendre immédiatement en mer, et d'agir de la même manière à l'égard des bâtimens venant de la mer, et voulant remonter la Meuse pour aller à Roermond ou à Liége."

Arrivée à ce point, la négociation soulevait les questions suivantes:

1o. La Belgique peut-elle exiger que la route militaire soit accordée sur la rive droite de la Meuse, et que le nombre des militaires destinés à la parcourir soit limité?

2o. Faut-il borner l'ouverture de la Meuse au seul passage à travers Maestricht?

3o. Existe-t-il une corrélation entre les deux paragraphes de l'art. 4. de la convention du 21. Mai; et une convention nouvelle est-elle nécessaire pour régler l'application du tarif de Mayence à la Meuse?

1833 Les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne examinèrent ces questions dans une note portant la date du 29 Septembre, et les résolurent à l'avantage de la Belgique. Nous plaçons ici chacune de ces solutions.

"1o. Pour ce qui concerne le choix de la route, les soussignés doivent faire remarquer que les arrangemens territoriaux, stipulés par les 24 articles et par le traité du 15. Novembre 1831, assurent au Roi grand-duc une continuité de territoire entre les anciennes provinces hollandaises et la forteresse de Maestricht; et que la principale raison pour assigner au Roi grand-duc les districts du Limbourg sur la rive droite de la Meuse a été de ne pas gêner les communications militaires de Maestricht, par l'interposition d'aucun territoire belge entre cette forteresse et l'Allemagne d'un côté, et les provinces néerlandaises de l'autre.

"Lorsque les gouvernemens français et anglais invitèrent, dans l'automne de l'année dernière, les gouvernemens des Pays-Bas et de la Belgique à évacuer réciproquement les places et territoires alors occupés par chacun d'eux, et qui devaient en définitive appartenir à l'autre, le gouvernement belge se déclara prêt à accéder à cette invitation, mais le gouvernement des Pays-Bas s'y refusa; et si cette évacuation réciproque n'a pas encore eu lieu, cela tient uniquement au refus du cabinet de La Haye.

"Si cette évacuation réciproque avait été effectuée, les communications de la forteresse de Maestricht auraient été libres *ipso facto*, parce que les troupes et les autorités néerlandaises auraient occupé tous les districts du Limbourg qui ont été assignés au Roi grand-duc sur la rive droite de la Meuse, en échange d'une partie du Luxembourg, et dans le but exprès d'assurer ces mêmes communications.

"Il parait donc aux soussignés que le gouvernement des Pays-Bas ne peut pas s'attendre à jouir d'une ligne plus avantageuse de communications militaires, entre Maestricht et les provinces hollandaises, que celle dont il jouirait maintenant, si le traité du 15. Novembre avait eu sa pleine exécution; et leur opinion, bien fondée ce semble, est que la stipulation de l'art. 4. de la convention du 21. Mai, relative aux communications militaires de Maestricht, n'oblige pas le gouvernement belge à assigner pour ces communications aucune autre route que celle qui existe sur la rive droite de la Meuse et qui passe au travers de districts qui, d'après les 24 articles et le traité du 15. Novembre 1831, appartiendront en définitive au Roi grand-duc.

"Quant au nombre de troupes qui devraient être autorisées à marcher en un seul corps, on devrait certainement prendre en considération les moyens qui existent sur les lieux pour loger et faire subsister ces troupes, pendant qu'elles sont en marche; et les soussignés croient que les égards dus aux intérêts et aux convenances des habitans du pays au travers duquel elles doivent passer, exigent que les troupes en corps, qui seront dans le cas de suivre cette route, ne soient pas plus nombreuses qu'il n'est nécessaire, pour leur propre sécurité, contre toute insulte et surprise; et il ne parait pas aux soussignés que le nombre proposé de 500 hommes puisse être considéré comme ne remplissant pas

ces conditions. Si cependant l'organisation du service militaire néerlandais rendait désirable de faire une légère addition au nombre de 500, les soussignés sont persuadés que le gouvernement belge ne refuserait pas de se rendre à l'évidence d'une pareille considération. 1833

"2o. Pour ce qui se rapporte à l'autre question en litige et qui concerne la navigation de la Meuse, les soussignés ne peuvent pas hésiter davantage à déclarer que l'art. 4. de la convention du 21. Mai 1833, exige formellement que cette navigation soit rétablie libre dans tout le cours de la rivière et que les dispositions de la convention de Mayence sur la navigation du Rhin soient appliquées à la navigation de la Meuse, en tant qu'elles peuvent l'être à cette dernière rivière.

"Les soussignés ne peuvent pas admettre l'interprétation que les plénipotentiaires néerlandais ont essayé de donner à l'art. 4. de la convention du 21. Mai 1833, et par suite de laquelle l'effet de cet article serait d'accorder simplement aux barques venant de Liège la permission de passer sous le pont de Maestricht.

"Cet article ne peut pas recevoir d'interpretation dans un sens aussi limité, aussi étroit: il est général, et exige que la navigation de la Meuse dans tout son cours soit ouverte au commerce, en appliquant à cette rivière les réglemens établis pour le Rhin. Dans tous les cas, les soussignés sont prêts à reconnaître qu'il n'y a rien dans la convention du 21. Mai qui oblige le gouvernement néerlandais à permettre aux sujets belges d'entrer sur son territoire et d'y introduire des marchandises belges.

"Les Belges ont, par cette convention, le droit de naviguer en remontant et en descendant tout le cours de la Meuse, mais ils n'ont certainement aucun droit de débarquer dans les limites du territoire néerlandais, à moins que le gouvernement des Pays-Bas ne les autorise à le faire.

"3o. L'accord des commissaires des deux côtés est évidemment aussi nécessaire pour établir le mode d'application à la Meuse des dispositions de la convention de Mayence; et pourquoi le silence de la convention devrait-il être une objection dans un cas, pendant qu'il ne le serait pas dans l'autre? L'accord des commissaires pour établir les libres communications de Maestricht doit avoir, à la vérité, pour résultat un arrangement avantageux à la Hollande: tandis que ce même accord pour établir la libre navigation de la Meuse, aura pour résultat un arrangement avantageux à la Belgique. Mais les soussignés ont trop de confiance dans la bonne foi et l'honneur du gouvernement des Pays-Bas, pour croire que cette différence dans les résultats puisse être la raison d'une différence quelconque dans la manière de voir.

"Du reste, l'argument en lui-même ne parait pas, aux soussignés, bien fondé en raison; car, lorsque deux parties contractantes s'engagent à l'exécution d'un acte quelconque, elles s'obligent naturellement en même temps à prendre toutes les mesures nécessaires pour arriver au but qu'elles se proposent; et si tous les arrangemens de détail qu'elles peuvent être dans le cas d'adopter pour accomplir ce but devaient être exprimés dans les conventions par lesquelles elles se sont engagées, il en résulterait que ces

1833 instrumens, au lieu d'être rédigés avec une précision toujours désirable, ne formeraient plus qu'une réunion confuse de stipulations sujettes à discussion."

Il est à remarquer que dans cette note, tout en déclarant que la Meuse devait être ouverte *dans tout son cours*, les plénipotentiaires anglais et français restreignaient la navigation au simple transit, restriction conforme au droit public et qui rendait inutile et peut-être dangereuse la conclusion d'une convention nouvelle et spéciale pour la Meuse.

Les plénipotentiaires hollandais répondirent à cette note par la note du 10. Octobre. Les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne reproduisirent leurs argumens avec une nouvelle force, dans une note portant la date du 29. Octobre. Ces notes ne renfermaient rien de nouveau.

Le plan adopté par le ministère belge était donc pleinement approuvé par les cabinets français et anglais; nous allons voir le cabinet de Bruxelles en dévier de lui-même. Cette déviation progressive est constatée par trois procès-verbaux du conseil, du 29. Octobre, du 1er et de 17. Novembre, publiés sur la demande des Chambres.

Dans sa séance du 29. Octobre, le conseil enjoignit au ministère de la guerre de défendre, le cas échéant, par la force le passage à travers de Limbourg, déclarant que le gouvernement persistait dans sa résolution "d'exiger, avant d'accorder les libres communications militaires entre Maestricht et le Brabant septentrional, la cessation du droit provincial perçu sur la Meuse, dans cette forteresse, contrairement à la convention de Mayence, et la levée de certaines entraves qui, également incompatibles avec les stipulations de cette convention, n'étaient pas du reste exigées par la nécessité de pourvoir à la sûreté de la dite forteresse."

Ce n'était pas là persister dans la première résolution, qui consistait à demander que l'application du tarif de Mayence à la Meuse fût réglée par une *convention;* le ministère belge ne faisait plus *de la forme* une condition *sine qua non;* il lui suffisait que l'application du tarif du Mayence fût constatée *en fait*.

Dans sa séance du 1er Novembre, le conseil abandonna au département de la guerre la partie purement militaire de la négociation; abandon difficile à justifier d'après la rigueur des principes qui supposent une responsabilité collective.

Le 17. Novembre, le conseil prit connaissance;

1o. D'une lettre du 10. Novembre, par laquelle le commandant supérieur de Maestricht déclarait que, par suite d'ordres venus de La Haye, le droit provincial cessait d'être perçu; que les heures de la traversée étaient réglées de manière à satisfaire aux besoins du commerce; qu'il serait permis à un certain nombre de passagers non militaires de se trouver à bord dans la traversée par la forteresse;

2o. D'un procès-verbal de l'association des bateliers de Liége constatant que la déclaration précédente avait reçu son exécution;

3o. D'un projet de convention purement militaire *dans son dispositif*, mais reconnaissant *dans son préambule* la connexité entre la navigation de la Meuse et la liberté des communications

le Maestricht, et énonçant comme *un fait* l'application du tarif 1834
le Mayence à la Meuse; convention qui, d'ailleurs, fixait la route
ur la rive gauche.

Le conseil, regardant les conditions dont l'accomplissement
réalable avait été exigé comme remplies, et le choix de la route
omme une affaire purement militaire, autorisa le ministre de la
uerre à faire signer la convention par ses commissaires; ce qui
it lieu le lendemain, 18. Novembre, au château de Zonhoven.

La plupart des notes que nous avons analysées avaient été
uccessivement publiées par les journaux; le ministère belge ayant
andonné en apparence ses antécédens, malgré l'appui qu'il avait
tenu à Londres, se présentait devant les Chambres dans une
osition assez embarrasante. La discussion du budget des recettes
our 1834 offrait naturellement l'occasion d'examiner le dernier
te diplomatique; appréciant les avantages matériels de l'arrange-
ent de Zonhoven qui permettait de désarmer à l'entrée de l'hiver,
Chambre des Représentans ne crut pas devoir s'arrêter à quel-
es vices de formes, et, après deux jours de débats, la question
t tacitement abandonnée, sans qu'une proposition formelle eût
é faite.

La convention de Zonhoven doit être considérée comme le
mplément de la convention du 21. Mai; c'est aussi le premier
te intervenu entre la Belgique et la Hollande; et, à ce double
re, il mérite, bien que secondaire, l'attention des publicistes.
'oy. *l'Essai historique et politique sur la révolution belge,*
r *Nothomb.* 3me édit. Bruxelles, 1834.)

24.

Réglement concerté entre le Royaume l'Hanovre et le Duché de Brunswick oncernant l'usage dont les Douaiers sont autorisés de faire de leurs armes. En date du 1. *Mai* 1834.

Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogums Braunschweig. 1825. Nro. 13. Publicirt im April 1835.)

1. Die Grenz-Steuer-Beamten dürfen keine anere, als die ihnen vom Staate gelieferten Waffen, nd diese auch nur dann führen, wenn sie sich in niform befinden.

2. Sie sind befugt, von den ihnen anvertrauten 'affen Gebrauch zu machen, wenn

1834 a. gegen sie selbst, indem sie sich in Dienstfunction befinden, Gewalt oder Thätlichkeit ausgeübt wird;

b. Personen sich der Beschlagnahme von Waaren, Effecten und Transportmitteln, oder ihrem persönlichen Anhalten (§. 124) durch gefährliche Drohungen, welche eine unmittelbare Anwendung von Gewaltthätigkeiten besorgen lassen, widersetzen; und

c. die in Beschlag genommenen Waaren, Effecten und Transportmittel, oder die angehaltenen Personen durch Drohungen der eben erwähnten Art ihnen wieder entrissen werden sollen.

Als gefährliche Drohung wird auch angesehen, wenn die angehaltenen Personen die Waffen, die sie etwa führen, auf die Aufforderung der Grenz-Steuer-Beamten nicht sofort ablegen, oder sie ohne deren Zustimmung wieder aufnehmen.

3. Wenn Personen angehalten werden müssen, diese aber dem desfallsigen Anrufe der Grenz-Steuer-Beamten keine Folge leisten, vielmehr, jedoch ohne Anwendung von Gewalt oder gefährliche Drohung, sich ihren gesetzlichen Obliegenheiten durch die Flucht entziehen, so sind sie zwar zu verfolgen; während der Verfolgung und zu ihrer Habhaftwerdung darf jedoch die Schusswaffe überall nicht angewandt werden.

Auch ist bei ihrer Erreichung der Waffengebrauch nur in den unter 2. bestimmten Fällen gestattet.

In dem Falle jedoch, wo Schiffer, welche zur Tageszeit mit verdeckten oder beladenen Fahrzeugen oder zur Nachtzeit, auf Binnenflüssen und Canälen in der Fahrt angetroffen werden, und auf mindestens dreimaligen Anruf des Steuerbeamten ihre Bereitwilligkeit zum Anlegen, oder falls das Anlegen den Umständen nach nicht thunlich, doch zum Beilegen, nicht durch die That an den Tag legen, sind die Grenz-Steuer-Beamte zur Anwendung auch der Schusswaffe dann befugt, wenn wenigstens zwei derselben den Dienst mit einander versehen.

In allen den Fällen, wo die Grenz-Steuer-Beamte nach Vorstehendem befugt sind, von ihren Waffen Gebrauch zu machen, darf solches gleichwohl erst dann geschehen, wenn sonstige ihnen zu Gebote gestandene Mittel fruchtlos angewandt sind.

Wird von den Waffen Gebrauch gemacht, so soll dieses jederzeit mit möglichster Schonung geschehen.

auch muss, so weit die Umstände solches gestatten, 1834
zuvörderst die minder gefährliche Anwendung der Waffen versucht werden.

Die scharfe Ladung der Schiessgewehre darf nur aus einer Kugel bestehen.

6. Die Grenz-Steuer-Beamte sind gehalten, in allen den Fällen, wo sie ihre Waffen haben gebrauchen müssen, nicht nur ihren Vorgesetzten, sondern auch dem Gerichte, in dessen Bezirke der Fall Statt gefunden, unter genauer Darstellung des Vorganges, sogleich Anzeige zu machen:

ob Personen verletzt sind;

ob man darüber, dass solches geschehen, in Ungewissheit geblieben; oder

ob man überzeugt sei, dass eine Verwundung nicht Statt gefunden habe; und im Falle der erfolgten Verletzung sowohl dem nächsten Ortsvorstande ungesäumt davon Kenntniss zu geben, damit dem Verwundeten die nöthige Hülfe geleistet werden könne, als auch, sofern die Umstände solches nur irgend zulassen, dem Verwundeten selbst diejenige Hülfe zu gewähren, welche sie augenblicklich zu geben vermögen.

7. Jeder von Steuerbeamten verschuldete Missbrauch der Waffen wird, sofern nicht nach den Umständen eine criminelle Bestrafung eintreten kann, mit nachdrücklicher Disciplinarstrafe oder Dienstentlassung geahndet, wobei jedoch die Aussagen des verletzten Contravenienten und derjenigen Personen, welche mit demselben gemeinschaftlich bei der Contravention betroffen sind, für sich allein keinen zur Anwendung einer Strafe hinreichenden Beweis begründen können.

1834 la propriété spéciale de deux ou de plusieurs villages ou hameaux situés les uns sur le territoire de Savoie, et les autres sur le territoire Suisse.

IV. Les fonds appartenant exclusivement à un village ou hameau, lui seront attribués, quel que soit le territoire sur le quel ces fonds sont situés.

V. Ne seront pas compris dans le partage les églises, presbytères, cimetières, et leurs dépendances, ainsi que les effets mobiliers apartenant aux bénéfices ecclésiastiques; ces immeubles et ces effets mobiliers seront la propriété exclusive de la fraction de Commune sur le territoire de la quelle ils sont situés, sans que l'autre fraction puisse prétendre aucune indemnité à raison de ce fait. En conséquence les Communes Savoisiennes et Suisses ne pourront réciproquement se faire aucune réclamation pour constructions ou réparations faites depuis 1816 à ces églises, presbytères et cimetières, et généralement pour toutes dépenses quelconques relatives aux dits biens.

VI. Les biens qui sont possédés indivisément par des sociétés d'individus qui les ont mis en commun, seront considérés comme des propriétés particulières, et n'entreront point dans le partage, objet de la présente Convention.

VII. Le partage des biens communaux ou leur attribution exclusive à un village ou hameau, ne portera aucun préjudice aux droits que des particuliers pourraient avoir acquis sur ces mêmes biens; il ne préjudiciera pas non plus aux droits que peuvent avoir les forains, à la charge par ces derniers de se conformer, pour l'exercice de ces droits, aux lois et règlemens qui sont ou seront en vigueur dans le lieu de la situation.

VIII. La part afférente à chaque partie copartageante sera prise sur la portion des biens communaux à partager, située sur son propre territoire; les complémens de part seront seuls pris sur les biens situés sur le territoire de l'autre partie.

IX. Les fonds communaux vendus postérieurement au vingt trois Octobre mil huit cent et seize entreront fictivement dans la masse des immeubles à partager, et seront attribués au lot de la partie qui aura fait la vente. Ces terrains seront estimés suivant leur valeur au moment de l'expertise, quelles que puissent

être les améliorations ou détériorations survenues depuis la vente. 1834

X. Aussitôt que la présente Convention aura reçu l'approbation de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et du Gouvernement de Genève, il sera procédé à l'évaluation des biens communaux en raison tant de leur étendue, que de leur qualité, et ensuite à leur partage, conformément aux bases et aux principes ci-dessus établis.

Ces opérations seront faites par deux Experts, les quels seront étrangers à la, ou aux Communes intéressées, dont l'un sera nommé par le Conseil municipal de la fraction de Commune restée Savoisienne, et l'autre par celui de la fraction devenue Suisse. Dans le cas où l'une des parties copartageantes ne serait représentée que par un feu, le chef de ce feu nommera l'expert sans que cette attribution lui donne d'autres droits que ceux qui lui sont conférés par les lois du pays auquel il appartient.

Si les Conseils municipaux, l'un d'eux, ou le chef du feu unique, le cas échéant ne nomment pas leur expert dans le délai qui aura été fixé, il sera pourvu d'office à cette nomination par celui des Commissaires qui représente le Gouvernement du pays dans le ressort du quel se trouve la partie qui sera en demeure.

En cas de dissentiment entre les Experts, il en sera référé aux Commissaires qui statueront ainsi qu'ils aviseront, à moins que le Syndic et le Maire, ou le chef de feu unique, ne conviennent entr'eux de nommer un tiers expert, ou ne tombent d'accord à l'amiable sur l'objet en contestation.

Les Experts seront assistés dans leurs opérations par des Géomètres, savoir, les Experts des Communes Savoisiennes par le Géomètre Lavanchy et ceux des Communes Genévoises par le Géomètre Cabrit. Les Commissaires sont autorisés chacun en ce qui le concerne, à pourvoir au remplacement de ces Géomètres, si cela devient nécessaire.

Le rapport des Experts, en ce qui concerne chaque Commune ou fraction de Commune, sera transmis aux Conseils municipaux qui devront, dans le terme qui leur sera donné, présenter les observations qu'ils jugeront convenables sur le travail des Experts; ils

1834 devront aussi indiquer les numéros ou partie des numéros qui auraient été omis.

Les Commissaires prononceront irrévocablement sur les observations aux quelles le rapport des Experts aura donné lieu.

En cas d'omission reconnue, il sera procédé à une expertise supplémentaire et à un nouveau rapport sur le mode de partage.

XI. Ces opérations terminées, les actes définitifs du partage seront reçus par les Commissaires, en présence des Syndics et des Maires, ou des fondés de pouvoirs des Conseils municipaux; si les parties intéressées, ou l'une d'elles, ne comparaissent pas au jour, lieu et heure indiqués, il sera passé outre à la rédaction de l'acte. L'original des actes de partage après avoir été insinué ou enrégistré, restera déposé pour les Communes Savoisiennes au bureau de l'insinuation de Saint Julien, et pour les Communes Genévoises aux Archives de l'Etat du Canton de Genève; le Receveur de l'Insinuation et l'Archiviste de Genève, chacun en ce qui le concerne, délivreront des expéditions de ces actes aux parties requérantes.

XII. Les partages faits de la manière ci-dessus indiquée, seront irrévocables, et les parties copartageantes ne pourront exercer les unes à l'égard des autres, aucune espèce de recours pour quelle cause que ce soit, même en cas d'erreur, de lésion ou d'éviction.

L'omission dans le partage d'un ou de plusieurs numéros, qui ne pourraient pas être considérés comme une dépendance de ceux spécifiés, donnera lieu à un partage supplémentaire, qui sera fait sur les mêmes bases que le partage principal.

XIII. Les biens communaux qui demeureront la propriété de fractions de Communes, villages ou hameaux étrangers au territoire de la situation, seront considérés comme propriété particulière par le Gouvernement sous la jurisdiction du quel ils seront situés.

XIV. Les contributions assises sur les fonds communaux situés dans l'un des deux territoires, et appartenant aux habitans de l'autre, cesseront d'être réparties sur les propriétés foncières particulières du lieu de la situation, et seront acquittées par les fractions de Communes, hameaux, villages ou individus qui en

seront devenus, ou en auront été reconnus propriétai- 1834
res par suite et en exécution de la présente Convention.

XV. Après le partage, les parties intéressées conserveront le droit d'user, comme par le passé, des eaux, fontaines, passages et chemins d'investiture ou de dévestiture. Ces droits, s'il en existe, seront indiqués dans le rapport des Experts, et mention en sera faite dans les actes de partage; les parties ne pourront en prétendre d'autres que ceux qui auront été mentionnés aux dits actes de partage.

XVI. Non obstant le partage des biens communaux, les taux qui auront été régulièrement passés ensuite de la Convention du quatorze novembre mil huit cent et vingt, sortiront leur plein et entier effet; toutes fois les fermiers ne pourront payer le prix de ferme qu'à celle des parties copartageantes qui sera devenue propriétaire des objets affermés.

XVII. Il sera dressé par les Géomètres Lavanchy et Cabrit des plans figuratifs, 1o. de tous les numéros qui, aux termes de la présente Convention doivent faire, en tout ou en partie, l'objet de l'expertise ci-devant mentionnée, 2o. de tous les numéros qui étant situés sur l'un des deux territoires sont la propriété de fractions de Communes, villages ou hameaux dépendans de l'autre territoire.

Ces plans ainsi que les originaux des procès verbaux d'expertise mentionnés dans l'article dix, seront, après avoir été les uns et les autres certifiés par les Commissaires, déposés pour la Savoie aux Archives de l'insinuation de Saint Julien, et pour Genève aux Archives de l'Etat.

XVIII. Les valeurs mobiliaires actives et passives qu'auraient possédées les Communes au vingt trois octobre mil huit cent et seize, ainsi que celles provenant de l'ascensément des Communaux, seront partagées entre les fractions de ces communes dans la proportion admise pour le partage des immeubles, et dès que celui-ci aura été effectué.

XIX. Les dispositions relatives à chaque Commune en particulier ont été arrêtées par les Commissaires dans une Convention speciale qui aura la même force et la même valeur que si elle faisait partie de la présente.

1834 XX. La présente Convention sera approuvée par Sa Majesté le Roi de Sardaigne et par le Gouvernement du Canton de Genève, et les approbations seront échangées dans le délai de deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Commissaires susnommés ont signé les présentes faites en double expédition, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève le onzième mai mil huitc ent trente quatre.

De la Charriere. J. E. Naville.

Ratifiée par le Canton de Genève le 26. *mai, et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 28. *juin* 1834.

Tableau

de la population enoncé en l'article II. de la Convention qui précède.

Désignation des communes	Population		Total
	Restée à la Savoie	Cédée à la Suisse	
Ambilly	Deux cent et un	Sept	2[illegible]
Collonges . . .	Trois cent et trente	Neuf	3[illegible]
Corsier	—	Cinq cent vingt et un	52[illegible]
Hermance . . .	Six	Deux cent quatre vingt seize	3[illegible]
Juvigny	Trois cent et dix	—	31[illegible]
Thairy	Quatre cent quatre vingt six	Trois cent cinquante quatre	8[illegible]
Veigy	Huit cent soixante et un	—	86[illegible]
Veyrier	Quatre	Trois cent vingt	32[illegible]
Ville La-Grand	Cinq cent et douze	Quatre cent soixante	97[illegible]

Ce tableau présente la population existante au 23. *Octobre* 1816.

Répartition

de la population des Communes de Thairy et de Ville La-Grand entre les différens Villages qui les composaient avant le Traité de 1816.

Commune de Thairy.

Villages restés Savoisiens.

Thairy et Crache	Deux cent quatre vingt dix sept	297	486
Norcier	Cent et trois	103	
Thérens	Quatre vingt six	86	

Village devenu Suisse. 1834

Sorral	Trois cent cinquante quatre	354	354

Commune de ville La-Grand.

Villages restés Savoisiens.

Ville La-Grand .	Quatre cent quatre vingt six	486	512
Partie de Carraz	Vingt six	26	

Villages devenus Suisses.

Puplinges	Deux cent trente un	231	460
Cornières			
Pesay			
Presinges.	Deux cent vingt neuf	229	
Partie de Carraz			

Population du village de Lully dépendant de la Commune de Bernex entièrement cédée à Genève.

Cent soixante et quinze (175.)

Population de la Commune de Viry d'après un recensement fait en 1834.

Villages restés Savoisiens.

Viry	Deux cent soixante quatre	264	852
Veigy	Deux cent cinquante huit	258	
Malagny	Trois cent trente	330	

Villages devenus Suisses.

Sorral	Cinq cent quatre vingt quatorze	594	876
Sezegnin	Deux cent quatre vingt deux	282	

Certifié conforme par nous les Commissaires soussignés

DE LA CHARRIERE. J. E. NAVILLE.

26.

Convention spéciale relative aux fonds communaux partagés entre chaque Commune, arrêtée entre les Commissaires de S. M. le Roi de Sardaigne et ceux du canton de Genève. En date du 11. *Mai* 1834.

(Traités publics de la Roy. Maison de Savoie. T. V. p. 42.)

Les Commissaires soussignés, en exécution de l'article dix neuf de la Convention de ce jour, entre eux conclue, ont arrêté comme suit le partage à faire des fonds communaux pour les quatorze Communes ci-après désignées. Le procès verbal relatif à chaque Commune indique 1o. les fonds communaux objet de la Convention, 2o. les ayant droit à ces fonds, 3o. la proportion d'après laquelle s'opérera le partage de ceux qui doivent être partagés.

Commune de Viry.

Considérant d'une part, que les cures constituent un établissement permanent, et que dès lors, elles doivent compter pour un feu, lorsqu'il s'agit de la jouissance ou du partage des biens communaux; considérant, d'une autre part, que la maison habitée par la famille Roch est située sur la partie du village de Sorral qui est restée à la Savoie, et a été réunie à la Commune de Viry, et qu'ainsi il est juste que cette famille fasse nombre pour le hameau de Viry, et non pour celui de Sorral; les Commissaires ont arrêté ce qui suit: 1o. la Cure de Viry sera comptée pour un feu, il en sera de même de celle de Sorral: 2o. la famille Roch sera portée sur l'état de la population de Viry, et sera rayée de l'état de la population de Sorral.

Les numéros cinq mille douze, cinq mille quatorze, cinq mille trente deux, sept mille cinq cent vingt huit, et sept mille cinq cent trent quatre (5012, 5014, 5032, 7528 et 7534) inscrits au cadastre de la Commune de Viry, et situés sur la Savoie, appartien-

nent exclusivement au village Suisse d'Avusy; il en 1834
est de même du numéro onze cent soixante dix huit (1178) de la Mappe de Vallery également situé sur Savoie. Les hameaux de l'ancienne commune de Viry restés à la Savoie, n'ont et ne prétendent aucun droit sur les vingt huit autres numéros de la mappe de Viry situés sur Suisse, et attribués par le cadastre au hameau d'Avusy, qui en est et demeure propriétaire exclusif.

Les numéros quinze cent trente sept et quinze cent trente neuf (1537 et 1539) de la mappe de Viry situés sur Savoie appartiennent au village Savoisien de Malagny, et au village Suisse de Sezegnin; ils seront partagés entre eux dans la proportion de trois cent trente (330) pour Malagny, et de deux cent quatre vingt deux (282) pour Sezegnin.

Le numéro cinq mille onze (5011) a été partagé en dix huit cent onze entre les habitans de ces deux villages.

Le numéro quinze cent trente huit (1538) situé sur Savoie est la propriété exclusive du village Suisse de Sezegnin.

Les numéros trois mille huit cent soixante dix neuf, trois mille huit cent quatre vingt un, quatre mille cent quatre vingt treize, et quatre mille deux cent trois (3879, 3881, 4193, 4203) situés sur Savoie, sont la propriété du village Suisse de Sorral.

Les numéros onze cent soixante huit, treize cent trente neuf et quatorze cent dix (1168, 1339 et 1410) situés sur Savoie sont la propriété des villages Savoisiens de Viry, Veigy et Malagny, et des villages Suisses de Sorral et Sezegnin, ils doivent être partagés entre eux dans la proportion de deux cent soixante quatre (264) pour Viry; deux cent cinquante huit (258) pour Veigy, et trois cent trente pour Malagny (330); et de cinq cent quatre vingt quatorze (594) pour Sorral, et deux cent quatre vingt deux (282) pour Sezegnin, soit de huit cent cinquante deux (852) pour la Savoie, et huit cent soixante seize (876) pour la Suisse.

Les numéros cinq mille quatre cent vingt, cinq mille quatre cent quarante quatre, cinq mille quatre cent cinquante sept, six mille trois cent quatre vingt un, six mille trois cent quatre, vingt quatre et six

1834 mille trois cent quatre vingt six (5420, 5444, 5457, 6381, 6384, 6386) situés sur Suisse, sont la propriété exclusive du village Suisse d'Athenaz.

Le cahier des récapitulations de la masse cadastrale de Viry, signé Coccelli, le 14. Mai 1760, contient encore les indications suivantes: "Communauté „d'Essertet, communauté du village de l'Eluiset, com„munauté de Germagny, communauté du village de „l'Hameau, communauté du village d'Humilly, com„munauté du village de Malagny, communauté du vil„lage sur la Côte, communauté du village de Thô„nex, communauté du village de Vers, communauté „du village de Veigy, commun de Viry, communauté „de Viry et du village d'Essert."

Tous les numéros attribués à ces diverses Communautés sont la propriété exclusive des villages Savoisiens, auxquels ils sont attribués par l'inscription cadastrale; ils sont tous situés sur le territoire de la Savoie.

Commune de Thairy.

Le numéro trois mille quatre cent trente cinq (3435) situé partie sur Savoie et partie sur Suisse, pour la portion qui sera reconnue communale, distraction faite des trois journaux et demi, qui en dix huit cent huit, ont été cédés à la cure de Thairy, des onze journaux cédés à Laconnex par acte du onze décembre 1760, des trois journaux vendus à Laurent Pesant, en même tems que le pré inscrit sous le numéro quatorze cent cinquante huit (1458) par contrat du 12. mars 1770, Ribbaz notaire, et de ce qui a pu par d'autres causes cesser d'appartenir à la Commune, sera partagé entre la commune Savoisienne de Thairy et le Village Suisse de Sorral, dans la proportion de quatre cent quatre vingt six (486) pour la Savoie, et de trois cent cinquante quatre (354) pour la Suisse.

Le numéro quinze cent vingt trois (1523) situé sur Savoie apartient au village Suisse de Sorral.

Les numéros cent soixante dix neuf, trois cent quatre vingt, quatre cent dix neuf, quatre cent soixante sept, et trois mille quatre cent soixante seize (179, 380, 419, 467 et 3476) situés sur Savoie, sont la propriété du village Savoisien de Thairy.

Les numéros neuf cent neuf et neuf cent neuf et demi (909 et 900 ½) appartiennent au village Sa-

en de Thérens; ils sont situés partie sur Savôie, 1834
e sur Suisse.

Le numéro trois mille quatre cent trente quatre
4) situé sur Savoie appartient aux villages Savoi-
de Thairy et de Crache.

Les numéros deux mille deux cent soixante cinq
eux mille deux cent soixante six (2265 et 2266)
s sur Suisse appartiennent au village Suisse de
nnex.

Le numéro quatorze cent quatre vingt un (1481)
sur Savoie est la propriété du village Savoisien
rache.

Les numéros portés dans le cahier des récapitula-
de Thairy, sous les indications suivantes: com-
du village de Passery, commune de Laconnex,
nune du village d'Avully, commune du village
petite Grave, commune du village de Cartigny
situés sur Suisse, et appartiennent à des villages
es; les hameaux restés Savoisiens n'y ont aucun

Le numéro cent vingt six et demi (126 ½) de
appe de Bernex dite *aux Esserts* ou à la
z situé sur le territoire Suisse, est la propriété
partie restée Savoisienne de l'ancienne com-
de Thairy, et du village Suisse de Sorral;
t être partagé dans la proportion de quatre cent
e vingt six (486) pour la Savoie, et de trois cent
ante quatre (354) pour la Suisse.

Les numéros onze cent cinquante cinq et quatorze
cinquante un (1155 et 1451) de la même mappe,
la propriété des villages Savoisiens de Norcier
e Thérens, commune de Thairy, et du village
e de Lully, commune de Bernex, ils doivent
partagés dans la proportion de cent trois (103)
Norcier, quatre vingt six (86) pour Thérens, et
soixante quinze (175) pour Lully, soit dans la
rtion de cent quatre vingt neuf (189) pour la
e, et de cent soixante quinze (175) pour la
e.

Commune de Saint Julien.

Les trois Communautés dont se composait cette
nune avant 1816, Saint Julien, Ternier et Perly
oujours possédé séparément leurs biens commu-
, et en ont joui de même. Deux de ces Com-
utés sont restées en entier sur territoire de la

1834 Savoie, ainsi que leurs biens communaux, excepté le numéro cinq cent vingt (520) qui est partie sur Suisse.

La troisième, Perly, est devenue Suisse; ses communaux sont sur territoire Suisse.

Ainsi il n'y a aucun partage à faire entre ces trois Communautés, qui n'ont réciproquement aucune réclamation à se faire les unes à l'égard des autres; chacune d'elles reste propriétaire de tous les numéros inscrits en son nom sur l'ancien cadastre.

Le village de Landecy devenu Suisse possède sur la commune actuelle de Saint Julien les numéros quatorze cent quatre vingt deux, quatorze cent quatre vingt trois, quinze cent cinquante, quinze cent cinquante un, quinze cent cinquante deux, quinze cent cinquante sept, quinze cent soixante quinze, quinze cent soixante seize, quinze cent quatre vingt un, un, et seize cent soixante quatre (1482, 1483, 1550, 1551, 1552, 1557, 1575 1576, 1581 et 1664) qui sont portés sur l'ancienne mappe de Compesières, et situés sur la portion du territoire de cette Commune qui est restée à la Savoie, et a été réunie à celle de S. Julien.

Commune de Compesières.

Tous les villages qui composaient l'ancienne commune de Compesières, ont été cédés à la Suisse, excepté celui de Latoy; ce village a toujours possédé des communaux particuliers qui sont situés sur territoire de la Savoie, en conséquence, les autres villages qui composaient cette commune n'ont aucun droit sur les communaux de Latoy, et ce dernier village n'a aucun sur les autres communaux de l'ancienne commune de Compesières.

Il n'y a ainsi aucun partage à faire.

Commune de Collonge-Archamp.

Toutes les habitations de cette commune étant restées soumises à S. M., à l'exception d'une seule qui a été cédée au Canton de Genève, et qui n'a droit que sur les communaux de Collonge; tous les communaux portés sur l'ancien cadastre au nom de Collonge et inscrits sur les numéros trente cinq, deux cent quarante neuf, trois cent trente deux, quatre cent quatre vingt cinq, sept cent soixante huit, huit cent trente neuf cent cinq, mille dix neuf, onze cent un, on

ent deux, onze cent trois, onze cent six, onze cent 1834
ouze, et deux mille quatre cent quarante sept (35, 59, 332, 485, 768, 830, 905, 1019, 1101, 1102, 103, 1106, 1112, et 2447) seront partagés dans la roportion de trois cent trente (330) pour la Savoie, : de neuf (9) pour la Suisse.

Tous ceux inscrits au nom *d'Archamp* restent la ropriété exclusive de ce hameau.

Le village devenu Suisse de Landecy possède sur 'ollonge-Archamp les numéros dix neuf cent soixante ois, deux mille soixante treize, deux mille quatre ngt, deux mille quatre vingt un (1963, 2073, 2080 t 2081) qui lui appartiennent exclusivement.

Commune de Bossey-Troinex.

Les numéros quatre vingt onze, quatre vingt douze, eux cent cinq, deux cent dix, deux cent trente six, eux cent cinquante cinq, deux cent cinquante huit, ois cent soixante douze, trois cent quatre vingt dix nit, cinq cent soixante dix, et douze cent soixante ize (91, 92, 205, 210, 235, 236, 255, 258, 372, 8, 570 et 1276) situés sur Savoie appartiennent à commune Savoisienne de Bossey.

Cependant les individus ci-après désignés, quoique evenus Genévois par la cession d'Evordes, ont droit l'affouage sur ceux des numéros ci-devant spécifiés, ui produisent des bois ou brousailles, les quels seront ésignés dans le rapport des experts; ce sont 1o. Ecuer Jean fils de feu Gabriel Marc et de Françoise vallen: 2o. Duvillard Jean Claude de Lancy proriétaire à l'Evorde: 3o. les hoirs Jacquier représen-is par la Dame Dusonchet née Louise Jacquier à ivorde, la femme de Jean Claude Corajod domiciliée Collonge sous Salève, et veuve Petit domiciliée à ancy: 4o. les hoirs de Jacques Louis Dumarest.

Les numéros huit cent dix huit, huit cent quaante cinq, mille quatre vingt quatre, et mille quatre ingt dix huit (818, 845, 1084, 1098) situés sur Suisse, ont la propriété du village Suisse de Troinex.

La commune de Bossey n'a aucun droit sur les uméros inscrits sur le cadastre de la commune de Veirier au nom du Village de Troinex.

Il n'y a ainsi aucun partage à opérer entre Bosey et Troinex.

1834 *Commune de Veirier.*

Le numéro dix sept, pour la portion réstée
munale, et les numéros cent dix neuf, cent
deux et cent soixante (17, 119, 122 et 160) situé
trois premiers sur Savoie et le dernier sur S
appartiennent à la commune de Veirier, dont t
les habitations, à l'exception d'une seule, ont été
dées au Canton de Genève. Ces quatre numéro
ront partagés dans la proportion de quatre (4)
la Savoie, et de trois cent vingt (320) pour la S

Le numéro trois cent vingt cinq et demi (3
inscrit à l'ancien cadastre sous le nom de la commu
Veirier est possédé par plusieurs particuliers de Monn

Le numéro trois cent quarante trois et
(343½) ainsi que les fractions du numéro dix sept
qui sont portées sur la matrice des rôles d'impos
de la commune d'Etrambières, section C, sou
numéros treize, quinze, vingt deux, et vingt
(13, 15, 22 et 23) étaient inscrits sur l'ancien c
stre sous le nom de la commune de Veirier; ma
nant c'est une société collective qui jouit de la c
des bois; la commune a conservé le droit de patu
La cure jouit depuis vingt ans du numéro vingt
(23). La maison restée Savoisienne aura droit a
turage ci-devant mentionné.

Tous les autres numéros portés sur l'ancien c
stre au nom de la Commune sont possédés par
particuliers.

Le numéro dix sept (17) pour la portion r
à Veirier, ainsi que les numéros cent dix neuf et
vingt deux (119 et 122) de l'ancienne mappe de
rier correspondent aux numéros deux bis, treize, qu
vingt deux, vingt trois, cent treize, cent soixant
sept, trois cent quatre, section C (2 bis, 13, 15
23, 113, 177, 304, section C) de la matrice des
des contributions pour la commune d'Etrambières;
les fonds inscrits sous ces numéros seront spéciale
indiqués dans le plan que dresseront les Géom
Lavanchy et Cabrit.

Commune de Chesne Thonex.

D'après l'ancienne mappe cette Commune
dait quatre numéros, mais les Commissaires on
connu qu'ils avaient tous été aliénés avant 181

l'à cette époque la Commune ne possédait plus aucun 1834
nd communal.

Les quatorze numéros inscrits sur l'ancien cada-
:e au nom de la communauté de Gaillard sont situés
r Savoie et possédés pour la plus part par des So-
ſtés indivises composées par de Savoisiens et de
iisses, ceux des fonds inscrits sous ces numéros qui
astituent une propriété communale, appartiennent ex-
ısivement au hameau Savoisien de Gaillard.

Les douze numéros inscrits sur l'ancien cadastre
ı nom de la communauté de Vernaz sont la pro-
iété de sociétés collectives également composées de
ıvoisiens et de Suisses, à l'exception du numéro
ıatre cent quarante cinq (445) qui est une place et
ı appartient à Vernaz. Ils ont tous été partagés.
en est de même du numéro onze cent deux (1102).
e numéro cinq cent quatre vingt treize (593) ap-
ırtient au village Savoisien de Vallard.

Commune d'Ambilly.

Les numéros cinquante un, soixante dix sept,
ıante dix huit, trois cent soixante dix neuf, trois
ıt quatre vingt (51, 77, 78, 379, 380) situés sur
ıritoire Suisse, et les numéros cent trente sept, cent
ıte huit, cent quarante six, cent quarante sept,
ıx cent cinquante six, deux cent cinquante sept,
ıx cent quatre vingt douze, trois cent treize et trois
ıt quatre vingt treize (137, 138, 146, 147, 256,
7, 292, 313 et 393) situés sur le territoire de la
ıoie sont la propriété de la commune d'Ambilly, leur
ıdue est d'environ cent quarante journaux, trois cent
ıtre vingt treize toises, trois pieds, distraction faite
ce qui a cessé d'être une propriété communale.

Toutes les habitations de la commune d'Ambilly
ı restées soumises à S. M., à l'exception d'une seule
est devenue Suisse, en conséquence les fonds com-
ıaux inscrits sous les numéros ci-devant désignés
ont partagés entre les deux fractions de l'ancienne
ımune d'Ambilly dans la proportion de deux cent
(201) pour la Savoie et de sept (7) pour la Suisse.

Tous les numéros portés sur l'ancien cadastre
ıbilly au nom de la commune de Crête dépendante
Canton de Genève, appartiennent exclusivement à

1834 cette Commune, et la partie de la commune d'Am restée Savoisienne n'y a aucun droit.

Commune de Ville-la-Grand Présinges.

Les numéros cent onze, deux cent quarante six cent quarante cinq (111, 248, 645) situés Savoie, et six cent quarante neuf, douze cent vi douze cent quarante, treize cent, et dix sept quatre vingt dix neuf (649, 1220, 1240, 1300, 17 situés sur Suisse, sont la propriété de la partie re Savoisienne de l'ancienne commune de Ville-la-Gr non compris le hameau de Carraz, et de la p devenue Suisse de la même Commune, non compris hameaux de Présinges et de Carraz. Les fonds scrits sous ces numéros seront partagés dans la portion de quatre cent vingt six (486) pour la Sa et de deux cent trente un (231) pour la Suisse.

Le numéro huit cent quatre vingt quatre (8 situé sur Savoie appartient exclusivement au vill Savoisien de Crest.

Les numéros neuf cent quatre vingt seize, neuf cent quatre vingt dix huit (996 et 998) s sur Suisse, quant à ce dernier pour la portion vendue, appartiennent exclusivement au village S de Présinges.

Les numéros mille quatre vingt quatorze, quatre vingt dix huit, et onze cent treize (1 1098 et 1113) situés sur Suisse appartiennent au lage Savoisien et Suisse de Carraz et au village S de Présinges, ils seront partagés dans la propo de vingt six (26) pour la Savoie, et deux cent neuf (229) pour la Suisse.

Les numéros vingt deux et vingt trois (22 et section B du nouveau plan, situés sur Suisse a tiennent au village Savoisien et Suisse de Carraz seront partagés dans la proportion de vingt six pour la Savoie, et de cent trois (103) pour la S

Commune de Juvigny.

Les numéros un, trois, cent quarante six, quarante sept, cent quarante huit, et cent qua neuf (1, 3, 146, 147, 148 et 149) situés sur S appartiennent exclusivement à la commune de Ju dont tous les habitans sont restés Savoisiens.

Le numéro huit cent quatre vingt (880) de la 1834
mappe de Juvigny, situé sur Suisse, sera divisé en deux lots égaux, dont l'un appartiendra à la commune de Juvigny, l'autre au hameau Suisse de Présinges.

Commune de Veigy.

Aucune des habitations de la commune de Veigy n'ayant été cédée à Genève par le Traité du seize mars 1816, tous les biens communaux qu'elle possédait à cette époque appartiennent exclusivement à la partie de cette Commune restée soumise à S.-M.

Le numéro deux mille six cent onze (2611) de l'ancienne mappe, dit *paccage aux poules*, situé sur Savoie et de la contenance de deux journaux cinquante trois toises et sept pieds, est la propriété indivise de quelques particuliers du village Savoisien de Crevy, et du village Suisse de Chevrens, ainsi que cela résulte d'un acte du 15 novembre 1599, Merme notaire.

Commune d'Hermance.

Les numéros cent quarante six, quatre cent trente neuf, quatre cent quarante deux, cinq cent six, cinq cent quarante, cinq cent quarante un, cinq cent quatre vingt un, cinq cent quatre vingt trois, six cent dix huit, huit cent vingt neuf, huit cent cinquante six, huit cent cinquante sept, et huit cent cinquante neuf (146, 439, 442, 506, 540, 541, 581, 583, 618, 829, 856, 857 et 859) situés sur Savoie, ainsi que les numéros cinq cent quatre vingt deux, six cent soixante dix neuf, six cent quatre vingt deux, douze cent deux, treize cent douze, et quince cent vingt un (582, 679, 682, 1202, 1312 et 1521) situés sur Suisse sont la propriété de l'ancienne commune d'Hermance; ils présentent une étendue d'environ cent six journaux, quatre cent cinquante cinq toises et deux pieds de cinq cent toises le journal, ou de cent trente trois journaux, deux cent cinquante cinq toises et deux pieds de quatre cent toises le journal.

Toutes les habitations de cette commune ont été cédées au Canton de Genève, à l'exception d'une seule qui est restée Savoisienne. Tous les fonds communaux inscrits sous les numéros ci-devant désignés, seront divisés entre les deux fractions de la dite Commune, dans la proportion de six (6) pour la Savoie,

1834 et de deux cent quatre vingt seize (296) pour la Suisse.

Commune de Corsier.

Aucune des habitations de cette commune, n'étant restée à la Savoie, tous les fonds communaux inscrits à l'ancien cadastre au nom de la commune appartiennent exclusivement à la portion de cette Commune devenue Suisse.

Les dispositions ci-dessus convenues seront irrévocables et ne pourront être modifiées, pour quelle cause et sous quel prétexte que ce soit excepté dans les deux cas suivans: 1o. s'il y a erreur ou omission dans l'indication des numéros; 2o. si des droits de propriété particulière sont établis sur la totalié, ou sur une partie de quelques uns des fonds compris dans la masse de ceux attribués aux Communes.

La présente convention n'aura son effet que sous l'approbation de l'autorité supérieure.

En foi de quoi les Commissaires susnommés ont signé les présentes, faites en double expédition, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Genève, le onzième de Mai mil huit cent trente quatre.

(L. S.) De la Charrière.
(L. S.) J. G. Naville.

(Ratifiée par la République de Genève le 26. Mai 1834, et par S. M. le Roi de Sardaigne le 28. Juin 1834.)

27.

Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante entre la Prusse et la Hesse-électorale, du 12. Mai 1834.

(Sammlung von Gesetzen für Kurhessen. Jahr 1834. Nro. VIII.)

Nachdem die zwischen den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des Kurfürsten von Hessen zu Berlin am 9ten Mai 1817 abgeschlossene und am 16ten und

22sten Mai 1817 allerhöchst ratificirte Durchmarsch- 1834
und Etappen-Convention bereits mit dem Jahre 1821 abgelaufen ist, und seitdem nach Maasgabe des §. 52. derselben nur stillschweigend fortgedauert hat, das gegenseitige Bedürfniss aber eine Modification mehrerer darin enthaltenen Bestimmungen erheischt; so haben die beiderseitigen betreffenden Staatsministerien kraft der ihnen von deren Gouvernements ertheilten Autorisation nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen.

Erster Abschnitt.

Feststellung der Militärstrassen, der Etappen-Hauptorte und deren Bezirke, sowie der wechselseitigen Entfernung derselben.

Art. 1. Die Militärstrasse von Heiligenstadt über Witzenhausen und Cassel nach Warburg wird königlich-preussischer Seits nach Maasgabe des Staatsvertrags vom 16. October 1815 zwar fortwährend vorbehalten, jedoch zugleich erklärt, dass dieselbe nicht anders benutzt werden soll, als wenn dem kurfürstlich-hessischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten zwei Monate zuvor davon Nachricht ertheilt worden ist.

Für diesen Fall werden Witzenhausen und Cassel zu Etappen-Hauptorten bestimmt und die Entfernung von Heiligenstadt nach Witzenhausen auf drei Meilen, von Witzenhausen nach Cassel auf vier und eine halbe Meilen und von Cassel nach Warburg gleichfalls auf vier und eine halbe Meilen festgesetzt.

Art. 2. Für die Militärstrasse von Coppenbrügge nach Minden wird auf dem kurhessischen Gebiete die Stadt Oldendorf zum Etappen-Hauptorte bestimmt, mit einem Bezirke, welcher die Ortschaften Grossenwieden, Kleinwieden, Kohlenstädt, Ostendorf mit Hof Coverden, Welsede, Roden, Barksen, Segelhorst, Zersen, Krückeberg, Weibeck, Höfingen, Fischbeck, Pötzen, Haddensen und Wickbolsen umfasst.

Die Entfernung von Coppenbrügge nach Oldendorf wird auf drei und eine halbe Meilen, und von Oldendorf nach Minden auf drei und dreiviertel Meilen festgesetzt.

1834 Art. 3. Für die Militärstrasse von Erfurt nach dem Rheine, in der Richtung von Berka oder Vacha nach Alsfeld, wird in dem kurhessischen Gebiete die Stadt Hersfeld zum Haupt-Etappenorte bestimmt, und derselben die Ortschaften Eichhof nebst Mühle, Asbach, Kohlhausen, Beyershausen, Niederaula, Hattenbach, Kerspenhausen, Mengshausen, Oberjossa, Niederjossa, Kalkobes, Oberrode, Katus, Kühlbach, Petersberg, Bingartes nebst Mühle, Unterhaune, Sorga, Friedewald und Lautenhausen zum Bezirk für kleinere, und ausserdem die Ortschaften Mecklar, Meckbach, Tann, Rohrbach, Kleba, Kirchheim, Gershausen, Frielingen, Reckerode, Solmes, Oberhaune, Meisebach, Gittersdorf, Almershausen, Heddersdorf, Gossmannsrode, Ober- und Untergeis zum Bezirk für grössere Durchmärsche beigelegt.

Die Entfernung von Berka nach Hersfeld wird auf vier Meilen, von Vacha nach Hersfeld auf drei und eine halbe Meilen und von Hersfeld nach Alsfeld auf vier Meilen festgesetzt.

Art. 4. Auf der Kurhessen vertragsmässig zustehenden Militärstrasse von Carlshafen nach Rinteln wird die Stadt Höxter mit dem Bezirke von Boffsen, Godelheim, Schloss Corvey, Lüchtringen, Albaxen, Brenkhausen, Böxen und Fürstenau, wie auch Lügde und Gegend zu Etappenplätzen bestimmt, und die Entfernung von Carlshafen nach Höxter auf zwei und eine halbe Meilen und die von Höxter nach Lügde auf drei Meilen festgesetzt.

Art. 5. Die königlich-preussischen Truppen dürfen nur die in den Artikeln 1, 2 und 3 genannten Etappenorte berühren. Kleinere dagegen handelnde Abtheilungen werden an die nächste königlich-preussische Militärbehörde abgeliefert. Grössere Abtheilungen werden der königlich-preussischen Liquidations-Behörde angezeigt, welche die Leistungen aller Art, so dieselben verursacht haben, in den kostenden, von den kurfürstlichen Beamten attestirten Preisen, nicht weniger jeden durch einen solchen Marsch entstandenen Schaden nach der pflichtmässigen Taxation dreier im 49sten Artikel dieser Convention näher bezeichneten Taxatoren

zu bezahlen verbunden ist. Eben diese Bestimmungen 1834
finden auch bei den kurfürstlich-hessischen Truppen auf der Militär-Route von Carlshafen nach Rinteln Statt.

Art. 6. Die königlich-preussischen Truppen sind gehalten, auf jeden zum Etappenbezirk gehörenden und von der kurfürstlichen Behörde ihnen angewiesenen Ort zu gehen. Nur müssen diejenigen, welche Artillerie, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, stets an solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen. Kleine Detaschements bis zu fünfzig Mann werden auch in solche Barackenstuben gelegt, als im 16ten Artikel dieser Convention erwähnt sind, sobald dergleichen Barackenstuben eingerichtet seyn werden.

Art. 7. An jedem Etappen-Hauptorte wird eine kurfürstliche Etappen-Behörde ernannt, um alle Einquartirungs-, Verpflegungs- und Transport-Angelegenheiten zu besorgen, sowie die Etappen-Polizei zu leiten.

Art. 8. Zur Handhabung der Ordnung bei den durchmarschirenden Truppen, sowie zur Vermittelung der Liquidation und Bezahlung der Verpflegungs-, Transport- und anderer Kosten wird Seitens der königlich-preussischen Regierung ein eigener Etappen-Inspektor zu Hersfeld angestellt, welcher jedoch von der Stadt weder Quartier, noch Verpflegung, noch sonstige Vortheile erhalten soll, er darf sich auch nicht in die den Landesbehörden zustehende Geschäftsführung mischen.

Art. 9. Königlich-preussischer Seits sollen zur Unterhaltung der Communication keine stehenden Truppen-Commandos aufgestellt werden, noch irgend eine Einrichtung zu solchem Zwecke auf dem kurhessischen Gebiete Statt finden.

Zweiter Abschnitt.

Von der Instradirung der Truppen, Einrichtung der Marschrouten u. s. w.

Art. 10. Die Marschrouten für die königlich-preussischen Truppen, welche durch die kurhessischen Lande marschiren, können nur allein von dem königlich-preussischen Kriegs-Ministerium und dem königlichen

1834 General-Commando in Sachsen, Westphalen und am Rhein mit Gültigkeit ertheilt werden, weil den benannten Truppen auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten weder Quartier noch Verpflegung u. s. w. verabfolgt wird.

Von kurhessischer Seite ertheilt das Kriegs-Ministerium zu Cassel allein die Marschrouten für die durch die königlichen Staaten auf der bestimmten Militärstrasse marschirenden kurhessischen Truppen.

Art. 11. In den solchergestalt ausgestellten Marschrouten wird die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere, Soldaten, Soldatenfrauen, Soldatenkinder, Offiziers-Bedienten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf an Transportmitteln auf das Genaueste bestimmt, und kann über das darin angegebene Quantum nichts verlangt, noch gegeben werden.

Die kurfürstlichen Behörden sollen von den Durchmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und ist in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt.

Den Detaschements bis zu fünfzig Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, und bei der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Grössere Detaschements sollen drei Tage zuvor angezeigt werden. Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w. müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher angemeldet, sondern es soll auch die betreffende Provinzial-Regierung acht Tage zuvor durch die königlichen Behörden von dem Durchmarsche benachrichtigt und requirirt werden.

Einer solchen Truppen-Abtheilung und wenn ein oder mehrere Regimenter durchmarschiren sollen, muss ein Offizier oder Commissair, welcher von der Zahl und Stärke der Regimenter, und von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. genau unterrichtet ist, drei Tage vorausgehen, um die Dislocation dergestalt zu bewirken, dass an ein und demselben Tage in einem Etappenbezirke nie mehr als ein Regiment Fussvolk oder Reiterei eintreffe.

Art. 12. Für den Fall, dass die Stadt Hersfeld mit einer kurfürstlichen Garnison belegt seyn sollte, wird derselben, soviel wie möglich, Verschonung mit Einquartirung von durchmarschirenden Truppen zugesagt und dieselbe alsdann nur mit dem Staabe belegt.

Es wird aber für die von Erfurt nach dem 1834
Rheine und umgekehrt marschirenden königlich-preussischen Truppen in dem Etappenbezirk Hersfeld ein Ruhetag dergestalt zugestanden, dass derselbe mit den benachbarten Etappen Alsfeld und Vacha mit Berka in Zeit-Abschnitten von drei Jahren alternirt und Hersfeld bei diesem Turnus auf Vacha mit Berka folgt, dergestalt, dass der Rasttag hier erst gefordert werden kann, wenn derselbe auf jeder der Etappen Alsfeld und Vacha mit Berka drei Jahre hindurch gehalten worden ist; nach den mit der grossherzoglich-hessischen und grossherzoglich-sächsischen Regierung bestehenden Verträgen nimmt dieser Ruhetag mit dem 1sten October 1834 seinen Anfang. Auch wird den Remonte-Commando's gestattet, nach empfangener Remonte nur halbe Etappenmärsche mit Nachtquartier zu Oberjossa, Breitenbach, Friedewald und Lautenhausen zu machen, jedoch ist die Etappen-Commission im Voraus hiervon zu benachrichtigen.

Art. 13. In der Regel erhält der General drei, der Staabs-Offizier zwei und der Subaltern-Offizier ein Zimmer; wenn jedoch die Anzahl der Truppen oder des Orts Gelegenheit so viel Zimmer zu geben nicht gestattet; so müssen die Truppen sich mit Wenigerem begnügen und das Zusammenlegen gefallen lassen.

Dritter Abschnitt.

Einquartirung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.

Art. 14. Einzeln reisende, mit Marschrouten versehene, Offiziere und Militairbeamten erhalten zwar Quartier und Vorspann, die Frauen und Kinder derselben sind dazu jedoch nie berechtigt.

Art. 15. Beurlaubte und nicht im Dienst befindliche Militärpersonen haben weder auf Quartier noch auf Verpflegung und Transportmittel Anspruch zu machen, insofern sie sich nicht durch eine Marschroute legitimiren können.

Art. 16. Die zum Quartier und Verpflegung berechtigten Truppen, welche die Unteroffiziere und Soldaten, auch Offiziers-Bedienten und Train-Soldaten, desgleichen die in Marschrouten ausdrücklich be-

1834 merkten Soldatenfrauen und Soldatenkinder in sich begreifen, und wobei zwei Kinder für einen Kopf zu rechnen sind, werden auf die Anweisung der Etappenbehörde entweder bei den Einwohnern oder in Barackenstuben einquartirt und verpflegt; es findet aber von Seiten des preussischen Gouvernements weder im Ganzen noch in einzelnen Artikeln einige Naturallieferung Statt. Die Anlage solcher Barakenstuben, welche in Wirths- oder sonstigen, dazu schicklichen Häusern Statt finden soll, bleibt dem kurfürstlichen Gouvernement überlassen und anheimgestellt. An Geräthschaften in diesen für Unteroffiziere und Gemeine bestimmten Barackenstuben werden nur hinreichende Stühle oder Bänke, Hakenbretter und Lagerstroh erfordert.

Art. 17. Die Commandirenden haben über die von den Quartierwirthen gestellte Naturalverpflegung und über die sonstigen Leistungen ordnungsmässige deutliche und hinreichend specielle Bescheinigungen zu ertheilen, in welche auch alle verpflegten Offiziere jederzeit mit aufzunehmen sind; diese Bescheinigungen sind an die Ortsbehörden abzugeben. Sollten diese nicht gehörig ausgestellt oder ganz verweigert werden, so soll die von der Etappenbehörde pflichtmässig geschehene Attestation der auf die Marschroute geleisteten Lieferungen aller Art bei der Liquidation als gültige Quittung angenommen werden.

Art. 18. Zur allgemeinen Regel dient zwar, dass der Offizier so wie der Soldat mit dem Tische seines Quartierwirths zufrieden seyn muss, jedoch kann jeder Unteroffizier und Soldat, auch jede andere zu diesem Grade gehörige Person, in jedem ihm angewiesenen Nachtquartier, sey es bei den Einwohnern oder in den Barackenstuben, verlangen:

zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört.

Frühstück, Bier, Branntwein und Kaffee kann aber nicht anders als gegen baare Bezahlung an den Unteroffizier und Soldaten gereicht, dagegen soll von den Ortsobrigkeiten dafür gesorgt werden, dass Bier und Branntwein in den quartiergebenden Gemeinden bei Schenkwirthen vorräthig ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird.

Art. 19. Jeder Subaltern-Offizier bis zum Capitain ausschliesslich erhält, ausser Quartier, Holz und Licht, zur Mahlzeit Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, auch zu Mittag und Abend jedesmal eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird, zum Frühstück aber Kaffee, Butterbrod und ein drittel Schoppen Branntwein. Der Capitain kann ausser der vorerwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Die Frauen und Kinder der Offiziere haben aber auf Verpflegung kein Recht. 1834

Art. 20. Staabs-Offiziere, Obersten und Generale verköstigen sich in der Regel auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern, und berichtigen die Kosten dafür unmittelbar selbst.

Werden sie in Landgemeinden verlegt, wo voraussichtlich die Wirthshäuser nicht dazu geeignet sind, wo aber der eine oder der andere Quartiergeber für anständige Kost zu sorgen im Stande ist, so sollen diese dazu verpflichtet und zu der in nachfolgendem Artikel bezeichneten Vergütung berechtigt seyn, welche der betreffende Officier unmittelbar an den Quartiergeber bezahlen soll.

Art. 21. Für die Einquartirung und Verpflegung der hierauf angewiesenen Militärpersonen werden nach Verschiedenheit der Grade die folgenden Vergütungssätze von jedem Nachtquartier bezahlt:

für den Soldaten und eine jede in diesem Grade stehende Militärperson, auch jeden Offiziersbedienten	4 Ggr.
für jeden Unteroffizier	4 —
für den Lieutenant oder Militärbeamten dieses Ranges	12 —
für jeden Capitain oder Militärbeamten dieses Ranges	16 —
für jeden Major oder Oberst-Lieutenant . .	1 Thlr.
für jeden Oberst oder General . .	1 Thlr. 12 Ggr.

alles in Gold, den Thaler zu 24 Ggr. und den Friedrichsd'or zu fünf Thalern gerechnet, und in Silber mit $5\frac{2}{3}$ Thlr. Courant vergütet.

Für die Soldatenfrauen und Soldatenkinder, insofern sie durch die Marschrouten überhaupt auf Ver-

1834 pflegung berechtigt sind, wird die nämliche Vergütung, wie für die Soldaten, jedoch mit dem Unterschied geleistet, dass für zwei Kinder mehr nicht als für eine Frau bezahlt wird.

Art. 22. Die Bezahlung für die Beköstigung der mit Anspruch auf Verpflegung durch das königlich-preussische Gebiet marschirenden kurhessischen Truppen erfolgt ebenfalls nach den im Art. 21 ausgedrückten Vergütungssätzen

Art. 23. Sollten hin und wieder durchmarschirende königlich preussische Soldaten unterwegs krank werden oder Verwundungen erhalten, und ohne Gefahr bis zur nächsten preussischen Etappen-Inspection nicht zu transportiren stehen; so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospital verpflegt werden, welches in Hersfeld seyn und worüber der königliche Etappen-Inspector die Aufsicht und Berechnung führen soll. Das Lokal zu diesem Etappen-Hospital soll von der kurhessischen Regierung unentgeltlich angewiesen werden; für die Anschaffung der erforderlichen Effecten, Verköstigung, Arznei, sowie für alle anderen Bedürfnisse hat das königlich-preussische Gouvernement aber selbst zu sorgen und die Kosten durch Vermittelung des königlichen Etappen-Inspectors unmittelbar entrichten zu lassen.

Art. 24. Die Etappen-Behörden und Orts-Obrigkeiten sollen für gute und reinliche Stallung sorgen, königlich-preussischer Seits ist es dagegen bei nachdrücklicher Strafe untersagt, dass die preussischen Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartiergeber aus den Ställen ziehen und die ihrigen hineinbringen lassen.

Art. 25. Der Fouragebedarf wird in das in dem Etappen-Hauptorte zu errichtende verhältnissmässige Etappenmagazin durch Lieferanten beigeschafft, und das zum Magazin erforderliche Lokal durch Letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders, als in der im folgenden 28sten Artikel bestimmten Art verlangt werden.

Art. 26. Die Fourage-Lieferung wird, für einen von dem königlichen Etappen-Inspektor zu bestimmenden Zeitraum, in seiner oder seines Bevollmäch-

tigten Gegenwart durch die kurfürstlichen Behörden 1834
öffentlich an den Mindestfordernden versteigert, und dabei die Reduction der königlich-preussischen leichten und schweren Fourage-Rationen auf hessisches Maas und Gewicht zum Grunde gelegt. Der erwähnte königliche Inspektor ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungs-Termin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer concurriren können. Wenn der zweite Termin kein dem königlichen Interesse zusagendes Resultat giebt; so bleibt dem königlich-preussischen Etappen-Inspektor vorbehalten, direct oder aus freier Hand die nöthigen Vorsorgungs-Maasregeln in Betreff der erforderlichen Fourage zu treffen, wobei In- und Ausländer in gleicher Weise concurriren können.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Vermittelung der königlichen Etappen-Inspektoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnung und Quittungen u. s. w. an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Art. 27. Die Fourage wird gegen ordnungsmässige, von den königlichen Etappen-Inspectoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maas und Gewicht abgegeben.

Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappenbehörde sofort regulirt und entschieden werden.

Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappenmagazin beizuschaffen und die zu dem Etappenbezirke gehörenden bequartirten Ortschaften unvermeidlicherweise die Fourage im Ort selbst liefern müssen; so stehet es den Gemeinden jederzeit frei, solche nach hessischem Maas und Gewicht selbst auszugeben, und haben die Commandirten der Detaschements dieselben von den Orts-Obrigkeiten zur weiteren Distribution gegen ordnungsmässige, gehörig autorisirte Quittungen in Empfang zu nehmen, das hessische Maas und Gewicht der preussischen Rationen ist deshalb allen Ortsbehörden von der Etappen-Commission bekannt zu machen. Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert oder vor dem Abmarsche der Truppen den Orts-Obrigkeiten gar nicht eingehändigt werden;

1834 so soll die im 17ten Artikel für einen solchen Fall bestimmte Verfügung und Abhülfe ohne gegenseitige Einwendung erfolgen.

Art. 29. Durch die Vermittelung der königlich-preussischen Etappenbehörde wird an die kurhessische Regierung zur weiteren Vertheilung an die Orts-Obrigkeiten für die von diesen letzteren unvermeidlich gelieferte Fourage der nämliche Preis bezahlt, welchen die Lieferanten erhalten haben würden, wenn aus den Magazinen wäre fouragirt worden. Hat die Lieferung durch Versäumniss des Entrepreneurs nicht Statt gefunden, so leistet dieser der Gemeinde noch einen Zuschuss von fünf Prozent.

Art. 30. Das königlich-preussische Gouvernement vergütet die Kurkosten für die etwa krank zurückgelassenen Pferde auf die von den kurfürstlichen Behörden attestirten Rechnungen.

Art. 31. Die durchmarschirenden Truppen bezahlen selbst alle Wagen-Reparaturen, Pferdebeschlag und sonstige Bedürfnisse an Schuhen gleich baar in den kostenden Preisen.

Vierter Abschnitt.

Vorspann und andere Transportmittel, auch Fussboten betreffend.

Art. 32. Die Transportmittel werden gegen ordnungsmässige und zur rechten Zeit ertheilte Quittungen den durchmarschirenden Truppen nur auf Anweisung der Etappenbehörden und in soweit verabreicht als das deshalb Nöthige in den förmlichen Marschrouten bemerkt worden.

Art. 33. Für Kranke (mit Ausnahme derer, welche unterwegs krank geworden sind und ihre Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen haben), für Tornister und Gewehre kann in den Marschrouten kein Transportmittel verlangt, und eben so wenig von den Quartiermachern oder von den Commandeurs der Truppen selbst requirirt werden.

Art. 34. Die Etappenbehörden haben dafür zu sorgen, dass es an den nöthigen und gehörig verlangten Transportmitteln nicht fehle, und dass sie an den ihnen vorgeschriebenen Orten zur rechten Zeit eintreffen

ırt. 35. Unter Transportmitteln werden nur mit 1834
drei und vier Pferden bespannte Leiterwagen,
eichen angeschirrte Vorspannpferde, auch Zug-
n verstanden, und sollen sechs Ochsen vier Pfer-
gleich gerechnet und ein zweispänniger Wagen
as Minimum von Transportmitteln betrachtet und
tet werden. Chaisen können niemals, und Reit-
e nur von solchen verlangt werden, welche sich
eine Ordre des commandirenden königlichen
ers, als dazu berechtigt, auszuweisen vermögen.
ırt. 36. Auf ein Zugpferd soll nie mehr als vier
er und ein halber, höchstens fünf Centner ge-
et werden.
ırt. 37. Wenn bei Durchmärschen starker Armee-
der Bedarf der Transportmittel für jede Abthei-
nicht bestimmt angegeben worden und die vor-
riebene Ordnung solchemnach nicht genau beob-
t werden kann; so soll der Commandeur, der in
ı Ort bequartirten Abtheilung zwar befugt seyn,
öthigen Transportmittel auf seine eigene Verant-
ng zu requiriren; dies muss aber schriftlich ge-
en und an die Ortsobrigkeit gerichtet seyn, welche
ie Stellung sothaner Mittel zu sorgen, wogegen
der vorgedachte Commandeur auch sofort an die
ehörde die im Art. 43 vorgeschriebene Vergütung
isten hat.
ırt. 38. Die durchmarschirenden Truppen oder
n reisende, zu Transportmitteln berechtigte Mili-
rsonen, welche auf einer Etappe eintreffen, wer-
den andern Morgen weiter geschafft, sie können
lann verlangen, am nämlichen Tage weiter trans-
t zu werden, wenn deshalb eine ordnungsmässige
ge Tags zuvor gemacht worden, widrigenfalls
en sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etap-
zurücklegen wollen, Extrapostpferde auf eigene
en nehmen.
Art. 39. Die quartiermachenden Commandirten dür-
ıuf keine Weise Transportmittel für sich requiri-
wenn sie sich nicht durch eine schriftliche Ordre
Regiments- oder sonstigen befugten Comman-
s, als dazu berechtigt, legitimiren können.
Art. 40. Die Transportmittel werden nur von ei-
Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt und die
der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich

1834 überlassen; die durchmarschirenden Truppen sind aber gehalten, die Transportmittel sofort nach der Ankunft im nächsten Etappenbezirk zu entlassen.

Art. 41. Die Entfernung von einem Etappenbezirke zum anderen wird nach den im 1sten bis 4ten Artikel dieser Convention deshalb vorkommenden Bestimmungen gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben; ihr Weg bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anschlag gebracht.

Art. 42. Denen betreffenden Offizieren und sonstigen Befehlenden wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen oder Sachen beschwert werden, welche zum Fahren nicht berechtigt sind; auch sollen die erwähnten Offiziere etc. durchaus nicht zugeben, dass die Fuhrleute so wenig als ihr Vieh einer üblen Behandlung von Seiten der durchmarschirenden Truppen ausgesetzt werden.

Art. 43. Für jedes Pferd wird einschliesslich des erforderlich gewesenen Wagens auf jede Meile sechs Gutegroschen, für ein Reitpferd, mit Einschluss der etwaigen Kosten des Zurückführens aber 12 Gutegroschen, alles in Gold und in denen im 21sten Artikel dieser Convention festgesetzten Münzen vergütet, auch für sechs Ochsen so viel als für vier Pferde bezahlt.

Art. 44. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem durchmarschirenden Militär nicht eigenmächtig genommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten der Orte worinnen die Nachtquartiere sind, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren und die Requirirten haben darüber sofort zu quittiren.

Art. 45. Die Bezahlung der Fussboten und Wegweiser geschieht unmittelbar von dem Aussteller der Requisition an die Ortsbehörde (welche für die Richtigkeit der in der Quittung auszudrückenden Entfernungen verantwortlich) mit vier Gutegroschen in Gold auf jede Meile, und für jeden Boten nach dem in dem Artikel 21 dieser Convention erwähnten Münzfusse. Hierbei wird jedoch der Rückweg nicht mit in Anrechnung gebracht.

Fünfter Abschnitt. 1834

Ordnung und Militär-Polizei betreffend.

Art. 46. Anstände zwischen den bequartirten Einhnern und den durchmarschirenden Offiziers und ldaten und etwaige Beschwerden werden durch die rfürstlichen Behörden und den königlich-preussihen commandirenden Offizier gemeinschaftlich mit m königlichen Etappen-Inspector beseitigt.

Art. 47. Für die Erhaltung der Eintracht zwischen n Soldaten und Bequartirten haben die commandinden Offiziere sowohl, als die Etappen-Behörden it Eifer und Ernst Sorge zu tragen. Der königliche appen-Inspector hat über diesen Gegenstand gleichls zu wachen und seine Sorge dahin zu richten, dass den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, s dieselben vertragsmässig mit Recht und Billigkeit rlangen können. Er hat auch darauf zu achten, ss die Wege stets in gutem Stande erhalten werden. ithigenfälls kann er bei den Landesbehörden Bewerde führen.

Art. 48. Die kurhessische Etappen-Behörde ist bechtigt, mit Ausnahme der Ober-Offiziere und der rsonen von gleichem Range, jeden Militär, von lchem Grad er auch sey, welcher sich thätliche Misndlungen seines Wirths oder eines anderen kurheschen Unterthanen erlaubt, oder sonstige Exzesse geht, zu arretiren, und zur weiteren Untersuchung d Bestrafung an den königlichen Commandirenden er an die nächste preussische Behörde unter Mitcilung eines Protokolls abzuliefern. Der kurhessischen appen-Behörde muss von der Entscheidung der Sache rch die gegenseitige Behörde Nachricht ertheilt rden.

Art. 49. Jeder durch Excesse der königlichen Truppen, ohne Unterschied des Grades, entstandene Schaden wird mit Inbegriff des durch die Militärfuhren ersichlich zu Grunde gerichteten, oder nach Beendigung rselben an den Folgen der Erhitzung krepirten oder st unbrauchbar gewordenen Zugviehes, oder der nstigen, durch die Dienstleistung ruinirten Transportittel, durch drei kurhessische verpflichtete und zu esem Ende ihrer Unterthanenpflichten entlassene geeinschaftlich mit dem königlichen Etappen-Inspector

1834 gewählte Taxatoren abgeschätzt, das Taxatum von der Etappenbehörde attestirt und der Durchschnittsbetrag liquidirt, dieser auch durch Vermittelung des königlichen Etappen-Inspectors in kürzester Frist von dem königlichen Gouvernement baar vergütet; wofern durch ein vom Ortsvorsteher und zwei Zeugen der Gemeinde pflichtmässig ausgestelltes schriftliches Zeugniss erwiesen ist, dass das Zugvieh ganz gesund gestellt worden.

Ueber etwaige Differenzen bei der Schätzung des erfolgten Schadens, worüber die Taxatoren und Etappenbehörden sich mit dem Etappen-Inspector zu vereinigen nicht vermögen, erkennt die betreffende kurfürstliche Provincial-Regierung, welche die königlichen Behörden von der von ihr ertheilten Entscheidung in Kenntniss zu setzen hat.

Art. 50. Der Inhalt dieser Convention soll den durchmarschirenden königlich-preussischen Truppen sowohl, als den kurhessischen betroffen werdenden Unterthanen zeitig bekannt gemacht und vollständige Auszüge aus derselben zu beider Wissenschaft auf den Etappen angeschlagen werden.

Sechster Abschnitt.

Liquidation.

Art. 51. Die wegen Vergütung der verabreichten Verköstigung des gestellten Vorspanns und der Boten oder Wegweiser bisher stattgehabte Quartals-Liquidation wird nur für die einzeln durchmarschirenden Soldaten und kleine, ohne Offiziere durchmarschirende Detaschements fortdauern; dagegen sollen bei Durchmärschen ganzer Truppenabtheilungen und grösserer unter Führung von Offizieren marschirender Detaschements die gedachten Leistungen nach den in dieser Convention festgestellten Sätzen in der Regel direct und sogleich von den Truppen-Abtheilungen an die Ortsbehörden gegen die Quittung der letzteren bezahlt werden. Sollte diese directe sofortige Bezahlung, in seltenen Ausnahmefällen durch die Truppen nicht geleistet werden können, so tritt das Liquidationsverfahren ein, jedoch nicht erst am Schlusse des Quartals, sondern in jedem einzelnen Falle sogleich, und soll dasselbe, soweit nur irgend möglich, beschleunigt

werden, damit die Befriedigung der kurfürstlichen Unterthanen in den möglichst kürzesten Fristen erfolge. 1834

Allgemeine Bestimmungen.

Art. 52. Diese erneuerte Convention ist in allen Theilen reciproc, sie tritt mit dem 1sten des auf die Publication in Kurhessen folgenden Monats in Kraft und wird im übrigen als vom 1sten October 1828 bis zum 1sten October 1837 abgeschlossen betrachtet.

Art. 53. Ausfertigungen der gegenwärtigen Uebereinkunft sollen zwischen den betreffenden Staatsministerien baldthunlichst ausgewechselt, und alsdann den Statsbehörden und Unterthanen zur Nachachtung gehörig bekannt gemacht werden.

Die vorstehende, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten von Hessen abgeschlossene erneuerte Etappen-Convention soll nach erfolgter Auswechselung der darüber ausgefertigten gegenseitigen Ministerial-Erklärungen Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Staaten haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

28.

Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. En date du 30. Juin 1834.

(Acts passed at the first Session of the 23 Congress of the United States. p. 110.)

Sec. 1. *Be it enacted by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled,* That all that part of the United States west of the Mississippi, and not within the States of Missouri and Louisiana, or the Territory of Arkansas, and, also, that part of the United States east of the Mississippi river, and not within any State

1834 to which the Indian title has not been extinguished, for the purposes of this act, be taken and deemed to be the Indian country.

Sec. 2. *And be it further enacted*, That no person shall be permitted to trade with any of the Indians (in the Indian country) without a license therefore from a superintendent of Indian affairs, or Indian agent, or subagent, which license shall be issued for a term not exceeding two years for the tribes east of the Mississippi, and not exceeding three years for the tribes west of that river. And the person applying for such license shall give bord in a penal sum not exceeding five thousand dollars, with one or more sureties, to be approved by the person issuing the same, conditioned that such person will faithfully observe all the laws and regulations made for the government of trade and intercourse with the Indian tribes, and in no respect violate the same; And the superintendent of the district, shall have power to revoke and cancel the same, whenever the person licensed, shall, in his opinion, have transgressed any of the laws or regulations provided for the government of trade and intercourse with the Indian tribes, or that it would be improper to permit him to remain in the Indian country. And no trade with the said tribes shall be carried on within their boundary, except at certain suitable and convenient places, to be designated from time to time by the superintendents, agents, and subagents, and to be inserted in the license. And it shall be the duty of the persons granting or revoking such licenses, forthwith to report the same to the Commissioner of Indian Affairs, for his approval or disapproval.

Sec. 3. *And be it further enacted.* That any superintendent, or agent may refuse an application for a license to trade, if he is satisfied that the applicant is a person of bad character, or that it would be improper to permit him to reside in the Indian country, or if a license, previously granted to such applicant has been revoked, or a forfeiture of his bond decreed. But an appeal may be had from the agent or the superintendent, to the commissioner of Indian Affairs; and the President of the United States shall be authorized, whenever in his opinion the public in-

23. *And be it further enacted*, That it shall 1834
for the military force of the United States
loyed in such manner and under such re-
s the President may direct, in the appre-
every person who shall or may be found
n country, in violation of any of the pro-
this act, and him immediately to convey
dian country, in the nearest convenient
te, to the civil authority of the territory
strict in which said person shall be found,
led against in due course of law, and also,
nation and seizure of stores, packages,
thorized by the twentieth section of this
preventing the introduction of persons
nto the Indian country contrary to law;
nd property shall be proceeded against
: *Provided*, That no person appre-
ry force as aforesaid, shall be detain-
ive days after the arrest and before
officers and soldiers who may have
r persons in custody shall treat them
ity which the circumstances will pos-
very officer or soldier who shall be
any such person while in custody,
ishment as a court martial shall

t *further enacted*, That for
ying this act into effect, all
untry west of the Mississippi
orth by the north line of
tribe of Indians, produced
; by the Mexican posses-
e , by the west line
he State of Mis-
the Terri-
foresaid,
he said
d to the
ose afo-
east of
hereby,
hey are

1834 any peltries or game, except for subsistence in the Indian country, such person shall forfeit the sum of five hundred dollars, and forfeit all the traps, guns, and ammunition in his possession, used or procured to be used for that purpose, and peltries so taken.

Sec. 9. *And be it further enacted.* That if any person shall drive, or otherwise convey any stock of horses, mules, or cattle to range and feed on any land belonging to any Indian or Indian tribe without the consent of such tribe, such person shall forfeit the sum of one dollar for each animal of such stock.

Sec. 10. *And be it further enacted.* That the Superintendent of Indian Affairs, Indian Agents and sub-agents, shall have authority to remove from the Indian country all persons found therein contrary to law; and the President of the United States is authorized to direct the military force to be employed in such removal.

Sec. 11. *And be it further enacted.* That if any person shall make a settlement on any lands belonging, secured, or granted by treaty with the United States to any Indian tribe, or shall survey or shall attempt to survey such lands, or designate any of the boundaries by marking trees, or otherwise, such offender shall forfeit and pay the sum of one thousand dollars. And it shall, moreover, be lawful for the President of the United States to take such measures, and to employ such military force, as he may judge necessary to remove from the lands as aforesaid any such person as aforesaid.

Sec. 12. *And be it further enacted.* That no purchase grant, lease, or other convenance of lands or of any title or claim thereto, from any Indian nation or tribe of Indians, shall be of any validity in law or equity unless the same be made by treaty or convention entered into pursuant to the constitution. And if any person, not employed under the authority of the United States, shall attempt to negotiate such treaty or convention, directly or indirectly, to treat with any such nation or tribe of Indians, for the title or purchase of any lands by them held or claimed, such person shall forfeit and pay one thousand dollars: *Provided, nevertheless,* That it shall be lawful for the agent or agents of any State who may be present

at any treaty held with Indians under the authority of 1834
the United States, in the presence and with the approbation of the commissioner or commissioners of the United States appointed to hold the same, to propose to, and adjust with the Indians, the compensation to be made for their claim to lands within such State which shall be extinguished by treaty.

Sec. 13. *And be it further enacted.* That if any citizen or other person residing within the United States or the territory thereof, shall send any talk, speech, message, or letter to any Indian nation, tribe, chief, or individual, with an intent to produce a contravention or infraction of any treaty or other law of the United States, or to disturb the peace and tranquillity of the United States, he shall forfeit and pay the sum of two thousand dollars.

Sec. 14. *And be it further enacted.* That if any citizen, or other person, shall carry or deliver any such talk, message, speech, or letter, to or from any Indian nation, tribe, chief, or Individual, from or to any person or persons whatsoever, residing within the United States, or from or to any subject, citizen or agent of any foreign power or State, knowing the contents thereof, he shall forfeit and pay the sum of one thousand dollars.

Sec. 15. *And be it further enacted.* That if any citizen or other person residing or living among the Indians, or elsewhere within the territory of the United States, shall carry on a correspondence, by letter or otherwise, with any foreign nation or power, with an intent to induce such foreign nation or power to excite any Indian nation, tribe, chief, or individual, to war against the United States, or to the violation of any existing treaty, or in case any citizen or other person shall alienate, or attempt to alienate, the confidence of any Indian or Indians from the Government of the United States, he shall forfeit the sum of one thousand dollars.

Sec. 16. *And be it further enacted.* That where, in the Commission by a white person, of any crime, offence, or misdemeanor, within the Indian country, the property of any friendly Indian is taken, injured or destroyed, and a conviction is had for such crime, offence, or misdemeanor, the person so convicted shall

1834 be sentenced to pay to such friendly Indian to whom the property may belong, or whose person may be injured, a sum equal to twice the just value of the property so taken, injured, or destroyed. And if such offender shall be unable to pay a sum at least equal to the just value or amount, whatever such payment shall fall short of the same shall be paid out of the Treasury of the United States: *Provided*, That no such Indian shall be entitled to any payement, out of the Treasury of the United States, for any such property, if he, or any of the nation to which he belongs, shall have sought private revenge, or attempted to obtain satisfaction by any force or violence: *And provided, also*, That if such offender cannot be apprehended and brought to trial, the amount of such property shall be paid out of the Treasury, as aforesaid.

Sec. 17. *And be it further enacted.* That if any Indian or Indians, belonging to any tribe in amity with the United States, shall, within the Indian country take or destroy the property of any person lawfully within such country, or shall pass from the Indian country into any State or territory inhabited by citizens of the United States, and there take, steal, or destroy, any horse, horses, or other property, belonging to any citizen or inhabitant of the United States, such citizen or inhabitant, his representative, attorney, or agent, may make application to the proper superintendent, agent, or sub-agent, who, upon being furnished with the necessary documents and proofs, shall, under the direction of the President, make application to the nation or tribe to which said Indian or Indians shall belong, for satifaction; and if such nation or tribe shall neglect or refuse to make satisfaction, in a reasonnable time, not exceeding twelve months, it shall be the duty of such superintendent, agent, or sub-agent, to make return of his doings to the Commissioner of Indian Affairs, that such further steps may be taken as shall be proper in the opinion of the President to obtain satisfaction for the injury; and, in the meantime, in respect to the property so taken, stolen or destroyed, the United States guaranty, to the party so injured, an eventual indemnification: *Provided*, That, if such injured party, his representative, attorney, or agent, shall, in any way, violate any of the

provisions of this act, by seeking or attempting to obtain private satisfaction or revenge, he shall forfeit all claim upon the United States for such indemnification. *And provided, also*, That unless such claim shall be presented within three years after the commission of the injury, the same shall be barred. And if the nation or tribe to which such Indian may belong, receive an annuity from the United States, such claim shall, at the next payement of the annuity, be deducted therefrom, and paid to the party injured; and, if no annuity is payable to such nation or tribe, then the amount of the claim shall be paid from the Treasury of the United States: *Provided*, That nothing herein contained shall prevent the legal apprehension and punishment of any Indians having so offended. 1834

Sec. 18. *And be it further enacted.* That the superintendents, agents, aud sub-agents, within their respective districts, be, and are hereby authorized and empowered to take depositions of witnesses touching any depredations within the purview of the two preceding sections of this act, and to administer an oath to the deponents.

Sec. 19. *And be it further enacted.* That it shall be the duty of the superintendents, agents, and sub-agents to endeavour to procure the arrest and trial of all Indians accused of committing any crime, offence, or misdemeanor, and all other persons who may have committed crimes or offences within any State or Territory, and have fled into the Indian country, either by demanding the same of the chiefs of the proper tribe, or by such other means as the President may authorize; and to be employed in the apprehension of such Indians, and also in preventing or terminating hostilities between any of the Indian tribes.

Sec. 20. *And be it further enacted.* That if any person shall sell, exchange, or give, barter, or dispose of, any spirituous liquor or wine to an Indian (in the Indian country), such person shall forfeit and pay the sum of five hundred dollars; and if any person shall introduce, or attempt to introduce, any spirituous liquor or wine into the Indian country, except such supplies as shall be necessary for the officers of the United States and

1834 troops of the service, under the direction of the *War Department*, such person shall forfeit and pay a sum not exceding three hundred dollars; and if any superintendent of Indian affairs, Indian agent, or sub-agent, or commanding officer of a military post, has reason to suspect, or is informed; that any white person or Indian is about to introduce, or has introduced, any spirituous liquor or wine into the Indian country, in violation of the provisions of this section, it shall be lawfull for such superintendent, Indian agent, or sub-agent, or military officer, agreeably to such regulations as may be established by the President of the United States, to cause the boats, stores, packages, and places of deposite of such person to be searched, and if any such spirituous liquor or wine is found, the goods, boats, packages and peltries of such persons shall be seized and delivered to the proper officer, and shall be proceeded against by libel in the proper court, and forfeited, one-half to the use of the informer, and the other half to the use of the United States; and if such person is a trader, his license shall be revoked and his bond put in suit. And it shall moreover be lawful for any person in the service of the United States, or for any Indian, to take and destroy any ardent spirits or wine found in the Indian country, excepting military supplies as mentioned in this section.

Sec. 21. *And be it further enacted*, That if any person whatever shall, within the limits of the Indian country, set up or continue any distillery for manufacturing ardent spirits, he shall forfeit and pay a penalty of one thousand dollars; and it shall be the duty of the Superintendent of Indian affairs, Indian agent or sub-agent, within the limits of whose agency the same shall be set up or continued, forthwith to destroy and break up the same; and it shall be lawful to employ the military force of the United States in executing hat duty.

Sec. 22. *And be it further enacted*, That in all trials about the right of property in which an Indian may be a party on one side, and a white person on the other, the burden of proof shall rest upon the white person, whenever the Indian shall make out a presumption of title in himself from the fact of previous possession or ownership.

Sec. 23. *And be it further enacted*, That it shall 1834
be lawful for the military force of the United States to be employed in such manner and under such regulations as the President may direct, in the apprehension of every person who shall or may be found in the Indian country, in violation of any of the provisions of this act, and him immediately to convey from said Indian country, in the nearest convenient and safe route, to the civil authority of the territory or judicial district in which said person shall be found, to be proceeded against in due course of law, and also, in the examination and seizure of stores, packages, and boats, authorized by the twentieth section of this act, and in preventing the introduction of persons and property into the Indian country contrary to law; which persons and property shall be proceeded against according to law: *Provided*, That no person apprehended by military force as aforesaid, shall be detained longer than five days after the arrest and before removal. And all officers and soldiers who may have any such person or persons in custody shall treat them with all the humanity which the circumstances will possibly permit; and every officer or soldier who shall be guilty of maltreating any such person while in custody, shall suffer such punishment as a court martial shall direct.

Sec. 24. *And be it further enacted*, That for the sole purpose of carrying this act into effect, all that part of the Indian country west of the Mississippi river, that is bounded north by the north line of lands assigned to the Osage tribe of Indians, produced east to the State of Missouri; by the Mexican possessions; south, by Red river; and east, by the west line of the Territory of Arkansas and the State of Missouri, shall be and hereby is, annexed to the Territory of Arkansas; and that for the purpose aforesaid, the residue of the Indian country west of the said Mississippi river shall be, and hereby is, annexed to the judicial district of Missouri, and for the purpose aforesaid, the several portions of Indian country east of the said Mississippi river, shall be, and are hereby, severally annexed to the Territory in which they are situate.

1834 Sec. 25. *And be it further enacted*, That so much of the laws of the United States as provides for the punishments of crimes committed within any place within the sole and exclusive jurisdiction of the United States, shall be in force in the Indian country: *Provided*, The same shall not extend to crimes committed by one Indian against the person or property of another Indian.

Sec. 26. *And be it further enacted*, That if any person who shall be charged with a violation of any of the provisions or regulations of this act, shall be found within any of the United States, or either of the Territories, such offenders may be there apprehended, and transported to the Territory or judicial district having jurisdiction of the same.

Sec. 27. *And be it further enacted*, That all penalties which shall accrue under this act, shall be sued for and recovered in an action of debt, in the name of the United States, before any court having jurisdiction of the same, (in any State or Territory in which the defendant shall be arrested or found) the one half to the use of the informer, and the other half to the use of the United States, except when the prosecution shall be first instituted on behalf of the United States, in which case the whole shall be to their use.

Sec. 28. *And be it further enacted*, That when goods or other property shall be seized for any violation of this act, it shall be lawful for the person prosecuting on behalf of the United States to proceed against such goods, or other property, in the manner directed to be observed in the case of goods, wares, or merchandise brought into the United States in violation of the revenue laws.

Sec. 29. *And be it further enacted*, That the following acts and parts of acts shall be, and the same are hereby, repealed, namely: An act to make provision relative to rations for Indians, and to their visits in the seat of Government, approved May thirteen, eighteen hundred, an act to regulate trade and intercourse with the Indian tribes, and to preserve peace on the frontiers, approved March thirty, eighteen hundred and two, to regulate trade and intercourse with the Indian tribes, and to preserve peace

on the frontiers, approved April twenty-nine, eighteen hundred and sixteen; an act for the punishment of crimes and offences committed within the Indian boundaries, approved March three, eigtheen hundred seventeen; the first and second sections of the act directing the manner of appointing Indian agents, and continuing the "Act establishing trading houses with the Indian tribes," approved April sixteen, eighteen hundred and eighteen; an act fixing the compensation of Indian Agents and factors, approved April twenty, eighteen hundred and eighteen; an act supplementary to the act entitled "An act to provide for the prompt settlement of public accounts," approved February twenty-four, eighteen hundred and eighteen; the eighth section of the act making appropriations to carry into effect treaties concluded with several Indian tribes therein mentioned, approved March three, eighteen hundred and nineteen; the second section of the act to continue in force for a further time the act entitled "An act for establishing trading houses with the Indian tribes, and for other purpose," approved March three, eighteen hundred and nineteen; an act to amend an act entitled "An act to regulate trade and intercourse with the Indian tribes, and to preserve peace on the frontiers," approved thirtieth of March, eighteen hundred and two, approved May six, eighteen hundred and twenty-two; an act providing for the appointment of an agent for the Osage Indians west of the State of Missouri and Territory of Arkansas, and for other purposes, approved May eighteen, eigtheen hundred and twenty-four; the third, fourth, and fifth sections of "An act to enable the President to hold treaties with certain Indian tribes, and for other purposes," aproved May twenty-five, eighteen hundred and twenty-four; the second section of the "Act to aid certain Indians of the Creek nation in their removal to the west of the Mississippi," approved May twenty, eighteen hundred and twenty-six, and an act to authorize the appointment of a subagent to the Winnehago Indians on Bock river, approved February twenty-five eighteen hundred and thirty-one. *Provided, however*, That such repeal shall not effect (affect) any rights acquired, or punishments, penalties, or forfeitures incurred, under either of the acts or parts of 1834

1834 acts, nor impair or affect the intercourse act of eighteen hundred and two so far as the same relates to or concerns Indian tribes residing east of the Missisippi. *And provided also,* That such repeal shall not be construed to revive any acts or parts of acts repealed by either of the acts or sections herein described.

Sec. 30. *And be it further enacted,* That until a Western Territory shall be established, the two agents for the Western Territory, as provided in the act for the organization of the Indian Department, this day approved by the President, shall execute the duties of agents for such tribes as may be directed by the President of the United States. And it shall be competent for the President to assign to one of the said agents, in addition to his proper duties, the duties of superintendent for such district of country or for such tribes, as the President may think fit. And the powers of the superintendent at St. Louis over such district or tribes as may be assigned to such acting superintendent shall cease. *Provided,* That no additional compensation shall be allowed for such services.

Approved, June 30th, 1833.

30.

Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne, S. M. Britannique, et S. M. le Roi des Français d'accession de S. M. Sarde au Traité et aux Articles supplémentaires pour la répression de la traite des Noirs. En date du 8. Août 1834.

(Annuaire historique universel pour 1835. — Documens historiques pag. 26 et suiv.)

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du Royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ayant conclu le 30. novembre 1831 et le 22.

mars 1833 deux Conventions destinées à assurer la répression complète de la traite des Noirs; 1834

Les Hautes Parties Contractantes, conformément à l'article 9 de la première de ces conventions, qui porte que les autres Puissances maritimes seront invitées à y accéder, ont adressé cette invitation à Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Et Sa dite Majesté animée des mêmes sentimens, et empressée de concourir avec ses deux Augustes Alliés au même but d'humanité, n'ayant pas hésité à accueillir leur proposition;

Les trois hautes Puissances, dans la vue d'accomplir ce dessein généreux, et pour donner à l'accession de Sa Majesté Sarde, ainsi qu'à son acceptation par Sa Majesté le Roi des Français, et par Sa Majesté Britannique l'authenticité convenable et toute la solemnité usité ont resolu de conclure à cet effet une Convention formelle, et ont en conséquence nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Victor Sallier De la Tour, Marquis de Cordon, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très-Sainte Annonciade, Grand Cordon de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Militaire, et Chevalier de l'Ordre Civil de Savoie, Grand-Croix de plusieurs Ordres étrangers, Général de Cavalerie, Ministre et Premier Secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi des Français monsieur Amable Guillaume Prosper Brugière, Baron de Barante, Pair de France, Conseiller d'Etat, Officier de l'Ordre Royal de la Légion d'honneur, Ambassadeur de Sa Majesté le Roi des Français près la cour de Turin;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable sir Auguste Jean Foster, Baronnet du Royaume-Uni, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, et Son Envoyé extraordinaire, et Ministre plénipotentiaire près la Cour de Turin.

Les quels, après avoir réciproquement échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne accède aux Conventions conclues et signées le 30. novembre 1831

1834 et le 22. mars 1833 entre Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, relativement à la répression de la traite des Noirs, ainsi qu'à leurs annexes, sauf les réserves et modifications exprimées dans les articles 2, 3 et 4 ci-après, qui seront considérés comme additionnels aux dites Conventions et à leurs annexes, et sauf les différences qui résultent nécessairement de la situation de Sa Majesté Sarde comme partie accédante aux Conventions en question; après leur conclusion Sa Majesté le Roi des Français, ainsi que Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande, ayant accepté la dite accession, tous les articles de ces deux Conventions et toutes les dispositions de leurs annexes seront en conséquence censés avoir été conclus et signés de même que la présente Convention, directement entre Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Leurs dites Majestés s'engagent et promettent réciproquement d'exécuter fidèlement, sauf les réserves et modifications stipulées par les présentes, toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent, et pour éviter toute incertitude, il a été convenu, que les susdites Conventions, ainsi que leurs annexes, seront insérés ici mot-à-mot, ainsi qu'il suit.

„Les Cours de France et de la Grande-Bretagne „désirant rendre plus efficaces les moyens de répres„sion, etc." (No. CCLXXXVIII et CCXC).

II. Il est convenu relativement à l'article troisième de la Convention du 30. novembre 1831 ci-dessus transcrite, que Sa Majesté le Roi de Sardaigne fixera, suivant sa convenance, le nombre des Croiseurs Sardes qui devront être employés au service mentionné dans ledit article, et les stations où ils devront établir leurs croisières.

III. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne fera connaître aux Gouvernemens de France et de la Grande Bretagne, conformément à l'article quatrième de la Convention du 30. novembre 1831, les bâtimens de guerre Sardes qui devront être employés à la répression de la traite, afin que les mandats nécessaires à leurs Commandans soient délivrés.

Les mandats qui doivent être délivrés par la Sar- 1834
laigne seront rèmis après que la notification du nom-
re des Croiseurs Français et Britanniques destinés
être employés, aura été faite au Gouvernement Sarde.

IV. Il est convenu, en ce qui concerne l'article
inquième des Instructions annexées à la Convention
pplémentaire du 22. mars 1833, que tous les navi-
s Sardes ou portant le Pavillon de Sardaigne, qui
ourront être arrêtés en exécution des Conventions
-dessus transcrites, par les Croiseurs de Sa Majesté le
oi des Français ou de Sa Majesté le Roi du Royaume-
ni de la Grande Bretagne et d'Irlande, employés
ns les Stations d'Amérique, d'Afrique et de Mada-
ascar, seront conduits et remis dans le port de Gênes.

V. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifica-
ons en seront échangées à Turin dans le délai de
ois mois, ou plutôt s'il est possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires sus dénom-
és ont signé la présente Convention en trois originaux,
y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le 8. août 1834.

(L. S.) De la Tour.
(L. S.) Barante.
(L. S.) Auguste Foster.

Ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne le 29.
tobre, par le Roi des Français le 3. *novembre,*
par le Roi de la Grande-Bretagne le 10. *no-*
mbre 1834.

31.

ublication concernant une convenion entre le Royaume d'Hanovre et Eleçtorat de Hesse sur les droits de ustice relatifs à la punition de délits le police, en date du 8. *Nov.* 1834.

(Kurhess. Gesetz Sammlung 1834. Nro. XXIII.)

usschreiben des Kurfürstl. Justiz-Ministeriums zu Kassel, v. 8. Novemb. 1834.

In Folge der von Sr. Hoh. dem Kurprinzen und
litregenten ertheilten höchsten Ermächtigung, ist mit

1834 dem Königl. Hannoverschen Ministerium über die Erstattung der Gerichtsgebühren in Polizeistrafsachen folgende Uebereinkunft getroffen worden.

§. 1. Die aus der Uebereinkunft, welche von dem Königreiche Hannover mit dem Kurfürstenthum Hessen im Jahr 1817 wegen wechselseitiger Auslieferung der Verbrecher und Aufhebung der Gerichtsgebühren in Kriminalfällen abgeschlossen ist, herzorgehenden Bestimmungen über Erstattung der Kosten gerichtlicher Handlungen, welche von einem Gerichte Eines dieser Staaten auf Requisition eines Gerichts des Andern vorgenommen worden sind, sollen auch in Polizeistrafsachen überhaupt zur Anwendung kommen.

§. 2. Zu den in allen Fällen dieser Art dem requirirten Gerichte zu erstattenden Kosten, welche von demselben durch Postvorschuss erhoben werden können, werden jedoch auch die Kopialgebühren, so wie das Postporto gerechnet.

Kurfürstl. Justiz-Ministerium.

HASSENPFLUG.

32.

Traité entre l'Autriche et la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. En date du 4. Décembre 1834.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie avec les Puissances étrangères. T. V. p. 60.)

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque territoriali del Lago Maggiore, del Po et del Ticino, hanno fatto concertare tra li respettivi Ministerii alcuni provvedimenti a questo fine conducenti, e per ridurre li medesimi in convencione, hanno nominato a loro Plenipotenziarii, cioè

Sua Maestà il Re di Sardegna,

Il Conte D. Saverio di Vignet, Commendatore 1834
dell' Ordine de' Santi Maurizio e Lazzaro, e della Corona Ferrea d'Austria, Gran Croce dell'Ordine di Francesco Primo delle due Sicile, Suo Primo Uffiziale della Segreteria di Stato per gli affari esteri, e

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria,

Il Conte D. Enrico di Bombelles, Cavaliere dei Gioanniti, dell' Ordine Imperiale di Russia di San Valdimiro di terza classe, dell' Ordine Reale Svedese della Spada, Commendatore del Reale Ordine Portoghese della Torre e Spada, Suo Ciambellano ed Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso Sua Maestà il Re di Sardegna.

I quali, dopo aver riconosciuti i loro pieni poteri in debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti.

I. Tutte le barche, qualunque ne sia la nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore o sui fiumi del Ticino e del Po, entrano nelle acque comprese nei Dominii Sardi ed Austriaci per proseguire il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei Regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli ufficii di Dogana per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, polvere e nitri, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle Finanze di alcuno dei Governi confinanti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde, o Austriache, o verso i fiumi Po e Ticino, la visita come sopra dovrà effetuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Se le barche entrano nell'imboccatura del Ticino o del Po qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all'Ufficio che s'incontra più prossimo all punto d'ingresso.

Nei casi in cui i patroni, proprietarii e conducenti di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all'applicazione delle pene portate dai veglianti regolamenti, secondo la qualità dei casi e la gravità dei fatti.

1834 II. Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo, fuorchè in quello ove trovasi stabilito un Ufficio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi saranno collocati dall'Ufficio stesso col mezzo di pali indicatori ossia *stipiti*.

Ed in tal luogo pure non potrà intraprendersi nemmeno in alcuna parte lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal Ricevidore dell'Ufficio.

III. E vietato espressamente a qualunque barca, 1o. di gettar l'ancora, o di soffermarsi con qualunque altro mezzo nelle acque dei fiumi Po e Tizino in qualunque punto di essi, dei loro seni, canali, ed isole, senza limite di distanza delle sponde, ed ove non esista Ufficio di Dogana, ed in qualunque sito del Lago Maggiore che non sia a vista di un Ufficio daziario ed in maggior distanza di metri 200 dalle rispettive sponde, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere dall'Ufficio stesso sorvegliati, e per quel tempo che si riputerà necessario dagli Impiegati delle Dogane.

2o. Di collocare od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante, che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

IV. Nelle precedenti disposizioni s'intendono particolarmente comprese le Isole esistenti nei fiumi Po e Ticino, e sarà considerato in contrabbando qualunque scaricamento, o deposito di merci, o generi che sotto qualsivoglia titolo o pretesto si trovino nelle Isole dei fiumi predetti.

V. Qualunque barca, il cui ponte fosse giunto alla riva, od alla sponda, o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obligo di adempiere alle dichiarazione daziarie prescritte dai Regolamenti generali per la dovuta verificazione dell'Ufficio.

VI. La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore, tutto al più, di un'ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i Regolamenti Generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo dell'approdo, per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori o proprietarii dovranno ivi munirsi di bolletta a cauzione vincolata al certificato d'arrivo delle merci all'Ufficio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due Dominii Sardo od Austriaco, o all'ultimo Ufficio del confine d'acqua dell' uno o dell' altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all' estero, sotto l' osservanza inoltre delle modalità, cautele e condizioni stabilite per le spedizioni di transito. 1834

I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguito l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bolla a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lire 300.

VII. Gli Agenti di Finanza sono autorizzati a praticare le visite e perlustrazioni nei molini posti al di quà del Thalweg dei fiumi Po e Ticino. I detti molini si considerano come situati nei rispettivi territorii: se vi si trovano generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiti i regolamenti di Finanza sarà proceduta al sequestro per la confisca, e per l'applicazione delle altre pene pronunciate dalle vigenti leggi.

VIII. Qualunque approdo, scaricamento, o deposito di merci, ancoraggio, o stazionamento in luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi, tanto la barca, quanto il di lei carico, cadranno sotto le pene stabilite per fatto di contrabbando.

IX. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancorraggio, e lo stazionamento vietato, legalmente provati in concorso dell' Autorità giudiziaria, o locale: verificandosi però un accidente di forza maggiore, dovrà essere dato immediato avviso al più prossimo Ufficio di dogana nel termine di un'ora a cura dei conduttori; in difetto di che non sarà ammessa giustificazione alcuna.

X. I porti ed ogni altro mezzo di tragitto sotto qualsivoglia denominazione sui fiumi Po e Ticino, ed egualmente il loro carico o trasporto, sebbene recato sopra carri, barre, vetture, e simili, sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne

1834 l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancorraggio o stazionamento. Nel caso di contravenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consignatarii deggli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti, incorreranno per la loro specialità nella multa di lire 300.

XI. Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravenzioni a tenore dei Regolamenti generali.

XII. Per le trasgressioni di Polizia rimangono fermi i veglianti relativi Regolamenti.

XIII. Sarà in facoltà dei due Governi di stabilire, tanto sul lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Po, delle imbarcazioni di guardie, onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese cautele, e la repressione punizione delle frodi e contravenzioni.

Concorrendo all'arresto simultaneamente gli agenti di entrambi i Governi, tanto nel caso d'irregolare navigazione, quanto pei depositi nelle Isole dei fiumi, il prodotto delle confische e pene pecuniarie sarà diviso per eguale porzione fra le due Amministrazioni. Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell'arresto, e secondo le leggi in esso vigenti, senza che per l'incerta pertinenza all'uno o all'altro dominio del sito o dell'Isola in cui ha luogo l'apprensione degli oggetti per parte degli agenti e delle Dogane d'ambidue i Governi, o anche di un solo di essi, possa farsi od amettersi eccezione alcuna.

XIV. Qualunque mercanzia, od altro genere, che, provenendo da paese estero, passerà in transito per gli Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa dalla Lombardia Austriaca passerà in transito agli Stati Sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territorii, non sarà ammessa a ricevere lo scarico delle bollette a cauzione in prova della legale consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti Regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmento presentata e dichiarata all'Ufficio doganale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest'Ufficio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo

nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane dichiarazione in corrispondenza della bolletta di transito. 1834

XV. La conseguenza l'Ufficio Sardo, o l'Ufficio Lombardo designato per l'uscita del transito, compiuto che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d'altro procedimento, a termini dei veglianti generali Regolamenti, dovrà sulla bolletta apporre il *Veduto* per la presentazione al vicino Ufficio dell'altrui Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell'invio, e prefiggendovi all'arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

XVI. L'Ufficio d'ingresso, a cui deve presentarsi la bolletta del transito, ne riceve la dichiarazione, ed in base d'essa, e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi Regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, apporre il *veduto* alla bolletta che ritira, ed emette il certificato d'arrivo con forme all'articolo 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, o del registro nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevuta dichiarazione.

XVII. I certificati d'arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronto delle rispettive Dogane, stesi e firmati dal Capo dell'Ufficio e dal Controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre esemplari. L'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all'intestato nella bolletta di transito e, e per esso al Conduttore a loro giustificazione. Il secondo si rimetterà a cura dell'Ufficio estensore insieme colla bolletta originaria entro il periodo e non più tardi di tre giorni al vicino Ufficio dell'altrui confine, dal quale si fece l'invio del transito.

Il terzo esemplare, che formerà la matrice delle anzidette due bollette *certificati*, sarà trattenuto dall'Ufficio estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive Amministrazioni Provinciali di Dogana per i dovuti confronti coi recapiti, o registri delle dichiarazioni relative e per i conseguenti effetti di ratifica o di eccezione che le dette Autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

XVIII. Mediante il certificato rilasciato alla parte, come sopra, la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento delle prestate cauzioni.

1834 E quindi dietro il ricupero della bolletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l'Ufficio dell'arrivo trasmette all'altro di uscita: quest'ultimo ne compie gli atti di scarico colla emissione della finale bolletta di esito del transito, o con quegli altri incumbenti, cui sia tenuto in forza de'Regolamenti generali verso gli altri Ufficii mittenti.

XIX. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all Ufficio assegnato per l'ingresso entro l'orario, ossia il tempo prefisso nella boletta, il certificato non potrà accordarsi, quando nello stesso termine non venisse notificato al suddetto Ufficio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'Autorità locale o altro pubblico Ufficio.

Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divarii, tanto nella qualità, quanto nella quantità; nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale coll'intervento del proprietario, dell'intestato nella bolletta di transito, o del conducente, da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all'Ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito, dello stato di provenienza per gli opportuni procedimenti per conto ed interesse del proprio Governo.

XX. I posti, ossiano Uffici di Dogana, pei quali sarà lecito di effettuare i transiti sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti.

Dalli, o per gli Stati Sardi.	*Dalla, o per la Lombardia Austriaca.*
Intra.	Laveno.
Arona.	Angera.
Castelletto.	Sesto Calende.
S. Martino Ticino.	Boffalora.
S. Martino Siccomario.	Borgo Ticino.
S. Pier d'Arena.	Spessa.

XXI. Qualora a termini dei vigenti generali Regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti Ufficii di permettere, che ivi, le merci o derrate perve-

nute dall' estero, vengano dichiarate di transito per 1834
uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri, che non sia altro dei Governi contraenti, la bolletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d'arrivo e di scarico, ossia la reversale dall' ultimo Ufficio che si troverà all'estremo punto della frontiera coll'estero.

XXII. In mancanza di presentazione delle merci di transito all'Ufficio assegnato a certificare l'arrivo, o in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti prescrizioni, non sarà scaricata la bolletta di transito, e non potrà aver luogo il rilascio della finale bolletta d'esito, di cui all'art. 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene che i veglianti Regolamenti hanno comminate in causa di non riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bolleta d'uscita del transito.

XXIII. Saranno intieramente esenti da ogni tassa, o altra esazione, i certificati di cui all'art. 17.

XXIV. La presente Convenzione durerà due anni dalla sua data, e s'intenderà di pien diritto rinnovata di biennio in biennio ogni qual volta l'uno dei due Governi non avvertirà l'altro tre mesi almeno primo della scadenza del biennio corrente, che la medesima cesserà d'avere alla fine di esso ogni suo effetto.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno firmata la presente in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Torino li 4. dicembre 1834.

Conte Saverio di Vignet.

Conte Enrico di Bombelles.

Ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 16, *et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 20. *mars* 1835.

33.

Article additionnel à l'Acte d'accession de S. M. le Roi de Sardaigne au Traité conclu entre la France et la Grande Bretagne pour la répression de la traite des Noirs. En date du 8. Décembre 1834.

(Annuaire historique universel pour 1835. Documens historiques pag. 28.)

Attendu que, par l'article 4. du Traité signé à Turin le 8 jour d'août 1834, par le quel S. M. le Roi de Sardaigne accède aux deux Conventions conclues entre Leurs Majestés le Roi des Français et le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande le 30. novembre 1831 et le 22. mars 1833, il est stipulé que tous navires sous Pavillon Sarde qui en vertu du Traité et des Conventions susmentionnées seraient arrêtés par les Croiseurs de Sa Majesté le Roi des Français, ou de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande stationnés sur les côtes de l'Amérique, de l'Afrique ou de Madagascar, seront conduits ou envoyés à Gènes; et attendu que le débarquement à Gènes des Nègres qui se trouveraient à bord de ces bâtimens pourrait entraîner de graves inconvéniens, les soussignés Plénipotentiaires des trois Puissances signataires du susdit Traité d'accession, à ce spécialement autorisés, et conformément aux instructions que chacun d'eux a reçues de son Souverain, sont convenus de l'article suivant additionnel au susdit Traité.

Les Nègres trouvés à bord des bâtimens sous Pavillon Sarde, qui seraient ainsi arrêtés, et qui conformément aux stipulations du dit Traité doivent être envoyés à Gènes, seront débarqués sur un point plus rapproché que Gênes du lieu où les dits bâtimens Négriers auront été rencontrés, c'est-à-dire que:

1. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté par un Croiseur Anglais, les Nègres trouvés à bord de ce navire seront débarqués au Port ou dans l'endroit au

quel un bâtiment Négrier Anglais trouvé et arrêté dans 1834
des circonstances semblables et dans le même endroit par un Croiseur Français, serait d'après les susdites Conventions avec la France envoyé ou conduit.

2. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté par un Croiseur Français, les Nègres trouvés à bord du dit navire seront débarqués au Port ou dans l'endroit au quel un bâtiment Négrier Français trouvé et arrêté dans des circonstances semblables et dans le même endroit par un Croiseur Anglais, serait, d'après les susdites Conventions avec la France, envoyé ou conduit.

3. Si un bâtiment Négrier Sarde est arrêté par un Croiseur Sarde, les Nègres trouvés à bord de ce bâtiment seront débarqués au plus rapproché des Ports ou lieux de débarquement Anglais ou Français, au quel, d'après les susdites Conventions avec la France, le navire ayant des esclaves à bord, aurait été conduit ou envoyé, si le dit navire eût été Anglais ou Français, au lieu d'être Sarde, et s'il eût été arrêté par un Croiseur Anglais ou Français.

Le présent Article additionnel, après avoir été duement ratifié, aura la même force et le même effet que s'il avait été textuellement inséré dans le susdit Traité d'accession signé à Turin le 8 d'août dernier.

Il sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de six mois à Turin.

En foi de quoi, nous Plénipotentiaires soussignés avons fait faire trois copies du présent Article additionnel, parfaitement conformes entre elles, les avons signées, et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Turin ce jour huit décembre 1834.

De la Tour.
Barante.
Henry Edward Fox.

Ratifié par S. M. le Roi des Français le 21 *décembre* 1834; *par S. M. le Roi de la Grande Bretagne le* 31 *janvier, et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 8 *mai* 1835.

34.

Protocolé de la Conférence tenue le 8. Décembre 1834 au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de Sardaigne, de France et de la Grande Bretagne sur l'Article additionnel du Traité pour la répression de la traite des Noirs.

(Traités publics de la Roy. Maison de Savoie. T. V. pag. 75.)

Les Plénipotentiaires signataires de la Convention du 8 août dernier, par la quelle Sa Majesté le Roi de Sardaigne a accédé aux Conventions conclues entre la France et la Grande Bretagne le 30 novembre 1831 et le 22 mars 1833 relatives à la répression de la traite des Noirs, se sont réunis aujourdhui 8 décembre 1834 au Ministère des affaires étrangères à Turin.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grande Bretagne ont annoncé que leurs Souverains en ratifiant la Convention signée le 8 août dernier à Turin, ont en même tems ordonné que des instructions formelles seraient adressées à Leurs Plénipotentiaires, afin qu'ils eussent, avant de procéder à l'échange des ratifications, à proposer un article additionnel à la susdite Convention: cet article aurait pour but de régler la destination des Nègres trouvés à bord des bâtimens Sardes, qui d'après l'art. 4. doivent être conduits et jugés à Gênes.

On préviendrait par là des inconvéniens évidens qui résulteraient de la translation et du débarquement de ces Nègres à Gênes. La disposition proposée doit paraître aussi avantageuse à la Sardaigne, qu'aux deux autres Puissances contractantes.

Le Plénipotentiaire de Sardaigne répond qu'il a déjà pris connaissance de ce projet d'article, qui lui a été préalablement communiqué.

Le Gouvernement Sarde n'avait pas eu l'intention de conduire les Nègres à Gênes, une telle mesure

ayant dans l'état actuel des choses des inconvéniens 1834
manifestes; mais on avait dû penser, que c'était un point de simple exécution, qui serait réglé par voie de communication et comme conséquence des principes posés et stipulés dans le Traité.

Le Traité avait semblé ne devoir renfermer que la concession mutuelle du droit de visite pour la répression d'un commerce criminel et la réserve indispensable de la juridiction nationale pour prononcer sur les contraventions; ces points sont l'essence même de la Convention, et doivent être, selon les termes de la ratification, maintenus inviolablement et à jamais; peut-être n'en est-il pas ainsi de la disposition additionnelle qui est proposée. La destination des Nègres est une chose à régler suivant des circonstances qui peuvent varier, suivant l'expérience qui résultera de l'exécution du Traité, ainsi il ne semble pas au Plénipotentiaire de Sardaigne qu'il y ait eu omission ni lacune; toutefois la disposition proposée lui paraissant bonne et raisonnable, il n'y fait point d'objection, et se trouve autorisé à y consentir; mais il demeure entendu que si la pratique, si le cours des procédures faisaient reconnaître qu'il est indispensable de conduire les Nègres à Gênes, si la Sardaigne trouvait possibilité, convenance ou intérêt de les transporter ailleurs que dans des possessions Françaises ou Anglaises, il y aurait lieu à revenir sur le susdit article, et à convenir d'une disposition nouvelle.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grande Bretagne n'ont aucune opposition à faire contre une telle réserve, elle est pour ainsi dire de droit, pour tout Traité ou Convention, et encore plus lorsqu'il s'agit de mesures d'exécution.

Le Plénipotentiaire de Sardaigne ajoute que comme l'article proposé pourrait nécessiter quelque interprétation et laisser à discuter la latitude et le mode de son application, il croit devoir dire d'avance ce que lui paraît indispensable à cet égard; il n'entend point en faire une condition de son adhésion, tant il est convaincu que de telles réserves ne comportent point d'objection; c'est le Magistrat suprême de l'Amirauté qui sera juge des procédures intentées pour faits de traite. On a dû s'adresser à ce Tribunal afin de savoir

1834 quelles formalités pourront devenir nécessaires, par suite de la mesure qui va être convenue et comment il doit être suppléé à la présence des Nègres sur le bâtiment saisi. A cet effet les Autorités du lieu de débarquement où les Nègres seront conduits, devraient au moment même du débarquement procéder à la visite et à l'inspection du bâtiment saisi et de sa cargaison en la manière prescrite, par l'art. 4. du Traité du 22 mars 1833.

Les dites Autorités rédigeraient un procès verbal de leur opération, où sera fait mention expresse et spéciale du débarquement des Nègres, de leur nombre, et de toutes les circonstances qui leur sont relatives. Cet acte rédigé en triple expédition et revêtu de toute l'authenticité nécessaire serait transmis à Gênes avec le bâtiment saisi, ainsi que les inventaires et autres procès verbaux dressés au moment de la capture et toutes les pièces mentionnées dans le Traité précité, revêtues aussi de l'authenticité nécessaire.

Les Plénipotentiaires de France et de la Grande Bretagne s'empresseront de transmettre à leurs Gouvernemens respectifs cette indication de formalités qui leur semblent, comme au Plénipotentiaire de Sardaigne, nécessaires à l'instruction de la procédure, et ils ne doutent pas que des instructions conformes ne soient adressées, tant aux Commandans des bâtimens croiseurs, qu'aux Autorités des lieux de débarquement.

La présente conférence s'est terminée par la signature de l'article additionnel à la Convention du 8 août dernier par la quelle S. M. le Roi de Sardaigne avait accédé aux Conventions antérieures passées entre la France et la Grande Bretagne pour la répression de la traite des Noirs.

Fait triple et réciproquement échangé en original entre les Signataires.

De la Tour.
Barante.
Henry Edward Fox.

1835.

35.

Publication concernant le renouvellement de la Convention subsistante entre l'Electorat de Hesse et la Principauté de Waldeck pour la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, datée du 8. Janvier 1835.

(Sammlung von Gesetzen etc. etc. für Kurhessen. 1835. Jan. Nro. 1.)

Mit Genehmigung Sr. Hoh. des Kurprinzen und Mitregenten ist die im Jahre 1828 mit der Regierung des Fürstenthums Waldeck wegen Bestrafung der Forst-, Jagd-, Fischerei- u. Feldfrevel vorerst auf sechs Jahre abgeschlossene Uebereinkunft bis auf Widerruf der einen oder der andern Regierung erneuert worden.

Kassel, den 8. Januar 1835.

Die Kurfürstlichen Minister
der Finanzen — der Justiz
v. Motz. — Hassenpflug.

36.

Traité entre S. A. R. le Grand-duc de Hesse et S. A. le Landgrave de Hesse-Hombourg pour l'accession du Pays de Hesse-Hombourg au systême des douanes du Grandduché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. Signé à Berlin le 20. Février 1835.

(Grossherz. Hessisches Regierungsblatt. 1835. Nro. 46.)

Mis en exécution le 1. Janvier 1836.

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und Seine Durchlaucht der souveraine Land-

1835 graf zu Hessen haben, im Hinblick auf den Artikel 14. des Vertrages, welcher am 31. December 1829 zwischen der Krone Preussen und Seiner Durchlaucht dem souverainen Landgrafen, in Betreff des Beitritts mit dem Landgräflichen Oberamte Meisenheim zu dem Zollvereine, unter Zustimmung der Grossherzoglich Hessischen Regierung, geschlossen wurde, zur Verwirklichung der darin erklärten Absicht, die Wohlthat eines gegenseitigen freien Verkehrs auch auf das Verhältniss des Landgräflichen Amtes Homburg zum Grossherzogthume Hessen und zu den übrigen Staaten des Zollvereins, wie solcher sich seitdem durch die Verträge vom 22. März, 30. März und 11. Mai 1833 gebildet hat, auszudehnen, in Uebereinstimmung mit dem Artikel 2. dieser Verträge Unterhandlungen eintreten lassen, und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen:

Allerhöchst Ihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des Grossherzoglich Hessischen Ludwigsordens, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens dritter Klasse, des Civilverdienstordens der Königlich Baierischen Krone und des Ordens der Königlich Würtembergischen Krone;

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf zu Hessen:

Höchst Ihren Regierungs-Director Ludwig Karl Wilhelm Henrich,

von welchen, nach gepflogener Unterhandlung, mit Vorbehalt der Ratification, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist:

Art. 1. Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf treten, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte, mit Ihrem Amte Homburg dem Zollsysteme des Grossherzogthums Hessen, und damit dem Zollsysteme der übrigen Staaten des grossen Zollvereins bei.

Art. 2. Die Art und Weise der Verkündigung der diesfallsigen Gesetze und Verordnungen in dem Amte Homburg und die mit derselben übereinstimmende Einrichtung der Zollverwaltung sollen im gegenseitigen Einvernehmen festgesetzt und in Ausführung gebracht werden.

Art. 3. Die Zollbeamten im Amte Homburg sollen 1835
n den Grossherzoglich Hessischen oberen Verwal-
ngsbehörden ernannt und für beide Landesherrn von
m Landgräflichen Justizamte zu Homburg verpflich-
t werden.

Bei der Ernennung der Zollbeamten werden die
rossherzoglich Hessischen Behörden besonders auf
lche Subjecte Rücksicht nehmen, welche von der
ndgräflichen Regierung namhaft gemacht — und
i der von ihnen veranlassten Prüfung tüchtig befun-
n worden sind. Die auf diese Weise angestellten
amten werden gleich den ausschliesslich Grossher-
glich Hessischen Zollbeamten derselben Kategorie
soldet, die Aufsichtsbeamten auch uniformirt und be-
affnet.

Die Beamten beziehen ihren Gehalt aus den Gross-
erzoglich Hessischen Kassen, und stehen in allen
ienstangelegenheiten, insbesondere auch in Absicht
r ganzen Disciplin, unter den Grossherzoglich Hes-
schen Oberbeamten, welche die Leitung des Zoll-
enstes besorgen.

In allen Privat- und bürgerlichen Angelegenheiten,
rner bei allen sogenannten gemeinen Vergehen, in-
eichen bei allen Dienstvergehen, wegen welcher ge-
en ausschliesslich Grossherzoglich Hessische Beamte
rselben Kategorie eine förmliche gerichtliche Unter-
chung nöthig werden würde, sind die Zollbeamten
i Amte Homburg den Landgräflichen Gerichten un-
rworfen. Doch steht im Falle solcher gerichtlichen
ntersuchungen den Grossherzoglich Hessischen obe-
n Verwaltungsbehörden das Recht zu, jene Zollbe-
nten von Dienst und Gehalt zu suspendiren.

Art. 4. Zur Untersuchung und Bestrafung der
n Landgräflichen Unterthanen oder von Fremden
i Amte Homburg verübten Zollvergehen, welche zur
erichtlichen Entscheidung gelangen, bildet das Land-
räflich Hessische Justizamt zu Homburg die erste
nd Landgräfliche Regierung 1ste Deputation die
weite Instanz.

Die gegen Erkenntnisse der zweiten Instanz im
rossherzogthume Hessen gesetzlich zulässigen Rechts-
ittel sollen auch im Amte Homburg gegen solche
rkenntnisse zulässig seyn. Die Verhandlung derse-
en wird bei der Landgräflichen Regierung 1ste De-

1835 putation stattfinden, die Entscheidung aber von den noch näher zu bezeichnenden Grossherzoglich Hessischen Gerichten ertheilt werden.

Art. 5. Die Grossherzoglich Hessische Regierung verspricht den Theil des reinen Zollertrags, welche sich im Verhältniss der Seelenzahl des Amtes Homburg zu der des Grossherzogthums auf das Amt Homburg berechnet, der Landgräflichen Regierung zu überweisen.

Art. 6. Von den für Se. Durchlaucht den souveränen Landgrafen und Höchstdero Hofhaltung mit Landgräflichen Hofmarschall-Amts-Attesten über die Zolllinie eingehenden Waaren werden die Gefälle nicht beim Eingange erhoben, sondern bloss notirt, und bei der nächsten Abrechnung auf den Antheil Sr. Durchlaucht an dem gesammten reinen Einkommen aufgerechnet.

Art. 7. Alle in Folge überwiesener Zollvergehen in dem Amte Homburg angefallenen Geldstrafen und Konfiskate verbleiben, nach Abzug des Denuncianten-Antheils, dem Landgräflichen Fiskus und bilden keinen Theil der gemeinschaftlichen Einnahme.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafverwandlungsrechts über die von den Landgräflichen Gerichten verurtheilten Personen ist Sr. Hochfürstlichen Durchlaucht überlassen. Der Straferlass kann jedoch nicht auf den Denuncianten-Antheil ausgedehnt werden.

Art. 8. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an tritt ein gegenseitig völlig freier Verkehr zwischen dem Landgräflichen Amte Homburg und dem Grossherzogthume Hessen, ingleichen den übrigen zu dem grossen Zollvereine gehörigen Staaten ein, mit folgenden Ausnahmen:

1) In so lange nicht eine Vereinigung des Landgräflichen Amtes Homburg mit dem Grossherzogthum Hessen zu einem Verbande in Ansehung der Salzregie zu Stande gekommen seyn wird, bleibt die Einfuhr des Salzes aus dem Amte Homburg in das Grossherzogthum Hessen und aus dem Grossherzogthume Hessen in das Amt Homburg gegenseitig verboten, mit Ausnahme jedoch derjenigen Lieferungen, welche für Rechnung der einen oder anderen Regierung geschehen.

Die Landgräflich Hessische Regierung wird, vor Zeitpunkte der Vollziehung des gegenwärtigen Ver-

trages an, die Salzverkaufspreise so reguliren, dass 1835
sie dem in dem Grossherzogthume Hessen bestehenden Salzregiepreise gleich kommen. Die Grossherzogliche Regierung wird dagegen die Abgabe des Salzes von inländischen Salinen, oder die Durchfuhr des Salzes von Salinen anderer Vereinsstaaten nach dem Amte Homburg, unter den nothwendigen Kontrolen, gestatten.

2) Im Verhältnisse des Amtes Homburg zu den übrigen Staaten des Zollvereins finden in Ansehung des Verkehrs mit Salz die vertragsmässigen Bestimmungen Anwendung, welche zwischen dem Grossherzogthume Hessen und diesen Staaten bestehen.

3) Gegenstände, welche im Grossherzogthume Hessen einer inneren indirekten Besteuerung unterliegen, müssen bei dem Eingange aus dem Amte Homburg in das Grossherzogthum angemeldet und mit den Abgabesätzen, welche für die eigenen Erzeugnisse des Grossherzogthums bestehen, versteuert werden.

4) Bei dem Waaren-Uebergange aus dem Amte Homburg, mit Berührung des Grossherzogthums Hessen, nach den anderen Vereinsstaaten, und umgekehrt, sind die für den Verkehr des Grossherzogthums mit andern Vereinsstaaten getroffenen Anordnungen zu beobachten.

5) Bei dem Uebergange von Gegenständen, welche im Amte Homburg einer inneren Steuer unterliegen, aus dem Grossherzogthume Hessen, und den übrigen Staaten des Zollvereins nach dem Amte Homburg, sind die inneren Steuern nach denselben Sätzen zu entrichten, nach welchen die eigenen Erzeugnisse des Amtes Homburg versteuert werden.

6) Spielkarten, deren Ausfuhr aus dem Grossherzogthume Hessen nach verschiedenen Vereinsstaaten unzulässig ist, dürfen auch aus dem Amte Homburg nicht in diese Staaten versendet werden.

Art. 9. Die in den Verträgen wegen Bildung des grossen Zollvereins ausgesprochenen allgemeinen Grundsätze über die Ausgleichungsabgaben und die inneren Verbrauchsabgaben, über die Chausseegelder, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr- und Thorsperre-Gelder, über den Schifffahrtsbetrieb und die Wasserzölle, über die Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Krahnen-, Waage- und Niederlage-Gebühren, wegen Beförderung der Gewerbsamkeit, wegen der Erfindungs-Pa-

1835 tente, und über die Einführung eines gleichen Maass- und Gewichtssystems, kommen im Verhältniss des Amtes Homburg in derselben Weise, wie im Verhältniss des Grossherzogthums Hessen, zum Zollvereine in Anwendung.

Art. 10. Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf treten dem Zollkartel bei, welches zwischen Sr. Königlichen Hoheit dem Grossherzoge und den übrigen Staaten des Zollvereins zum Schutze des gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und der inneren Verbrauchsabgaben gegen Defraudationen abgeschlossen worden ist, und es wird deshalb die erforderliche besondere Bekanntmachung veranlasst werden.

Art. 11. Um zu verhüten, dass die Zolleinkünfte des Vereins nicht durch die Anhäufung unverzollter oder gegen geringere Steuersätze, als der Vereinszolltarif enthält, verzollter Waarenvorräthe in dem Amte Homburg beeinträchtigt werden, wird man sich über geeignete Sicherungsmaassregeln vereinigen.

Art. 12. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags, für dessen Ausführung der Zeitpunkt noch besonders verabredet werden soll, wird vorläufig bis zum 1. Jan. 1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden soll sobald als möglich in Darmstadt bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 20. Februar 1835.

(L. S.) Heinrich Ludwig Biersack.
(L. S.) Ludwig Karl Wilhelm Henrich.

37.

Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'exécution complète de leur Traité du 1. Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. En date du 14. Mars 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Samml. des Herzogth. Braunschweig. 1835. Nro. 20.)

Se. Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc., und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.,

haben, zur vollständigen Ausführung ihres vereinbarten gemeinschaftlichen Abgaben-Systems, und zur Verhütung des verderblichen Schleichhandels in ihren Staaten, Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu diesen

Se. Majestät der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc.

Allerhöchst Ihren Obersteuer-Rath Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

Allerhöchst ihren Ober-Zollrath Heinrich Ludwig Meineke, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens; und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrich des Löwen, Commandeur des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienstordens, und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,

zu Bevollmächtigten ernannt, von denen folgende Uebereinkunft abgeschlossen ist:

1835 Art. 1. Beide contrahirende Staaten verpflichten sich gegenseitig, durch alle Ihnen zu Gebote stehenden Mittel dahin zu wirken, dass in Ihren Landen der Ihre gemeinsamen Interessen benachtheiligende Schleichhandel überall verhütet oder unterdrückt werde.

Art. 2. Die Behörden und Angestellten in beiden Staaten sollen darauf achten, dass diese Absicht erreicht werde, insbesondere aber, dass keine Vereine von Schleichhändlern sich bilden, oder Waaren-Niederlagen errichtet werden, welche zum Zweck haben, solche Gegenstände in den andern Staat einzuschwärzen, die in demselben entweder verboten sind, oder deren Debit die Regierung sich ausschliesslich vorbehalten hat.

Sie sind auch ohne ausdrückliche Aufforderung verbunden, alle gesetzliche Mittel anzuwenden, welche zur Verhütung, Entdeckung und Bestrafung der gegen den anderen Staat beabsichtigten, oder in dessen Gebiete begangenen Verletzungen bestehender Ein-, Durch- oder Ausfuhr-Verbote, dienen können, und den betreffenden Behörden dieses Staats davon die nöthige Mittheilung zu machen.

Art. 3. Vornehmlich sollen die, mit der Untersuchung und Bestrafung der Steuer-Contraventionen beauftragten Unter-Gerichte des einen Staats, nicht nur

1) den in einer solchen Angelegenheit an sie ergehenden Requisitionen derartiger Gerichte des andern Staats, sowohl in Beziehung auf die Sistirung der Contravenienten, dieselben mögen nun Unterthanen eines fremden Staats oder eines der kontrahirenden Staaten seyn, vor dem requirirenden Gerichte, als auf die Beitreibung und Ablieferung der von denselben, in Folge angenommener Ermässigungs-Vorschläge oder gefällter gerichtlicher Erkenntnisse zu erlegenden Gelder oder auch auf die Beschlagnahme und Auslieferung zur Ermittelung des Thatbestandes erforderlicher oder aber bereits für confiscirt erklärter Contraventions-Gegenstände, oder auf die Vollziehung von, statt der Geldstrafen gesetzlich eintretenden Arrest- oder Arbeitsstrafen, stets auf das bereitwilligste genügen, sondern auch

2) die von Steuer-Beamten des andern Staats angebrachten Denunciationen gegen Steuer-Contravenienten fordersamst zur Untersuchung ziehen;

alles dies in eben der Masse, wie wenn ein Gericht 1835
des eigenen Landes die Requisition erlassen, oder ein, in diesem angestellter Steuer-Beamte die Anklage erhoben hätte.

Art. 4. Die Vollziehung der von einem zahlungsunfähigen Contravenienten zu erleidenden Arrest- oder Arbeits-Strafe soll jedoch jedesmal dem Gerichte desjenigen Landes zustehen, in welchem derselbe als domicilirter Unterthan zu betrachten ist.

Ist der Contravenient indess der Unterthan eines fremden Staats, dann soll er im Falle der Betretung in einem der beiden contrahirenden Staaten an dasjenige Gericht, welches die Untersuchung geführt hat, auf vorgängige Requisition sofort ausgeliefert werden.

Die Kosten der Detention des Inhaftirten fallen bei dessen Zahlungsunfähigkeit jederzeit dem Staate zur Last, in dessen Gerichtsbezirke die Strafe vollzogen werden muss.

Art. 5. Den Steuer-Beamten des einen Staates soll gestattet seyn, die Spuren verübter Steuer-Contraventionen auch in das Gebiet des andern Staats ohne Beschränkung auf eine gewisse Strecke zu verfolgen.

Sind dabei Haussuchungen, Beschlagnahmen und andere gesetzliche Massregeln zur Constatirung des Thatbestandes erforderlich, so sollen selbige auf den mündlichen oder schriftlichen Antrag der Steuer-Beamte und unter deren Zuziehung von der Orts-Obrigkeit vorgenommen werden.

Letztere hat sodann über den ganzen Vorgang ein Protocoll aufzunehmen und eine Abschrift desselben dem Steuer-Beamten, auf dessen Antrag jene Maassregeln ergriffen sind, mitzutheilen.

Auch sollen die Steuer-Beamte befugt und gehalten seyn, auf der That betroffene Contravenienten, die mit den Gegenständen, welche sie bei sich führen, in Gehöften oder Häusern im andern Staate einen Zufluchtsort suchen, an diesen Ort zu verfolgen, sich jener Gegenstände zu versichern, und erst hiernächst der Obrigkeit von dem Vorgange die nöthige Anzeige zu machen. Bei der Ausübung dieser ihrer Dienstpflicht soll ihnen nach vorgängiger Legitimation von dem Orts-Vorstande jederzeit der erforderliche Schutz und Beistand gewährt werden.

1835 Art. 6. In den Fällen, wo wegen einer Steuer-Contravention ein persönliches Anhalten des Contravenienten gesetzlich zulässig ist, soll auch dieses von dem, den Contravenienten in den andern Staat verfolgenden Steuer-Beamten geschehen können, der Angehaltene jedoch alsdann der nächsten Obrigkeit dieses Staats überliefert werden.

Ist indess die Person des Contravenienten dem verfolgenden Steuer-Beamten bekannt, und die Beweisführung, so wie die Zahlung der in Antrag zu bringenden Strafe gesichert, so darf ein persönliches Anhalten im andern Staate nicht geschehen.

Art. 7. Nach den, in den Art. 3 bis 6 incl. festgestellten Grundsätzen soll von den Behörden und Angestellten in beiden Staaten ebenfalls verfahren werden, wenn die Uebertretung eines Ein-, Durch- oder Ausfuhr-Verbots des andern Staats zu verfolgen und zu ahnden ist.

Art. 8. Dieselben Grundsätze der gegenseitigen Rechtshülfe sollen auch in denjenigen Fällen in Anwendung kommen, wo mit der Verletzung der Steuer-Gesetze, oder der bestehenden Ein-, Durch- oder Ausfuhr-Verbote zugleich andere criminell zu bestrafende Vergehen, z. B. der Fälschung, der Widersetzlichkeit gegen Steuer- und andere Beamte oder deren wörtlicher oder thätlicher Beleidigung, concurriren.

Die Untersuchung und Bestrafung soll von demjenigen Gerichte geschehen, in dessen Bezirke das Verbrechen begangen ist, und die Auslieferung betheiligter Ausländer unbedingt, die von Unterthanen der beiden contrahirenden Staaten aber nur mit Vorwissen und Genehmigung des betreffenden Ministerii, an das competente Gericht erfolgen. Diese Genehmigung zur Auslieferung soll jedoch in den Fällen nicht ertheilt werden, vielmehr jeder Regierung die eigene Bestrafung eines zu ihren Unterthanen gehörenden, in dem andern Staate nicht bereits zur Haft gebrachten Verbrechers vorbehalten bleiben, wenn das in Frage stehende Verbrechen mit einer Todes- oder einer lebenslänglichen Arbeitsstrafe bedrohet ist.

Der Urtheilsspruch über einen Unterthan der beiden contrahirenden Staaten erfolgt auf den Grund der Strafgesetze seines Landes; wenn jedoch diese eine härtere Strafe bestimmen, als diejenigen, welche

an dem Orte des begangenen Verbrechens gelten, 1835
nach letzteren.

In den Fällen, wo nach den mildern Gesetzen von dem Gerichte, in dessen Bezirke das Verbrechen begangen ist, auf ein Strafübel erkannt werden möchte, welches in dem andern Staate als solches nicht eingeführt ist, und deshalb nicht vollzogen werden kann, soll eine verhältnissmässige Strafe anderer, der erkannten möglichst nahe stehenden Art, Anwendung finden.

Art. 9. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrags wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahres 1841 festgesetzt, und soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Art. 10. Dieser Vertrag soll in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt, und zur Ertheilung der, demnächst auszuwechselnden, Höchsten Ratificationen vorgelegt werden.

Zur Urkunde dessen ist derselbe von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover, am 14. März Eintausend achthundert fünf und dreissig.

(L. S.) gez.: Georg Friedrich Hieronym. Dommes.
(L. S.) gez.: Heinrich Ludwig Meineke.
(L. S.) gez.: Aug. Phil. Christ. Theod. v. Amsberg.

38.

Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'exécution du Traité du 1. Mai 1834 dans leurs possessions communes. En date du 14. Mars 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Samml. des Herzogthums Braunschweig von 1835. Nro. 19.)

Se. Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc., und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.,

haben zur Ausführung des, unter Allerhöchst- und

1835 Höchstdenselben geschlossenen Steuervereinigungs-Vertrags vom 1. Mai 1834 in Ihren Communion-Besitzungen, durch Ihre zur Abschliessung jenes Vertrags ernannte Bevollmächtigte, als:

Se. Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc.

durch Allerhöchst Ihren Ober-Steuerrath Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

Allerhöchst Ihren Ober-Zollrath Heinrich Ludwig Meineke, Ritter des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

Se. Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc.

durch Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrich des Löwen, Commandeur des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens,

folgende Uebereinkunft treffen lassen:

Art. 1. Der Vertrag vom 1. Mai 1834 und die daraus hervorgehenden Abgaben-Gesetze, Tarife und Verordnungen sollen in den Communion-Besitzungen von Hannover und Braunschweig durch das Communion-Berg-Amt zu Goslar publicirt werden.

Art. 2. In den Communion-Besitzungen in und bei Goslar, so wie zur Frau Sophienhütte bei Langelsheim werden die von der Königlich Hannoverschen Regierung;

in den Communion-Besitzungen zur Saline Juliushalle und zur Oker, so wie in den Hüttenwerken und dem übrigen Communion-Gebiete bei Gittelde dagegen die von der Herzoglich Braunschweigschen Regierung,

einseitig zu erlassenden Gesetze, Tarife und Verordnungen publicirt und angewendet;

vorbehältlich der, beiden contrahirenden Staaten in dem gesammten Communion-Gebiete zustehenden Hoheits-Rechte.

Art. 3. In weiterer Folge der Bestimmungen des vorstehenden Artikels werden in Steuer-Contraventions-Sachen competent:

1) für die Communion-Besitzungen in und bei 1835
Goslar, so wie zur Frau Sophienhütte bei Langelsheim:
a) in erster Instanz, das Communion-Berg-Amt zu Goslar;
b) in zweiter Instanz, die Königlich Hannoversche Justiz-Canzlei zu Göttingen;
c) in letzter Instanz, das Königlich Hannoversche Ober-Appellations-Gericht zu Celle;

2) für die Communion-Besitzungen zur Saline Julushalle und zur Oker:
a) in erster Instanz, das Herzoglich Braunschweigsche Amt Harzburg und das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht Wolfenbüttel nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;
b) in zweiter und letzter Instanz das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Wolfenbüttel und das Herzoglich Braunschweigsche Landesgericht, nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;

3) für die Hüttenwerke und das übrige Communion-Gebiet bei Gittelde:
a) in erster Instanz, das Herzoglich Braunschweigsche Amt Seesen und das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Gandersheim nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen;
b) in zweiter und letzter Instanz das Herzoglich Braunschweigsche Kreisgericht zu Gandersheim und das Herzoglich Braunschweigsche Landesgericht zu Wolfenbüttel nach Massgabe der im Herzogthume Braunschweig bestehenden Competenz-Bestimmungen.

Art. 4. Auch diejenigen Vergehen, welche nach den vereinbarten Steuer-Gesetzen eine criminelle Untersuchung und Bestrafung zur Folge haben, sollen:
für die im vorstehenden Artikel unter der Nro. 1. benannten Communion-Besitzungen, durch die Königlich Hannoverschen, und
für die unter den Nummern 2 und 3. benannten Communion-Besitzungen, durch die Herzogl. Braunschweigschen Criminal-Justiz-Behörden,
nach den in dem Communion-Gebiete geltenden Gesetzen, ohne Rücksicht auf die in sonstigen Civil-

1835 und Criminal-Rechtssachen in Frage kommenden Jahre des Directorii, untersucht und entschieden werden.

Das Gericht, in dessen Bezirke das Vergehen begangen worden, ist das competente.

Art. 5. Durch gegenwärtige Uebereinkunft, welche für die Dauer des Steuer-Vereinigungs-Vertrages vom 1. Mai v. J., und lediglich in Beziehung auf die Ausführung desselben geschlossen ist, soll jedoch in allen übrigen Verhältnissen der Communion-Besitzungen, sowohl was die Verhältnisse der beiden Staaten zu einander, als was die Unterthanen-Verhältnisse der Bewohner jener Besitzungen anlangt, nichts geändert werden.

Art. 6. Diese Convention soll in zwei gleichlautenden Exemplaren ausgefertigt und zur Ertheilung der Höchsten, demnächst auszuwechselnden Ratificationen vorgelegt werden.

Zur Urkunde dessen ist dieselbe von den Bevollmächten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover am 14. März Eintausend achthundert fünf und dreissig.

(L. S.) gez.: Georg Friedrich Hieronym. Dommes.
(L. S.) gez.: Heinrich Ludwig Meineke.
(L. S.) gez.: Aug. Phil. Christ. Theod. v. Amsberg.

39.

Loi donnée dans le Duché de Brunswick et concertée avec le Royaume d'Hanovre, portant défense de l'introduction du sel de l'étranger. En date du 8. *Mai* 1835.

(Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschweig. Jahrg. 1835. Nro. 21.)

Von Gottes Gnaden, Wir, Wilhelm, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc.

Zur Ausführung der Bestimmungen im Art. 9. des mit der Krone Hannover am 1. Mai 1834 abgeschlossenen Vertrages, und der übrigen wegen des Salzdebits unter beiden Staaten getroffenen Verabredungen,

erlassen Wir unter Zustimmung Unserer getreuen 1835
Stände das nachstehende Gesetz:

§. 1. Die Einführung des ausländischen Salzes, das Salzgittersche nicht ausgenommen, ist für den ganzen Umfang der hiesigen Lande verboten.

§. 2. Nur der Herzogl. Steuerdirection soll es zustehen, ausländisches Salz in die hiesigen Lande einzuführen, um solches durch die, unter ihrer Leitung stehenden Niederlagen debitiren zu lassen. Ausserdem bleibt aber auch der Communion-Saline Juliushalle der Debit ihres Fabrikats in den Ortschaften der vormaligen Aemter Harzburg und Langelsheim im bisherigen Umfange vorbehalten.

§. 3. Das Vergehen der heimlichen Einführung von Salz soll mit der Confiscation der eingeführten Quantität und einer dem achtfachen Werthe derselben entsprechenden Geldbusse bestraft werden.

§. 4. Der heimlichen Einführung wird gleich geachtet, und auf gleiche Weise bestraft:

1) die Durchführung ausländischen Salzes ohne amtlichen Begleitschein;
2) der Transport inländischen, oder doch im Lande gekauften Salzes in Quantitäten von mehr als einem Pfunde innerhalb Landes ohne einen vom Verkäufer ausgestellten Begleitschein.

§. 5. Für die Entrichtung der verwirkten Geldstrafe haften zunächst: der Wagen, das Zugvieh oder die sonstigen zur Fortschaffung des Salzes gebrauchten Transportmittel, ohne Rücksicht darauf, ob dieselben Eigenthum des Transportführers sind, oder nicht.

§. 6. Zum Handel mit Salz sind nur diejenigen Personen befugt, welche dazu von Herzogl. Steuerdirection ausdrücklich concessionirt sind.

§. 7. Die Controle-Vorschriften sowohl für den Verkehr mit Salze im Innern des Landes, als für die Durchfuhr ausländischen Salzes sollen durch die Herzogl. Steuerdirection öffentlich bekannt gemacht werden.

§. 8. Wer ohne Concession mit Salz handelt, wird mit der Confiscation seines gesammten Salzvorraths bestraft.

§. 9. Der Hausirhandel mit Salz ist gänzlich verboten. Contraventionen gegen dieses Verbot sollen mit den in den §§. 3 bis 5 dieses Gesetzes enthaltenen Bestimmungen bestraft werden.

1835 §. 10. In den Fällen, da eine nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes eintretende Confiscation aus irgend einem Grunde nicht zur Ausführung gebracht werden kann, soll der Werth des der Confiscation entzogenen Salzes, nach den örtlichen Verkaufspreisen berechnet, von dem Contravenienten ausser der verwirkten Geldbusse bezahlt werden.

§. 11. Von dem Werthe des confiscirten Salzes und den eingezahlten Strafgeldern erhält der Denunciant die Hälfte.

§. 12. Die gerichtliche Untersuchung und Bestrafung der Contraventionen geschieht im Wege des Untersuchungsprocesses nach Maassgabe der §§. 121 und 126 bis einschliesslich 148 des Gesetzes vom 23. v. M. über die Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben.

§. 13. Die Gerichte haben mit gänzlicher Uebergehung der Frage, ob eine Contravention in der Absicht, die Abgabe zu umgehen, oder Defrauden Anderer zu befördern, begangen sey, oder nicht? die Zuerkennung der Strafe einzig und allein von dem Daseyn der Thatumstände, an welche das Gesetz die Strafe knüpft, abhängig zu machen.

Transitorische Bestimmung.

§. 14. Den Kaufleuten und Krämern, welche jetzt mit Salz handeln, auch wenn sie zur Fortsetzung dieses Geschäfts nicht concessionirt werden sollten, wird eine vierwöchige Frist, von Publication dieses Gesetzes an, zum Verkaufe ihrer Vorräthe gestattet. Nach Ablauf dieser Zeit hört die Erlaubniss auf, und sie sind nur berechtigt, den etwa noch vorhandenen Rest jener Vorräthe, nach Abzug desjenigen Quantums, welches sie für ihre eigene Consumtion zurückbehalten wollen, dem Staate gegen Erstattung des Einkaufpreises zu überlassen.

Sämmtliche Landeseinwohner und Alle, die es sonst angeht, haben sich hiernach gebührend zu achten.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrift und beigedruckten Herzogl. Geheimen Canzlei-Siegels.

Braunschweig, am 8. Mai 1835.

Wilhelm, Herzog. (L. S.)

F. Schulz.

40.

*ublication de l'administration gé-
érale des Douanes en Bavière con-
rnant l'importation favorisée des
archandises de soie de la Suisse,
ı Bavière et en Würtemberg. En
date du 9. Mai 1835.*

(Münchner Blätter.)

Auf den Grund besonderer Vereinbarung ist ge-
ıttet:

1) dass das auf jährliche 832 Centner 57½ Pf. Brutto-
ollgewicht (743 Centner 37 Pf. Brutto Baierisch
ewicht) fixirte Begünstigungs-Quantum von Schwei-
r Seiden- und Floretseiden-Waaren in der Ein-
hr nach Baiern und Würtemberg, insoweit solches
Jahre 1834 nicht eingebracht wurde, vom Jahre
34 auf das laufende Jahr übertragen werde;

2) dass im laufenden Jahre das ganze jährliche
egünstigungs-Quantum von 832 Ctr. 57½ Pfd. (acht-
ndert dreissig zwei Centner funfzig sieben ein halbes
und) Brutto-Zollgewicht eingeführt werden darf, so
ss also im Jahre 1835 nicht nur der vom Jahre 1834
rückgebliebene Theil, sondern auch das pro 1835
effende, eben angegebene ganze Quantum unter den
rgeschriebenen Förmlichkeiten mit der vertragsmässi-
en Begünstigung zu behandeln ist.

Die erwähnte Einfuhrbegünstigung erlischt aber
denfalls mit dem laufenden Kalenderjahre, d. i.
it 31. December 1835, als dem Schlusstermine des
it der Schweiz abgeschlossenen Handelsvertrages, so
ss einer ferneren Uebertragung des etwa in diesem
hre nicht erschöpften Einfuhr-Quantums auf das
chste Jahr nicht stattgegeben wird, und nach dem
. December 1835 eine weitere begünstigte Einfuhr
cht Platz greifen kann.

Das Hauptzollamt hat die gegenwärtige Anordnung
nktlich zu vollziehen und bei persönlicher Verant-
rtung der Beamten den betheiligten Handels- und

1835 Fabrikstand unverzüglich davon in Kenntniss zu setzen.

Zugleich wird dasselbe angewiesen, im Benehmen mit den Königlich Würtembergischen Hauptzollämtern Tuttlingen, Krauchenwies und Friedrichshafen den gegenwärtigen Stand der Gesammteinfuhr an Schweizer Seiden- und Floretseiden-Waaren von 1834 und 1835 sogleich in Vollständigkeit zu erheben, hiernach das über Abzug dieser Einfuhr noch für das laufende Jahr übrig bleibende Begünstigungs-Quantum richtig zu stellen, und das diesfallsige Verzeichniss förderlichst anher vorzulegen, dasselbe aber in steter Gemeinschaft mit den genannten Hauptzollämtern genau übereinstimmend und evident zu halten.

Schliesslich wird noch bemerkt, dass zur Erzielung einer gleichförmigen Behandlung der Schweizerischen Licenzscheine für die übergehenden Seidenwaaren, wonach unter dem ausgedrückten Gewichte jederzeit das Brutto verstanden werden soll, das Geeignete bereits eingeleitet wurde und darüber besondere Entschliessung nachfolgen wird.

41.

Traité entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la ligue de Thuringue d'une part et le Grandduché de Bade de l'autre part pour l'accession de ce dernier Etat à la ligue de douanes et de commerce subsistante entre les dits premiers Etats. Conclû à Berlin le 12. Mai 1835.

(Gesetz-Sammlungen von Preussen, Sachsen, Baiern, Würtemberg, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, Baden etc. etc. vom J. 1835.)

Nachdem Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden, den Zweck des zwischen Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Kurhessen, dem Grossherzog-

thume Hessen und den an dem thüringischen Vereine 1835
Theil nehmenden Regierungen errichteten Zoll- und Handels-Vereine Sich aneignend, den Entschluss zu erkennen gegeben haben, auch mit Ihren Landen letzterem beizutreten; so haben, behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

einer Seits, für sich und in Vertretung der Krone Sachsen und der zu dem thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten:

Seine Majestät der König von Preussen

Allerhöchstihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und interimistischen Chef des Finanz-Ministerii, Albrecht Graf von Alvensleben, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des St. Johanniter-Ordens und Kommandeur des königlich ungarischen St. Stephans-Ordens, und

Allerhöchstihren wirklichen geheimen Legationsrath und Direktor im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande, Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens zweiter Klasse, Commandeur des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierschen Krone, des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des königlich hannöverischen Guelphen-Ordens und des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Commandeur erster Klasse des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen und des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Baiern

Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an den königlich preussischen, königlich sächsischen, grossherzoglich sächsischen und den herzoglich sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierschen Krone, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens erster Klasse, Grosskreuz des königlich sächsischen

1835 Civil-Verdienst-Ordens, Ritter des königlich würtembergischen Friedrichs-Ordens und Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Würtemberg

Allerhöchstihren Kammerherrn, Legationsrath, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Franz a Paula, Freiherr von Linden, Ritter des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und

Allerhöchstihren Finanzrath Philipp Gustav Hauber, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwigs-Ordens;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen

Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Carl Friedrich von Wilkens-Hohenau, Commandeur des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse und des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens, Commandeur erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken, und

Höchstihren wirklichen Geheimen Ober-Bergrath Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Ritter des kurfürstlich hessischen Hausordens vom goldnen Löwen und Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Hausordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen

Höchstihren Kammerherrn, Major und Flügel-Adjutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Friedrich Ferdinand Wilhelm, Freiherr Schäffer von Bernstein, Commandeur zweiter Klasse des grossherzoglich hessischen Hausordens, Inhaber des militärischen Dienst-Ehrenzeichens, Ritter des kaiserlich östreichischen Leopolds-

Ordens, der königlich französischen Ehrenlegion, des 1835
königlich hannöverischen Guelphen- und des königlich würtembergischen Militär-Verdienst-Ordens, und

Höchstihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone und des Ordens der königlich würtembergischen Krone;

anderer Seits:

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden

Höchstihren Geheimen Referendair Wilhelm Philipp Gossweyler, und

Höchstihren Major und Flügel-Adjutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Carl Ludwig Heinrich von Frankenberg-Ludwigsdorff, Ritter des grossherzoglich badischen Carl-Friedrich-Verdienst-Ordens, des Zähringer Löwen-Ordens, und Inhaber des Militär-Dienst-Auszeichnungs-Kreuzes, Ritter des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens und des kaiserlich russischen St. Wlademir-Ordens vierter Klasse mit der Schleife;

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag geschlossen worden ist:

Art. 1. Das Grossherzogthum Baden tritt dem zwischen den Königreichen Preussen, Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen und den zu dem thüringischen Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten, behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handels-Systems, errichteten Vereine auf der Grundlage der unter dem 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833 hierüber abgeschlossenen Verträge mit der Wirkung bei, dass diese, jedoch unter den wegen besonderer Verhältnisse verabredeten Modifikationen, auch auf das Grossherzogthum Baden Anwendung finden, und daher letzteres gegen Uebernahme gleicher Verbindlichkeiten auch gleicher Rechte, wie die übrigen Staaten des Gesammt-Vereins, theilhaftig wird.

1835 Die Bestimmungen der gedachten Verträge werden, mit jenen Modifikationen hier, wie nachstehet, aufgenommen.

Art. 2. In diesem Gesammt-Vereine sind insbesondere auch diejenigen Staaten einbegriffen, welche schon früher entweder mit ihrem ganzen Gebiete, oder mit einem Theile desselben, dem Zoll- und Handels-Systeme eines oder des andern der kontrahirenden Staaten beigetreten sind, unter Berücksichtigung ihrer auf den Beitritts-Verträgen beruhenden besonderen Verhältnisse zu den Staaten, mit welchen sie jene Verträge abgeschlossen haben.

Art. 3. Dagegen bleiben von dem Gesammt-Vereine vorläufig ausgeschlossen, diejenigen einzelnen Landestheile der kontrahirenden Staaten, welche sich ihrer Lage wegen zur Aufnahme in den Gesammt-Verein nicht eignen.

Es werden jedoch diejenigen Anordnungen aufrecht erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten Verkehrs dieser Landestheile mit dem Hauptlande gegenwärtig bestehen.

Weitere Begünstigungen dieser Art können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der Vereinsglieder bewilligt werden.

Art. 4. In den Gebieten der kontrahirenden Staaten sollen übereinstimmende Gesetze über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen, jedoch mit Modifikationen, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlichkeit der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden theilnehmenden Staates oder aus lokalen Interessen sich als nothwendig ergeben.

Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grösseren Handelsverkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen seyn, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken.

Desgleichen soll auch die Verwaltung der Ein- 1835
gangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in allen Ländern des Gesammt-Vereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

Art. 5. Veränderungen in der Zollgesetzgebung mit Einschluss des Zolltarifs und der Zoll-Ordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dieses gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zoll-Verwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 6. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrags tritt zwischen den kontrahirenden Vereinsstaaten und dem Grossherzogthume Baden Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beide in den folgenden Artikeln bestimmt werden.

Art. 7. Es hören von diesem Zeitpunkte an alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen der Staaten des bisherigen Zoll-Vereins und des Grossherzogthums Baden auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet gegenseitig eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maassgabe der Art. 9 und 10;

b) der im Innern der kontrahirenden Staaten gegenwärtig entweder mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Art. 11, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der kontrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Patente oder Privilegien nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Patente oder Privilegien von der Einfuhr

1835 in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 8. Der im Art. 7. festgesetzten Verkehrs- und Abgabenfreiheit unbeschadet, wird der Uebergang solcher Handels-Gegenstände, welche nach dem gemeinsamen Zolltarife einer Eingangs- oder Ausgangssteuer an den Aussengrenzen unterliegen, aus den königlich baierischen, königlich würtembergischen und grossherzoglich badischen Landen in die königlich preussischen, königlich sächsischen, kurfürstlich hessischen und grossherzoglich hessischen Lande, ingleichen in das Gebiet des thüringischen Vereins und umgekehrt, nur unter Innehaltung der gewöhnlichen Land- und Heerstrassen und auf den schiffbaren Strömen Statt finden, und es werden an den Binnengrenzen gemeinschaftliche Anmeldestellen eingerichtet werden, bei welchen die Waarenführer unter Vorzeigung ihrer Frachtbriefe oder Transportzettel die aus dem einen in das andere Gebiet überzuführenden Gegenstände anzugeben haben.

Auf den Verkehr mit rohen Producten in geringeren Quantitäten, so wie überall auf den kleineren Grenz- und Marktverkehr, und auf das Gepäck von Reisenden findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung. Auch wird keinerlei Waaren-Revision Statt finden, ausser insoweit, als die Sicherung der Ausgleichungs-Abgaben (Art. 7, b) es erfordern könnte.

Art. 9. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es bei den in den kontrahirenden Vereinsstaaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungsgesetzen sein Bewenden.

Art. 10. In Betreff des Salzes tritt die grossherzoglich badische Regierung der zwischen den kontrahirenden Vereinsregierungen getroffenen Verabredung in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Factoreien oder Niederlagen geschiehet.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehö-

rigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit 1835
Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichts-Maassregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige, Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den andern nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landesregierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von einer anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen anderen aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorhergängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Maassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Wenn zwischen den Salzpreisen des Grossherzogthums Baden, und eines an dasselbe grenzenden Vereinsstaates eine solche Verschiedenheit bestände, dass daraus für den einen oder den anderen dieser Staaten eine Gefahr der Salz-Einschwärzung hervorginge, so werden die hierbei betheiligten Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 11. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, bei welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern noch eine Verschiedenheit der Gesetzgebung unter den einzelnen Vereinslanden Statt findet (Art. 7, lit. b), wird auch von der grossherzoglich badischen Regierung als wünschenswerth anerkannt, hierin ebenfalls eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Be-

1835 steuerungssätze hergestellt zu sehen, und es wird daher auch ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit gerichtet bleiben. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, können zur Vermeidung der Nachtheile, welche für die Produzenten des eigenen Staates im Verhältnisse zu den Produzenten in anderen Vereinsstaaten aus der ungleichen Besteuerung erwachsen würden, Ergänzungs- oder Ausgleichungs-Abgaben von folgenden Gegenständen erhoben werden:

A. in den bisherigen Vereinsstaaten:

a. im Königreiche Preussen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

b. im Königreiche Baiern (zur Zeit mit Ausschluss des Rheinkreises) von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

c. im Königreiche Sachsen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

d. im Königreiche Würtemberg von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

e. im Kurfürstenthume Hessen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

f. im Grossherzogthume Hessen von Bier;

g. in den zum thüringischen Vereine gehörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

B. im Grossherzogthume Baden von Bier.

Es soll bei der Bestimmung und Erhebung der gedachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen verfahren werden:

1) die Ausgleichungs-Abgaben werden nach dem Abstande der gesetzlichen Steuer im Lande der Bestimmung von der denselben Gegenstand betreffenden Steuer im Lande der Herkunft bemessen, und fallen daher im Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande gänzlich weg, wo eine gleich hohe oder eine höhere Steuer auf dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von inländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten eintreten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungs-Abgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher (1) aufgestellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderung eine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn würde,

muss, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch genommen wird, eine Verhandlung darüber zwischen den betheiligten Staaten, und eine vollständige Nachweisung der Zulässigheit nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages vorausgehen. 1835

3) Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich bestehenden Sätze der Steueren von inländischem Traubenmost und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, sowie die gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von inländischem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschlag), sollen jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bilden, was in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuer eingeführt hat, oder künftig etwa einführen sollte, an Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei deren Eingange aus einem Lande, in welchem keine Steuer auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben werden darf, wenn auch die betreffende Steuer des Staates, welcher die Ausgleichungs-Abgaben bezieht, diesen höchsten Satz übersteigen sollte.

4) Rückvergütungen der inländischen Staatssteuern sollen bei der Ueberfuhr der besteuerten Gegenstände in ein anderes Vereinsland nicht gewährt werden, in sofern nicht wegen besonderer örtlicher Verhältnisse die betheiligten Nachbarstaaten sich wegen Ausnahmen von diesem Grundsatze vereinigt haben.

5) Auf andere Erzeugnisse als Bier und Malz, Branntwein, Tabaksblätter, Traubenmost und Wein soll unter keinen Umständen eine Ausgleichungs-Abgabe gelegt werden.

6) In allen Staaten, in welchen von Tabak, Traubenmost und Wein eine Ausgleichungs-Abgabe erhoben wird, soll von diesen Erzeugnissen in keinem Falle eine weitere Abgabe weder für Rechnung des Staates noch für Rechnung der Kommunen beibehalten oder eingeführt werden.

7) Der Ausgleichungs-Abgabe sind solche Gegenstände nicht unterworfen, von welchen auf die in der Zoll-Ordnung vorgeschriebene Weise dargethan ist, dass sie als ausländisches Ein- und Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhebungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben, oder derselben noch unterliegen, und eben so wenig diejenigen, im Umfange des Vereins erzeugten Gegenstände, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um

1835 entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden.

8) Die Ausgleichungs-Abgabe kommt den Kassen desjenigen Staates zu gute, wohin die Versendung erfolgt. In sofern sie nicht schon im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erhoben worden, wird die Erhebung im Gebiete des letzteren erfolgen.

9) Es sollen in jedem der kontrahirenden Staaten solche Einrichtungen getroffen werden, vermöge welcher die Ausgleichungs-Abgabe in dem Vereinslande, aus welchem die Versendung erfolgt, am Orte der Versendung oder bei der gelegensten Zoll- oder Steuerbehörde entrichtet, oder ihre Entrichtung durch Anmeldung sicher gestellt werden kann.

10) So lange, bis diese Einrichtungen durch besondere Uebereinkunft festgesetzt seyn werden, bleibt der Verkehr mit Gegenständen, welche einer Ausgleichungs-Abgabe unterliegen, in der Art beschränkt, dass dieselben, ohne Unterschied der transportirten Quantitäten, in das Gebiet des abgabeberechtigten Staates nur auf den im Art. 8 bezeichneten oder noch anderweit zu bestimmenden Strassen eingeführt, und an den dort einzurichtenden Anmelde- und Hebestellen angemeldet und resp. versteuert werden müssen, ohne dass jedoch in Folge hiervon der Verkehr mit den Gegenständen, von welchen eine Ausgleichungs-Abgabe nicht zu entrichten ist, einer weiteren, als der in dem obengedachten Artikel angeordneten Aufsicht unterworfen seyn wird.

Art. 12. Hinsichtlich der Verbrauchs-Abgaben, welche im Bereiche der Vereinsländer von anderen, als den im Art. 11 bezeichneten Gegenständen, oder auch von diesen Gegenständen in solchen Ländern, in denen darauf keine Ausgleichungs-Abgabe liegt, erhoben werden, wird nicht minder im Verhältnisse der kontrahirenden Vereinsstaaten unter sich, als zum Grossherzogthume Baden, eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung Statt finden; dergestalt, dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als das inländische. Dieselbe Gleichmässigkeit findet auch bei den Zuschlags-Abgaben und Oktrois Statt, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden,

soweit dergleichen Abgaben nicht überhaupt nach der 1835
Bestimmung des Art. 11, Nro. 6, unzulässig sind.

Art. 13. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm,- Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem anderen Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Kommune, geschiehet, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf allen unchaussirten Land- und Heerstrassen, nur in dem Betrage beibehalten, oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das dermalen in Preussen nach dem allgemeinen Tarife vom Jahre 1828 bestehende Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen, und hinführo in keinem der kontrahirenden Staaten überschritten werden.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss, aufgehoben, und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 14. Die kontrahirenden Regierungen wollen dahin wirken, dass in ihren Landen ein gleiches Münz-, Maass- und Gewichtssystem in Anwendung komme, und hierüber sofort besondere Unterhandlungen einleiten lassen.

Das Grossherzogthum Baden tritt der zwischen den Vereinsgliedern bereits bestehenden Uebereinkunft bei, wonach der grossherzoglich hessische Zentner, welcher dem grossherzoglich badischen und dem halben rheinbaierischen Zentner (50 Kilogramme) gleichkommt, als Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht angenommen worden ist. Es wird also im Grossherzogthume Baden die Deklaration, Abwägung und Verzollung der nach dem Gewichte zollbaren Gegenstände ausschliesslich nach diesem dort schon gesetzlichen Gewichte geschehen. Die Deklaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird daselbst im landesgesetzlichen Maasse so lange erfolgen, bis man über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls übereingekommen seyn wird. Die gross-

1835 herzoglich badische Regierung wird zur Erleichterung der Versendung von Waaren und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstätten, die Reduktionen der Maasse und Gewichte, welche in den Tarifen der anderen kontrahirenden Staaten angenommen sind, zum Gebrauche sowohl der grossherzoglich badischen Zollämter, als des handeltreibenden Publikums, amtlich bekannt machen lassen. So lange, bis die kontrahirenden Staaten über ein gemeinschaftliches Münzsystem übereingekommen seyn werden, soll die Bezahlung der Zoll-Abgaben, wie in den anderen Vereinsstaaten, so auch in dem Grossherzogthume Baden, nach dem Münzfusse geschehen, nach welchem die Entrichtung der übrigen Landes-Abgaben daselbst Statt findet.

Es sollen aber schon jetzt die Gold- und Silbermünzen der sämmtlichen kontrahirenden Staaten, mit Ausnahme der Scheidemünze, bei allen Hebestellen des Gesammt-Vereins, und von allen Zahlungspflichtigen ohne Unterschied, angenommen, und zu diesem Behufe die Valvations-Tabellen, über welche zwischen den bisherigen Vereinsmitgliedern bereits die erforderliche Einigung Statt gefunden hat, im Grossherzogthume Baden, wie umgekehrt die hiernach zu berechnende Valvation der grossherzoglich badischen Münzen in den anderen Vereinsstaaten, öffentlich bekannt gemacht werden.

Art. 15. Die Wasserzölle oder auch Wegegeldgebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Rekognitions-Gebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Kongresses oder besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, in sofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

In letzterer Hinsicht wollen, was insbesondere den Rhein und dessen Nebenflüsse betrifft, die bei der Schifffahrt dieser Flüsse betheiligten Vereinsstaaten unverzüglich in Unterhandlung treten, um zu einer Vereinbarung zu gelangen, in Folge deren die Ein-, Aus- und Durchfuhr der Erzeugnisse der sämmtlichen Vereinslande auf den genannten Flüssen in den Schifffahrts-Abgaben, mit stetem Vorbehalte der Rekogni-

tions-Gebühren, wo nicht ganz befreiet, doch mög- 1835
lichst erleichtert wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congress-Akte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der kontrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

Art. 16. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Grossherzogthume Baden, wie bereits in den übrigen zum Zollvereine gehörigen Gebieten geschehen ist, alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Anhaltung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zoll-Ordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. 17. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben und in der Regel nicht, keinesfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen kontrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Kontrole Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 18. Die grossherzoglich badische Regierung wird auch ihrerseits gemeinschaftlich mit den kontrahirenden Vereinsstaaten dahin wirken, dass durch An-

1835 nahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert, und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der kontrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten ebenso, wie die eigenen Unterthanen, behandelt werden.

Art. 19. Die preussischen Seehäfen sollen dem Handel der grossherzoglich badischen Unterthanen, wie deren der übrigen Vereinsstaaten, gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den königlich preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen; auch sollen die in fremden See- und Handelsplätzen angestellten Konsuln eines oder des anderen der kontrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 20. Seine königliche Hoheit der Grossherzog von Baden treten hierdurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze "res gemein-

schaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, 1835
und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudationen unter dem 11ten Mai 1833 abgeschlossenen Zollkartel für die Dauer des Vertrages bei, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit letzterem in Ihren Landen publiziren lassen. Nicht minder werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 21. Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der kontrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in den königlich preussischen Staaten, den Königreichen Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen und dem thüringischen Zoll- und Handels-Vereine, mit Einschluss der den Zollsystemen der kontrahirenden Staaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und bleiben, sofern nicht Separatverträge zwischen einzelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staatsregierungen vorbehalten:

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der im Art. 11 vorbehaltenen Ausgleichungs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Konfiskate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denunzianten, jeder Staatsregierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 22. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben wird, nach Abzug

1) der Kosten, wovon weiter unten im Art. 30 die Rede ist,

1835 2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,
3) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuer-Vergütungen und Ermässigungen,
zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammtvereine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der kontrahirenden Staaten, unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung, dem Zollverbande beigetreten sind, oder noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und die Nachweisung derselben von den obengedachten Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 23. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in der Zoll-Gesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, werden näherer Verabredung vorbehalten.

Art. 24. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereines gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabatt-Privilegien, da, wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne allerseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 25. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltung der hohen Souveräne und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt

haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in 1835
Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, an Kommunen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen. Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 26. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht bleibt jedem der kontrahirenden Staaten in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 27. Die Ernennung der Beamten und Diener bei den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt der grossherzoglich badischen Regierung, wie sämmtlichen Gliedern des Gesammtvereins, innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. 28. Nicht minder wird auch im Grossherzogthume Baden die Leitung des Dienstes der Lokal- und Bezirks-Zollbehörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer Zolldirection übertragen, welche dem einschlägigen Ministerium untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direction und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt der grossherzoglichen Regierung überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, in soweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, durch eine gemeinschaftlich zu verabredende Instruction bezeichnet werden.

Art. 29. Die von den Zoll-Erhebungsbehörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden

1835 Quartals-Extrakte, und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahres und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von der grossherzoglich badischen, eben so wie von den betreffenden Zoll-Directionen der kontrahirenden Vereinsstaaten nach vorangegangener Prüfung, in Haupt-Uebersichten zusammengetragen, und diese sodann an das in Berlin bestehende Central-Bureau eingesendet, zu welchem Baden, wie jedes Glied des Gesammtvereins, einen Beamten zu ernennen die Befugniss hat.

Dieses Bureau fertigt auf den Grund jener Vorlagen die provisorischen Abrechnungen zwischen den vereinigten Staaten von drei zu drei Monaten, sendet dieselben den Central-Finanzstellen der letzteren, und bereitet die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Wenn aus den Quartals-Abrechnungen hervorgeht, dass die wirkliche Einnahme eines Vereinsgliedes um mehr als einen Monatsbetrag gegen den ihm verhältnissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständigen Revenüen-Antheil zurückgeblieben ist, so muss alsbald das Erforderliche zur Ausgleichung dieses Ausfalles durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenigen Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefunden hat, eingeleitet werden.

Art. 30. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten sollen, auch im Verhältniss des Grossherzogthums Baden zu den kontrahirenden Vereinsstaaten, folgende Grundsätze in Anwendung kommen:

1) Man wird keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter und Packhöfe und der Zoll-Direktionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die dem letzteren zu bewilligenden Pensionen, oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2) Hinsichtlich desjenigen Theiles des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen

und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks, für 1835
die Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrolbehörden und Zoll-Schutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche jeder der kontrahirenden Staaten von der jährlich aufkommenden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-Einnahme an Zollgefällen in Abzug bringen kann.

3) Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die Perzeption privativer Abgaben mit der Zoll-Erhebung verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbedürfnissen der Zollbeamten nur derjenige Theil in Anrechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften überhaupt entspricht.

4) Man wird sich mit der grossherzoglich badischen Regierung über allgemeine Normen vereinigen, um die Besoldungsverhältnisse der Beamten bei den Zollerhebungs- und Aufsichtsbehörden, ingleichen bei den Zolldirektionen, auch in Beziehung auf das Grossherzogthum Baden in möglichste Uebereinstimmung zu bringen.

Art. 31. Die kontrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, den Haupt-Zollämtern auf den Grenzen anderer Vereinsstaaten Kontroleure beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und der Nebenämter in Beziehung auf das Abfertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 32. Der grossherzoglich badischen Regierung steht das Recht zu, an die Zolldirektionen der anderen Vereinsglieder, wie umgekehrt den letzteren an die grossherzoglich badische Zolldirektion, Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen. Das

1835 Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird, übereinstimmend mit demjenigen, welches für die Abgeordneten bei den Zolldirektionen der anderen Vereinsglieder bereits besteht, durch eine besondere Instruktion näher bestimmt werden, als deren Grundlage die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet seyn muss, eintretende Anstände und Meinungs-Verschiedenheiten auf eine dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und, in sofern zu diesem Behufe die zeitweise oder dauernde Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereitwillig zu gewähren.

Art. 33. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zwecke gemeinsamer Berathung ein Zusammentritt von Bevollmächtigten der Vereinsglieder Statt, zu welchem ein jedes der letzteren einen Bevollmächtigten abzuordnen befugt ist. Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Konferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zustehet.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Konferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 34. Vor die Versammlung dieser Konferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung und Tarife, in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Korrespondenz erledigt worden sind; 1835

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den Grund der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Bureau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zolltarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der kontrahirenden Staaten in Antrag gebracht werden, überhaupt über die zweckmässige Entwickelung und Ausbildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 35. Treten im Laufe des Jahres ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Konferenz-Bevollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein, welche unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die kontrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 36. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied des Gesammtvereins, welches sie absendet. Das Kanzlei-Dienstpersonal und das Lokal wird unentgeltlich von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zusammentritt der Konferenz Statt findet.

Art. 37. Da die im Grossherzogthume Baden dermalen bestehenden Zölle vieler Waarengattungen um ein Ansehnliches niedriger sind, als der künftige Vereins-Zolltarif es mit sich bringt, so verpflichtet sich

1835 die grossherzoglich badische Regierung, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammtvereins durch die Einführung und Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 38. Für den Fall, dass andere deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den durch gegenwärtigen Vertrag errichteten Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die hohen Kontrahenten bereit, diesem Wunsche, so weit es unter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Interessen der Vereinsglieder möglich erscheint, durch desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. 39. Auch werden sie sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 40. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Kommissarien vorbereitet werden.

Art. 41. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftliche Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Absicht des Art. 19 der deutschen Bundes-Akte in Uebereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zollvereins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Massregeln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln in sämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffenden Bestimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage bestehenden Vereins-Tarifs demgemäss modifizirt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Höfe vorgelegt, und die

Auswechselung der Ratifications-Urkunden soll spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden. 1835

So geschehen Berlin den 2. Mai 1835.

gez. ALVENSLEBEN. (L. S.) ALBR. FRIEDR. EICHHORN. (L. S.)

FR. Grf. v. LUXBURG. (L. S.) FRANZ A PAULA Freih. v. LINDEN. (L. S.)

PHIL. GUST. HAUBER. (L. S.) CARL FR. v. WILKENS-HOHENAU. (L. S.)

H. T. L. SCHWEDES. (L. S.) F. F. W. Frh. v. SCHÄFFER BERNSTEIN. (L. S.)

HEINR. LUD. BIERSACK. (L. S.) WILH. PHIL. GOSSWEILER. (L. S.)

C. L. H. von FRANCKENBERG-LUDWIGSDORFF. (L. S.)

42.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Caddo en Louisiane, signée le 1. Juillet 1835.

(Ratifiée par le président des Etats-unis le 2. Février 1836.)

(Acts of the 1th Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 25.)

Articles of a treaty made at the Agency-house in the Caddo nation and state of Louisiana on the first day of July in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty five between Jehiel Brooks Commissioner on the part of the united states and the Chiefs head men, and warriors of the Caddo nation of Indians.

Article I. The chiefs head men, and warriors of the said nation agree to cede and relinquish to the United states all their land contained in the following boundaries: to wit —

Bounded on the west by the north and south line, which separates the said United states from the Republic of Mexico between the Sabine and Red rivers

1835 wheresoever the same shall be defined and acknowledged to be by the two Governments. On the north and east by the Red river from the point where the said north and south boundary line shall intersect the Red river whether it be in the territory of Arcansas or the State of Louisiana following the meanders of the said river down to its junction with the Pascagoula bayou. On the south by the said Pascagoula bayou to its junction with the Bayou Pierre by said Bayou to its junction with Bayou Wallace by said bayou and lake Wallace to the mouth of the Cypress bayou thence up said bayou to the point of its intersection with the first mentioned north and south line following the meanders of the said watercourses: but if the said Cypress Bayou be not clearly definable so far then from a point which shall be definable by a line due west till it intersect the said first mentioned north and south boundary line be the content of land within said boundaries more or less.

Article II. The said chiefs head men and warriors of the said nation do voluntarily relinquish their possession to the territory of land aforesaid and promise to remove at their own expence out of the boundaries of the United States and the territories belonging and appertaining thereto within the period of one year from and after the signing of this treaty and never more return to live, settle, or establish themselves as a nation, tribe or community of people within the same.

Article III. In consideration of the aforesaid cession relinquishment and removal it is agreed that the said United States shall pay to the said nation of Caddo Indians the sums in goods, horses and money hereinafter mentioned, to wit:

Thirty thousand dollars to be paid in goods, horses, as agreed upon to be delivered on the signing of this treaty.

Ten thousand dollars in money to be paid within one year from the first day of September next. Ten thousand dollars, per annum in money for the four years next following so as to make the whole sum paid and payable eighty thousand dollars.

Article IV. It is further agreed that the said Caddo nation shall have authority to appoint an agent, or attorney in fact resident within the United States

for the purpose of receiving for them from the said United States all of the annuities stated in this treaty as the same shall become due to be paid to their said agent or attorney in fact at such place or places within the said United States as shall be agreed on between him and the proper Officer of the Government of the United Staates. 1835

Article V. This treaty, after the same shall have been ratified and confirmed by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof the said Jehiel Brooks, Commissioner as aforesaid and the chiefs head men and warriors of the said nation of Indians have hereunto set their hands and affixed their seals at the place and on the day and year above written.

J. Brooks. (L. S.)

Agreably to the stipulations in the third article of the treaty there have been purchased at the request of the Caddo Indians and delivered to them goods and horses to the amount of thirty thousand dollars.

As evidence of the purchase and delivery as aforesaid, under the direction of the commissioner and that the whole of the same have been received by the said Indians the said commissioner, Jehiel Brooks, and the undersigned chiefs and head men of the whole Caddo nation of Indians have hereunto set their hands and affixed their seals the third day of July in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty five.

Signatures des Indiens et des témoins.

J. Brooks. (L. S.)

Articles supplementary to the treaty made at the agency house in the Caddo nation and State of Louisiana on the first day of July, one thousand eight hundred and thirty five between Jehiel Brooks Commissioner on the part of the United States, and the chiefs, head men and Warriors of the Caddo nation of Indians concluded at the same place, and on the same day between the said Commissioner on the part of the United States and the chiefs head men and Warriors of the said nation of Indians, to wit:

Whereas the said nation of Indians did in the year one thousand eight hundred and one give to one

1835 François Grappe, and to his three sons then born and still living, named Jacques, Dominique and Belthazar, for reasons stated at the time and repeated in a memorial which the said nation adressed to the President of the United States in the month of January last, one league of land to each, in accordance with the Spanish custom, of granting land to individuals. That the chiefs and head men, with the knowledge and approbation of the whole Caddo people did go with the said François Grappe, accompanied by a number of white men, who were invited by the said chiefs and head men to be present as witnesses, before the Spanish authority of Nachitoches, and then and there did declare their wishes touching the said donation of land to the said Grappe, and his three sons, and did request the same to be written out in form and ratified and confirmed by the proper authorities agreably to law.

And whereas Larkin Edwards has resided for many years to the present time in the Caddo nation was a long time their true and faithful interpreter, and though poor he has never sent the Red men away from his door hungry. He is now old and unable to support himself by manual labour and since his employment as their interpreter has ceased possesses no adequate means by which to live: Now therefore —

Article I. It is agreed, that the legal representatives of the said François Grappe deceased and his three sons Jacques, Dominique, and Balthazar Grappe, shall have their right to the said four leagues of land reserved to them and their heirs and assigns for ever. The said land to be taken out of the lands ceded to the United States by the said Caddo nation of Indians as expressed in the treaty to which this article is supplementary. And the said four leagues of land shall be laid off in one body in the southeast corner of their lands ceded as aforesaid, and bounded by the Red river four leagues and by the Pascagoula bayou one league, running back for quantity from each, so as to contain four square leagues of land in conformity with the boundaries established and expressed in the original Deed of Gift made by the said Caddo nation of Indians the said François Grappe, and his three sons Jacques, Dominique and Balthazar Grappe.

Article II. And it is further agreed that there

shall be reserved to Larkin Edwards his heirs and 1835
assigns for ever one section of land to be selected out of lands ceded to the United State by the said nation of Indians as expressed in the treaty to which this article is supplementary in any part thereof not otherwise appropriated by the provisions contained in these supplementary articles.

Article III. These supplementary articles, or either of them, after the same shall have been ratified and confirmed by the President and senate of the United States, shall be binding on the contracting parties otherwise to be void and of no effect upon the validity of the original treaty to which they are supplementary.

In testimony whereof the said Jehiel Brooks Commissioner as aforesaid and the Chiefs Head men and Warriors of the said nation of Indians have hereunto set their hands and affixed their seals at the place and on the day and year above written.

J. Brooks.

(Suivent les Signatures des Indiens et témoins.)

43.

Convention entre la Bavière et la Hesse-électorale pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres commis par leurs sujets sur les territoires respectifs. Publiée au mois de Juillet 1835.

(Samml. von Gesetzen etc. etc. für Kurhessen. 1835. Nro. VII. Juli.)

Art. 1. Die kurfürstlich hessische und die königlich baierische Staatsregierung verbinden sich, die Forst-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Frevel, welche ihre Unterthanen in den Waldungen und anderen Baumpflanzungen, in den Fluren und in den Fischwassern des anderen Gebiets verüben, nach denselben Gesetzen untersuchen und bestrafen zu lassen, nach welchen sie würden untersucht und bestraft worden seyn, wenn

1835 sie in den inländischen Forsten, Jagden, Fluren und Gewässern begangen worden wären.

Art. 2. Was die Konstatirung eines im ersten Artikel bezeichneten Frevels betrifft, welcher von einem Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des anderen begangen worden; so soll den Anzeigen, Protokollen und Abschätzungen, welche durch die zuständigen und gerichtlich oder sonst obrigkeitlich, beeidigten Forstbeamten, Aufseher und Polizei-Offizianten, Gendarmen, Flur- und Waldwächter etc., auch beziehungsweise Taxatoren aufgenommen worden, von der zur Aburtheilung geeigneten Gerichtsstelle auf nöthigen Falls beigebrachte Nachweisung ihrer dienstlichen Verpflichtung, derselbe Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetze den Anzeigen, Protokollen und Abschätzungen der inländischen Beamten und Diener dieser Art beilegen.

Art. 3. Um von beiden Seiten zur Sicherheit des Forst-Eigenthums thunlichst mitzuwirken, wird wechselseitig den gerichtlich verpflichteten Forst- und Polizei-Offizianten die Befugniss zugestanden, hinsichtlich begangener Waldfrevel Haussuchungen im Gebiete des anderen Staates, wenn sich dort der angegebene Thäter aufhält oder der gefrevelte Gegenstand befinden möchte, zu veranlassen, welche Befugniss bei den übrigen hierzu geeigneten Jagd-, Fischerei- und Feldfreveln ebenwohl eintritt. Die gedachten Beamten haben sich zu dem Ende an den Ortsvorstand der betreffenden Gemeinde (den Ortspolizeibeamten) zu wenden, und diesen zur Vornahme der Visitation in ihrer Gegenwart aufzufordern. Derselbe hat die hierbei aufgefundenen, angeblich gefrevelten Gegenstände in sichere Verwahrung bringen zu lassen, auch über eine solche Haussuchung sogleich ein Protokoll aufzunehmen, und weder für dieses, noch für jene, eine Belohnung zu empfangen. Die eine Ausfertigung des Protokolls ist alsbald dem requirirenden Forststraf-Offizianten einzuhändigen, eine zweite Ausfertigung aber dem Untergerichte des Bezirks zu übersenden, bei Vermeidung einer Dienstordnungs-Strafe von einem bis zu fünf Thalern für denjenigen Ortsvorstand (Orts-Polizeibeamten), welcher der Requisition nicht Genüge leistete.

Auch kann der requirirende Forst- oder Polizei-Offiziant verlangen, dass der Förster etc. (oder in des-

sen Abwesenheit der etwa dazu geeignete Aufseher) des 1835
Orts, worin die Haussuchungen vorgenommen werden sollen, dabei zugezogen werde, welchem Antrage dieser entweder selbst oder durch seinen Gehülfen zu entsprechen hat.

Art. 4. Den untersuchenden und bestrafenden Behörden in den beiderseitigen Staaten wird es zur Pflicht gemacht, die Untersuchung und Bestrafung der vorliegenden Frevel so schleunig vorzunehmen, als es nach der bestehenden Gerichts-Verfassung nur immer thunlich ist, auch insbesondere bei ausgezeichneten oder sehr bedeutenden Freveln die Untersuchung in jedem einzelnen Falle sogleich eintreten zu lassen.

Art. 5. Die Vollziehung der Straf-Erkenntnisse, nebst der Erhebung und Beitreibung der dem Wald-, Jagd-, Feld- und Fischerei-Eigenthümer oder sonstigen Beschädigten zuerkannten Entschädigungsgelder, soll mit der thunlichsten Beschleunigung durch die geeigneten Beamten bewirkt, und deswegen zu gegründeten Beschwerden niemals Anlass gegeben werden.

Die erkannte Geldstrafe wird zum Vortheile der Herrschaft des Gerichts vollzogen, welches das Erkenntniss ertheilt hat. Gegen Unvermögende, welche die Geldstrafe nicht erlegen können, sind die nach der Gesetzgebung des einen oder des andern Staates stattfindenden Straf-Surrogate in Anwendung zu bringen.

Der zuerkannte Schadensersatz, einschliesslich des Holzwerths, sowie die Pfände- oder Angeber-Gebühr, und der Straf-Antheil des Angebers, wo dergleichen gesetzlich bestehen, werden vorzugsweise vor der Strafe oder deren übrigen Theile beigetrieben, und an den Rentbeamten des Bezirks, worin der Frevel geschehen, zur weiteren Besorgung an die Betheiligten abgeliefert.

Die gegenwärtige auf Reciprocität gegründete Vereinbarung ist vorerst auf sechs Jahre, vom 1sten August 1835 an, abgeschlossen worden, und soll in den beiderseitigen Landen auf die gewöhnliche Weise bekannt gemacht, auch auf deren genaueste Befolgung von den beiderseitigen Gerichts-, Polizei- und anderen Behörden mit gebührender Strenge gehalten werden.

1835

44.

Patente de l'Empereur d'Autriche, ordonnant l'adoption d'un systême uniforme et commun de douanes dans les différentes provinces de la Monarchie autrichienne, à l'exception de l'Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie. En date du 11. *Juillet* 1835.

(Wiener Zeitung.)

(Oeffentliche Bekanntmachungen in Wien.)

Wir Ferdinand der Erste, etc. etc. Die wichtigen Nachtheile, welche daraus entspringen, dass in den, dem gemeinschaftlichen Zoll-Verbande entzogenen Ländern Unseres Kaiserstaates, nach der Aufhebung der Zwischen-Zoll-Linien, welche dieselben früher trennten, über das Zollwesen und die Staats-Monopole vom Salz, Tabak, Schiesspulver und Salpeter, verschiedene gegenseitig nicht übereinstimmende Gesetze und Vorschriften bestehen, die grossentheils den gegenwärtigen Verhältnissen, und den auf dieselben gegründeten Bedürfnissen nicht entsprechen, haben die Erlassung eines neuen zusammenhängenden Gesetzes über diese Zweige der indirekten Besteuerung nothwendig gemacht. In Erwägung dieser Nachtheile, und in der Ansicht, die Bestimmungen der Gesetzgebung über die indirekte Besteuerung mit den Grundsätzen des Rechtes in Einklang zu bringen, Unsere treuen Unterthanen gegen Willkühr und ungebührliche Behandlung kräftigst zu bewahren, zugleich aber der inländischen Erwerbsthätigkeit und dem Staatsschatze einen ergiebigen Schutz zu sichern, haben Wir diese Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung, nach sorgfältiger Prüfung, in Unserm Kaiserstaate, mit Ausnahme von Ungarn, Siebenbürgen und Dalmatien, als allgemein verbindliches Gesetz einzuführen beschlossen. Wir befehlen, dass dieses Gesetz mit dem ersten April 1836 in Wirksamkeit trete. Von diesem Zeitpunkte an werden alle Ge-

setze und Vorschriften über die Theile der Gesetzgebung, von denen das gegenwärtige Gesetz handelt, insbesondere die allgemeine Zoll-Ordnung vom 2. Januar 1788 für die Länder, in denen dieselbe eingeführt ist, die Zoll-Ordnung vom 14. August 1786 für Tyrol und Voralberg, das Gesetz vom 22. December 1803 für das Lombardisch Venetianische Königreich, dann die verschiedenen Patente und Gesetze über die genannten Staats-Monopole, sammt allen nachgefolgten Aenderungen, Ergänzungen und Erläuterungen in der Art aufgehoben, dass sich bei allen Amtshandlungen, welche nach dem ein und dreissigsten März 1836 angenommen werden, dann bei allen Waaren-Sendungen, über welche die Waaren-Erklärung nach diesem Zeitpunkte geschieht, nach dem gegenwärtigen Gesetze zu benehmen ist. Wenn die Waaren-Erklärung vor dem 1. April 1836 geschehen ist, und hierbei die Bedingungen des Zoll-Verfahrens, nach den zur Zeit der Erklärung bestandenen Vorschriften erfüllt wurden, so ist eine nachträgliche Umstaltung oder Ergänzung der Waaren-Erklärung nach dem neuen Gesetze, oder die Erfüllung von Bedingungen, welche die früheren Vorschriften nicht anordneten, nicht zu fordern. — Dagegen bleiben auch künftig in Kraft: 1) Der Zoll-Tarif, und die bei der Anwendung der Zollsätze zu beobachtenden Bestimmungen. 2) Die Preis-Tarife der Monopols-Gegenstände, dann die Anordnungen über den Umfang, in welchem die dem Staate vorbehaltenen ausschliessenden Rechte ausgeübt werden, und über die Art der Verwaltung der auf diese ausschliessenden Rechte gegründeten Staatsgefälle. 3) Die Vorschriften, welche über den Verkehr zwischen Ungarn und Siebenbürgen einerseits und Unseren übrigen Staaten andererseits, dann über die gegenseitige Durchfuhr der Erzeugnisse beider Gebietstheile durch die letzteren in das Ausland, oder in das Zollgebiet zurück, ferner über den Verkehr zwischen den Ländern, für welche dieses Gesetz Wirksamkeit erhält, und Dalmatien, bestehen. Das Zoll-Verfahren bei den Zoll-Aemtern für die nach Ungarn, Siebenbürgen oder Dalmatien austretenden, oder aus diesen Ländern in die übrigen Staaten eingehenden Waaren ist jedoch nach diesem Gesetze zu pflegen. Auch finden die Grundsätze dieses Gesetzes über die Ausweisung des 1835

1835 Bezuges, Ursprunges oder der Verzollung in den Staaten, in denen dasselbe Wirksamkeit erhält, auf die aus Ungarn, Siebenbürgen oder Dalmatien eingebrachten Gegenstände Anwendung. 4) Die Vorschriften über die amtliche, oder die von den Gewerbtreibenden selbst anzubringende Bezeichnung der Waaren. 5) Die gesetzlichen Bestimmungen, deren Aufrechthaltung in dem Gesetze selbst vorbehalten wurde. — Zur allgemeinen Belehrung und zur Vermeidung von Zweifeln werden die Vorschriften, welche auch nach der Einführung des gegenwärtigen Gesetzes in Kraft bleiben, durch besondere Kundmachungen näher bezeichnet werden. — Gegeben in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am eilften Tage des Monats Julius im Jahre nach Christi Geburt 1835, Unserer Reiche im Ersten.

FERDINAND.

Auszug

aus der Kaiserl. Oestreichischen Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung.

Erster Abschnitt.

Von dem Benehmen der Reisenden bei dem Eingange über die Zoll-Linie der östreichischen Staaten, mit Ausnahme von Ungarn, Siebenbürgen und Dalmatien.

Im Wesentlichen stimmen die Zollvorschriften, welche von Reisenden nach der Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung des östreichischen Kaiserstaates zu befolgen sind, mit jenen aller Staaten überein, in denen Zölle vom Verkehre mit dem Auslande bestehen.

1. *Welche Personen als Reisende behandelt werden.*

Als Reisende sind für das Zollverfahren nur diejenigen Personen zu betrachten, welche unter Umständen sich an einen andern Ort begeben, oder von einem andern Orte ankommen, unter denen zu dieser Veränderung des Ortes ein Reisepass, oder eine andere Gestattung der vorgesetzten Behörden erforderlich ist. Leute, deren Beschäftigung in dem Transporte von Waaren besteht, werden, sobald sie in der Ausübung

dieser Beschäftigung begriffen sind, nicht nach den 1835
für Reisende bestehenden Bestimmungen behandelt.

2. *Die Ueberschreitung der Zoll-Linie mit Waaren ist nur auf Zollstrassen gestattet.*

Bei dem Uebertritte über die Gränze des Kaiserstaates oder die Zoll-Linie kommt es vorzüglich darauf an, ob das Gepäcke des Reisenden bloss aus den gewöhnlichen Reise-Effecten besteht, oder ob sich darunter auch Waaren befinden.

Unter Waaren werden für die Einfuhr aus dem Auslande alle Gegenstände verstanden, welche zu Folge des Zoll-Tarifes einem Eingangszolle oder einem Einfuhrsverbote unterliegen.

Führt der Reisende Waaren mit sich, so ist ihm der Eingang über die Zoll-Linie nur auf den Zollstrassen gestattet; jeder Uebertritt der Zoll-Linie auf andern Strassen und Wegen (Nebenwegen) ist als versuchter Schleichhandel verboten, und wird, nach Beschaffenheit der Gegenstände mit dem einfachen bis vierfachen Betrage des Werthes derselben, oder mit dem fünffachen bis zehnfachen, und bei erschwerenden Umständen bis zum funfzehnfachen Betrage der Abgabe bestraft. Bei erheblichen mildernden Umständen ist eine Milderung bis zu dem zweifachen Betrage der Abgaben zulässig.

3. *Bezeichnung der Zollstrassen.*

Der Reisende kann bei dem Uebertritte der Zoll-Linie nie im Zweifel seyn, ob er sich auf einer Zollstrasse oder einem Nebenwege befinde, indem die Zollstrassen mit einer deutlichen Bezeichnung kennbar gemacht sind. Auf denselben befinden sich schwarz und gelb angestrichene Säulen oder Ständer mit Tafeln, welche, wenn die Zollstrassen zu einem Commerzial-Zollamte oder einem höher gestellten Zollamte führen, von eirunder (ovaler) Gestalt sind, und auf weissem Grunde die Aufschrift mit rother Farbe haben: "Zollstrasse zu dem Commerzial-Zollamte (Zoll-Legstätte, Hauptzollamte) N. N." Auf diesen Tafeln befindet sich der kaiserliche Adler über der Aufschrift. Führen die Zollstrassen zu einem Hülfszollamte, so bestehen die Tafeln aus einem länglichen Vierecke, dessen Aufschrift auf weissem Grunde mit schwarzen Buchstaben

1835 die Worte: "Zollstrasse zu dem Hülfszollamte N. N." enthält. Der kaiserliche Adler befindet sich unter der Aufschrift.

Alle anderen, über die Zoll-Linie führenden, mit dieser Bezeichnung nicht versehenen Strassen und Wege werden als Nebenwege betrachtet.

4. *Ausladung der Waaren von Fahrzeugen auf Gränzflüssen oder in einem Seehafen.*

Von Fahrzeugen auf Gränzgewässern dürfen Waaren nur auf denjenigen Stellen gelandet werden, welche dazu bestimmt, und kenntlich bezeichnet sind.

In einem, dem zollpflichtigen Verkehre geöffneten Hafen darf keine, wie immer geartete Ein- oder Ausladung von Waaren nach Sonnenuntergang oder vor Sonnenaufgang vorgenommen werden. Ferner ist es untersagt, eine Waare ohne schriftliche Bewilligung des Zollamtes und ohne Beiseyn der hierzu bestimmten Zollbeamten oder Diener aus- oder einzuladen. Die Aus- und Einladungen finden nur an den hierzu in jedem Hafen bestimmten Plätzen Statt. Gegenstände, die bei dem zollämtlichen Verfahren der Abwage oder Abmessung unterliegen, dürfen von dem Ufer oder dem Orte der Lagerung nur, nachdem dieselben von dem Zollamte oder dessen Abgeordneten abgewogen oder abgemessen worden, erhoben werden.

Die Uebertretungen dieser Bestimmungen unterliegen den obigen Strafen (Zahl 2).

5. *Ausnahme von der Beschränkung für die Ueberschreitung der Zoll-Linie mit Waaren auf die Tageszeit.*

Obgleich der Waaren-Transport über die Zoll-Linie im Eingange vor Sonnenaufgang oder nach Sonnenuntergang nicht geschehen darf, und jede Ein- oder Ausladung von Waaren auf Gränzgewässern ausser der Tagszeit verboten ist, so sind dennoch die Effecten der Reisenden von dieser Beschränkung ausgenommen, insofern sich darunter keine für den Handel bestimmten Kaufmannsgüter befinden.

6. *Verpflichtung der Reisenden, sich mit ihrem Gepäcke bei dem Gränzzollamte zu melden.*

Nach dem Uebertritte der Zoll-Linie müssen die Reisenden, selbst wenn sie keine zollpflichtigen Gegen-

stände mit sich führen, sich unmittelbar zu dem nächsten Gränzzollamte begeben, demselben die ihnen zur Ausweisung auf der Reise dienenden Papiere überreichen, und ihre Effecten dem vorgeschriebenen Verfahren unterziehen. Es ist ihnen nicht gestattet, einem Gränzzollamte auszuweichen, oder die Reise an demselben vorüber, ohne Anmeldung und Vollziehung des gesetzlichen Verfahrens fortzusetzen. 1835

Reisende, welche gegen diese Vorschrift handeln, unterliegen, wenn gegen sie die Strafe wegen verübten oder versuchten Schleichhandels, Mitschuld oder Theilnehmung an demselben nicht Platz greift, einer Strafe von 10 bis 50 Gulden.

7. *Zurücklegung des Weges von der Zoll-Linie bis zu dem Gränzzollamte.*

Auf dem Zuge von dem Uebertritte bis zu dem Gränzzollamte müssen die Waaren unberührt bleiben; es ist der Weg stets ununterbrochen zurück zu legen, und es darf mit den Waaren weder von der Zollstrasse abgewichen, noch davon vor der Vollziehung der vorgeschriebenen Amtshandlung etwas abgelegt werden; die Fälle, wo erwiesene, zufällige Ereignisse die ununterbrochene Verfolgung der Zollstrasse unmöglich machen, ausgenommen.

Die vorschriftswidrige Ablegung oder Hinwegbringung von Waaren von der Zollstrasse auf dem eben angedeuteten Zuge unterliegt der Strafe des versuchten Schleichhandels (Absatz 2).

8. *Anmeldung bei dem Ansageposten.*

Ist das Zollamt nicht unmittelbar an der Zoll-Linie aufgestellt, und befindet sich vor demselben ein Ansage- oder Aviso-Posten, welches auf den zur Bezeichnung der Zollstrassen dienenden Tafeln angedeutet ist, so hat der Reisende sich daselbst zu melden. Ist der Letztere mit einem vorgeschriebenen Passe versehen, so wird er auf der Strecke von dem Ansageposten bis zu dem Zollamte in der Regel nicht begleitet. Findet aber der Ansageposten eine Begleitung nothwendig, so hat dieselbe stets unaufgehalten zu geschehen.

1835 9. *Angabe, welche der Reisende bei dem Gränzzollamte zu machen hat.*

Sobald der Reisende bei dem Gränzzollamte eintrifft, hat er anzugeben; ob er bloss Gepäcke, welches zollfrei ist, oder andere, dem Einfuhrszolle unterliegende Gegenstände mit sich führt.

Als zollfreie Reise-Effecten werden betrachtet: alte Wäsche, Bettgeräthe, gebrauchte Kleider, Gold- und Silberzeug, Geld und Kostbarkeiten, welche Reisende nicht zum Handel, sondern zum unmittelbaren, ihrem Bedürfnisse und Stande angemessenen Gebrauche mit sich führen, eben so Shawls und Shawltücher, insoweit sie der orientalischen Tracht eigen sind. Auch neue Kleidungsstücke, welche fremde Reisende bei sich haben, werden unter der eben angedeuteten Bedingung zu den Reise-Effecten gerechnet.

Die von dem Reisenden abzugebende Erklärung ist sogleich nach dem Anlangen bei dem Gränzzollamte zu machen.

10. *Hülfsmittel zur Verfassung der Erklärung oder zur Belehrung über das Zollverfahren.*

Den Reisenden ist gestattet, sich vor der Anbringung der Erklärung der ämtlichen Wagen, Maasse oder anderen im Amte vorhandenen Vorrichtungen zur Ausmittlung des Gewichtes, oder des zu erklärenden Rauminhaltes, soweit solches ohne Störung der Ordnung in den Amtshandlungen geschehen kann, unentgeltlich zu bedienen, um im Grunde dieser Ausmittlung die Erklärung mit Genauigkeit zu verfassen.

Ueber die Art, in welcher die Erklärungen eingerichtet werden müssen, befinden sich die Bestimmungen bei jedem Zollamte und Ansageposten gedruckt angeheftet. Ausserdem muss bei jedem Zollamte ein Exemplar des Zolltarifes sammt allen nachträglich erfolgten Aenderungen und Erläuterungen, ferner ein Exemplar der Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung für Jedermann zur Einsicht bereit gehalten, und Jedem, der sich zu belehren wünscht, zur Benutzung im Amte mitgetheilt werden. Auch ist für den Fall, als ein Reisender bei der Vollziehung des Zollverfahrens über die Gesetzmässigkeit desselben aufgeklärt zu werden wünscht, der Absatz des Gesetzes oder überhaupt einer allgemeinen Kundmachung, auf welche sich die ge-

pflogene Amtshandlung, oder die Art, in der dieselbe 1835
vollzogen wird, gründet, aufzuschlagen, und dem Reisenden dessen Einsicht zu gestatten.

11. *Reisende und Couriere können mündlich erklären.*

Reisenden und Courieren ist gestattet, die Erklärung mündlich abzugeben. Die mündliche Erklärung wird in die Amtsbücher geschrieben, und dem Erklärenden vorgelesen. Ergänzt oder ändert er bei der Vorlesung die Erklärung, so ist seine weitere Angabe genau aufzunehmen, und ihm nochmals vorzulesen. Die in die Amtsbücher aufgenommene Ansage ist von den Reisenden und Courieren stets mit ihrer Unterschrift, oder wenn sie des Schreibens unfähig sind, mit ihrem Handzeichen, in Gegenwart zweier Zeugen, wovon einer den Namen des Erklärenden unterschreibt, zu bekräftigen.

12. *Erfordernisse der Erklärung.*

Obgleich oben erwähnt wurde, dass sich bei jedem Zollamte oder Ansageposten die Bestimmungen über die Art, wie die Erklärungen zu verfassen sind, gedruckt angeheftet befinden, so folgen hier dennoch einige Andeutungen über das Wesentlichste, was die Erklärungen der Reisenden zu enthalten haben, nämlich;

1. Den Vor- und Zunamen, so wie den Wohnort des Erklärenden.
2. Den Ort, an den das Gepäcke und die unter demselben etwa befindlichen Waaren gebracht werden sollen, dann die Richtung des Weges an diesen Ort.
3. Die Bestimmung, welche die Gegenstände erhalten, ob nämlich der Reisende dieselben der Einfuhrsverzollung zu unterziehen, oder durch das Zollgebiet in das Ausland durchzuführen wünscht; ob er verlangt, dass die Gegenstände gleich unmittelbar bei dem Eintrittsamte der Amtshandlung vollständig unterzogen, oder zu diesem Behufe an ein anderes Amt angewiesen werden sollen.
4. Die Zahl der Päcke und Behältnisse, in denen sich die Gegenstände befinden.
5. Der letzteren Gattung und Menge.
6. Sind die Gegenstände von der Gattung Waaren, von denen der Eingangszoll nach dem Werthe einge-

1835 hoben wird, so ist nebst dem Werthe das reine (Netto-) Gewicht, die Stückzahl, oder überhaupt dasjenige Maass anzugeben, nach welchem die Gegenstände im Handelsverkehre umgesetzt zu werden pflegen, und nach welchem sich der Werth beurtheilen lässt.

13. *Behandlung der Gegenstände, hinsichtlich deren die Erklärung mangelhaft ist.*

Gegenstände, welche Reisende zu ihrem Gebrauche in einer ihren Verhältnissen angemessenen Beschaffenheit und Menge mit sich führen, können, wenn gleich die Erklärung mangelhaft wäre, insofern der Verdacht eines Unterschleifes nicht entsteht, mit Beobachtung der für die Güteranweisung bestehenden Vorschriften, an ein Hauptzollamt oder eine Zoll-Legstätte zur Ergänzung der Erklärung, und zum weiteren Zollverfahren angewiesen werden.

14. *Folgen von Unrichtigkeiten in der Erklärung.*

Der Reisende setzt sich einer Strafe aus (die sogar, nach Beschaffenheit der Umstände, der für den Schleichhandel festgesetzten gleichkommen kann), wenn in der Erklärung ein anzugebender Gegenstand gänzlich verschwiegen, oder einer, der nicht vorhanden ist, angegeben wird; wenn ferner die Gattung oder Art der Waare mit einer Benennung angegeben wird, nach welcher zu Folge des Tarifes ein anderes Ausmaass der Abgabe, als nach der wirklichen Beschaffenheit des Gegenstandes entfällt, oder ein Gegenstand, der einer Abgabe oder einem Verbote unterliegt, von der Entrichtung der Abgabe oder der Anwendung des Verbotes frei bleiben würde; wenn endlich die Menge der Waaren, oder die Zahl der Päcke oder Behältnisse nicht übereinstimmend mit dem wirklichen Zustande des Gegenstandes der Erklärung angegeben wird.

15. *Besondere Bewilligung, welche für die Einfuhr einiger Gegenstände erforderlich ist.*

Nach der Einbringung der Waarenerklärung untersucht das Zollamt, ob die erklärten Gegenstände zu der Klasse derjenigen gehören, zu deren Eingang über die Zoll-Linie für die in der Erklärung angegebene Bestimmung eine besondere Bewilligung vorhanden ist. Der letztern bedürfen die Gegenstände der Staats-Monopole, als: Kochsalz, Tabak, Pulver und

Salniter oder Salpeter, ferner die ausser Handel gesetzten Waaren. Unter diesen werden einige, in dem Zolltarife besonders bezeichnete Artikel verstanden, welche nur zum Privatgebrauche, nicht aber zum Handel bestimmt sind. Befinden sich solche Waaren unter dem Gepäcke der Reisenden in einer ihren Verhältnissen angemessenen Beschaffenheit und Menge, so können solche an ein Hauptzollamt angewiesen werden. Zur Durchfuhr von ausser Handel gesetzten Waaren bedarf es keiner besondern Bewilligung. 1835

16. *Behandlung des Tabakes und anderer Monopols-Gegenstände.*

Fremder Tabak, welchen Reisende zum eigenen Gebrauche in einer, fünf Pfund Wiener Gewichtes ($2\frac{8}{10}$ metrische Pfunde) nicht überschreitenden Menge mit sich führen, kann ohne vorläufige höhere Bewilligung dem zollämtlichen Verfahren und der Gebührenentrichtung unterzogen werden.

Hierbei ist zu beachten, dass die Gesetze über die Staats-Monopole sich auch auf die Zollausschlüsse erstrecken, obgleich die letzteren in Bezug auf die Zollvorschriften wie das Ausland betrachtet werden. In diese Zollausschlüsse darf der fremde Tabak, welchen Reisende in der eben angedeuteten Menge mit sich führen, aus dem Auslande oder von der See nur an denjenigen Orten eingebracht werden, in denen ein Zollamt, oder ein anderes, zur Vollziehung der vorgeschriebenen Amtshandlung für Monopols-Gegenstände ermächtigtes Amt aufgestellt ist. Dieser Tabak ist von dem Verbote des Transportes über die ausländische Gränze nach Sonnenuntergang und vor Sonnenaufgang ausgenommen. Hierdurch sind jedoch Reisende von der Verbindlichkeit, dem Ansageposten und dem für die vorgeschriebene Amtshandlung bestellten Amte den Tabak gehörig anzusagen, und denselben dem gesetzmässigen Verfahren zu unterziehen, nicht entbunden.

17. *Begünstigungen für die Verzollung anderer Gegenstände*

Auch können Reisende zur Ladung ihrer Reisegewehre ein Pfund Schiesspulver gegen Entrichtung des Zolles einführen.

1835 Ueberhaupt haben die Begünstigungen, welche den Reisenden wegen der Verzollung gewisser Artikel bei den Grenzämtern, insbesondere aber den ausländischen Badegästen bisher zugestanden waren, durch die Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung keine Veränderung erlitten.

18. *Zollämtliche Untersuchung.*

Im weitern Verfolge des Zollverfahrens werden die zu dem Zollamte gebrachten Gegenstände der zollämtlichen Untersuchung (Beschau) unterzogen, welche zweifacher Art ist, und in der äussern oder innern Untersuchung besteht.

Die äussere Untersuchung beschränkt sich auf die Abzählung der Waarenpäcke und Behältnisse, oder der Stücke, auf die äusserliche Besichtigung der ersteren rücksichtlich ihrer Tauglichkeit zur Vornahme der vorgeschriebenen Amtshandlungen, und zur Anlegung des ämtlichen Verschlusses, insofern dieselbe Statt zu finden hat.

Durch die innere zollämtliche Untersuchung wird die Menge, Gattung und Beschaffenheit der dem Zollverfahren unterworfenen Gegenstände, und in dem Falle, wenn dieselben nach dem Werthe zu verzollen sind, der letztere erhoben. Die Ausmittelung der Menge geschieht durch die Abwiegung, oder durch die Abmessung oder durch die Abzählung, je nachdem der Maassstab für die Verzollung solches erfordert. Bei Gegenständen, von denen der Zoll nach dem Werthe festgesetzt ist, wird die Menge durch die Abwiegung oder durch die Erhebung desjenigen Maasses, nach welchem sich der Werth am verlässlichsten beurtheilen lässt, ausgemittelt.

Die Gattung und Beschaffenheit der Gegenstände wird durch die Besichtigung derselben erhoben. Zu diesem Zwecke werden die Päcke und Behältnisse geöffnet, die darin enthaltenen Gegenstände aus denselben genommen, und soweit es zur Erlangung der Ueberzeugung von deren Zustande erforderlich ist, offen dargelegt.

19. *Bestimmung des Werthes der nach ihm zu verzollenden Waaren.*

Die Angabe des Werthes der nach ihm zu verzollenden Gegenstände wird von dem Amte geprüft,

und mit demjenigen Betrage bestimmt, den dasselbe der Beschaffenheit angemessen findet Für die Einfuhrsverzollung ist der Werth nach den Preisen, um welche der Gegenstand an den Erzeugungsorten, oder, wenn es sich um überseeische Erzeugnisse handelt, in dem Seehafen, über den solche bezogen zu werden pflegen, durch den Handelsverkehr im Grossen gewöhnlich umgesetzt wird, mit Hinzurechnung des zum Transporte bis an die Zoll-Linie erforderlichen Aufwandes anzuschlagen. 1835

Hält der Reisende die ämtliche Schätzung der Waaren für überspannt, so kann er um die Aufnahme einer Schätzung durch zwei unbefangene beeidete Sachverständige ansuchen. Die Kosten einer solchen Schätzung trägt der Staatsschatz, wenn die Angabe der Erklärung von den Sachverständigen nicht zur Erhöhung geeignet erkannt wird, im Gegentheile aber der Reisende.

Selbst nach der Vornahme dieser Schätzung bleibt dem Reisenden noch frei gestellt, wenn er die Schätzung für überspannt hält, den Gegenstand auf eigene Kosten zurück zu senden, oder zur Durchfuhr in das Ausland zu erklären.

20. *Gegenwart des Reisenden, oder der von ihm ermächtigten Person bei der zollämtlichen Untersuchung.*

Die zollämtliche Untersuchung der zum Amte gebrachten Gegenstände ist in Gegenwart des Reisenden, oder der von ihm ausdrücklich dazu ermächtigten Person zu vollziehen. Leistet der Reisende auf das Recht der Beiziehung Verzicht, so muss solches von ihm schriftlich erklärt werden.

21. *Verrichtungen, welche zur Vornahme des Zollverfahrens zu leisten sind.*

Nicht minder ist der Reisende verpflichtet, die dem Zollverfahren zu unterziehenden Gegenstände dem Amte in dem, zur Vollführung dieses Verfahrens erforderlichen Zustande darzulegen, und nach der Anweisung der Beamten die nöthigen Handarbeiten, insbesondere die Ab- und Aufladung, die Abgabe zur Wage und die Zurücknahme von derselben, die Eröffnung und Schliessung der Päcke und Behältnisse

1835 auf eigene Gefahr und Kosten zu verrichten, oder verrichten zu lassen. Bei den Aemtern, bei welchen zur Vollziehung dieser Arbeiten einige Träger oder Handlanger unter ämtlicher Aufsicht bestellt, und andere Arbeiter von dem Zutritte in die Amtsstätte ausgeschlossen sind, haben sich die Reisenden der ersteren gegen Entrichtung der vorgeschriebenen Gebühren zu bedienen.

22. *Berechnung und Einhebung der Zollgebühren.*

Sind die, dem Zollverfahren unterzogenen Gegenstände bestimmt, bei dem Amte verzollt zu werden, so berechnet dasselbe die vorschriftmässig entfallenden Gebühren, und hebt solche ein.

23. *Ausfertigung einer ämtlichen Bestätigung oder Bollete.*

Reisenden wird, wenn sie auch keine der Zollentrichtung oder der Anweisung an ein anderes Amt unterliegende Gegenstände mit sich führen, die schriftliche Bestätigung, dass sie ihr Gepäcke und die bei ihnen befindlichen Effecten dem Zollverfahren unterworfen haben, und dass hierunter kein Gegenstand der bemerkten Art gefunden worden sey, (eine Frei-Bollete) zum Behufe der Ausweisung auf ihrer Reise und im Orte ihrer Bestimmung ertheilt. Ohne diese ämtliche Bestätigung dürfen sie weder etwas von dem Amtsplatze hinweg bringen, noch von dem Amte abfahren. Haben sie einen, der Einfuhrsverzollung unterliegenden Gegenstand eigenmächtig hinweggebracht, so verfallen sie in die, auf den Schleichhandel gesetzte, oben unter der Zahl 2 bemerkte Strafe, in andern Fällen aber einer Strafe von 10 bis 50 fl. Sie haben die Bollete wohl aufzubewahren, und zwar: sofern sie durch das Zollgebiet durchreisen, bis zu dem Austritte aus demselben; wenn sie hingegen in dem letzteren verweilen, bis zu dem Eintreffen in ihrem dauernden Wohnsitze, hier aber so lange, als eine Waare sich in neuem ungebrauchtem Zustande befindet, oder sofern dieselbe ein Gegenstand eines Staats-Monopols ist, nicht verbraucht wurde.

24. *Welche Bolleten nicht als gültige Ausweise angenommen werden.*

Bolleten, welche nicht auf dem eigens hierzu vor-

gerichteten Papiere, wovon ein Theil mit gedruckten 1835
Worten, so wie mit dem kaiserlichen Adler versehen ist, ausgefertigt wurden, dann jene, in denen geschriebene Worte oder Ziffern durchstrichen oder geändert wurden, oder in denen Radirungen bemerkbar sind, werden nicht als Beweis der gepflogenen Amtshandlungen angenommen.

Niemand ist verpflichtet, eine mangelhafte Bollete anzunehmen, sondern es kann, ehe die Waare von dem Amtsplatze hinweggebracht wird, die Ergänzung der Urkunde oder die Ausstellung einer neuen fehlerfreien Bestätigung (Bollete) gefordert werden.

25. *Verfahren mit einer mangelhaften Bollete.*

Verweigert das Zollamt die Ausstellung einer ergänzten oder verbesserten Bollete, so ist der Reisende berechtiget, von demselben die schriftliche Bestätigung über das gemachte Ansuchen und die darauf erfolgte Verweigerung zu verlangen. Wenn aber das Zollamt auch diesem Verlangen nicht entsprechen sollte, so wäre sich an die Orts-Obrigkeit zu wenden.

26. *Transport der verzollten Eingangsgüter an den Ort der Bestimmung.*

Die der Einfuhrsverzollung unterzogenen Gegenstände müssen von dem Zollamte auf der, durch die Bollete vorgezeichneten Strasse während des zu dem Transporte bestimmten Zeitraumes an den Ort der Bestimmung gebracht werden. Die Bollete soll den Gegenstand bis an diesen Ort begleiten. Eine später beigebrachte Bollete, deren durch ein zufälliges Ereigniss veranlasste Trennung von der Ladung nicht erwiesen wird, kann nicht beachtet werden.

27. *Besondere Begünstigung der Reisenden wegen deren Abfertigung.*

Reisende, welche keine für den Handel bestimmten Gegenstände mit sich führen, sollen bei allen Zollämtern bei Tag und Nacht stets ohne Verzug abgefertigt werden, und es sind deren Effecten immer sogleich dem Zollverfahren zu unterziehen, ohne dass mit denselben die Reihenfolge der Handelsgüter abzuwarten ist.

1835

Zweiter Abschnitt.

Von dem Zollverfahren bei angewiesenen Gegenständen.

1. *Welche Gegenstände angewiesen werden müssen.*

Werden die bei einem Reisenden befindlichen, einem Eingangszolle unterliegenden Gegenstände nicht bei dem Eintrittsamte in die Eingangsverzollung genommen, so müssen dieselben an ein anderes Amt angewiesen werden.

2. *Verbindlichkeit, welche dem Reisenden dabei obliegt.*

Der Reisende übernimmt bei der Anweisung die Verbindlichkeit, die Waare an das Amt, an das dieselbe angewiesen wird, bei Durchzugsgütern aber an das Amt, über das der Austritt derselben über die Zoll-Linie zu erfolgen hat, zu überbringen, und für die im Falle der Ausserachtlassung der vorgezeichneten Anordnungen Statt findenden Strafen zu haften.

3. *Leistung einer Sicherstellung.*

Ist der Reisende nicht ein im Inlande dauernd wohnhafter, bekannter und sicherer Handelsmann oder Fuhrmann, so muss er für die von der Waare entfallende Eingangszollgebühr Sicherstellung leisten.

Die Sicherstellung kann geleistet werden: im Baren, mittelst östreichischer Staats-Obligationen oder durch Bürgschaft. Die letztere wird von bekannten sichern Handelsleuten oder Fuhrleuten oder andern Personen angenommen, welche sich mit einem obrigkeitlichen Zeugnisse ausweisen, dass sie im Inlande einen dauernden Wohnsitz haben, eine Gewerbsbefugniss ausüben, oder unbewegliche Realitäten besitzen, oder sich von den Zinsen eigener Capitalien erhalten, und dass über ihr Vermögen keine Concurs-Verhandlung anhängig sei.

Die Sicherstellung kann für die Strecke bis zu einem bestimmten Amte, an das die Waare angewiesen wird, oder bei Durchführungsgütern für die ganze Strecke des Durchzuges geleistet werden.

4. *Anlegung des ämtlichen Verschlusses.* 1835

Die Gegenstände, welche angewiesen werden, sind unter ämtlichen Verschluss (Zollsiegel) zu legen, mit Ausnahme der nach der Stückzahl zu verzollenden oder derjenigen, welche gewöhnlich offen verführt zu werden pflegen, und offen und unverpackt vorkommen.

Die Eröffnung des zollämtlichen Verschlusses darf nur von einem Gefällsamte oder einer Abtheilung der Gefällenwache vorgenommen werden. Jede eigenmächtige, gesetzwidrige Eröffnung oder Verletzung desselben unterliegt Strafen, die selbst dann, wenn weder der Urheber oder Thäter, noch ein Mitschuldiger oder Theilnehmer mit Bestimmtheit ausgemittelt werden kann, in dem Betrage von 2 bis 100 Gulden denjenigen treffen, der den Transport des unter Verschluss gelegten Gegenstandes besorgte, oder letzteren in Verwahrung hatte, oder darüber die Aufsicht führte, sobald ihm die Anlegung des Verschlusses, ehe dieser eröffnet oder verletzt wurde, bekannt gemacht worden ist. Die grössere Strafe von 5 bis 200 Gulden wird gegen denjenigen, der den Verschluss eröffnete, oder eröffnen liess, verhängt, wenn nicht die für den Schleichhandel oder den frevelhaften Schleichhandel bestimmten Strafen oder jene nach den allgemeinen Strafgesetzen Anwendung finden.

5. *Beachtung der auf den Rücken der Bollete enthaltenen Vorschreibung.*

Bei dem Empfange der Bollete darf deren Rückseite nicht unbeachtet gelassen werden, weil dort das nächste Amt, wo die Waare zu stellen ist, so wie die Zeitfrist für den Transport sich vorgezeichnet befindet.

6. *Verhalten auf der Reise bis zu dem Amte, wohin die Anweisung erfolgte.*

Couriere und Reisende, die keine zum Handelsverkehre bestimmten Waaren mit sich führen, sind von der Stellung zu Zoll-Legstätten vor dem Eintreffen an dem Orte der Bestimmung oder des Austrittamtes ausgenommen.

Der Reisende ist verpflichtet, den ämtlichen Verschluss, wie schon oben angedeutet wurde, unverletzt zu bewahren, die in der Bollete bezeichnete Strasse und die zur Zurücklegung des Weges bestimmte Frist

1835 einzuhalten, so wie die Waaren und sonstigen Gegenstände bei dem Amte zu stellen, welches auf der Bollete angedeutet wurde.

7. *Aenderung der Reiserichtung.*

Würde ein Reisender, der keine zum Handel bestimmten Güter, jedoch andere, unter ämtlichem Verschlusse angewiesene Waaren mit sich führt, seine Reiserichtung gänzlich ändern, dergestalt, dass er bei einem andern, als demjenigen Amte, das ursprünglich in der Bollete bezeichnet war, in das Ausland auszutreten oder die Waaren der Einfuhrsverzollung zu unterziehen wünscht, so muss er dieses bei einer, auf dem vorgezeichneten Strassenzuge bestehenden Zoll-Legstätte anzeigen, und die Waare sammt der Bollete zu diesem Amte stellen, welches ihm eine neue Bollete ausfertigt.

8. *Vorgang bei dem Eintreten zufälliger Ereignisse auf der Reise.*

Alle Ereignisse, wodurch die Nothwendigkeit herbeigeführt wird, von der vorgezeichneten Strasse abzuweichen, oder die eingeräumte Zeitfrist zu überschreiten, oder durch welche die Beschaffenheit der Waare oder das Gewicht geändert, der äussere Umschlag der Waarenbehältnisse beschädiget, der Verschluss verletzt oder unkenntlich gemacht, die Bezeichnung der Päcke oder Behältnisse verwischt oder vertilgt wird, müssen unverzüglich dem nächsten Zollamte, oder der nächsten, zur Verwaltung der politischen Geschäfte bestellten Obrigkeit angezeigt werden. Geschieht das Letztere, so ist sich mit der von der Obrigkeit ertheilten Bestätigung bei dem nächsten Zollamte auszuweisen.

Wenn die Bollete in Verlust geräth, muss die Waare zu dem nächsten, in der angewiesenen Richtung gelegenen Zollamte gestellt werden.

9. *Verfahren bei dem Amte, auf welches die Anweisung lautet.*

Das Verfahren bei dem Zollamte, an das die Waare angewiesen wurde, richtet sich nach der Bestimmung derselben, und nach dem Zwecke, für welchen die Anweisung Statt fand.

Die Aufnahme der Waare in die ämtlichen Niederlagen geschieht nach den dafür bestehenden Bestimmungen. Die bei der Anweisung im Baren oder in Staatsschuldverschreibungen geleistete Sicherstellung wird erst, nachdem für die, dem Aussteller der Erklärung obliegenden Verbindlichkeiten eine neue Sicherstellung geleistet, oder für die Waare die Einfuhrsverzollung vollzogen wurde, zurückerstattet. 1835

Die bei dem Eintritte im Baren geleistete Sicherstellung wird dem Reisenden gegen Quittung, die in Staats-Obligationen geleistete Sicherstellung aber von dem Eintrittsamte an denjenigen, der dieselbe erlegte, zurück erstattet.

10. *Eingangsverzollung der angewiesenen Waaren.*

Bei der Eingangsverzollung der angewiesenen Waaren wird nach den für dieses Verfahren bei den Gränzzollämtern festgesetzten Bestimmungen vorgegangen. Wurde die ursprüngliche Erklärung nicht nach den Benennungen und Maassstäben des Einfuhr-Zolltarifes verfasst, so ist eine neue vorschriftmässig eingerichtete Erklärung einzubringen.

11. *Eingangsverzollung von Durchfuhrsgütern.*

Eine bei dem Eintritte als Durchfuhrsgut erklärte, oder bloss zur Einlagerung angewiesene Waare kann entweder bei dem Amte, an welches sie angewiesen wurde, oder auch bei einem anderen, auf dem vorgezeichneten Strassenzuge befindlichen Zollamte der Einfuhrsverzollung unterzogen werden, insofern dasselbe dazu befugt ist. Die Waare muss zu diesem Behufe zu dem Amte gestellt werden.

12. *Anweisung der Effecten, die voraus- oder nachgeschickt werden.*

Nach einer Bestimmung des Ein- und Ausfuhr-Zolltarifes sind Reise-Effecten und darunter auch neue, dem Stande und Privatgebrauche angemessene Kleidungsstücke der fremden Reisenden, die Effecten und das Gepäcke der Professionisten und Handwerker, ferner das aus schon gebrauchten Effecten bestehende Gepäcke inländischer Reisenden, endlich Bücher und Musikalien, diese Gegenstände

1835 mögen vorausgeschickt oder nachgesendet werden, wegen Mangel der Einfuhrsbewilligung, oder wegen unbedeutender Mangelhaftigkeit der Erklärung bei den Gränzzollämtern nicht zurück zu behalten, sondern an den Ort der Bestimmung anzuweisen, insofern sich in demselben ein Hauptzollamt befindet.

Dritter Abschnitt.

Von dem Verfahren bei dem Austritte über die Zoll-Linie.

1. *Verschiedenheit der Fälle, die vorkommen können.*

Bei dem Austritte des Reisenden über die Zoll-Linie können zwei Fälle eintreten:

a) Entweder sind die Reisenden aus dem Auslande gekommen, und reisen durch das Zollgebiet in das Ausland oder einen Zollausschluss.

b) Oder sie wohnen im Inlande, oder hielten sich daselbst längere Zeit auf, und reisen aus dem Zollgebiete in das Ausland oder einen Zollausschluss.

2. *Benehmen bei der Reise durch das Zollgebiet.*

In dem erstern Falle darf der Austritt der Waaren, die der Reisende aus dem Auslande mit sich brachte, und die zur Durchfuhr angewiesen wurden, nur bei dem, auf der Bollete bezeichneten Gränzzollamte Statt finden. Ein anderes Gränzzollamt darf die angewiesenen Gegenstände nicht über die Zoll-Linie gehen lassen, sondern es hat dieselben anzuhalten, und auf Kosten und Gefahr desjenigen, unter dessen Haftung die Anweisung geschah, in Verwahrung zu nehmen, bis die Gestattung zum Austritte von der, diesem Zollamte vorgesetzten Behörde erfolgt.

Reisende, die mit vorschriftmässigen Pässen versehen sind, werden von dem Gränzzollamte bis zu dem, etwa vor ihm befindlichen Ansageposten, oder bis zur Zoll-Linie in der Regel nicht begleitet. Findet aber das Gränzzollamt eine Begleitung nothwendig, so hat dieselbe stets unaufgehalten zu geschehen.

Diejenigen Personen, unter deren Haftung die Anweisung zum Behufe der Durchfuhr eingeleitet wurde, sind verpflichtet, den Beweis über den stattgefundenen Austritt wohl aufzubewahren, und denselben auf jedes-

malige Aufforderung vorzuweisen. Diese Verpflichtung 1835
erlischt nach Ablauf eines Jahres, von dem Zeitpunkte an gerechnet, in welchem die Waare hätte austreten sollen.

3. *Benehmen, wenn die Reise aus dem Inlande geschieht.*

Im zweiten Falle, wenn nämlich Reisende, die im Inlande wohnen, oder sich daselbst durch längere Zeit aufhielten, in das Ausland, oder einen Zollausschluss reisen, haben sie die zur Ausfuhr bestimmten, einem Ausfuhrzolle unterliegenden Waaren, welche sie ausser dem zollfrei bleibenden Gepäcke mit sich führen, bei dem Gränzzollamte, über das die Ausfuhr zu erfolgen hat, zu erklären.

Bestehen die Waaren aus Gegenständen, zu deren Ausfuhr nach dem Zolltarife eine besondere Bewilligung erfordert wird, so muss dieselbe dem Amte übergeben werden.

4. *Gestattete Abfertigung bei einem Zollamte im innern Zollgebiete.*

Die gedachten Gegenstände können aber auch bei einem, nicht unmittelbar an der Zoll-Linie aufgestellten Zollamte zur Ausfuhr aus dem Zollgebiete erklärt werden.

Kann der Reisende in einem solchen Falle nicht bestimmt angeben, über welches Amt der Austritt erfolgen wird, so ist ihm gestattet, mehrere Aemter, über deren eines der Austritt Statt finden soll, so wie den beiläufigen Zeitraum für denselben anzugeben, oder zu verlangen, dass die Gegenstände an ein in der einzuschlagenden Richtung bestehendes Zollamt angewiesen werden, um dort das Austrittsamt nachträglich zu bestimmen.

5. *Fälle, in denen der zollämtliche Verschluss angelegt wird.*

Die Gegenstände, welche der Reisende bei einem im Inlande gelegenen Amte zur Ausfuhr erklärt, werden nur in folgenden Fällen unter ämtlichen Verschluss gelegt:

1. Wenn der Reisende darum ansucht.
2. Wenn es sich um Waaren handelt, deren Austritt erwiesen werden muss.

1835 3. Wenn die Zollgebühr bei dem anweisenden Amte nicht entrichtet wurde.

4. Wenn die Waare zu der Gattung derjenigen gehört, bei deren Versendung im innern Verkehre der ämtliche Verschluss angeordnet ist.

6. *Wenn die bei einem im innern Zollgebiete abgefertigte Waare im Inlande verbleibt.*

Die unter ämtlichen Verschluss gelegten Gegenstände müssen auf der vorgezeichneten Strasse binnen der bestimmten Zeitfrist zu dem Amte, an das dieselben angewiesen sind, gebracht werden.

Die zur Ausfuhr angewiesene, allein nicht unter ämtlichen Verschluss gelegte Waare kann ohne Beobachtung einer Förmlichkeit im Zollgebiete belassen werden, jedoch wird die erlegte Zollgebühr nicht zurück erstattet. Wenn es hingegen von der Ausfuhr einer, unter Verschluss gelegten Waare abkommt, so muss dieselbe zu einer Zoll-Legstätte gestellt, und hier die Belassung der Waare im Zollgebiete schriftlich angezeigt werden. Nachdem der Verschluss unverletzt gefunden, und sich überzeugt wurde, dass der Gegenstand, der Menge und Beschaffenheit nach, derselbe sey, über den die Bollete ausgestellt wurde, wird der bei der Anweisung erlegte Ausfuhrszoll zurück erstattet.

7. *Allgemeine Bestimmungen.*

Bei dem Ausgange finden wegen der Zollstrassen, wegen der Ueberschreitung der Zoll-Linie zur Nachtzeit und wegen der Abfertigung der Reisenden die nämlichen Bestimmungen Statt, wie bei dem Eingange; wovon im ersten Abschnitte unter den Zahlen 2, 5 und 27 die Rede war.

Vierter Abschnitt.

Von dem Verfahren in dem Verkehre zwischen Ungarn mit Siebenbürgen und den übrigen Ländern des gemeinschaftlichen Zollverbandes.

1. *Bedingungen, unter denen der Uebertritt der Zwischenzoll-Linie Statt findet.*

Die Bedingungen, unter denen der Uebertritt der Zoll-Linie Statt findet, gelten auch für den Uebertritt

der Zwischenzoll-Linie, welche Ungarn und Siebenbürgen von den übrigen, in dem gemeinschaftlichen Zollverbande begriffenen Ländern scheidet. 1835

2. *Aemter, welche an der Zwischenzoll-Linie bestehen.*

An der Zwischenzoll-Linie bestehen entweder einander gegenüber Zollämter und ungarische Dreissigstämter, oder es sind diese Aemter vereiniget in einer und derselben Amtsstätte. Bei den gedachten Aemtern hat der Reisende sich zu melden, sobald er die Zwischenzoll-Linie überschreitet.

3. *Verfahren bei diesen Aemtern.*

Das Amt, über welches der Austritt erfolgt, pflegt das für die Waarenausfuhr vorgeschriebene Verfahren. Das Amt hingegen, über das der Eintritt in das gegenüber liegende Gebiet Statt findet, vollzieht die für den Waareneingang angeordneten Amtshandlungen. Es können indess die einer Amtshandlung unterliegenden Gegenstände von dem an der Zwischenzoll-Linie bestehenden Amte an eine Legstätte angewiesen werden.

4. *Gestattete Abfertigung bei einem Hauptzollamte oder einer Zoll-Legstätte.*

Werden Gegenstände bei einer Zoll-Legstätte oder einem Hauptzollamte zur Ausfuhr nach Ungarn oder Siebenbürgen über die Zwischenzoll-Linie erklärt, so werden sie unter ämtlichem Verschlusse, so weit die Gegenstände für denselben geeignet sind, an das Amt, über welches der Eintritt nach Ungarn oder Siebenbürgen zu erfolgen hat, angewiesen. Dergleichen Gegenstände sind zu dem Zollamte, über welches der Austritt nach Ungarn oder Siebenbürgen geschieht, dann zu dem angewiesenen Eintritts-Dreissigstamte zu stellen.

5. *Anweisung ausländischer unverzollter Gegenstände an eine Dreissigst-Legstätte oder ein Hauptdreissigstamt.*

Der Reisende, welcher zollpflichtige Gegenstände aus dem Auslande einführte, kann dieselben, mit Beobachtung der Bestimmungen über die Anweisung unverzollter ausländischer Waaren, an eine Dreissigst-

1835 Legstätte, oder an ein Hauptdreissigstamt in Ungarn oder Siebenbürgen zum Behufe des, für den Eingang vorgeschriebenen Verfahrens oder zur Aufbewahrung in einer ämtlichen Niederlage anweisen lassen, oder sie über ein an der ausländischen Zoll-Linie von Ungarn und Siebenbürgen bestehendes Dreissigstamt in das Ausland ausführen.

6. *Ausfuhr ungarischer oder siebenbürgischer Erzeugnisse in das Ausland oder einen Zollausschluss.*

Reisende, welche aus Ungarn oder Siebenbürgen kommen, und ungarische oder siebenbürgische Erzeugnisse mit sich führen, die bei der Einfuhr in die übrigen Länder einem Eingangszolle unterliegen, können sie durch die übrigen Länder des Zollverbandes, und eben so Reisende, die aus den übrigen Ländern kommen, Erzeugnisse dieser Länder durch Ungarn und Siebenbürgen in das Ausland oder einen Zollausschluss gegen Entrichtung der für die Ausfuhr in das Ausland festgesetzten Abgaben ausführen. Zum Behufe dieser Ausfuhr sind die für den Verkehr über die Zwischenzoll-Linie bestehenden Ausgangs- und gegenseitigen Einfuhrsgebühren sicherzustellen.

7. *Behandlung des ungarischen und siebenbürgischen Tabakes.*

In Ungarn und Siebenbürgen ist der Tabak kein Gegenstand eines Staats-Monopols. Es darf daher derselbe von dort in die übrigen Länder des gemeinschaftlichen Zollverbandes nur gegen besondere Bewilligung gebracht werden. Reisende geniessen indess in dieser Beziehung die ihnen für die Einfuhr von fremdem Tabake zugestandene Begünstigung. (Erster Abschnitt, Zahl 16.)

Fünfter Abschnitt.

Von der Behandlung der im innern Verkehre die Zoll-Linie berührenden Gegenstände.

1. *Allgemeiner Grundsatz über diesen Verkehr.*

Inländische Erzeugnisse, oder ausländische, für den Verbrauch bezogene Waaren, können in der Regel über die Zoll-Linie nicht zollfrei aus einem Theile des

Zollgebietes in den andern geführt werden. Für einzelne Gebietstheile finden jedoch Ausnahmen von diesem Grundsatze Statt. Insbesondere können die erwähnten Gegenstände, mit Beobachtung der vorgeschriebenen Bestimmungen, über die See zollfrei aus einem in den andern Theil des Zollgebietes gebracht werden. 1835

2. *Aemter, wo die Abfertigung für den Verkehr über die See zu geschehen hat.*

Der über die See zu führende Gegenstand muss zu dem Zollamte an der Zoll-Linie gebracht, und dort erklärt werden. Die Erklärung kann auch bei einer, nicht an der Seeküste aufgestellten Zoll-Legstätte geschehen. In diesem Falle weiset die letztere die nicht zum zollfreien Gepäcke gehörenden Waaren, nach den Anordnungen rücksichtlich der zur Ausfuhr in das Ausland bestimmten inländischen Waaren, unter ämtlichem Verschlusse an das Amt an, über welches die Sendung über die Zoll-Linie ausgeführt werden soll.

3. *Haftung und Leistung der erforderlichen Sicherstellung.*

Der Aussteller der Erklärung haftet insbesondere für die richtige Abstellung der Waare an das Amt, über welches dieselbe in das Zollgebiet eingebracht werden soll, mit der Verbindlichkeit, für jeden Fall, wenn diese Abstellung von ihm nicht nachgewiesen werden sollte, von den Waaren, deren Ausfuhr erlaubt ist, den entfallenden Ausfuhrszoll, für jene hingegen, die dem Ausfuhrsverbote unterliegen, die gesetzlichen Strafbeträge zu entrichten. Ist derselbe ein bekannter und sicherer Handelsmann, so braucht er eine besondere Sicherstellung nicht beizubringen. In andern Fällen soll die Sicherstellung nach den für die Anweisung unverzollter Waaren festgesetzten Grundsätzen (Abschnitt 2, Zahl 3) geleistet werden. Das Maass der Sicherstellung beträgt den Werth der Waaren, deren Ausfuhr verboten ist, bei andern Gegenständen den Ausfuhrszoll.

4. *Anweisung der Gegenstände, und deren Behandlung auf dem Transporte.*

In Absicht auf die Anlegung des Verschlusses wird nach den Bestimmungen über die Anweisung unver-

1835 zollter ausländischer Waaren verfahren. Die Gegenstände werden an das Amt, über welches dieselben in das Zollgebiet wieder einzutreten haben, angewiesen, und die Zeitfrist, binnen welcher dieses erfolgen soll, ausgedrückt. Die Ablegung in dem Hafen ausser dem Zollamte darf unter keinem Vorwande Statt finden.

5. *Verfahren bei dem Anlangen im Orte der Bestimmung.*

Sobald die Gegenstände an dem Orte der Bestimmung eintreffen, müssen dieselben unmittelbar vom Schiffe aus, zu dem Zollamte, an das dieselben angewiesen wurden, gebracht werden. Die zollämtliche Untersuchung wird daselbst nach den für die Einfuhrsverzollung geltenden Anordnungen vollzogen. Zeigt sich dabei kein Anstand, so ertheilt das Zollamt mittelst einer schriftlichen Bestätigung (Bollete) die Gestattung, die Gegenstände zollfrei in das Zollgebiet zu bringen. In Absicht auf die Zurückstellung der im Baren geleisteten Sicherstellung wird verfahren, wie bei den angewiesenen unverzollten ausländischen Gütern (Abschnitt 2, Zahl 9.).

6. *Beibringung des Beweises über die richtige Stellung zu dem angewiesenen Amte.*

Binnen 45 Tagen nach dem Zeitpunkte, in welchem die Gegenstände bei dem Amte, an das dieselben angewiesen wurden, einzutreffen hatten, ist von dem Aussteller der Erklärung der Beweis über den Wiedereintritt der Gegenstände in das Zollgebiet bei dem anweisenden Amte beizubringen, wenn dieser Beweis nicht im ämtlichen Wege einlangte. Geschieht weder das Eine noch das Andere, so wird für die in der Ausfuhr erlaubten Gegenstände der nicht etwa schon erlegte Ausgangszoll eingehoben, wegen der in der Ausfuhr verbotenen Waaren aber das Strafverfahren eingeleitet.

7. *Verkehr über fremdes Gebiet.*

Auch über das, durch die Zoll-Linie von Bregenz in Vorarlberg bis Asch in Böhmen begränzte fremde Gebiet können inländische oder ausländische, vorschriftmässig für den Verbrauch bezogene Waaren aus einem Theile des Zollgebietes in den andern zollfrei geführt werden.

Von dieser Gestattung sind ausgeschlossen: aus- 1835
ländischer Zucker, Zuckermehl und Zuckersyrup, Kaffee, Cacao, Gewürznelken, Muskatblüthe, Muskatnüsse, weisser und schwarzer Pfeffer, Piment, Ingber, Vaniglia und Zimmt.

Insofern in einzelnen Gegenden der zollfreie Verkehr über kurze Strecken des fremden Gebietes durch besondere Bewilligungen zugestanden ist, sind dieselben, dann die Bedingungen, unter denen dieser Verkehr Statt findet, durch die Zoll- und Staats-Monopols-Ordnung unberührt gelassen worden.

Für den Zug über fremdes Gebiet gelten die nämlichen Bestimmungen, wie für jenen zur See, so weit es sich nicht um Anordnungen handelt, die sich bloss auf die eigenthümlichen Verhältnisse der See oder der Seehäfen beziehen.

8. *Wesentliche Bestimmungen, welche Reisende zu beobachten haben.*

Auf den Reisen aus einem Theile des Zollgebietes in den andern über die See oder fremdes Gebiet darf der Reisende vor Allem die Stellung bei dem Zollamte, wo er über die Zoll-Linie austritt, so wie bei jenem, wo er wieder in das Zollgebiet eintritt, und die sorgfältige Bewahrung des ämtlichen Verschlusses nicht ausser Acht lassen.

Sechster Abschnitt.

Von den ämtlichen Niederlagen und einigen besondern Maassregeln, welche im Zollgebiete zu beobachten sind.

1. *Aemter, bei denen Niederlagen bestehen.*

Bei den Hauptzollämtern und Zoll-Legstätten bestehen ämtliche Niederlagen für die, einem Zollverfahren unterliegenden Gegenstände. Andere Aemter sind nur ermächtigt, Eingangs- oder Durchfuhrsgüter im Falle von Anständen auf kürzere Zeit in Verwahrung zu nehmen.

2. *Welche Gegenstände von der Aufnahme in die Niederlagen ausgeschlossen sind.*

Von der Aufnahme in die ämtlichen Niederlagen sind Schiesspulver, und Gegenstände, deren Erhaltung

1835 Unkosten verursacht, oder die sich im Zustande der Verwesung befinden, gänzlich ausgeschlossen. Einige andere Gegenstände werden nur bedingt aufgenommen.

3. *Rechte und Verbindlichkeiten hinsichtlich der eingelagerten Gegenstände.*

Ueber die abgelegten Gegenstände ist die freie Verfügung, so wie deren Umpackung gestattet. Dem Eigenthümer oder dem Hinterleger der Gegenstände liegt indess die Verbindlichkeit ob, über den Zustand derselben die Aufsicht zu führen, und den Lagerzins bei der Ausfolgung der Gegenstände, oder wenn sie länger als ein Jahr aufbewahrt bleiben, mit Ende eines jeden Jahres zu berichtigen.

Die ausführlichen Bestimmungen über die ämtlichen Niederlagen können übrigens von jedem, der in dieser Beziehung mit Zollämtern in Berührung kommt, bei den letztern selbst eingesehen werden.

4. *Anmeldung von Webe-, Wirk-, Galanterie- oder Krämerei-Waaren.*

Werden Webe- oder Wirk-, Galanterie- oder Krämerei-Waaren, dieselben mögen einheimischen oder ausländischen Ursprunges seyn, in einer Menge, die bei Galanterie-Waaren 25 Pfund Wiener Gewichtes (14 metrische Pfunde), bei den übrigen genannten Waarengattungen aber einen Wiener Zentner (56 metrische Pfunde) überschreitet, in einen mit Steuerlinien umschlossenen, und an den Zugängen mit Gefällsämtern versehenen Ort, entweder um daselbst abgelegt oder durchgeführt zu werden, gebracht; so sind dieselben bei dem am Eingange bestehenden Amte mündlich oder schriftlich anzugeben, und sammt den der Ladung zur Ausweisung dienenden Papieren zu dem im Orte bestehenden Zollamte zu stellen. Dasselbe vergleicht die Waaren mit den beigebrachten Papieren, und ertheilet über die gepflogene Amtshandlung die schriftliche Bestätigung.

Die Uebertretung dieses Gesetzes wird mit dem Doppelten bis zu dem Vierfachen der Einfuhrszollgebühr bestraft.

5. *Anmeldung von steuerbaren Gegenständen.*

Führen Reisende Gegenstände mit sich, welche bei der Uebereinbringung in Orte, die für die Steuer-

einhebung als geschlossen erklärt sind, der Entrichtung einer Verzehrungssteuer oder einem Zuschlage zu derselben, oder einer andern Verbrauchsabgabe unterliegen, so müssen solche bei einem der an den Eingängen in diese Orte aufgestellten Gefällsämter erklärt, und daselbst der vorgeschriebenen Amtshandlung unterzogen werden. Es würde bei der Uebertretung dieser Anordnung die Strafe nach dem im ersten Abschnitte unter der Zahl 2 angeführten Ausmaasse, auf der Grundlage der entfallenden Steuergebühr, Anwendung finden. 1835

Siebenter Abschnitt.

Von dem Benehmen der Zollbeamten und andern Angestellten, so wie der Personen, welche ihre Dienstverrichtung berührt.

Die Zollbeamten, dann die Angestellten der Gränzwache und der Gefällenwache sind angewiesen, bei schwerer Ahndung sich in der Vollziehung ihrer Dienstverrichtungen genau nach der Vorschrift zu benehmen, sich jeder willkürlichen Abweichung zu enthalten, den Personen, welche ihre Dienstverrichtung berührt, mit Anstand und Bescheidenheit zu begegnen und von ihnen aus Anlass der Dienstverrichtung Geschenke weder zu fordern, noch unter irgend einem Vorwande anzunehmen.

Dagegen ist aber auch von Jedermann den auf die Ausübung ihrer Amtspflicht gerichteten Anforderungen der Zollbeamten und der zu den Wacheanstalten gehörenden Angestellten unweigerlich Folge zu leisten. Die Widersetzlichkeit gegen dieselben mit Wort oder That wird nach den bestehenden Strafgesetzen geahndet.

Wer einem Gefällsbeamten oder Diener ein Geschenk verabreicht, anbietet oder verspricht, wird, wenn nicht bei Schleichhandel oder schweren Gefällsübertretungen die höheren, selbst mit Arrest verbundenen Strafen, oder jene nach den allgemeinen Strafgesetzen in Anwendung kommen, mit dem Zehnfachen bis zum Zwanzigfachen des angebotenen, verabreichten oder versprochenen Geschenkes bestraft.

1835 Den Reisenden, welche die Amtshandlung eines Zollamtes, oder die Bestimmung einer Zollgebühr nicht vorschriftmässig halten, bleibt freigestellt, bei den, die Verwaltung des Zollgefälles leitenden Behörden Klage zu führen. Diese Behörden sind verpflichtet, über die genaue Vollziehung der Zollvorschriften zu wachen, und unter keinem Vorwande eine Abweichung davon zum Nachtheile einer Person Platz greifen zu lassen.

Achter Abschnitt.

Von dem Verfahren mit Reisenden wegen Gefällsübertretungen.

Der Verbindlichkeit, auf geschehene Vorforderung vor den, durch das Gesetz zur Erhebung des Thatbestandes, zur Untersuchung oder zur Entscheidung über Gefällsübertretungen bestimmten Behörden und Aemter zu erscheinen, denselben mündlich, oder, wenn dieses in der ämtlichen Vorforderung ausdrücklich gestattet wird, schriftlich Auskunft und Antwort zu geben, und den auf das vorgeschriebene Verfahren sich beziehenden Anordnungen Folge zu leisten, unterliegen auch Reisende. Wird durch die Fortsetzung der Reise die Untersuchung wesentlich erschwert, oder vereitelt, oder die Vollziehung der Strafe in Gefahr gesetzt, so kann der Reisende nach Verschiedenheit der Umstände durch die erforderlichen gesetzmässigen Mittel verhalten werden, sich so lange nicht zu entfernen, bis die Erhebung und Untersuchung, rücksichtlich deren seine Anwesenheit nothwendig ist, gepflogen, oder die für den Zweck des eingeleiteten Verfahrens erforderliche Sicherheit geleistet worden ist. In allen anderen Fällen, in denen die erwähnten Bedenken gegen die Fortsetzung der Reise nicht vorhanden sind, sollen die Reisenden an derselben nicht gehindert werden.

Kaiserl. Oestreichischer Tarif der Ein-, Aus- und Durchfuhr-Zölle. 1835

Abrevationen:

SCt.	für	Centner Sporco.
NCt.	-	Centner Netto.
SPfd.	-	Pfund Sporco.
NPfd.	-	Pfund Netto.
S Loth.	-	Loth Sporco.
N Loth.	-	Loth Netto.
St.	-	1 Stück.
Dzd.	-	1 Dutzend.
1 fl. W.	-	von 1 Gulden Werth.
F.	-	von jedem Stück Zugvieh an der Fuhr.

Uebersicht der Hauptartikel.

1. Ausser Handel sind gesetzt:

a) Alle Zeuge, gewebt, gewirkt oder gestrickt von Baumwolle, Hanf, Lein, Seide, Schafwolle und Bast.

Ausnahmen. Englischer glatter Tull, Nankin echter, Segeltücher und Rosshaarzeuge.

b) Alle Metallwaaren und Quecksilber mit seinen Präparaten, Blei und Bleiglätte.

Ausnahmen. Uhrmacher-Werkzeuge, feine Feilen, Raspeln, Grabstichel, Laubsägen, Meissel, Drathsaiten, Nähnadeln, gestochene Kupferplatten, Stahlbleche, Silbergeschirr, geschlagen Silber in grösserm Formate, getriebene Metalle und Zinkblech. Musikalische, chirurgische, optische und mathematische Instrumente, Maschinen, Uhren-Bestandtheile und Staniol.

c) Alle Waaren aus Elfenbein, feinem Holz, Schildkrötschalen, Perlenmutter, Pappe, Papier-maché und Papier-Tapeten.

d) Arbeiten von Schneidern und Näherinnen, Putzmachern, Federschmückern, feine Drechsler- und Tischlerwaaren, Schlosser-, Zirkelschmidt-, Posamentir- und Tapezierarbeiten. Chocolat, Conditor- und Parfumeriewaaren, Handschumacher-, Hutmacher-, Galanterie- und Krämereiwaaren. Blechwaaren lakirte. Bürstenbinderwaaren.

Ausnahmen. Verzuckerte Pomeranzen- und Citronerschalen, Gerstenzucker, harten Zwieback, Lebzelten, Köllner- und Pomeranzenblüthwasser.

1835 e) Schmalten, Eschel, Blaufarbe, Schminke, Bleistifte, Berlinerblau, Berggrün, Berlinerroth, Zinnober.

f) Christenlehr- und Wallfahrtsbilder, Amulete, Scapuliere.

g) Neue Buchdruckerbuchstäben.

h) Spazierstöcke, Sonn- und Regenschirme.

i) Glas-, Fayance-, Porzellanwaaren, Steingut.

Ausnahmen. Korn-, Flint-, Bruchglas. Augengläser, Brillen, Perspektive.

k) Theriak, Spielkarten, Uhren.

Ausnahme. Hölzerne Uhren.

l) Spanische, französische, portugiesische, Franken- und Rheinweine, edle italienische und levantinische Weine in Fässern, Kisten, Körben oder Flaschen; auch gemeine italienische in Flaschen. Geruchsessige, Bier in Flaschen.

m) Schiesspulver darf nur auf Bewilligung des k. k. Artillerie-Hauptzeugamtes eingeführt werden.

n) Zündhütchen.

2. Folgende Waaren zahlen 12 kr. von: fl. Werth oder 20 pCt. Korbmacher-, Kürschner-, nicht lakirte Bürstenbinder-, Perückenmacher-, Sattler- und Riemer-, Siebmacher-, Schwertfeger-, Steinmetz-, gemeine Tischler- und Drechslerwaaren. Figuren aus Stein, Holz, Gips, Wachs; Bildhauererbeit, bereitete Speisen; Mumien, lebende und ausgestopfte Thiere fremder Himmelsstriche. Schumacherarbeiten; Brillen, Augengläser. Musikalische Instrumente. Stadt- und Reisewagen und Schlitten.

3. Folgende Waaren zahlen fl. 15. pr. Sporco Ctr. Eingangs- und 25 kr. Ausgangszoll: Alle bereitete oder nicht bereitete Apothekerwaaren, die nicht besonders belegt sind, eben so alle Säuren, Salze, Geister und alle nicht besonders genannten Droguerie-, Spezerei- und Materialwaaren.

Ausnahmen. Schwefel-, Salz- und Salpetersäure, oder Vitriolöl und Scheidwasser, Bleizucker, Boraxsäure, Chlor- und Rothkalk. Diese bezahlen nur 5 fl. Borax bezahlt 2 fl. 30 kr. Alaun 1 fl. 48 kr. Kupferwasser 1 fl. 12 kr. Blauer Vitriol 5 fl. 36 kr. Weisser do. 1 fl. 30 kr. Salniter 3 fl. 45 kr. — Von Meer-, Sud-, Stein- oder Küchensalz ist die Einfuhr verboten — die Ausfuhr zollfrei.

4. Alle Samen zur Arznei, Garten-, Wald-, Feld-, 1835
Oel- und Färbereisamen bezahlen beim Eingang 50 kr. und beim Ausgang 5 kr. vom Sporco Ctr.

Ausnahmen. Anis, Koriander 1 fl. 12 kr.
Kümmel 36 kr. Rübsamen 8 kr.
Lorbeeren 1 fl. 24 kr.
Coculi levant. Springkörner und Kermes 5 fl.
Nuces vomicae und Kreuzbeeren 1 fl. 30 kr.
Senfkörner 6 fl. 30 kr.
} pr. 1 SCt.
Getreide und Hülsenfrüchte.

5. Alle Blumen, Blüthen, Blätter und Kräuter, zur Medizin und Färberei dienlich, bezahlen beim Eingang 18 kr. und beim Ausgang 7½ kr. pr. SCt.

Ausnahmen. Granaten-, Rosen-, Pomeranzenblüthen, Zimmtblüthen, Muskatblüthe 24 kr. SPfd. Saffran 1 fl. 15 kr. SPfd.

Korallen- und Wurmmoos 5 fl.
Rohe Orseille 30 kr.
Palm- und Oelbaumzweige 8 fl.
Lorbeerblätter 1 fl. 24 kr.
Schmackkraut 9 kr. Safflor 1 fl. 15 kr.
Kretische Diptam- und Senesblätter 4 fl. 30 kr.
} pr. SCt.

6. Alle Rinden bezahlen beim Eingang 1 fl. 30 kr. beim Ausgang 5 kr. pr. SCt.

Ausnahmen. China-Rinde 3 kr. pr. SPfd., Loh- und Gärberrinde 4½ kr. von 1 Zugvieh an der Fuhr. Quercitron-Rinde 15 kr. pr. SCt. — Alle anderen Rinden zur Färberei, wenn welche vorkommen, 3 kr. von 1 fl. Werth.

7. Alle zur Färberei dienlichen Wurzeln zahlen beim Eingang 25 kr. und beim Ausgang 5 kr. pr. SCt. Andere Wurzeln ausser den folgenden pr. SCt. 1 fl. 40 kr. Eingang und 5 kr. Ausgang.

Ausnahmen. Brech-, (Ipecacuanha) Gift-, Jalappen-, Rhabarber-, Mehoakana-, Rhapontik-, Salep-, Sassaparill-, Senega-, Schlangen-, Rhatanta-, Turbith-, Zypern- und Zittwerwurzeln 5 fl. pr. SCt. Eingang und 25 kr. Ausgang. Ingwer 8 fl. pr. SCt. Eingang und 5 kr. Ausgang. Ueberzuckerte Wurzeln von 1 fl. Werth 36 kr., und sind ausser Handel gesetzt.

8. Kaffee und Zucker bezahlen 21 fl. pr. SCt.

9. Pfeffer, Pimento und Neugewürz und Gewürznelken 20 fl. SCt.

1835 10. Cacaobohnen und Cacaoschalen 10 fl. SCt.

Folgende Anmerkungen hat sich der Kaufmann, der mit dem Auslande handelt, noch wohl ins Gedächtniss zu prägen:

I. Nach diesem Tarif werden die Ein-, Aus- und Durchgangs-Zölle in dem ganzen Umfange des Kaiserstaates erhoben, so weit die äusserste Zolllinie reicht, also auch im Königreich Ungarn und Grossfürstenthum Siebenbürgen.

II. Diese beiden, durch einen eigenen Zwischen-Cordon von den übrigen sich innerhalb den Zolllinien befindlichen östreichischen Provinzen getrennten Länder, unterliegen bei der Ausfuhr der Waaren nach Ungarn dem allgemeinen Ausfuhrzoll, wenn in diesem Tarife bei den betreffenden Artikeln kein besonderer Ausfuhrzoll bestimmt ist.

III. Von den Waaren, die aus Ungarn eingeführt werden, ist, wenn in dem Tarif kein besonderer Zollsatz Statt findet, folgender Zoll zu entrichten:

a) Für allgemein einzuführen erlaubte Waaren die Hälfte des allgemeinen Eingangszolles.

b) Für ausser Handel gesetzte Waaren ein Sechstel des allgemeinen Eingangszolles.

IV. Bei der Ausfuhr der Waaren aus Ungarn in die übrigen östreichischen Provinzen, ist in Ungarn eben so viel, als ungarischen Essito Dreissigst zu entrichten, als der Ausfuhrzoll dieser Provinz nach Ungarn betragen würde. Von dieser Regel ist das Schlacht- und Stichvieh ausgenommen, welches den im Dreissigsttarif von 1788 festgesetzten Austrittsgebühren unterliegt.

V. Der ungarische Consumo-Dreissigst für die aus den übrigen östreichischen Provinzen eingeführten Waaren, richtet sich nach der zweiten Abtheilung des Tarifs vom 3. October 1795 und den darauf Bezug nehmenden nachträglichen Bestimmungen.

VI. Die bei der Einfuhr zu verzollenden Waaren entrichten den Eingangszoll entweder nach dem Sporco-, oder nach dem Netto-Gewicht, nach der Zahl, nach dem Werthe, oder nach der Fuhr, so und so viel für jedes Stück Zugvieh.

VII. Die Ausgangszölle werden nach dem nämlichen Maassstabe, als die Eingangszölle erhoben, allein immer nach dem Sporco-Gewicht, wenn die Eingangszölle nach dem Netto- oder Sporco-Gewicht bestimmt

ıd, und diese f o-Gewicht versteht sich bei dem 1835
ıgang bloss mit dem letzte Umschlag oder Behält-
ıs, aus welchem man die Waare nicht wohl thun
ınnte, bei der Ausfuhr hingegen mit der ganzen
mballage, Kisten und Fässern, in denen sich die
aare befinden kann; hiervon macht bloss die rohe
ıd gesponnene auch gefärbte und gedrehte Seide
se Ausnahme, diese ist bloss mit der innern oder
ızten Emballage in Verzollung zu nehmen.

VIII. Zur Unterstützung der inländischen Industrie,
ıs Acker-, Wein- und Bergbaues, sind mehrere Ar-
ıtel ausser Handel gesetzt, die wir schon oben be-
ıannt, und die sich in diesem Tarif unterstrichen fin-
ıa. Diese können aus dem Auslande bloss für den
ırbrauch von Privatpersonen nach erlangter Bewilli-
ıng der competenten Stellen, gegen Erlegung der
ıbei bemerkten Zölle bezogen werden.

IX. Waaren, die bei den Ausgangszöllen unter-
richen sind, können nur nach erhaltener Bewilligung
ır competenten Stellen, in das Ausland ausgeführt
erden.

X. Bei ganz verbotenen Waaren steht in der Co-
nne der Ein- und Ausgangszoll verboten.

XI. In der Colonne zwischen den Ein- und Aus-
ıngszöllen sind die Zollstätten bemerkt, bei denen
e Verzollung bei dem Eingang geschehen muss. Sie
nd mit einzelnen Buchstaben angegeben. C bedeutet
ommerzial-Zoll-Amt. G Gränzzoll-Amt. H Haupt-
gstätte und L Legstätte.

XII. Bei der Ausfuhr können die Waaren in jeder
eliebigen Menge, auch bei den gemeinen Gränzzoll-
nd Dreissigstämtern, in Verzollung genommen wer-
en. Nur folgende rohe Produkte müssen beim Aus-
ang bei den Commerzzollämtern verzollt werden.

Häute zu Leder, Hasen- und Biberfelle roh oder
earbeitet; Garn von Angorischen Ziegen und Kameel-
aaren; Bleierz, Eisenerz, rohes Gusseisen, Rohstahl;
Tint- und Kronglas; inländische rohe Granaten;
lasen- und Kaninchenhaare, Haderlumpen, Leder-
bschnitte, Leimleder, Schaffüsse zum Leimsieden,
lörner und Klauen, Schafwolle, rohe und gesponnene
eide und Floretseide.

XIII. Die Durchfuhrzölle verstehen sich durchaus
r Sporco Ct. Wo solche ½ kr. betragen, hängt es

1835 von der Willkühr des Besteuerten ab, entweder 2½ kr. für jedes Stück Zugvieh an seiner Fuhr, oder ½ kr. pr. S. Ct. zu bezahlen.

XIV. Bei Waaren, die nach dem Netto-Gewicht zu verzollen, ist jede Art von Emballage, Kiste, Fass, Flasche, worin die Waare verpackt ist, zollfrei.

XV. Bei der Durchfuhr sind folgende Waaren zollfrei:

a) Alle Durchfuhrs-Artikel, die über die Seeküste der Monarchie herein, und, in welcher Richtung es immer sey, ins Ausland ausgeführt werden.

b) Die von der Schweizerseite über den Berg Splügen in das Gebiet von Piemont, Genua, Parma und Piacenza eingeführt, oder in umgekehrter Ordnung ausgeführt werden.

c) Die Effekten der Reisenden, ihre Wägen, nöthiges Geld, Gold- und Silberzeug und Kostbarkeiten.

d) Packete der durchreisenden Couriere, unter ämtlichen Siegel ihrer Höfe.

e) Frachtwägen, Wirthschaftsfuhren und Wasserfahrzeuge, beladen oder nicht.

XVI. Auf den Strassen, deren Durchzugs-Länge nicht 10 östreichische Meilen überschreitet, ist der Durchgangszoll selbst für die Waaren, die am höchsten belegt sind (also in keinem Fall mit mehr als) mit 3 kr. pr. SCt. zu entrichten. Das Vieh zahlt in diesem Falle nur 2 kr. pr. Stück für Ochsen, Stiere, Kühe, Junzen, Terzen, Pferde, Maulthiere, Esel, und 1 kr. für Kälber, Schafe, Lämmer, Ziegen, Kitzen, Schweine und Frischlinge.

XVII. Brüche von Kreuzern werden bei Waaren, die nicht unter 1 kr. pr. SCt. belegt sind, bei Berechnung der Durchgangszölle für einen Kreuzer angenommen.

XVIII. In dem lombardisch-venezianischen Königreiche werden die Durchgangszölle in Lire austriache und dem metrischen Centner von 100 Kilog. erhoben. Wenn der Wiener-Centner 1 kr. bezahlt, so ist vom metrischen Centner ein Durchgangszoll von 9 Centesimi zu erheben, von 12 kr. also 1 Lire 7 Cent., von 15 kr. 1 Lir. 34 Cent., von 27 kr. 2 Lir. 41 Cent.

XIX. Wenn Wachsfiguren, fremde Thiere, Kunstsachen und dergl. zur Ausstellung eingeführt werden, um später wieder ausgeführt zu werden, so hat der

Eigenthümer den Consumo-Zoll mit 20 pCt. zu er- 1835
legen, oder sicher zu stellen. Dieser wird ihm bei richtigem Austritt zurück vergütet.

XX. Für die Durchfuhr des Salzes muss eine vorläufige Bewilligung der k. k. Cameral-Gefällsverwaltung der Provinz, in die das Salz zuerst eintritt, erhalten werden, widrigen Falls nicht nur das Salz mit Beschlag belegt, sondern auch die Contraband-Strafe im betreffenden Falle ausgesprochen wird.

XXI. Zur schnelleren Uebersicht geben wir hier noch das Verzeichniss der wenigen, ganz verbotenen Waaren.

a) Bei der Einfuhr: Küchen- oder Sud-, Stein- und Meersalz. Cortea Augustura und China nova. Kaffee-Surrogate, Knallgold und Knallsilber; weisse Schminke, im Auslande gedruckte Breviarien, Missalien, Antiphonalien, Chorbücher, israelitische Religionsbücher. — Rauchpapier. Künstliche Mineralwasser.

b) Bei der Ausfuhr: Gold und Silber in Klumpen, Stangen, Bruch, gezupft, Pagament-Gold etc. Platina, Pferde, Kanonen, Seiden-Cocons, weisse Schminke, Knallgold und Knallsilber, Gold- und Silberstufen.

c) bei der Durchfuhr: Schiesspulver.

XXII. Ganz zollfrei sind,

a) bei der Einfuhr aus dem Auslande: Gold- und Silber-Münzen, sie mögen Cours haben oder nicht.

b) Bei der Einfuhr aus Ungarn: Gold und Silber in Klumpen, Stangen, Münzen etc. Maulbeerblätter. Wollengarn weisses und gefärbtes. Baumwollengarn weisses. Rohe und gesponnene Seide und Floretseide. Kupfer in Blöcken etc. und altes. Mineralische Wasser.

c) Steinkohlen aus Illyrien und Dalmatien.

d) Bei der Ausfuhr überall hin: Gold- und Silber-Münzen. Küchen-, Stein- und Meersalz.

e) Bei der Ausfuhr nach Ungarn: Maulbeerblätter, Gold und Silber in Barren, Stangen, gezupft etc. Bruch- und Bausteine. Chocolate. Kalk. Kupfer. Wolle. Porzellan. Mineralische Wasser. Torf und Moorerde.

XXIII. Folgende Waaren können nur nach erhaltener Bewilligung der competenten Stellen ausgeführt werden:

Eisenstein, rohes Eisen, Haderlumpen, Makulatur-Papier, Schiesspulver und Waffen zum militärischen Gebrauch.

Allgemeiner Zolltarif in alphabetischer Ordnung.

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
A.							
Aale, edle Flussfische, frisch oder geräuchert, gesalzen und marinirt	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Abfälle, welche bei ihren Stammartikeln nicht besonders genannt sind. Abschnitzel, do.	F.	—	½	G.	—	¼	½
Achat, roh	NPfd.	—	9	L.	—	¾	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
— Arbeiten in Gold, Silber oder andere Metalle, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Achsen, Räderachsen von Eisen	NCt.	12	—	H.	—	5	2
Ackergeräthschaften, Werkzeuge zum Feldbau von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Aës ustum oder Kupferasche	SCt.	1	45	C.	—	8¾	2
Aethiops mart.	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Affenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	—
— verarbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Agaricus, Lerchenschwamm	SCt.	3	30	L.	—	17½	5
Agt- oder Bernstein, succinum in Stücken unter 1 Loth	NCt.	2	30	L.	—	12½	5
— von 1 Loth und darüber	NPfd.		12	L.	—	4	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— Salz von Bernstein	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Ahle, Werkzeuge für Schuster	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Alabaster, roh	SCt.	—	6	C.	—	2½	½
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	
— Bildhauerarbeit daraus	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
— andere Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Alantwurzel	SCt.		25	C.	—	5	2
Alaun	SCt.	1	48	L.	—	4½	2
— aus Ungarn	SCt.	—	12	L.	—	4½	2
— gebrannter, Alumen ustum	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Feder- Alumen plumosum, Federweiss	SCt.	—	18	C.	—	¾	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Alcanna-Wurzel, Orcanette . .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Alizari, trockne Krappwurzeln .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Alkohol, Weingeist, Branntwein, unversüsst	SCt.	5	—	L.	—	7	2
Aloe, eingetrockneter Saft der Aloe	SCt.	5	—	L.	—	10	5
— Holz, ganzes	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— — geschnitten, geraspelt oder gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Alraunwurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Ambra, grauer und schwarzer .	NLoth.	1	12	L.	—	2	27
Ammoniak und Salmiak . . .	SPfd.	—	9	L.	—	½	5
Amelung, Stärke oder Kraftmehl und Kleister	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Ameisen-Eier		Zollfrei.			Zollfrei.		2
Amethisten, gefasst und ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	½	27
Amulete	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Amurka, Treber von Oliven . .	NCt.	—	3	G.	—	¼	½
Anakardien, Acajou-Nüsse, unbenannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Angelhaken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Angorische Ziegen- und Schaffelle, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
detto bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Angorisches Ziegen-Garn, flaches und ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	27
— — gefärbtes und gedrehtes	NCt.	7	30	L.	—	25	18
Angorische Ziegenhaare	SCt.	1	12	L.	3	—	18
Anguile et Anguiloti, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— — getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Anker	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	40	H.	—	5	2
Anis, grüner	SCt.	1	12	L.	—	3	2
— verzuckerter	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
— Stern-, Badian	SCt.	4	48	C.	—	8	2
Anisette, Liqueur in Fässern .	SCt.	13	21	H.	—	16¾	12
— — in Bouteillen .	SCt.	10	—	H.	—	12¼	12
Antimonium oder Spiessglanz, roh und gereinigt, auch Regulus Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	2½	2
detto aus Ungarn	SCt.	—	22½	L.	—	2¼	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Antiphonalien und Chorbücher, im Ausland gedruckt	SPfd.	ver	boten.				2
Antopbillae, Mutternelken . . .	SCt.	20	—	H.	—	12½	12
Aepfel, gewöhnliche, frische . .	SCt.	—	9	G.	—	½	2
— — trockne, gedörrte	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
— Granat-, Rosmarin- und Quitten-Aepfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Most	SCt.	—	28	H.	—	½	2
Apotheker-Waaren, die nicht besonders benannt sind, rohe, unzubereitete	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— — bereitete Arzeneien, Pulver, Pflaster etc. .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen ist der Verkehr gegen Erlegung obigen Zolls frei.							
Aqua fortis, Scheidwasser, Salpetersäure	SCt.	5	—	L.	—	5	5
— naphae, Pommeranzen-Blüthen-Wasser	SPfd.	—	12	L.	—	½	15
Arcanum duplicatum, Sal. duobus	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Armenische Erde. Farben-Erde .	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Areka-Nüsse, nicht besonders genannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Arrak, Reissbranntwein in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	16¾	2
— — — in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	12½	2
Arrow Root, nicht besonders genannte Material-Waaren . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Arsenik, Arsenik-Erz und Kobalt oder Fliegenstein . . .	SCt.	1	15	L.	—	6¼	2
Arseniksaures Kali. Arseniate de Potasse	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Artischocken	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Arzneien, bereitete	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen ist der Verkehr gegen Erlegung des Zolls erlaubt.							
Asant, oder Gummi assafoedita .	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
Asbest oder Federalaun . . .	SCt.	—	18	C.	—	¾	2
Aesche, edler Fisch aus Flüssen	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Aeschenfett	SCt.	10	—	L.	—	25	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Asche, gemeine, Weinreben- und Seifensiederasche, Auswurfsasche zum Düngen, Wald- und Zunderasche, Steinkohlenasche . .	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	
— nach Ungarn	SCt.	.	.	.	—	$\frac{1}{4}$	
— von Kupfer, Blei, Zinn und andere Metallasche.	SCt.	1	45	C.	—	$8\frac{1}{4}$	2
Asphalt, Gummi für Fabriken, nicht genannt	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Astrakanfelle, rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— — bearbeitete . . .	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Atlas von Seide, glatt, gestreift	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— broschirt, façonnirt, geflammt, gemalt, gestickt	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	
— von Baumwolle, Sattinet .	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	
Auerhahnen	Stück	—	4	—	—	$\frac{1}{4}$	2
Augengläser und Brillen, gefasste und ungefasste	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Aurum pigmentum, Operment, Realgar	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
Austern und Meermuscheln, mit den Schalen	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	5
— ausgestochene	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Äzreservagen	SCt.	15	—	L.	—	25	5
B.							
Bablah	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Badian, anisum stellatum, Sternanis	SCt.	4	48	C.	—	8	2
Balken von gemeinem Holz . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Bälle, Federbälle, Kinderspiel-Waaren	fl. 1 W.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	12
Backsteine, Mauerziegel . . .	1000St	—	36	—	—	4	$\frac{1}{2}$
Backwerk mit Zucker, Confect .	fl. 1 W.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Backwerk mit Honig, Pfefferkuchen, Lebzelten	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Backwerk von Teich, Kuchen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Bären, lebende	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	
— Felle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bärenfett oder Schmalz . . .	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Bären-Mützen, Muffe, Wildschuren, nicht überzogene Kürschner-Arbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Balsam, ohne Unterschied . .	SPfd.	—	36	L.	—	1	15
Bambus-Rohr, roh	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— — beschlagen, zu Stöcken gefertigt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Band von Baumwolle, rein oder mit Beimischung von andern Materialien, Gold und Silber .	fl. 1 W.	—	36	—	1P —	fd.Sp. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, bloss aus Baumwolle	NPfd.	—	36	—	—		27
— aus Ungarn, mit Beimischung von echtem Gold und Silber .	NPfd.	2	—	—	—	3	27
— aus Ungarn, mit Beimischung von Schafwolle, leinen Garn, unechtem Gold und Silber . .	NPfd.	—	54	H.	—	3	27
— von Leinen mit Einschluss des Papiers und den Rollen oder Bretchen	NPfd.	2	30	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Sammt und Seide . .	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Floret- und Galletseiden	NPfd.	7	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	sP	fd. $\frac{1}{4}$	27
— — — aus Ungarn .	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Barben, gemeine Fische aus Flüssen	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn, lebende in mit Wasser gefüllten Behältnissen	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn, getödtete . .	F.	2	15	G.	—	11	5
Barboni, edle Meerfische, frische	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Barchet, Baumwollstoff mit Beimischung von Leinen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sPfd. $\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Barometer	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Barten, Wallfischbarten . . .	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Bassgeigen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Bast, roher, und Bastfäden . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Bastdecken oder Matten . . .	100 St.	1	15	C.	—	6¼	2
Basthüte	fl. 1 W.		36	H.	—	¼	27
Bastplatten	SCt.	10	—	C.	—	25	12
Bastzeuge	NPfd.	3	36	H.	—	¼	27
Batist aus Leinen	NPfd.	18	—	H.	—	½	27
Den Privaten ist hievon die Einfuhr gegen Erlegung von fl. 6. — Consumo Zoll pr. Pfd. nach eingeholter Bewilligung gestattet.							
Batist mit Beimischung von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sPfd. ¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	¼	27
Bauholz, Balken, Pfosten, Breter etc.	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	½
Baumstämme, Sträuche, Pflanzen zum verpflanzen	F.	—	6	G.	—	2½	
Baum-Oel, Oliven-Oel . . .	SCt.	4	—	C.	—	10	2
— — aus Dalmatien gegen Erzeugungs Certificate . . .	SCt.	2	—	C.	—	10	2
Baumwolle rohe, geschlagene und Abfälle	SCt.	1	40	C.	—	17½	5
Baumwollwaaren alle mögliche, gewirkt, gewebt und gestrickt, mit oder ohne Beimischung von fremden Stoffen, ausser Engl. Tull, Spitzengrund oder Bobinet, echten Nanquin u. Garn	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sPfd. ¼	27
Aus Ungarn.							
Baumwollwaaren, ohne Beimischung eines fremden Stoffes .	NPfd.	—	36	—	—	¼	27
— — mit Beimischung von Leinengarn, Schafwolle oder unechtem Gold und Silber . .	NPfd.	—	54	—	—	3	27
— — mit Beimischung von echtem Gold und Silber . .	NPfd.	2	—	—	—	3	27

Zufolge dem Circulare v. 18. März 1833 ist die Einfuhr aller Sorten Baumwollengarne erlaubt.

Baumwollgarn weisses, glattes,

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ohne Unterschied der Nummern, sowohl Mull als Water-Twist gebleicht oder ungebleicht . .	NCt.	15	—	L.	—	50	27
Baumwollgarn gezwirntes weisses	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— — gefärbtes, mit Einschluss des rothen türkischen Garnes	NCt.	30	—	L.	—	50	27
— — farbiges, gezwirntes	NPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Aus Ungarn:							
— — weisses, glattes, ohne Unterschied der Nummern gegen genaue Legitimation . .	SCt.	Zo	llfrei.	—	—	50	27
— — gefärbtes	NCt.	15	—	—	—	50	27
Die Baumwollgarne, deren Einführung früher auf einige Hauptlegestätte u. Legestätte beschränkt war, können nun bei allen gewöhnlichen Legestätten verzollt werden. Ueberdiess sind die mit der Verwaltung des Zollgefälles beauftragten Behörden ermächtigt, nach Beschaffenheit der Umstände, ausnahmsweise auch Commerzialzollämter zu berechtigen, die Baumwollgarne, in so fern ihr Gewicht nicht einen Wiener-Zentner übersteigt, in Consumo-Verzollung zu nehmen.							
Bausteine und Bruchsteine . .	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— — nach Ungarn . . .	. .	.	.	.	Zo	llfrei.	
Beine oder Knochen, ausser Schaffüsschen	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	
Beinstreu	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
Beizen, die nicht besonders genannt	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Eisenbeize zur Färberei .	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	1	5
Benzoës, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
— flores. (Säure, nicht besonders genannt)	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Bergamottenöl	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Bergblau, Vertiter oder Cendres bleues	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Berggrün	SCt.	30	—	H.	—	12½	2
— aus Ungarn	SCt.	2	5	—	—	12½	2
Bergkristall, roh	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
— — Arbeiten daraus . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Bergkreide	NCt.	—	3	C.	—	¼	2
Bergmausbälge, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitete . .	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bergwachs oder schwarzes Steinöl	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Berliner Blau und Roth . . .	SCt.	90	—	H.	—	37⅓	12
Bernstein, Succinum in Stücken unter 1 Loth	NCt.	2	30	L.	—	12½	5
— — in Stücken von 1 Loth und darüber	NPfd.		12	L.	—	4	5
— — Arbeiten daraus . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
— — Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Besen von Reisstroh und Palmzweigen	100 St.	1	12	C.	—	3	2
— alle übrigen von Weiden und Birken	100 St.	—	6¾	C.	—	½	2
Bettfedern, gemeine, geschlissene oder ungeschlissene	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
— — aus Ungarn	SCt.	—	12½			12½	2
— — Pflaum oder Flaumen	SCt.	10	—	L.	—	25	2
— — aus Ungarn .	SCt.	4	—	—	—	25	2
Bettgeräthe a)	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	12
a) Den Einwanderern wird ihr Bettgeräthe zollfrei einzuführen gestattet, nachdem sie unter Vorlegung eines Verzeichnisses um die Bewilligung der Zollbehörden eingekommen sind.							
Beuteltuch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — aus Ungarn	NCt.	16	—	—	—	25	27
Bezetten, Bezetta, Tournesol .	NPfd.	—	12	L.	—	¼	5
Bezoar, nicht besonders genannte Material-Waare	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Biber und Fischotter	NPfd.	—	9	L.	—	¼	5
— — Biberhäute roh oder bearbeitet	NCt.	—	50	G.	3	20	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Biber nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— haare	SPfd.	—	15	L.	—	37½	18
— nach Ungarn	SPfd.	—	—	—	—	6¼	18
Bibergeil in oder ausser den Häutchen	NPfd.	1	6	L.	—	5½	27
Bienenstöcke mit lebenden Bienen	1 Stück	—	3	G.	—	1	3
— — mit zusammengestossenem Wachse . . . . . Bienenkeule	SCt.	2	30	L.	—	5	2
Bier in Fässern a) b) c) . . .	SCt.	—	48	C.	—	1	2
— in Bouteillen	1 Bout.	—	18	H.	—	¼	2
a) Den Schiffern ist erlaubt auf grössern Schiffen 4 Eimer, auf kleinen 2 Eimer zollfrei mitzunehmen.							
b) Gemeines Bier zum täglichen Gebrauche im Gränzverkehr kann auch bei gemeinen Gränzämtern in Verzollung genommen werden.							
Bier in Fässern bei der Einfuhr nach Galizien aus dem Auslande an Eingangszoll 48 kr. Verzehrungssteuerzuschlag 20 kr.	SCt.	1	8	C.	—		
— — aus Ungarn Eingangszoll . . . . . 24 kr. Verzehrungssteuerzuschlag 20 kr.	SCt.	—	44	—	—		
c) Bei der Einfuhr in was immer für einen Theil der Monarchie, ausser Galizien, muss bei dem Bier in Fässern zu dem Eingangszoll noch 45 kr. pr. SCt. Verzehrungssteuer-Zuschlag geschlagen werden.							
Bierhefen	SCt.	—	3	G.	—	½	2
— — getrocknete	SCt.	6	—	C.	—	7½	2
— Essig gemeiner	SCt.	—	44	G.	—	1	2
Bilder auf Papier. Stein-, Kupfer-, Holz-, Stahlstiche illuminirt oder nicht, auch Zeichnungen und Malereien auf Papier, auch in Büchern, wenn der Text blos dieselben erklärt	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
Bilder aller Art (ausser unten ste-							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
hende) in Büchern, wenn sie nur zur Erklärung des Textes dienen, zahlen mit den Büchern gleich	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
Bilder, Christenlehre- und Wallfahrtsbilder, Kupfer-, Holz- oder Steindruck, auch die mit Zeug- und Metallfolien unterlegt sind, Amulette, Scapuliere etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	2
Bilder- und Spiegelrahmen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Bildsäulen und Bildhauer-Arbeit; d) e) hierher gehören nicht die kleineren Arbeiten aus Alabaster-Marmor und andern Steinen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
d) Gegenstände dieser Art für öffentliche Anstalten bildender Künste werden zollfrei zugelassen, nachdem die Censur-Vorschriften beobachtet.							
e) Anerkannte Kunstwerke der Bildhauerei werden auf Einschreiten bei der Landesstelle mit 1 pCt. vom Werth Eingangszoll zugelassen. Solche dürfen, wenn sie von nicht mehr lebenden Meistern sind, ohne Bewilligung der Landesstelle nicht ausgeführt werden.							
Billardkugeln von Elfenbein . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Bimas Sapan oder Rothholz, ganz in Scheitern	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
Bimas geraspelt, geschnitten oder gemahlen	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Billmaus oder Billig-Häute, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bimsstein	NCt.	—	18	C.	—	1½	2
Binderarbeiten, Holzwaaren gem.	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Bindfaden, Spagat, Seilerarbeit	NCt.	18	—	H.	—	7½	2
Binsen	F.	—	2½	G.	—	1	½
Birnen, frische	SCt.	—	9	G.	—	½	2
— gedörrte, Schnitze . . .	SCt.	—	36	L.	—	1½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Birnenmost	SCt.	—	28	H.	—	$\frac{1}{2}$	2
Birkhühner und Haselhühner . .	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Bisam, Moschus in- und ausser den Häutchen	1S.Lth.	—	36	L.	—	2	27
Bisamkatzenfelle, roh	NCt.	10	—	—	1	40	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	L.	—	25	2
— — bearbeitete . . .	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Bismuth, Wismuth oder Marcasit	NCt.	12	—	H.	—	15	2
Bissus (Kräuter)	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Bister oder Russschwarz, Sepia	S. Pfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Bitterholz, Lignum Quassiae, ganz	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Bittersalz oder Epsom-Salz . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Blätter, Kretische, Diptam u. Sennes	SCt.	4	30	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— Maulbeerblätter	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	30	—
— aus und nach Ungarn . .		Zollfrei.			Zollfrei.		
— Lorbeerblätter	SCt.	1	24	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Waldstreu	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
— nach Ungarn	—	—	—		—	$\frac{1}{4}$	—
Blau, Berliner	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— Bergblau	S. Pfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Mineralblau	S. Pfd.	—	$7\frac{1}{4}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Neublau	SCt.	24	—	H.	—	10	2
— Pariserblau, feines Berlinerblau	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— Waschblau oder Blaufarbe, Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	2	2
Blauholz in Scheitern	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— gemahlen, geraspelt, geschn.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Blausaures Kali	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Blech, Eisenblech, schwarzes .	SCt.	9	36	H.	—	4	2
— weisses a)	SCt.	15	36	H.	—	$6\frac{1}{2}$	2
— Stahlblech	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$	2
— Messingblech	NCt.	45	36	H.	—	19	2
— Kupferblech	NCt.	33	—	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— Zinkblech	NCt.	4	—	H.	—	5	2

a) Die Moiré metalliqué-Fabrikanten können gegen Bewilligung der Länderstellen und Erlegung des Zolles von 5 fl. 12 kr. pr. Sporco-Zentner ein

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ihrem Bedarf entsprechendes Quantum weisses englisches gewalztes Blech einführen.							
Blechene Waaren, nicht lakirt .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — lakirte . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Blei, rohes in Blöcken und Mulden, altes und Bruchblei . .	NCt.	6	18	H.	—	$2\frac{3}{4}$	2
— gegossenes, als: Kugeln und Schrot	NCt.	7	12	H.	—	3	2
— gezogenes und gestrecktes, als: Dach-, Fenster- und Röhrenblei, auch Bleifolien . . .	SCt.	8	24	H.	—	$3\frac{1}{2}$	2
Blei-Asche	SCt.	1	45	C.	—	$8\frac{3}{4}$	2
Bleierz oder Bleiglanz	SCt.	—	15	C.	—	$1\frac{1}{4}$	12
Bleiglätte, Gold- und Silberglätte	SCt.	6	36	H.	—	$2\frac{3}{4}$	2
Bleistifte	N. Pfd.	4	48	H.	—	2	5
— ganz gemeine allein gepackt bei der Ausfuhr . . .	SPfd.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	5
— ungarische, gemeine in weichem Holz	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{4}$	5
— feine in Zeder-, Kirschbaumholz aus Ungarn . . .	NPfd.	—	30	—	—	2	5
Bleistifte rothe, in Holz gefassten Röthel	SPfd.	—	21	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Bleiweiss, Hamburger-, Kremser- und Schieferweiss	SCt.	5	12	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Bleizucker, essigsaures Blei . .	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Blonden, Spitzen und Kanten von Seide, edlen Metallen, Baumwolle oder Leinfaden . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Blumen, künstliche	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Blumen oder Blüthen, medizinische frisch oder getrocknet, alle, ausser Granaten (Flores Balaustriae), Pommeranzen-, Rosen- und sogenannte Zimmtblüthe .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Blumenzwiebeln	SCt.	3	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Blüsch oder Plüsch von Seide .	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Blüthen von Granatäpfeln, Pommeranzen, Rosen und Kelche des Zimmt, Zimmtblüthe genannt	SPfd.	—	24	L.	—	½	12
— Schwefelblüthe	SCt.	4	—	L.	—	2½	2
Blut von Thieren, frisch oder getrocknet	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Blutegel	SCt.	3	20	G.	1	40	5
Blutstein, Lapis haemat. . . .	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	2
Bobbinet, Engl. Tull, Spitzengrund glatt	NPfd.	10	—	H.	—	¼	27
Bohnen, Indische Tonca und Aromatische	NPfd.	—	12	L.	—	½	27
— gemeine weisse, trockne, Fisolen	SCt.	—	13½	G.	—	½	2
— grüne Fisolen und weisse frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— eingemachte oder getrocknete	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Böcke, Schaf- und Ziegen-Böcke	1 Stück	—	18	C.	—	1	2
Bocksfelle	NCt.	—	50	C.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Bocksblut	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Bockleder, sämisch und in Alaun weiss	NCt.	50	—	H.	—	50	5
— in Lohe	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	25	5
Boletus cervinus Lerchen- und Hollunder-Schwämme . . .	SCt.	3	30	L.	—	17½	5
Bolus, armenische Erde . . .	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Borax	SCt.	2	30	C.	—	25	5
— Säure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Borke oder Rinde zum Gärben, Gärberlohe von Eichen, Birken, Fichten, gemahlen oder ungemahlen	F.	—	4½	C.	—	22½	2
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2	2
Borsten, Schweinshaare oder Abfälle davon	SCt.	—	30	G.	1	15	2
— nach Ungarn	—	—	—	—	—	12½	2
Borten, seidene	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— von Hanf oder Flachs, Zwirngalonen	NPfd.	2	30	H.	—	¼	27
— von Baumwolle u. Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Borten von Gold und Silber, echt oder falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Boseghe, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Branntwein von Frucht, Wein, Träbern, Zwetschken, auch Weingeist, Kirschgeist . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
— versüsster, Liqueur, Arak, Rhum, versüsster Kirschgeist in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
a) Gemeiner Branntwein kann bis zu 5 Maass an den Gränz-Zoll-Aemtern in Verzollung genommen werden.							
Branzini, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Braunstein, Manganese.	NCt.	—	15	L.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Brechweinstein, tartar: emetic: .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Brechwurzel, Ipecacuanha . . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Brennholz in Stämmen, Scheitern, Spähnen, Bengeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Breter, von gemeinem Holz . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Bretchen zu Schuh- und Kleiderbürsten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Breviarien im Ausland gedruckt	—	verboten.					2
Bricken, Fische	SCt.	14	24	H.	—	18	5
Brieftaschen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Brillen und Augengläser, gefasste und ungefasste	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Brod gemeines	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— süsses, als: Ulmerbrod, harter Zwieback wie der Pressburger, Klezenbrod	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— leichter Zwieback (Bisquit) und andere Confecte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Bronze-Waaren, vergoldet oder nicht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Bronze oder geriebenes Metall mit der letzten Emballage . . .	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
Bruch- und Bausteine	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Bruch- und Bausteine nach Ungarn					Zo	llfrei.	$\frac{1}{2}$
Brucheisen und altes Eisen . .	NCt.	2	24	H.	—	1	2
Bruchglas	SCt.	—	6	—	L.	24	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$\frac{1}{2}$	2
— für Eisenwaaren- und Draht-Fabrikanten	NCt.	—	12	H.	—		2
Bruchkupfer und altes Kupfer .	NCt.		50	L.	—	30	
— — aus und nach Ungarn		Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	2
Bruch-Messing, Späne u. Staub, Schabina, Glockenspeise . .	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	8	2
Bruchblei	NCt.	6	18	L.	—	$2\frac{3}{4}$	2
Bruchzinn	SCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Brustbeeren, Injubae	SCt.	—	36	L.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Buchdrucker-Buchstaben neue in griechischer und wallachischer Sprache	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— — in andern Sprachen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— — alte unbrauchbare	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	8	2
Buchdrucker-Matrizen in griechischer und wallachischer Sprache	NCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	8
— — in andern Sprachen	NCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	8
Buchdrucker-Schwärz oder Frankfurter Schwärz	SCt.	2	—	C.	—	5	2
Buchekern, Waldsamen . . .	SCt.	—	50	C.G.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Buchöl ist nicht angegeben.							
Bücher von der Censur zugelassen, gebunden, geheftet oder roh, mit oder ohne Kupferstiche, und Bilder wenn diese den Text erklären, mit Ausnahme der nachfolgenden	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Illyrische und Wallachische können nur gegen Pässe eingeführt werden und zahlen in diesem Fall ebenfalls	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Breviarien, Missalien, Antiphonalien, Chorbücher, Israelitische und Hebräische Gebet- und Religions-Bücher im Ausland gedruckt		ver	boten.				2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Buchsbaumholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Büchsenmacher-Arbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Waffen zu militärischem Gebrauch dürfen nur gegen besondere Bewilligung ausgeführt werden.							
Bücklinge	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Büffelhäute, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Büffelleder in Alaun gearbeitetes weisses oder sämisch gelbes .	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Bürstenbinder-Arbeit gemeine, aus Borsten und Haaren	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — — lackirte und Kratzbürsten von Draht . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Butte, getrockneter Fisch . . .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Butter, frisch	SCt.	1	3	G.	—	$5\frac{1}{4}$	2
— gesalzene.	SCt.	2	6	G.	—	$5\frac{1}{4}$	2
C.							
Cacao, Bohnen und Schalen . .	NCt.	10	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
Cachemir-Wolle, Haare v. Orientalischen Ziegen	SCt.	1	12	L.	3	—	18
Cachemir Shawls u. Shawlstücher	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Cachou, terra japonica, terra catechu	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Caffee	NCt.	21	—	—	—	$17\frac{1}{2}$	5
— Surrogate aus dem Ausland	SCt.	ver	boten.		—	5	5
— aus Ungarn	SCt.	2	—	H.	—	5	5
a) Es können bis auf 50 Pf. Caffee an den Commerz-Zoll-Aemtern in Verzollung genommen werden.							
Calphonium	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Camphor, roh oder raffinirt . .	SPfd.	—	1	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
Canarien-Samen, Feldsamen . .	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Canehl, feiner Zeylon	SPfd.	1	30	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— Chinesischer, Mutter-Zimmet, Cassia lignea	SPfd.	—	13	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
— weisser	SCt.	1	30	L.	—	5	12
— Blüthe, flores Cassiae .	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Oel von feinem Zimmet und von Cassia	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Canetti, Rohr zu Weberkämmen, ungeschnitten	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Canetti, geschnitten, Rohrblätter, Weberzeug	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	2
Cantharides und deren Staub, Spanische Fliegen	SPfd.	—	3¾	L.	—	¾	18
Capern, in Essig eingemachte Blüthenknospen	SCt.	5	—	L.	—	6	2
Capita papaveri, Mohnköpfe wie Samen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Cardemom, in Schalen oder ausgemacht, Grana Paradisi, Maniguette	NPfd.	—	3	L.	—	½	12
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Carillons, Spielwerke für Künste und Gewerbe	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Carmin	S Loth.	—	24	L.	—	1	27
Carmoisin-Leder	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Carniolstein, roh	NPfd.	—	30	L.	—	2½	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5
— Arbeiten aus demselben	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Carobe, Johannisbrod, Siliqua dulcis	SCt.	—	48	L.	—	1	2
— del legno di giuda	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Carpioni, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
Carvi, Kümmel	SCt.	—	36	G.	—	1½	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Cascarille, Schakarillen-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Cassia lignea, Mutter Zimmt	SPfd.	—	13	L.	—	½	8
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	1¾	27
— flores	SPfd.	—	24	L.	—	½	12
— fistula, Rohr-Cassia	NPfd.	—	3	L.	—	¼	2
Castoreum oder Bibergeil	NPfd.	1	6	L.	—	5½	27
Cauris	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	2
Caviar, oder Hausen-Rogen	SCt.	20	—	L.	—	25	5
Cedernholz	NCt.	1	15	L.	—	5	
Chagrin, Häute, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder	NPfd.	—	24	H.	—	½	8
Chalcedon, Steine, roh	NPfd.	—	9	L.	—	¾	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Chemische Produkte die nicht besonders genannt	SCt.	15	—	L.	—	25	5
China-Rinde, rothe, gelbe, graue	SPfd.	—	3	L.	—	½	22
— — nova		verboten.					

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
China-Wurzeln, Squine . . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Chinchilla, Felle, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Chinin, sulfas / Chinioidine	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Chlorkalk, Chlorsaurer Kalk . .	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Chocolate	NPfd.	2	6	H.	—	1	27
— nach Ungarn				—	Zollfrei.		27
Chrom-Erz, Chrom-Metall . .	NCt.	3	12	L.	1	20	8
— gelb, Chromsaures Blei / — — — Kali / — Grün	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Cichorien-Caffee		verboten.					5
— — aus Ungarn . .	SCt.	2	—	—	—	5	5
Cinamum, feiner Zimmt . . .	SPfd.	1	30	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— Oleum	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
Citronen, a) Früchte	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{4}$	—
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— Salz oder Säure .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind die Citronen den Pomeranzen beigepackt, so zahlen sie wie diese.							
Cobalt, Erz, grauer Arsenik, Fliegenstein	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Cobalt-Speisekalk	SCt.	—	6	L.	—	—	2
— Blau, Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	10	2
— — Königsblau . . .	SPfd.	—	45	L.	—	$3\frac{3}{4}$	27
— — ganz fein Ultramarin	SLoth.	—	30	L.	—	$1\frac{1}{4}$	27
Cochenille, graue, schwarze, Saccadille	SPfd.	—	$9\frac{1}{2}$	L.	—	4	27
— sylvester		verboten.					27
Cocons, Seide	NCt.	—	16	G.	verboten.		27
— Samen-Cocons, rohe und aufgeweichte	NCt.	—	13	G.	3	14	27
Cocos-Nüsse	SCt.	—	30	G.	—	1	2
Coculi levantici, Kokelskörner .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Colombo, Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Colophonium	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Coloquinten, Colocynthides . .	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Compasse, mathematische Instrumenten	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Conchilien	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Confect und Confituren, Zuckergebäck, Sulzen mit Zucker oder Honig, verzuckerte Früchte und Samen ausser Citronen und Pomeranzen-Schalen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Contrajerva, oder Giftwurzel . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Coralina officinalis, Korallen-Moos	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Corallen, echte, weisse und rothe, gebrochene	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— bearbeitet, geschliffen an Schnüre gefasst, in Pulver	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Corbelli, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, gesalzen, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Corduan, Leder	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Coriander	SCt.	1	12	L.	—	3	2
Corinthen, Weinbeeren . . .	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Cortex Chinae	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— — novae		verboten.					
— Cranat. Citri, Aurant. .	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— alle übrigen zur Arzuei dienenden Rinden	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Cretische Blätter	SCt.	4	30	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Crocus Gatinois, Saffran aller Art	SPfd.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	27
Crocus metallorum.	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Crystall, Berg-, roh	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— — Arbeiten daraus, Glas, brillantirt, geschliffen .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— et Cremor tartari . .	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Cubeben, Schwindelkörnen, gestielter Pfeffer	SCt.	9	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Cudbear, Persio, trockne Orsaille preparirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Curcuma, in Wurzeln oder gemahlen, terra merita . . .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
D.							
Damhirsche	1 Stück	—	36	G.	—	2	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Danziger Wasser, Liqueur in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	16¾	12
— — in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	12½	12
Därme von Schafen etc. . . .	fl. 1 W.	—	½	C.	—	3	2
— — — nach Ungarn	—	—	—	—	—	¼	2
— gesalzene Fischdärme . .	NCt.	—	36	C.	—	3	5
Darmsaiten	NPfd.	1	30	L.	—	7½	27
Dachsfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Datteln	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Degen und Degenklingen . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— zum militärischen Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Decken, Bett-, Pferd- und Reitdecken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Decken von Rohr, Stroh, Schilf und Bast	100 St.	1	15	C.	—	6¼	2
Dentali, edle Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Dessein und Dupfpapier . . .	NPfd.	—	54	H.	—	1	2
Diamanten, Brillanten, gefasst u. ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
Dick, Fisch, frisch, geräuchert oder gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
Dielen, Breter von gemeinem Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Dill, Semen Anethi	SCt.	—	50	C.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Dinten. . . . . } Dintenpulver, Dinten Species }	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Diptam.	SCt.	4	30	L.	—	22½	5
Dolichos urens, nicht genannte Material-Waare	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Dosen, Schnupf- und Rauchtabacks-, gemeine	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
— feine, und von lackirtem Blech	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Drachenblut, Gummi sang. dragon. in oder ausser Bast . .	NPfd.	—	18	L.	—	¾	8
Draht, von Eisen und Stahl . .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
Den Verfertigern von Klavier-Drathsaiten und von Weberkämmen ist gestattet, aus-							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ländischen Eisen- und Stahldraht zu ihrem Bedarf mit Bewilligung der Länderstellen gegen einen Eingangs-Zoll von 4 fl. — vom Centner zu beziehen.							
Draht, von Kupfer	NCt.	51	—	H.	—	21¼	5
— von Messing, gemeiner . .	NCt.	43	30	H.	—	18	8
Drahtsaiten, von Messing, mit sammt dem Holz	NCt.	16	40	L.	—	21	8
— von Gold und Silber, echt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Drechsler-Waaren, gemeine, von Holz, als: Zapfen, Pipen, Spindeln, Trichter, Pressen, Spinnräder, Löffel, Teller, Schüsseln und Klöppel, gedrehte Hölzer zu Borstwischen etc.	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	5
Drechsler-Waaren, feine von Holz, Horn, Knochen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Perlmutter und Schildkrötenschalen mit oder ohne Garnirung, Elfenbein	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Drechsler oder Drehstühle, feine Dockendrehstühle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Droguerie, nicht besonders genannter Waaren.	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Drosseln, Vögel	1 Duzd.	—	3	G.	—	¼	2
Dudelsäcke, musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Dünger oder Mist	Fuhr	—	½	G.	—	½	½
— nach Ungarn	-	—	—	—	—	½	½
Dungsalz, (Dornstein)	-	—	30	G.	—	2½	2
Dupf- und Dessein-Papier . .	NCt.	10	—	H.	—	12½	2
E.							
Ebenholz	NCt.	1	15	L.	—	5	
Eber, Schweine, gemästete oder ungemästete	1 Stück	1	—	C.	—	2½	2
— wilde, Wildschwein . .	1 Stück	—	36	G.	—	1½	2
— Schwarzwild ausser Decken	SCt.	—	36	G.	—	1½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Eber, Felle oder Häute, roh .	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Edelsteine, Gemmen, Juwelen, feine Perlen, gefasst u. ungefasst	fl. 1 W.	—	½	—	—	¼	27
Effecten, von Reisenden in gehörigem Verhältniss	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
Eicheln, türkische, Ackerdoppen, Knoppern und Mehl davon .	SCt.	—	4	G.	—	18	2
— nach Ungarn	—	—	—	—	—	1	2
Diese Gegenstände dürfen auch nach dem Niederöstreichischen Metzen erklärt werden; in diesem Fall werden 2 gestrichene Metzen Knoppern-Mehl oder 3 gestrichene Metzen ganze Knoppern, Valonien oder Ackerdoppen auf den Centner gerechnet.							
Eibisch-Wurzel, Radix althaeae	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Eichhorn-Schweifchen, roh . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — nach Ungarn. .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bereitet oder bearbeitet	NPfd.	1	—	L.	—	1	8
Eiderdunen	SPfd.	1	—	H.	—	1¼	27
Einhorn- oder Wallross-Zähne	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
Eisenstein, Eisen-Erz	F.	—	1½	G.	—	30	2
— — — nach Ungarn	—	—	—	—	—	¾	2
Eisen, rohes in Gänsen, Mulden, Flössen, überhaupt alles Eisen, wie es von den Schmelzwerken ohne eine Zerrennung oder Verfrischung erzeugt wird . .	NCt.	2	24	H.	—	48	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gusseisen-Waaren, als: Oefen, Kessel etc. etc.	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Hammerschlag, Schmiedzunder oder Sinter, Eisenfeilspäne und dergleichen Abfälle . .	F.	12	—	—	—	5	2
Altes- und Brucheisen, ohne Unterschied	NCt.	2	24	H.	—	1	2
— für Eisen-Waaren- und Draht-Fabrikanten . . .	MCt.	—	12	—	—	—	—

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Frischeisen, halb unvollkommnes, d. i. alles Roheisen, das bereits der Zerrennung oder Verfrischung unterzogen, aber noch nicht zu Centner-Waare verfeinert ist, auch Roheisen in Masseln	NCt.	4	12	H.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Grob- und Streckeisen, in Stangen und Buschen aller Art, oder sogenanntes Centner-Gut, als: Wagenschienen, Nagelzähneisen, Ankereisen etc. etc.	NCt.	6	—	H.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Grob- und Streckeisen, aus Ungarn	NCt.	—	48	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
Rohstahl, Mok	NCt.	6	—	H.	1	—	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
Schmelzstahl, gestreckter Stahl aller Art, folglich Grobstahl, Kistenstahl; Schersach-, Zweck-, Schmied- und Mittelzeug von allen Dimensionen	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Gussstahl, Brenn-, Zement- und feiner Triebstahl, auch Rund- und Schraubenstahl, Stahlblech	NCt.	3	30	L.	—	$8\frac{3}{4}$	2
Eisenblech, schwarzes	SCt.	9	36	H.	—	4	2
— weisses oder verzinntes	SCt.	15	36	H.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Für Fabrikanten von Moiré metallique	SCt.	3	20	H.	—	—	—
Eisendraht und Stahldraht . . .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	40	—	—	5	2
Für Verfertiger von Klavier-Drahtsaiten, mit Bewilligung der Länderstellen	NCt.	4	—	H.	—	—	—
Zeug- und Hammerschmied-Waaren, Schwarzschmied-Arbeit und Eisengeschmeide aller Art, als: Schiffanker, gemeine Lichtscheeren und							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Nägel, Ketten, starke Dreifüsse und gemeine Wagenbeschläge, gemeine Feilen, Raspeln, Sensen, Strohmesser etc.	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— — — — aus Ungarn	NCt.	1	36	H.	—	5	2
Gemeine Schlosser- und Sporer-Arbeit, auch verzinnt, Wagenfedern, eiserne Beschläge etc.	NCt.	60	—	H.	—	25	12
Feine Schlosser-, feine Zeug- und Zirkelschmied-Arbeit, überhaupt alle polirte Stahl-Arbeit	fl. 1 W.	36	—	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Feine Feilen für Künstler, Nadel- und Raumfeilen, feine Raspeln und Laubsägen . .	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— Grabstichel und Meissel	SPfd.	—	15	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Eisenfarbe, Graphit, Reisblei .	SCt.	—	6	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Eisenholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Eisenbeize, Pirolignite de fer zur Färberei	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	1	5
Eisvögel-, Gänse- und Schwanen-Häute.	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Elastische Blätter, Fäden, Blasen und Gewebe von Cautschuck, nicht übersponnen	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Elastischer Gummi, Federharz, Cautschuck	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
Elastische Hosenträger und dergleichen Gegenstände mit Beimischung von Seide, Baumwolle, Lein oder Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Korallen oder sogenannte Früchte zu Uhrgehängen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Elemi-Gummi, Oelbaumharz .	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
Elfenbein in Tafeln und Elephanten-Zähne	NCt.	1	12	C.	—	30	12
— geraspeltes	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
— gebranntes	SCt.	3	36	L.	—	$4\frac{1}{2}$	2
Arbeiten aus Elfenbein . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Ellebora alba et nigra, Niesswurzel	SCt.	1	40	L.	—	5	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Email- oder Schmelzglas . . .	NPfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Emailirte Waaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Emetine, nicht genanntes Salz .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Englisch Roth	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Enten, zahme	1 Stück	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— wilde	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Enzian Wurzel, Radix gentiana	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Epsom-, Englisch-, Bitter- oder Sedlitzer-Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Erbsen, grüne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— trockne oder dürre . .	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Erdäpfel, Kartoffeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Erde, Farberde, als: Armenische, Kölnische, Engelroth, gemeine rothe, grüne veronesische, japanische, Oker, Sattinober, Kesselbraun, Siegel oder Tiroler, Umbra, weisse Münchner	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— weisse und gelbe Stritzel-, Puzzolan- und Lava-Erde .	SCt.	—	$\frac{1}{2}$	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Porzellan- und Majolika-Erde, engl. Thon und grüne böhmische Erde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
Ungarische Farberden . . .	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Gemeine Thon- und Töpfererde	F.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	1
Moor-Erde	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	1
Erdmandel-Caffee	. .	ver	boten.			5	5
Erzglanz	NCt.	1	30	L.	—	$3\frac{3}{4}$	2
Eschel oder Schmalte	SCt.	24	—	H.	—	10	2
Esel und Eselinnen	1 Stück	1	—	C.	—	$2\frac{1}{2}$	15
— Häute oder Felle . . .	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Essig, gemeiner, auch Holzessig	SCt.	—	44	G.	—	1.	2
— feiner mit Kräutern und Früchten angesetzter zum Genuss	1 Bout.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Geruchsessige	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Extracte aus Farbhölzern, Curcuma, Krapp etc. etc. . . .	SCt.	45	—	L.	1	15	27
Eier von Hühnern, Gänsen, Enten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— von Seidenwürmern . . .	SPfd.	—	8	C.	—	$39\frac{3}{4}$	27
— von Ameisen	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
F.							
Faba St. Ignatii, de Tonca etc.	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Fächer, Eventalis	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Fackeln von Pech	NCt.	2	24	L.	—	$\frac{3}{4}$	2
— von Wachs	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Faden oder Zwirn von Flachs und Hanf, roh oder gebleicht . .	NPfd.	—	8	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— oder Zwirn von Baumwolle nicht gefärbt	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— gefärbt	NPfd.	—	24	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— Kanten oder Spitzenfaden von 88 Gebünden von 100 Fäden pr. 1 Pfd. und darüber .	NPfd.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	27
— von Gummi elasticum, nicht übersponnen	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Fagotte, Blasinstrumente . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Falzbeine von Knochen, Elfenbein, feinem Holz etc. etc. . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Farben, die in diesem Tarif nicht ausdrücklich benannt	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Miniatur- u. Pastellfarben	SPfd.	15	—	L.	—	$25\frac{1}{2}$	27
Tusch-Farben	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Farberden, als, armenische, braune, Kölnische oder Cassler, Engelroth, rothe gemeine, Japanische, Okergelb, Sattinober, Kesselbraun, Umbra etc. etc.	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — Ungarische	SCt.	—	$2\frac{1}{2}$	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Färberröthe oder Krapp in Wurzeln oder gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Farbhölzer in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— — in Oestreich geschnitten oder geraspelt, nach Ungarn	—	—	—	Zoll	u.	dreis.	frei.
Fassböden, Fassdauben oder Stäbe, Fässer	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Fayence oder Majolika-Geschirr	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
— Ungarisches Geschirr . .	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	5
Federn, Federkiele, Schreibfedern	1000St	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
— Bettfedern, geschlissen od. ungeschlissen	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— — aus Ungarn . .	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	—	—	$12\frac{1}{2}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Federn, Flaumen	SCt.	10	—	L.	—	25	2
— — aus Ungarn . . .	SCt.	4	—	—	—	25	2
— Eiderdunen	SPfd.	1	—	H.	—	¼	27
— Schmuckfedern von Pfauen, Reihern, Straussen, Marabout unbereitete	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
— — — bereitete . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— Uhrenfedern	fl. 1 W.	—	6	H.	—	¼	12
— Wagenfedern	NCt.	60	—	H.	—	25	2
Federweiss, Feder-Alaun . . .	SCt.	—	18	C.	—	¾	2
Fehenfelle oder Häute, rohe . .	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
— Schweifchen von Fehen und Eichhörnchen	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — — bearbeitet . .	NPfd.	1	—	L.	—	1	8
Feigen	SCt.	1	12	L.	—	½	2
Feilen, feine, Nadel- und Raumfeilen, feine Raspeln	NPfd.	—	12	L.	—	¼	12
— gemeine, und gemeine Raspeln	NCt.	12	—	H.	—	5	2
Feldspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Fel vitri, Glasgalle	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Fenchel-Samen	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Felle und Häute und Pelzwerk, Ochsen-, Küh- und Terzhäute, Ross-, Füllen- und Schweinshäute, Esel- und Maulthierhäute, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Felle von Böcken, Ziegen, Kitzen, Gemsen, Rehen, Hirschen, Elennthieren, Hunden, Kälbern, gemeinen Schafen, Schöpsen u. Lämmern und Sterblingen, Chagrin-Fisch u. Zappfelle, rohe; Biber- und gemeine Hasenfelle, roh oder bearbeitet	NCt.	—	50	G.	3	25	2
— — — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	25	2
Gemeine Lamm- und Sterblingfelle, gesalzen und halb bereitet	NCt.	8	20	L.	—	25	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Gemeine Schaf-, Schöpsen-, Lamm- und Sterblingfelle bearbeitet und derlei Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	2
Häute von Bären, Dachsen, gemeinen Füchsen, derlei Klauen und Schweife; gemeinen Kaninchen, weissen Hasen, Katzen aller Art, Billigen oder Billmäusen, Bisamkatzen, Murmelthieren, Bergmäusen, Löwen, Tigern, Panthern, Schuppenfelle und derlei Schweife, Schweifchen von Fehen und Eichhörnchen, Häute von Affen, Seehunden, Vielfrass und Wölfen, roh .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitet	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Felle von Hamstern, Iltis und deren Schweife, silberharigen u. grauen Kaninchen, Luchs und Luchskatzen, Maulwürfen, feinen Lämmern und Sterblingen, als Zmascheln, Krimmer oder Baranken, Astrakan ohne Unterschied der Farbe, Asiatischen Angora-Schafen und Ziegen u. Zibola, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Diese bearbeitet, Rücken, Kehlen, Wammen und Nacken v. Füchsen, Eisvögeln, Gänse- und Schwanenhäute . . .	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Fehen- u. Chinchillashäute, Nord-Amerikan. Marderbälge, Edel- u. Steinmarderbälge u. Schweifchen von allen Marderbälgen, Nerz- und Otterfelle, roh . .	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— verarbeitet, Fuchswammenfutter in Tafeln, blaue, schwarze, weisse und Kreuzfuchsbälge, Hermeline und Zobeln, und derlei Schweifchen, roh oder bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Fensterglas, gemeine Glastafeln	SCt.	18	—	H.	—	4	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Fernambukholz, Farbholz, ganzes	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— — geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— — in Oestreich gestampft, nach Ungarn . . .					Zollfrei.		
Ferngläser	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	27
Fett verschiedener Thiere zur Arznei, als: Aeschen-, Biber-, Hasen-, Bären-, Vipern-Schmalz, Hirschunschlitt etc. etc. . .	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Fett, Gänse- u. Schweinefett oder Schmalz	SCt.	2	30	G.	—	5	2
Feuerlöscherinnen und Schläuche von Hanf	NPfd.	—	18	H.	—	¼	27
Feuerschwamm	NCt.	1	—	L.	—	2½	2
Feuersteine	NCt.	1	—	L.	—	2½	2
Feuerspritzen	NCt.	60	—	H.	—	25	5
Feuerversicherungs-Anstrich . .	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Feuerzeuge, Chemische . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Figuren und Statuen von Steinen und andern Materialien, insofern sie nicht in die Galanterie- und Krämerei-Waaren gehören, Gipsfiguren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
— Wachsfiguren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	5
Fikatin-Holz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Filzhüte, ausser Castor- und Seidenhüte, und dann Filzkappen	1 Stück	—	36	H.	—	¼	27
Filze zum poliren	NPfd.	—	½	L.	—	¼	27
Fingerhüte von Gold, Silber, Perlenmutter etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — von Messing . . .	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Firniss	SPfd.	—	12	L.	—	½	5
Fischbein ohne Unterschied . .	NCt.	10	—	L.	—	25	12
Fischbarten, woraus das Fischbein bereitet wird	NCt.	1	30	L.	—	7½	2
Fischbein-Arbeiten	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	27
— Hüte	1 Stück	3	—	H.	—	¼	27
Fische, edle, aus Flüssen und überhaupt süssem Wasser, lebend oder geschlachtet, frisch, gesalzen, geräuchert, marinirt,							

nennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Aalfische, Lachs, Lachs-en, Lachssalmen, Aesche, sch, Schill oder Zander .	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Hausen, Dick, Sterlet, Störl, , geräuchert und gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
meine, aus süssem Wasser, oder gesalzen, geräuchert, knet, marinirt, als: Grun- Koppen, Kaulhaupten, linge, Karpfen, Hechte, den, Barben, Schleihen, fische etc. etc.	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
rgleichen lebend in mit er gefüllten Behältnissen, Ingarn	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
rgleichen geschlachtet aus rn	F.	2	15	G.	—	11	5
erfische, edle, frisch, als: lle, Anguillotti, (auch aus Commachio - Seen) Bran- Boseghe, Barboni, Car- Deutali, Corbelle, Gran- Linguatolle oder Sfoglie, , Orate, Pescispada, Rombi, ini, Sporcelle, Storioni, Va- Volpini, so wie alle Gattun- leerspinnen u. Meerkrebse selben getrocknet, geräu- gesalzen, marinirt . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
erfische, gemeine frische, alamari, Cospettoni, Rase, beri, Sippe, Tonina etc.	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
erfische, von inländischen ern oder Fischern im Golf enedig gefangen und ins anische Gebiet frisch ein- t	SCt.	—	48	G.	—	4	5
erfische, obige gemeine knet, gesalzen, geräuchert, rt	. . .	Zo	llfrei.				
erfische, obige edle in der Zolllinie befindlichen n der Monarchie, getrock- eräuchert, gesalzen, ma-	SCt.	2	24	L.	—	4	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
rinirt, mit Ursprungs-Zeugnissen versehen	SCt.	2	30	L.	—	12½	5
Fische, gemeine Meerfische, die sich in diesem Falle befinden . .	SCt.	—	48	L.	—	12½	5
— Bricken	SCt.	14	24	H.	—	18	5
— Rogen, Hausenrogen oder Caviar.	SCt.	20	—	L.	—	25	5
— — Karpfen- und andere gemeine Fischrogen	SCt.	1	15	L.	—	6¼	5
— — Kabeljau u. Lapperdan	SCt.	5	—	H.	—	6¼	5
— Sardellen und Sardelloni, frisch, oder in ausser der Zolllinie befindlichen Theilen der Monarchie gesalzen, mit Ursprungs-Zeugnissen	SCt.	1	15	G.	—	6	5
Dergleichen anderswo gesalzen und marinirt	SCt.	3	45	L.	—	6	5
— Stockfische, Flachfische, Klippfische, Rothschäre oder Rundfisch, Platteisen, Schollen oder Butten, Häringe, Bicklinge u. Sprotten	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Bei kleinen Quantitäten bis 100 Pfd. dieser Stockfische u. einer einzigen Tonne Häringe	SCt.	2	—	G.	—	5	5
Fisch- oder Kokelskörner, Cocculi levantici	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
— Ottern und Biber . . .	NPfd.	—	9	L.	—	¼	5
— — Felle, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— — bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
— Därme gesalzene	NCt.	—	36	C.	—	3	
Fischer-Netze	NCt.	15	—	L.	—	18¾	2
Fisch-Häute	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— Schmalz	SCt.	—	18	C.	—	7½	2
Fisch-Schuppen, Ossa sepiae, Weisfischbein	NCt.	—	4¼	L.	—	1¾	
Fisolen grüne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— trockne	SCt.	—	13½	G.	—	¼	2
— eingemachte, eingesalzene	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Flachfisch, eine Art Stockfisch .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Flachs mit den Wurzeln . . .	F.	—	6	G.	—	18	2
— — — — nach Ungarn	F.	—	—	—	—	3	2
— gebrochen, gehechelt oder ungehechelt	SCt.	—	15	G.	—	6	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Flachsgarn ungebleichtes, Webergarn, Lothgarn	NCt.	—	50	G.	—	25	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	27
— gebleichtes oder halb gebleicht	NCt.	3	20	C.	—	12½	27
— gefärbt	NCt.	8	20	C.	—	12½	27
— Flachswerggarn, gebleicht oder ungebleicht, auch Dochtgarn	NCt.	—	25	G.	—	12½	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	27
Flanell von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
Flaschen von gemeinem Glas, Bouteillen, leere	SCt.	18	—	H.	—	4	2
Flaschenkeller Flaschner-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Fleisch, frisches aus d. Ausland. Eingangszoll . . . 25 kr. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 kr.	SCt.	zusammen	50	G.	—	1¾	2
— gesalzen, gepökelt, geräuchert, aus dem Ausland. Eingangszoll . . . 2 fl. 30 kr. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 k.	SCt.	2	55	L.	—	6¼	2
— aus Ung. Eing. Zoll 1 fl. 15 k. Verzehrungsst.-Zuschlag 25 k.	SCt.	1	40	L.	—	6¼	2
Fleischsulzen und Fischsulzen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	¼	2
Fliegengarne, Gelsengarn von Lein oder Hanf	NPfd.	—	49	H.	—	¼	27
— — von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Flint-Glas und Kron-Glas . .	SCt.	—	6	L.	—	24	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	½	2
Flinten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— zu militärischem Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Flittern von Gold und Silber, echt und unecht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Flohsamen, Semen psyllii . . .	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Flores Benzoës	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Balaustriae. (Granatäpfelblüthen). Cassiae, (Zimmtblüthe.) Aurantior (Pomeranzenblüthe) Rosarum, Macis .	SPfd.	—	24	L.	—	½	12
— Sulphuris, Blumenschwefel	SCt.	4	—	L.	—	2½	2
— Zinci	SCt.	15	—	L.	—	25	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. Kr.
Flores, alle medicinischen, die nicht genannt	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Floretseide rohe	NCt.	—	13	L.	3	14	27
— gemeine, gesponnene und gezwirnte	NCt.	2	—	L.	—	34	27
gesponnene der feinsten Gattung ganz weisse, Fantaisie genannt	NCt.	8	—	L.	—	34	27
— gereinigte und gefärbte . .	NCt.	21	32	L.	—	17	27
Flöre von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½	27
— aus Ungarn.	NPfd.	—	36	—	—	½	27
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	1	½	27
Flöten und Flaschinette . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	27
Fluminel, eine Blüthe zur Verfälschung des Saffrans . . .	. .	verboten.					
Flussspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	½	5
Foenum grecum	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Folia Sennae et Folicula . . .	SCt.	4	30	L.	—	22½	5
Folien von Gold und Silber, echt oder unecht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
— von Zinn, Spiegelfolien, Staniol	NCt.	18	—	L.	—	22½	5
Forellen, Lachs-Forellen, frisch — gesalzen, geräuchert	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Fortepianos, Flügel	fl. 1 W.	—	12	H.	—	½	27
Fossilien, rohe	fl. 1 W.	—	3	L.	—	½	5
— geschliffene und flach bearbeitete	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
Frankfurter- und Kupferdrucker-Schwärze	SCt.	2	—	C.	—	5	2
Fransen, seidne, Posamentir-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	½	27
— leinene	NPfd.	2	30	H.	—	½	27
— baumwollene und wollne	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP½	27
Fraueneis, Frauenglas, Selenit	NCt.	—	54	L.	—	2½	2
Frischlinge	1 Stück	1	—	C.	—	2½	6
Froschen	fl. 1 W.	—	12	G.	—	½	5
Früchte, gewöhnliches Obst, frisch	SCt.	—	9	G.	—	½	2
Davon sind ausgenommen: Granatäpfel, Margaranten, Pomeranzen, Pontäpfel, Quitten- und Rosmarinäpfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lazaroli-, Juden-, Paradiess- und Adamsäpfel	SCt.	7	30	L.	—	12½	2
Limonien, Zitronen und deren Schalen, wie auch Schalen von Pomeranzen und Granatäpfeln	SCt.	1	30	L.	—	2½	2
Pignoli und Zürbisnüsse . .	SCt.	6	—	H.	—	7½	2
Pistazien und Pimpernüsse .	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Cocosnüsse und gemeine Nüsse	SCt.	—	30	G.	—	1	2
Haselnüsse	SCt.	1	—	G.	—	2½	2
Mandeln, offne oder in Schalen	SCt.	6	—	L.	—	7½	2
Datteln	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Feigen	SCt.	1	12	L.	—	2	2
Kastanien und Maronen . . .	SCt.	—	54	L.	—	1½	2
Gemeine gedörrte, getrocknete und ohne Zusatz eines fremden Stoffes eingelegte . .	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
Ausgenommen: Rosinen, Corinthen, Weinbeeren . .	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Oliven, schwarz eingesalzne und getrocknete	SCt.	—	15	G.	—	1¼	2
— grün eingemachte in concia	SCt.	2	—	C.	—	2½	2
— frische	NCt.	—	15	—	—	1¼	
Feldfrüchte sind entweder als Gemüsse oder als Getreidsorten in alphabetischer Reihefolge benannt.							
Früchte von Wachs	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	5
— elastische zu Uhrgehängen, Fruchtkorallen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Fruchtsulzen ohne Zucker oder Honig	SCt.	1	—	L.	—	2½	2
— — mit Zucker od. Honig	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
Fuchsbälge, gemeine rohe, und Klauen und Schweife . . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
— — blaue, weisse, und Kreuzfüchse, rohe . . . — — — — bearbeitet — — schwarze, rohe . — — — — bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Fuchskehlen, Rücken, Wammen und Nacken	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Fuchsklauen od. Füsse u. Schweife	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Fuchswammenfutter, in Tafeln .	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Füllen	1 Stück	3	—	C.	—	7½	15
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Fustik- oder Gelbholz ganz . .	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— gemahlen, geraspelt, geschnitten, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— in Oestreich so bereitet nach Ungarn	SCt.	—	—	—	Zoll und dreissigst		frei.
Füsse von Schafen, zum Leimsieden	NCt.	—	9	L.	—	45	—
— — — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	4	2
Fussteppiche von Wolle . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
Futterale	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Futterkräuter	F.	—	2½	G.	—	1	½
— — nach Ungarn . . .	F.	—	—	—	—	½	½
G.							
Gabeln, silberne, mit oder ohne Vergoldung	N Mark	6	—	H.	—	7½	27
— — plaquirte, von Stahl und polirtem Eisen, von Knochen, Elfenbein und feinem Holze etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Gabeln von gemeinem Holze . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	22½	5
Gagant, Arbeiten daraus . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Galangawurzel, Galgant . . .	SCt.	5	—	L.	—	25	2
Galanteriewaaren, als: Gold- u. Silberarbeiten, (ausser Geschirr), feinen Steinen, Elfenbein, Perlmutter, Schildkrötschalen, vergoldete, versilberte, plattirte, Bronze-, emaillirte, lackirte Waaren, Uhren, mit Ausnahme der Holzuhren, und überhaupt alle Waaren, die aus Stoffen zusammengesetzt sind, die ausser Handel gesetzt sind	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Galläpfel, Gallus oder Gallen, ohne Unterschied	SCt.	—	45	C.	—	18¾	2
Gallerte, Knochengallerte, Gelatine	NPfd.	—	9	L.	—	3	2
— von Fleisch oder Fischen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	¼	2
Gallonen von Seide, Posamentir-Arbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— von Gold, Silber, Wolle und Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Galmey, Lapis calaminar. . .	SCt.	—	12	L.	—	2½	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gänse, zahme und wilde . . .	1 Stück	—	3	G.	—	⅛	2
— Fett	SCt.	2	30	G.	—	6¼	2
— Häute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Garn, von angorischen Ziegen- u. Kameelhaaren, flaches und ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	18
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	45	18
— gefärbtes und gedrehtes .	NCt.	7	30	L.	—	25	27
— harassenes, schafwollenes, weisses, (Papier und Bindfaden werden mitgewogen) . . .	NCt.	5	—	L.	—	25	27
— harassenes, gefärbt, gedreht und gezwirnt	NCt.	7	30	—	—	25	
— aus Ungarn	SCt.	Zollfrei.		—	—	31¼	27
— aus Baumwolle, weisses, glattes, ohne Unterschied der Nummern, sowohl Mull als Water-Twist, gebleicht und ungebleicht	NCt.	15	—	L.	—	50	27
— gefärbtes u. rothes türkisches	NCt.	30	—	L.	—	50	27
— weisses, gezwirntes . . .	NCt.	30	—	L.	—	25	27
— farbiges, gezwirntes . . .	NPfd.	—	24	L.	—	½	27
Nach Beschaffenheit der Umstände sind die Behörden ermächtigt bis auf 1 Wiener-Centner obiger Baumwollgarne bei Commercial-Zollämtern zuzulassen.							
— ungarisches, weisses Baumwollgarn von allen Nummern, gegen Legitimation	SCt.	Zollfrei.		—	—	50	27
— gefärbtes, aus Ungarn . .	NCt.	15	—	—	—	50	27
— aus Flachs und Hanf, ungebleichtes, Webergarn u. Lothgarn	NCt.	..	50	G.	—	25	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Garn, nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	27
— dtto. ganz und halb gebleicht	NCt.	3	20	C.	—	12½	27
— dtto. gefärbt	NCt.	8	20	C.	—	12½	27
— aus Werg, gebleicht oder ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	12½	27
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	5	27
Bei der Einfuhr dieser Garne von Hanf, Flachs und Werg aus Baiern, zur Verarbeitung nach Oestreich ob der Ens ist nur die Hälfte des allgemeinen Eingangszolls zu entrichten.							
— Rindshaar-Garn	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Gartengeräthe von Holz . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Gartengewächse, Gemüsse ohne Vorbereitung	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Gaze oder Flor von Seide . .	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Geflügel, zahmes und wildes, als:							
Truthühner, Gänse, Perlhühner Enten, Kapaunen und dergleichen	1 Stück	—	3	G.	—	⅛	2
Hühner	1 Stück	1	½	G.	—	⅛	2
Tauben	1 Stück	1	—	G.	—	⅛	2
Auerhühner, Fasanen, Birk- und Haselhühner, Schwäne, Trappen	1 Stück	—	¼	G.	—	⅛	2
Wilde Enten und Gänse, Rebhühner, Schneehühner und Waldschnepfen	1 Stück	—	4	G.	—	¼	2
Moos-, Wiesen- und Haidschnepfen, Kibitze, Rohrhühner und Wildtauben . .	1 Stück	—	2	G.	—	⅛	2
Krametsvögel, Drosseln, Zarezer, Lerchen und Wachteln	1 Duzd.	—	1	G.	—	⅛	2
Alle übrigen kleinen Vögel .	1 Duzd.	—	3	G.	—	⅛	2
Geigen, Violinen, Altos und Geigenbogen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Geigenharz, Colophonium . . .	SCt.	—	3	C.	—	1½	2
Geisen, Ziegen Böcke . . .	1 Stück	—	18	C.	—	1	2
— Felle, rohe, gemeine . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — schwarzer Corduan u. Saffian	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Geist, als: Salz-, Salpeter- und							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Vitriol- oder Schwefel-Geist oder Säuren, Scheidwasser, Vitriolöl	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Geist, Weingeist und Kirschgeist, unversüsst	SCt.	5	—	L.	—	7	2
— Kirschgeist, versüsst, in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— — — in Flaschen . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
— Aller übrige Geist oder flüssige Säuren	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Gelb, Kassler- oder Mineral-Gelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Chrom-Gelb	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Neapel-Gelb	SCt.	2	30	L.	—	25	2
Rausch-Gelb, Auripigment .	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
Schütt-Gelb } Königs-Gelb }	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Gelbe Rüben, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— — Caffee	SCt.	ver	boten.			5	5
Gelbholz, in Stücken oder Scheitern	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampft etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Gelsengarn, Fliegengitter von Leinen	NPfd.	—	49	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— — von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
Gemälde	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — Kunstwerke der Malerei, als solche bewiesen . .	fl. 1 W.	—	$\frac{3}{5}$	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— — von nicht mehr lebenden Meistern, bei der Ausfuhr	fl. 1 W.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	12
— — dtto für öffentliche Anstalten	. . .	Zo	llfrei.				12
Gemmen, Edelsteine, gefasst od. ungefasst	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gemse	1 Stück	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Felle	NCt.	—	50	L.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, sämisch gelbes . .	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Gemüse, Garten- und Feldfrüchte, ausser Obst und Getreide, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— getrocknete und zubereitete, als: eingemachte Gurken, Sauerkraut etc.	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Geniste für Färber	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Geoffrea-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Gerste a)	SCt.	—	15	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— geröllte, Gerstengraupen a)	SCt.	—	40	G.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Mehl a)	SCt.	—	24	G.	—	1	2
— Malz a)	SCt.	—	12	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Gersten-Zucker	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
a) Getreide, Mehl und Malz, aus Ungarn und Siebenbürgen, in andere Provinzen eingeführt, unterliegen ausser dem systemmässigen Zolle einem ständischen Entschädigungs-Aufschlage von 4 kr. pr. Spo. Centner.							
Geschirr von Silber, mit und ohne Vergoldung	1 Mark.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— von Kupfer	NCt.	39	36	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— von Eisenblech, lackirt oder nicht lackirt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27 12
— von gemeinem Holz . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— von Porzellan	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— — — nach Ungarn . .	—	—	—	—	Zollfrei.		27
— von Steingut, Majolika od. Faience	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
— Ungarisches Geschirr . .	SCt.	2	30	—	—	$6\frac{1}{4}$	5
— gemeines aus Thon, mit oder ohne Glasur	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— gemeines aus Ungarn . .	fl. 1 W.	—	3	—	—	$\frac{1}{4}$	2
Gespinste von echtem und unechtem Gold und Silber . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— — von Gummi elasticum, ohne Beimischung	NCt.	25	—	L.	—	50	27
Getreide, als: Weizen und Spelzkörner a)	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Mais, Kukrutz oder türkischer Weizen a)	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Roggen und Halbgetreide, Schwarzgetreide a) . . .	SCt.	—	16	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Wenn das Halbgetreide zum							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
grössten Theil aus Weizen besteht a)	SCt.	—	22½	G.	—	1	2
Gerste und Spelz in Hülsen a)	SCt.	—	15	G.	—	½	2
— geröllte, gebrochne, Hafergrütze a)	SCt.	—	40	G.	—	1¾	2
Hafer a)	SCt.	—	11	G.	—	½	2
Heidekorn oder Buchweizen a)	SCt.	—	13	G.	—	½	2
Hirse a)	SCt.	—	17	G.	—	¾	2
— gebrochene und Haide a)	SCt.	—	24½	G.	—	1	2
Wicken a)	SCt.	—	12½	G.	—	½	2
Bohnen, Fisolen, Zisern a) .	SCt.	—	13½	G.	—	½	2
Erbsen und Linsen a) . . .	SCt.	—	32½	G.	—	1¼	2
Gewehre	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Gewürznelken	SCt.	20	—	H.	—	12½	12
Giftwurzel oder Contrajerva . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Glacies Mariae, Frauenglas . .	NCt.	—	54	L.	—	2¼	2
Glas und Glaswaaren, als:							
Gemeine Glastafeln u. Hohlglas	SCt.	18	—	H.	—	4	2
Krystall, fein brillantirtes u. geschliffenes Glas nebst Spiegelgläsern	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Brillen und Augengläser, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	27
Gläser zu optischen Instrumenten	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	27
Glas- oder Schmelzperlen aller Art, gearbeitete Glasflüsse, Glasgranaten und kleine Glaswaaren	NCt.	120	—	H.	—	4	27
Schmelzglas, ohne Unterschied	1 Pfd.	—	36	H.	—	¼	27
Flint, Kron- und Bruchglas .	SCt.	—	6	L.	—	24	2
— — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	½	2
Glasgalle	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Glaubersalz, Sal mirabile Glauberi, rohes	SCt.	—	40	L.	—	10	5
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	1½	5
— — cristallisirtes	SCt.	1	4	L.	—	1¼	5
Glocken, ohne Unterschied . .	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Glockenspeise	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	8	2
Glötte oder Glätte, Gold-, Silber-, Bleiglätte	SCt.	6	36	H.	—	2¾	2
— — — aus Ungarn . .	SCt.	1	1¼	—	—	2¾	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Glühwachs	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Gold in Klumpen und Stangen, ausgebranntes und ausgezupftes Fadengold, Pagament, altes Bruchgold und Goldspäne	1 Mark.	—	3	L.	verboten.		27
— — aus Ungarn und nach Ungarn	. . .	Zollfrei.		—	Zollfrei.		27
— Draht, Blätte, Flitter-, Folien-, Blatt- und Zischgold, Gespinnste, Borten, Schnüre, Quasten, Crepinen, auch geriebenes Gold	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Goldgefässe, Geräthe, Geschirre, alle Galanterie- und Bijouteriearbeit	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Goldkrätze, Kehricht der Goldarbeiter	F.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Goldschlägerhäutchen	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Grabstichel und Meissel . . .	SPfd.	—	15	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Granaten, orientalische und fremde rohe	NPfd.	1	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$	5
— inländische, rohe	fl. 1 W.	—	—	—	—	12	
— — — nach Ungarn . .	fl. 1 W.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	
— geschliffene	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— von Glas	NCt.	120	—	H.	—	4	27
Granatäpfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— — Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — Wurzelrinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Grana Paradisi. Cardemom . .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	12
— Kermes oder Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Granchi, edle Meerfische, frische	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— — getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Granit, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— geschliffen oder flach gearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Graphit, Reissblei, Wasserblei .	SCt.	—	6	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
— Geschirr	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Gras- und Futterkräuter . . .	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
— — — nach Ungarn . .	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Graswurzel. Radix Graminis . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Gries	SCt.	1	21	G.	—	$3\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Aus Ungarn bezahlt er noch überdiess 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Griffel von Schiefer	NCt.	1	36	L.	—	4	2
Grösslinge, gemeine Flussfische	SCt.	1	30	G.	—	3½	5
— — — aus Ungarn . .	F.	2	15	—	—	11	5
— lebende, in mit Wasser gefüllten Behältnissen aus Ungarn	F.	1	7½	—	—	5½	5
Grün, Berggrün	SCt.	30	—	H.	—	12½	2
— — aus Ungarn	SCt.	2	5	—	—	12½	2
— Chromgrün	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Saftgrün	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— grüne veronesische Erde .	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Grünspan, gemeiner, nicht crystallisirter	NCt.	5	—	L.	—	25	8
— destillirter oder cristallisirter	NPfd.	—	22½	L.	—	¾	8
Grundlen, gemeine Fische . .	SCt.	1	30	G.	—	3½	5
— lebende, in mit Wasser gefüllten Gefässen aus Ungarn .	F.	1	7½	—	—	5½	5
— todte aus Ungarn	F.	2	15	—	—	11	5
Guajac-Holz, Lignum sanctum, ganzes	SCt.	—	12½	C.	—	5	2
— — geraspeltes	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Gummi, Franzosenholz-Harz	NCt.	6	30	L.	—	32½	8
Guitarren. Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Gürtel, gemeine wollene aus Ungarn	NCt.	2	—	—	—	10	27
Gürtlerwaaren aus Messing und Metallcompositionen	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— aus edeln Metallen . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Gummi, Harze und Gummen-Harze, als: Amoniac, Anime, Assa foedita, Elemi, Epheu, Euphorbium, Guayac, Galbanum, Karan, Ladan, Malathram oder Bdellium, Mastix, Myrhen. — Opoponax, Sagapan, Sarcacolla und alle nicht besonders genannten medicinischen Gummi	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
— Olibanum oder Weihrauch, edler und wilder	SCt.	7	30	L.	—	12½	8
— Arabicum, Senegal, Gedda,							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Cerasorum oder Kirschenharz, barbarischer Gummi, Copal, Guttae, Sandarac, Schellak, Tragant, Wachholderharz und alle für Fabriken anwendbare, nicht besonders genannte Gummi	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Gummi Benzoës, Storax und Tacamahac	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
— elasticum, Coatchouc . .	NCt.	5	—	L.	—	25	8
— — Fabrikate daraus, ohne Beimischung fremder Stoffe .	NCt.	25	—	L.	—	50	27
— Sanguis Dragonis, Drachenblut	NPfd.	—	18	L.	—	¾	8
Gurken, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	½	2
— eingemachte	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Gusseisen, rohes	NCt.	2	24	H.	—	48	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	1	2
Gusseisenwaaren, als: Oefen, Kessel etc. etc.	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Gyps und Dornstein (Dungsalz)	F.	—	30	C.	—	2½	½
— bloss zum Düngen bestimmt, mit Obrigkeitlichen Zeugnissen	F.	—	2	C.	—	2½	½
— Figuren und Abgüsse . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
H.							
Haare von orientalischen Ziegen und Kameelhaare	SCt.	1	12	L.	3	—	18
— von Bibern	SPfd.	—	15	L.	—	37½	18
— — — nach Ungarn . .	SPfd.	—	—	—	—	6¼	18
— von Hasen und Kaninchen	SPfd.	—	3½	C.	—	8	18
— — — nach Ungarn . .	SPfd.	—	—	—	—	1½	18
— von Rindern und Rehen .	SCt.	—	15	L.	—	7½	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	1¼	2
— dergleichen gefilzte . . .	SCt.	—	24	L.	—	2	2
— von Menschen	SPfd.	—	30	L.	—	2½	18
— — Pferden, Rosshaare ohne Unterschied	SCt.	—	24	L.	1	—	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	10	2
— von Hunden und gemeinen Ziegen, unsortirt	SCt.	—	12	L.	—	30	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	5	2
— — sortirte	SCt.	10	—	L.	—	25	2
Haarkämme aller Art } Haarnadeln . . . }	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Haarpuder	SCt.	4	48	L.	—	6	2
Haarsiebböden von Rosshaar . .	NPfd.	—	4¾	L.	—	¾	2
Haarsiebe, fertige. Siebarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
Haderlumpen u. Makulatur-Papier	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	1	2
Hämmel, Schafe, Widder, Schöpse	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
— Felle, gemeine rohe . . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — gesalzen	NCt.	8	20	L.	—	25	2
— — bearb. u. derlei Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	8
Hafer a)	SCt.	—	11	G.	—	½	2
Hafergrütze a)	SCt.	—	40	G.	—	1¾	2
Hafner- oder gemeine Thon- und Töpfererde	F.	—	1½	G.	—	½	½
Haften von Messing, Eisen und Kupfer	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Halbgetreide, mehr Weizen als Roggen a)	SCt.	—	22½	G.	—	1	2
— in gehöriger Mischung a)	SCt.	—	16	G.	—	¾	2
Halbkattun	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	54	—	—	¼	27
Halsbänder von Gold, Silber, Bronze, Steinen etc. etc. . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Halsbinden von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	¼	27
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
— von Floret-Seide .	NPfd.	7	12	H.	—	1½	27
— von Baumwolle, Musselin etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	¼	27
— von Batist und Schleier ganz von Lein	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
Hammerschlag	F.	12	—	H.	—	5	—
Hamsterbälge roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Handschuhe von Hanf und Lein, gestrickt und gewirkt . . .	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
— von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	27
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	¼	27
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Handschuhe aus Floretseide . .	NPfd.	7	12	H.	—	1½	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Handschuhe aus Schafwolle . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— — — — aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Leder, Stoffen und Handschuhmacher-Arbeit ohne Unterschied	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Hanf mit den Wurzeln	F.	—	6	G.	—	18	2
— — — — nach Ungarn	F.	—	—	—	—	3	2
— gebrochen, gehechelt und ungehechelt	SCt.	—	12	G.	—	5	2
Hanf-Garn ungebleichtes, Webergarn	NCt.	—	50	G.	—	25	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	27
— halb und ganz gebleichtes	NCt.	3	20	C.	—	12$\frac{3}{4}$	27
— gefärbtes	NCt.	8	20	C.	—	12$\frac{3}{4}$	27
— wergenes, gebleicht und ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	12$\frac{3}{4}$	27
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	27
Hanföl	SCt.	2	30	G.	—	6$\frac{1}{4}$	2
— Samen oder Körner . . .	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Harfen, Harmonika	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Häringe	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Harz, gemeines, weiss und gelb, Geigenharz	SCt.	—	3	C.	—	1$\frac{1}{2}$	2
— Kirschenharz	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Haselhühner	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Haselnüsse	SCt.	1	—	G.	—	2$\frac{1}{2}$	2
Hasen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	$\frac{1}{5}$	2
— Bälge oder Felle, gemeine	NCt.	—	50	L.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Haare	SPfd.	—	3$\frac{1}{2}$	C.	—	8	18
— — nach Ungarn . . .	SPfd.	—	—	—	—	1$\frac{1}{2}$	18
— Fett oder Schmalz . . .	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Hausen, frisch, geräuchert, gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
Hausenblase und Gallerte . . .	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{3}{4}$	15
Hausenrogen, Caviar	SCt.	20	—	L.	—	25	5
Hausgeräthe von Einwanderern, nach, unter Vorlegung eines Verzeichnisses, durch die Zollbehörde erhaltener Bewilligung	. .	Zollfrei.					
Häute von Ochsen, Kühen, Pferden, Füllen, Schweinen, Eseln, Maulthieren, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— dtto. nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	12$\frac{1}{2}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Häute von Böcken, Ziegen, Kitzen, Gemsen, Rehen, Hirschen, Elenthieren, Hunden, Kälbern, gemeinen Schafen, Schöpsen, Lämmern, Sterblingen. Chagrin, Zapp und Fischhäute, roh — Biber- und gemeine Hasenbälge roh oder bearbeitet . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— eingesalzne und halbgearbeitete Lamm- und Sterblingfelle	NCt.	8	20	L.	—	25	2
Obige rohe Häute nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— gemeine bearbeitete von Schafen, Schöpsen, Lämmern	NCt.	16	40	L.	—	25	8
Hecheln, ohne Unterschied, zur Reinigung des Flachses und Hanfes	SCt.	1	—	C.	—	10	2
Hechte, frisch, getrocknet, geräuchert, gesalzen	SCt.	1	30	G.	—	3½	5
— aus Ungarn, in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	7½	—	—	5½	5
— aus Ungarn, geschlachtet .	F.	2	15	—	—	11	5
Hechtenkiefer oder Hechtenzähne	NPfd.	—	12	—	—	1	12
Hefen, Bierhefen	SCt.	—	3	G.	—	½	2
— — getrocknete .	SCt.	6	—	C.	—	7½	2
— Weinhefen	SCt.	—	5	C.	—	½	2
— gebrannte, Cendres gravelées	SCt.	—	7	G.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Heide, gebrochne Hirse a) . .	SCt.	—	24½	G.	—	1	2
Heidekorn oder Buchweizen a) .	SCt.	—	13	G.	—	½	2
Heidekraut, (Besen von) . . .	100 St.	—	6¾	C.	—	½	2
Herba Absynthi, Altheae etc. alle nicht besonders genannten medicinischen Kräuter	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Herdplatten von schwarzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	1¼	2
Hermelinbälge und Schweife, roh oder bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Hermodactili	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Heu	F.	—	2½	G.	—	1	½
Hirsche	1 Stück	—	48	G.	—	2	2
Hirsch-Felle, roh	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, gelb, sämisch . .	NCt.	50	—	H.	—	50	5
— Horn, ganz oder geraspelt	NCt.	1	—	C.	—	5	2
— — gebranntes	SCt.	3	36	L.	—	4½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Hirsch-Horngeist	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— Hornöl	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Fänger	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
— Unschlitt	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Hirsen a)	SCt.	—	17	G.	—	¾	2
a) Aus Ungarn über den verhältnissmässigen Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Höllenstein, Lapis infernalis . .	SPfd.	1	36	L.	—	8	27
Hollunder-Blüthe	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
— Beeren eingekochte, ohne Zucker	SCt.	1	—	L.	—	2½	2
— Schwämme	SCt.	3	30	L.	—	17½	5
Holz, medicinische Hölzer, als: Aloë, Pock, Franzosen- oder Guayak, weisses und gelbes Sandel, Quassia. Sassafras etc. in Scheitern und Stücken . .	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— dtto. geschnitten, geraspelt gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Farbholz, als: Blauholz od. Campeche, Honduras, Fernambuc, Bahia, Brasilien und Brasillet. Bimas, Sapan, Japan, Siam, rothes Sandel und etwas dunkleres Caliatour, Gelb- od. Fustic-, Visetholz etc. etc. in Stücken	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— in teutschen Provinzen so bereitet und nach Ungarn ausgeführt	. . .	. .	. .	. .	Zo	llfrei.	
— Mast und Schiffbauholz .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	½
— nach Ungarn	fl. 1 W.	—	—	—	—	¼	½
— Bau- und Brennholz, gemeines Tischlerholz, selbst Balken, Pfosten, Breter, Latten, Schindeln, Späne	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	½
— edles Tischlerholz, als: Zedern, Buchs, Eben, Fikatin, Mahagoni oder Acajou, Oliven, Rosen, Sucadon, türkisches Haselnussholz u. dergl. in Scheitern	NCt.	1	15	L.	—	5	2

›nnung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
m fourniren geschnitten	SCt.	5	50	L.	—	5	2
rk- oder Pantoffelholz .	NCt.	—	51	L.	—	4¼	2
Propfe, Stöpsel, Spunde, aus Kork	NCt.	1	30	L.	—	7½	2
neine Holzwaaren, als: uben oder Stäbe, Boden-, Fässer, Schaffe, Schau-Rechen, Schiebkarren, euge zum Feld- und bau, hölzerne Siebböden, en zu Bürsten, Reife .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
echslerwaaren gemeine, v. ›em Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	5
ı feinem Holz	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
schlerarbeiten grobe, von ›em Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
ı edlem Holz, mit oder Beschläg	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
›rbmacherarbeit von Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
›en	F.	—	6	G.	—	½	½
›e, Bilder	NPfd.	—	54	H.	—	1	2
geläutert oder nicht, mit ›iff der Bienenstöcke mit men gestossenem Honig Wachs, der Bienenkeule les Wachskothes, Honig-	SCt.	2	30	L.	—	5	2
Gartenhopfen	SCt.	4	—	L.	—	10	2
lder	SCt.	4	—	L.	—	1½	2
— aus Ungarn . . .	SCt.	—	14½		—	1½	2
etzlinge oder Pflanzen .	fl. 1 W.	—	½	G.	—	6	2
— nach Ungarn . . .	fl. 1 W.	—	—	—	—	¼	2
tten, Hornscheiben und ›pitzen, Hörner von Och-›üffeln, Ziegen und Böcken	NCt.	—	18	G.	1	30	2
›ch Ungarn	SCt.	—	—	—	—	7½	2
›er Zähne vom Narval oder ›rn	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
nd Klauen ohne Unterschied	SCt.	—	2	G.	—	50	2
›ch Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
, gewöhnliche	1 Stück	—	1½	G.	—	½	2
uerhühner, Birk- und Ha-›hner	1 Stück	—	4	G.	—	½	2
›erlhühner und Truthühner	1 Stück	—	3	G.	—	½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Hühner, Reb- und Schneehühner	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{3}$	2
— Rohrhühner	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Fisolen und Zisern	SCt.	—	$13\frac{1}{7}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— Erbsen und Linsen . . .	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— aus Ungarn u. Siebenbürgen unterliegen sie nebst dem systemmässigen Zoll noch einer Abgabe von 4 kr. p. SCt. für ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Hummern, Meerkrebse, Meerspinnen	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Hundsfelle oder Häute . . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Hundshaare	SCt.	—	12	L.	—	30	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	2
— dergleichen sortirte . .	SCt.	10	—	—	—	25	
Hundsleder, braunes u. schwarzes	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Hüte von Castor u. Seide, Fischbein und andern Stoffen, mit Ausnahme der Stroh-, Bast- und andern Damen-Modehüte	1 Stück	3	—	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— von gewöhnlichem Filz und dergl. Kappen	1 Stück	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Stroh, Bast und Holz, feine und gemeine	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Hutabschnitte aus Ungarn . . .	NCt.	2	—	—	—	10	27
Hutmacherkrazerl	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	C.	—	$1\frac{1}{4}$	12
I.							
Jagd-Flinten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— Taschen. Taschnerarbeiten .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Netze	NCt.	15	—	L.	—	$18\frac{3}{4}$	2
Jalappenharz. Magisterium Jalap	SPfd.	—	45	L.	—	$2\frac{1}{2}$	12
— Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Japanische Erde. Terra Catechu, Cachou	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Jaspis roh	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{3}{4}$	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Arbeiten aus demselben . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Iltisbälge und Schweifchen, ohne Unterschied, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ndigo und Waidblau, ohne Unterschied	SCt.	7	30	C.	1	52½	27
ngwer	SCt.	8	—	H.	—	5	2
— in Zucker eingelegt . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
nstrumente, chirurgische, optische, mathematische, mit Ausnahme der feinen Zirkelschmied-Arbeit, mit oder ohne Futteral .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	27
— musikalische und Spielwerke (Carillons) zum Gebrauche für Künste und Gewerbe	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
— Spielwerke, Carillons in Uhren, Dosen etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Iodine	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Johannisbrod oder Carobe . .	SCt.	—	48	L.	—	1	2
Ipecacuanha-Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Iris florent. Rad.	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Isländisches Moos. Lichen Island:	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Juchten	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— russische	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
Juden-, Paradiess- oder Adamsäpfel	SCt.	7	30	L.	—	12½	2
Jujubae oder Brustbeeren . .	SCt.	—	36	L.	—	1½	2
Juwelen, gefasst oder ungefasst	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
K.							
Kabliau, Fisch	SCt.	5	—	H.	—	6¼	5
Kaffeh	NCt.	21	—	L.	—	17½	5
Bis auf 50 Pfd. auch bei Commerz-Zollämtern zu verzollen.							
Kaffeh-Surrogate	SCt.	verboten.				5	5
— — aus Ungarn	SCt.	2	—	—	—	5	5
Kaffehwicke, schwedische, Stengelkaffeh	SCt.	—	50	C.	—	5½	2
Kälber über 1 Jahr, Terzen od. Junzen	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
— unter 1 Jahr	1 Stück	—	21	C.	—	2	3
Kälberfelle	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Kälberhaare	SCt.	—	15	L.	—	7½	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1¼	2
— gesponnen	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Kalbleder, sämisch oder weisses in Alaun gearbeitet	NCt.	35	—	H.	—	50	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kalbleder, braunes und schwarzes	NCt.	15	—	H.	—	25	5
— gefärbtes und lackirtes . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Kalium Kali, blausaures — Chromsaures — muriat. oxygen. . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Kalk	F.	—	2	G.	—	6	$\frac{1}{2}$
— nach Ungarn	F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
— Chlorsaurer und Essigsaurer	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Kameelhaar, ungesponnen . . .	SCt.	1	12	L.	3	—	18
— — gesponnen, flaches u. ungefärbtes	NCt.	5	—	G.	—	25	18
— — dtto. gefärbtes und gedrehtes	NCt.	7	30	L.	—	25	18
Kammertuch von Baumwolle . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Kamm-Niethe, Kammzähne von Stahl	NPfd.	—	36	L.	—	3	12
Kämme, Haarkämme von Bein, Horn, Holz, mit oder ohne Verzierungen, von edlen Metallen, von Elfenbein, Schildkrötschalen, Gold und Silber, echt und falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Stahl, für Fabrikanten	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— von Rohr, Weberzeug . .	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Kampfer, Camphor	SPfd.	—	1	L.	—	2	15
Kaninchen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Bälge, gemeine rohe . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— — bearbeitet	NCt.	25	—	L.	—	25	8
— — silberhaarige u. graue rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— dtto. bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— Haare	SPfd.	—	3$\frac{1}{2}$	C.	—	8	18
— — nach Ungarn . . .	SPfd.	—	—	—	—	1$\frac{1}{2}$	18
Kanten, Spitzen, Blonden aller Art	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kapaunen	1 Stück	—	1$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Kapern	SCt.	5	—	L.	—	6	2
Kapernecke, aus Helinentuch .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kappen von Filz	1 Stück	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kappen aus Ungarn	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1$\frac{1}{2}$	27
— — Floretseide	NPfd.	7	12	H.	—	1$\frac{1}{2}$	27
— — Pelzwerk, wie sie vom Kürschner kommen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Kardätschen, Wollkardätschen .	NPfd.	—	7$\frac{1}{2}$	C.	—	1$\frac{1}{4}$	12
Kardendisteln	NCt.	—	18	C.	—	7$\frac{1}{2}$	2
Kari-Pulver. Englisches Gewürz	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Karpfen, Fische	SCt.	1	30	G.	—	3$\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn, in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	7$\frac{1}{2}$	G.	—	5$\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Karten, Spielkarten	1 Duzd.	1	48	H.	—	$\frac{3}{4}$	12
Kartoffeln oder Erdäpfel . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Mehl	SCt.	—	24	G.	—	1	2
Käse	SCt.	5	—	L.	—	12$\frac{1}{2}$	2
— Küh- und Schafkäse aus Ungarn in Gefässen	SCt.	—	30	—	—	2$\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2$\frac{1}{2}$	2
— gesalzen aus Dalmatien, Oestreich, Albanien und den dazu gehörigen Inseln in den Regierungsbezirk von Venedig zur See eingeführt mit Certificaten	SCt.	2	34	L.	—	12$\frac{1}{2}$	2
Kastanien und Maronen . . .	SCt.	—	54	L.	—	1$\frac{1}{2}$	2
Kattun	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Katzenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Kaulhaupten, Fische	SCt.	1	30	G.	—	3$\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn in mit Wasser gefüllten Gefässen	F.	1	7$\frac{1}{2}$	G.	—	5$\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Kautschuck, Gummi elasticum, Federharz	NCt.	5	—	L.	—	12$\frac{1}{2}$	8
— Fabrikate aus demselben, ohne Beimischung	NCt.	25	—	L.	—	50	27
— verfertigte Waaren von übersponnenem Kautschuck, oder damit gefüttert	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kermes-Körner, Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	12½	2
Kermes mineral	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Kerne von Quitten, Kürbissen, Gurken etc. etc.	SCt.	—	50	C.	—	5	2
— von Pfirsichen	SCt.	6	—	L.	—	7½	2
Kerzen von Talg oder Unschlitt	SCt.	6	48	L.	—	8½	2
— von gelbem oder weissem Wachs	NPfd.	—	17	H.	—	¼	5
— von Wallrath, Sperma ceti	NPfd.	—	17	L.	—	¼	5
Kessel von Kupfer	NCt.	39	36	H.	—	16½	5
— von Eisen	NCt.	5	24	H.	—	2¼	2
Kesselbraun	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Kibitze	1 Stück	—	1	G.	—	⅛	2
— Eier	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Kienruss, Tutie u. alle Russarten	SCt.	—	30	C.	—	2½	2
Kinderspielsachen, Spielzeug . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Kirschengeist, Kirschwasser . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
Kirschlorbeeren-Wasser darf nur (von Apothekern) aus dem lombardisch-venetianischen Königreiche, Istrien und Dalmatien bezogen werden	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Kisten, leere, von gemeinem Holz, auch eingelegte	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
— von feinem, edlen Holz, mit oder ohne Verzierungen, Gemälden etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Kitzen und Lämmer	1 Stück	—	9	G.	—	½	2
— Felle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — — — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Kitzleder, sämisch gelb oder weiss in Alaun	NCt.	25	—	H.	—	25	5
— in Knoppern oder Gallus bearbeitet	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— in Kräutern bearbeitet, auch gefärbt	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Klauen und Hufen	SCt.		2	G.	—	50	2
— nach Ungarn	SCt.		—	—	—	1	2
Kleesaamen	SCt.		50	C.	—	5	2
Kleidungsstücke, auch mit Pelz gefütterte und Bettgeräth, alt und neu	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
Kleidungsstücke und Wäsche zum Bedarf der Reisenden . . .	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
Kleiderbürsten, nicht lackirte .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— lackirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kleister, Schusterkleister . . .	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Klempnerarbeit	NPfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Kleyen	SCt.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
— wohlriechende Mandelkleyen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Klezenbrod	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Klingen zu Degen, Säbeln, Rapieren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Klippfische	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Knallgold und Knallsilber . . .	. . .	ver	boten.		ver	boten.	
Knoblauch	NCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Knochen aller Art ausser Schaffüsschen zum Leimsieden . .	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Knochenmehl und Knochenasche	SCt.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
— geraspelt zu Streusand .	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
— Gallerte	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{3}{4}$	2
Knöpfe von Gold, Silber, Kupfer, vergoldet oder versilbert, polirtem Stahl oder übersponnen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Knopfformen von Holz, gemeine Drechslerwaare	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Knoppern u. Knoppernmehl, Ackerdoppen, türkische Eicheln oder Valonien	SCt.	—	4	G.	—	18	2
Diese können auch nach den n. östr. Metzen verzollt werden, und zwar nimmt man zwei gestrichene Metzen Mehl oder drei gestrichene Metzen Knoppern etc. etc. für 1 Ctnr.							
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Kobalt, Kobalterz, Fliegenstein, grauer Arsenik	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Kobaltspeisekalk	SCt.	—	6	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
Kohlen, Holzkohlen	F.	—	6	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
— Reisskohlen	SCt.	15	—	L.	—	25	2
— Steinkolen	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kohlen, Steinkohlen aus Istrien und Dalmatien	F.	Zo	llfrei.	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zo	llfrei.	$\frac{1}{2}$
Kokelskörner, Coculi levantici .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Köllnerwasser und Pomeranzenblüthwasser	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
Köllner-Erde	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Köllnische Pfeifen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Kolumba- oder Columbo-Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Königsblau	SPfd.	—	45	L.	—	$3\frac{3}{4}$	27
Königsgelb, Mineral- oder Kaisergelb, Schütt- u. Neapolitanergelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Korallen, echte, weisse und rothe, gebrochen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— gearbeitet, geschliffen, an Schnüre gefasst, und elastische rothe Fruchtkorallen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Pulver, wie Parfumerie .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Korallenmoos und Wurmmoos .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Körbe und Korbmacherarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Koriander	SCt.	1	12	L.	—	3	2
Korinthen, Zantische u. Liparische	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Korkholz, Pantoffelholz . . .	NCt.	—	51	L.	—	$4\frac{1}{4}$	2
— Sohlen und Stöpsel daraus	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Korn oder Roggen	SCt.	—	16	C.	—	$\frac{3}{4}$	2
Aus Ungarn über den Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Körner, Fisch- oder Kokels-, Spring- oder Trieb- und Kermesskörner od. Scharlachbeeren	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Krähenaugen, Nuces vomicae .	SCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Krämereiwaaren, d. i. gemeine zum Kleinhandel geeignete Artikel: z. B. Brieftaschen, Flaschenkeller, Arbeiten aus Pappe und Papier maché, Larven, Laternen, Sack- und Feldspiegel, Schirme, Spielwerke für Kinder, Haarkämme von Holz, Horn und Bein, Tabacksdosen und Pfeifen und Röhre etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Krametsvögel	1 Duzd.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Krapp oder Färberröihe in Wurzeln (Alizari) oder gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Kratzbürsten von Draht . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kratzschüsseln v. schwarzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Kräuter, Blätter und Blumen zur Arznei und Färberei dienlich, wenn sie nicht besonders genannt sind	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Krebsaugen, ganze	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— gestössene	SCt.	20	—	L.	—	25	5
Krebse, gemeine und Frösche .	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Meerkrebse und Meerspinnen	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Kreide, gemeine und venetianische	SCt.	—	15	C.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— Bergkreide	NCt.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Bologneser	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Kremnitzer-Weiss	SCt.	5	12	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Kreuzbeeren	SCt.	1	30	C.	—	$37\frac{1}{2}$	2
Kriegswaffen zum militärischen Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Krimmerfelle, Baranken und Astrakan, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Kron- und Flintglas	SCt.	—	6	L.	—	24	2
Kronleuchter	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kropfschwamm	NCt.	2	15	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Kropfstein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Krüge, gemeine Thonwaaren .	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Krummholzöl	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Krystallglas, geschliffen u. brillantirt	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Krystall, Bergkrystall roh . .	NCt.	1	—	L.	—	5	5
— — geschliffen . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— — Arbeiten daraus .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Kuchen, ausser Pfefferkuchen u. Confect	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Pfefferkuchen	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— — aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Kuchensalz, Sud-, Stein- und Meersalz	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
Kugellack	SCt.	16	30	L.	—	$27\frac{1}{2}$	5
Kugeln von Blei	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Kühe	1 Stück	2	—	C.	—	5	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kühhaare	SCt.	—	15	L.	—	7½	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1¼	2
— gesponnen	SCt.	—	24	L.	—	2	2
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
— Leder, sämisch gelb oder weiss in Alaun	NCt.	15	—	H.	—	25	5
— in Lohe oder Knoppern .	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Kukuruz, Mais oder türkischer Weizen	SCt.	—	17	G.	—	¾	2
Kümmel, ohne Unterschied, Semen Cumini et Carvi	SCt.	—	36	G.	1	½	2
Oel. Oleum Carvi et Cumini	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
Kunstwerke der Malere und Bildhauerei als solche erwiesen, mit Bewilligung der Behörde . .	fl. 1 W.	—	⅗	H.	—	Gemälde Bildhauer	12
— für öffentliche Anstalten bildender Künste bestimmte . .	. . .	Zollfrei.				¼	2
Werke nicht mehr lebender Meister dürfen nur mit Bewilligung der Landesstelle ausgeführt werden.							
Kupfererz	SCt.	—	1	C.	—	½	2
Kupfer, rohes, als: Platten-, Preisen-, Rosetten-, Spleisen-, Pagament-Kupfer, fremde, nicht cursirende Kupfermünzen . .	NCt.	—	50	L.	—	30	2
— aus und nach Ungarn . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		2
— Schaalwaaren, wie sie vom Hammer kommen, Kupferbleche und Platten für Kupferstecher	NCt.	33	—	H.	—	16½	5
— Geschirr, Branntweinblasen, Kessel Nägelkupfer	NCt.	39	36	H.	—	16½	5
— Draht	NCt.	51	—	H.	—	21¼	5
— gestochene Kupferplatten .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	5
— altes und Bruchkupfer . .	NCt.	—	50	L.	—	30	2
— aus und nach Ungarn . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		2
— Zündhütchen	SPfd.	2	40	L.	—	¼	5
— aus Ungarn	SPfd.	—	15	—	—	¼	5
Kupferdruckerschwärze	SCt.	2	—	C.	—	5	2
Kupferstiche	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
Kupfer-Vitriol; schwefelsaures Kupfer	SCt.	5	36	L.	—	7	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Kupferwasser, schwefelsaures Eisen	SCt.	1	12	L.	—	2	2
Kürschnerarbeit, Pelzwaaren ohne Ueberzüge, so wie sie aus den Händen des Kürschners kommen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	8
L.							
Laberdan und Kabeljau	SCt.	5	—	H.	—	6¼	5
Lachs, Lachsforellen, Lachssalmen, frisch, gesalzen, geräuchert od. marinirt	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Lack, Gummi-Lack, Schellack	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Lack Dye oder Dyk, ganz oder gemahlen	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	27
Lack zur Malerei, als: Florentiner, Londner, Münchner, Pariser und Wiener, von allen Farben . . . . . Lacke zum Färben oder Extracte von Campeche und Fernambuc-Holz, Curcuma und Krapp	SCt.	45	—	L.	1	15	27
Lack, Kugellack in Kugeln und Tafeln	SCt.	16	30	L.	—	27½	5
Lack, Siegellack	NPfd.	—	24	L.	—	½	12
Lackmuss	SCt.	1	—	C.	—	10	2
Lämmer	1 Stück	—	9	G.	—	½	2
— Felle, gemeine	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— gemeine, gesalzen und halbgearbeitete	NCt.	8	20	L.	—	25	
— bearbeitete und dergl. Futter	NCt.	16	40	L.	—	25	8
— feine, Astrakan, Krimmer oder Baranken, rohe . . .	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— Leder in Lohe, Knoppern u. Gallus bearbeitet	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
— in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	25	5
Landkarten	NCt.	7	30	L.	—	37½	12
Lapis calamin	SCt.	—	12	L.	—	2½	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
— Cancrorum, ganz	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— — gemahlen oder gestossen	SCt.	20	—	L.	—	25	5
— Haemat.	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	2
— Lazuli, roh	NPfd.	—	30	L.	—	2½	5
— — geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lapis infernalis	SPfd.	1	36	L.	—	8	27
— spongiae	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Larven oder Masken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Laschitzen-Bälge oder Hermeline	NCt.	100	—	H.	1	40	8
Laternen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Laternae magicae	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Latten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Laubsägen für Künstler . . .	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Läufe von Flinten, Büchsen, Pistolen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Lauge, Seifensiederlauge . . .	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$4\frac{1}{2}$	2
— aus und nach Ungarn . .	SCt.	—	$\frac{1}{4}$	—	—	$\frac{1}{4}$	2
Laugensalz	SCt.	—	7	C.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Lauthen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Lavendelblüthe	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Wasser, Eau de Lavande .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Lazeroli	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Lebzelten oder Pfefferkuchen .	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
Leder 1) sämisches, gelbes und in Alaun gearbeitetes, weisses Leder und zwar:							
Bock-, Ziegen-, Gems-, Elentthiere-, Hirsch- und Rehleder	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Büffel-, Ochsen- und Kuhleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Kalbleder	NCt.	35	—	H.	—	50	5
Schweins-, Schaf-, Schöps-, Kitz-, und Sterblingleder . .	NCt.	25	—	H.	—	25	5
2) In Lohe, Knoppern oder Gallus bearbeitetes Bock-, Schaf-, Lamm-, Geiss-, Kitz-Sterblingleder	NCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Kalb- und Hundsleder, braunes und schwarzes, Kuh- und Terzenleder, Ross- und Seerossleder, Schweinsleder . . Stiefelschäfte, Vorschuhe, Umschläge von diesen Gattungen Leder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
3) Maschinenleder od. in Kräuter bearb. Bock-, Schaf-, Lamm-,							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Geiss-, Kitz-, Sterblingleder, gefärbt od. ungefärbt . . .	NCt.	8	20	H.	—	25	5
4) Gefärbtes und lackirtes, vergoldetes und gepresstes Leder, als:							
Kalbleder, Carmoisin, Maroquin, eigentlich Corduan und Saffian, worunter auch das schwarze Geiss- und Schafleder begriffen ist, auch lackirtes, vergoldetes, gepresstes Leder ohne Unterschied . . Chagrin und Pergament . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
5) Juchten ohne Unterschied	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
6) Pfundleder	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Lederabschnitte, oder Leimleder, auch Biberleder	NCt.	—	3	C.	—	50	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2	5
Leim, Tischlerleim, ohne Unterschied	NCt.	2	30	L.	—	6¼	2
— Vogelleim	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Leimleder	NCt.	—	3	C.	—	50	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2	5
Leinöl	SCt.	2	30	G.	—	6¼	2
Leinsaamen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Lein- und Hanfwaaren							
1) gestrickte und gewirkte aller Gattung, als: Strümpfe, Handschuhe etc.	NPfd.	6	—	H.	—	½	27
2) Gewebte, als: Batist und Schleier	NPfd.	18	—	H.	—	½	27
Für Privaten gegen Bewilligung der Länderstellen	NPfd.	6	—	H.	—		
Bänder, Lanquetten, Zwirngalonen ohne Unterschied, Papier, (Brettchen u. Rollen werden mitgewogen)	NPfd.	2	30	H.	—	¼	27
Feine Leinwand, wovon 12 Weben à 50 Ellen oder 20 Schock à 42 Ellen und 16 Gedecke Damasten-Tischzeug nicht mehr als 100 Pfd. Wiener wiegen, Tücher und Tischzeuge aller Art	NPfd.	3	20½	H.	—	½	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Diese aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Alle übrigen gebleichten und ungebleichten, gefärbten, glatten und gestreiften Leinewaaren, als: Bettleinwand, Strohsack- und Siegelleinwand; Sack-, Bett- und Zelt-Zwillich, Federrieth, Gratel ohne Seide, geblümte Drilliche etc. etc. Watte aus Lein- und Hanfwerg . .	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Sackleinwand ungebleichte oder Rupfen bei der Ausfuhr in's Ausland oder nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	3	27
Gemeine Leinwand in Quantitäten die nicht 10 Pfd. übersteigen, für reisende Handwerksbursche und Personen ärmerer Klassen . . . . . ,	NPfd.	—	11	G.	—		
Leinwaaren, mit andern Stoffen gemischt, sind wie diese Stoffe zu verzollen.							
Wachsleinwand aller Farben, ohne Unterschied	NPfd.	—	25	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Segeltücher, Schläuche und Feuerlöscherinnen	NPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Gelsengarne, Fliegengitter und dgl. Gaze	NPfd.	—	49	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Netze, Jäger- und Fischer-Netze	NCt.	15	—	L.	—	$18\frac{3}{4}$	27
Leonische Arbeiten, Blätte, Flittern, Folien, Gespinnste, Borten, Schnüre, Quasten, Crepinen und leonischer Dok . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Lerchen	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Lichen Islandicus, Kramperlthee	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Lichter von Talg oder Unschlitt	SCt.	6	48	L.	—	$8\frac{1}{2}$	2
— von gelbem oder weissem Wachs	NPfd.	—	17	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— von Wallrath	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Lichtscheeren, gemeine eiserne .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Lichtscheren, feine polirte . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
— aus Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Lignum Aloës, Quasiae, sanctum, Sassafras, Sant. alb. et citrin. etc. in Stücken . . .	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt oder gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Rinden dieser Hölzer . .	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Limonien a) Früchte	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{4}$	
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Salz oder Säure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind Limonien den Pomeranzen oder andern höher belegten Früchten in einer Kiste beigepackt, so zahlen sie den nämlichen Zoll wie diese.							
Linsen	SCt.	—	$32\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Aus Ungarn zahlen sie ausser dem Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständisch. Entschädigungs-Aufschlag							
Linguatolle und Lizze. Meerfische, frisch	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Liqueurs und alle versüssten geistigen Getränke, also auch Punschessenz, Arrak und Rhum in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— in Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Lithographien	NPfd.	—	54	L.	—	1	12
Locken, falsche, von Haaren .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	18
— — — Seide . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Lohe, Gerberlohe, gemahlene und ungemahlene, eichene, birkene und fichtene Rinde oder Borke	F.	—	$4\frac{1}{2}$	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2	2
Lorbeeren und Lorbeerblätter .	SCt.	1	24	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Löwenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— — — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Luchs- und Luchskatzenbälge, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Lumpen oder Hadern	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Luzerner Kleesamen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Lycopodium. Semen Lycopodii .	SCt.	—	50	C.	—	5	2
M.							
Macassar-Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Maccaroni	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Magnesia, ohne Unterschied . .	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
Magnetsteine, ungefasste . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— gefasste	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Mahagoni- oder Acajou-Holz in Blöcken	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zur Fournirung zugeschnitten	SCt.	5	50	L.	—	5	2
Majolica-Erde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
— Geschirr	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
Mais, türkischer Weizen . . .	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Aus Ungarn bezahlt er ausser dem verhältnissmässigen Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Maisch, zerstossene Weintrauben sind als $\frac{5}{8}$ Wein anzusehen. 160 Pfd. dieses Maisch zahlen also so viel als 100 Pfd. Wein.							
Makulaturpapier	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Malereien auf Papier	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
— Oelmalereien	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Malz	SCt.	—	12	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	10	—	—		
Aus Ungarn noch über den Zoll 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Mandeln in oder ohne Schalen, auch Pfirsichkerne	SCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	—	—	$\frac{1}{2}$	2
— Kleien, wohlriechende . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{3}{4}$	27
Mandolinen. Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
Manna, ohne Unterschied . .	SCt.	1	15	L.	—	12½	5
Marabout-Federn, Schmuckfedern unzubereitete	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
—, zubereitete	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Marderbälge, nordamerikanische, Edel- und Steinmarderbälge u. Schweife von allen Mardern, roh	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Margaranten	SCt.	2	15	L.	—	4	2
Markasit, Bismuth oder Wismuth	NCt.	12	—	H.	—	15	2
Marmeladen, Früchte mit Zucker eingekocht	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
Marmor, roher	NCt.	—	½	C.	—	¼	½
— geschliffener	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	½
— Arbeiten daraus, grosse, als: Statuen, Büsten, Säulen und andere Steinmetzarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
Marmor, kleinere Arbeiten . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Marokinleder	NCt.	40	—	H.	—	50	8
Maronen und Kastanien . . .	SCt.	—	54	L.	—	1½	2
Martinsholz, rothes Färbholz, ganz	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— geschnitten, gestampft etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Maschinen u. Maschinentheile, die im Inland noch unbekannt sind, gegen Bewilligung	. . .	Zollfrei.					5
— andere, die keinen eignen Zollsatz haben	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
Masken oder Larven	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Masten- und Schiffbauholz . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Mastix, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	32½	8
Materialwaaren, die nicht besonders benannt	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Matrazen, Bettgeräthe, den Einwandernden gehörig	. . .	Zollfrei.					
— andere	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Matrizen, Buchdrucker-Matrizen	NCt.	6	—	L.	—	7½	5
Matten und Decken von Rohr, Bast, Stroh, Schilf	100 St.	1	15	C.	—	6¼	2
Maulbeerblätter	SCt.	—	¼	G.	—	30	2
— aus und nach Ungarn . .	. . .	Zollfrei.			Zollfrei.		2
Maulesel, Maulthiere	1 Stück	4	—	G.	—	10	15
— Felle, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — — nach Ungarn . .	SCt.	—	—	—	—	12½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Maultrommeln, Brummeisen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Maulwurfsfutter	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— bälge	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Macis- oder Muskatblüthe . .	SPfd.	—	24	H.	—	1	18
Mazisöl	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Medaillen, Denkmünzen . . .	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
Medicamente, zubereitete im Wechselverkehr von Ungarn mit den teutschen Provinzen	SCt.	7	30	L.	—	25	2
— aus dem eigentlichen Auslande, nur Apothekern u. Privaten gegen Bewilligung gestattet	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Meerkrebse und Meerspinnen .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Meerrohr zum Flechten, Stuhlrohr	SCt.	2	12	L.	—	$5\frac{1}{2}$	2
— zu Stöcken, in rohem Zustande	fl. 1 W.	—	12	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— schon zu Stöcken verarbeitet, beschlagen etc. etc. . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Meersalz	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
Meerschaum in Klötzen und rohen Stücken	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— verarbeitet zu Köpfen, Röhren etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Meerstroh, Seetang	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
Meerzwiebeln	SCt.	—	48	G.	—	2	2
Mehl, ohne Unterschied . . .	SCt.	—	24	G.	—	1	2
Aus Ungarn bezahlt es über den Zoll 4 kr. ständischen Entschädigungs-Aufschlag vom SCt.							
Mehoacana, weisse Rhabarber-Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Meissel	SPfd.	—	15	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
Melonen, Gartenfrüchte . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Kerne, Samen	SCt.	—	50	C.	—	5	2
Menning oder Mennie	SCt.	2	48	L.	—	$3\frac{1}{2}$	2
Mercurius, Quecksilber, rohes .	SCt.	90	—	H.	—	$37\frac{1}{2}$	12
— aus Ungarn	SCt.	4	30	—	—	$37\frac{1}{2}$	12
— dulcis, praecipitat. alb. et rubr. et sublimat. corrosiv. .	SPfd.	1	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
Messer, feine und gemeine, Messer-, Federmesser- und Gabelklingen, Messerschmiedarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Messer, zum Strohschneiden, Strohmesser	NCt.	12	—	H.	—	5	12
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	12
Messing, Tombak und alle übrigen Compositionen aus unedlen Metallen, roh, in Stücken und Stangen	NCt.	26	24	H.	—	11	2
— in Tafeln, Platten und Rollen	NCt.	45	36	H.	—	19	2
Arbeiten daraus, als: Knöpfe, Nadeln, Nägel, Leuchter, Lichtscheeren, Löffel, Fingerhüte etc. etc. und Gelbgiesserwaaren	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Messing, Draht, Perlen-, Kreuzel- auch weisser Schwerddraht	NCt.	43	30	H.	—	18	8
— Drahtsaiten sammt Holz . .	NCt.	16	40	L.	—	21	8
— geschlagene Arbeiten, sogenannte leonische Blätte, Flittern, Folien, Gespinnste, Borten, Schnüre, Quasten, Crepinen, Dok	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Rauschgold	NPfd.	—	$7\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
— Metall-Compositionen, gerieben zum Bronziren mit der letzten Emballage oder Papier	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
— alt und gebrochnes Messing in Spänen und Staub, Abfälle von Metallcompositionen, Schabine; Glockenspeise	SCt.	1	36	L.	3	12	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	8	2
Metall, geriebenes (Bronze) zum Bronziren, mit der letzten Emballage	NPfd.	—	12	L.	—	1	8
Meth	SCt.	1	50	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Milch und Topfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	
Milchzucker	NPfd.	—	2	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Millefleurs, Oel oder Essenz . .	SPdf.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Millepedes, Cloportes, Kellerwürmer, getrocknete Insekten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
Mineralblau	SPfd.	—	$7\frac{1}{4}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— gelb	SCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— grün, nicht benannte Farbe	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Mineralien, Fossilien, Conchilien, Versteinerungen, Stufen, Erze							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
und Steine, die nicht besonders belegt	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Mineralien, geschliffen oder flach bearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Gold u. Silberstufen dürfen nicht ausgeführt werden.							
Mineralische Wasser, Sauerbrunnen	SCt.	—	36	C.	—	3	2
— künstliche, Struvesche . .	. . .	ver	boten.				
— im Wechselverkehr zwischen Ungarn und den teutschen Provinzen	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
Miniaturfarben	SPfd.	1	—	L.	—	27	2½
Missalien, im Auslande gedruckt	. . .	ver	boten.	—	—	—	2
Mist oder Dünger	F.	—	½	G.	—	12	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼	
Mithridat oder Theriak	SPfd.	—	54	H.	—	½	2
— für's Vieh	SCt.	27	—	H.	—	11¼	2
Mode und Putzwaaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Modelle, wie Maschinen . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
Mohnsaft, Opium	SPfd.	1	6	L.	—	5½	8
Mohnsamen } — Köpfe }	NCt.	—	50	C.	—	5	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
Moos, gemeines, mit Waldstreu	F.	—	2½	G.	—	1	½
— Isländisches	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
— Corsicaner- oder Wurmmoos } — Corallenmoos . . . . . }	NCt.	5	—	L.	—	12½	2
Morcheln, frische	SCt.	—	6	G.	—	½	2
— trockne	SCt.	7	30	C.	—	12½	2
Morphine	SPfd.	1	6	L.	—	5½	8
Moschus oder Bisam	SLoth	—	36	L.	—	2	27
Most von Obst, Aepfeln, Birnen etc. etc.	SCt.	—	28	H.	—	½	2
Weinmost zahlt wie Wein .	—	—	—			—	2
Muffe von Pelzwerk	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	8
Mühlsteine	1 Stück	—	12	G.	—	1	½
— zu Handmühlen	1 Stück	—	3	G.	—	¼	½
Mull, Krapp oder Färberröthe .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Mull-Twist, ohne Untersch. d. Nr.	NCt.	15	—	—	—	50	27
Mumien	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
Münzen, goldne, silberne, so wie							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Schau- Kabinets- und Denkmünzen auch bis auf 25 fl. C. M. Scheidemünzen	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
Münzen, Scheidemünzen von Silber, über fl. 25 C. M. . . .	1 Mark	—	1	L.	ver	boten.	27
— von Kupfer	NCt.	—	50	L.	—	30	2
Murmelthierbälge, rohe . . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Muscheln zum Genusse . . .	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	5
— ausgestochene	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— mit Farben	SCt.	15	—	L.	—	25	27
— leere, zu Gewerben, Kabinette etc. etc.	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Perlmuscheln	NCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Musikalien, gedruckt, geschrieben, eingebunden oder nicht . . .	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Musikalische Instrumente . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Muskatblüthe und Nüsse . . .	SPfd.	—	24	H.	—	1	18
— Oel daraus, gepresst und distillirt	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Musselin	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Muster, abgeschnittene, zur Nachahmung, die zu keinem andern Gebrauch dienen können . .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— zur Verwendung geeignet, wie Tücheln, in einzelnen Stücken von jeder Gattung .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	—	27
Mutternelken, Gewürznelken, Antophillae	SCt.	20	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Mutterzimmt, Cassia lignea . .	SPfd.	—	13	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Myrhen, Gummi	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
N.							
Nägel von Kupfer, Nägelkupfer	NCt.	39	36	H.	—	$16\frac{1}{2}$	5
— von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— von Eisen	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— vergoldete und plattirte .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Nähnadeln, ohne Unterschied .	NPfd.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	12
Nähseide	NCt.	152	$16\frac{1}{2}$	L.	—	$18\frac{1}{2}$	27
Nankin, echt chinesischer oder ostindischer	NPfd.	—	40	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Oel von Mastix	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Melissen und Münze . .	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Mille fleurs oder Tausendblumen	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Mirhen	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Mohnsamen	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Muskatnüsse, ausgepresstes, Muskatnusssalbe . . .	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— distillirtes und Muskatblüthe	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Nelken	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Neroli- oder Pomeranzenblüthe	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Nüssen, gemeinen . . .	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Oliven	SCt.	4	—	L.	—	10	2
— Palmen oder Cocosnüssen .	SCt.	2	30	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— Pech, schwarzes	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Poley	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Pomeranzen oder Portugal	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Rauten	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— von Rosen und Rosenholz, Lig. Rhodii	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Rosmarin	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Rübsamen	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— Salbey	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Sassafras	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Sebenbaum	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Speik oder Spick . . .	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Spermaceti	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Steinöl, schwarzes . . .	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— — rothes und weisses .	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Springkörner oder Riccini	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Terpenthin	SCt.	2	—	L.	—	5	2
— Wachholder	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Wachs	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Wermuth, Absinthi . . .	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Wohlgemuth	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Ysop	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
— Ziegel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Zimmt, Cassia lignea et Cinamom	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— nicht genannte, zur Arznei gehörige	SPfd.	—	15	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
Oelkuchen von Rübsamen, Hanf- u. Leinsamen u. Mehl daraus .	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Oelseife aus den Freihafen von Triest und Fiume	SCt.	2	30	C.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— alle andern, gemeine . .	SCt.	4	—	C.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Oker und Sattinober	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Oliven, schwarz eingesalzene und getrocknete	SCt.	—	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— frische	NCt.	—	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— grün eingemachte, Olive in Concia	SCt.	2	—	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Holz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— Oel und dessen Geläger .	SCt.	4	—	C.	—	10	2
— — Dalmatiner, mit Certificaten	SCt.	2	—	C.	—	10	2
— Zweige	NCt.	8	—	L.	—	10	2
Onix } Opal }	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Operment, Auripigment . . .	SCt.	2	21	L.	—	$11\frac{3}{4}$	2
Opium	SPfd.	1	6	L.	—	$5\frac{1}{2}$	8
Optische Instrumente	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Orangen oder Pomeranzen . .	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Blätter	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Blüthen	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Blüthwasser, Aqua Naphae	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
— Blüthöl. Neroli	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Orate, Meerfische, frisch . . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Orgelmacherarbeit	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Orlean, Rocou	SCt.	1	30	C.	—	$37\frac{1}{2}$	8
Orseille, rohe, unbereitetes Lichen oder Flechten	SCt.	—	30	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— zubereitete, nasse und trockne, Persio, Cudbear . .	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Ossa sepiae, Fischschuppen für Goldschmiede	NCt.	—	$4\frac{1}{4}$	L.	—	$1\frac{3}{4}$	2
Ottern, Fischotter	NPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Felle, rohe	NCt.	50	—	H.	1	40	2
— — nach Ungarn	NCt.	—	—	—	1	40	—
— — bearbeitete	NPfd.	1	—	H.	—	1	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
P.							
Packfong, Metall-Composition mit Nickel, in Stücken und Stangen	NCt.	26	54	H.	—	11	2
— in Tafeln, Platten u. Rollen	NCt.	45	46	H.	—	19	2
— gegossne Arbeiten daraus	NCt.	60	—	H.	—	25	8
— geschlagene Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	8
Pagamentgold	1 Mark	—	3	L.	ver	boten.	27
Pagamentkupfer, fremde Kupfermünzen	NCt.	—	50	L.	—	30	2
Pagamentsilber	1 Mark	—	1	L.	ver	boten.	27
Palm- und Oelbaumzweige . .	NCt.	8	—	L.	—	10	2
Palmöl	SCt.	2	30	L.	—	6¼	2
Pantherfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Pantoffelholz, Kork . . .	NCt.	—	51	L.	—	4¼	2
Papier, Schrenz-, Concept-, Kanzlei-, Goldschläger-, Seiden-, Einleg-, weiss Tapeten-, Elephant-, Noten-, rastrirt oder nicht, Rost-, Pack-, Hauben-Papier, geleimt oder ungeleimt, ohne Unterschied des Formats und der Benennungen . . .	NCt.	3	20	H.	—	4	2
Diese Papiere aus Ungarn .	NCt.	—	25	—	—	4	2
— alle übrigen Papiergattungen, weiss, glatt, gedruckt, gefärbt oder gemalt, ausser Spalier	NCt.	10	—	H.	—	12½	5
Papiertapeten oder Spalier . .	NPfd.	1	12	H.	—	½	12
— Späne oder Pressspäne . .	NCt.	—	5	C.	—	2	2
— Makulaturpapier	NCt.	—	3	G.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Papier maché. Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
— Rauchpapier	. . .	ver	boten.				27
Pappe oder Pappendeckel . .	NCt.	—	50	C.	—	½	2
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12 u. 27
Paprika, rother oder spanischer Pfeffer	SCt.	6	—	H.	—	7½	2
Paradiessäpfel, eine Art Pomeranzen	SCt.	7	30	L.	—	12½	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Paradiessäpfel, Tomate, zu Saucen, frische	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
— eingemachte, ohne Zucker	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Paradiesskörner, Maniguette, Cardemom excort.	NPfd.	—	3	L.	—	½	12
Pareirae bravae Radix	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Parfumeriewaaren, als: wohlriechende Wasser, Pomaden, Pulver, Seifen, Kräuterpolster, Geruchsessige	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Pastellfarben	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Pastell oder Waid zum Färben .	fl. 1 W.	—	18	L.	—	7½	2
Pasteten	fl. 1 W.	—	12	C.	—	¼	2
Pauken	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Pech, weisses und schwarzes .	SCt.	—	3	C.	—	1½	2
— Fackeln	NCt.	2	24	L.	—	3	2
— Oel, schwarzes Steinöl . .	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Pelze rohe, oder Felle von Bären, Dachsen, gemeinen Füchsen, deren Klauen u. Schweife, gemeinen Kaninchen, weissen Hasen, Katzen, Billmäusen, Bisamkatzen, Murmelthieren, Bergmäusen, Löwen, Panthern, Tigern, Wölfen, Affen, Seehunden, Vielfrass, Schuppenfelle und Schweife, Schweifchen von Fehen und Eichhörnchen . .	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Diese Felle bearbeitet . .	NCt.	25	—	L.	—	25	8
— von Hamstern, Iltissen, silberhaarigen und grauen Kaninchen, Luchsen, Luchskatzen, Maulwürfen, feine Schaf-, Lämmer- und Ziegenpelze, als: Angora, Astrachan, Krimmer etc. etc. in rohem Zustande, auch Zibola	NCt.	25	—	H.	1	40	2
Diese bearbeitet, und Fuchsrücken, Kehlen, Wammen und Nacken, Eisvögel, Gänse- und Schwanenhäute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
— v. Fehen u. Chinchillas, Mardern, Nerz u. Fischottern, roh	NCt.	50	—	H.	1	40	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Diese bearbeitet, Fuchswammenfutter in Tafeln, blaue, schwarze, weisse und Kreuzfuchsbälge, Hermelin und Zobeln, nebst deren Schweifchen roh und verarbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Pelzwerk, fertiges nicht überzogenes, als: Fuchs- und Lämmerpelze, Mützen, Muffe, Wildschuren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Mit Pelzwerk gefütterte und ausgeschlagene Kleidungsstücke Pekesche etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Percispada Meerfische, frisch .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Pergament	NCt.	40	—	H.	—	50	8
— Abschnitzel	NCt.	—	3	C.	—	50	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	2	2
Perückenmacherarbeit von Haaren	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	18
— von Seide, als: Seidenlocken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Persio, Cudbear, trockne prepar. Orseille	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Perspective, sowohl werthvolle als kleine, gemeine mit Fensterglas	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Perlasche	SCt.	—	7	C.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Perlen, echte, gefasst oder nicht	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— falsche, dtto.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Glas- und Schmelzperlen .	NCt.	120	—	H.	—	4	27
— Muscheln, Perlmutterschalen	NCt.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Perlenmutterarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Perlhühner	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Pfähle und Pfosten	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Pfeffer, schwarzer, weisser und langer, schwarzer Wunderpfeffer und Neugewürz, echter Pfefferstaub und Pfefferpfusti .	SCt.	20	—	H.	—	25	2
— rother spanischer und Cayenne, Paprica	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— gestielter, Cubeben . . .	NCt.	9	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	2
Pefferkuchen, Lebzelten . . .	SCt.	10	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	2	30	—	—	$12\frac{1}{2}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. k r.
Pfeffermünzkraut	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
— Zelten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
Pfefferrohr, in rohem Zustand	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	27
— zu Stöcken bearbeitet, beschlagen etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Pfeifen. Musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
— Tabacks-, ausser Köllnische	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12 u. 27
— Köllnische	fl. 1 W.	—	12	G.	—	¼	2
Pferde und Füllen	1 Stück	3	—	G.	—	7½	15
— Häute, rohe	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
— Haar und Schweife	NCt.	—	24	L.	1	—	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
— Haarzeuge	NPfd.	1	—	H.	—	1¼	18
— Hufen	SCt.	—	2	G.	—	50	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
Pfirsichkerne	SCt.	6	—	L.	—	7½	2
Pflanzen zum Versetzen	F.	—	6	G.	—	2½	2
Pfropfe oder Stöpsel von Kork, Bouchons	NCt.	1	30	L.	—	7½	2
Pfundleder	NCt.	8	20	H.	—	12½	5
Phosphor	SLoth	—	2½	L.	—	¼	27
Pignoli	SCt.	6	—	H.	—	7½	2
Pilae marinae	SCt.	2	15	L.	—	22½	5
Pimento, Nelkenpfeffer	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Pimpernüsse oder Pistazien	SCt.	20	—	H.	—	25	2
Pinien, Pignoli, Zirbisnüsse	SCt.	6	—	H.	—	7½	2
Pinsel von Haaren und Borsten aller Art	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
Pistolen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Plane, gezeichnete zum Gebrauch des k. k. Militär	NCt.	7	30	L.	—	37½	12
Platina, Metall	1 Mark	—	3	L.	verboten.		27
— verarbeitet	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Platteisen, Fische	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Poeoniae Radix, Gichtrosenwurzel	SCt.	1	40	L.	—	5	5
Pok- oder Franzosen-Holz, Lignum sanctum, ganzes	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— gemahlen, geschnitten, geraspelt	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Poligala virgin. oder Senegawurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
— amaris Radix	SCt.	1	40	L.	—	5	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Pomaden, wohlriechende . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Pomeranzen	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Blüthen	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{7}$	12
— Blüthwasser, Aqua naphae	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15
— Blüthöl Neroli	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Oel, Portugal	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — überzuckerte	SPfd.	—	18	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Blätter	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Pontäpfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2
Porzellanerde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
Porzellan, aller Art	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.		27
Posamentirarbeit, nicht besonders benannte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Posten oder kleine Bleikugeln .	NCt.	7	12	H.	—	3	2
Pottasche, Narveserasche . . .	SCt.	—	7	C.	—	18	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	3	2
Pressen von Holz	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Pressspäne	NCt.	—	5	C.	—	2	2
Puder oder Haarpuder	SCt.	4	48	L.	—	6	2
Pulver, Schiesspulver, mit Bewilligung des k. k. Artillerie-Hauptzeugamtes	NCt.	24	—	H.	—	10	verboten.
Pumpen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Punsch-Essenz in Fässern . .	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
— — in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Putzwaaren, als Männer- und Frauenzimmer-Putzwaaren, ohne Unterschied, Federschmückerarbeiten, Stickereien und Fransen aller Art, Stroh, Holz u. Basthüte, Strohkappen, Borduren, Crepinen und Gewinde von Stroh, künstliche Blumen und falsche Perlen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Puzzolan oder Lavaerde . . .	SCt.	—	$\frac{1}{7}$	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Q.							
Quadersteine, gehauene . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Quassiaholz in Stücken . . .	NCt.	—	$12\frac{1}{7}$	C.	—	5	2
— geraspelt oder geschnitten	SCt.	3	20	L.	—	5	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Quassia-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Quecksilber oder Mercurius, rohes	SCt.	90	—	H.	—	37½	12
— aus Ungarn	SCt.	4	30			37½	12
— Präparate aller Art, als: Aezendes Quecksilber, rothes und versüsstes Präcipitat . .	SPdf.	1	12	H.	—	½	12
Quercitron-Riede	SCt.	—	15	L.	—	6¼	2
Querpfeifen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
Quitten	SCt.	2	15	L.	—	4	2
— Kerne	SCt.	—	50	C.	—	5	2
R.							
Radeisen, Wagenschienen . . .	NCt.	6	—	H.	—	2½	2
Radix Cypria, Columbo, Mandragor. Rhataniae, Jalapp. Rhei, Raponticae, Giftwurzel oder Coutrajerva. Mehoacana Ipecacuanha, Salep, Turbith. Senegae, Serpentariae, Sassaparill, Zedoaria	SCt.	5	—	L.	—	25	2
Rad. Curcumei, Alcannae, Rub. tinctor. Nimpheae alb. . . .	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Radix Chinae, Valerianae, Gentianae, Liquirit. und alle medizinischen nicht besonders genannten Wurzeln	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Diese Wurzeln geschnitten od. gemahlen zahlen gleichen Zoll.							
Rahmen zu Bildern und Spiegeln	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Rappiere und Rappierklingen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	12
Rase, Meerfische, frische . . .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Raspeln, gemeine	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2
— feine	NPfd.	—	12	L.	—	¼	12
Rauchpapier	. . .	verboten.		—	—	—	27
Rauchpulver, Rauchkerzen . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Rauschgold	NPfd.	—	7½	L.	—	¼	8
Rebhühner	1 Stück	—	2	G.	—	⅛	2
Rechen von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Rechentafeln von Schiefer und deren Griffel	NCt.	1	36	L.	—	4	2
— von Papier od. andern Stoffen, mit Schieferfarbe überzogen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Regenschirme und Sonnenschirme	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Regulus Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	—	—	$2\frac{1}{2}$	2
Rehe	1 Stück	—	$36\frac{1}{2}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Felle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— Leder, sämisch gelbes	NCt.	50	—	H.	—	50	5
Reife von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Reis	SCt.	—	54	L.	—	$2\frac{1}{4}$	2
Reissblei, Graphit	SCt.	—	6	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
Reisskohlen	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Reitpeitschen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Reps oder Rübsaat	SCt.	—	8	C.	—	1	2
— Oel	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{2}$	2
— — Kuchen	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Rhabarber u. Raponticka-Wurzeln / Rhatania } ganz oder geschnitten.	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Riehte v. Stahl, zu Weberkämmen	NPfd.	—	36	L.	—	3	12
Riemer-, Taschner- und Sattlerarbeit, mit Ausschluss der Wagen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Rinden zur Arznei ausser China-Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
— China-Rinde, graue, gelbe, rothe	SPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— China nova und Augustura-Rinde	. . .	verboten.					12
— zur Färberei, ausser Quercitron	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Quercitron-Rinde	SCt.	—	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— zur Gärberei, eichene, birkene, fichtene, gemahlen oder nicht	F.	—	$4\frac{1}{2}$	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	2	2
Rinder. Ochsen und Stiere	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
— Kühe u. Kälber über 1 Jahr	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
— Haare	SCt.	—	15.	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$1\frac{1}{4}$	2
— — gefilzte und gesponnene	SCt.	—	25.	L.	—	2	2

enennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
, Fischrogen vom Hausen, ar	SCt.	20	—	L.	—	25	5
on Karpfen und andern ge- en Fischen	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	5
ı oder Korn	SCt.	—	16	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
ingarn zahlt es ausser dem ältnissmässigen Zoll noch pr. SCt. ständ. Entschä- ngs-Aufschlag.							
gemeines Schilfrohr . .	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G	—	1	$\frac{1}{7}$
ach Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{7}$
lambus, Spanisches- und er, auch sogenanntes Zu- ohr in rohem Stande . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Rohr zu Stöcken verar- t, mit Beschläg etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
tuhlrohr zum Flechten .	SCt.	2	12	L.	—	$5\frac{1}{7}$	2
ı Weberkämmen, roh. .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
ıtter, Rohrkämme für Weber	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{7}$	2
hner	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{7}$	2
ssia, Cassia fistula . . .	NPfd.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Seefische	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	2
lüthen	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{7}$	12
el oder Essenz	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
olz, ganzes zu Tischlerar- ı	NCt.	1	15	L.	—	5	2
ır Fournirung zugeschnitten	SCt.	5	50	L.	—	5	2
ı, Zibeben	SCt.	4	—	L.	—	5	2
erdorbne zum Essigsieden	SCt.	—	12	L.	—	5	2
in, Kraut und Blüthe . .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
el	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
epfel	SCt.	2	15	L.	—	4	2
o in Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
Bouteillen	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{7}$	12
ıre, ohne Unterschied . .	NCt.	—	24	L.	1	—	2
ıch Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
rzeug	NPfd.	1	—	H.	—	$1\frac{1}{4}$	18
Färberröthe oder Krapp	SCt.	—	25	C.	—	5	2
oder Rothstein in Stücken	SCt.	—	24	L.	—	12	2
ıch Ungarn	—	—	—	—	—	2	2
Holz gefasst	SPfd.	—	21	L.	—	$\frac{1}{7}$	5
är, eine Art Stockfisch .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
d, ausser Decken . . .	SCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{7}$	2
. . . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Rüben, eingemachte oder saure	fl. 1 W.	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Runkelrüben	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Rubine, gefasst oder nicht . .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Rübsaat oder Samen	SCt.	—	8	C.	—	1	2
— Oel	SCt.	2	30	G.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— — Kuchen u. Mehl daraus	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Rum oder Rhum in Fässern . .	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	2
— — — in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Rundfisch	SCt.	2	—	L.	—	5	5
Russ	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
S.							
Säbel und Säbelklingen . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Sackleinwand und Sackzwillich .	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Safflor	SCt.	1	15	C.	—	$12\frac{1}{4}$	5
Saffran	SPfd.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	27
Saftgrün	SCt.	5	—	L.	—	25	5
Sago	SCt.	4	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Saiten, Darmsaiten	NPfd.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— Drahtsaiten sammt Holz .	NCt.	16	40	L.	—	21	8
Sal acetos. Sauerkleesalz . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	27
— ammoniac Salmiak . . .	SPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— citri Citron Säure . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— essentiale tart., Weinsteinsäure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
— mirabile Glauberi. Glaubersalz, rohes und calcinirtes . .	SCt.	—	40	L.	—	10	5
— nach Ungarn	SCt.	—	—	L.	—	$1\frac{1}{2}$	5
— cristallisirtes	SCt.	1	4	L.	—	$1\frac{1}{4}$	5
— gemmae. Steinsalz . . .	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
— succini, Bernsteinsalz . .	SCt.	15	—	L.	—	25	27
Salami Würste	SCt.	12	—	H.	—	15	2
— aus und nach Ungarn . .	SCt.	3	—	—	—	$7\frac{1}{2}$	2
Salep Wurzeln, ganz, geschnitten oder gemahlen	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Salicine	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Salmen, Lachssalmen, frisch oder geräuchert	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Salmiak	SPfd.	—	9	L.	—	$\frac{1}{2}$	5
— Geist	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Salniter oder Salpeter	SCt.	3	45	L.	—	$18\frac{3}{4}$	5
— in Zelten	NCt.	9	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5

Die Ein- und Ausfuhr des Sal-

ennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
wird nur gegen Bewilli-							
des k. k. Artillerie-Haupt-							
ntes, und im lomb. venet.							
reich gegen die der k. k.							
nien gestattet.							
lle, Wurzeln	SCt.	5	—	L.	—	25	12
ıd-, Stein- und Meersalz	. . .	ver	boten.		Zo	llfrei.	2
e zur Begiessung gesal-							
Fische, auch der mari-							
, Salamoja und Concie							
to morato	SCt.	—	44	G.	—	1	2
säuren und Geister, die							
besonders benannt sind,							
ıdchem Gebrauch, sie im-							
ienen mögen	SCt.	15	—	L.	—	25	5
e oder Salzgeist, Acide							
ique	SCt.	5	—	L.	—	5	5
als: Arznei- und Gar-							
ıen, Wald- und Feldsa-							
mit Ausnahme des Ge-							
, auch zur Färberei dien-							
Samen, die nicht beson-							
elegt sind	SCt.	—	50	C.	—	5	2
d- u. Leinsamen darf auch							
ın Gränzämtern in Ver-							
; genommen werden.							
s gelbes Leder:							
Ziegen-, Gems-, Elen-							
, Hirsch- und Rehleder	NCt.	50	—	H.	—	50	5
, Ochsen- und Kuhleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
er	NCt.	35	—	H.	—	50	5
ıs-, Schaf-, Schöps-,							
· und Sterblingleder . .	NCt.	25	—	H.	—	25	5
emeiner, zum Bauen etc.	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
ıh Ungarn	F.	. .	. .	. .	Zo	llfrei.	$\frac{1}{2}$
, Gummi	SCt.	—	48	C.	—	20	8
lz, rothes, ganzes in							
ın	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
nahlenes, auch Caliatour	SCt.	3	20	L.	—	5	2
bes u. weisses in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
ıchnitten, gestampft . .	SCt.	3	20	L.	—	5	2
ıllen von scharzem Thon	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Bimas Sapan Holz in							
ın	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
ıchnitten, gestampftes etc.	SCt.	3	20	L.	—	5	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Saphire, gefasst oder nicht . .	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
Sardellen und Sardelloni, Sardinen, frisch	SCt.	1	15	G.	—	6	5
— gesalzen und marinirt . .	SCt.	3	45	L.	—	6	5
Sarratula tinctor. Färbekraut .	SCt.	—	18	L.	—	7½	2
Sassafras-Holz in Stücken . .	NCt.	—	12½	C.	—	5	2
— geschnitten, geraspelt, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
— Rinde	SCt.	1	30	L.	—	5	12
Sassaparilla-Wurzel, ganz oder geschnitten	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Sattler- und Riemerarbeiten, ausser Wägen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	8
Sattinober, feiner Oker . . .	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Sauerbrunnen, mineralische Wasser in Kisten	SCt.	—	36	C.	—	3	2
— in Krügen, ohne in Kisten verpackt zu seyn	100Kr.	2	48½	C.	—	14¼	2
— im Wechselverkehr m. Ungarn	. . .	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
— künstliche Struvesche Mineralwasser	. . .	ver	boten.				
Sauerkraut und saure Rüben . .	fl. 1 W.	—	6	G.	—	¼	2
Sauerkleesalz	SCt.	15	—	L.	—	5	27
Säuren, als: Schwefel-, Salz- und Salpetersäure (Vitriolöl, Salzgeist und Scheidwasser), Bleizucker, (Essigsaures Blei), Boraxsäure, Chlor- und Essigsaurer Kalk	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Säuren, alle andern nicht benannten und Aez-Reservagen . .	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Scamonium	SPfd.	—	18	L.	—	3	8
— Magisterium	SPfd.	—	36	L.	—	1½	8
Scapulire	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Scarbini, Meerfische, frisch . .	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— getrocknet, geräuchert, marinirt, gesalzen	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Schachteln	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
Schachtelhalm, Winterkannenkraut, Presle	NCt.	—	19½	C.	—	3¼	½
Schafe, Widder, Hämmel . . .	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
Schaffelle, gemeine rohe . . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete und derlei Futter	NCt.	8	20	L.	—	25	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Schafleder, gelb sämisches und weisses in Alaun	NCt.	25	—	H.	—	25	5
— in Lohe u. Knoppern gearbeit.	NCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{7}$	5
— in Kräutern	NCt.	8	20	H.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— schwarzes, gefärbtes, Corduan, Maroquin, Saffian . .	NCt.	40	—	H.	—	50	8
— Füsschen zum Leimsieden	NCt.	—	9	C.	—	45	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	4	2
— Wolle, nebst Abfällen und Weisgerber Wolle	SCt.	—	30	G.	1	—	5
— nach Ungarn	. . .	. .	. .	. .	Zollfrei.		5
— Waaren, gestrickt, gewebt, gewirkt, von reiner Wolle oder mit Beimischung von Leinen od. Hasen- und andern Thierhaaren, aus dem Ausland durchaus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
Aus Ungarn:							
Ohne Beimischung eines fremden Stoffes: Zeuge, Hauben, Handschuhe, Strümpfe, Bänder, Binden, Plusch, Decken, Gallonen, Schnüre, Kotzen, Teppiche, Flanell, Tuch, Molton, Ratin, Friess u. dgl.	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Schafwollen, gemeine und mittelfeine Tücher, Beuteltuch, Rasch, gemeine wollne Hauben, Socken, Strümpfe, Fäustlinge etc.	NCt.	16	—	—	—	25	27
Loden, Hallinentuch, gemeine Flanelle, gemeine Kotzen u. und wollne Gürtel, Hutabschnitte, Tuchenden . . .	NCt.	2	—	—	—	10	27
Diese reinen Wollwaaren nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	5	27
Schafwollwaaren m. Beimischung von leinenem Garn, Hasen u. andern Thierhaaren, Handschuhe, Stürmpfe u. dgl. .	NPfd.	—	12	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Scheiden und Schleihen, frisch oder getrocknet	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn, in mit Wasser gefüllten Behältnissen . . .	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Scheiden u. Schleihen, geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Scheidewasser, Salpetersäure . .	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Schellack	SCt.	—	48	C.	—	20	8
Scheren, Schafscheren	NCt.	7	—	L.	—	8¾	2
— Tuchscheren 1 Stück aus zwei Klingen	—	2	—	L.	—	5	2
— gemeine nicht polirte . .	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— feine polirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Schiebkarren	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Schieferstein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
— Rechentafeln und Griffel .	NCt.	1	36	L.	—	4	2
Schiffe, zum Verkauf bestimmt	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	
— zum Transport	. . .	Zollfrei.		—	Zollfrei.		Frei.
Schiffmühlen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
Schildkröten	SCt.	3	—	L.	—	3¾	5
— Schalen, Schildpatt und Späne davon	NPfd.	—	27	L.	—	4½	5
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Schilfrohr	F.	—	2½	G.	—	1	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	¼	½
Schill, Fisch, frisch od. getrocknet etc.	SCt.	8	—	G.	—	12½	5
— Schindeln	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Schinken, mit Inbegriff 25 kr. Verzehrungssteuer	SCt.	2	55	L.	—	6½	2
— aus Ungarn dtto.	SCt.	1	40	—	—	6¼	2
Schirme, Sonnen-, Regen-, Lichtschirme	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Schläuche von Hanf	NPfd.	—	18	H.	—	¼	27
— von Leder	fl. 1 W.	—	12	—	—	¼	5
Schleifsteine	1 Stück	—	9½	C.	—	2	2
Wetzsteine für Sensen und Sicheln	100 St.	—	19	C.	—	2	2
Handschleifsteine für Goldarbeiter	100 St.	—	1	C.	—	2½	2
— alle übrigen Handschleifsteine	100 St.	—	36	C.	—	3	2
Schleyer	NPfd.	18	—	H.	—	½	27
Schlief- oder Spult	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Schlitten, gemeine, zum Waaren-Transport	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	
— Luxus- oder gepolsterte, verzierte	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	

nennung der Artikel.	Verzollungs-Mansstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ı, beladene, oder den Rei- n dienende	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
rarbeiten, gemeine, glatt- bene und verzinnte . .	NCt.	60	—	H.	—	25	12
ine	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
r zu Flinten, Terzerolen, en	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
kraut, Sumach	SCt.	—	9	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
e, nebst Eschel und Blau- , Wasch- und Neublau nt	SCt.	24	—	H.	—	2	2
,Schmeer,Speck, Schwein- gänsefett	SCt.	2	30	G.	—	5	2
glas	NPfd.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
perlen	NCt.	120	—	H.	—	4	27
tiegel	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
e, rothe	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
eisse	. . .	ver	boten.		ver	boten.	
el und Trippel in Stücken	NCt.	—	9	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
ch Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$3\frac{3}{4}$	2
pulvert, Schlief od. Spult	SCt.	2	—	L.	—	5	2
, echter	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
chter, Strass, falsche Per- c. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
n von Gold, Silber, Stahl	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
n Messing, ohne Vergol-	NCt.	60	—	H.	—	25	8
erger, Niesspulver oder annter Tabak	SCt.	15	—	L.	—	25	2
en	SCt.	1	—	G.	—	$2\frac{1}{2}$	5
ate	NPfd.	2	6	H.	—	1	27
ch Ungarn	—	—	—	—	Zo	llfrei.	27
ı, Fische, trockne . . .	SCt.	2	—	L.	—	5	5
. . . . .	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
elle, gemeine rohe . .	NCt.	—	50	G.	3	20	2
nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
oder Hagel, Vogeldunst	NCt.	7	12	H.	—	3	2
u. Schuhmacherarbeit von r, Filz und andern Stoffen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
is Ungarn	fl. 1 W.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{2}$	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Schuhwichse	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Schuppenfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Schusterkleister	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Schüttgelb	SCt.	2	30	L.	—	12½	2
Schwämme. Bad- und Pferdschwämme	NPfd.	—	12	L.	—	½	12
— Kropf- und Schnitzschwämme	NCt.	2	15	L.	—	12½	5
— Lerchen- und Hollunderschwämme	SCt.	3	30	L.	—	17½	5
— Feuerschwamm	NCt.	1	—	L.	—	2½	2
— zum Genusse, ausser Trüffeln, frische	SCt.	—	6	G.	—	½	2
— getrocknet oder eingesalzen	SCt.	7	30	C.	—	12½	2
— Trüffeln, frische	NCt.	15	—	G.	—	37½	8
— gedörrt oder in Oel . . .	SCt.	15	—	G.	—	37½	8
— aus Ungarn	SCt.	3	45	—	—	37½	8
Schwanen	1 Stück	—	4	G.	—	¼	2
— Kiele	1000 St	1	—	L.	—	2½	27
— Häute	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Schwarzstein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Schwarzwild, ausser den Decken	SCt.	—	36	G.	—	1½	2
Schwefel, ohne Unterschied . .	SCt.	—	50	L.	—	1½	2
— Blüthe, Blumenschwefel .	SCt.	4	—	L.	—	2½	2
— Säure, Vitriolöl, weiss und braun	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Schweine. Eber, gemästet und ungemästet, Frischling . . .	1 Stück	1	—	G.	—	2½	6
— Spanferkel	1 Stück	—	3½	G.	—	¼	1
Schweine, wilde	1 Stück	—	48	G.	—	2	2
— Fett- oder Schmalz . . .	SCt.	2	30	G.	—	5	2
Schweinshaare u. Abfälle v. Borsten	SCt.	—	30	G.	1	15	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
— Häute	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
Schwerdfegerarbeiten	fl. 1 W.	—	12	H.	—	1	12
Schwerspath	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
Schwindelkörner, Cubeben . .	NCt.	9	—	L.	—	22½	2
Scillae marinae, Meerzwiebeln .	SCt.	—	48	G.	—	2	2
Scorpionen	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½	2
Seeblumenwurzel, weisse. Radnimphea	SCt.	—	25	C.	—	5	2
Seegras, Seetang	F.	—	2½	G.	—	1	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	½	½

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Seehundsfelle, rohe	SCt.	10	—	L.	1	40	2
Seerossleder	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Segeltuch	NPfd.	—	18	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
Seide, Cocons zum Abwinden	NCt.	—	16	G.	verboten.		27
— Samen-Cocons, rohe und aufgeweichte	NCt.	—	13	G.	3	14	27
— rohe, ungesponnene	NCt.	—	39	L.	45	—	27
— gesponnene zum Einschlag, Aufzug etc.	NCt.	50	50	L.	22	30	27
— dergleichen gereinigte u. gefärbte	NCt.	63	$19\frac{1}{2}$	L.	12	—	27
— Näh-, Strick- und Wirkseide	NCt.	152	$16\frac{1}{2}$	L.	4	$18\frac{1}{2}$	27
— Spinnseide	NCt.	40	—	L.	8	19	27
— Floretseide, rohe, und Seidenabfälle Strazza di Seta, di Doppio, costa di doppio, capitoni, Strazze non scartamezzate, Strusa gregia	NCt.	—	13	L.	6	32	27
— rohe und gehechelte und Seidenabfälle anderer Art als oben genannte	NCt.	—	13	L.	—	34	27
— rohe, gemeine, gesponnene und gezwirnte Floretseide	NCt.	2	—	L.	—	34	27
— gesponnene Floretseide der feinsten Gattung, weisse Fantaisie genannt	NCt.	8	—	L.	—	34	27
— a) gesponnene, gereinigte u. gefärbte Floretseide	NCt.	21	32	L.	—	17	27
a) Alle inländischen als solche legitimirten Seidengattungen u. Cocons sind im Wechselverkehr mit Ungarn Zoll- und Dreissigstfrey.							
Seidenwaaren ohne Beimischung eines fremden Stoffes, brochirte, façonnirte, geflammte, gemalte, gestickte Zeuge u. Tücheln, Miniatur und façonnirter Sammt, gestickte und Bordur-Kleider und Westen	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— glatte, pikirte, gestreifte Seidenzeuge und Tüchel, Damaste, glatte Sammte, Seiden-							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Moltone u. Felbel, Dünntuch, Flöre, Fliegengitter, seidene Strümpfe, Handschuhe, Hauben, Sammt- und Seidenbänder etc.	NPfd.	10	—	H.	—	1½	27
Seidenwaaren, Floret u. galetseidne Bänder, Handschuhe, Hauben, Strümpfe, Watte etc. . . .	NPfd.	7	12	H.	—	1½	27
— mit Beimischung, als: ganz und halbreiche Zeuge, Sammte, Kleider und Westen	NPfd.	24	—	H.	—	6	27
halbseiden und Bastzeuge, halbseidene Moltone, Felbel u. Tüchel	NPfd.	3	36	H.	—	½	27
Seidenlocken	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Seidenwurmeier	SPfd.	—	8	C.	—	39¾	27
Seife, gemeine, und Oelseife ohne Wohlgeruch	SCt.	4	—	C.	—	6¼	2
— in den Freihäfen von Triest und Venedig und in den ungarischen Häfen erzeugte, mit Certification	SCt.	2	30	C.	—	6¼	2
wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Seignette Salz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Seilerarbeit aus Flachs, Hanf, Werg, Bast und Sumpfgras .	NCt.	18	—	H.	—	7½	2
Selenit oder Frauenglas . . .	NCt.	—	54	L.	—	2¼	2
Senegawurzel Poligala Virginica	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Senfkörner und Senfmehl . . .	SCt.	6	30	L.	—	32½	5
— zubereiteter	SCt.	10	—	L.	—	12½	5
Sennesblätter	SCt.	4	30	L.	—	22½	5
Sensen und Sicheln	NCt.	12	—	H.	—	5	12
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2
Sepia	SPfd.	1	—	L.	—	2½	27
Serpentaria, Schlangenwurzel .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Serpentinstein, roher	fl. 1 W.	—	6	L.	—	½	2
— Arbeiten daraus	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	3
Setzlinge von Bäumen und Pflanzen ausser Hopfen	F.	—	6	G.	—	2½	2
— von Hopfen	fl. 1 W.	—	½	G.	—	6	2
— nach Ungarn	fl. 1 W.	—	—	—	—	½	2
Sfoglie, Seefische, frische . .	SCt.	2	30	G.	—	12½	5

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Sfoglie, getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Sgomberi, Meerfische, frische .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— getrocknet etc. etc. . . .	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Shawls, ohne Unterschied . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP¼	2
Sicheln	NCt.	12	—	H.	—	5	2
— aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	—
Siebarbeiten	fl. 1 W.	—	12	L.	—	½	2
Siebböden von Rosshaar . . .	NPfd.	—	4¾	L.	—	¾	2
— von Holz	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
Siegelerde	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Siegellack	NPfd.	—	24	L.	—	½	12
Silber in Stangen, Barren, Blöcken, Planchen, Platten, gekörntes, ausgebranntes, gezupftes, Pagament, altes Bruchsilber und Silberspäne . . .	1 Mark	—	1	L.	ver	boten.	27
— aus Ungarn	—	Zo	llfrei.		ver	boten.	27
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zo	llfrei.	27
Silberstufen	fl. 1 W.	—	3	L.	ver	boten	27
Silberdraht, Blätte, Flitter, Folien, Gespinnste, Borten, Schnüre Quasten, Crepinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Silber, geschlagenes, in kleinem Formate und geriebenes . .	fl. 1 W.	—	36	L.	—	¼	27
— geschlagenes, über 2¾ Zoll lang und 2⅜ Zoll breit ohne Büchel	1 Mark	—	14½	L.	—	6	27
Silbergeschirr mit oder ohne Vergoldung, glatt, gezogen, gegossen, neues und altes, als: Essbestecke, Leuchter, Teller, Kannen, Zuckerbüchsen und andere dergl. Massivarbeiten, an denen der Werth der Arbeit den des Metalls nicht erreicht	1 Mark	6	—	H.	—	7½	27
Silber-Bijouterie-Arbeiten, als: Büchschen, Kämme, Ringe etc. etc. vergoldet oder nicht, versilberte, mit Silber eingelegte, verzinnte und plattirte Waaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
Silberkrätze und Silberarbeiter-Kehrich	F.	—	½	G.	—	¼	½

	Einfuhr.		Zoll-Amt.	Ausfuhr.		Transito.
	fl.	kr.		fl.	kr.	kr.
SCt.	3	30	L.	—	$8\frac{1}{4}$	2
W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
SCt.	18	—	L.	—	$22\frac{1}{2}$	5
SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
SCt.	24	—	H.	—	2	2
1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
SCt.	60	—	H.	—	25	8
fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
NPfd.	—	54	L.	—	1	12
F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$
F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
Mau-						
1000 St	—	36	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
1 Stück	—	12	G.	—	1	$\frac{1}{4}$
1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
1 Stück	—	$9\frac{1}{2}$	C.	—	2	2
Gold-						
100 St.	—	1	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
alle übrig.	100 St.	—	36	C.	—	3	2
Sensen und						
100 St.	—	19	C.	—	2	2
fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Majolica und Fayence	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$
F.	—	—		—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
mit Ursprungs-						
mit Aus-		rei.				$\frac{1}{2}$
Speisen,						
und Fleis-						2
ten, Kuchen						1
Spelz, Getreide						
Spelzkörner						
Aus Ungarn aus						
4 kr. p. SCt. Ent-						

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito kr.
›erma ceti, Wallrath	SCt.	1	30	C.	—	37½	8
— Kerzen	NPfd.	—	17	L.	—	¼	5
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
›iauter	NCt.	—	36	C.	—	3	2
›iegel mit Rahmen	—	—	—	—	—	—	27
— Sack- und Feldspiegel .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
— Gläser, belegt oder nicht	—	—	—	—	—	—	27
— Folien	NCt.	18	—	L.	—	22½	5
›ielkarten	1 Dutz.	1	48	H.	—	¾	12
›ielmarken von Silber, Elfenbein etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
›ielwerke, musikalische. Carillons, offene	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	27
— in Uhren etc. etc. angebrachte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
›ielzeug für Kinder	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
›iessglas, Spiessglanz, Antimonium, Regulus et Vitrum antimon	SCt.	1	30	L.	—	2½	2
— aus Ungarn	SCt.	—	22½	L.	—	2½	2
›indeln von Holz ›innräder	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	5
›itzen, Kanten, Blonden von Faden, Seide, Gold etc. . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	27
›odium	SCt.	—	1½	G.	—	1	2
›orcelle, Meerfische	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
›orerarbeiten	NCt.	60	—	H.	—	25	12
›ringkörner, Semen Riccini .	SCt.	5	—	C.	—	12¾	2
- Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27
›rotten	SCt.	2	—	L.	—	5	5
›ult, gepulverter Schmergel .	SCt.	2	—	L.	—	5	2
›be oder Fassdauben	fl. 1 W.	—	3	G.	—	¼	2
›cheln von Stachelschweinen .	SCt.	—	30	G.	1	15	2
- nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	12½	2
›hl, Rohstahl oder Mok . . .	NCt.	6	—	H.	1	—	2
- nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	10	2
· Schmelzstahl, gestreckter ›tahl aller Art, als: Kistenstahl, Grobstahl, Scharsach-, Zweck-, Schmied- und Mittelzeug von allen Dimensionen	NCt.	7	12	H.	—	3	2
· Guss-, Brenn- oder Zement-›tahl, Trieb-, Rund- und ›chraubenstahl	NCt.	3	30	L.	—	8¾	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Stahlbleche	NCt.	3	30	L.	—	8¾	2
Stahlwaaren, polirte	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	12
Staniol oder Spiegelfolien . . .	NCt.	18	—	L.	—	22½	5
Stärke und Stärkpappe, Schusterkleister	SCt.	2	—	L.	—	2½	2
Blaustärke, Schmalte . .	SCt.	24	—	H.	—	2	2
Statuen und Büsten aus Marmor, Alabaster und andern Steinen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	2
Staucher oder Muffe von Pelzwerk	fl. 1 W.	—	12	H.	—	¼	8
Stecknadeln, gemeine von Messing	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Steine und Erze die im Tarif nicht besonders benannt sind, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
geschliffen oder flach gearbeitet	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
— Abdrücke, Lithographien .	NPfd.	—	54	L.	—	1	12
— Bau- und Bruchsteine . .	F.	—	1¼	G.	—	1¼	½
— — — nach Ungarn .	F.	—	—	—	Zollfrei.		½
— Backsteine, gebrannte Mauerziegel	1000St	—	36	G.	—	4	½
— Edelsteine	fl. 1 W.	—	½	L.	—	¼	27
— Mühlsteine	1 Stück	—	12	G.	—	1	½
— zu Handmühlen . . .	1 Stück	—	3	G.	—	¼	½
— Schleifsteine	1 Stück	—	9½	C.	—	2	2
— Handschleifsteine für Goldarbeiter	100 St.	—	1	C.	—	½	2
— Handschleifsteine, alle übrig.	100 St.	—	36	C.	—	3	2
— Wetzsteine für Sensen und Sicheln	100 St.	—	19	C.	—	2	2
— Lithographiesteine . . .	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
— Steinmetzarbeiten . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	¼	2
Steingut Majolica und Fayence	SCt.	15	—	H.	—	6¼	5
Steinkohlen	F.	—	1¼	G.	—	1¼	½
— nach Ungarn	F.	—	—	—	—	½	½
— aus Istrien mit Ursprungszeugnissen	. . .	Zollfrei.					½
— aus Dalmatien mit Ausgangs-Bolleten							
Steinöl, schwarzes	SCt.	2	—	L.	—	5	2
weisses und rothes . . .	SPfd.	—	6	L.	—	¼	2
Sterlet oder Störl, frisch, geräuchert und gesalzen	SCt.	4	—	G.	—	5	5
Stern-Anis, Badian	SCt.	4	48	C.	—	8	2
— Oel	SPfd.	—	36	L.	—	¾	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ɜreien, ausser seidnen Klei-							
n und Westen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
l	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
lschäfte	NCt.	15	—	H.	—	25	5
lwichse	SCt.	15	—	L.	—	25	2
. . . . .	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
Häute, roh	NCt.	—	25	G.	1	40	2
— — nach Ungarn .	SCt.	—	—	—	—	$12\frac{1}{2}$	2
-Eidechsen, Stinci marini .	1 Stück	—	4	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
fisch aller Art	SCt.	2	—	L.	—	5	5
ɜ von Bambus, spanischem ır, Fischbein etc. etc., auch ıeine, beschlagen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
l von Kork	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
. . . . .	SCt.	6	30	L.	—	$32\frac{1}{2}$	8
ni, Meerfische frische . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
getrocknet, geräuchert, ge- en, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
lkaffeh, schwedische Kaffeh- ɜe	SCt.	—	50	C.	—	5	2
en oder Haderlumpen . .	NCt.	—	3	G.	1	—	2
ıach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	1	2
and, gemeiner	NCt.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
'einer, farbiger und Erzglanz	NCt.	1	30	L.	—	3	2
Beinstreu aller Art . . .	SCt.	—	43	C.	—	$1\frac{3}{4}$	12
ɜ aus Flachs, Hanf, Werg, , Sumpfgras	NCt.	18	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
l-Erde, gelbe und weisse	SCt.	—	$\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{4}$	2
gemeines, Meerstroh (Se-), Binsen, Heu, Gras, erkräuter und Waldstreu .	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
ıach Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
almen zu Strohgeflechten .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
aaren zum häuslichen Ge- ch und nicht zum Putze ɜndbare, gemeine Stroh-, lf-, Bastwaaren, als: Stroh- r, Strohkörbe etc. etc. mit ıahme der Decken . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	12
ɜcken	100 St.	1	15	C.	—	$6\frac{1}{4}$	2
ɜflechte und Bastplatten, Strohgewebe mit u. ohne ıwebte Seide	SCt.	10	—	C.	—		

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maasstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Strohhüte, Strohkappen, Borduren, Crepinen, Gewinde von Stroh	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Strumpfwirkerarbeit aus Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Hanf und Lein . . .	NPfd.	6	—	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	1$\frac{1}{2}$	27
— aus Wolle, mit oder ohne Beimischung von Thierhaaren	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, feine aus reiner Wolle	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, gemeine ditto.	NCt.	16	—	—	—	25	27
— — — mit Beimischung von Thierhaaren	NPfd.	—	12	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Strumpfwirkerstühle	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Stufen, Bergstufen	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— von Gold und Silber, bei der Ausfuhr	—	—	—	—	verboten.		5
Stuhlrohr	SCt.	2	12	L.	—	5$\frac{1}{2}$	2
Sukadonholz	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Sulzen von Früchten ohne Zucker	SCt.	1	—	L.	—	2$\frac{1}{4}$	2
— — — mit Zucker .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
— von Fleisch und Fischen .	fl. 1 W.	—	12	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Sumak oder Schmakkraut . . .	SCt.	—	9	C.	—	1$\frac{1}{2}$	2
Süssholz, Radix liquiritiae . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Süssholzsaft, Succus liquiritiae .	NCt.	8	20	L.	—	10	2
Sylvester Cochenille	—	verboten.			—	—	27
T.							
Tabaksblätter aller Art, nebst derlei Gritz und Stielen oder Stengel	SCt.	15	—	H.	—	20	5
ditto. aus Ungarn	SCt.	—	25	H.	—	20	5
Fabricirter Tabak, sowohl Schnupf-, als Rauch-Tabak, in Stangen oder gemahlen, gerieben, in Rollen, geschnitten, auch Tabaksmehl u. Staub	SCt.	40	—	H.	—	5	5
ditto. aus Ungarn	SCt.	—	50	H.	—	5	5
Die Einfuhr und Durchfuhr der Tabaksblätter und Stiele und des fabrizirten Tabaks und							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Mehls und Staubs, sowohl aus dem Auslande als aus Ungarn, nach den deutschen und italienischen Provinzen kann nur gegen vorläufige Bewilligung der k. k. Cameral-Gefällen-Verwaltung geschehen; bei der Einfuhr sind auch die vorgeschriebenen Passtaxen zu entrichten.							
Reisende, aus dem Auslande oder aus Ungarn kommend, dürfen fünf Wiener-Pfunde Blätter oder fabricirten Tabak gegen Erlegung des Zolles und der Passgebühren am Gränzzollamt, mit sich einbringen. Sollten sie aber mehr als 5 Pfd. haben, so kann der Ueberschuss entweder wieder ausgeführt od. bei dem Gränzamte hinterlegt werden, wo man ihn dann auf ordnungsmässigem Wege, während sechs Monaten, beziehen kann. Es versteht sich von selbst, dass der Reisende seinen Tabaksvorrath selbst bei dem Gränzzollamt zu melden hat.							
Für die ungarischen Tabakblätter, welche in die Aerarial-Fabriken geliefert werden, ist eine Ausgangs-Dreissigst-Gebühr von $1\frac{1}{2}$ kr. p. SCt. bestimmt. Die Tabaksblätter und Tabaksfabrikate aus den deutschen und italienischen Provinzen sind bei ihrer Ausfuhr nach Ungarn sowohl vom Ausgangszoll als von Eingangs-Dreissigst-Gebühr ganz frei.							
Gegen Pässe der k. k. Tabaksgefälle-Administration und Erlegung der Zölle und Passgebühren können Partikulare fremden und ungarischen Tabak zu ihrem Gebrauche beziehen.							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Tabakspfeifen, Köllnische . . .	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— alle andern Sorten von Holz, Meerschaum, Porzellan etc. etc. Tabaksdosen und Röhre .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12 u. 27
Tafelzeug von Lein und Hanf, Damastnes	NPfd.	3	$20\frac{1}{2}$	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Taffia, Rhum in Fässern . . .	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	2
— — in Bouteillen . . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Tafft, Seidenzeug	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
Talg oder Unschlitt roher und geschmolzener	SCt.	1	30	L.	—	$3\frac{3}{4}$	2
— Lichter oder Kerzen . .	SCt.	6	48	L.	—	$8\frac{1}{2}$	2
Talk, nicht besonders belegter Stein	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Tamarinden	SCt.	—	24	L.	—	2	2
Tannensprossen, wie Kräuter . .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Tapeten von Papier, Spaliere .	NPfd.	1	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	12
— von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
Tapezierarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Tapioka weisser Sago	SCt.	4	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Teschnerarbeit	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Tauben	1 Stück	—	$\frac{1}{4}$	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Taue von Hanf, Bast, Rinden etc.	SCt.	18	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Teigwerk aus Mehl, als: Maccaroni, Vermicelli, Oblaten etc.	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Teller, hölzerne	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— von Fayence, Steingut, Majolica	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
— silberne	1 Mark	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	27
— von Zinn	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
— von Porzellan	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— türkische Teller. Musikinstrument	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Teppiche von Wolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, feine . . .	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— — — gemeine Kotzen	NCt.	2	—	—	—	10	27
— aus Seide	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— aus Floretseide	NPfd.	7	12	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
Terpentin	SCt.	2	—	L.	—	5	2

enennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ıtin-Oel	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Japonica, Cachon . . .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
ıerita. Curcuma, gemahlen	SCt.	—	25	C.	—	5	2
le Sienna, nicht genannte							
e	SCt.	15	—	L.	—	25	2
igilata	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
chinesischer	SPfd.	—	54	H.	—	$\frac{3}{4}$	18
. . . . .	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
c oder Mithridat	SPfd.	—	54	H.	—	$\frac{1}{2}$	2
ür's Vieh	SCt.	27	—	L.	—	$11\frac{1}{4}$	2
fremder Himmelsstriche, Affen, Elephanten, Papa- ı etc. etc.	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	
nd sie bestimmt: wieder eführt zu werden, so ist ır Zoll bloss zu deponiren sicher zu stellen.							
usgestopfte	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	
ınd Töpfererde, gemeine	F.	—	$1\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
sogenannter englischer und ellanerde	SCt.	—	2	C.	—	2	2
aaren, als: Porzellan . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
ach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.		27
ıteingut, Fayence, Majolica- hirr	SCt.	15	—	H.	—	$6\frac{1}{4}$	5
esgleichen Ungarisches .	SCt.	2	30	—	—	$6\frac{1}{4}$	5
chwarze, feuerfeste, als: ıelztiegel, Retorten, Sand- llen, Muffeln, Herdplatten, arze Ziegel, Tastscherben							
Kratzschüsseln	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{2}$	2
essische Schmelzgeschirre	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{2}$	2
ı Schiff ankommend, kön- diese nur zu Wien, Linz Krems verzollt werden.							
le übrigen, zum häuslichen technischen Gebrauch, mit ohne Glasur	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
us Ungarn	fl. 1 W.	—	3	—	—	$\frac{1}{4}$	2
ären gemeine Töpferwaa- n einem Schiffe mit schwar- Thonwaare verpackt, so en auch diese nur in							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Wien, Linz und Krems verzollt werden.							
Thonwaaren, als: gemeine, gebrannte Mauer- und Dachziegel	1000St	—	36	G.	—	4	2
Thran, Fischschmalz	SCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Thuss, Galipot, gemeines weisses Harz	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Tiegerfelle, roh	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Tinte und Tintenpulver . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Tischtücher u. Tischzeug von Lein und Hanf	NPfd.	3	$20\frac{1}{2}$	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Tischlerholz, gemeines, als: Ahorn, Buchen, Eichen, Kirsch- und Nussbaum, Tannen etc. etc. .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— Buchs und Zedern, Eben, Fikatin, Mahagoni, Oliven, Rosen, Sukadon, türkisches Haselnuss etc. etc.	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zum Fourniren geschnitten	SCt.	5	50	—	—	5	
— weisses u. gelbes Sandelholz	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
Tischlerarbeit aus gemeinem Holz, eingelegt oder nicht	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— von feinem Holz, eingelegt, mit Metallen verziert . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tock, Leonischer	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Tombak in Stücken und Stangen	NCt.	26	24	H.	—	11	2
— Arbeiten	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Tonine, Meerfisch, frische . .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— marinirt, gesalzen, getrocknet etc. etc.	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Tonka-Bohnen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Topasen, gefasst oder nicht . .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Topfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Töpferwaare, gemeine und kölnische Pfeifen	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Torf und Moorerde	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$
— — — nach Ungarn . .	F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
Tornister, Taschnerarbeit . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{8}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Trauben oder Weintrauben . .	SCt.	—	9	G.	—	$\frac{1}{7}$	2
Treber und Trester aller Art .	NCt.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Tressen von Gold und Silber, echt und falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Triangel, musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Trippel, ganzer	NCt.	—	9	C.	—	$22\frac{1}{2}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$3\frac{3}{4}$	2
— gemahlener	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Trommeln } Trompeten }	fl. 1 W.	—	12	H	—	$\frac{1}{4}$	27
Trüffeln, frische	NCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— aus Ungarn	NCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— getrocknete oder in Oel .	SCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
— dtto. aus Ungarn	SCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{2}$	8
Truthühner oder Indian . . .	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Tuch, wollenes, aller Gattungen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, feines . . .	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— gemeines und mittelfein .	NCt.	16	—	—	—	25	27
— Loden, Hallinentuch . .	NCt.	2	—	—	—	10	27
Tuchscheren, 1 Stück aus zwei Klingen	—	2	—	L.	—	5	2
Tuchmacherkarden, Kardendistel	NCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Tul englischer glatt, Bobbinett	NPfd.	5	—	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Turbith, Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Türkischer Weizen, Mais, Kukrutz	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Türkisches Garn, rothes . . .	NCt.	30	—	L.	—	50	27
Türkisches Haselnussholz . . .	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Türkis, gefasst oder ungefasst .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tusch und Sepia	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Tutie	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
U.							
Uhren, hölzerne, mit metallenem oder hölzernem Triebwerke .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— alle andern, Taschenuhren, Pendules etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrenbestandtheile aller Art, nur nicht die Gehäuse (mouvemens bruts)	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	Stahl 12 Messing 8
Uhrengehäuse von Gold und Silber und Uhrschlüssel . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrblätter, geschmolzene . . .	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrmacher- und Uhrgehäusmacher-Werkzeuge	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Wien, Linz und Krems verzollt werden.							
Thonwaaren, als: gemeine, gebrannte Mauer- und Dachziegel	1000St	—	36	G.	—	4	2
Thran, Fischschmalz	SCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Thuss, Galipot, gemeines weisses Harz	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Tiegerfelle, roh	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Tinte und Tintenpulver . . .	SCt.	15	—	L.	—	25	2
Tischtücher u. Tischzeug von Lein und Hanf	NPfd.	3	$20\frac{1}{2}$	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
Tischlerholz, gemeines, als: Ahorn, Buchen, Eichen, Kirsch- und Nussbaum, Tannen etc. etc. .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Buchs und Zedern, Eben, Fikatin, Mahagoni, Oliven, Rosen, Sukadon, türkisches Haselnuss etc. etc.	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zum Fourniren geschnitten	SCt.	5	50	—	—	5	
— weisses u. gelbes Sandelholz	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
Tischlerarbeit aus gemeinem Holz, eingelegt oder nicht	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— von feinem Holz, eingelegt, mit Metallen verziert . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tock, Leonischer	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Tombak in Stücken und Stangen	NCt.	26	24	H.	—	11	2
— Arbeiten	NCt.	60	—	H.	—	25	8
Tonine, Meerfisch, frische . .	SCt.	—	48	G.	—	4	5
— marinirt, gesalzen, getrocknet etc. etc.	SCt.	2	24	L.	—	4	5
Tonka-Bohnen	NPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Topasen, gefasst oder nicht . .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Topfen	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Töpferwaare, gemeine und kölnische Pfeifen	fl. 1 W.	—	12	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Torf und Moorerde	F.	—	$1\frac{1}{4}$	G.	—	$1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
— — — nach Ungarn . .	F.	—	—	—	Zollfrei.		$\frac{1}{2}$
Tornister, Taschnerarbeit . . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	8
Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{8}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Trauben oder Weintrauben . .	SCt.	—	9	G.	—	$\frac{1}{7}$	2
Treber und Trester aller Art .	NCt.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Tressen von Gold und Silber, echt und falsch	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Triangel, musikalische Instrumente	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Trippel, ganzer	NCt.	—	9	C.	—	$22\frac{1}{7}$	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	$3\frac{3}{4}$	2
— gemahlener	SCt.	2	—	L.	—	5	2
Trommeln / Trompeten	fl. 1 W.	—	12	H	—	$\frac{1}{4}$	27
Trüffeln, frische	NCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{7}$	8
— aus Ungarn	NCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{7}$	8
— getrocknete oder in Oel .	SCt.	15	—	G.	—	$37\frac{1}{7}$	8
— dtto. aus Ungarn	SCt.	3	45	G.	—	$37\frac{1}{7}$	8
Truthühner oder Indian . . .	1 Stück	—	3	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Tuch, wollenes, aller Gattungen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, feines . . .	NPfd.	—	24	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— gemeines und mittelfein .	NCt.	16	—	—	—	25	27
— Loden, Hallinentuch . .	NCt.	2	—	—	—	10	27
Tuchscheren, 1 Stück aus zwei Klingen	—	2	—	L.	—	5	2
Tuchmacherk rden, Kardendistel	NCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Tull englischer glatt, Bobbinett	NPfd.	5	—	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Turbith, Wurzel	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Türkischer Weizen, Mais, Kukrutz	SCt.	—	17	G.	—	$\frac{3}{4}$	2
Türkisches Garn, rothes . . .	NCt.	30	—	L.	—	50	27
Türkisches Haselnussholz . . .	NCt.	1	15	L.	—	5	2
Türkis, gefasst oder ungefasst .	fl. 1 W.	—	$\frac{1}{2}$	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Tusch und Sepia	SPfd.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	27
Tutie	SCt.	—	30	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
U.							
Uhren, hölzerne, mit metallenem oder hölzernem Triebwerke .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
— alle andern, Taschenuhren, Pendules etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrenbestandtheile aller Art, nur nicht die Gehäuse (mouvemens bruts)	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	Stahl 12 Messing 8
Uhrengehäuse von Gold und Silber und Uhrschlüssel . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrblätter, geschmolzene . . .	fl. 1 W.	—	6	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Uhrmacher- und Uhrgehäusmacher-Werkzeuge	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	12

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Mansstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Ulmerbrod	SCt.	5	—	L.	—	6½	2
Ultramarin	SLoth	—	30	L.	—	1¼	27
Umbra oder Umbraun	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Umschläge zu Stiefeln, Stiefelschäfte	NCt.	15	—	H.	—	25	5
Ungarisches Steingut oder Majolica Geschirr	SCt.	2	30	—	—	12½	5
Unschlitt, rohes und geschmolzenes und sein Schmelzsatz . . .	SCt.	1	30	L.	—	3¾	2
— Hirschunschlitt	SCt.	10	—	L.	—	25	5
— Kerzen	SCt.	6	48	L.	—	8½	2
V.							
Valonien, türkische Eicheln . .	SCt.	—	4	C.	—	18	2
Vanille	SPfd.	2	—	H.	—	4	27
Vanioli, Seefische, frisch . . .	SCt.	2	30	G.	—	12½	5
— getrocknet, geräuchert, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	12½	5
Vermicelli	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Veroneser grüne Erde	SCt.	—	6	C.	—	2½	2
Versteinerungen, roh	fl. 1 W.	—	3	L.	—	¼	5
— geschliffen	fl. 1 W.	—	6	L.	—	¼	5
Verzuckerte Früchte, Samen und Wurzeln, ausser Pomeranzen und Citronschalen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	¼	18
Vetiver. Radix Iranacura . .	SCt.	1	40	L.	—	5	2
Vieh, als: Ochsen und Stiere .	1 Stück	4	—	C.	—	10	12
Küh und Kälber über 1 Jahr, Junzen und Terzen . . .	1 Stück	2	—	C.	—	5	12
Kälber unter einem Jahr . .	1 Stück	—	21	C.	—	2	3
Schafe, Widder, Schöpsen, Hämmel, Ziegen, Böcke .	1 Stück	—	18	C.	—	1	2
Lämmer und Kitze	1 Stück	—	9	C.	—	½	2
Schweine, gemästet oder nicht, und Frischlinge	1 Stück	1	—	C.	—	2½	6
Spanferkel	1 Stück	—	3½	C.	—	¼	1
Pferde und Füllen	1 Stück	3	—	C.	—	7½	15
Maulthiere	1 Stück	4	—	C.	—	10	15
Esel	1 Stück	1	—	C.	—	2½	15
Für alles vom Ausland nach Ungarn und Siebenbürgen eintretende Vieh ist die Eingangs-Dreissigst-Gebühr zu entrichten. Es wird als naturalisirt betrach-							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
tet, daher muss es beim Austritt aus Ungarn die ungarische Essito-Dreissigst-Gebühr, und beim Eintritt in die übrigen östreichischen Provinzen den deutschen Consumo-Zoll entrichten.							
Das aus dem Ausland in die östreichische Provinzen für Ungarn erklärte Vieh muss an ein Dreissigstamt gewiesen werden.							
Das Vieh, das aus der Moldau über Galizien nach Ungarn oder Siebenbürgen getrieben wird, hat den galizischen Transito-Zoll zu entrichten.							
Wenn schon verzolltes Vieh wieder aus den östreichischen Provinzen ausgetrieben wird, so kann dieses gegen Ausweiss der Consumo-Zoll-Bolleten zollfrei geschehen.							
Gränzzoll-Aemter können bis auf 5 Stück Schlachtvieh und bis auf 10 Stück Stichvieh zur Verzollung zulassen.							
Vielfrassfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Vigogue-Haare wie angorische Ziegenhaare.							
Violinen, Violoncelli, Altviolen .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{2}$	27
Vipernschmalz	SCt.	10	—	L.	—	25	5
Visetholz in Stücken	NCt.	—	$12\frac{1}{2}$	C.	—	5	2
— geschnitten, gemahlen, gestampft	SCt.	3	20	L.	—	5	2
Vitriol, blauer, Zyprischer-, Gallizel, Kupfer-Vitriol, schwefelsaures Kupfer	SCt.	5	36	L.	—	7	2
Vitriol, grüner, blaugrüner und schwärzlicher, Kupferwasser, Adler-, Admunter-, Salzburger-, Eisen-Vitriol, schwefelsaures Eisen, oft mit Kupfertheilen .	SCt.	1	12	L.	—	2	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Vitriol, weisser, Gosslarer-Zink-Vitriol, weisser Galizenstein, schwefelsaures Zink	SCt.	1	30	L.	—	$3\frac{3}{4}$	2
Vitriolöl, weisses und braunes, Schwefelsäure	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Vitrum Antimonii	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— aus Ungarn	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	—	—	$2\frac{1}{2}$	
Vögel, kleine, zum Genuss . .	1 Dutz.	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Vögel fremder Himmelsstriche, lebend und ausgestopft . . .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	2
Vogelleim	SCt.	2	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	5
Volpini, Meerfische, frische . .	SCt.	2	30	G.	—	$12\frac{1}{2}$	5
— getrocknet, geräuchert, gesalzen, marinirt	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	5
Vorschuhe, oder vielmehr Leder zu Vorschuhen	NCt.	15	—	H.	—	25	12
Vorlegschlösser, nicht fein polirte	NCt.	60	—	H.	—	25	
W.							
Wagbalken und Wagen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Wachholderbeeren	SCt.	—	18	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Wachs, gelbes und ungebleichtes	SCt.	5	—	L.	—	25	5
— weisses, oder gebleichtes .	SCt.	12	—	L.	—	30	5
— verarbeitetes, als: Kerzen, Fackeln, gefärbtes Pechwachs etc. etc.	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Figuren	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Oel	SPfd.	—	30	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
— Leinwand, ohne Unterschied	NPfd.	—	25	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Wachteln	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Waffen aller Gattungen, als: Flinten, Stutzbüchsen, Scheibenröhre, Pistolen, Terzerolen, deren Läufe und Schlösser, Säbel, Degen, Rappiere und deren Klingen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Diese zu militärischem Gebrauch	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Wägen gemeine, zum Wirthschaft- und Waaren-Transport . . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	fl. 2 } 1 Stück
— alle übrigen	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	fl. 2 } 1 Stück
— der Reisenden, und bela-							

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
ne oder leer zurückgehende							
achtwägen	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
enfedern	NCt.	60	—	H.	—	25	12
enbeschläge, gemeine . . .	NCt.	ver	boten.	H.	—	5	2
aus Ungarn	NCt.	1	36	—	—	5	2
Schmiere	SCt.	—	48	C.	—	2	2
Winden, Maschinen . . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
nerholz, ausgehacktes . .	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
, die Pflanze oder in Kugeln	SCt.	18	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
blau	SCt.	7	30	C.	1	$52\frac{1}{2}$	27
hörner	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
schnepfen	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
streu und Moos	F.	—	$2\frac{1}{2}$	G.	—	1	$\frac{1}{2}$
nach Ungarn	F.	—	—	—	—	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
ischbein	NCt.	10	—	L.	—	25	12
Barten	NCt.	1	30	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Thran	SCt.	—	18	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
ath, Sperma ceti	SCt.	1	30	L.	—	$37\frac{1}{2}$	8
Kerzen	NPfd.	—	17	L.	—	$\frac{1}{4}$	5
Oel	SPfd.	—	36	L.	—	$\frac{3}{4}$	27
osszähne, Einhorn- od. Narzähne	NPfd.	—	12	L.	1	—	12
luhren, hölzerne	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
andere	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
he od. Weisszeug, alt oder neu	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
den Reisenden gehörig, in ständiger Zahl	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
hblau, Eschel, Schmalte .	SCt.	24	—	H.	—	2	2
er, mineralische, natürliche, Kisten verpackt	SCt.	—	36	C.	—	3	2
in Krügen u. Flaschen, ne Kisten	100 St.	2	$48\frac{1}{2}$	C	—	$14\frac{1}{4}$	2
im Wechselverkehr mit Un-n	—	Zo	llfrei.		Zo	llfrei.	
künstliche mineral. des Struve	—	ver	boten.				
gebrannte, nicht versüsste, ser Rack und Rhum . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
versüsste, Arrak und Rhum Fässern	SCt.	13	21	H.	—	$16\frac{3}{4}$	12
detto, in Bouteillen . .	SCt.	10	—	H.	—	$12\frac{1}{2}$	12
Arrak und Rhum in Transito	—	—	—	—	—	—	2
Kölner- und Pomeranzen-thwasser	SPfd.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	15

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Wasser, andere wohlriechende	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Wassersäcke an Tabakspfeifen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Watta und Baumwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	sP$\frac{1}{4}$	27
— — — aus Ungarn	NPfd.	—	36	—	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Hanf und Lein	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— — — aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
— aus Seide	NPfd.	7	12	—	—	$1\frac{1}{2}$	27
Water-Twist bis einschlüssig Nr. 12	NCt.	15	—	—	—	50	27
— über Nro. 12	NCt.	15	—	—	—	50	27
Wau, Gaude	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Weber- und Strumpfwirkerstühle Weberzeug	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weberrohrkämme und Rohrblätter	fl. 1 W.	—	3	C.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weberkämme von Stahl	fl. 1 W.	—	3	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Weidenruthen	fl. 1 W.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Weihrauch, edlen u. Waldweihrauch	SCt.	7	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
Weinbeeren, Corinthen, Rosinen Zibeben	SCt.	4	—	L.	—	5	2
— ganz und halbverdorbne zum Essigsieden	SCt.	—	12	L.	—	5	2
Weine, spanische, französische, portugiesische, Franken-, Rhein-, edle italienische und levantinische Weine in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben, auch gemeine italienische Weine, wenn sie in Flaschen sind oder in Ausbruch, oder bearbeiteten Weinen bestehen	fl. 1 W.	—	36	H.	S. —	C. 2	2
Weine, Cyper-Wein in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben	SCt.	7	30	H.	—	2	2
— gemeine italienische fremde Weine in Fässern, mit Ausschluss der Ausbrüche und sonst zubereiteten Weine, blos über die Landesgränze des lombardisch venetianischen Königreichs einzuführen erlaubt	SCt.	2	—	C.	—	2	2
— Schweizer-, und die in der Umgegend des Bodensees wachsenden Weine, blos nach Vorarlberg einzuführen erlaubt	SCt.	2	—	C.	—	2	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Weine, Istrianer-, Dalmatiner-, Triester-, Fiumer-, überhaupt alle in den östreichischen Provinzen ausserhalb den Zolllinien erzeugte Weine mit Certificaten, in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben	SCt.	1	—	G.	—	2	2
— Moldauer- und wallachische Weine, blos an den Gränzen Ungarns und Siebenbürgens u. der Bukowina gegen die Moldau und Wallachei in Verzollung zu nehmen	SCt.	2	—	G.	—	2	
— ungarische, aller Gattung, in Fässern, Bouteillen, Kisten und Körben, an Eingangszoll 36 kr. . . . . An ständischem Entschädigungs-Aufschlag 1 fl. 24 kr.	SCt.	2	—	—	—	2	2
— alle in den teutschen und venetianischen Provinzen erzeugten Weine bei der Ausfuhr ins Ausland oder nach Ungarn	SCt.	—	—		—	2	2
Weingeist, Spiritus vini . . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
Weinhefen	SCt.	—	5	C.	—	$\frac{1}{2}$	2
— gebrannte	SCt.	—	7	C	—	18	2
— — nach Ungarn	SCt.	—	—		—	3	2
Weinreben zum Umpflanzen . .	F.	—	6	G	—	$2\frac{1}{2}$	2
Weinstein, roher	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	G.	—	25	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—		—	$6\frac{1}{4}$	2
— präparirter oder Weinsteinrahm, Cremor tartari . . .	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{2}$	2
Weintrauben, frische	SCt.	—	9	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
— gemaischte, zahlen $\frac{5}{8}$ des Weinzolles, also, da aus Cypern, Frankreich, Spanien, Portugal und vom Rheine keine eingeführt werden können . .	SCt.	1	15	G.	—	$1\frac{1}{4}$	2
Weisse Erde von München . .	SCt.	—	6	C.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Weissfische	SCt.	1	30	G.	—	$3\frac{1}{2}$	5
— aus Ungarn in mit Wasser gefülltem Behältniss	F.	1	$7\frac{1}{2}$	G.	—	$5\frac{1}{2}$	5
— geschlachtet	F.	2	15	G.	—	11	5
Weissfischbein, Ossa sepiae . .	NCt.	—	$4\frac{1}{6}$	L.	—	$1\frac{5}{6}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Massstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Weissharz	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Weisse Schminke	—	ver	boten.		ver	boten.	
Weizen	SCt.	—	$22\frac{1}{2}$	G.	—	1	2
Aus Ungarn über den Zoll 4 kr ständ. Entsch. Aufschlag.							
Werg von Flachs und Hanf . .	SCt.	—	5	G.	—	2	2
— Garn daraus, gebleicht oder ungebleicht	NCt.	—	25	G.	—	$12\frac{3}{4}$	27
Werkzeuge für Uhrmacher . .	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	12
Wermutl Kraut Absint. . . .	SCt.	—	18	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— Wein, ungarischer, mit Inbegriff des ständ. Entschädigungs-Aufschlag von 1 fl. 36 kr.	SCt.	2	—	—	—	2	2
Wickel-Wolle, unsortirt, Kamehlhaar für Hutmacher	SCt.	1	12	L.	3	—	18
Wicken	SCt.	—	$12\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Aus Ungarn über den Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Wienerroth	SPfd.	4	—	L.	—	5	27
Wildpret, als: Hirsche	1 Stück	—	48	G.	—	2	2
Dammhirsche, Gemse, Rehe, Wildschweine	1 Stück	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Hasen u. Kaninchen in Bälgen	1 Stück	—	6	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Roth- und Schwarzwild, ausser den Decken	SCt.	—	36	G.	—	$1\frac{1}{2}$	2
Federwild, als: Auerhühner, Fasanen, Birk- und Haselhühner, Schwäne und Trappen	1 Stück	—	4	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Wilde Gänse und Enten, Rebhühner, Schneehühner und Waldschnepfen	1 Stück	—	2	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Moos-, Wiesen-, Haid-Schnepfen, Kibitze, Rohrhühner, Wildtauben	1 Stück	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Krametsvögel, Drosseln, Zarezer, Lerchen, Wachteln .	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Die übrigen kleinen Vögel	1 Dutz.	—	1	G.	—	$\frac{1}{8}$	2
Wildschuren ohne Ueberzug .. .	fl. 1 W.	—	12	H.	—	$\frac{1}{4}$	8
Wissmuth, Bismuth, Marksitt .	NCt.	12	—	H.	—	15	2
Wolfsfelle, rohe	NCt.	10	—	L.	1	40	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
— bearbeitete	NCt.	25	—	L.	—	25	8
Wolle, Weissgärberwolle u. Abfälle	SCt.	—	30	G.	1	—	5
— nach Ungarn	—	—	—	—	Zollfrei.		5

nnung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
aren ohne Ausnahme, n Ausland	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	
Ungarn, stehen unter olle.							
sponnen, gefärbt, gegezwirnt mit Einschluss piers und Bindfadens .					—	25	
onnen, weiss, flach . .	NCt.	7	30	C.	—	25	27
Ungarn	NCt.	5	—	C.	—	25	27
s	SCt.	Zollfrei.				$31\frac{1}{4}$	27
en, Semen Cynae . .	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
ils Salami-, Blut- etc.	SCt.	—	50	C.	—	5	2
und nach Ungarn . .	SCt.	12	—	H.	—	15	2
als: Alaun-, Brech-, pekakuanha, Columba, der Contrajerva, Jalap- Mehoacana, Rhabarber ipontika oder Rad. Rhei, Sassaparill, Schlangen rpentaria, Senega oder Virgin, Turbith, Zitter Zedoaria et Zypria .	SCt.	3	—	—	—	$7\frac{1}{2}$	2
andern zur Medicin u. i dienlichen nicht besonnannten Wurzeln . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
ari oder Krapp-Wurzel	SCt.	1	40	L.	—	5	2
umey, Alant, weisse ien	SCt.	—	25	C.	—	5	2
zuckerte, als: Calamus, etc. etc.	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Wurzeln können auch n zu gleichem Zoll verrden.							
Z.							
. . . . .	SCt.	1	15	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
ephantenzähne und Elin Tafeln	NCt.	1	12	L.	—	30	12
ross- und Einhorn-, zähne	NPfd.	—	12	L.	—	1	12
n, lackirte, verzierte .	fl. 1 W.	—	36	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
verzierte	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
, Zahn-Opiat . . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Zander oder Schill, frisch oder präparirt	SCt.	8	—	G.	—	10	5
Zangen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Zappfelle, rohe	NCt.	—	50	L.	3	20	2
— nach Ungarn	SCt.	—	—	—	—	25	2
Zaretzer-Vögel	1 Dutz.	—	3	G.	—	$\frac{1}{4}$	2
Zedernholz, ganzes	NCt.	1	15	L.	—	5	2
— zugeschnittenes	SCt.	5	50	L.	—	5	2
Zeichnungen in Crayons oder illuminirt	NPfd.	—	54	H.	—	1	12
Zeiger von Uhren	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	12 u. 8.
Zeitungen durch die k. k. Post .	—	Zollfrei.			Zollfrei.		
— durch Postwägen etc. etc. an Buchhändler adressirt . .	SCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	2
Zeuge von Baumwolle, ausser Engl. Tull und Nanquin . .	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Schafwolle	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Zeuge von Hanf und Lein, feine Leinwand, Tüchel und Tischzeuge	NPfd.	3	$20\frac{1}{2}$	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— dtto. aus Ungarn	NPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{8}$	27
— grobe Leinwand, Zwilliche und Drilliche	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
— dtto. aus Ungarn	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{8}$	27
— von Seide, broschirte, façonnirte, geflammte, gemahlte und gestickte, auch Tücheln und Miniatur- und façonnirte Sammte	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
andere Seidenzeuge und Tüchel	NPfd.	10	—	H.	—	$1\frac{1}{2}$	27
— halbseidene und Bastzeuge	NPfd.	3	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— von Rosshaar	NPfd.	1	—	H.	—	$1\frac{1}{4}$	18
Zibeben, Rosinen, Weinbeeren .	SCt.	4	—	L.	—	5	2
Zibeth	SLoth.	—	36	L.	—	2	27
Zibolafelle, rohe	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8
Ziegel, gemeine Dach- und Mauerziegel	1000 St	—	36	G.	—	4	$\frac{1}{2}$
— schwarze	SCt.	—	24	H.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— Oel	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Ziegen	1 Stück	—	18	G.	—	1	2
— Haare von Angorischen Ziegen	SCt.	1	12	L.	3	—	18
— — v. gem. Ziegen, unsortirte	SCt.	—	12	L.	—	30	2
— — dtto. nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	5	2
— — dtto. sortirte	SCt.	10	—	L.	—	25	2
— Felle, rohe	NCt.	—	50	G.	3	20	2
— — nach Ungarn . . .	SCt.	—	—	—	—	25	2
Zifferblätter zu Uhren	fl. 1 W.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Zimmt- oder Kamehl-Zeylon .	SPfd.	1	30	H.	—	$1\frac{1}{4}$	27
— Cassia lignea, Chinesischer oder Mutterzimmt	SPfd.	—	13	L.	—	$\frac{1}{2}$	8
— weisser, Cortex Winter .	SCt.	1	30	L.	—	5	12
— Blüthe	SPfd.	—	24	L.	—	$\frac{1}{2}$	12
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
Zink, rohes oder Spiauter . .	NCt.	—	36	C.	—	3	2
Zinkblech	NCt.	4	—	H.	—	5	2
Zinn, rohes	SCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— altes gebrauchtes u. Bruchzinn	NCt.	4	10	C.	—	$12\frac{1}{2}$	2
— Arbeiten, als: Geräthe, Geschirr etc. etc.	NCt.	54	—	H.	—	$22\frac{1}{2}$	5
Zinnsalz	SCt.	15	—	L.	—	25	5
Zinnober, ganz und gemahlen .	SCt.	105	—	H.	—	$43\frac{3}{4}$	12
Ziperwurzel, Rad. Cipriae . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Zirbisnüsse oder Pignoli . . .	SCt.	6	—	H.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Zirkelschmiedarbeiten	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Zisern	SCt.	—	$13\frac{1}{2}$	G.	—	$\frac{1}{2}$	2
Aus Ungarn über den verhältnissmässigen Zoll noch 4 kr. p. SCt. ständischen Entschädigungs-Aufschlag.							
Zitronen a)	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— Schalen	SCt.	1	30	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
— — verzuckerte	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Saft	SCt.	—	3	C.	—	$1\frac{1}{4}$	2
— Oel	SPfd.	2	6	L.	—	$1\frac{3}{4}$	27
— Salz oder Säure	SCt.	15	—	L.	—	25	5
a) Sind die Zitronen in einer Kiste oder Fass höher besteuerten Früchten beigepackt, so zahlen sie wie diese.							
Zittwerwurzel, Zedoaria . . .	SCt.	5	—	L.	—	25	12
Zmascheln, feine Lammfelle, roh	NCt.	25	—	H.	1	40	2
— bearbeitete	NCt.	50	—	H.	1	40	8

Benennung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
Zobelfelle und Schweife, roh und bearbeitet	NPfd.	1	—	H.	—	1	8
Zucker, Candis und Raffinat aller Art, in Stücken, Broden mit und ohne Papier und Spagat .	NCt.	21	—	L.	—	$18\frac{3}{4}$	5
— gestossener	SCt.	21	—	L.	—	$14\frac{3}{4}$	5
— Zuckermehl zum Handel .	SCt.	21	—	L.	—	$11\frac{1}{4}$	2
— — für Raffinerien, weisses	SCt.	14	—	L.	—	$11\frac{1}{4}$	2
Zuckermehl, alles übrige . . .	SCt.	7	—	L.	—	$11\frac{1}{4}$	2
Zucker-Syrup von Zucker und Weintrauben	SCt.	6	—	L.	—	$7\frac{1}{2}$	2
— aus Weintrauben, aus Ungarn	SCt.	1	—	—	—	$7\frac{1}{2}$	2
Zucker, Capilaire-Syrup . . .	SPfd.	—	6	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
Zucker und Syrup von inländischen Raffinerien mit Certificaten im Wechelsverkehr mit Ungarn . Bis auf 100 Pfund kann der Zucker auch bei Commerz. GZA. verzollt werden.	—	Zo	ll und	Drei-		ssigst	frei.
Zucker, Gerstenzucker . . .	SPfd.	—	18	H.	—	$\frac{1}{4}$	5
— Milchzucker	NPfd.	—	2	L.	—	$\frac{1}{4}$	2
— Bleizucker	SCt.	5	—	L.	—	5	5
Zuckerrohr, sogenanntes, zu Stöcken, in rohem Zustand . .	fl. 1 W.	—	12	L.	—	$\frac{1}{2}$	27
Zuckergebäck, Confect	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Zunder oder Feuerschwamm . .	SCt.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2
Zündhütchen aus Kupfer u. Messing	SPfd.	2	40	C.	—	$\frac{1}{4}$	8
— aus Ungarn	SPfd.	—	15	—	—	$\frac{1}{2}$	8
Zündmaschinen	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	12
Zwetschken, trockne	SCt.	—	36	L.	—	$1\frac{1}{2}$	2
— Branntwein, Slibowitz . .	SCt.	5	—	L.	—	7	2
Zwieback, harten	SCt.	5	—	L.	—	$6\frac{1}{4}$	2
— feinen, Biscuit à la cuillard	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	18
Zwiebeln, gemeine und Meerzwiebeln	SCt.	—	48	G.	—	2	2
— Blumenzwiebeln aller Art .	SCt.	3	—	C.	—	$7\frac{1}{2}$	2
Zwillich von Hanf und Flachs .	NPfd.	—	33	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
— aus Ungarn, gebleicht und ungebleicht	NPfd.	—	$2\frac{1}{2}$	—	—	$\frac{1}{4}$	27
Zwirn, der feinsten Art, Kanten- und Spitzenzwirn, wovon 88 oder mehr Gebünde von 100 Fäden nicht über 1 Pfd. wiegen	NPfd.	2	30	L.	—	$12\frac{1}{2}$	27

nung der Artikel.	Verzollungs-Maassstab.	Einfuhr. fl.	Einfuhr. kr.	Zoll-Amt.	Ausfuhr. fl.	Ausfuhr. kr.	Transito. kr.
übrige von Hanf und roh und gebleicht . .	NPfd.	—	8	L.	—	$\frac{1}{4}$	27
Baumwolle	NCt.	30	—	L.	—	25	27
gleichen gefärbt, von olle, Hanf und Flachs	NPfd.	—	24	H.	—	$\frac{1}{8}$	27
d	fl. 1 W.	—	36	H.	—	$\frac{1}{4}$	27
Zusätze.							
m (Elephantenläufe), wie oder Kokelskörner, Kerne oder Scharlachbeeren, pring- oder Treibkörner	NCt.	5		L.	—	$12\frac{3}{4}$	2
ervinus, (Hirschbrunst, chwamm), wie der Ler- und Hollunderschwamm	NCt.	3	30	L.	—	$17\frac{3}{4}$	12
asticum (Federharz, Kaut-) roh	NCt.	5	—	L.	—	$12\frac{1}{2}$	8
orikate aus demselben, als: Blätter, Fäden und dgl., ewebe, welche ganz aus huckfäden bestehen . .	NCt.	25	—	L.	—	50	27
ebe aus derlei Fäden, eimischung von Baum- Linnen, Schafwolle, od. sind im Zoll gleich mit oll-, Linnen-, Schaf- oder Seidenwaaren.							
es (Asselwürmer, Keller- , wie spanische Fliegen erides)	NPfd.	—	$3\frac{3}{4}$	L.	—	$\frac{3}{4}$	18
fe sind, als Samen in n, wie der Mohnsame für - und Gartensamen, wie amen zur Färberei, dann und Feldsamen, mit Aus- der Getreide- u. aller in arife nicht ben. Gattungen	NCt.	50		C.	—	5	2
arinae (Meerbälle, See- , wie die Kropfschwämme	NCt.	2	15	L.	—	$22\frac{3}{4}$	12
Bobbinets ist erlaubt ein- en	NPfd.	5		H.L.	—	$\frac{1}{4}$	27
anzglas (vitrum antimo- gleich dem Spiessglanze	NCt.	1	30	L.	—	$2\frac{3}{4}$	2
oder Feuerschwamm . .	NCt.	1	—	L.	—	$2\frac{1}{2}$	2

1835

45.

Convention entre la France et la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. En date du 2. Août 1835.

(Traités de la Roy. Maison de Savoie. T. V. p. 78.)

Sa Maj. le Roi de Sardaigne et Sa Maj. le Roi des Français voulant faire cesser les inconvéniens qui résultent de l'état actuel des passages d'eau sur les fleuves et rivières servant de limite entre les deux Etats, et régler d'un commun accord et d'une manière uniforme l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les mêmes fleuves et rivières, ont à cet effet nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Clément Solar Comte de la Marguerite, Commandeur de l'Ordre Religieux et Militaire de Saint Maurice, et Saint Lazare, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, et de l'Ordre du Christ, Son Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et

Sa Majesté le Roi des Français le sieur Edme de Chasteau, Chevalier de l'Ordre Royal de la Légion d'honneur, et de celui de Saint Joseph de Toscane, son chargé d'affaires à Turin.

Les quels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

I. Le droit d'établir ou d'autoriser l'établissement de bacs ou bateaux de passage sur les fleuves et rivières, servant de limite entre les deux Etats, appartient exclusivement aux deux Gouvernemens.

II. Aucun bac ou bateau de passage ne sera établi que du commun consentement des deux Gouvernemens.

III. L'indemnité à la quelle les possesseurs ou détenteurs des bacs ou bateaux de passage actuellement existant pourraient légalement prétendre pour la valeur des constructions, appareils et agrès, ainsi que pour cessation de jouissance, ne seront point réglés en com-

mun par les deux Gouvernemens. Les intéressés pré- 1835
senteront leurs demandes ou réclamations séparément auprès de chaque Gouvernement, pour la moitié qui le concerne, sans qu'il y ait lieu à l'intervention de l'un ou de l'autre pour appuyer les réclamations de leurs sujets respectifs. Chacun des deux Gouvernemens se reservant de les examiner conformément à ses lois et règlemens sur la matière.

IV. L'établissement de tout bac, bateau ou barque de passage sera dorénavant affermé aux enchères publiques alternativement par une des deux Administrations, et les produits seront annuellement partagés entr'elles par égales portions. Les sujets des deux Etats seront admis moyennant caution et garantie valable à concourir aux enchères.

V. Les employés des deux Administrations pourront, conformément aux lois et réglemens de chaque Etat, constater les contraventions, et les porter s'il y a lieu, au jugement des Tribunaux compétens.

VI. Il ne pourra être établi aucun pont sur les fleuves et rivières servant de limites aux deux Etats, que du commun consentement des deux Gouvernemens. Les particuliers qui voudront en établir devront obtenir à la fois l'autorisation des administrations respectives. Les conditions, les garanties, les tarifs seront reglés, dans ce cas de commun accord par des conventions spéciales négociées soit entre les deux gouvernements soit entre les autorités locales déléguées à cet effet.

VII. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Turin dans l'espace de six semaines ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les dits Plénipotentiaires ont signé la présente, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le deux du mois d'Août mil huit cent trente cinq.

Le Comte Solar de la Marguerite.

E. de Chasteau.

(Ratifiée par le Roi des Français le 7, et par le Roi de Sardaigne le 10. Septembre 1835.)

46.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes de Comanche et Witchetaw et leurs tribus associées, signée le 24. Août 1835.

(Ratifiée à Washington par le président des Etats unis le 19. Mai 1836.)

(Acts of the first session of the 24 Congress of the United States. Washington 1836. Appendix p. 30.)

For the purpose of establishing and perpetuating Peace and Friendship between the United States of America and the Comanche and Witchetaw nations, and their associated bands or tribes of Indians, and between these nations or tribes and the Cherokee Muscogee, Choctaw, Osage, Seneca, and Quapaw nations, or tribes of Indians, the President of the United States has, to accomplish this desirable object, and to aid therein, appointed Governor M. Stokes, M. Arbuckle, Brigdi. Genl. United States army, and F. W. Armstrong, Actg. Supdt Western territory, commissioners on the part of the United States, and the said Governor M. Stokes and M. Arbuckle, Brigdi. Genl. United States army, with the chiefs and representations of the Cherokee, Muscogee, Chocktaw, Osage, Seneca and Quapaw nations or tribes of Indians, have met the chiefs, warriors, and representatives of the tribes first above named at Camp Holmes, on the eastern border of the Grand Prairie, near the Candian river, in the Muscogee nation, and after full deliberation, the said nations or tribes have agreed with the United States, and with one another upon the following articles.

Art. 1. There shall be perpetual peace and friendship between all the citizens of the United States of America, and all the individual composing the Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians, and between these nations or tribes and the Cherokee, Muscogee, Choctaw, Osage, Seneca and Quapaw nations or tribes of Indians.

Art. 2. Every injury or act of hostility by one 1835
or either of the contracting parties on the other, shall be mutually forgiven and forever forgot.

Art. 3. There shall be a free and friendly intercourse between all the contracting parties hereto, and it is distinctly understood and agreed by the Comanche and Witchetaw nation, and their associated bands or tribes of Indians, that the citizens of the United States are freely permitted to pass and repass through their settlements or hunting grounds without molestation or injury on their way to any of the provinces of the Republic of Mexico, or returning therefrom, and that each of the nations or tribes named in this article, further agree to pay the full value for any injury their people may do to the goods or property of the citizens of the United States taken or destroyed, when peaceably passing through the country they inhabit, or hunt in, or elsewhere. And the United States hereby guaranty to any Indian or Indians of either of the said Comanche or Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians, a full indemnification for any horses or other property which may be stolen from them. Provided that the property so stolen cannot be recovered, and that sufficient proof is produced that it was actually stolen by a citizen of the United States, and within the limits thereof.

Art. 4. It is understood and agreed by all the nations or tribes of Indians parties to this treaty, that each and all of the said nations or tribes have free permission to hunt and trap in the Great Prairie west of the Cross Timber, to the western limits of the United States.

Art. 5. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians, severally agree and bind themselves to pay full value for any injury their people may do to the goods or other property of such trades as the President of the United States may place near to their settlements or hunting ground for the purpose of trading with them.

Art. 6. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians agree, that in the event any of the red people belonging to the nations or tribes residing south of the Missouri river and west of the State of Missouri, not parties

1835 to this treaty, should visit their towns or be found on their hunting ground, that they will treat them with kindness and friendship and do no injury to them in any way whatever.

Art. 7. Should any difficulty hereafter unfortunately arise between any of the nations or tribes of Indians parties hereunto, in consequence of murder, the stealing of horses, cattle, or other cause, it is agreed that the other tribes shall interpose their good offices to remove such difficulties and also that the Government of the United States may take such measures as they may deem proper to effect the same object, and see that full justice is done to the injured party.

Art. 8. It is agreed by the commissioners of the United States, that in consequence of the Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes of Indians having freely and willingly entered into this treaty and it being the first they have made with the United States or any of the contracting parties, that they shall receive presents immediately after signing as a donation from the United States; nothing being asked from these nations or tribes in return, except to remain at peace with the parties hereto, which their own good and that of their posterity require.

Art. 9. The Comanche and Witchetaw nations and their associated bands or tribes, of Indians, agree, that their entering into this treaty shall in no respect interrupt their friendly relations with the Republic of Mexico where they all frequently hunt and the Comanche nation principally inhabit; and it is distinctly understood that the Government of the United States desire that perfect peace shall exist between the nations or tribes named in this article and the said republic.

Art. 10. This treaty shall be obligatory on the nations or tribes parties hereto from and after the date hereof, and on the United States from and after its ratification by the Government thereof.

Done and signed and sealed at Camp Holmes on the eastern border of the Grand Prairie near the Canadian river in the Muscogee nation, this twenty fourth day of August one thousand eight hundred and thirty

five, and of the independence of the United States 1835
the sixtieth.

(L. S.) MONTFORT STOKES.
(L. S.) M. ARBUCKLE.
Brigr. Genl. U. S. Army.

Signatures des Indiens et des témoins.

47.

Publication du Ministère des Finances en Prusse concernant la perception du péage sur l'Elbe concertée avec le gouvernement du Royaume de Saxe. En date du 39. Août 1835.

(Pochhammer's Jahrbücher der Zollgesetzgebung und Verwaltung des deutschen Zoll- und Handelsvereins. Jahrg. 1836. H. II. S. 326.)

Nach einer Verständigung mit der Königlich Sächsischen Regierung ist von jetzt an beim wechselnden Transit auf der Elbe und landwärts nur dann das vorbehaltene Ein Viertel des Elbzolles zu erheben, wenn die Einfuhr auf der Elbe erfolgt, wogegen diese Erhebung bei der Einfuhr landwärts wegfällt. Gegenstände, welche hiernach z. B. landwärts vom Auslande nach Dresden gelangen, dort eingeschifft werden, und direkt auf der Preussischen Elbe transitiren, haben in Dresden den tarifmässigen Durchgangszoll für gemeinschaftliche Rechnung, bei der Durchfuhr in Preussen aber keinen Elbzoll zu erlegen, sondern es kommt nur das Recognitionsgeld vom Fahrzeuge zur Erhebung. Umgekehrt findet derselbe Fall in Sachsen statt, wenn die Gegenstände zu Lande oder auf anderem, als dem Elbwege nach Magdeburg gelangt sind, dort eingeladen und direkt durch Sachsen auf der Elbe nach Böhmen durchgeführt werden. Königlich Sächsischer Seits wird dagegen die Zurücknahme der Anordnung erfolgen, nach welcher bisher von Gegenständen, welche aus dem diesseitigen freien Verkehr abstammen, anscheinend aber ausländischen Ursprungs sind, wie z. B. Baumwolle, und direkt auf der Elbe durch Sachsen

1835 nach Böhmen gingen, Ein Viertel des jenseitigen Elbzolles erhoben worden. In ersterer Beziehung ist hiernach das Erforderliche alsbald zu verfügen.

Berlin, den 29. August 1835.

Finanz-Ministerium.

v. Alvensleben.

48.

Ordonnance du Grandduc de Bade pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grandduché de Hesse (le 30. Juillet et le 15. Août 1835) pour la navigation du Neckar. En date du 31. Août 1835.

(Grossherzogl. Badisches Regierungsblatt 1835.)

Leopold, von Gottes Gnaden Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Zum Vollzug einer mit der Königlich Würtembergischen und der Grossherzoglich Hessischen Regierung unterm 30. Juli und 15. August d. J. getroffenen — die Grundlage der abzuschliessenden Neckarschifffahrts-Konvention bildenden — Uebereinkunft haben Wir beschlossen und verordnen andurch provisorisch wie folgt:

Art. 1. Der bisher bestandene Neckarzolltarif ist aufgehoben.

Art. 2. Statt dessen wird der Rheinoktroitarif unter den folgenden näheren Bestimmungen eingeführt.

Art. 3. Es beträgt:

a) der volle Zoll zu Berg 6 kr., zu Thal 4 kr.
b) die Viertels-Gebühr zu Berg $1\frac{1}{2}$ kr., zu Thal 1 kr.
c) die Zwanzigstels Gebühr endlich zu Berg $\frac{3}{10}$ kr. und zu Thal $\frac{1}{5}$ kr.

per Centner.

Art. 4. Dieser Zoll wird bei jeder der drei Neckarzollstellen — Mannheim, Neckargemünd, Neckarelz — zu einem Drittel erhoben, und zwar:

bei der Bergfahrt von jedem Fahrzeug, das dort 1835
ab- oder vorbeifährt,

bei der Thalfahrt hingegen von jedem Fahrzeug, das dort ankommt oder passirt.

Art. 5. Die Schiffsgebühr (Recognitionsgebühr fürs Fahrzeug selbst) wird nach dem Rheinoktroitarife, jedoch blos von befrachteten Schiffen von 600 Centnern Landungsfähigkeit oder darüber, und zwar je für eine Fahrt zu Berg oder zu Thal nur einmal erhoben.

Art. 6. Es geschieht dies durch die Zollstelle, bei welcher das Schiff abfährt, oder welche dasselbe zuerst berührt.

Art. 7. Die Recognitionsgebühr, welche auf dem Rheine für bestimmte Landungsgegenstände statt des Zolls zu erheben ist, wird bei jeder der drei Neckarzollstellen nach Vorschrift des Rheinoctroitarifs erhoben und zwar bei der Bergfahrt von jedem Fahrzeug, das dort ab- oder vorbeifährt, bei der Thalfahrt von jedem Fahrzeug, das dort ankommt oder vorbeifährt.

Art. 8. Den Schiffern, die Güter vom Rhein oder von Mannheim bis oberhalb Neckarelz, oder von oberhalb Neckarelz bis Mannheim oder weiter führen, ist gestattet, in Mannheim beziehungsweise in Neckarelz, die Zölle — Art. 4 und 7. — für alle drei Zollstellen auf einmal zu entrichten.

Art. 9. Vom Holz (Brenn-, Bau- und Nutzholz) wird der Zoll auf jeder der drei Neckarzollstellen vorläufig nach der im Jahr 1802 bestandenen Uebung erhoben.

Art. 10. Der Vollzug tritt mit dem 1. Oktober in Wirksamkeit.

Das Finanzministerium hat hiernach sogleich die geeigneten Anordnungen zu treffen.

Gegeben in Unserem Staatsministerium zu Karlsruhe, den 31. August 1835.

LEOPOLD.

v. BOECKH.

49.

Ordonnance du Gouvernement du duché de Nassau, concernant les relations du commerce et des douanes du duché aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de douanes, en date du 3. Septembre 1835.

(Herzogl. Nassau'isches Verordnungsblatt. 1835. Nr. 11. v. 4. September.)

In Folge einer vorläufigen Uebereinkunft wird von dem 10. des laufenden Monats September an bis auf Weiteres der freie Uebergang aus dem Herzogthum Nassau nach dem Zollvereinsgebiete, und umgekehrt aus dem Zollvereinsgebiete nach dem Herzogthum, für alle im steuerlich freien Verkehr des einen oder andern Landes befindlichen Gegenstände der Regel nach Statt finden. Von eben gedachter Regel treten für jetzt noch Ausnahmen für folgende Artikel ein. Es bleiben nämlich a) unbedingt ausgeschlossen: Baumwollengarn, Zucker, Syrup, Kaffee, Kakao, Gewürze, Reis, Thee, Weine (mit alleiniger Ausnahme junger Weine von 1834r und weiterhin von 1835r Gewächs, unter der zu b., vorgeschriebenen Bedingung), Tabaksblätter und Stengel, Tabaksfabrikate ohne Unterschied, kurze Waaren, ganzseidene und halbseidene Waaren. Es dürfen b) nur gegen obrigkeitlich beglaubigte Ursprungszeugnisse von Fabrikanten oder Producenten der beiderseitigen Gebiete zollfrei eingehen: Wollene Waaren, baumwollene Waaren, junge Weine von 1834r oder 1835r Gewächs. Und es wird c) bei Versendungen aus dem Herzogthum nach dem Zollvereinigungsgebiete eine Ausgleichungssteuer von nachbemerkten Gegenständen entrichtet, nämlich bei dem Uebergange A. nach Preussen, Sachsen und des Thüringischen Vereins: 1) von Bier $\frac{1}{4}$ Rthlr. für den Centner, 2) von Branntwein 5 Rthlr. für die Ohm von 120 Preussischen Quart bei 50% Alkoholstärke nach Tralles, 3) von Traubenmost $\frac{2}{3}$ Rthlr. und von Wein $\frac{5}{6}$ Rthlr. für den Centner, soweit dessen

zollfreier Uebergang jetzt schon Statt finden darf; B. 1835
nach Baiern (mit Ausschluss des Rheinkreises): 1) von Bier 1 fl. für den baierischen Eimer, 2) von geschrotenem Malz 50 kr. für den baierischen Metzen, 3) von Branntwein 1 fl. 45 kr. für den baierischen Eimer; C. nach Würtemberg: 1) von Bier 2 fl. 20 kr. vom würtembergischen Eimer, 2) von geschrotenem Malze 20 kr. für den würtembergischen Simmri, 3) von Branntwein 5 fl. für den würtembergischen Eimer; D. nach Baden: von Bier 1 fl. 18 kr. für die badische Ohm zu 10 Stützen oder 100 Maass; E. nach Kurhessen: 1) von Bier $\frac{1}{3}$ Rthlr. für die Ohm, 2) von Branntwein 3 Rthlr. für die Ohm von 120 preussischen Quart bei 50% Alkoholstärke, 3) von Traubenmost $\frac{2}{3}$ Rthlr., und von Wein $\frac{5}{6}$ Rthlr. für den Centner, soweit dessen zollfreier Uebergang jetzt schon Statt finden darf; F. nach dem Grossherzogthum Hessen: von Bier 40 kr. für die grossh. hessische Ohm. Bei Ausführung dieser Uebereinkunft sind folgende Vorschriften zu beobachten. §. 1. Bei dem Waarenübergang sowohl aus den Vereinsländern nach dem Herzogthum als umgekehrt aus dem Herzogthum nach dem Zollverein müssen bis auf weiteres im Allgemeinen die zollordnungsmässigen Vorschriften befolgt werden, welche für den Waareneingang und Waarenausgang über die Landeszollgränzen bestehen. Der Waarenübergang darf daher nur über die an den beiderseitigen Gränzen noch fortbestehenden Zollämter, und bei dem Uebergang in die Zollvereinsländer nur mit Einhaltung der Zollstrassen und über Nebenzollämter nur innerhalb deren Abfertigungsbefugnisse erfolgen. Rohe Erzeugnisse der Landwirthschaft und Viehzucht sind jedoch in gleichem Maasse, wie die nach dem Zolltarife ganz abgabenfreien Gegenstände, an die Einhaltung der Zollämter und Zollstrassen nicht gebunden. §. 2. Gegenstände, welche sofort abgabefrei übergehen können, werden bei den Zollämtern gleich den tarifmässig freien abgefertigt und in soweit sie im Vereinsgebiete der Legitimationsscheinkontrole unterworfen sind, zum weiteren Transport im Gränzbezirk mit Legitimationsscheine versehen. §. 3. Gegenstände, welche vom freien Verkehr unbedingt ausgeschlossen sind (zu a), werden in jeder Beziehung nach den bisherigen Vorschriften behandelt. §. 4. Ge-

1835 genstände, deren zollfreier Uebergang nur auf obrigkeitlich beglaubigte Ursprungszeugnisse gestattet ist, (zu b), dürfen in das Herzogthum nur über die bestehenden Durchgangszollstätten, in das Vereinsgebiet aber nur über die Hauptzollämter und einige besonders zu bezeichnende Nebenzollämter 1ter Klasse eingehen, und können nur von diesen Zollämtern abgefertigt werden. §. 5. Die Ursprungszeugnisse sind von den Fabrikanten oder Producenten unter der Versicherung an Eidesstatt, dass die Waare eigenes Fabrikat (Erzeugniss) sey, auszustellen, und unterliegen für die aus dem Herzogthum in das Zollvereinsgebiet überzuführenden Gegenstände der Beglaubigung der herzogl. Aemter; bei den aus dem Zollvereinsgebiet in das Herzogthum übergehenden Waaren dieser Art erfolgt die Beglaubigung von der betreffenden Bezirksverwaltungsbehörde. Von der Bestimmung, dass die Waare eigenes Erzeugniss seyn müsse, ist bei jungen Weinen, welche sich nicht mehr in den Händen der Producenten befinden, eine Ausnahme in so weit zulässig, dass die Ursprungszeugnisse auch von Händlern ausgestellt werden können, jedoch alsdann der amtlichen Bescheinigung eine sorgfältige Prüfung von Seite der beglaubigenden Behörde vorangehen muss. §. 6. Die Gegenstände, von welchen (nach c.) bei dem Uebergange aus dem Herzogthum nach dem Vereinsgebiete Ausgleichungsabgaben, oder, wie in dem Grossherzogthum Hessen von Branntwein, Obstwein und Wein innere Steuern erhoben werden, müssen zum Behufe der Entrichtung der Abgabe bei dem betreffenden Eingangsamte angemeldet werden. §. 7. Wenn bei dem Verkehr zwischen dem Herzogthum und den Zollvereinsländern mit Gegenständen, welche unbedingt oder nur auf Ursprungszeugnisse gegenseitig zollfrei übergehen können, dazwischen liegendes Ausland berührt wird, so sind die Vorschriften zu befolgen, welche im Zollverein für Fälle der Versendungen von Gegenständen des freien Verkehrs von Inland zu Inland mit Berührung des Auslands bestehen. Es ist in diesem Falle erforderlich: a) bei Versendungen aus dem Herzogthum in das Vereinsgebiet: die Abgabe einer Deklaration von Seiten des Versenders (oder Waarenführers); die Revision der Waaren, Anlegung des Verschlusses und Ausgangsbescheinigung von Seite des Ausgangs-

amtes, b) bei dem Eingange auf Declarationsschein 1835
in das Herzogthum: Prüfung des Verschlusses, nach dessen unverletztem Befunde erst der zollfreie Uebergang der Waaren gestattet werden darf. Bei Gegenständen, deren gegenseitig freier Uebergang nur auf Ursprungszeugnisse gestattet ist, werden die Abfertigungen für die Passage durch das Ausland den Ursprungszeugnissen beigefügt. §. 8. Wegen der Kontrole des Waarenverkehrs auf jenen Strecken des Rheins und Mains, wo nur ein Ufer zum Herzogthum, das andere aber zum k. preuss. oder grossh. hess. Gebiet gehört, wird auf die desfallsige Verordnung vom 4. d. Bezug genommen. Hinsichtlich der Behandlung solcher Gegenstände, welche unter Begleitschein-Controle aus dem einen Gebiete in das andere übergehen, behält es bei den von den Zollverwaltungs-Behörden bereits getroffenen Anordnungen sein Bewenden. §. 9. Die wegen der Erhebung des Transitzolles bestehenden gesetzlichen Vorschriften erleiden durch vorstehende Bestimmungen keine Aenderung. Die Herzogl. General-Steuer-Direction ist mit der weiteren Anordnung alles dessen, was zum Vollzug dieser Vorschriften nöthig ist, beauftragt. Wiesbaden den 3. Septemb. 1835. Herzogliches Staats-Ministerium.

Graf von Walderdorff. vdt. Stein.

50.

Ordonnance du Gouvernement du duché de Nassau pour régler le contrôle du transport et du trafic des marchandises sur le Rhin et sur le Mein, conformément à une convention conclue avec les Gouvernemens du royaume de Prusse et du Grand-duché de Hesse, en date du 3. Septembre 1835.

(Herzogl. Nassau'isches Verordnungsblatt. 1835. Nr. 11. v. 4. Septemb.)

In Folge der mit den k. preussischen und grossh. hessischen Regierungen getroffenen Verabredungen

1835 wegen zweckmässiger Kontrolirung und Beaufsichtigung des Waarenverkehrs auf jenen Strecken des Rheins und Mains, auf welchen das eine Ufer zum Herzogthum Nassau, das andere aber zum Königreich Preussen oder Grossherzogthum Hessen gehört, ist bis auf weitere Verfügung Folgendes angeordnet worden: §. 1. Der Waarenverkehr auf dem Rheine und Maine unterliegt auf der Strecke von Koblenz bis Mainz und von Mainz bis Höchst im Allgemeinen denselben Kontrolen, welche auf denjenigen Strecken dieser Flüsse in Anwendung kommen, wo beide Ufer zum Zollvereinsgebiet gehören. §. 2. Zufolge dieses Grundsatzes findet bei dem Transporte ausländischer (d. h. nicht nassauischer und nicht vereinsländischer) Waaren auf den fraglichen Strecken des Rheins und Mains Begleitung oder Begleitscheinkontrole in allen den Fällen Statt, in denen bisher schon die eine oder andere dieser Kontrolemassregeln nach Massgabe des Falls auf denjenigen Stromstrecken in Anwendung gekommen ist, deren beide Ufer dem bisherigen Zollvereine angehören. Auf dem Maine finden vorerst bloss Begleitungen Statt. §. 3. Die Begleitung erfolgt bei der Rheinbergfahrt von Koblenz bis Mainz durch k. preussische, bei der Rheinthalfahrt von Mainz bis Koblenz durch grossh. hessische, bei der Mainbergfahrt von Mainz bis Höchst durch grossh. hessische und bei der Mainthalfahrt von Höchst bis Kelsterbach durch herzogl. nassauische, und von da bis nach Mainz durch grossh. hessische Aufseher. Bei der Mainthalfahrt sind die Führer der Schiffe und sonstigen Fahrzeuge verbunden, an dem hierzu bestimmten Landungsplatze zu Höchst anzuhalten und die zu ihrer Begleitung bereiten Angestellten aufzunehmen. Es liegt ihnen ausserdem ob, sich gleich nach Ueberschreitung der diesseitigen Gränze an dem bei Griesheim aufgestellten Wachtschiffe zu melden und sich den Anordnungen zu unterwerfen, welche die darauf befindlichen Aufseher zur Verhütung der Einschwärzungen auf der Fahrt bis nach Höchst, ihrer Instruktion gemäss, treffen werden. Nur während der Tagesstunden ist erlaubt, mit beladenen Fahrzeugen auf dem Maine die diesseitige Gränze von dem Gebiete der freien Stadt Frankfurt aus zu überschreiten. Als Tagesstunden sollen in dieser Beziehung angesehen werden: in den Monaten

anuar, Februar, Oktober, November und Dezember 1835
lie Zeit von 7 Uhr Morgens bis 6 Uhr Abends; in
len Monaten März, April, August und September die
Zeit von 5 Uhr Morgens bis 8 Uhr Abends; sowie in
len Monaten Mai, Juni und Juli die Zeit von 4 Uhr
Morgens bis 10 Uhr Abends. §. 4. Der Verkehr, wel-
her auf den gedachten Stromstrecken zwischen Nassau
nd dem Vereine mit inländischen Erzeugnissen oder
nit verzollten (im freien Verkehre befindlichen) Gegen-
tänden Statt findet, unterliegt einer Kontrole mittelst
Transportscheinen, in welchen der Ort der Einladung
nd das Eingangsamt des andern Staates anzugeben
st. Bei Schiffsladungen, welche mit Manifesten ver-
ehen sind, und bei Waaren, welche nach der Mini-
terialbekanntmachung vom Heutigen mit Ursprungs-
eugnissen begleitet seyn müssen, vertreten diese
Manifeste und beziehungsweise Ursprungszeugnisse die
Stelle der Transportscheine. §. 5. Uebertretungen die-
er Anordnungen werden, wenn damit nicht ein eigent-
ches Zollvergehen verbunden ist, mit den durch die
Ministerialverordnung vom 6. März 1829 (Verordnungs-
latt Nr. 5. des Jahres 1829) eingeführten Ordnungs-
trafen von 30 Kreuzer bis zu 50 Gulden geahndet.
§. 6. Die H. Generalsteuerdirektion ist mit der Voll-
iehung obiger Vorschriften, soweit sie nicht die Un-
ersuchung und Bestrafung der Uebertretungen be-
reffen, beauftragt. Wiesbaden den 3. September 1835.
Herzogliches Staatsministerium.

Graf v. Walderdorff.

vdt. Stein.

51.

Document officiel sans signature et sans date remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie le 19. Septembre 1835, par ordre de Mehemed-Ali, Vice-Roi d'Egypte.

(Allgemeine Zeitung 1835. Ausserordentl. Beilage Nro. 445. v. 5. Novemb.)

(Traduction de l'arabe.)

Gewisse Journale *) haben gegen Mehemed Ali eine schwere Anklage erhoben. Sie haben behauptet, dass dieser Fürst der geheime Beförderer der Empörung Tafil Busi's in Albanien gewesen sey, wobei sie sich auf falsche, von Tafil Busi selbst im Interesse seiner Sache geschickt verbreitete Gerüchte stützten. Diese Behauptung der erwähnten Journale ist um so überraschender, als Mehemed Ali sich schon seit geraumer Zeit nur mit der Wohlfahrt des seiner Verwaltung anvertrauten Landes beschäftigt. Eine flüchtige Uebersicht dessen, was dieser Fürst nur allein seit einem Jahre im Interesse Aegyptens gethan hat, dürfte die beste Antwort auf die verläumderischen Beschuldigungen seyn, die man gegen ihn erhebt. Jedermann weiss, dass Se. Hoheit ein einziges grosses Werk unwandelbar im Auge hat, nemlich das, die Fortschritte des Landbaues zu begünstigen und das Glück des Volkes ohne Unterschied zu vermehren. Zu diesem Zweck versammelt er alljährlich um seine Person die Chefs der verschiedenen Verwaltungen und besonders jene der Provinzdistricte, welche aus den achtungswerthesten Familien der verschiedenen Lokalitäten gewählt werden. Diese Versammlung hatte für das laufende Jahr 1251, während der ersten Tage des Monats Rebiul-ewel (Junius 1835) in den Umgebungen von Schubrá, dem

*) Il parait que c'est un article inséré au *Moniteur Ottoman* de Constantinople qui a occasionné la présente déclaration de la part du Souverain actuel de l'Egypte, de l'Arabie, de la Candie et de la Syrie.

Note de l'Editeur du Recueil.

Lustschlosse des Vicekönigs, statt. Zelte waren zu 1835
diesem Behuf aufgeschlagen worden, und die Versammlung bestand aus den Gouverneurs, den Mitgliedern des Staatsraths, den Inspectoren und den übrigen öffentlichen Beamten. Alle Chefs der Provinzen und der Districte fanden sich dabei ein, um Bericht über die unter ihrer Leitung angelegten Strassen und Kanäle, über die zu Ermunterung des Ackerbaues und für einen ausgedehntern Wohlstand der Landesbewohner angeordneten Strassen, und über den Eifer abzustatten, mit welchem sie sich die Erhebung der Abgaben angelegen seyn liessen. Der grösste Theil von ihnen hat für seine Thätigkeit für das öffentliche Wohl Belohnungen verdient, die ihnen sogleich zugewiesen wurden. So wurden auch alle jene Ländereien, welche wegen des unzulänglichen Austretens des Nils im Jahr 1249 (1833) nicht hinreichend bewässert wurden, auf ein Jahr steuerfrei erklärt. Eine ähnliche Gunst wurde jenen Ländereien, in deren Bereich jetzt Strassen und Kanäle angelegt werden, und endlich auch jenen zugestanden, welche wegen des zu langen Stehenbleibens des Wassers auf ihnen nicht zur gehörigen Zeit bestellt werden konnten, oder auf denen die Ernte der grossen Dürre wegen, nur mittelmässig ausfiel. Ebenso wurde die Pünktlichkeit berücksichtigt, mit welcher fast alle Dörfer die Abgaben des verflossenen Jahres bezahlten. 70,000 Beutel wurden von der Schuld gestrichen, mit welcher sich die am wenigsten Begüterten noch im Rückstande befanden. Rechnet man hiezu einen Steuernachlass von 180,000 Beuteln für die zuerst erwähnten Ländereien, und einen weitern von 150,000 Beuteln für die übrigen, so wird man finden, dass die verschiedenen Summen, auf welche die Regierung verzichtete, sich auf wenigstens 300,000 Beutel belaufen. Diese wohlthätigen Verfügungen des Vicekönigs haben die Herzen mit der lebhaftesten Freude erfüllt, und jedes Mitglied der Versammlung verpflichtet sich, unter den Ausdrücken der innigsten Erkenntlichkeit, seine Bemühungen für die grössere Verbreitung des Landbaues zu verdoppeln. Solche Erfolge verdienen allerdings hervorgehoben zu werden, und dennoch wagte man, gerade da als der Fürst im Vereine mit seinen Beamten der Zukunft Aegyptens neuen Wohlstand versprach, Mehemed Ali in der öffentlichen Mei-

1835 nung zu ächten, indem man ihn beschuldigte, durch geheime Besoldung niedriger Aufrührer einen Angriff auf die Sicherheit des Staats gewagt zu haben. Man hätte wenigstens aus den angeführten Vorgängen erkennen sollen, dass Mehemed Ali zu Erreichung seiner landwirthschaftlichen Absichten der Ruhe und Ordnung bedurfte, und dass mithin eben seine Liebe zu Ruhe und Ordnung allein schon eine hinreichende Bürgschaft seiner Abneigung gegen Männer ist, wie Tafil Busi, und solche, die ihn unterstützen. Muss man sich nicht wundern, dass es Schriftsteller gibt, welche stets bereit sind, ohne allen plausibeln Grund die nachtheiligsten Urtheile über diesen Fürsten in die Welt zu schicken? Geschah dies vielleicht, weil Tafil Busi in mehreren an Mehemed Ali gerichteten Schreiben in griechischer Sprache Unterstützung verlangte? Dies ist zwar richtig; hat aber Se. Hoheit nicht jede solche Forderung mit Unwillen von sich gewiesen? Noch mehr, sobald der Fürst erfuhr, dass dieser Empörer Willens sey, einen Vertrauten nach Candia zu senden, fertigte er an Mustapha Pascha, den Gouverneur dieser Insel, den bestimmten Befehl ab, weder den in Rede stehenden Mann, noch irgend einen Andern zu empfangen, der nur den Namen des rebellischen Häuptlings vorbringen würde. Der Fürst beeilte sich ferner den in Alexandria anwesenden Generalkonsuln der befreundeten Mächte die Briefe Tafils vorzulegen, wobei er dessen Benehmen in den entschiedensten Ausdrücken verwarf. Zugleich gab er alle nur möglichen Bürgschaften, um zu beweisen, dass er diesem beklagenswerthen Ereigniss gänzlich fremd sey. Dennoch muss der Fürst mit tiefem Schmerz gewahr werden, dass diejenigen, welche das Gerücht von seiner Schuldbarkeit zuerst in Umlauf brachten, auch dann keinen Widerruf leisteten, als sie sich von der Grundlosigkeit ihrer Beschuldigung überzeugen konnten. Der Fürst glaubt seiner Ehre im Angesicht der Welt die Erklärung schuldig zu seyn, dass er nie den geringsten Theil an diesem Aufruhr hatte, und dass er sich im Voraus darein ergiebt, all die Schmach zu erdulden, die auf ihn zurückfallen würde, wenn man entdecken sollte, dass er durch Handlungen oder auch nur Wünsche dabei betheiligt war. Nach einer solchen Erklärung muss man mindestens bekennen, dass es die grösste

Ungerechtigkeit und Unredlichkeit seyn würde, ferner 1835
darauf zu beharren, auf Rechnung eines Fürsten, dessen Benehmen und Charakter über jeden Vorwurf erhaben sind, eine so offenbare Verläumdung, wie die vorliegende, gelten zu lassen.

52.

Déclaration du Ministère des Finances du Grandduché de Bade concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres états allemands réunis à un système commun de douanes. En date du 28. Septembre 1835.

(Grossherzogl. Badisches Staats- und Regierungsblatt 1835 v. 29. Sept. Nro. 43.)

Mit höchster Genehmigung Sr. k. Hoh. des Grossherzogs und im Einverständniss mit den übrigen Staaten des Zollvereins wird andurch verordnet: Art. 1. Nachstehende, von dem gänzlich freien Verkehr zur Zeit noch ausgeschlossene Waaren sind vom 14. Oktober d. J. an von jeder Zollabgabe bei der Einfuhr aus den Vereinsstaaten in das Grossherzogthum und bei der Einfuhr aus dem Grossherzogthum in die Vereinsstaaten ebenfalls befreit: Tarifsatz 2. b. Baumwollengarn: 1) weisses ungezwirntes und Watten; 2) doublirtes, gezwirntes Garn (Zwirn, Strickgarn), ingleichen alles gefärbte Garn. Tarifsatz 20. Kurze Waaren, Quincaillerien etc. Tarifsatz 25. f. Weine, ältere als 1834r Gewächs. Tarifsatz 30. Seide und Seidewaaren: b. seidene Zeuge und Strumpfwaaren, Tücher (Shawls), Bänder, Blonden, Spitzen, Petinet, Flor (Gaze), Posamentier-, Knopfmacher-, Sticker- und Putzwaaren, Gespinnst- und Tressenwaaren aus Metallfäden und Seide, ausser Verbindung mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Messing und Stahl, Gold- und Silberstoffe; endlich obige Waaren aus Floretseide (bourre de soie), oder Seide und Floretseide. c. alle obigen Waaren, in welchen ausser Seide und Floretseide auch andere Spinnmaterialien, Wolle oder andere

1835 Thierhaare, Baumwolle, Leinen (einzeln oder verbunden) enthalten sind. Art. 2. Der Eingang dieser Waaren aus den Vereinsstaaten in das Grossherzogthum und aus dem Grossherzogthum in die Vereinsstaaten ist nur dann gestattet, wenn durch obrigkeitlich beglaubigte Ursprungs-Zeugnisse von Fabrikanten oder Producenten nachgewiesen wird, dass sie bezüglich in einem Vereinsstaate oder dem Grossherzogthum erzeugt worden sind. Art. 3. Was wegen der Ursprungszeugnisse für wollene und baumwollene Waaren, so wie der 1834r Weine bereits verordnet worden ist, findet auch auf die Art. 1. erwähnten Gegenstände Anwendung. Die grossherzogl. Zolldirektion ist mit dem Vollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

53.

Convention entre le Grandduché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen pour l'agrégation de plusieurs districts de cette Principauté au système de Douanes du Grandduché de Bade. En date du 12. *Octobre* 1835.

Ratifiée à Carlsruhe le 22. Octobre 1835.

(Publication officielle dans le Grandduché de Bade du 11. Décembre 1835.)

Art. 1. Das Gebiet und die Ortschaften des Fürstlichen Oberamtes Wald, sodann die Orte Bittelschiess und Ettisweiler des Fürstlichen Oberamtes Sigmaringen, welche zusammen von dem Verbande des deutschen Zollvereins bisher ausgeschlossen waren — daher mit Ausnahme der Amt Waldischen Orte Beuren und Berenthal sammt dorthin gehörigen Höfen — werden mit ihrer Bevölkerung in die Grossherzoglich Badische Zollvereinsverwaltung aufgenommen.

Es sollen hiernach die Zollordnung, der Zolltarif, das Zollkartel und alle anderen allgemeinen Bestimmungen, welche das Grossherzogthum Baden als Mit-

glied des deutschen Zollvereins bereits angenommen 1835
hat oder künftig noch annehmen wird, auch als verbindlich für die obgedachten Landestheile des Fürstenthums Hohenzollern-Sigmaringen angesehen und von der Fürstlichen Regierung zur Nachachtung verkündet werden.

Zum Behufe dieser Verkündung wird die Grossherzoglich Badische Regierung der Fürstlichen Regierung die nöthige Anzahl Exemplare der betreffenden Badischen Verordnungen jedesmal zeitig übermachen.

Art. 2. Vor Annahme neuer gesetzlicher Bestimmungen in dem Zollverein wird mit der Fürstlichen Regierung zeitige Rücksprache gepflogen, auf deren Wünsche und Bemerkungen möglichste Rücksicht genommen und der Grossherzoglich Badische Bevollmächtigte in Zollsachen auch im Interesse der Fürstlichen Regierung bezüglich der obengedachten Fürstlichen Landestheile instruirt werden.

Art. 3. Die Zollstrafgesetzgebung bleibt die bisher im Fürstenthume überhaupt eingeführte, in so lange nicht das beabsichtigte allgemeine Zollstrafgesetz für den ganzen Verein oder das Grossherzoglich Badische Zollstrafgesetz auf dem Wege der Gesetzgebung durch die Fürstliche Regierung eingeführt werden kann.

Art. 4. Alle Straf- und streitigen Zollsachen, welche im Grossherzogthume Baden nicht durch die Zollverwaltung, sondern durch die Gerichts-, beziehungsweise Administrativbehörden erledigt werden, sollen im Fürstenthume Sigmaringen von den zuständigen Fürstlichen Behörden mit Anwendung der nach Art. 1. verkündeten Gesetze und Verordnungen, jedoch unter Beibehaltung der bisherigen Fürstlichen Zollstrafgesetze (Art. 3.), verhandelt und entschieden werden.

Die von den Fürstlichen Landesbehörden erkannten Geldstrafen und Konfiskationen fallen nach Abzug des Zollbetrags und der gesetzlichen Anbringgebühr dem Fürstlichen Fiskus anheim.

Die Strafrekurse gehen im ordnungsmässigen Wege an die oberen Fürstlichen Landesbehörden, Nachlass-, und Gnadengesuche aber an den Landesfürsten.

Grossherzogliche Zollbedienstete, die in den angeschlossenen Fürstlichen Landestheilen in oder ausser Dienstgeschäften kürzere oder längere Zeit verweilen,

1835 stehen für Handlungen, welche den Dienst nicht berühren, unter den Justiz- und Polizeigesetzen des Fürstenthums gleich andern Privatpersonen.

Art. 5. Die Fürstlich Hohenzollerschen Unterthanen haben an allen Vortheilen und Begünstigungen Theil zu nehmen, welche für die Grossherzoglichen Unterthanen aus den Vereinsverhältnissen fliessen.

Art. 6. In Betreff der Ausgleichungsabgaben von denjenigen Erzeugnissen, bei welchen eine Verschiedenheit der Besteuerung zwischen dem Grossherzogthume und dem Fürstenthume besteht, wird ohne Rücksicht auf die angeschlossenen Fürstlichen Landestheile nach Maassgabe der gegenwärtigen Verhältnisse im Allgemeinen festgesetzt, dass vom Bier, welches an der Landesgrenze gegen das Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen in das Grossherzogthum Baden eingeführt wird, dann — wenn es nicht erweislich ausserhalb dem Fürstenthume erzeugt wurde — eine Ausgleichungsabgabe für die Badische Ohm von 1 fl. 18 kr. bezogen werden soll.

Dagegen unterliegt das vom Grossherzogthume in das Fürstenthum eingeführte und dort zum Ausschank gebrachte Bier den hierfür bestehenden Fürstlichen Abgaben.

Andere Ausgleichungsabgaben finden auf keiner Seite statt, so lange die gegenwärtige Besteuerung keine Abänderung erleidet.

Tritt eine solche Abänderung ein, so soll in den hierzu geeigneten Fällen eine neue Regulirung der Ausgleichungsabgaben verabredet werden.

Art. 7. Die Fürstliche Regierung verpflichtet sich in den der Zollvereinsverwaltung des Grossherzogthums angeschlossenen Fürstlichen Landestheilen wenigstens gleich hohe Salzpreise, als im Grossherzogthum Baden bestehen, einzuhalten.

Art. 8. Hinsichtlich des Salztransportes, welcher von der Königlich Würtembergischen Saline Rotenmünster an die Fürstliche Factorie zu Wald durch das Grossherzogthum Baden geht, und für die obgedachten Landestheile bestimmt ist, wird von Grossherzoglicher Seite keinerlei Beschränkung oder Belästigung stattfinden, auch jede Maassregel, welche die Grossherzogliche Regierung zu ihrer eigenen Sicherheit anzuordnen für gut findet, nicht auf Kosten der

Salztransportanten vollzogen werden, wogegen die Fürstliche Regierung diesen Salztransport stets genau kontroliren und bereit seyn wird, alle Ausweise hierüber der Grossherzoglichen Regierung auf deren Verlangen freundnachbarlich mitzutheilen. 1835

Art. 9. Die obgedachten Fürstlichen Landestheile (Art. 1.) werden demjenigen Grossherzoglichen Haupt-Zollamte zugewiesen, welches demselben zunächst gelegen ist. Die Fürstlichen Landestheile werden übrigens nur in soweit in den Grenz-, beziehungsweise Gewerbskontrolbezirk eingerechnet, als dies mit benachbarten, von der Bodenseegrenze gleich weit entfernten Grossherzoglich Badischen Orten auch der Fall ist.

Art. 10. Die Grossherzogliche Regierung wird beim Zollwesen einige Fürstliche Unterthanen verwenden, insofern sie dergleichen hierzu befähigt findet.

Art. 11. Da die Grossherzogliche Regierung nach dem Vertrage mit den Zollvereinsstaaten vom 12. Mai 1835 im Verhältniss der Bevölkerung des Grossherzogthums einschliesslich der obgedachten Fürstlichen Landestheile zu der Bevölkerung des Gesammtvereins ihren Antheil an dem Reinertrag der Vereinszollabgaben erhalten wird, so sichert sie der Fürstlichen Regierung die vollständige Ausbezahlung derjenigen Summe zu, welche nach diesem Maassstabe der Bevölkerung auf die gedachten Fürstlichen Landestheile kommen wird.

Dieser Betrag wird ohne Abzug und Kosten an die Fürstlichen Kassen zu Sigmaringen in vierteljährigen Raten und zwar für die ersten drei Quartale nach dem Durchschnittsertrage jedes vorangegangenen Jahres, vorbehaltlich der Schlussabrechnung auf das vierte und letzte Quartal, entrichtet werden.

Der Fürstlichen Regierung werden hierbei die Abrechnungen mit dem Gesammtverein auszüglich mitgetheilt werden, so wie ihr auch die Einsichtsnahme der Originalabrechnungen durch Kommissarien überlassen bleibt.

Die Bevölkerung der betreffenden Fürstlichen Landestheile hat die Fürstliche Regierung jeweils ganz nach denselben Bestimmungen aufnehmen zu lassen und nachzuweisen, die in dieser Beziehung unter den Vereinsstaaten verabredet sind.

Art. 12. Die Wiedereinführung eines Weggeldes

1835 mit Beobachtung des Art. 13 des Vertrags vom 12. Mai 1835 zwischen dem Grossherzogthum und den Zollvereinsstaaten bleibt der Fürstlichen Regierung überlassen. Sollte jedoch für Rechnung der Vereinszollklassen ein Weggeldsurrogat bestimmt werden, so tritt hierfür ein besonderer Ersatz an die Fürstliche Kasse auf gleiche Weise ein, wie Art. 11. für die Zollerträgnisse festgesetzt ist.

Art. 13. Die durch die angeschlossenen Fürstlichen Landestheile ziehenden Strassen sollen hinsichtlich der Durchfuhrabgabe ebenso behandelt werden, wie in gleichem Falle die benachbarten Badischen Strassen.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem Tage in volle Wirkung, an welchem das Grossherzogthum Baden in die Revenüentheilung eintritt.

Er dauert vorerst bis 1. Januar 1842 und es soll sechs Monate vor Ablauf des Termins wegen einer Vertragsverlängerung oder anderer Maassnehmungen neuerlich verhandelt werden.

Art. 15. Während des gegenwärtigen transitorischen Zustandes und bis das Grossherzogthum Baden in die Revenüentheilung eintritt, werden die obgedachten Fürstlichen Landestheile sogleich nach erfolgten höchsten Ratificationen des gegenwärtigen Vertrags, dem Grossherzoglich Badischen Inlande gleich geachtet werden.

Art. 16. Anstände über die Anwendung des Vertrags werden in Ermangelung gütlicher Ausgleichung durch Kompromiss entschieden werden.

54.

Ordonnance de Mehemed Ali, Vice-Roi de l'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. En date du 3. Novembre 1835.

(Hamburger Korrespondent 1836. Nro. 7.)

(Traduction.)

Die ägyptische Regierung hat stets die Europäer, welche Civilisation und Kunstfleiss im Lande zu be-

fördern suchen, mit grosser Bereitwilligkeit aufgenom- 1835
men. Unglücklicherweise aber folgen denselben immer viele Abenteurer, die des gastfreundlichen Schutzes ganz unwürdig sind und nicht selten zu Cairo und Alexandria Anlass zu ernstlichen Unruhen gegeben haben. Beleidigungen der Autoritäten, schamlosen Schleichhandel, Zank und Schlägereien — das alles haben sich solche Menschen erlaubt. Ein solcher Zustand der Dinge kann nicht geduldet werden. Es ist Sr. Hoheit, Mehemed Ali's entschiedener Wille, dass die Ruhe erhalten und das friedliebende Volk unterm Schutz der Gesetze gegen alle Versuche, die Ordnung zu stören, gesichert werde. Er hat darum für nöthig erachtet, zu verfügen, wie folgt: 1) Vom 15. Jan. 1836 an hat sich ein Jeder, der nach Aegypten kommt, sich da niederzulassen, gleich beim Eintreffen über seine Subsistenzmittel auszuweisen; auch muss er eine Caution von bekannten Einwohnern beibringen, die seine gute Aufführung verbürgt. 2) Alle bereits in Aegypten lebende Europäer haben ebenwohl diese Bedingung ihres Aufenthaltes zu erfüllen. Jeder Schiffskapitain, der Passagiere nach Aegypten mit bringt, die sich nicht ausweisen können und keine Bürgschaft beizubringen vermögen, sollen gehalten seyn, dieselben auf seine Gefahr und Kosten nach Europa zurückzuschaffen.

Alexandria, den 3. Nov. 1835.

Boghos Jussuf.

55.

Déclaration du peuple de Texas réuni en Assemblée générale, publiée en langue française, anglaise et espagnole, à San Felipe, le 3. Novembre 1835.

(National, 18. Janvier 1836.)

Le général Antonio Lopez de Santa-Anna et d'autres généraux, ayant renversé par la force des armes les institutions libérales de Mexico, et dissous le contrat social qui existait entre le Texas et les ministres de la confédération mexicaine, le brave peuple de Texas,

1835 se prévalant de ses droits naturels, déclare solennellement.

"1o. Qu'il a pris les armes pour la défense de ses droits et de ses libertés menacées par les empiètemens des despotes militaires, et au mépris du principe républicain de la constitution libérale de 1825;

"2o. Que le Texas n'est plus lié, ni moralement ni civilement, par le contrat d'union; que néanmoins, cédant à la générosite qui caractérise un peuple libre, il offre son secours et son assistance aux membres de la confédération mexicaine qui voudront prendre les armes contre le despotisme militaire;

"3o. Qu'il ne reconnait point que les autorités actuelles de la république nominale du Mexique aient le droit de gouverner dans les limites du Texas;

"4o. Qu'il ne cessera de faire la guerre à ces autorités aussi long-temps que leurs troupes seront sur le territoire du Texas;

"5o. Qu'il considère comme son droit pendant que le système fédéral est reconnu et que le despotisme est établi, de se retirer de l'union et de créer un gouvernement indépendant ou d'adopter les mesures qu'il jugera les plus utiles pour la protection de ses droits et de ses libertés; mais qu'il restera fidèle au gouvernement mexicain aussi long-temps que la nation sera gouvernée par la constitution et les lois établies pour le gouvernement de l'association politique;

"6o. Que l'état de Texas est responsable de ses armées actuellement en campagne;

"7o. Que la bonne foi de l'état de Texas est engagée au paiement de toutes dettes qui seraient contractées par ses agens;

"8o. Que l'état récompensera par des concessions de terre tous ceux qui serviront comme volontaires dans la lutte actuelle, et leur accordera le droit de cité;

"Nous certifions solennellement ces déclarations devant le monde et invoquons Dieu à temoin de leur sincérité et vérité, appelant le malheur et la ruine sur nos têtes si nous nous rendons coupables de perfidie." (Suivent les signatures des deputés des différens districts du Texas.) *)

---

*) Le *Morning-Chronicle* de Londres ajoute au document ci-dessus les reflexions suivantes:

"Avant la destruction de la constitution fédérale du Mexique

56.

Convention entre le Royaume de Würtemberg et le Grandduché de Bade, concernant l'administration des douanes dans les Enclaves respectives. Conclûe et ratifiée au mois de Novembre 1835.

(Königl. Würtembergisches Regierungsblatt 1835. von 3. December S. 459.)

Art. 1. Die unterm 26. April 1831 im Königlich Würtembergischen Regierungsblatt Seite 196 und unterm

---

et l'établissement d'un gouvernement central à Mexico, l'état du Texas, en grande partie peuplé d'émigrés des Etats-Unis et de différentes parties de l'Europe, par conséquent d'une race tout-à-fait distincte du peuple mexicain, supportait impatiemment les restrictions apportées au commerce extérieur et les réglemens arbitraires imposés par le congrès fédéral. Ces mesures ne rencontraient l'obéissance qu'autant qu'elles étaient soutenues par la force militaire. Cette contrée n'a qu'une population peu nombreuse, et le gouvernement mexicain, en occupant les ports de mer, y maintenait un semblant d'autorité, tandis que les établissemens de l'intérieur des terres, à l'aide d'une frontière non limitée et de l'affluence des colons du Nord, dans l'intérêt de la culture de leur sol, peut-être le plus fertile du monde, savaient se soustraire aux lois de douane du gouvernement mexicain, et regardaient comme une injustice qu'on voulût gêner leur commerce d'importation et d'exportation avec la Louisiane.

„L'insurrection actuelle n'est donc que la conséquence d'un mouvement qui a commencé à l'arrivée des colons américains dans le Texas, et elle a des motifs plus profonds que ceux avoués dans la déclaration d'indépendance que nous venons de citer. Les Texiens prennent aujourd'hui pour prétexte la résistance à la destruction de la constitution fédérale entreprise par le général Santa Anna; et il n'y a pas de raison pour que Tamanlipas ou toute autre province disposée à résister à la centralisation, ne prenne le même parti, puisque d'après la constitution de 1824 chacun des états de la fédération mexicaine est déclaré libre, souverain et indépendant, et ne cède une portion de ses attributions de sonverainеté que pour le maintien d'une république fédérative.

„Aussi cette déclaration est-elle habilement combinée pour obtenir l'intérêt, sinon le secours réel des états situés entre Texas et Mexico, et pour affaiblir et détourner les forces

1835 27. Mai 1831 im Grossherzoglich Badischen Regierungsblatt Seite 57 verkündete Uebereinkunft, nach welcher die Grossherzoglich Badischen Orte Schluchtern und Ruchsen, so wie die Grossherzoglich Badischen Antheile der Kondominate Widdern und Edelfingen dem Königlich Würtembergischen, und die Königlich Würtembergischen Orte Hohentwiel sammt Bruderhof und Herschberg dem Grossherzoglich Badischen Zollverbande einverleibt worden sind, tritt mit dem Zeitpunkte ausser Wirksamkeit, von welchem an das Grossherzogthum Baden an den Vereinrevenüen Antheil nimmt.

Die betreffenden Orte und Kondominatstheile werden von da an nach den Zollgesetzen des Staates, dem sie angehören, behandelt und in die Zollverwaltung desselben aufgenommen.

Art. 2. Da jedoch beide Staaten gleiche Zolleinrichtung haben und es zweckmässig ist, die Anstalten, die hiernach, namentlich der Binnenkontrole wegen, in den betreffenden Enklaven und Kondominatstheilen etwa errichtet werden, durch dieselben Beamten beaufsichtigen zu lassen, welchen die Aufsicht in den umliegenden Orten anvertraut ist, so soll diese Aufsicht in Schluchtern und Rüchsen und in den Grossherzoglich Badischen Antheilen von Edelfingen und Widdern durch das nächstgelegene Königlich Würtembergische, in Hohentwiel, Herschberg und Bruderhof hingegen durch das nächstgelegene Grossherzoglich Badische Haupt-Zollamt geführt werden.

Art. 3. In gleicher Weise soll es mit der Aufsicht auf dergleichen Zollstellen in den übrigen Königlich Würtembergischen Enklaven im Grossherzogthum und mit der Aufsicht auf solche Zollstellen in den übrigen Grossherzoglich Badischen Enklaven im Königreich Würtemberg gehalten werden.

---

du gouvernement central. Mais il n'est pas douteux que le but du peuple de Texas ne soit de se séparer de la nation mexicaine et d'établir un gouvernement indépendant. Le territoire est assez étendu pour constituer un état plus vaste que certains royaumes d'Europe: il est difficile de décider aujourd'hui s'il atteindra ce but, s'il sera reconquis par les Mexicains, ou enfin absorbé dans la grande union du Nord. Quoi qu'il en soit, la solution de ce problème est d'un haut intérêt, puisqu'il s'agit d'une lutte entre les races et les institutions d'origine anglaise et espagnole dans le nouveau-monde."

Art. 4. Die Königlich Würtembergische und Grossherzoglich Badische Zolldirection werden sich darüber verständigen, welchem Hauptzollamte jede der betreffenden Enclaven und Kondominate zu untergeben sei.

Die Erinnerungen, welche die hiernach zur Aufsichtsführung beauftragten Haupt-Zollämter in Hinsicht der betreffenden Orte zu machen haben, sind dem nächstgelegenen Haupt-Zollamte des Staates, dem die Orte angehören, mitzutheilen.

Art. 5. Die Aufsicht geschieht gegenseitig kostenfrei.

Art. 6. Sollten in den betreffenden Enclaven und Kondominatstheilen — ihren Verkehrsverhältnissen nach — eigene Kontrolstellen nicht errichtet werden können, und sollte ferner die Zutheilung der Orte zu einer solchen Kontrolstelle in einem andern Orte des Staates, dem sie angehören, nicht zulässig seyn, so sollen sie einer Kontrolstelle des Staates, von dessen Gebiete sie umschlossen sind, zugewiesen werden, und es sollen sich die beiden Zolldirektionen deshalb verständigen.

Art. 7. Die oben angeführte Uebereinkunft von 1831 bleibt, was die Besatzung der in Art. 1. gegenwärtiger Verabredung genannten Orte betrifft, aufrecht erhalten.

57.

Convention entre le Grandduché de Bade et celui de Hesse pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les Enclaves respectives. Conclue et ratifiée au mois de Novembre 1835.

(Publication officielle à Carlsruhe du 10. Décembre 1835.)

Uebereinkunft.

I. In Betreff des gemeinschaftlichen Ortes Kürnbach.

1) Jede der beiden Regierungen bringt ihren Antheil an der Bevölkerung zu Kürnbach bei der Theilung der gemeinschaftlichen Revenüen des Gesammtvereins in Rechnung.

1835 2) Beide Regierungen lassen ihre Zollordnungen, in soweit es noch nicht geschehen, in Kürnbach als Gesetz publiciren.

3) Die Grossherzoglich Badische Regierung übernimmt für die Dauer des Zollvereinsvertrags die Zollverwaltung zu Kürnbach nach Maassgabe der in Kürnbach publicirten Zollgesetzgebung der beiden Staaten durch die von ihr bestellten Behörden und Beamten, ohne dafür der Grossherzoglich Hessischen Regierung einen Kostenaufwand in Anrechnung zu bringen.

II. In Betreff der beiderseitigen Enklaven.

1) Jede der beiden Regierungen bringt die Bevölkerung ihrer Enklaven bei der Theilung der gemeinschaftlichen Revenüen des Gesammtvereins in Rechnung.

2) Die im Badischen Amte Neckarbischofsheim enklavirten Hessischen Gemarkungen werden in Absicht auf die Waarenkontrole im Binnenland einer der nächstgelegenen Grossherzoglich Badischen Kontrolstellen, die Badischen Enklaven aber der nächsten Grossherzoglich Hessischen Kontrolstelle zugetheilt, mit der Wirkung, dass diese Kontrolstellen in den dem andern Staate zugehörigen Enklaven dieselben Befugnisse üben, welche ihnen im eigenen Lande zustehen, und sie auch in dieser Beziehung lediglich den Oberbeamten und den oberen Behörden des Staates, dem sie angehören, untergeordnet sind.

3) In sofern jedoch von Bestrafung von Kontraventionen die Rede ist, welche in diesen Enklaven begangen worden sind, oder Zweifel über die Anwendbarkeit gesetzlicher oder reglementärer Vorschriften auf Bewohner der Enklaven entstehen, wird das Hauptzollamt, welchem die Waarenkontrolstelle untergeben ist, dem betreffenden Hauptzollamt des Staates, zu welchem die Enklave gehört, Nachricht geben, um das weiter Erforderliche zu veranlassen.

4) Für die Ausübung der Waarenkontrole in den Enklaven und für die Beaufsichtigung der dafür bestellten Beamten findet gegenseitig keine Aufrechnung von Kosten statt.

58.

Ordonnance déclarant l'accession du Grandduché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grandduché de Hesse pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. En date du 26. Novembre 1835.

(Grossherzogl. Badisches Regierungsbl. 1835. Novemb. Vergl. auch Bekanntmachung im Königl. Würtembergischen Regierungsbl. v. 10. Decemb. 1835. S. 471 und Bekanntmachung des Grossherzogl. Hessischen Finanz-Ministeriums v. 23. Decemb. 1835).

Leopold, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Nachdem Wir auf den Grund des Art. 15. des Zollvereinigungsvertrags vom 12. Mai 1835 der zwischen Preussen einerseits und Baiern und Würtemberg andererseits getroffenen Vereinbarung,

wonach diese Staaten auf dem Rhein und seinen Nebenflüssen sich gegenseitig den vollen Erlass der Schifffahrtsabgaben (mit Vorbehalt der Rekognitionsgebühr) für alle im steuerlichfreien Verkehr befindlichen Gegenstände mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse zugestanden haben;

und der weitern Verabredung,

wonach das Grossherzogthum Hessen — den genannten drei Staaten gegenüber — für alle Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse Befreiung von seinem Antheil an den Rheinzöllen auf der Station Mainz (mit Vorbehalt der Rekognitionsgebühr) zugestanden und dagegen auf den Erlass von den Wasserzöllen der genannten andern Vereinsstaaten auf dem Rhein und seinen Nebenflüssen — gleich diesen Staaten selbst — Anspruch hat;

mit den vollen Sätzen Unserer Rheinzölle auf der

1835 Strecke von der Grossherzoglich Hessischen Grenze bis Neuburg (vorbehaltlich der Rekognitionsgebühr) und mit zwei Drittel der Sätze Unserer Neckarzölle, sowohl für die Berg-, als für die Thalfahrt, mit der Wirkung beigetreten sind, dass

a) von Seiten des Grossherzogthums für Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse, welche aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen mit Berührung der Stationen verführt werden, auf welchen die Erhebung Unserer Zölle für die gedachte Strecke des Rheins oder Unserer Neckarzölle stattfindet, der gänzliche, beziehungsweise theilweise Erlass der Zölle eintritt,

dagegen aber auch

b) für Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutschen Erzeugnisse, welche aus den Häfen des Grossherzogthums, mit Berührung der Flussstrecken der genannten andern Vereinsstaaten verführt werden, ganz dieselben Begünstigungen in den Schifffahrtsabgaben zur Anwendung kommen, welche diese Gegenstände nach der obenangeführten Verabredung bei ihrer Verführung aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen geniessen;

so verordnen Wir zur Erfüllung dieser Uebereinkunft Nachstehendes:

Art. 1. Alle Gegenstände des freien Verkehrs mit Ausnahme der notorisch ausserdeutsch. Erzeugnisse sind,

wenn sie aus Häfen des Grossherzogthums, aus Preussischen, Baierischen, Würtembergischen und Grossherzoglich Hessischen Häfen auf dem Rhein mit Berührung der Oktroiämter Mannheim oder Neuburg verführt werden, — an der ersterwähnten Station zu Berg und zu Thal, an der letzterwähnten Station aber nur zu Thal, von dem Antheil des Grossherzogthums an den Rheinzöllen, welche auf diesen Aemtern erhoben werden, mit Ausnahme der Rekognitionsgebühr, — und

wenn sie auf dem Neckar mit Berührung Unserer Neckar-Zollämter verführt werden, von zwei Drittel des Neckarzolls, welcher an diesen Aemtern zu bezahlen ist, mit Ausnahme der Rekognitionsgebühr befreit.

Art. 2. Diese Befreiung und beziehungsweise Ermässigung der Rhein- und Neckarzölle beginnt mit dem 1. Januar k. J. 1835

Unser Finanz-Ministerium ist mit dem Vollzug dieser Unserer Verordnung beauftragt.

Gegeben Karlsruhe in Unserem Staats-Ministerium, den 26. November 1835.

LEOPOLD.
v. BOECKH.

59.

Ordonnance du Roi de Würtemberg concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le royaume de Würtemberg, en date du 30. Novembre 1835.

(Regierungsblatt für das Königr. Würtemberg. Vom 15. Decemb. 1835. Nro. 49.)

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg. Die auf den Grund des von Uns im Jahr 1825 mit der Schweiz abgeschlossenen zehnjährigen Handelsvertrags, von Seite des deutschen Zollvereins für schweizerische Erzeugnisse zugestandenen Eingangs-Erleichterungen, gehen mit dem Ablauf dieses Vertrags auf den 31. Dez. 1835 zu Ende, ohne dass bis jetzt ein neuer Vertrag mit der Eidgenossenschaft zu Stande gebracht wurde. Gleichwohl haben Wir, im Hinblick auf die mit derselben bestehenden freundnachbarlichen Verhältnisse, nach getroffener Vereinbarung mit sämmtlichen zollvereinten Staaten und in besonderem Einverständnisse mit den beiden Nachbarstaaten Bayern und Baden, beschlossen, der Schweiz, vorbehältlich weiterer Verabredungen, fernere Zollbegünstigungen, jedoch in der Voraussetzung zu gewähren, dass dieselbe in ihrem eidg. und Kantonal-Zollwesen keine für unser Königreich und die übrigen Vereinsstaaten nachtheilige Veränderungen eintreten lassen, und zur Verhütung des gemeinschaftlichen Schwärzens an der Grenze

1835 freundnachbarlich Hand zu bieten geneigt seyn werde; und verordnen daher wie folgt: §. 1. Vom 1. Jan. 1836 an werden der Schweiz in ihrem Verkehr mit den Vereinsstaaten folgende Zollbegünstigungen eingeräumt: a) die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr folgender rohen Erzeugnisse: Getraide, Holz, rohe Färbkräuter, Honig, Wurzeln, gedörrtes Obst und ungebleichtes Wachs; b) die Einfuhr des schweizerischen weissen Bodenseeweins (worunter die weissen Weine der Grenzkantone Aargau, Zürich, Schaffhausen, St. Gallen und Thurgau, verstanden werden), in Fässern eingeführt gegen einen Eingangszoll von 50 kr. per Centner; c) die Einfuhr von Schweizerkäsen gegen die Hälfte des allgemeinen tarifmässigen Zolls; d) die Einfuhr von Uhrenbestandtheilen (Uhrenfedern, Uhrrädern etc.), ebenfalls gegen die Hälfte der tarifmässigen Sätze (Vereinszolltarif Art. 6, d. 3 und Art. 19, e); e) die zollfreie Einfuhr von gemeinen Töpferwaaren; f) die zollfreie Einfuhr von seidenen, wollenen und baumwollenen Stoffen und andern Gegenständen, welche zur Verarbeitung oder zur Veredlung mit der Bestimmung eingeführt werden, sie im veredelten Zustande wieder auszuführen; der Leinwand, welche auf schweizerische Bleichen gebracht und gebleicht zurückgeführt wird; des Viehes, welches auf inländische Weiden gebracht wird und nach der Weidezeit zurückgeht, jedoch unter den grundsätzlichen Zollkontrolen; ferner die im Tarif bereits zugestandene Zollermässigung für das in einzelnen Stücken auf Bedarf-Zeugnisse eingehende Schweizervieh und für schweizerische ungesalzene Butter. §. 2. Hinsichtlich der Förmlichkeiten, von deren Beobachtungen die obigen Erleichterungen abhängen, hat es bei den seitherigen Vorschriften sein Verbleiben. §. 3. Die Verfügung vom 4. Jan. 1834 (Reg. Bl. S. 41), in Betreff des erleichterten Verkehrs mit der Schweiz, wird vom 31. Dec. 1835 ab ausser Wirkung gesetzt. Unsere Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und der Finanzen sind mit dem Vollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Stuttgart, den 30. Nov. 1835.

WILHELM.

(Folgen die Unterschriften der betreffenden Minister.)

reits befindlichen Gegenstände auch frei und unbe- 1835
schwert in das andere eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maasgabe der Art. 6 und 7;

b) der im Innern der contrahirenden Staaten gegenwärtig mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maasgabe des Art. 8, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher diselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es in jedem der kontrahirenden Staaten bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 7. In Betreff des Salzes treten Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau der zwischen den contrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredung in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaasregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

1835 Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen sollen, jedoch mit Modifikationen, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden theilnehmenden Landes oder aus localen Interessen sich als nothwendig ergeben, so wird dieses auch für das Herzogthum Nassau Anwendung finden. Bei dem Zolltarif namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grösseren Verkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Länder als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen seyn, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken. Desgleichen soll auch die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in dem Herzogthume Nassau, unter Berücksichtigung der in demselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss mit der in allen Ländern des Gesammt-Vereins bestehenden Zoll-Verwaltung und Organisation gebracht werden.

Art. 3. Veränderungen in der Zoll-Gesetzgebung mit Einschluss des Zolltarifs und der Zollordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen, können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 4. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den contrahirenden Vereinsstaaten und dem Herzogthume Nassau Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beides in den folgenden Artikeln bestimmt ist.

Art. 5. Von diesem Zeitpunkte an hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen des bisherigen Zollvereins und des Herzogthums Nassau auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes be-

reits befindlichen Gegenstände auch frei und unbe- 1835
schwert in das andere eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staatsmonopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maasgabe der Art. 6 und 7;

b) der im Innern der contrahirenden Staaten gegenwärtig mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maasgabe des Art. 8, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher diselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es in jedem der kontrahirenden Staaten bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 7. In Betreff des Salzes treten Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau der zwischen den contrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredung in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaasregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

1835 Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorhergängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Maassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Wenn zwischen den Salzpreisen des Herzogthums Nassau und eines an dasselbe grenzenden Vereinsstaates eine solche Verschiedenheit bestände, dass daraus für einen oder den anderen dieser Staaten eine Gefahr der Salz-Einschwärzung hervorgienge; so werden die hierbei betheiligten Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 8. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, bei welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern eine Verschiedenheit der Gesetzgebung selbst unter den einzelnen contrahirenden Vereinsstaaten noch Statt findet (Art. 5. litt. b), wird auch von Sr. Herzoglichen Durchlaucht dem Herzog von Nassau als wünschenswerth anerkannt, hierin ebenfalls eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze hergestellt zu sehen, und es wird daher auch Ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit gerichtet seyn. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, können zur Vermeidung der Nachtheile, welche für die Producenten des eigenen Staates im Verhältnisse zu den Producenten in anderen Vereinsstaaten aus der ungleichen Besteuerung erwachsen würden,

Ergänzungs- und Ausgleichungs-Abgaben von folgen- 1835
len Gegenständen erhoben werden:

a) im Königreiche Preussen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

b) im Königreiche Baiern (zur Zeit mit Ausschluss des Rheinkreises) von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

c) im Königreiche Sachsen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

d) im Königreiche Würtemberg von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

e) im Grossherzogthume Baden von Bier;

f) im Kurfürstenthume Hessen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

g) im Grossherzogthume Hessen von Bier;

h) in den zu dem thüringischen Vereine gehörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein.

Im Herzogthume Nassau werden, da weder die Production des Weines und Tabaks, noch die Fabrikation von Bier und Branntwein daselbst mit besonderen Steuern belastet ist, keine Ausgleichungs-Abgaben erhoben. Für den Fall jedoch, dass die herzogliche Regierung es künftig angemessen finden sollte, jene Erzeugnisse sämmtlich oder zum Theil bei sich mit einer Productions- oder Fabrikations-Steuer zu belegen, bleibt derselben auch das Recht zur Erhebung von Ausgleichungs-Abgaben unter denselben Umständen vorbehalten, unter welchen die anderen Vereinsstaaten solches gegen einander ausüben.

Es soll bei der Bestimmung und Erhebung der gedachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen verfahren werden:

1) Die Ausgleichungs-Abgaben werden nach dem Abstande der gesetzlichen Steuer im Lande der Bestimmung von der denselben Gegenstand betreffenden Steuer im Lande der Herkunft bemessen, und fallen daher im Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande gänzlich weg, wo eine gleich hohe oder eine höhere Steuer auf dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von inländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten eintreten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungs-

1835 Abgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher (1) aufgestellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderung eine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn würde, muss, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch genommen wird, eine Verhandlung darüber zwischen den betheiligten Staaten, und eine vollständige Nachweisung der Zulässigkeit nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages vorausgehen.

Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich bestehenden Sätze der Steuern von inländischem Traubenmost und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, sowie die gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von inländischem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschlag) sollen jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bilden, was in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuern eingeführt hat, oder künftig etwa einführen sollte, an Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei deren Eingange aus einem Lande, in welchem keine Steuer auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben werden darf, wenn auch die betreffende Steuer des Staates, welcher die Ausgleichungs-Abgabe bezieht, diesen höchsten Satz übersteigen sollte.

4) Rückvergütungen der inländischen Staatssteuern sollen bei der Ueberfuhr der besteuerten Gegenstände in ein anderes Vereinsland nicht gewährt werden, in sofern nicht wegen besonderer örtlicher Verhältnisse die betheiligten Nachbarstaaten sich wegen Ausnahmen von diesem Grundsatze vereinigt haben.

5) Auf andere Erzeugnisse, als Bier und Malz, Branntwein, Tabaksblätter, Traubenmost und Wein soll unter keinen Umständen eine Ausgleichungs-Abgabe gelegt werden.

6) In allen Staaten, in welchen von Tabak, Traubenmost und Wein eine Ausgleichungs-Abgabe erhoben wird, soll von diesen Erzeugnissen in keinem Falle eine weitere Abgabe weder für Rechnung des Staates, noch für Rechnung der Communen, beibehalten oder eingeführt werden.

7) Der Ausgleichungs-Abgabe sind solche Gegenstände nicht unterworfen, von welchen auf die in der Zollordnung vorgeschriebene Weise dargethan ist, dass sie als ausländisches Ein- und Durchgangsgut die sollamtliche Behandlung bei einer Er[illegible]behörde des

Vereins bereits bestanden haben, oder derselben noch 1835
unterliegen, und eben so wenig diejenigen im Umfange des Vereins erzeugten Gegenstände, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden.

8) Die Ausgleichungs-Abgabe kommt den Kassen desjenigen Staates zu Gute, wohin die Versendung erfolgt. In sofern sie nicht schon im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erhoben worden, wird die Erhebung im Gebiete des letzteren erfolgen.

9) Es sollen in jedem der contrahirenden Staaten solche Einrichtungen getroffen werden, vermöge welcher die Ausgleichungs-Abgabe in dem Vereinslande, aus welchem die Versendung erfolgt, am Orte der Versendung oder bei der gelegensten Zoll- oder Steuerbehörde entrichtet, oder ihre Entrichtung durch Anmeldung sicher gestellt werden kann.

10) So lange, bis diese Einrichtungen durch besondere Uebereinkunft festgesetzt seyn werden, bleibt der Verkehr mit Gegenständen, welche einer Ausgleichungs-Abgabe unterliegen, in der Art beschränkt, dass dieselben, ohne Unterschied der transportirten Quantitäten, in das Gebiet des abgabeberechtigten Staates nur unter Innehaltung besonders zu bestimmender Strassen und auf den schiffbaren Strömen eingeführt und an den dort einzurichtenden Anmelde- und Hebestellen angemeldet und rep. versteuert werden müssen.

Art. 9. Hinsichtlich der Verbrauchs-Abgaben, welche im Bereiche der Vereinsländer von anderen, als den im Art. 8. bezeichneten Gegenständen, oder auch von diesen Gegenständen in solchen Ländern, in welchen darauf keine Ausgleichungs-Abgabe liegt, erhoben werden, wird im Verhältnisse der contrahirenden Vereinsstaaten zu dem Herzogthume Nassau, eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung Statt finden, dergestalt, dass das Erzeugniss eines andern Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als das inländische.

Dieselbe Gleichmässigkeit findet auch bei den Zuschlags-Abgaben und Octrois Statt, welche für Rechnung einzelner Gemeinden erhoben werden, so

1835 weit dergleichen Abgaben nicht überhaupt nach der Bestimmung des Art. 8, Nr. 6. unzulässig sind.

Art. 10. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staates oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Commune, geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf allen unchaussirten Land- und Heerstrassen nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das dermalen in Preussen nach dem allgemeinen Tarife vom Jahre 1828 bestehende Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen und hinführo in keinem der contrahirenden Staaten überschritten werden.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss, aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 11. Seine Herzogliche Hoheit der Herzog von Nassau wollen Ihrerseits auch mitwirken, dass in allen Ländern der contrahirenden Regierungen ein gleiches Münz-, Maass- und Gewichtssystem in Anwendung komme, und an den hierüber einzuleitenden Unterhandlungen Theil nehmen.

Höchstdieselben treten der zwischen den Vereinsgliedern bereits bestehenden Uebereinkunft bei, wonach der grossherzoglich hessische Zentner, welcher dem herzoglich nassauischen Zentner gleich ist, als Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht angenommen worden ist. Die Declaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird im Herzogthume Nassau im landesgesetzlichen Maasse so lange erfolgen, bis man über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls übereingekommen seyn wird.

Die herzoglich nassauische Regierung wird zur Erleichterung der Versendung von Waaren und zur schnelleren Abfertigung dieser Sendungen an den Zollstätten, die Reductionen der Maasse und Gewichte,

welche in den Tarifen der anderen contrahirenden Staaten angenommen sind, zum Gebrauche sowohl der herzoglich nassauischen Zollämter, als des handeltreibenden Publicums, amtlich bekannt machen lassen. 1835

So lange, bis die contrahirenden Staaten über ein gemeinschaftliches Münzsystem übereingekommen seyn werden, soll die Bezahlung der Zoll-Abgaben, wie in den anderen Vereinsstaaten, so auch im Herzogthum Nassau nach dem Münzfusse geschehen, nach welchem die Entrichtung der übrigen Landes-Abgaben daselbst Statt findet.

Es sollen aber schon jetzt die Gold- und Silbermünzen der sämmtlichen contrahirenden Staaten, mit Ausnahme der Scheidemünze, bei allen Hebestellen des Gesammt-Vereins, und von allen Zahlungspflichtigen ohne Unterschied, angenommen und zu diesem Behufe die Valvations-Tabellen, über welche zwischen den bisherigen Vereinsgliedern bereits die erforderliche Einigung Statt gefunden hat, im Herzogthume Nassau, wie umgekehrt die hiernach zu berechnende Valvation der herzoglich nassauischen Münzen in den anderen Vereinsstaaten, öffentlich bekannt gemacht werden.

Art. 12. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-Gebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Recognitions-Gebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Congresses oder besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, in sofern nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den vorerwähnten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Congress-Acte, noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der contrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

1835 Art. 13. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich bestehender Einrichtungen erhoben und in der Regel nicht, keinenfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen contrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Controle Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 14. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau wollen auch Ihrerseits gemeinschaftlich mit den contrahirenden Vereinsstaaten dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit gefördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der contrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in den Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und 1835
Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten eben so, wie die eigenen Unterthanen, behandelt werden.

Art. 15. Die preussischen Seehäfen sollen dem Handel der herzoglich nassauischen Unterthanen, wie dem der übrigen Vereinsstaaten, gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den königlich preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen, auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Consuln eines oder der anderen der contrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 16. Seine Herzogliche Durchlaucht der Herzog von Nassau treten hierdurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudationen unter dem 11. Mai 1833 abgeschlossenen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit letzterem in Ihren Landen publiciren lassen. Nicht minder werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 17. Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der contrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in den königlich preussischen Staaten, den Königreichen Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume Hessen, dem Grossherzogthume Hessen, dem thüringischen Zoll- und Handelsvereine und dem Herzogthume Nassau, mit Einschluss der den Zollsystemen der contrahirenden Staaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und bleiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen ein-

1835 zelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staatsregierungen vorbehalten.

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der im Art. 8. vorbehaltenen Ausgleichungs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Confiscate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staatsregierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 18. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben wird nach Abzug

1) der Kosten, wovon weiter unten im Art. 26. die Rede ist;

2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;

3) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen

zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammt-Vereine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung dem Zollverbande beigetreten sind, oder noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt und die Nachweisung derselben von den obengedachten Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 19. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welchen solche

Vergünstigungen zu bewilligen sind, werden näherer 1835
Verabredung vorbehalten.

Art. 20. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da, wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne allerseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 21. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltungen der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen accreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an Communen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 22. Das Begnadigungs- und Strafverwandlungs-Recht bleibt jedem der contrahirenden Vereinsstaaten in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

1835 Art. 23. Die Ernennung der Beamten und Diener bei den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt der herzoglich nassauischen Regierung, wie sämmtlichen Gliedern des Gesammt-Vereins, innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. 24. Nicht minder wird auch im Herzogthume Nassau die Leitung des Dienstes der Lokal-Zollbehörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, einer Zoll-Direction übertragen, welche dem herzoglichen Ministerium untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direction und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt der herzoglichen Regierung überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, in soweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, durch eine gemeinschaftlich zu verabredende Instruction bezeichnet werden.

Art. 25. Die von den Zoll-Erhebungsbehörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartals-Extracte und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahrs und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von der herzoglich nassauischen eben so, wie von den betreffenden Zoll-Directionen der contrahirenden Vereinsstaaten, nach vorangegangener Prüfung, in Haupt-Uebersichten zusammen getragen, und diese sodann an das in Berlin bestehende Central-Büreau eingesendet. Dieses Büreau fertigt auf den Grund jener Vorlagen die provisorischen Abrechnungen zwischen den vereinigten Staaten von drei zu drei Monaten, sendet dieselben den Central-Finanzstellen der letzteren und bereitet die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Wenn aus den Quartal-Abrechnungen hervorgeht, dass die wirkliche Einnahme eines Vereinsgliedes um mehr als einen Monatsbetrag gegen den ihm verhältnissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständigen Revenüen-Antheil zurückgeblieben ist; so muss alsbald das Erforderliche zur Ausgleichung dieses Ausfalles durch Herauszahlung von Seiten d-- o'r derjenigen

Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefun- 1835
den hat, eingeleitet werden.

Art. 26. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten sollen auch im Verhältniss des Herzogthums Nassau zu den contrahirenden Vereinsstaaten folgende Grundsätze in Anwendung kommen:

1) Man wird keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter, Hall-Aemter und Packhöfe und der Zoll-Directionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die dem letzteren zu bewilligenden Pensionen oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2) Hinsichtlich desjenigen Theiles des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zollerhebungs- und Aufsichts- oder Control-Behörden und Zoll-Schutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche jeder der contrahirenden Staaten von der jährlich aufkommenden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-Einnahme an Zollgefällen in Abzug bringen kann.

3) Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die Perception privativer Abgaben mit der Zollerhebung verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbedürfnissen der Zollbeamten nur derjenige Theil in Anrechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften überhaupt entspricht.

4) Man wird sich mit der herzoglich nassauischen Regierung über allgemeine Normen vereinigen, um die Besoldungs-Verhältnisse der Beamten bei den Zoll-Erhebungs- und Aufsichtsbehörden auch in Beziehung auf das Herzogthum Nassau in möglichste Uebereinstimmung zu bringen.

Art. 27. Die contrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, den Haupt-Zollämtern auf den Grenzen anderer Vereinsstaaten Controleure beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und

1835 der Nebenämter in Beziehung auf das Abfertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 28. Der herzoglich nassauischen Regierung steht das Recht zu, an die Zoll-Directionen der contrahirenden Vereinsstaaten, wie umgekehrt den letzteren an die herzoglich nassauische Zoll-Direction, Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden Verwaltungsgeschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen.

Das Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird, übereinstimmend mit demjenigen, welches für die Abgeordneten bei den Zoll-Directionen der anderen Vereinsglieder bereits besteht, durch eine besondere Instruction näher bestimmt werden, als deren Grundlage die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet seyn muss, eintretende Anstände und Meinungs-Verschiedenheiten auf eine dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Staaten entprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und in sofern zu diesem Behufe die zeitweise oder dauernde Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Ver-

hältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereit- 1835
willig zu gewähren.

Art. 29. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zweck gemeinsamer Berathung eine Zusammenkunft der von den Vereinsstaaten abzuordnenden Bevollmächtigten Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Conferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Conferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 30. Vor die Versammlung dieser Conferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung und Tarife in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungstellen geführten Correspondenz erledigt worden sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den Grund der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Bureau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) Die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zoll-Tarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der contrahirenden Staaten in Antrag gebracht worden, überhaupt über die zweckmässige Entwickelung und Ausbildung des gemeinsamen Handels- und Zoll-Systems.

Art. 31. Treten im Laufe des Jahres ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Conferenz-Bevollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein, wel-

1835 che unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die contrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 32. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied des Gesammt-Vereins, welches sie absendet. Das Kanzlei-Dienstpersonal und das Lokal wird unentgeltlich von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zusammentritt der Conferenz Statt findet.

Art. 33. Die herzoglich nassauische Regierung verpflichtet sich zu denjenigen Maassregeln, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammtvereins durch die Einführung und Anhäufung geringer verzollter Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 34. Für den Fall, dass andere deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die hohen Contrahenten bereit, soweit es unter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Interessen der Vereinsmitglieder möglich erscheint, diesem Wunsche durch desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. 35. Auch werden sie sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 36. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 37. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages, welcher mit dem 1sten Januar 1836 in Ausführung gebracht werden soll, wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftliche Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Ab-

sicht des Art. 19 der deutschen Bundes-Acte in Ueber- 1835
einstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zollvereins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Maassregeln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln in sämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffenden Bestimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage bestehenden Vereins-Tarifs demgemäss modificirt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen contrahirenden Höfe vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden soll mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 10. December 1835.

gez. ALVENSLEBEN. (L. S.) v. WILKENS. (L. S.) Freih. SCHAEFFER-BERNSTEIN. (L. S.)
MAGDEBURG. (L. S.) ALBR. FR. EICHHORN. (L. S.)
HEINR. TH. LUDW. SCHWEDES. (L. S.) HEINR. LUDW. BIERSACK. (L. S.)

61.

Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Bade, de concert avec la la Bavière et le Wurtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse. En date du 10. *Décembre* 1835.

(Publication du Ministère des Finances à Carlsruhe. Des ordonnances conformes ont été publiées en Bavière et en Wurtemberg, en date du 18. et du 30. Novembre 1835.)

Leopold, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Nach Ansicht des Separatartikels 16. zum Zollvereinigungsvertrag vom 12. Mai d. J.;

in Erwägung, dass die bisher der Schweiz eingeräumten Zollbegünstigungen vom 1. Januar 1836 an aufhören, in soweit sie nicht erneuert werden;

in weiterer Erwägung, dass bis zu diesem Zeit-

1835 punkte das Zustandekommen eines Zoll- und Handelsvertrags mit der Eidgenossenschaft nicht zu erwarten steht, und für diesen Fall die provisorische Einführung bestimmter Zollbegünstigungen für die Schweiz vereinbart worden ist;

endlich in der Voraussetzung, dass die Schweiz in ihrem eidgenössischen und Kantonal-Zollwesen keine für die Vereinsstaaten nachtheilige Veränderung eintreten lassen, und zur Verhütung des gemeinschädlichen Schwärzens an der Grenze freundnachbarlich Hand zu bieten geneigt seyn werde:

haben Wir im Einverständniss mit den Kronen Baiern und Würtemberg beschlossen und verordnen hiermit, wie folgt:

Art. 1. Der Schweiz werden in ihrem Verkehr mit den Vereinstaaten vom 1. Januar 1836 an folgende Zollbegünstigungen eingeräumt:

a) die zollfreie Einfuhr und Ausfuhr folgender roher Erzeugnisse: Getreide, Holz, rohe Farbekräuter, Honig, Wurzeln gedörrtes Obst und ungebleichtes Wachs;

b) die Einfuhr des Schweizerischen weissen Bodensee-Weines (worunter die weissen Weine der Grenzkantone Aargau, Zürich, Schaffhausen, St. Gallen und Thurgau verstanden werden) in Fässern, gegen einen Eingangszoll von 50 kr. vom Centner;

c) die Einfuhr von Schweizer-Käsen gegen die Hälfte des allgemeinen tarifmässigen Zolls;

d) die Einfuhr von Uhrenbestandtheilen (Uhrenfedern, Uhrrädern etc.) ebenfalls gegen die Hälfte der tarifmässigen Sätze (Vereinszolltarif Art. 6. d. 3. und Art. 19. c.);

e) die zollfreie Einfuhr von gemeinen Töpferwaaren;

f) die zollfreie Einfuhr von seidenen, wollenen und baumwollenen Stoffen und anderen Gegenständen, welche zur Verarbeitung oder zur Veredlung mit der Bestimmung eingeführt werden, sie im veredelten Zustande wieder auszuführen;

der Leinwand, welche auf Schweizerische Bleichen gebracht und gebleicht zurückgeführt wird;

des Viehes, welches auf inländische Weiden gebracht wird und nach der Weidezeit zurückgeht, jedoch unter den grundsätzlichen Zollkontrolen;

ferner die im Tarif bereits zugestandene Zoller-

mässigung für das in einzelnen Stücken auf Bedarf- 1835
zeugnisse eingehende Schweizervieh und für Schweizerische ungesalzene Butter.

Art. 2. Alle frühere Verordnungen über die Ein-, Aus- und Durchgangszölle an der Schweizergrenze, insbesondere die Verordnung vom 26. Mai d. J. Reg. Bl. Nr. 23 sind aufgehoben.

Art. 3. Unser Finanz-Ministerium ist mit dem Vollzug gegenwärtiger Verordnung beauftragt.

Gegeben Karlsruhe in Unserem Staatsministerium den 10. December 1835.

LEOPOLD.

62.

Nouvelle loi de succession pour l'Empire de Brésil, en date du 12. Décembre 1835.

(Correio official de Rio Janeiro.)

(Traduction publiée par le Ledger. Lond. 1836. February.)

The General Legislative Assembly has decreed and His Majesty has given His Sanction to the following law:

Art. 1. Donna Maria II, Queen of Portugal, has lost the right of succession to the crown of the Empire of Brazil.

Art. 2. Senhora Donna Januaria, legitimate daughter of Don Pedro I, shall be recognised as Imperial Princess, according to the continuation, and of the law of 26. Aug. 1826 as successor to the throne, after His Majesty Don Pedro II and his legitimate descendants.

1835

63.

Ordonnance du gouvernement du duché de Nassau concernant les relations de commerce et de douanes entre ce duché et les états allemands réunis à un système commun de douanes, en date du 18. *Décembre* 1835.

(Herzogl. Nassauisches Verordnungsbl. 1835. Nro. 14.)

Nachdem die Verhandlungen über den Beitritt des Herzogthums zum Zollvereine zum Abschlusse gediehen sind, so wird höchster Entschliessung zufolge einstweilen Folgendes verordnet: Vom 1. Jan. 1836 an ist in dem Herzogthum von Gegenständen, welche aus den Zollvereinsstaaten herstammen oder in deren freiem Verkehre befindlich sind, kein Zoll, — dagegen ist solcher von allen zollbaren Artikeln, welche aus dem Auslande kommen, nach den vollen Sätzen des unter dem 11. August d. J. publizirten Tarifs zu erheben.

Von demselben Zeitpunkte an tritt freier Waarenübergang aus dem Herzogthume in die übrigen Zollvereinslande ein, indem von da an auch die nach dem Eingange der Verordnung vom 3. September d. J. bis hierher noch ausgeschlossen gewesenen Gegenstände gegenseitig frei übergehen. Ausgenommen von dem freien Verkehre bleiben nur 1) Salz und Spielkarten, und 2) die mit Ausgleichungsabgaben belegten Gegenstände, nämlich: a) Traubenmost und Wein bei dem Uebergange nach Preussen, Sachsen, Kurhessen und dem Gebiete des Thüringischen Vereins; b) Branntwein bei dem Uebergange in die sub a genannten Vereinslande, so wie nach Baiern (mit Ausschluss des Rheinkreises) und nach Würtemberg; c) Bier bei dem Uebergange in die sub a und b genannten Vereinslande, so wie nach Baden und dem Grossherzogthum Hessen, und geschrotetes Malz bei dem Uebergange nach Baiern (mit Ausschluss des Rheinkreises) und nach Würtemberg. Diese Gegenstände (a b c) unterliegen bei dem Uebergange in die vorbezeichneten Vereinsstaaten den in der Verordnung

vom 3. September d. J. näher angegebenen Ausgleichungsabgaben und kommt vom 1. Januar 1836 an noch hinzu d) Tabak (Blätter und Fabrikate), von welchem bei dem Uebergange nach Preussen, Sachsen, Kurhessen und dem Gebiete des Thüringischen Vereins $\frac{2}{3}$ Rthlr. für den Centner zu entrichten sind. 1835

Die der Ausgleichungsabgabe unterliegenden Gegenstände (a. b. c. d.) dürfen vorbehaltlich der hierüber weiter zu gewärtigenden Bekanntmachung nur auf denjenigen Strassen nach Preussen und Kurhessen übergehen, an welchen sich Hauptzollämter oder Nebenzollämter erster Klasse befinden, bei denen die Anmeldung und Versteuerung erfolgen muss. Der Uebergang von Bier, Branntwein, Obstwein und Wein in das Grossherzogthum Hessen ist vorerst und bis das Weitere regulirt seyn wird, nur über die Grenzorte Bingen, Freiweinheim, Budenheim, Mainz, Kastel, Kostheim, Rüsselsheim, Kelsterbach, Rödelheim, Obereschbach, Oberrossbach, Bischoffen und Simmersbach, sodann mit Berührung des zwischenliegenden Auslandes über Vilbel und Offenbach gestattet, (woselbst vom Bier die Ausgleichungsabgabe zu entrichten ist; Branntwein, Obstwein und Wein aber wegen der in dem genannten Grossherzogthum darauf liegenden innern Steuer anzumelden sind. Endlich ist in Absicht derjenigen Waaren, welche nach den Zollordnungen in den Vereinsstaaten auch beim Transporte im Innern einer Kontrole unterliegen und wohin folgende Artikel gehören: 1) baumwollene Stuhlwaaren und baumwollene mit Seide oder Wolle gemischte Zeuge, 2) Zucker aller Art, 3) Kaffee, 4) Tabaksfabrikate, 5) Wein und 6) Branntwein aller Art, wenn solche aus dem Herzogthume in die königl. preussischen, kurfürstlich und grossherzoglich hessischen Lande übergeführt werden; vorerst und bis das Weitere durch die zu erlassende Zollordnung bestimmt seyn wird, zu beobachten, dass dergleichen Transporte, wenn sie in einem jener Artikel und zwar zu 1 und 4 (baumwollene Stuhlwaaren etc. und Tabak) mehr als einen halben Centner, bei 2 und 3 (Zucker und Kaffee) mehr als einen viertel Centner, und bei 5 und 6 (Wein und Branntwein) mehr als eine halbe Ohm betragen, mit einem Frachtbriefe versehen seyn müssen, welcher enthalten muss: a. die Vor- und Zunahmen des Waarenführers

1835 und Waarenempfängers; b. die Menge der Waaren (von den unter 1 bis 4 genannten nach Centnern und Pfunden, von Wein und Branntwein nach Ohmen und Maassen) in Buchstaben; c. die Gattung der Waaren; d. die Anzahl der Kolli und deren Zeichen und Nummern; e. den Bestimmungsort und den Ablieferungstermin, den letztern mit Buchstaben; und f. den Vor- und Zunamen des Versenders, den Versendungsort und den Tag und das Jahr der Absendung.

Dieser Frachtbrief muss, vor dem Abgange der Waaren, dem resp. Stadt- oder Oberschultheissen, oder der Amtsrecepturstelle zum Visiren, unter Beidrückung des Dienstsiegels, vorgelegt werden. Die ebengedachten Behörden haben diess Visa in den Fällen zu verweigern, wo ihnen, über den inländischen oder vereinsländischen Ursprung der zu versendenden Waaren oder über deren geleistete Verzollung eine Auskunft nicht gegeben werden kann. Diese Frachtbriefe sind sodann beim Eintritt in das angränzende Vereinsgebiet der betreffenden Zollstelle vorzuzeigen und ist, zur Vermeidung von Nachtheilen, nach der von letzterer zu ertheilenden Anweisung damit zu verfahren.

Herzogl. General-Steuerdirektion ist mit den weiteren Anordnungen zur Vollziehung dieser Verordnung beauftragt.

Wiesbaden, den 18. Dezember 1835.

Herzoglich Nassau'isches Staats-Ministerium.

Graf von Walderdorff.

vdt. Stein.

64.

Ordonnance publiée dans le Grandduché de Hesse concernant l'agrégation de Steinbach et de Niederursel à la ligue de Douanes du grandduché. En date du 22. Décembre 1835.

(Hessen-Darmstädtisches Regierungsbl. Decmb. 1835.)

In Folge der Vereinbarungen, welche mit der Herzogl. Nassauischen Regierung über den Beitritt

derselben zum Zollverbande getroffen worden sind, 1835
werden die vom Zollverbande seither noch ausgeschlossenen Theile des Kreises Friedberg, nämlich der vom Herzogl. Nassauischen Gebiete umgebene Ort Steinbach und der diesseitige Antheil von Niederursel, nebst beiderseitigen Zubehörungen, v. 1. Jan. 1836 an, nunmehr ebenfalls in den Zollverband vollständig aufgenommen.

Dagegen werden, vom nämlichen Zeitpunkte an, für die erwähnten Ortschaften ausser Kraft und Wirksamkeit gesetzt: die Vorschriften der §§. 179-183. der Zollverordnung vom 23. Juni 1828, und die Bestimmungen im zweiten und dritten Absatz des §. 4. des Finanzgesetzes vom 29. Oktober 1830, welche die Erhebung einer Verbrauchsteuer von Kaffee, Zucker, fabricirtem Tabak und ausländischem Branntwein für die ausser der Zolllinie liegenden Landestheile anordnen und vorbehalten.

65.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de l'état de la Géorgie. Signé le 29. Décembre 1835.

(Ratifiée à Washington par le président des Etats-unis, le 23. Mai 1836.)

(Acts of the first session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 39-55.)

Articles of a treaty concluded at New Echota in the State of Georgia on the 29th day of Decb. 1835 by General William Carrol and John F. Schermerhorn commissioners on the part of the United States and the Chiefs Head Men and People of the Cherokee tribe of Indians.

Whereas the Cherokees are anxious to make some arrangements with the Government of the United States whereby the difficulties they have experienced by a residence within the settled parts of the United States

1835 under the jurisdiction and laws of the State Governments may be terminated and adjusted; and with a view to reuniting their people in one body and securing a permanent home for themselves and their posterity in the country selected by their forefathers without the territorial limits of the state sovereignities and where they can establish and enjoy a government of their choice and perpetuate such a state of society as may be most consonant with their views, habits and condition; and as may tend to their individual comfort and their advancement in civilization.

And whereas a delegation of the Cherokee nation composed of Messrs. John Ross, Richard Taylor, Danl. Mc Coy, Samuel Gunter and William Rogers with full power and authority to conclude a treaty with the United States did on the 28th day of February 1835 stipulate and agree with the Government of the United States to submit to the Senate to fix the amount which should be allowed the Cherokees for their claims and for a cession of their lands east of the Mississippi river and did agree to abide by the award of the Senate of the United States themselves and to recommend the same to their people for their final determination.

And whereas on such submission the Senate advised "that a sum not exceeding five millions of dollars be paid to the Cherokee Indians for all their lands and possessions east of the Mississippi river."

And whereas this delegation after said award of the Senate had been made, were called upon to submit propositions as to its disposition to be arranged in a treaty, which they refused to do, but insisted that the same "should be referred to their nation and there in general council to deliberate and determine on the subject in order to ensure harmony and good feeling among themselves."

And whereas a certain other delegation composed of John Ridge, Elias Boudinot, Archilla Smith, S. W. Bell, John West, Wm. A. Davis and Ezekiel West, who represented that portion of the nation in favor of emigration to the Cherokee country west of the Mississippi entered into propositions for a treaty with John F. Schermerhorn commissioner on the part of the United States which were to be submitted to their nation for their final action and determination.

And whereas the Cherokee people, at their last 1835
October council at Red Clay, fully authorized and empowered a delegation or committee of twenty persons of their nation to enter into and conclude a treaty with the United States commissioner then present, at that place or elsewhere and as the people had good reason to believe that a treaty would then and there be made or at a subsequent council at New Echota which the commissioners it was well known and understood, were authorized and instructed to convene for said purpose, and since the said delegation have gone on to Washington city, with a view to close negotiations there, as stated by them notwithstanding they where officially informed by the United States commissioner that they would not be received by the President of the United States; and that the Government would transact no business of this nature with them, and that if a treaty was made it must be done here in the nation, where the delegation of Washington last winter urged that it should be done for the purpose of promoting peace and harmony among the people; and since these facts have also been corroborated to us by a communication recently received by the commissioner from the Government of the United States and read and explained to the people in open council and therefore believing said delegation can effect nothing and since our difficulties are daily increasing and our situation is rendered more and more precarious uncertain and insecure in consequence of the legislation of the States and seeing no effectual way of relief, but in accepting the liberal overtures of the United States.

And whereas Genl. William Carroll and John F. Schermerhorn were appointed commissioners on the part of the United States, with full power and authority to conclude a treaty with the Cherokees east and west directed by the President to convene the people of the nation in general council at New Echota and to submit said propositions to them with power and authority to vary the same so as to meet the views of the Cherokees in reference to its details.

And whereas the said commissioners did appoint and notify a general council of the nation to convene at New Echota on the 21st day of December 1835, and informed them that the commissioners would be

1835 prepared to make a treaty with the Cherokee people who should assemble there and those who did not come they should conclude gave their assent and sanction to whatever should be transacted at this council and the people having met in council according to said notice.

Therefore the following articles of a treaty are agreed upon and concluded between William Carroll and John F. Schermerhorn commissionners on the part of the United States and the chiefs and headmen and people of the Cherokee nation in general council assembled this 29th day of Decr. 1835.

Art. 1. The Cherokee nation hereby cede, relinquish and convey to the United States all the lands owned, claimed or possessed by them east of the Mississippi river, and hereby release all their claims upon the United States for spoliation of every kind for and in consideration of the sum of five millions of dollars to be expended, paid and invested in the manner stipulated and agreed upon in the following articles. But as a question has arisen between the commissioners and the Cherokees whether the Senate in their resolution by which they advised "that a sum not exceeding five millions of dollars be paid to the Cherokee Indians for all their lands and possessions east of the Mississippi river" have included and made any allowance or consideration and decision and if no allowance was made for spoliations that then an additional sum of three hundred thousand dollars be allowed for the same.

Art. 2. Whereas by the treaty of May 6th 1828 and the supplementary treaty thereto of Febr. 14th 1833 with the Cherokees west of the Mississippi the United States guarantied and secured to be conveyed by patent, to the Cherokee nation of Indians the following tract of country "Beginning at a point on the old western territorial line of Arkansas territory being twenty-five miles north from the point, where the territorial line crosses Arkansas river, thence running from said north point on the said territorial line, where the said territorial line crosses Verdigris river; thence down said Verdigris river to the Arkansas river; thence down said Arkansas river to a point where a stone is placed opposite the east or lower bank of Grand river at its junction with the Arkansas; thence running south

orty-four degrees west one mile; thence in a straight 1835
ine to a point four miles northerly, from the mouth
f the north fork of the Canadian; thence along the
aid four mile line to the Canadian; thence down the
Canadian to the Arkansas; thence down the Arkansas
o that point on the Arkansas where the eastern Choc-
aw boundary strikes said river and running thence
ith the western line of Arkansas Territory as now
lefined, to the southwest corner of Missouri; thence
long the western Missouri line to the land assigned
he Senecas; thence on the south line of the Senecas
o Grand river; thence up said Grand river as far as
he south line of the Osage reservation, extended if
ecessary; thence up and between said south Osage
ne extended west if necessary, and a line drawn due
est from the point of beginning to a certain distance
est, at which a line running north and south from
aid Osage line to said due west line will make seven
illions of acres of land boundaries. In addition to
he seven millions of acres of land thus provided for
nd bounded, the United States further guaranty to
he Cherokee nation a perpetual outlet west, and a
ee and unmolested use of all the country west of the
estern boundary of said seven millions of acres, as
ar west as the sovereignity of the United States and
heir right of soil extend.

Provided however, that if the saline or salt plain
n the western prairie shall fall within said limits pre-
cribed for said outlet, the right is reserved to the
Jnited States to permit other tribes of red men to
et salt on said plain in common with the Cherokees.
nd letters patent shall be issued by the United Sta-
es as soon as practicable for the land hereby gua-
antied.

And whereas it is apprehended by the Cherokees
at in the above cession there is not contained a suf-
cient quantity of land for the accomodation of the
hole nation on their removal west of the Mississippi,
he United States in consideration of the sum of five
undred thousand dollars hereby covenant and agree
o convey to the said Indians, and their descendants
y patent, in fee simple the following additional tract
f land situated between the west line of the State of
lissouri and the Osage reservation beginning at the

1835 southeast corner of the same and runs north along the east line of the Osage lands fifty miles to the northeast corner thereof; and thence east to the west line of the State of Missouri; thence with said line south fifty miles; thence west to the place of beginning; estimated to contain eight hundred thousand acres of land; but it is expressly understood that if any of the lands assigned the Quapaws shall fall within the aforesaid bounds the same shall be reserved and excepted out of the lands above granted and a pro rata reduction shall be made in the price to be allowed to the United States for the same by the Cherokees.

Art. 3. The United States also agree that the lands above ceded by the treaty of Febr. 14, 1833, including the outlet, and those ceded by this treaty shall all be included in one patent executed to the Cherokee nation of Indians by the President of the United States according to the provisions of the act of May 28. 1830. It is, however, agreed, that the military reservation at fort Gibson shall be held by the United States. But should the United States abandon said post and have no further use for the same it shall revert to the Cherokee nation.

The United States shall always have the right to make and establish such post and military roads and forts in any part of the Cherokee country, as they may deem proper for the interest and protection of the same and the free use of as much land, timber, fuel, and materials of all kinds for the construction and support of the same as may be necessary; provided that if the private rights of individuals are interfered with a just compensation therefore shall be made.

Article 4. The United States also stipulate and agree to extinguish for the benefit of the Cherokees the titles to the reservations within their country made in the Osage treaty of 1825 to certain half-breeds and for this purpose they hereby agree to pay to the persons to whom the same belong or have been assigned or to their agents or guardians, whenever they shall execute, after the ratification of this treaty a satisfactory conveyance for the same, to the United States, the sum of fifteen thousand dollars according to a schedule accompanying the treaty of the relative value of the several reservations.

And whereas by the several treaties between the 1835
United Staates and the Osage Indians the Union and Harmony Missionary reservations which were established for their benefit are now situated within the country ceded by them to the United States; the former being situated in the Cherokee country and the latter in the State of Missouri. It is, therefore agreed that the United States shall pay the Amerikan Board of Commissioners for Foreign Missions for the improvements on the same, what they shall be appraised at by Capt. Geo. Vashon Cherokee sub-agent Abraham Redfield and A. P. Chouteau or such persons as the President of the United States shall appoint and the money allowed for the same shall be expended in schools among the Osages and improving their condition. It is understood that the United States are to pay the amount allowed for the reservations in this article and not the Cherokees.

Article 5. The United States hereby covenant and agree that the lands ceded to the Cherokee nation in the foregoing article shall, in no future time without their consent, be included within the territorial limits or jurisdiction of any State or Territory. But they shall secure to the Cherokee nation the right by their national councils to make and carry into effect all such laws as they may deem necessary for the government and protection of the persons and property within their own country belonging to their people or such persons as have connected themselves with them: provided always that they shall not be inconsistent with the constitution of the United States and such acts of the Congress as have been or may be passed regulating trade and intercourse with the Indians; and also, that they shall not be considered as extending to such citizens and army of the United States as may travel or reside in the Indian country by permission according to the laws and regulations established by the Government of the same.

Article 6. Perpetual friendship and peace shall exist between the citizens of the United States and the Cherokee Indians. The United States agree to protect the Cherokee nation from domestic strife and foreign ennemies and against intestine wars between the several tribes. The Cherokees shall endeavor to

1835 preserve and maintain the peace of the country, and not make war upon their neighbors, they shall also be protected against interruption and intrusion from citizens of the United States, who may attempt to settle in the country without their consent; and all such persons shall be removed from the same by order of the President of the United States.

But this is not intended to prevent the residence of useful farmers, mechanics and teachers for the Instruction of Indians according to treaty stipulations.

Article 7. The Cherokee nation having already made great progress in civilization and deeming it important that every proper and laudable inducement should be offered to their people to improve their condition as well as to guard and secure in the most effectual manner the rights guarantied to them in this treaty, and with a view to illustrate the liberal and enlarged policy of the Government of the United States towards the Indians in their removal beyond the territorial limits of the States, it is stipulated that they shall be entitled to a delegate in the House of Representatives of the United States whenever Congress shall make provision for the same.

Article 8. The United States also agree and stipulate to remove the Cherokees to their new homes and to subsist them one year after their arrival there and that a sufficient number of steamboats and baggage wagons shall be furnished to remove them comfortably, and so as not to endanger their health, and that a phisician well supplied with medicines shall accompany each detachment of emigrants removed by the Government. Such persons and families as in the opinion of the emigrating agent are capable of subsisting and removing themselves shall be permitted to do so; and they shall be allowed in full for all claims for the same twenty dollars for each member of their family; and in lieu of their one years rations they shall be paid the sum of thirty three dollars and thirty three cents if they prefer it.

Such Cherokees also as reside at present out of the nation and shall remove with them in two years west of the Mississippi shall be entitled to allowance for removal and subsistence as above provided.

Article 9. The United States agree to appoint 1835
suitable agents who shall make a just and fair valuation of all such improvements now in the possession of the Cherokees as add any value to the lands; and also of the ferries owned by them, according to their nett income; and such improvements and ferries from which they have been dispossessed in a lawless manner or under any existing laws of the State where the same may be situated.

The just debts of the Indians shall be paid out of any moneys due them for their improvements and claims; and they shall also be furnished at the discretion of the President of the United States with a sufficient sum to enable them to obtain the necessary means to remove themselves to their new homes and the balance of their dues shall be paid them at the Cherokee agency west of the Mississippi. The missionary establishments shall also be valued and appraised in a like manner and the amount of them paid over by the United States to the treasurers of the respective missionary societies by whom they have been established and improved in order to enable them to erect such buildings and make such improvements among the Cherokees west of the Mississippi as they may deem necessary for their benefit. Such teachers at present among the Cherokees as this council shall select and designate shall be removed west of the Mississippi with the Cherokee nation and on the same terms allowed to them.

Article 10. The President of the United States shall invest in some safe and most productive public stocks of the country for the benefit of the whole Cherokee nation, who have removed or shall remove to the lands assigned by this treaty to the Cherokee nation west of the Mississippi the following sums as a permanent fund for the purpose hereinafter specified and pay over the nett income of the same annually to such person or persons as shall be authorized or appointed by the Cherokee nation to receive the same and their receipt shall be a full discharge for the amount paid to them viz: the sum of two hundred thousand dollars in addition to the present annuities of the nation to constitute a general fund the interest of which shall be applied annually by the council of the

1835 nation to such purposes as they may deem best for the general interest of their people. The sum of fifty thousand dollars to constitute an orphan's fund the annual income of which shall be expended towards the support and education of such orphan children as are destitute of the means of subsistence. The sum of one hundred and fifty thousand dollars in addition to the present school fund of the nation shall constitute a permanent school fund, the interest of which shall be applied annually by the council of the nation for the support of common schools and such a literary institution of a higher order as may be established in the Indian country. And in order to secure as far as possible the true and beneficial application of the orphans and school fund the council of the Cherokee nation, when required by the President of the United States shall make a report of the application of those funds and he shall at all times, have the right, if the funds have been misapplied to correct any abuses of them: and direct the manner of their application for the purposes for which they were intended. The council of the nation may by giving two year's notice of their intention withdraw their funds by and with the consent of the President and Senate of the United States, and invest them in such manner as they may deem most proper for their interest. The United States also agree and stipulate to pay the just debts and claims against the Cherokee nation held by the citizens of the same and also the just claims of citizens of the United States for services rendered to the nation and the sum of sixty thousand dollars is appropriated for this purpose but no claims against individual persons of the nation shall be allowed and paid by the nation. The sum of three hundred thousand dollars is hereby set apart to pay and liquidate the just claims of the Cherokees upon the United States for spoliations of every kind, that have not been already satisfied under former treaties.

Article 11. The Cherokee nation of Indians believing it will be for the interest of their people to have all their funds and annuities under their own direction and future disposition hereby agree to commute their permanent annuity of ten thousand dollars for the sum of two hundred and fourteen thousand dollars, the

same to be invested by the President of the United 1835
States, as a part of the general fund of the nation; and their present school fund amounting to about fifty thousand dollars shall constitute a part of the permanent fund of the nation.

Article 12. Those individuals and families of the Cherokee nation that are averse to a removal to the Cherokee country west of the Mississippi and are desirous to become citizens of the States where they reside and such as are qualified to take care of themselves and their property shall be entitled to receive their due portion of all the personal benefits accruing under this treaty for their claims, improvements and per capita; as soon as an appropriation is made for this treaty.

Such heads of Cherokee families as are desirous to reside within the States of North Carolina, Tennessee, and Alabama subject to the laws of the same; and who are qualified or calculated to become useful citizens shall be entitled, on the certificate of the commissioners to a pre-emption right to one hundred and sixty acres of lands or one quarter section at the minimum Congress price; so as to include the present buildings or improvements of those who now reside there and such as do not live there at present shall be permitted to locate within two years any lands not already occupied by persons entitled to pre-emption privilege under this treaty and if two or more families live on the same quarter section and they desire to continue their residence in these States and are qualified as above specified, they shall, on receiving their pre-emption certificate be entitled to the right of pre-emption to such lands as they may select not already taken by any person entitled to them under this treaty.

It is stipulated and agreed between the United States and the Cherokee people that John Ross, James Starr, George Hicks, John Gunter, George Chambers, John Ridge, Elias Boudinot, George Sanders, John Martin, William Rogers, Roman Nose, Situwake and John Timpson, shall be a committee on the part of the Cherokees to recommend such persons for the privilege of pre-emption rights as may be deemed entitled to the same under the above articles and to select the missionaries who shall be removed with the

1835 nation; and that they be hereby fully empowered and authorized to transact all business on the part of the Indians which may arise in carrying into effect the provisions of this treaty and settling the same with the United States. If any of the persons above mentioned should decline acting or be removed by death; the vacancies shall be filled by the committee themselves.

It is also understood and agreed that the sum of one hundred thousand dollars shall be expended by the commissioners in such manner as the committee deem best for the benefit of the poorer class of Cherokees as shall remove west or have removed west and are entitled to the benefits of this treaty. The same to be delivered at the Cherokee agency west as soon after the removal of the nation as possible.

Art. 13. In order to make a final settlement of all the claims of the Cherokees for reservations granted under former treaties to any individuals belonging to the nation by the United States it is therefore hereby stipulated and agreed and expressly understood by the parties to this treaty that all the Cherokees and their heirs and descendants to whom any reservations have been made under any former treaties with the United States and who have not sold or conveyed the same by deed or otherwise and who in the opinion of the commissioners have complied with the terms on which the reservations were granted as far as practicable in the several cases; and which reservations have since been sold by the United States shall constitute a just claim against the United States and the original reservee or their heirs or descendants shall be entitled to receive the present value thereof from the United States as unimproved lands. And all such reservations as have not been sold by the United States and where the terms on which the reservations were made in the opinion of the commissioners have been complied with as far as practicable, they or their heirs or descendants shall be entitled to the same. They are hereby granted and confirmed to them — and also all persons who were entitled to reservations under the treaty of 1817 and who as far as practicable in the opinion of the commissioners have complied with the stipulations of said treaty, although by the treaty of 1819 such reservations were included in the unco-

ded lands belonging to the Cherokee nation as hereby 1835
confirmed to them and they shall be entitled to receive a grant for the same. And all such reservees as were obliged by the laws of the States in which their reservations situated to abandon the same or purchase them from the States shall be demed to have a just claim against the United States for the amount by them paid to the States with interest thereon for such reservations and if obliged to abandon the same, to the present value of such reservations as unimproved lands but in all cases where the reservees have sold their reservations or any part thereof and conveyed the same by deed or otherwise and have been paid for the same, they, their heirs or descendants or their assigns shall not be considered as having any claims upon the United States under this article of the treaty nor be entitled to receive any compensation for the lands thus disposed of. It is expressly understood by the parties to this treaty that the amount to be allowed for reservations under this article shall not be deducted out of the consideration money allowed to the Cherokees for their claims for spoliations and the cession of their lands; but the same is to be paid for independently by the United States as it is only a just fulfillment of former treaty stipulations.

Article 14. It is also agreed on the part of the United States that such warriors of the Cherokee nation as were engaged on the side of the United States in the late war with Great Britain and the southern tribes of Indians, and who were wounded in such service shall be entitled to such pensions as shall be allowed them by the Congress of the United States to commence from the period of their disability.

Article 15. It is expressly understood and agreed between the parties to this treaty that after deducting the amount which shall be actually expended for the payment for improvements, ferries, claims, for spoliations, removal subsistence and debts and claims upon the Cherokee nation and for the additional quantity of lands and goods for the poorer class of Cherokees and the several sums to be invested for the general national funds provided for in the several articles of this treaty the balance whatever the same may be, shall be equally divided between all the people belonging to the Cherokee

1835 nation east according to the census just completed; and such Cherokees as have removed west since June 1833 who are entitled by the terms of their enrolment and removal to all the benefits resulting from the final treaty between the United States and the Cherokees east they shall also be paid for their improvements according to their approved value before their removal, where fraud has not already been shown in their valuation.

Article 16. It is hereby stipulated and agreed by the Cherokees that they shall remove to their new homes within two years from the ratification of this treaty and that during such time the United States shall protect and defend them in their possessions and property and free use and occupation of the same and such persons as have been dispossessed of their improvements and houses; and for which no grant has actually issued previously to the enactment of the law of the State of Georgia, as the Indians that have not been dispossessed; and if this is not done; and the people are left unprotected; then the United States shall pay the several Cherokees for their losses, and damages sustained by them in consequence thereof. And it is also stipulated and agreed that the public buildings and improvements on which they are situated at New Echota for which no grant has been actually made previous to the passage of the above recited act; if not occupied by the Cherokee people shall be reserved for the public and free use of the United States and the Cherokee Indians for the purpose of settling and closing all the business arising under this treaty between the commissioners of claims and the Indians.

The United States, and the several States interested in the Cherokee lands, shall immediately proceed to survey the lands ceded by this treaty; but it is expressly agreed and understood between the parties that the agency buildings and that tract of land surveyed and laid off for the use of Colonel R. Meigs Indian agent or heretofore enjoyed and occupied by his successors in office shall continue subject to the use and occupancy of the United States or such agent as may be engaged specially superintending the removal of the tribe.

Article 17. All the claims arising under or provided 1835
: in the several articles of this treaty, shall be
amined and adjudicated by Gen. Wm. Carroll and
hn F. Schermerhorn or by such commissioners as
all be appointed by the President of the United
ates for that purpose and their decision shall be
al and on their certificate of the amount due the
veral claimants they shall be paid by the United
ates. All stipulations in former treaties, which have
t been superseded or annulled by this, shall continue
full force and virtue.

Article 18. Whereas in consequence of the unsettled
airs of the Cherokee people and the early frosts,
eir crops are insufficient to support their families
d great distress is likely to ensue and whereas the
tion will not, until after their removal, be able
vantageously to expend the income of the permanent
nds of the nation it is therefore agreed that the
nuities of the nation which may accrue under this
eaty for two years, the time fixed for their removal
all be expended in provision and clothing for the
nefit of the poorer class of the nation; and the
nited States hereby agree to advance the same for
at purpose, as soon after the ratification of this
eaty as an appropriation for the same shall be made.
is however not intended in this article to interfere
th that part of the annuities due the Cherokees west
the treaty of 1819.

Article 19. This treaty after the same shall be
tified by the President and Senate of the United
ates shall be obligatory on the contracting parties.

In testimony whereof, the commissioners and the
iefs head men and people, whose names are hereunto
nexed being duly authorized by the people in general
uncil assembled have affixed their hands and seals
r themselves in behalf of the Cherokee nation.

I have examined the foregoing treaty and although
t present when it was made, I approve its provisions
nerally, and therefore sign it.

(Signatures des Indiens.)

In compliance with instructions of the Council at
ew Echota we sign this treaty.

STAND WATIE. JOHN RIDGE,

1835 The following article was adopted as a supplemental article to the treaty by a unanimous vote of the committee and ordered to be attached to and considered as part of this treaty.

Article 20. The United States do also hereby guaranty the payment of all unpaid just claims upon the Indians, without expense to them, out of the proper funds of the United States, for the settlement of which a cession or cessions of land has or have been heretofore made by the Indians, in Georgia. Provided the United States or the State of Georgia has derived benefit from the said cession or cessions of land without having made payment to the Indians therefore. It is hereby however further agreed and understood that if the Senate of the United States dissapprove of this article it may be rejected without impairing any other provision of this treaty, or affecting the Indians in any manner whatever.

A. Mc. Coy, Clerk Committee.
W. B. Thomas, Secry.

In compliance with the unanimous request of the Committee of the Cherokee nation in general council assembled, it is consented and agreed by the commissioner on the part of the United States that the foregoing shall be added as a supplemental article to the treaty under the express condition and stipulation that if the President or Senate of the United States disapprove of this article it may be rejected without impairing any other provision of this treaty, or affecting the Indians in any manner whatever.

J. F. Schermerhorn.

Whereas the western Cherokees have appointed a delegation to visit the eastern Cherokees to assure them of the friendly disposition of their people, and their desire that the nation should again be united as one people and to urge upon them the expediency of accepting the overtures of the Government; and that, on their removal they may be assured of a hearty welcome and an equal participation with them in all the benefits and privileges of the Cherokee country west and the undersigned two of said delegation being the only delegates in the eastern nation from the west at the signing and sealing of the treaty lately concluded

it New Echota between their eastern brethren and 1835
the United States, and having fully understood the provisions of the same, they agree to it in behalf of the western Cherokees. But it is expressly understood that nothing in this treaty shall affect any claims of the western Cherokees on the United States.

In testimony whereof, we have, this 31st day of December, 1835 hereunto set our hands and seals.

Signatures des Indiens et témoins.

JAMES ROGERS. (L. S.)
JOHN + SMITH. (L. S.)

Supplementary articles to a treaty concluded at New Echota, Georgia, December 29, 1835, between the United States and Cherokee people.

Whereas the undersigned were authorized at the general meeting of the Cherokee people held at New-Echota as above stated to make and assent to such alterations in the preceding treaty, as might be thought necessary, and whereas the President of the United States has expressed his determination not to allow any pre-emptions or reservations his desire being that the whole Cherokee people should remove together and establish themselves in the country provided for them west of the Mississippi river.

Art. 1. It is therefore agreed that all the pre-emption rights and reservations provided for in articles 12 and 13 shall be and are hereby relinquished and declared void.

Art. 2. Whereas the Cherokee people have supposed that the sum of five millions of dollars fixed by the Senate in their resolution of — day of March 1835, as the value of the Cherokee lands and possessions east of the Mississippi river was not intended to include the amount which may be required to remove them, nor the value of certain claims which many of their people had against citizens of the United States which suggestion has been confirmed by the opinion expressed to the War Department by some of the Senators who voted upon the question and whereas the President is willing that this subject should be referred to the Senate for their consideration and if

1835 it was not intended by the Senate that the above mentioned sum of five millions of dollars shall include the objects herein specified that in that case such further provision should be made therefore, as might appear to the Senate to be just.

Article 3. It is therefore agreed that the sum of six hundred thousand dollars shall be and the same is hereby allowed to the Cherokee people to include the expense of their removal, and all claims of every nature and description against the Government of the United States not herein otherwise expressly provided for, and to be in lieu of the said reservations and pre-emptions and of the sum of three hundred thousand dollars for spoliations described in the 1st article of the above mentioned treaty. This sum of six hundred thousand dollars shall be applied and distributed agreably to the provisions of the said treaty, and any surplus which may remain after removal and payment of the claims so ascertained shall be turned over and belong to the education fund.

But it is expressly understood that the subject of this article is merely referred hereby to the considera-

---

66.

Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Francfort pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre les deux Etats depuis le 13. Mai 1832. Signée à Londres, le 29. Décembre 1835.

(Publiée officiellement à Francfort le 12. Février 1836.)

The Senate of the Free City of Frankfort having made known to the Government of His Britannick Majesty, that since the signature of the Treaty concluded on the 13th of May 1832, between His Britannick Majesty and the Senate of the

tion of the Senate and if they shall approve the same 1835
then this supplement shall remain part of the treaty.

Article 4. It is also understood that the provisions in article 16, for the agency reservation, is not intented to interfere with the occupant right of any Cherokees should their improvement fall within the same.

It is also understood and agreed that the one hundred thousand dollars appropriated in article 12 for the poorer class of Cherokees and intented as a set-off to the pre-emption rights shall now be transferred from the funds of the nation and added to the general national fund of four hundred thousand dollars so as to make said fund equal to five hundred thousand dollars.

Article 5. The necessary expenses attending the negotiation of the aforesaid treaty and supplement and also of such persons of the delegation as may sign the same shall be defrayed by the United States.

In testimony whereof John F. Schermerhorn commissioner on the part of the United States, and the undersigned delegation have hereunto set their hands and seals this first day of March in the year one thousand eight hundred and thirty six.

(Suivent les signatures des Indiens et témoins.)

66.

Uebereinkunft zwischen Grossbritannien und der freien Stadt Frankfurt wegen Aufhebung des seit dem 13. *Mai* 1832 *zwischen ihnen bestandenen Handels- und Schifffahrtsvertrags. Unterzeichnet zu London, am* 29. *December* 1835.

(Gesetz- und Statuten-Sammlung der freien Stadt Frankfurt. Bd. V.)

Nachdem der Senat der freien Stadt Frankfurt die Regierung Seiner Grossbritannischen Majestät davon in Kenntniss gesetzt hat, dass seit der Unterzeichnung des zwischen Seiner Grossbritannischen Majestät und dem Senat der freien Stadt Frankfurt am 13. Mai 1832

1835 *Free City of Frankfort, for the encouragement of the commercial intercourse between Their respective Dominions, circumstances have arisen which render certain stipulations of that Treaty prejudicial to the commercial interests of the Free City of Frankfort:*

And His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland being desirous of cooperating with the Senate of the Free City of Frankfort for the purpose of relieving the said Free City from the inconvenience which it has thus sustained; the Two High Contracting Parties have therefore agreed mutually to release each other from some of the engagements contracted by the abovementioned Treaty; and for this purpose They have named as Their Plenipotentiaries, viz:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, The Rigt Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of His Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the most Honourable Order of the Bath, a Member of Parliament and His Britannick Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs: And The Right Honourable Charles Poulett Thomson, a member of His Britannick Majesty's most Honourable Privy Council, a member of Parliament, and President of the Comittee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations: —

And the Senate of the Free City of Frankfort, Edward Louis Harnier, Esquire, Doctor of Civil Law, a Senator of the said Free City: — Who, after having communicated to each other their respective Full Powers, and having found them to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. Articles One, Two, Three, Four and Five of the Treaty of Commerce and Navigation concluded at London on the 13th. of May 1832, are hereby declared to be void, and of no effect.

Art. II. The present Treaty shall be ratified, and the Ratifications shall be exchanged at London within the space of Six Weeks, or sooner if possible.

r Beförderung des Handelsverkehrs zwischen den 1835
iderseitigen Gebieten abgeschlossenen Staats-Vertrags
mstände eingetreten sind, wodurch gewisse Bestim-
ungen dieses Staats-Vertrags störend für das Han-
ls-Interesse der freien Stadt Frankfurt geworden sind:

Und Seine Majestät der König der vereinigten
önigreiche von Grossbritannien und Irland von dem
unsch beseelt ist, in Uebereinstimmung mit dem
enate der freien Stadt Frankfurt von letzterer den ihr
eraus entstehenden Nachtheil abzuwenden: so sind
e beiden hohen vertragschliessenden Theile dahin
ereingekommen sich gegenseitig von einigen Ver-
lichtungen aus dem oben erwähnten Staats-Vertrag
entbinden, und haben zu diesem Ende zu Bevoll-
ichtigten ernannt:

Seine Majestät der König der vereinigten König-
iche von Grossbritannien und Irland den sehr ehren-
erthen Heinrich Johann, Vicomte Palmerston, Baron
emple, Pair von Irland, Mitglied des höchst ehren-
erthen Geheimen Raths Seiner Grossbritannischen
ajestät, Grosskreuz-Ritter des höchst ehrenwerthen
ıth-Ordens, Parlamentsglied, und Seiner Britischen
ajestät Haupt-Staats-Secretär der auswärtigen An-
legenheiten: Und den sehr ehrenwerthen Carl Poulett
homson, Mitglied des höchst ehrenwerthen Geheimen
aths Seiner Grossbritannischen Majestät, Parlaments-
ied und Präsidenten vom Ausschusse des Geheimen
aths für den Handelsverkehr und die überseeischen
lanzungen: —

Und der Senat der freien Stadt Frankfurt Herrn
duard Ludwig Harnier, Doctor der Rechte, und
enator der gedachten freien Stadt; —

'elche nach wechselseitiger Mittheilung und nach ord-
ıngsmässigem Richtigbefund ihrer Vollmachten, die
ıchfolgenden Artikel verabredet und abgeschlossen
ıben:

Art. I. Die Artikel Eins, Zwei, Drei, Vier und
ünf des am 13. Mai 1832 zu London abgeschlossenen
andels- und Schifffahrts-Vertrags werden hiermit für
ıfgehoben und wirkungslos erklärt.

Art. II. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt
ıd die Ratifications-Urkunden binnen sechs Wochen,
ler wo möglich früher, in London ausgewechselt werden.

1835 *In Witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the Seals of their Arms.*

Done at London, the Twenty ninth day of December, in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty Five.

(*L. S.*) PALMERSTON.
(*L. S.*) E. POULETT THOMSON.

William The Fourth,
by the Grace of God, King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Defender of the Faith, King of Hanover etc. etc. etc.

To All and Singular to whom these Presents shall come Greeting! Whereas a Treaty between Us and the Senate of the Free City of Frankfort, was concluded and signed at London on the Twenty ninth day of December, in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty Five, by the Plenipotentiaries of Us and of the Senate of the said Free City, duly and respectively authorized for that purpose; which Treaty is, word for word, as follows:

(*Suit le texte de la convention.*)

We having seen and considered the Treaty aforesaid, have approved, accepted, and confirmed the same in all and every one of its Articles and Clauses, as we do by these Presents approve, accept, confirm, and ratify it for Ourselves, Our Heirs, and Successors: Engaging and Promising upon Our Royal Word, that We will sincerely and faithfully perform and observe all and singular the things which are contained and expressed in the Treaty aforesaid, and that We will never suffer the same to be violated by any one, or transgressed in any manner, as far as it lies in Our Power. For the greater Testimony and Validity of all which, We have caused the Great Seal of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland to be affixed to these Presents, which We have signed with Our Royal Hand. Given at Our Court at Brighton, the Eigtheenth day of January in the Year of Our Lord One Thousand Eight Hundred and Thirty six, and in the sixth Year of Our Reign.

(*L. S.*) WILLIAM, R.

Dessen zu Urkund haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet, und mit ihren Wappen besiegelt. 1835

So geschehen zu London, den Neun und zwanzigsten Dezember im Jahre des Herrn Ein Tausend Achthundert und fünf und dreissig.

(L. S.) HARNIER.

Wir Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt

urkunden und bekennen hiermit:

Nachdem in dem zu London am 29. December 1835 abgeschlossenen Vertrag bestimmt ist, dass die Ratification desselben binnen sechs Wochen oder wo möglich früher ausgewechselt werden soll, welcher Vertrag von Wort zu Wort folgendermassen lautet:

(Suit le texte allemand de la convention.)

Und Wir nach genommener Einsicht dieses Vertrags Uns bewogen gefunden haben, denselben in allen Punkten zu genehmigen, als genehmigen Wir denselben andurch.

Dessen zur Urkunde haben Wir gegenwärtige Ratifications-Urkunde unter gewöhnlicher Unterschrift ausfertigen und Unser grosses Staats-Insiegel anhängen lassen.

So geschehen Frankfurt den 14. Januar 1836.

Bürgermeister und Rath der freien
(L. S.) Stadt Frankfurt.

Der ältere Bürgermeister
STARK.

Der Rathschreiber
Dr. REUSS.

67.

Convention entre les Etats appartenans à la Ligue de Douanes d'Allemagne en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. Publiée dans le mois de Décembre 1835.

(Verfügung der Grossherzogl. Badischen Zolldirektion v. 15. Decemb. 1835, Circular-Verfügung der Königl. Würtembergischen Zolldirektion v. 31. Decemb. 1835. Circular-Verfügung des Königl. Preussischen Finanz-Ministeriums an sämmtliche Königl. Provincial-Steuerdirektionen v. 24. Decemb. 1835.)

In Betreff der gegen ermässigte Zölle eingehenden Neufchateler Weine, baumwollenen Druckwaaren, Uhren und Uhrenbestandtheile, zur Begünstigung von Erzeugnissen des Fürstenthums Neufchatel, ist unter den Zollvereinsstaaten nachfolgende Vereinbarung getroffen worden:

Art. 1. Das Quantum des zu ⅔ des tarifmässigen Eingangszolles einzulassenden moussirenden Neufchateler Weins wird auf 40,000 Flaschen per Jahr festgesetzt.

Die Einfuhr soll bei den Zollämtern Lindau, Friedrichshafen und bei Schusterinsel stattfinden dürfen, jedoch nur gegen Pässe der betreffenden Königlich Preussischen Behörden, die nie für mehr als den Betrag von 40,000 Flaschen jährlich werden ausgestellt werden.

Art. 2. Die Uhren und Uhrenmacher-Arbeiten aus Neufchatel sollen gegen die Hälfte des tarifmässigen Zolls nur beim Haupt-Zollamte bei Schusterinsel und auf Ursprungszeugnisse eingehen dürfen; von der Bestimmung eines Maximums der Einfuhr aber soll vorerst Umgang genommen werden.

Art. 3. Was die zu zwei Fünftel des tarifmässigen Eingangszolls zuzulassenden baumwollenen Druckwaaren aus Neufchatel betrifft:

a) Das Quantum wird auf 1272 Zollcentner netto 1835 per Jahr festgesetzt.

b) Die Begünstigung kann nur in Anspruch genommen werden, wenn die Waaren mit Neufchateler Verschluss und Ursprungszeugniss versehen sind und über die Haupt-Zollämter Lindau und bei Schusterinsel ins Vereinsgebiet eingehen.

c) Jedes hiernach eingehende Waarenquantum wird — gleichgültig: ob die Eingangsverzollung schon an der Grenze eintritt oder Begleitscheinabfertigung stattfindet — vom Eingangsamte als Einfuhr zu ermässigtem Zoll in besonderem Register vorgemerkt. Ist die also vorgemerkte Waare mit Begleitschein abgefertigt, und in der Folge vom inländischen Bestimmungsorte wieder ins Ausland versendet worden, so wird dieselbe auf eine vom betreffenden Hauptamte im Innern an das Haupt-Zollamt Lindau zu erlassende Notifikation am vorgemerkten Waarenquantum wieder abgeschrieben.

d) In Berücksichtigung des Umstandes, dass von den auf Begleitschein eingehenden Waaren ein Theil im Vereinsgebiet längere Zeit liegen kann, bevor er seine Bestimmung zum definitiven Eingang oder zur Ausfuhr nach dem Auslande erhält, wird für zulässig erklärt, in jedem Jahr ein Viertel des Aversionalquantums des folgenden Jahres im Voraus in das Vereinsgebiet einzubringen.

Sollte sich ergeben, dass die im Verein unverzollt lagernde Waarenquantität in der Regel mehr oder weniger als ein Viertel des Jahresquantums beträgt, so wird das Quantum, welches im Voraus eingeführt werden darf, anderweit festgesetzt werden.

e) Die Hauptämter Lindau und bei Schusterinsel theilen sich aus den über die Vormerkungen zu haltenden Registern von acht zu acht Tagen summarische Nachweisung mit.

Beträgt in Folge dieser Nachweisungen die im Laufe des Jahres nach lit. c. noch vorgemerkte Waarenmenge ein Viertel über das Aversionalquantum, also 1590 Centner netto, so darf für den Rest des Jahres nur in soweit noch eine Einfuhr zu ermässigtem Zoll stattfinden, als sich der vorgemerkte Betrag durch später eintretende Abschreibungen mindert.

Können hiernach weiter keine Beträge zu ermässigtem Zoll zugelassen werden, so ist dies auf den

1835 Begleitscheinen der späterhin mit Ursprungszeugniss ankommenden Waaren ausdrücklich zu bemerken.

f) Mit dem Ablaufe des Jahres werden die Register beider Eingangsämter abgeschlossen. Was in Folge dieses Abschlusses über den Betrag von 1272 Centnern als begünstigte Einfuhr zugelassen worden, wird im Register des nächsten Jahres als neue Einfuhr eingetragen.

Dieses Verfahren soll mit dem 1. Januar 1836 beginnen, und über die hiernach jährlich erfolgte begünstigte Einfuhr Neufchateler Druckwaaren von den Zolldirektionen von Baiern und Baden den übrigen Vereinsstaaten eine summarische Uebersicht nach Ablauf jeden Jahres mitgetheilt werden.

Vorstehende Uebereinkunft ist vom 1. Januar 1836 pünktlich in Vollzug zu bringen.

68.

Déclaration d'indépendance de la Circassie, adressée aux cours européennes.

(Portfolio.)

Les habitans du Caucase non seulement ne sont pas les sujets de la Russie, mais ne se trouvent pas même en paix avec cette puissance, et lui font la guerre depuis nombre d'années. Cette guerre, ils la soutiennent tout seuls: ils n'ont reçu à aucune époque ni encouragement ni secours de personne. Pendant que la Porte exerçait encore son protectorat sur ces provinces, leur défense était toujours abandonnée à elles-mêmes, mais dernièrement c'est la Porte qui les a trahies et délaissées sous tous les rapports. Un des pachas ouvrit les portes d'Anapa devant l'or moscovite, en disant aux Circassiens que les Russes n'y entraient que comme amis et alliés du sultan contre les chefs rebelles de l'Arminestan. Un autre pacha les trahit à son tour, et prit la fuite pendant la nuit. Depuis, on vit les Circassiens envoyer plusieurs deputations au sultan pour lui présenter l'hommage de leur fidélité et solliciter des secours, mais on ne les a jamais reçus

qu'avec froideur. Ils se sont aussi adressés à la Perse 1835
sans plus de succès, et à la fin à Méhémet-Ali, qui, quoique touché de leur confiance, se trouvait alors trop loin pour leur prêter assistance. Dans toutes ces circonstances, les députés des Circassiens furent chargés d'exposer à ceux qui, par éloignement, pouvaient l'ignorer, combien l'oppression de la Russie était intolérable, combien elle était hostile aux moeurs, à la religion et au bonheur de tous les hommes (autrement, pourquoi les Circassiens l'auraient-ils si long-temps combattue?); combien les généraux russes étaient perfides et leurs soldats féroces: qu'il n'était donc de l'intérêt de personne de voir les Circassiens détruits, qu'il était plutôt de l'intérêt de tous qu'ils fussent secourus. Cent mille Moscovites, à présent occupés à nous combattre, à nous surveiller et à nous bloquer, vous combattront après nous avoir réduits. Aujourd'hui disséminés sur nos rochers stériles et escarpés, luttant avec nos intrépides montagnards, ils vont demain inonder vos riches plaines et soumettre à l'esclavage vos rayas et vous-mêmes. Nos montagnes ont été le rempart de la Perse et de la Turquie, elles deviendront, si l'on nous abandonne, la porte ouverte pour pénétrer dans les deux pays, après en avoir été la sauvegarde. Elles sont la porte de la maison qu'il faut fermer soigneusement quand on tient à la défense de ses foyers. Mais, outre cela, notre sang, le sang circassien, circule dans les veines du sultan: sa mère, son harem, viennent de la Circassie; ses esclaves sont des Circassiens, ses ministres et ses généraux le sont également. Le sultan est le chef de notre religion ainsi que de notre race; il possède nos coeurs, nous lui offrons notre foi de vassaux; c'est donc au nom de tous ces liens que nous demandons protection et secours, et s'il ne veut ou ne peut pas défendre ses enfans et ses sujets, qu'il se rappelle les khans de la Crimée, dont le descendant est parmi nous.

Telles étaient les paroles que nous chargeâmes nos députés de prononcer. On n'y fit aucune attention. Il n'en aurait point été ainsi, si le sultan eût su combien de coeurs et d'épées seraient à son service, s'il cessait d'être l'ami des Moscovites!

Nous n'ignorons point que la Russie n'est pas la seule puissance au monde; nous savons qu'il y a des

1835 puissances plus fortes que la Russie, qui, malgré leur supériorité, sont bienveillantes, instruisent les peuples moins éclairés, protégent les faibles, ne sont point amies des Russes ni ennemies du sultan. L'Angleterre et la France sont au premier rang parmi les nations du globe, et se trouvaient déjà grandes et fortes quand les Russes abordèrent nos rivages en petits bateaux et obtinrent de nous la permission de pêcher dans la mer d'Azoff.

Nous pensâmes à la vérite que l'Angleterre et la France pourraient ne pas s'intéresser à un peuple pauvre et simple comme le nôtre, mais nous pensâmes aussi qu'elles savent au moins que nous ne sommes pas Russes, et qu'avec peu de connaissances, sans artillerie, généraux, tactique, marine ni richesses, nous sommes cependant un peuple honnête et pacifique, dès qu'on nous laisse tranquilles, que nous avons de bonnes raisons de haïr les Russes, et que nous les battons presque toujours. C'est donc avec l'humiliation la plus profonde que nous venons d'apprendre que notre pays figure, sur toutes les cartes européennes, comme une partie de la Russie; que des traités, à nous inconnus, ont du être signés entre la Russie et la Turquie, et ont prétendu céder aux Russes ces guerriers qui les font trembler, et ces montagnes où ils n'ont jamais posé le pied; que la Russie soutient en Occident que les Circassiens sont ses esclaves, ou bien des hordes de sauvages bandits qu'aucune bienveillance et aucune loi n'humanise.

Nous protestons très solennellement, à la face du ciel, contre ces ruses et ces faussetés indignes d'un homme! A des paroles, nous répondons par des paroles, mais c'est la vérité que nous opposons au mensonge; car depuis quarante ans nous protestons victorieusement contre de pareilles accusations par les armes, cette encre à notre usage, comme le sang que nous avons versé, déposent en faveur de notre indépendance. Et voilà des témoignages émanés d'hommes qui ne reconnaissent d'autorités que celles instituées par leur pays, d'hommes qui ne s'entendent pas en argumens subtils, mais qui savent se servir de leurs armes dès que les Russes se trouvent à une distance où l'on puisse les atteindre.

Qui a le pouvoir de nous céder à la Russie? Nous

déclarons vouloir être vassaux du sultan; mais s'il est 1835
en paix avec la Russie, il ne saurait accepter la foi de ceux qui sont en guerre avec elle. Notre hommage est une offre volontaire, le sultan ne peut pas le vendre, puisqu'il ne l'a pas acheté.

Puisse une grande nation comme la nation anglaise, vers laquelle nous tournons nos regards, et nous élevons nos mains, ne pas songer à nous du tout plutôt que de nous faire injustice. Qu'elle n'ouvre point son oreille aux intrigues du Russe, tandis qu'elle la fermerait à la prière du Circassien! Qu'elle ne prononce que sur des faits son jugement entre le peuple qu'on appelle sauvage et barbare, et le calomniateur de ce peuple!

Nous comptons quatre millions d'âmes, malheureusement nous avons été divisés en beaucoup de tribus de différens langages et croyances religieuses; il y a chez nous diversité d'usages, de traditions, d'intérêts, d'alliances et de querelles. Nous n'avons eu jamais jusqu'ici un but unique, mais nous possédons cependant un mode de gouvernement et nous ne sommes pas sans habitudes d'ordre et de soumission. Le chef que se choisit chaque corps d'hommes armés pendant la guerre, est fidèlement obéi; nos princes et nos supérieurs nous gouvernent d'après les usages de chaque canton, avec plus d'autorité peut-être que cela n'a lieu dans les Etats plus puissans qui nous entourent. Mais comme nous manquons d'un chef suprême parmi nous, après avoir dominé dans l'Orient, nous en étions toujours réduits à porter notre choix sur des princes étrangers. C'est ainsi que nous nous sommes soumis volontairement à la domination des khans de la Crimée, et plus tard à celle des sultans de Constantinople.

La Russie s'est efforcée, toutes les fois qu'elle a subjugué une partie de notre territoire, ce qui arrivait de temps à autre, de nous réduire à l'état de serfs, de nous enrôler dans son armée, de faire servir nos sueurs et notre sang à augmenter ses richesses, lui gagner des batailles et soumettre à l'esclavage nos propres compatriotes et corréligionnaires. Une haine profonde s'est donc établie entre nous, le sang ne cesse de couler, autrement, nous nous serions soumis depuis long-temps à un chef moscovite.

1835 Ce serait un long et triste récit que celui des actes de cruauté, des manques de foi, des promesses violées par la Russie; comment elle a cerné de tous côtés notre pays, intercepté nos approvisionnemens et notre commerce, fait tomber sous le couteau des assassins les derniers rejetons de nos anciennes familles pour nous priver de nos chefs naturels; exterminé des tribus et des villages entiers, acheté les agens perfides de la Porte; comment elle nous a réduits à la pauvreté, et nous a poussés, par les horreurs commises, à la haine et à l'exaspération contre tout le monde, tandis que, par ses mensonges, elle nous dégradait aux yeux des nations chrétiennes de l'Europe.

Nous avons perdu les ressources qui autrefois pouvaient faciliter la réunion de centaines de mille hommes sous les drapeaux, mais enfin nous sommes aujourd'hui unis comme un seul homme dans notre haine contre la Russie. Deux cent mille de nos compatriotes lui ont été définitivement soumis après de si longues guerres; dans le reste, il n'y en a pas un seul qui soit volontairement à son service. Beaucoup d'enfans ont été volés, et beaucoup de fils de famille ont été pris en ôtage; mais tous ceux qui pouvaient seulement se rappeler la patrie se sont échappés. Nous avons parmi nous des hommes qui ont été favorisés, flattés et honorés par l'empereur, et qui ont cependant préféré venir partager les dangers de leur pays! Nous avons parmi nous des milliers de Russes qui préfèrent notre barbarie à la civilisation de leur pays. La Russie a bâti des forts sur plusieurs points de notre territoire, mais leur garnison n'ose s'aventurer au-delà de la portée du canon, et cinquante mille Russes qui ont fait dernièrement une incursion chez nous se sont retirés battus.

C'est par les armes, et non par des paroles qu'on peut conquérir un pays. Si la Russie nous subjugue, ce ne sera pas par la force ouverte, mais ce sera en nous coupant toutes nos communications, en se servant à cet effet de la Turquie et de la Perse, comme si ces pays lui appartenaient déjà; c'est en nous rendant la mer inabordable, comme si elle était sa propriété; c'est en bloquant nos côtes, en détruisant non seulement nos propres vaisseaux, mais aussi ceux d'autres Etats qui voudraient communiquer avec nous; en fermant

tout débouché à nos produits, en nous empêchant d'acheter du sel, de la poudre et d'autres objets de première nécessité pour la guerre ainsi que pour notre existence; en nous privant enfin de tout espoir. 1835

Mais nous sommes indépendans, puisque nous sommes en guerre, et vainqueurs. Le représentant de cet empereur qui, en Europe, nous compte au nombre de ses esclaves, et marque sur la carte notre pays comme sien, a dernièrement fait des ouvertures aux Circassiens, non pour offrir un pardon à leur rébellion, mais pour négocier la retraite d'un corps de vingt mille Russes cerné par notre peuple, et pour traiter d'un arrangement relatif à l'échange des prisonniers.

69.

Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. En date du 28. *Avril* 1835 *).

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 147.)

Whereas satisfactory evidence has lately been received by me, from His Royal Highness the Grand Duke of Mecklenburg-Schwerin, through an official communication of Leon Herckenrath, his Consul at Charleston in the United States, under date of the 13. April 1835, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the Grand Duchy of Mecklenburg-Schwerin, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures or merchandise, im-

*) Cette pièce m'est parvenue trop tard pour l'insérer plus haut.
Note de l'édit.

1835 ported in the same from the United States or from any foreign country:

Now therefore I Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby declare *) and proclaim that the foreign discriminating duties of tonnage and impost, within the United States, are and shall be suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grandduchy of Mecklenburg-Schwerin, and the produce manufactures or merchandise, imported into the United States in the same, from the said Grandduchy or from any other foreign country; the said suspension to take effect from the 13th day of April 1835, above mentioned and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States and their cargoes, as aforesaid, shall be continued, and no longer.

Given under my hand, at the city of Washington, the twenty eight day of April in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-five, and of the Independance of the United States the fifty-ninth.

By the President: ANDREW JACKSON.

JOHN FORSYTH,
Secretary of State.

---

*) Conformément à l'Acte du Congrès du 24. Mai 1828.

70.

Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne, à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français, Alexandre et Baruch Wahl, de Mulhouse, Département du Haut-Rhin.

(Imprimé à Mulhouse. 1836. Mars. Journaux de France et de Suisse.)

I.

Note de l'ambassade de France à Berne.

Berne, le 18. Mai 1835.

A MM. les président et conseil exécutif du canton de Bâle-Campagne.

Messieurs,

L'ambassade du roi a été dans le cas, durant le cours de l'année dernière, d'appeler votre attention sur l'établissement, dans votre canton, des Français professant la religion de Moïse. Je ne rappellerai point ici la correspondance qui eut lieu à ce sujet et qu'il vous est facile de vous faire remettre sous les yeux. Elle exprimait combien le gouvernement français devait peu s'attendre à voir celui de Bâle-Campagne mettre en avant des principes d'intolérance religieuse, repoussés aujourd'hui par presque tous les états et par l'opinion de presque tous les peuples, et s'appuyer sur des lois exceptionnelles, tirées de la législation d'un canton dont il s'est séparé, pour repousser de son territoire une classe de citoyens français, appelés dès long-temps à jouir dans leur propre pays des droits civils et politiques; que la loi ne sépare en rien de leurs concitoyens, et qui doivent par conséquent participer aux avantages résultant des traités conclus par la France avec l'étranger. L'ambassade du roi invoquait en faveur des

1835/36 israélites, outre les principes de tolérance et de civilisation que comporte l'esprit du siècle, la réciprocité que nous doivent les cantons suisses pour l'admission en France, et sans distinction de religion, de tous les Suisses qui veulent s'y établir, enfin les relations de bon voisinage et d'amitié qui existent entre les deux pays et qui ne sauraient vous être moins précieux qu'à nous.

La question qui se présente aujourd'hui, et dont j'ai à vous entretenir, Messieurs, bien qu'elle se rapporte encore aux intérêts d'israélites français, dérive uniquement de la législation civile, et ne peut par conséquent pas recevoir de solution par l'application des mesures exceptionnelles en matière de religion.

MM. Wahl frères, de Mulhouse, ont acquis, avec autorisation spéciale du conseil d'Etat du canton de Bâle-Campagne, une propriété située dans la commune de Reinach, pour la valeur de 64 mille francs de Suisse. Le contrat de vente a été passé devant le conseil municipal de Reinach et sous sa responsabilité; une somme de 4 mille francs de Suisse a été payée comptant, et les termes des autres paiemens ont été déterminés par le susdit contrat. Les acquéreurs, dans le but de prévenir les difficultés que pouvait faire naître leur qualité d'israélites, avaient eu soin de spécifier dans leur demande d'autorisation adressée au gouvernement, qu'ils renonçaient à tout établissement et exercice de commerce, et se bornaient à demander la faculté d'acquérir, faculté qui leur a été accordée sans hésitation et avec entière connaissance de cause, par le conseil d'Etat, qui, dans son arrêté même, a stipulé que l'autorisation donnée par lui ne comportait pas implicitement le permis d'établissement ou d'exercice de commerce. Les sieurs Wahl devaient donc se considérer comme légitimes et paisibles acquéreurs de biens fonds dont un contrat régulier et conclu dans toutes les formes légales du pays leur assurait la possession, lorsqu'une décision du grand conseil est venue rétracter l'autorisation donnée par le gouvernement, et frapper ainsi de nullité le contrat passé entre les sieurs Wahl et le vendeur.

Le principal motif de cette décision est tiré de la qualité d'israélites des réclamans. Ce motif ne saurait être invoqué avec raison, puisqu'il ne s'agit point d'é-

tablissement et d'exercice de commerce, mais unique- 1835
ment de l'exécution d'un marché autorisé par un arrêté du gouvernement. C'est, comme je l'ai dit plus haut, une question purement civile. Les frères Wahl ont adressé au grand conseil une protestation contre cette décision. Je n'ai pas besoin, Messieurs, de faire ressortir ici combien il importe que cette protestation soit fortement appuyée par vous, afin d'engager le grand conseil à revenir sur un arrêté qui, s'il était mis à exécution, léserait d'une manière violente et arbitraire les intérêts de citoyens français, et les sacrifierait, sans égard pour les traités existans avec un état voisin et ami, et sans égard non plus pour la responsabilité du pouvoir exécutif qui émane de lui, *à quelques intérêts privés.*

Le grand conseil du canton de Bâle-Campagne ne saurait être trop promptement ni trop complètement éclairé sur les graves conséquences de la mesure irréfléchie qu'il a cru devoir prendre, mesure qui ne pourrait manquer d'altérer la confiance que doit inspirer son gouvernement et les rapports de bon voisinage établis entre son canton et la France. J'ai lieu d'espérer, Messieurs, que vos efforts ne resteront pas sans succès, et que la juste réclamation des frères Wahl sera accueillie comme elle doit l'être. Il ne peut pas échapper à l'attention comme au bon jugement du grand conseil, que des Français ayant acquis un bien sur le territoire de votre Etat, sous la garantie du gouvernement, et par un contrat légalement passé devant les autorités locales, ne sauraient en être dépossédés, sans une violation manifeste de tout principe d'équité, surtout si la mesure législative qui leur deviendrait si préjudiciable n'avait pour motif, ou plutôt pour prétexte, que leur croyance religieuse et l'application de lois exceptionnelles tirées d'une législation cantonale qui n'est plus celle de Bâle-Campagne.

Il n'est pas sans importance de faire remarquer, que le vendeur se trouve lié aujourd'hui par l'acceptation des 4 mille francs qu'il a touchés des frères Wahl; qu'il ne saurait se considérer comme libre de contracter un nouvel acte de vente, jusqu'à ce que le premier contrat ait été juridiquement annulé; enfin que, d'un autre côté, le terme de paiement intégral étant fixé au 2 juillet prochain, les frères Wahl ne sauraient l'effec-

1835 tuer sans avoir des garanties suffisantes et l'assurance que la possession de l'immeuble leur est garantie. A cet effet, ils offrent de déposer en mains tierces le prix d'acquisition, jusqu'à ce que la contestation ait été entièrement vidée.

Je ne saurais donc douter, Messieurs, que le grand conseil, en appréciant ces considérations que vous êtes à même de faire valoir, et en maintenant l'autorisation que vous avez accordée aux sieurs Wahl, ne se montre désireux d'épargner au gouvernement du roi le soin de mettre à couvert les intérêts des citoyens français dans votre canton, et de leur assurer d'une manière efficace la réciprocité de bons traitemens que vos ressortissans n'ont jamais manqué de trouver sur le territoire du royaume.

J'ai cru devoir sans délai éveiller sa plus sérieuse attention sur cette affaire, en l'assurant toutefois qu'il m'était permis de compter sur votre utile coopération, et sur votre appui en faveur des réclamans.

Je saisis cette occasion pour vous offrir, Messieurs, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le chargé d'affaires de France,
Signé G. DE BELLEVAL.

II.

Lettre de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 15. Juin 1835.

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, à MM. les Membres du gouvernement de Bâle-Campagne.

Messieurs,

Une décision du grand conseil de votre république, décision motivée sur un principe ou plutôt sur un préjugé non moins contraire aux lois de l'équité qu'à celles de la civilisation, me met dans le cas de vous entretenir directement des intérêts qu'un tel acte a compromis de la manière la plus grave.

Il s'agit de l'affaire au sujet de laquelle MM. Wahl de Mulhouse, sont en instance auprès de vous, et qui a déjà fait l'objet d'une communication de l'ambassade du roi à Berne.

Acquereurs d'une propriété située dans la commune 1835/36
de Reinach, MM. Wahl n'ont consommé cette acquisition qu'après s'être mis en règle vis-à-vis du gouvernement et de la législation de Bâle-Campagne. C'est sous l'autorisation spéciale du conseil d'état qu'ils ont contracté; c'est devant le conseil municipal de Reinach qu'a été passé le contrat de vente; c'est sous sa responsabilité qu'ils ont payé un à-compte au vendeur; enfin, pour prévenir toutes difficultés à raison de leur qualité d'israélites, ils avaient expressément renoncé à tout établissement, comme à tout exercice de commerce dans votre canton, se bornant à demander la faculté d'acquérir. Et cette faculté vous la leur avez accordée, Messieurs, sous la réserve à laquelle ils s'étaient soumis eux-mêmes.

C'est dans un tel état de choses, c'est dans une situation à la fois si légale et si régulière, qu'est venue les surprendre la décision par laquelle le grand conseil, alléguant leur qualité d'israélites, annulerait, sous un pareil prétexte, l'autorisation qu'ils tenaient du pouvoir exécutif et par conséquent le contrat d'acquisition passé par eux en pleine sécurité; décision arbitraire, dont la rigueur renchérit encore sur celle du droit public de l'ancien-canton de Bâle, où, sans être admis à s'établir, les étrangers professant la religion de Moïse l'étaient du moins à posséder.

Vous ne souffrirez pas, Messieurs, que cet arrêté, dont le grand conseil n'a sans doute pas pesé toutes les conséquences, reçoive son exécution; vous ne voudrez pas que la législation de la république de Bâle-Campagne soit plus intolérante que celle du canton dont naguère le vôtre faisait partie. En contradiction avec ce que vous avez décidé vous mêmes, cet étrange arrêté porterait atteinte à la confiance que doit inspirer l'autorité de vos actes. C'est donc sa prompte et complète révocation que je réclame au nom de tout ce qui peut le plus vivement intéresser la sollicitude d'un gouvernement équitable, qui tient à coeur de respecter le droit des gens, et de n'entretenir avec la France que des relations de bonne harmonie.

Je ne quitterai point d'ailleurs ce sujet sans appeler votre attention sur la question générale de l'établissement, en Suisse, des étrangers du culte israélite. On a peine en effet à s'expliquer l'esprit d'intolérance re-

1835/36 ligieuse qui, dans un siècle où chaque jour voit s'affaiblir et disparaître les derniers préjugés des temps de barbarie, porte les gouvernemens helvétiques à repousser de leur territoire cette classe d'étrangers.

Ce dont nous avons surtout le droit de nous étonner et de nous plaindre, c'est de les voir persister à étendre cette injuste exclusion aux israélites français, tandis qu'en France, par une large et fidèle application des traités, tous les ressortissans suisses sont admis, sans acception de religion, à jouir des mêmes droits civils que les nationaux.

Il est temps que la Suisse, revenant à des sentimens plus libéraux, élevant toutes les parties de sa législation au niveau du droit public en vigueur chez les peuples éclairés, et usant à l'égard de la France d'une réciprocité depuis trop longtemps invoquée, fasse enfin cesser une exception que repoussent à la fois la raison et l'équité.

Il serait digne d'un gouvernement qui professe des doctrines aussi libérales que le gouvernement de Bâle-Campagne, de prendre l'initiative d'une réforme aussi salutaire.

Je viens, Messieurs, appeler vos méditations sur une question aussi éminemment propre à les fixer. Je la recommande même d'autant plus sérieusement à votre examen, que si, sans égard pour les justes réclamations de la France, pour sa vieille et fidèle amitié, pour sa loyauté scrupuleuse à exécuter les traités avec la Confédération helvétique, les israélites français continuaient à être frappés en Suisse d'un interdit que rien ne peut justifier, la France, qui n'a jamais fait de distinction entre les milliers de ressortissans suisses qui viennent s'établir et exercer leur industrie sur son territoire, se trouverait bien malgré elle dans la nécessité de recourir à des mesures que réclament tout à la fois l'intérêt de ses citoyens, le sentiment de sa dignité et le voeu de l'opinion publique.

Sur ce point, comme pour l'affaire qui intéresse spécialement MM. Wahl, j'ai la confiance, Messieurs, qu'il suffira d'en appeler à vos lumières et à votre équité, et que ce ne sera point en vain que je les aurai invoquées.

Agréez, Messieurs, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, 1835

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,
Signé v. Broglie.

III.

Demande du rétablissement du statu quo, par l'ambassade de France.

Berne, le 15. Juillet 1835.

A MM. les président et conseil exécutif du canton de Bâle-Campagne.

Messieurs,

Je viens d'être informé par une voie indirecte, que le grand conseil de votre canton, dans la séance d'hier, a maintenu son arrêté du 11. Mai dernier par suite duquel se trouve annulée l'autorisation de votre gouvernement donnée aux frères Wahl, de Mulhouse, pour l'acquisition d'une propriété située dans la commune de Reinach.

N'ayant point encore communication officielle de cette décision si peu conforme à la juste attente et aux représentations du gouvernement du roi, je dois m'abstenir, pour le moment, de toucher au fond de la question; mais dans l'intérêt des acquéreurs français, je me fais un devoir, avant tout, d'insister formellement pour que le gouvernement de Bâle-Campagne maintienne le *statu quo* aussi long-temps que la contestation de droit public, que cette affaire a fait naître, ne sera pas terminée d'un commun accord entre les hautes parties intéressées.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que le dépot des 60 mille francs de Suisse à payer au vendeur, par les frères Wahl, a été effectué par eux le 29. Juin entre les mains de M. Schmidt, notaire à Bâle.

Agréez, Messieurs, etc.

Le chargé d'affaires de France,
Signé G. de Belleval.

IV.

Ordonnance du roi des Français, du 12. Septembre 1835.

Louis Philippe, Roi des Français, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

1835/36 Considérant qu'au mépris du droit des gens et contrairement aux stipulations des traités qui règlent les rapports entre la France et les cantons suisses, le gouvernement du canton de Bâle-Campagne a méconnu le libre exercice du droit d'établissement et de propriété envers MM. Wahl de Mulhausen, en annulant, par un arrêté du grand conseil, rendu le 11. Mai dernier, et motivé sur ce que MM. Wahl sont israélites, un contrat d'acquisition passé par eux légalement et d'après l'autorisation préalable qu'ils en avaient reçue de ce même gouvernement;

Considérant en outre, que toutes les représentations de notre ambassade en Suisse, pour obtenir la révocation de cet arrêté, ont été infructueuses, et que le gouvernement de Bâle-Campagne entend persister dans un tel déni de justice,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, président du conseil,

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. 1er. L'exécution de la convention signée à Berne le 30. Mai 1827 et du traité signé à Zurich le 18. Juillet 1828, entre la France et les cantons suisses, est provisoirement suspendue à l'égard du canton de Bâle-Campagne et de ses ressortissans.

Art. 2. Les relations de chancellerie entre notre ambassade en Suisse et le canton de Bâle-Campagne sont également suspendues.

Art. 3. Notre ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, président du conseil, et nos autres ministres secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

Fait au palais des Tuileries, le douzième jour du mois de septembre de l'année mil huit cent trente cinq.

Signé Louis Philippe.

Par le Roi:

Le président du conseil, ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères.

Signé Broglie.

V. 1835

Réclamation de MM. Wahl, au Directoire fédéral de la Suisse.

Mulhausen, 20. Novembre 1835.

A MM. les président et membres du Directoire fédéral suisse à Berne.

Messieurs et honorables conseillers,

Nous hasardons auprès de vous une démarche que nous dictent nos intérêts, si gravement compromis par l'annulation, prononcée par le grand conseil de Bâle-Campagne, de notre contrat d'acquisition du domaine Landerer à Reinach.

Nous venons d'avoir connaissance, par la voie du journal de Liestal (le Rauracher) du rapport fait à l'honorable Directoire, par la commission du grand conseil de Bâle-Campagne, sur l'affaire en question, et nous prenons la confiance d'appeler votre attention, Messieurs, sur certains points avancés dans ce document, afin d'éclairer votre religion, dans l'avis ou dans la décision que vous aurez à prendre.

Le rapport de la commission du grand conseil, publiée par le Rauracher du 18. Novembre, n'est en quelque sorte que la répétition de la seule et unique réponse faite par la même commission, en août dernier, aux anciennes et nombreuses notes de l'ambassade de France, réponse également parvenue à notre connaissance par le Rauracher du 2. Septembre, et qui a donné lieu à une réfutation imprimée, faite dans le canton même de Bâle-Campagne, que nous mettons sous vos yeux. Il ressort toutefois de la comparaison des deux documents de la commission du grand conseil, une différence essentielle: c'est que dans le premier on s'appuie sur *une loi* de l'ancien canton de Bâle, de 1816, comme établissant le motif principal de l'annulation de notre contrat; tandis qu'aujourd'hui il n'est plus question de cette loi, mais bien d'une prétendue *maxime d'Etat.* L'intention de ce changement est facile à saisir: la loi d'abord invoquée, n'ayant exclu les israélites que du droit de domicile et d'établissement, et cette loi ayant même formellement été abrogée, par une autre loi de 1821; tandis que la prétendue maxime d'Etat, dont on veut se prévaloir à

1835/36 présent, se prêterait, d'après l'opinion de la commission, à exclure également les israélites, dans l'ancien comme dans le nouveau canton de Bâle, de la *simple faculté d'acquérir des biens fonds*, faculté dont jouissent sans difficulté les israélites, dans le canton de Bâle-Ville, par exemple.

Après avoir fait ressortir cette circonstance, qui nous paraît assez importante en raison du fait que nous venons de citer, en ce qui concerne Bâle-Ville, fait sur lequel le grand conseil de Bâle-Campagne n'a jamais voulu s'expliquer, nous allons fournir à l'honorable Directoire, certains éclaircissements qui pourront le guider dans la juste appréciation du rapport qu'il a sous les yeux.

D'abord, pour les divers manques de forme reprochés à notre contrat, nous avons toujours opposé aux arguments du grand conseil un fait qui était à sa parfaite connaissance, à savoir, qu'il était passé en usage dans le canton de Bâle-Campagne, que la sanction d'un contrat d'acquisition était tantôt demandée *après* sa passation, tantôt *avant*; et, quant à la passation devant toutes les municipalités où se trouvent situées des parcelles d'un bien, nous avons eu à citer aussi l'exemple d'un usage contraire à la condition qu'on aurait voulu imposer à notre acquisition; nous avions au reste à nous appuyer de la sanction donnée à notre contrat par le conseil d'Etat du canton, ce qui prouvait suffisamment, à nos yeux, que nous avions contracté légalement. Nous n'aurons donc à relever, quant à cela, que deux faits erronés, avancés par le rapport de la commission du grand conseil. Ce rapport ne craint pas d'avancer que la *moitié* du domaine de Reinach est située dans les bans d'autres communes; tandis que nous sommes en situation de prouver par le plan qui est entre nos mains, que les parcelles qui s'étendent hors du ban de Reinach, forment tout au plus *le septième* du domaine. Le rapport nous reproche aussi de n'avoir payé comptant que quatre mille francs de Suisse, sur le prix de vente de soixante-quatre mille francs, pendant que, d'après l'usage, la sanction ne peut être donnée à un contrat d'acquisition qu'à la condition du payement comptant du tiers du prix de vente. Nous avons encore ici à opposer la garantie de la sanction obtenue, sans opposition, de la part

de l'autorité qui avait à donner cette sanction; mais 1855
mieux encore: c'est que notre prix d'acquisition en entier était stipulé comme payement comptant, et que ce payement n'était subordonné qu'à la purge des hypothèques.

Un fait plus important mérite d'être relevé par nous. Le rapport de la commission, sans doute pour justifier l'intervention, en quelque sorte d'office, du grand conseil, dans une affaire toute simple d'abord, ose parler de l'opinion publique dont la voix se serait fait entendre spontanément dans tout le canton, à l'occasion de notre contrat d'acquisition du bien de Reinach! Et pourtant la municipalité de Reinach, pas plus que le *Bezirks-Verwalter* d'Arlesheim, pas plus que le conseil d'Etat lui-même, n'a mis le moindre obstacle à la passation et à la double sanction de notre contrat. A en croire le rapport de la commission, la population de Reinach, surtout, aurait dû se lever en masse, soit pour s'opposer par quelqu'acte de violence à ce que nous devenions acquéreurs du bien de M. Landerer, soit pour jeter un cri de réprobation contre la municipalité, qui aurait consenti à faire la passation du contrat. Et rien de tout cela n'est arrivé; et c'est à grand'peine qu'on est parvenu à mettre sous les yeux du grand conseil une protestation individuelle, *signée par un seul bourgeois de Reinach*, par un nommé Schweitzer, qui passe pour être l'homme de confiance de l'amateur bien connu du domaine Landerer, et qui était venu nous faire, quelque temps auparavant, une sur-offre de dix mille francs sur notre acquisition!

Ce fait à lui seul suffirait pour expliquer le vrai mobile qui a présidé à tous les incidents dont notre acquisition est devenue l'objet; il explique pourquoi le grand conseil a été d'abord amené à annuler la sanction donnée à notre contrat par le gouvernement même; pourquoi ce grand conseil a encore été amené à refuser obstinément le maintien du Statu quo, réclamé par notre ambassade, jusqu'à ce que le litige fût entièrement vidé; il explique encore, comment M. Landerer a été conseillé de nous notifier que, sans autre forme de procès, il s'adjugeait, à titre de prétendus dommages et interêts, les quatre mille francs de Suisse que nous avions payés d'avance, pendant que lui, Lan-

1835 derer, emmagasinait et vendait toutes les recoltes, tous les produits du bien par nous acquis; ce fait explique enfin comment ce même M. Landerer a encore été conseillé de faire, depuis peu, une vente (réelle ou simulée) d'une portion du bien en question, vente dont le rapport de la commission du grand conseil fait mention, en passant et comme chose toute naturelle.

Nous n'avons pas à nous occuper de la partie du rapport qui a trait à la question fédérale concernant l'admission des israélites français dans les cantons suisses, à l'égal des citoyens professant tous autres cultes. Quelque intérêt que nous ayions à voir une raison éclairée présider aux débats auxquels pourra donner lieu, en son temps, cette grande question, si digne d'être agitée dans les assemblées du peuple suisse de nos jours, nous la considérons et nous l'avons toujours considérée comme étant étrangère, comme n'ayant au moins pas un rapport essentiel avec notre affaire; puisque nous étant soumis de nous-mêmes à la législation, ou si l'on veut, au préjugé qui pouvait encore exister dans le canton de Bâle-Campagne, contre l'établissement, dans ce canton, des israélites en général, nous avons renoncé par écrit à toute revendication du droit de domicile et d'établissement à Reinach, et que cette renonciation a été formellement exprimée dans l'arrêté de sanction donnée à notre contrat par le conseil d'État de Liestal.

Nous avons l'honneur d'être avec respect,
Messieurs et honorables conseillers,
Vos très-humbles et très-obéissants serviteurs.
Signé ALEXANDRE et BARUCH WAHL.

VI.

Seconde réclamation de MM. Wahl, au Directoire fédéral de la Suisse.

Mulhouse, 27. Janvier 1836

A MM. les président et membres du Directoire fédéral suisse, à Berne.

Messieurs et honorables conseillers,

Nous avons déjà une fois pris la confiance de nous adresser directement à vous, pour soumettre à

votre haute appréciation quelques considérations et 1835/36
quelques faits surtout qui étaient de nature à rectifier certaines assertions avancées dans les moyens produits, par le grand conseil de Bâle-Campagne, pour la justification de son acte d'annulation de notre contrat d'acquisition du domaine Landerer, à Reinach.

La communication que vous venez de faire à tous les cantons confédérés et la réponse de la commission du grand conseil de Bâle-Campagne à cette communication, arrivent en même temps à notre connaissance par la voie de la presse suisse, et notre intérêt nous commande de revenir auprès de vous, messieurs et honorables conseillers, sur le point capital de notre cause, dans le différend survenu entre la France et le canton de Bâle-Campagne.

D'abord le fait duquel il faut toujours partir dans notre affaire, c'est qu'en devenant acquéreurs du domaine Landerer, nous nous sommes de nous mêmes soumis aux exceptions qui pouvaient encore exister dans cette partie de la Suisse, pour l'établissement des israélites, et que nous n'avons demandé et obtenu l'autorisation légale du gouvernement du canton pour notre acquisition, qu'à la condition expresse que *nous renoncerions à tout droit d'établissement dans le canton.* Aussi le grand conseil, en s'appuyant dans son acte du 11. Mai 1835, de la loi du 19. Juin 1816, qui excluait les israélites de tout *droit d'établissement et de domicile à venir dans le canton de Bâle*, ne prononça-t-il l'annulation de notre contrat que par voie de conséquence, en prétendant que la simple faculté d'acquérir un immeuble entraînait forcément après elle le droit d'établissement et de domicile, droit soumis cependant à des justifications et à une législation toute spéciale.

Cette séparation complète, cette distinction essentielle entre le droit d'établissement et la simple faculté d'acquérir, est aujourd'hui souverainement établie et reconnue dans la circulaire du 13. Janvier, adressée aux cantons confédérés; elle est d'ailleurs si bien consacrée dans le canton de Bâle, que récemment encore des israélites ont été admis à acquérir des maisons à Bâle même. La conséquence naturelle de la reconnaissance de ce principe par l'honorable Directoire, devait donc être, pour nous, la mise en possession

1885/86 immédiate dans le bien par nous acquis; mise en possession à laquelle la commune de Reinach elle-même s'attendait toujours si bien, qu'elle n'a jamais élevé de réclamation, et que tout récemment encore, nous avons été appelés et nous avons payé, entre les mains du conseil municipal, la valeur du mobilier existant dans la maison dépendant du domaine Landerer, que nous avions acheté par enchère devant ce même conseil municipal.

Mais votre circulaire, messieurs et honorables conseillers, semble reconnaître en même temps à tous les cantons confédérés, indistinctement, un droit de répulsion des israélites en général et des israélites français en particulier, droit qui dériverait du traité du 30. Mai 1827, tel qu'il a été expliqué dans les préliminaires, par une note diplomatique du 9. Août 1826, note signée par M. de Rayneval, alors ambassadeur de France en Suisse. Encore ici, la conséquence du simple examen de cette note même, qu'on nous a toujours opposée d'une manière triomphante, devait être notre mise en possession dans notre propriété. En effet, cette note de M. de Rayneval, que nos adversaires n'ont jamais voulu citer textuellement, ne reconnait d'abord, à l'égard des israélites français, qu'un droit de répulsion limité au droit d'établissement et de domicile, et ne s'étend nullement à la simple faculté d'acquérir des immeubles; et encore, pour le droit d'établissement et de domicile, la répulsion n'est-elle reconnue que pour les cantons où une législation formelle en vigueur la consacrerait à l'égard des israélites en général.

"L'article 1er de la convention du 30. Mai 1827, „dit la note de M. de Rayneval, ne reconnaissant que „les droits qui sont accordés par chaque état de la „confédération, aux ressortissans des autres cantons, „il s'ensuit nécessairement que, *dans ceux des cantons, où le domicile et tout nouvel établissement serait interdit* PAR LES LOIS aux individus „de la religion de Moïse, les sujets du roi qui professent cette religion ne sauraient se prévaloir de „l'article en question pour réclamer une exception à „la règle générale. Il est bien entendu, toutefois, „ajoute la note diplomatique, que c'est une conséquence „directe de l'article 6, que ceux d'entre eux qui se „seraient établis sur le territoire de la confédération

„sous le régime de l'acte de médiation et en vertu 1835
„du traité de 1803, continueront à jouir des droits
„qui leur étaient acquis."

Or, la loi même du 19. Juin 1816, sur laquelle s'appuie le grand conseil de Bâle-Campagne, dans son acte d'annulation de notre contrat, n'excluait les israélites que du droit d'établissement et de domicile, et se taisait sur la simple faculté d'acquérir; mais, ce qui est bien plus concluant en notre faveur, ce qui devait trancher toutes les questions, c'est que cette loi du 19. Juin 1816, en ce qui regarde les israélites, a été textuellement rapportée par une autre loi du 7. Avril 1821 que, dans sa préoccupation, le grand conseil de Bâle-Campagne n'avait pas recherchée, qu'il ne connaissait même pas avant le 11. Mai, et dont nous avons dû, dans nos premières réclamations, lui remettre un exemplaire imprimé sous les yeux!

Ainsi, le droit d'établissement et de domicile même, droit que nous n'avons pas revendiqué, et auquel nous renonçons encore aujourd'hui, ne pourrait, même d'après le texte de la note de M. de Rayneval, nous être refusé dans le canton de Bâle-Campagne.

D'après ces considérations, qui n'ont pas besoin de plus grands développemens, nous devons espérer de votre souveraine justice, messieurs et honorables conseillers, que tout en insistant sur l'institution d'un tribunal arbitral mixte, pour la fixation des dommages et intérêts auxquels nous avons droit en tout état de cause, de la part du canton de Bâle-Campagne, pour non-jouissance de notre acquisition depuis le 11. Mai 1835, vous ferez intervenir votre autorité, pour notre mise en possession immédiate du domaine de Reinach, mise en possession que ne saurait non plus entraver la vente (réelle ou simulée) faite par M. Landerer, d'une faible parcelle du bien, pour l'ensemble duquel nous avons déposé depuis long-temps le solde du prix d'acquisition, stipulé par notre contrat.

Nous avons l'honneur d'être avec respect,

Messieurs et honorables conseillers,

Vos très-humbles et très-obéissans serviteurs,

Signé ALEXANDRE et BARUCH WAHL.

1835 **VII.**

Note de M. de Montigny, chargé d'affaires de France, à Berne.

A leurs Excellences MM. les Avoyers et Conseil d'Etat de la république de Berne, Directoire fédéral.

Le chargé d'affaires de France, à Berne, a reçu la note que S. E. M. l'avoyer Tscharner lui a fait l'honneur de lui adresser, au nom du Directoire, le 16 de ce mois, relativement à l'affaire des frères Wahl, de Mulhausen. Le Directoire, s'attachant à réfuter un des principaux considérans de l'ordonnance royale, du 12. Septembre 1835, suppose que c'est à tort que l'arrêté du grand conseil du canton de Bâle-Campagne, portant annulation du contrat d'acquisition passé par MM. Wahl, sous l'autorisation préalable du pouvoir exécutif, est présenté, dans cette ordonnance, comme une violation des traités. Il rappelle que la convention du 30. Mai 1827 n'est relative qu'à l'établissement réciproque des Français en Suisse et des Suisses en France, et qu'en vertu de la note adressée le 7. Août 1826, par M. le comte de Rayneval, au président de la Diète, les citoyens français de la Religion de Moïse ne peuvent réclamer le droit de s'établir dans ceux des cantons dont la legislation refuse ce droit aux israélites en général; d'où il suivrait que, dans l'affaire qui intéresse les frères Wahl, le gouvernement du roi aurait confondu une question de propriété avec une question de domicile.

Le Directoire, continuant à raisonner dans cette hypothèse d'une *erreur matérielle*, se montre surpris que l'ordonnance du 12. Septembre ait été mise à exécution, et conclue à ce qu'elle soit révoquée, insistant d'autant plus sur cette mesure, que, dans son opinion, les difficultés survenues entre la France et Bâle-Campagne ne sauraient se prolonger sans affecter la Confédération toute entière, et que, d'autre part, les autorités de Liestal seraient disposées à répondre, devant le *juge compétent*, aux demandes en dommages-intérêts que les frères Wahl se croiraient fondés à élever.

Le gouvernement du roi, auquel le soussigné s'est empressé de transmettre la note de S. E. M. l'avoyer

Tscharner, n'a pu voir qu'avec un pénible étonnement 1835/36
es observations qu'elle contient au sujet d'une affaire
ur laquelle il avait tout lieu de penser que l'opinion
lu Directoire était mieux éclairée: il ne pouvait oublier
en effet, que le Vorort, adhérant aux conclusions du
apport de M. Schnell, avait officiellement signalé aux
livers Etats de la Confédération, la conduite du gou-
ernement de Bâle-Campagne envers les frères Wahl
omme un déni de justice et comme une atteinte por-
ée au droit des gens; et qu'il avait déclaré que cette
ffaire n'était qu'une question d'*Etat à Etat*, qu'elle
'était point un *objet qui touchât directement aux*
ntérêts généraux de la Suisse, et que, dès lors,
es tribunaux de Liestal ne pouvaient être compétens
our prononcer sur les conséquences d'une mesure po-
itique adoptée par le conseil souverain du canton.
Le gouvernement du roi cherche en vain à s'expliquer
omment, à si peu d'intervalle, un tel changement a
u s'opérer dans la manière dont le Vorort envisageait
n débat, dont toutes les circonstances déjà mises au
rand jour, attestent surabondamment que le droit de
a France et la légitimité de ses griefs contre le gou-
ernement de Bâle-Campagne, sont aussi incontesta-
les que la modération, pour ne pas dire la longani-
nité dont elle a fait preuve, est évidente.

Ce n'est pas sans raison que le gouvernement de
a Majesté s'est plaint de la violation des traités. Il
st positif, en effet, que l'arrêté rendu le 11. Mai der-
ier, par le grand conseil de Bâle-Campagne, impli-
ue une double infraction aux principes du droit des
ens et aux stipulations de la convention du 30. Mai
827. Il a violé le droit des gens en dépossédant,
ans dédommagement, des Français qui venaient de
ontracter, sous l'autorisation de la seule autorité qui
lût être compétente à leurs yeux. Il a violé les traités
n ce sens que, si l'on admet comme conséquence de
a déclaration de M. le comte de Rayneval, du 7. Août
826, l'exclusion des israélites français, du benefice de
article 1er de la convention du 30. Mai 1827, sous le
apport du droit d'établissement en Suisse, il est cer-
ain néanmoins, que la législation de l'ancien canton
e Bâle, qui a été indûment invoquée contre eux
ar le grand conseil de Liestal, leur concédant le droit
'acquérir des immeubles (droit sur lequel l[illegible] pré-

1835/36 citée garde le silence), et la nouvelle constitution de Bâle-Campagne ne contenant aucune disposition exceptionnelle à cet égard, les israélites français, sous le rapport de la faculté d'acquérir des biens-fonds, ne sauraient être traités autrement, dans ce canton, que les citoyens français d'une religion différente, sans qu'il y eût, par cela même, violation de la convention de 1827.

Ce n'est donc pas le gouvernement du roi qui s'est trompé sur l'application de ce traité. C'est le grand conseil de Liestal qui n'a pas craint d'assimiler l'une à l'autre, les deux questions totalement distinctes du droit de domicile et du droit d'acquisition, en arguant de la convention de 1827 et d'une note qui, dans l'espèce, n'a rien d'applicable à cette convention, pour justifier l'arrêté qui a dépossédé les frères Wahl d'un immeuble, acquis par eux dans les formes les plus légales et les plus régulières.

Le soussigné pourrait ajouter que le mot *d'établissement* n'a pas été, comme on le dit, énoncé à tort dans les considérans de l'ordonnance: il est vrai que MM. Wahl avaient préalablement et d'eux-mêmes renoncé à tout établissement dans le canton de Bâle-Campagne; mais en principe général, il n'en est pas moins exact de dire que la loi bâloise du 7. Février 1821 qui a révoqué celle du 19. Juillet 1816, ayant rétabli en faveur des israélites français la faculté de prendre domicile dans l'ancien canton de Bâle, et aucune disposition de la constitution nouvelle de Bâle-Campagne n'ayant annulé la loi de 1821, c'est contrairement à la convention de 1827 et au principe posé dans la note du 7. Août 1826, qu'ils ne sont pas admis à s'établir sur le territoire de Liestal, et que la faculté d'y devenir propriétaires de biens-fonds ne leur est accordée que moyennant renonciation au domicile.

Il résulte donc clairement de ce qui précède, que l'ordonnance royale du 12. Septembre n'a été rendue qu'en pleine et entière connaissance de cause; qu'elle se fonde sur une infraction réelle des traités, sur l'existence d'un déni de justice bien caractérisé, et que le Directoire lui-même en avait parfaitement apprécié les motifs, lorsque, dans la circulaire adressée le 13 Janvier dernier aux Etats de la confédération, il reconnaissait que le conseil souverain de Liestal n'avait

pu annuler l'autorisation du pouvoir exécutif, sous la 1835/36
foi de laquelle deux citoyens français avaient contracté, sans que les parties lésées par cette décision n'en dussent être dédommagées, non par un jugement des tribunaux, dont l'action purement civile s'arrêtait devant une question de droit des gens, mais par le gouvernement de Bâle-Campagne lui-même.

Cependant les autorités de Liestal, au mépris des règles de l'équité et sans égard aux fréquentes réclamations qui leur ont été présentées au nom du gouvernement du roi, ont persisté dans leur injuste système: elles se sont réfusées, lorsqu'il en était encore temps, à maintenir le *statu quo* jusqu'à la solution du litige, et après avoir remis le vendeur du domaine acquis par les frères Wahl, en possession de cet immeuble, elles l'ont autorisé à le vendre à de nouveaux acquéreurs, ajoutant ainsi, sans raison et sans nécessité, aux premières difficultés si légèrement suscitées par elles. C'est en présence de tels procédés, c'est après en avoir inutilement appelé, pendant cinq mois, aux sentimens de justice et de conciliation des magistrats de Liestal, que le gouvernement du roi s'est vu forcé de recourir aux mesures dont ils se plaignent aujourd'hui. Ces mesures seront maintenues aussi long-tems que le gouvernement de Bâle-Campagne, s'obstinant à méconnaître ses vrais intérêts, laissera subsister les griefs qui en ont provoqué la mise à exécution. Il ne dépend donc que des autorités de Liestal de faire cesser un pareil état de choses, et de voir se renouer les relations interrompues entre le canton de Bâle-Campagne et la France. Qu'elles accomplissent enfin envers les frères Wahl, envers la France, justement offensée, un acte de réparation qui ne s'est déjà que trop fait attendre, et les mesures prescrites seront immédiatement révoquées; mais le soussigné ne saurait assez le répéter, c'est du gouvernement de Bâle-Campagne lui-même, auteur du dommage, et non des tribunaux de ce canton, dont l'incompétence en pareille matière est évidente, que la France attend cette réparation.

Telle est la réponse que le soussigné a reçu l'ordre de faire au Directoire fédéral. Le gouvernement du roi se plait à croire que ces observations, présentées avec le caractère de franchise et de loyauté dont il a toujours fait preuve envers la Suisse, auront

1836 pour effet de replacer la question sous son véritable point de vue. Il se flatte en même temps, que la sagesse et le bon esprit des gouvernemens de la confédération sauront les prémunir relativement à cette affaire, qui est purement cantonnale et particulière à l'Etat de Bâle-Campagne, contre toute appréciation tendant à dénaturer les termes et à amener, sous un rapport plus général, ces complications dont le gouvernement de sa Majesté repousse d'avance la responsabilité.

Le soussigné a l'honneur de renouveller à leurs Excellences Messieurs les avoyers et conseil d'Etat de la république de Berne, Directoire fédéral, les assurances de sa haute considération.

Berne, le 7. Mars 1836.

Le chargé d'affaires de France,
Signé A. DE MONTIGNY.

71.

Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la Ligue de Douanes et de commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses et la Thuringue. Signé à Berlin le 2. Janvier 1836.

(Gesetz-Sammlungen von Preussen, Sachsen, Baiern, Würtemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogth. Hessen etc. v. J. 1836.)

Nachdem der Senat der freien Stadt Frankfurt den Wunsch zu erkennen gegeben hat, dem zwischen Preussen, Baiern, Sachsen, Würtemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen und den zu dem thüringischen Vereine gehörigen Landen bestehenden Zoll- und Handelsvereine beizutreten; so haben, Behufs der deshalb zu pflegenden Verhandlungen, zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits, für sich und in Vertretung der Krone

Sachsen, des Grossherzogthums Baden und der zum 1836
thüringischen Vereine gehörigen Staaten:

Seine Majestät der König von Preussen

Allerhöchstihren Kammerherrn, wirklichen Geheimen Rath und interimistischen Chef des Finanz-Ministerii, Albrecht Graf von Alvensleben, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, des St. Johanniter-Ordens, Kommandeur des königlich ungarischen St. Stephans-Ordens und Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und

Allerhöchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Director im Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens zweiter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande, Ritter des kaiserlich russischen St. Annen-Ordens zweiter Klasse, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommenthur des königlich hannöverischen Guelphen-Ordens und des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen und des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und des herzoglich sachsen-ernestinischen Haus-Ordens;

Seine Majestät der König von Baiern

Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsrath, ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister an den königlich preussischen, königlich sächsischen, grossherzoglich sächsischen und herzoglich sächsischen Höfen, Friedrich Christian Johann Graf von Luxburg, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens erster Klasse, Grosskreuz des königlich sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Ritter des königlich würtembergischen Friedrich-Ordens, Grosskreuz des

1836 grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Majestät der König von Würtemberg

Allerhöchstihren Kammerherrn, Legationsrath und Geschäftsträger am königlich preussischen Hofe, Franz von Paula Friedrich Freiherr von Linden, Ritter des Ordens der königlich würtembergischen Krone, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, Kommandeur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

Allerhöchstihren Finanzrath Philipp Gustav Hauber, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens;

Seine Hoheit der Kurprinz und Mitregent von Hessen

Höchstihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich preussischen Hofe, Carl Friedrich von Wilkens-Hohenau, Kommandeur des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse und des königlich preussischen St. Johanniter-Ordens, Grosskreuz des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, Kommandeur erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Kommenthur des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken, und

Höchstihren Ober-Berg- und Salzwerks-Director Heinrich Theodor Ludwig Schwedes, Ritter des kurfürstlich hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Kommenthur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens und des grossherzoglich sächsischen Haus-Ordens vom weissen Falken;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen

Höchstihren Kammerherrn, Major und Flügel-Ad-

jutanten, Geschäftsträger am königlich preussischen 1836
Hofe, Friedrich Ferdinand Wilhelm, Freiherr Schäffer von Bernstein, Kommandeur zweiter Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Inhaber des militärischen Dienst-Ehrenzeichens, Ritter des kaiserlich östreichischen Leopold-Ordens, der königlich französischen Ehrenlegion, des königlich-hannöverischen Guelphen- und des königlich würtembergischen Militär-Verdienst-Ordens, und Kommandeur des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens, und

Höchstihren Ober-Finanzrath Heinrich Ludwig Biersack, Ritter erster Klasse des grossherzoglich hessischen Ludwig-Ordens, Ritter des königlich preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse, des Civil-Verdienst-Ordens der königlich baierischen Krone, des Ordens der königlich würtembergischen Krone und des grossherzoglich badischen Zähringer Löwen-Ordens;

andererseits

der Senat der freien Stadt Frankfurt

den Schöff und Senator George Friedrich von Guaita, und

den Senator Conrad Adolph Bansa,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratification, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Die freie Stadt Frankfurt mit ihrem Gebiete tritt dem zwischen den Königreichen Preussen, Baiern, Sachsen und Würtemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen und den zu dem thüringischen Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handels-Systems errichteten Vereine bei, wie solcher auf den Grund der darüber abgeschlossenen Verträge vom 22sten und 30sten März, ingleichen vom 11ten Mai 1833 und vom 12ten Mai 1835 bestehet, dergestalt, dass dieselbe unter den durch gegenwärtigen Vertrag bestimmten Maassgaben gleiche Verbindlichkeiten mit den vorgedachten Staaten übernimmt und gleicher Rechte mit selbigen theilhaftig wird.

1836 Art. 2. In Folge dieses Beitritts wird die freie Stadt Frankfurt, mit Aufhebung der gegenwärtig in derselben und ihrem Gebiete über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und deren Verwaltung bestehenden Gesetze und Einrichtungen, das für dieselbe vereinbarte Zoll-Gesetz, nebst der Zoll-Ordnung und dem Zoll-Strafgesetze, ingleichen den Zoll-Tarif, welche als integrirende Bestandtheile des gegenwärtigen Vertrages angesehen werden sollen, gleichzeitig mit letzterem publiciren und in Ausführung bringen lassen.

Art. 3. Veränderungen in der Vereins-Zoll-Gesetzgebung, mit Einschluss des Zoll-Tarifs und der Zoll-Ordnung, sowie Zusätze und Ausnahmen, können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammt-Vereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 4. Mit der vollständigen Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den contrahirenden Vereinsstaaten und der freien Stadt Frankfurt Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beides in den folgenden Artikeln bestimmt ist.

Art. 5. Mit dem Eintritte des freien Verkehrs hören alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen des bisherigen Zollvereins und der freien Stadt Frankfurt auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte:

a) der zu den Staats-Monopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz) nach Maassgabe der Art. 6 und 7;

b) der im Inneren der contrahirenden Staaten gegenwärtig mit Steuern von verschiedener Höhe, oder in dem einen Staate gar nicht, in dem anderen aber mit einer Steuer belegten, und deshalb einer Ausgleichungs-Abgabe unterworfenen inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Art. 8, und endlich

c) solcher Gegenstände, welche ohne Eingriff in

die von einem der contrahirenden Staaten ertheilten 1836
Erfindungs-Privilegien (Patente) nicht nachgemacht oder eingeführt werden können, und daher für die Dauer der Privilegien (Patente) von der Einfuhr in den Staat, welcher dieselben ertheilt hat, noch ausgeschlossen bleiben müssen.

Art. 6. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es in jedem der contrahirenden Staaten bei den bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 7. In Betreff des Salzes tritt die freie Stadt Frankfurt der zwischen den contrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredung, so weit letztere auf dortige Verhältnisse Anwendung findet, in folgender Art bei:

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten, ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salzämtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von der anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen andern aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staa-

1836 ten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden, in sofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorhergängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheits-Maassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Wenn in unmittelbar an einander grenzenden Vereinsstaaten eine solche Verschiedenheit der Salzpreise bestände, dass daraus für einen oder den anderen dieser Staaten eine Gefahr der Salz-Einschwärzung hervorgienge; so werden die hierbei betheiligten Regierungen sich über Maassregeln vereinbaren, welche diese Gefahr möglichst beseitigen, ohne den freien Verkehr mit anderen Gegenständen zu belästigen.

Art. 8. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, bei welchen hinsichtlich der Besteuerung im Innern eine Verschiedenheit der Gesetzgebung selbst unter den einzelnen der contrahirenden Vereinstaaten noch Statt findet (Art. 5 litt. b), wird auch von der freien Stadt Frankfurt als wünschenswerth anerkannt, hierin ebenfalls eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze hergestellt zu sehen, und es wird daher auch ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit gerichtet seyn.

Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, können zur Vermeidung der Nachtheile, welche für die Producenten des eigenen Landes im Verhältnisse zu den Producenten in anderen Vereinsstaaten aus der ungleichen Besteuerung erwachsen würden, Ergänzungs- oder Ausgleichungs-Abgaben von folgenden Gegenständen erhoben werden:

A. in den bisherigen Vereinsstaaten

a) im Königreiche Preussen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

b) im Königreiche Baiern (zur Zeit mit Ausschluss des Rheinkreises) von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

c) im Königreiche Sachsen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;

d) im Königreiche Würtemberg von Bier, Branntwein, geschrotetem Malz;

e) im Grossherzogthume Baden von Bier; 1836
f) im Kurfürstenthume Hessen von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein;
g) im Grossherzogthume Hessen von Bier;
h) in den zu dem thüringischen Vereine gehörigen Staaten von Bier, Branntwein, Tabak, Traubenmost und Wein.

B. in der Stadt Frankfurt von Bier.

Es soll bei der Bestimmnng und Erhebung der gedachten Abgaben nach folgenden Grundsätzen verfahren werden:

1) Die Ausgleichungs-Abgaben werden nach dem Abstande der gesetzlichen Steuer im Lande der Bestimmung von der denselben Gegenstand betreffenden Steuer im Lande der Herkunft bemessen, und fallen daher im Verhältnisse gegen diejenigen Vereinslande gänzlich weg, wo eine gleich hohe oder eine höhere Steuer auf dasselbe Erzeugniss gelegt ist.

2) Veränderungen, welche in den Steuern von inländischen Erzeugnissen der betheiligten Staaten eintreten, haben auch Veränderung in den Ausgleichungs-Abgaben, jedoch stets unter Anwendung des vorher (1) aufgetellten Grundsatzes, zur Folge.

Wo auf den Grund einer solchen Veränderung eine Ausgleichungs-Abgabe zu erhöhen seyn würde, muss, falls die Erhöhung wirklich in Anspruch genommen wird, eine Verhandlung darüber zwischen den betheiligten Staaten, und eine vollständige Nachweisung der Zulässigkeit nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages vorausgehen.

3) Die gegenwärtig in Preussen gesetzlich bestehenden Sätze der Steuern von inländischem Traubenmost und Wein, vom Tabaksbau und Branntwein, sowie die gegenwärtig in Baiern bestehende Steuer von inländischem geschroteten Malz und Bier (Malzaufschlag) sollen jedenfalls den höchsten Satz desjenigen bilden, was in einem Vereinsstaate, welcher jene Steuern eingeführt hat, oder künftig etwa einführen sollte, an Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln bei deren Eingange aus einem Lande, von welchem keine Steuer auf dieselben Erzeugnisse gelegt ist, erhoben werden darf, wenn auch die betreffende Steuer des Staates, welcher die Ausgleichungs-Abgabe bezieht, diesen höchsten Satz übersteigen sollte.

1835 VII.

Note de M. de Montigny, chargé d'affaires de France, à Berne.

A leurs Excellences MM. les Avoyers et Conseil d'Etat de la république de Berne, Directoire fédéral.

Le chargé d'affaires de France, à Berne, a reçu la note que S. E. M. l'avoyer Tscharner lui a fait l'honneur de lui adresser, au nom du Directoire, le 16 de ce mois, relativement à l'affaire des frères Wahl, de Mulhausen. Le Directoire, s'attachant à réfuter un des principaux considérans de l'ordonnance royale, du 12. Septembre 1835, suppose que c'est à tort que l'arrêté du grand conseil du canton de Bâle-Campagne, portant annulation du contrat d'acquisition passé par MM. Wahl, sous l'autorisation préalable du pouvoir exécutif, est présenté, dans cette ordonnance, comme une violation des traités. Il rappelle que la convention du 30. Mai 1827 n'est relative qu'à l'établissement réciproque des Français en Suisse et des Suisses en France, et qu'en vertu de la note adressée le 7. Août 1826, par M. le comte de Raynéval, au président de la Diète, les citoyens français de la Religion de Moïse ne peuvent réclamer le droit de s'établir dans ceux des cantons dont la legislation refuse ce droit aux israélites en général; d'où il suivrait que, dans l'affaire qui intéresse les frères Wahl, le gouvernement du roi aurait confondu une question de propriété avec une question de domicile.

Le Directoire, continuant à raisonner dans cette hypothèse d'une *erreur matérielle*, se montre surpris que l'ordonnance du 12. Septembre ait été mise à exécution, et conclue à ce qu'elle soit révoquée, insistant d'autant plus sur cette mesure, que, dans son opinion, les difficultés survenues entre la France et Bâle-Campagne ne sauraient se prolonger sans affecter la Confédération toute entière, et que, d'autre part, les autorités de Liestal seraient disposées à répondre, devant le *juge compétent*, aux demandes en dommages-intérêts que les frères Wahl se croiraient fondés à élever.

Le gouvernement du roi, auquel le soussigné s'est empressé de transmettre la note de S. E. M. l'avoyer

Tscharner, n'a pu voir qu'avec un pénible étonnement 1835/36
les observations qu'elle contient au sujet d'une affaire sur laquelle il avait tout lieu de penser que l'opinion du Directoire était mieux éclairée: il ne pouvait oublier en effet, que le Vorort, adhérant aux conclusions du rapport de M. Schnell, avait officiellement signalé aux divers Etats de la Confédération, la conduite du gouvernement de Bâle-Campagne envers les frères Wahl comme un déni de justice et comme une atteinte portée au droit des gens; et qu'il avait déclaré que cette affaire n'était qu'une question d'*Etat à Etat*, qu'elle n'était point un *objet qui touchât directement aux intérêts généraux de la Suisse*, et que, dès lors, les tribunaux de Liestal ne pouvaient être compétens pour prononcer sur les conséquences d'une mesure politique adoptée par le conseil souverain du canton. Le gouvernement du roi cherche en vain à s'expliquer comment, à si peu d'intervalle, un tel changement a pu s'opérer dans la manière dont le Vorort envisageait un débat, dont toutes les circonstances déjà mises au grand jour, attestent surabondamment que le droit de la France et la légitimité de ses griefs contre le gouvernement de Bâle-Campagne, sont aussi incontestables que la modération, pour ne pas dire la longanimité dont elle a fait preuve, est évidente.

Ce n'est pas sans raison que le gouvernement de sa Majesté s'est plaint de la violation des traités. Il est positif, en effet, que l'arrêté rendu le 11. Mai dernier, par le grand conseil de Bâle-Campagne, implique une double infraction aux principes du droit des gens et aux stipulations de la convention du 30. Mai 1827. Il a violé le droit des gens en dépossédant, sans dédommagement, des Français qui venaient de contracter, sous l'autorisation de la seule autorité qui dût être compétente à leurs yeux. Il a violé les traités en ce sens que, si l'on admet comme conséquence de la déclaration de M. le comte de Rayneval, du 7. Août 1826, l'exclusion des israélites français, du benefice de l'article 1er de la convention du 30. Mai 1827, sous le rapport du droit d'établissement en Suisse, il est certain néanmoins, que la législation de l'ancien canton de Bâle, qui a été indûment invoquée contre eux par le grand conseil de Liestal, leur concédant le droit d'acquérir des immeubles (droit sur lequel l[illegible] pré-

1836 dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit gefördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Angehörigen des einen der contrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Angehörigen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet seyn.

Auch sollen bei dem Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Angehörigen der übrigen contrahirenden Staaten eben so, wie die eigenen Angehörigen, behandelt werden.

Art. 15. Die preussischen Seehäfen sollen dem Handel der Einwohner der Stadt Frankfurt, wie dem der übrigen Vereinsstaate, gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den königlich preussischen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen, auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Consuln eines oder der anderen der contrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen contrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 16. Die freie Stadt Frankfurt tritt hierdurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel, und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen

)efraudationen unter dem 11ten Mai 1833 abgeschlos- 1836
enen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Ver-
rages bei, und wird die betreffenden Artikel desselben
leichzeitig mit letzterem publiziren lassen. Nicht min-
er werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder
ie erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit
ı den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen
ieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 17. Die Gemeinschaft der Einnahme, in welche
ie freie Stadt Frankfurt mit den jetzigen Vereinsstaa-
en in Folge des gegenwärtigen Vertrages tritt, be-
ieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs-
nd Durchgangs-Abgaben in den königlich preussischen
taaten, den Königreichen Baiern, Sachsen und Wür-
emberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kur-
ürstenthume Hessen, dem Grossherzogthume Hessen,
em thüringischen Zoll- und Handelsvereine, mit Ein-
chluss der den Zollsystemen der contrahirenden Staa-
en bisher schon beigetretenen Länder, und der freien
tadt Frankfurt.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen und
leiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen ein-
elnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem pri-
ativen Genusse der betreffenden Staatsregierungen
orbehalten:

1) die Steuern, welche im Innern eines jeden Staa-
es von inländischen Erzeugnissen erhoben werden,
inschliesslich der im Art. 8. vorbehaltenen Ausglei-
hungs-Abgaben;

2) die Wasserzölle;

3) Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-,
'ähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage-
nd Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebun-
en, wie sie auch sonst genannt werden;

4) die Zollstrafen und Confiscate, welche, vorbe-
altlich der Antheile der Denuncianten, jeder Staats-
egierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 18. Der Ertrag der in die Gemeinschaft fal-
enden Abgaben wird nach Abzug

1) der Kosten, welche an den gegen das Ausland
elegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke für den
chutz und die Erhebung der Zölle erforderlich sind;

2) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen;

1836 3) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuer-Vergütungen und Ermässigungen

zwischen den Vereinsgliedern nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, mit welcher sie in dem Gesammt-Vereine sich befinden, vertheilt.

Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung dem Zollverbande beigetreten sind, oder noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt und die Nachweisung derselben von den obengedachten Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

Unter Berücksichtigung der hinsichtlich des Verbrauchs an Waaren, welche den Vereins-Abgaben unterliegen, bei der freien Stadt Frankfurt eintretenden ganz besonderen Verhältnisse, werden sich die contrahirenden Vereinsstaaten mit derselben über ein jährliches Aversum mittelst besonderen Abkommens vereinigen.

Art. 19. Vergünstigungen für Gewerbtreibende hinsichtlich der Steuer-Entrichtung, welche nicht in der Zollgesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staatskasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last; die Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, werden näherer Verabredung vorbehalten.

Art. 20. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da, wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungsverhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegengeführt, neue aber ohne allerseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 21. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrich- 1836
ıg bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhal-
ngen der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäu-
r, oder für die innerhalb des Vereinsgebietes residi-
nden Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w.
ıgehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rück-
rgütungen Statt haben, so werden solche der Ge-
einschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädi-
ıngen, welche in einem oder dem anderen Staate
n vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an
ɔmmunen oder einzelne Privatberechtigte für einge-
gene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen
:zahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenom-
en, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-
ıtrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen.
ergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich
handelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit
:n übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und
e Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären,
ɔmmen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung
:mjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausge-
ıngen sind, in Abrechnung.

Art. 22. Das Begnadigungs- und Strafverwand-
ngs-Recht bleibt auch der freien Stadt Frankfurt
rbehalten. Auf Verlangen werden periodische Ueber-
:hten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitge-
eilt werden.

Art. 23. Die Ernennung der Beamten und Diener
r die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach
eichförmigen Bestimmungen, wie in den übrigen
:reinsstaaten, jedoch unter Berücksichtigung der bei
:r Stadt Frankfurt eintretenden eigenthümlichen Ver-
ltnisse, angeordnet, besetzt und instruirt werden
llen, bleibt der freien Stadt Frankfurt überlassen.

Art. 24. Die Leitung des Dienstes der Zollbehörde,
wie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollge-
tze, ist in der freien Stadt Frankfurt dem Senate un-
·geordnet.

Art. 25. Sämmtliche Vereinsstaaten werden sich
genseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft
er die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mit-
:ilen, und in sofern zu diesem Behufe die zeitweise

1836 Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der betreffenden Vereins-Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt wird, ist demselben alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung zu geben.

Art. 26. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zweck gemeinsamer Berathung eine Zusammenkunft der von den Vereinsstaaten abzuordnenden Bevollmächtigten Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Conferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Conferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 27. Vor die Versammlung dieser Conferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grundvertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zollordnung und Tarife in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Correspondenz erledigt worden sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf den Grund der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Büreau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staatsregierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zollgesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zolltarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der contrahirenden Staaten in Antrag gebracht worden, über-

haupt über die zweckmässige Entwickelung und Aus- 1836
bildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 28. Treten im Laufe des Jahres ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Conferenz-Bevollmächtigten ausserordentliche Ereignisse ein, welche unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die contrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 29. Die freie Stadt Frankfurt verpflichtet sich, diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammt-Vereins durch die Einführung oder Anhäufung unverzollter, oder gegen geringere Steuersätze, als der Vereins-Tarif enthält, verzollter, zur Zeit der Vollziehung des gegenwärtigen Vertrages in derselben befindlichen Waarenvorräthe beeinträchtigt werden.

Art. 30. Der für den Fall getroffenen Verabredung, dass andere deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den durch die Verträge vom 22sten und 30sten März und 11ten Mai 1833 begründeten Zollverein aufgenommen zu werden, tritt die freie Stadt Frankfurt auch Ihrerseits bei.

Art. 31. Auch ist die freie Stadt Frankfurt damit einverstanden, dass die contrahirenden Regierungen sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 32. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 33. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. Wird derselbe während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf der Frist nicht gekündigt, so soll er auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche deutsche Bundesstaaten über gemeinschaftliche Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Absicht des Art. 19 der deutschen Bundes-Acte in Ue-

1836 bereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zollvereins vollständig erfüllen.

Auch sollen im Falle etwaiger gemeinsamer Maassregeln über den freien Verkehr mit Lebensmitteln in sämmtlichen deutschen Bundesstaaten die betreffenden Bestimmungen des nach gegenwärtigem Vertrage bestehenden Vereins-Tarifs demgemäss modificirt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification der hohen Contrahenten vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden soll mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 2ten Januar 1836.

gez. ALVENSLEBEN. (L. S.) ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN. (L. S.)

LUXBURG. (L. S.) Freih. v. LINDEN, für sich u. den abwesenden PH. G. HAUBER. (L. S.)

WILKENS. (L. S.) H. T. L. SCHWEDES. (L. S.)

Freih. SCHAEFFER-BERNSTEIN. (L. S.) H. LUDW. BIERSACK. (L. S.)

von GUAITA. (L. S.) A. C. BANSA. (L. S.)

72.

Notification du Consul-général de la Russie, résidant à Hambourg, en date du 5. Janvier 1836.

(Hamburger Börsenhalle.)

Die kaiserl. russische Regierung hat Grund zu glauben, dass Individuen, trotz der bestehenden Landesgesetze, sich dem Sklavenhandel dennoch fortwährend hingeben, und die russische Flagge dazu zu gebrauchen beabsichtigen, indem sie ihren verwerflichen Handel dadurch den Verfolgungen derjenigen Mächte zu entziehen hoffen, welche, im Ueberschreitungsfalle, über die gegenseitige Untersuchung der Schiffe und Beschlagnahme derselben unter sich einig geworden sind. — Das kaiserl. russische General-Consulat in Hamburg hat demnach den Befehl erhalten, die Schiffs-Rheder

und Capitaine darauf aufmerksam zu machen, dass 1836
Niemand berechtigt sey, die russische Kauffartheiflagge zu führen, der nicht die ausdrückliche Genehmigung der kaiserl. Regierung dazu erlangt habe; dass eine solche durch ein gesetzliches Patent zu beweisen sey, und dass diese Genehmigung nur unter gewissen, durch die Gesetze bestimmten Bedingungen ertheilt wird. Endlich, dass jede Ueberschreitung dieser Gesetze, dass alle ungesetzliche Anwendung der russischen Flagge als ein Unterschleif betrachtet werden soll, und derjenige, welcher dessen schuldig befunden werde, den Folgen seines ungesetzmässigen Verfahrens ausgesetzt seyn soll; dass besonders ein Sklavenschiff unter russischer Flagge durch jedweden Kreuzer in Beschlag genommen, sich in keinem Falle auf diese Flagge beziehen kann, um den Schutz der kaiserlichen Regierung in Anspruch zu nehmen, und um dadurch der gerechten, wohlverdienten Strafe zu entgehen.

73.

Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign-Office entre le Vicomte Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo, et le Comte Saint Martin d'Aglié, sur les différends survenus entre le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, et celui de Portugal. En date du 9. *Janvier* 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie. T. V. p. 82.)

Des différends s'étant élevés entre les Gouvernemens de Portugal et de Sardaigne, le Gouvernement de S. M. Britannique, en sa qualité d'ami commun des deux Parties, a offert ses bons offices dans le but d'amener un accommodement entr'Elles, et les Gouvernemens Portugais et Sarde ayant accepté l'offre amicale du Gouvernement Britannique, ont donné à cet égard à leurs Envoyés respectifs à la Cour de Londres les instructions nécessaires.

1836 Le Vicomte Palmerston, Principal Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique pour les affaires étrangères, le Baron da Torre de Moncorvo, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle, et le Comte Saint Martin d'Agliè, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, s'étant réunis au Foreign-Office le 9. Janvier 1836 par suite de cette entente, le Vicomte Palmerston a expliqué les motifs qui l'avaient porté à inviter les Envoyés de Portugal et de Sardaigne à se réunir avec lui, et a déclaré en même tems que les explications qu'il avait reçues de chacun des dits Envoyés, et qu'il leur avait communiquées respectivement, ayant paru tout-à-fait satisfaisantes, il croyait que rien ne s'opposait au rétablissement de la bonne intelligence entre les deux Gouvernemens; et afin de parvenir à ce but désirable, il a proposé que les relations de commerce entre les deux Pays seraient immédiatement rétablies; qu'à cet effet le décret du Gouvernement du Portugal du 31. Août 1835 serait rappelé, et qu'après la notification de la révocation de ce décret, des Consuls seraient envoyés de part et d'autre qui seraient admis et reconnus avec les formalités d'usage.

L'Envoyé de Portugal et l'Envoyé de Sardaigne ont déclaré à leur tour être autorisés par leurs Gouvernemens à accéder à la proposition du Secrétaire d'Etat de S. M. Britannique, et ils ont signé le présent Acte.

MONCORVO. PALMERSTON. S. MARTIN D'AGLIÈ.

74.

Traité entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. A. I. et R. l'Archiduc d'Autriche Grand-Duc de Toscane pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. En date du 14. Janvier 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie. T. V. p. 84.)

Sua Maestà Carlo Alberto, Re di Sardegna, di Cipro e di Gerusalemme, Duca di Savoia di Genova, Principe di Piemonte ecc. ecc. ecc., e

Sua Altezza Imperiale e Reale, Leopoldo Secondo, 1836
Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran Duca di Toscana ecc. ecc. ecc.

Mossi dalla considerazione che alla pubblica e privata sicurezza e quiete, grandemente giova il non lasciare aperta la via all' impunità dei delitti col rifugio dei rei in un estero vicino Stato, e per un effetto anche della intima amicizia, e degli stretti vincoli del sangue, da cui vanno questi Augusti Regnanti uniti, volendo provvedere a tale grave inconveniente per la pubblica amministrazione della punitiva giustizia, hanno determinato di addivenire ad una Convenzione per l'arresto e la reciproca consegna dei rei nei casi e nei modi che verrebbero tra loro stabiliti.

A tal effetto hanno respettivamente nominati loro Plenipotenziarii, cioè:

Per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna, il Conte Don Federico Broglia di Mombello, Cavaliere dell' Ordine Reale Militare dei Santi Maurizio e Lazzaro, coi relativi pienipoteri della Maestà Sua, per questa circostanza investito della qualificazione di suo Ministro Plenipotenziario.

Per parte di Sua Altezza Imperiale e Reale l'Arciduca Gran Duca di Toscana, Sua Eccellenza il Conte Vittorio Fossombroni, Cavaliere dell'Ordine di S. Stefano Papa e Martire, Gran Croce degli Ordini di S. Giuseppe, di quello dei Santi Maurizio e Lazzaro di Sardegna, di Leopoldo d'Austria, della Corona Reale di Sassonia, del Sacro Angelico Ordine Imperiale Costantiniano di S. Giorgio di Parma, e di quello di S. Ferdinando e del Merito delle Due Sicilie, Officiale dell'Ordine Reale della Legion d'Onore di Francia, Ciambellano, Consigliere intimo attuale di Stato, Finanze e Guerra, Segretario di Stato, Ministro degli affari esteri, e Primo Direttore delle Reali Segreterie, i quali dopo essersi communicati i rispettivi loro pienipoteri, ed avendoli trovati in debita forma, hanno convenuto, e convengono nei seguenti articoli.

I. Saranno quindi innanzi arrestati e consegnati tutti i malfattori Sudditi di un Sovrano, che rifuggono nello Stato dell'altro, rei di alcuno dei seguenti delitti:

1o. Di lesa Maestà si divina, che umana;

1836 2o. Di fabbricazione, o spandimento doloso di falsa moneta;

3o. Di fuga dalle carceri con violenza ai custodi delle medesime;

4o. Di stupro violento;

5o. Di omicidii d'ogni genere, esclusi gl'involontarii;

6. D'incendio doloso, grassazione, d'altro furto violento, quasivoglia estorsione di danaro, od altra cosa non di ragione dovuta, di riscatto con messaggi, biglietti od altri mezzi atti ad incutere timore;

7o. Di falsificazione di scritture pubbliche o private di qualche importanza, dei sigilli dello Stato, cedole, ed altri effetti pubblici, di false giurate deposizioni, o di dolosa produzione in giudizio di tali scritture o deposizioni;

8o. Di fallimento doloso;

9o. Di furto sacrilego, e di peculato, i quali daranno luogo alla consegna, qualunque sia il valore dell' oggetto rubato, del pari che i furti ed i predamenti menzionati nei precedenti paragrafi. Quanto all' abigeato ed agli altri furti qualificati, seguirà la consegna, se il valore del tolto ascenderà alla somma di lire dugento cinquanta nuove Piemontesi, o lire trecento Toscane, e riguardo poi agli altri furti verrà il reo consegnato se ne è recidivo, ed il valore dei varii oggetti rubati ecceda la somma di lire cinquecento nuove Piemontesi, ossia di lire seicento Toscane;

10o. Di truffa, quando il valore di ciò che ne formò l'oggetto ecceda le lire cinquecento nuove Piemontesi, ossia lire seicento Toscane;

11o. Di liberazione violenta di taluno dalle carceri o dalla forza pubblica, di resistenza qualunque agli Officiali od Agenti di Publizia, o di Giustizia, ai Preposti e loro Commessi alla riscossione delle contribuzioni sì dirette che indirette, allorchè per altro sia accompagnata da sparo, ferita, od anche semplice lesione col mezzo di strumento contundente, nel solo caso però che questa lesione abbia reso per giorni otto l'offeso incapace dell'esercizio delle sue occupazioni;

12o. Di concussione, o malversazioni qualunque ella siasi, con prevaricazione;

13o. Di calunnia rapporto ai delitti sopra menzionati;

14o. Di complicità in alcuno di essi unita a cooperacione; 1836

15o. Ed anche di semplice attentato dei medesimi, purchè ridotto all'atto prossimo, e l'esecuzione non abbia avuto luogo per circostanze indipendenti dalla volontà del delinquente.

II. Sarà arrestato e consegnato ogni reo di alcuno degli anzi mentovati delitti, non solamente quando già ne fosse condannato, ma anche semplicemente inquisito, ad eccezione del calunniatore, di cui dovrà precedere la condanna.

III. La consegna dei condannati, e degli inquisiti formerà sempre l'oggetto di una dimanda diretta ed officiale fra i due Governi, e (quando in alcuno dei singoli casi non avessero luogo concerti per la spedizione per la via di mare) dovrà effettuarsi per terra ai confini; una tal domanda si farà colla trasmissione della sentenza per semplice notizia riguardo ai condannati, e coll'accenare il titolo del delitto riguardo ai semplici imputati.

IV. Non si farà luogo alla consegna quando il reo è Suddito del Sovrano dello Stato richiesto, oppure ivi da dieci anni stabilmente domiciliato.

V. Qualora però il reo fosse Suddito di uno dei due Augusti Sovrani contraenti, e domiciliato nel territorio dell'altro, dovrà consegnarsi alla forza pubblica dello Stato, nel cui territorio avrà commesso il delitto.

VI. Se il Governo requisito in forza dell' articolo quarto non fosse tenuto alla consegna del malfattore, dovrà processarlo e condannarlo a seconda delle proprie leggi, e in difetto a seconda del diritto comune. A tal fine dal Giudice, nella cui giurisdizione sarà seguito il delitto, si rimetteranno a quello del luogo dove il reo è ditenuto gli atti assunti, onde possa il processo esser condotto a termine, giusta i regolamenti ivi vigenti. La sentenza dovrà essere comunicata dall' uno all'altro Governo per semplice notizia.

VII. Succedendo che il reo, il quale giusta le precedenti disposizioni debbe essere consegnato, abbia preso servizio militare nello Stato dove si è rifuggito, egli è qui convenuto, che il Governo richiedente sborserà a quello richiesto lire cento Piemontesi, o lire centoventi Toscane, a titolo di compenso delle spese di arruolamento od ingaggio, di vestimenta e simili.

1836 VIII. Ove uno dei due Governi richiedesse la consegna di qualche individuo, che avesse commesso un delitto fuori dei loro territorii, pel quale vi fosse luogo a procedere nello Stato richiedente, si riservano le Alte Parti contraenti di accordarne o no la consegna, avuto riguardo ai concordati vigenti con altri Dominii, ed alle qualità e circostance del delitto.

IX. Chiedendosi la consegna di taluno che avesse anteriormente delinquito nello Stato richiesto, sarà in facoltà del medesimo il fargli scontare la meritata pena prima di aderire alla dimanda, oppure di rimettere in un col reo gli atti del processo, affinchè possano questi servir di norma ai Tribunali dello Stato richiedente, per fargli subire un proporzionato aumento di pena. La stessa cosa si osserverà quanto al reo di delitti commessi posteriormente nello Stato richiesto, se sono egualmente o più gravi di quello prima commesso nello Stato richiedente, ed in caso contrario se ne accorderà la consegna.

X. Se prima della consegna si fosse compilato processo, o si fossero fatti altri atti per accertare il corpo del delitto dalle Autorità dello Stato, in cui sarà seguito l'arresto, saranno rimessi al Dominio richiedente, dal quale non si esigerà che la sola mercede della scrittura: ed in un coi processi ed atti dovranno rimettersi le armi, il danaro, ed ogni altra cosa che vi abbia relazione.

XI. Le robe tanto furtive quanto non furtive, le quali nel corso del processo si riconosceranno appartenere a terze persone, dovranno, dopo che se ne sarà fatto l'uso opportuno nel processo medesimo, restituirsi ai proprietarii, senza spesa, tuttavolta che avendo fatto constare delle loro ragioni per mezzo di legittime prove avanti il Giudice competente del luogo di loro abitazione, od avanti quello della causa, abbiano su di ciò riportato favorevole decreto.

Delle robe proprie dei malfattori, e che appresso di essi si troveranno, si disporrà secondo le leggi dello Stato, dove seguirà l'esecuzione della condanna.

XII. Quanto all' arresto dei malfattori, le competenti Autorità giudiziarie ed anche gli Officiali di Pulizia dei due Stati potranno intendersi fra loro, e farlo eseguire, coll' obbligo di renderne subito avvertito il Governo, da cui dipendono, affinchè si possa pro-

cedere a chiedere o ad accordare, se vi ha luogo, la 1836
consegna dell'arrestato.

XIII. Il Governo, che, giusta la presente Convenzione, si troverà nel caso di essere richiesto della consegna di qualche condannato od inquisito, non potrà fargli grazia nè concedergli salvocondotto od impunità, eccettuato quel salvocondotto che si accorda per la prova di altri delitti, secondo le regole e pratiche criminali, il quale però, non meno che quelli che fossero altrimenti accordati a simili rei, dovranno essere ritirati e di nessun valore, venendo i medesimi dall'altro Governo giustamente domandati.

Quando la consegna non avrà luogo per essere il reo in uno dei casi indicati dall' articolo quarto, non potrà concederglisi grazia, nè impunità se non se d'intelligenza, e coll'adesione dell'altro Governo.

XIV. Per la formazione del processo, occorrendo ad uno Stato la deposizione di testimoni dimoranti nell' altro, si dovrà quella richiedere mediante le consuete lettere *requisitorie*.

XV. Qualora poi si trattasse di un fatto atroce e gravemente conturbante la pubblica tranquillità, commesso in uno dei due Stati in complicità tra Sudditi di uno e Sudditi dell'altro Sovrano, si consegneranno i rei al Giudice del luogo del delitto, all'effetto dei confronti e degli esami necessari alla compita prova del medesimo, previi gli opportuni concerti da prendersi fra i rispettivi Giudici processanti, e si restituiranno poi per essere giudicati nello Stato richiesto.

XVI. I ricettatori dolosi di rei di delitti compresi nella presente Convenzione, saranno trattati giusta le leggi del luogo in cui scientemente si sarà dato asilo, aiuto o favore ad essi delinquenti.

XVII. Essendo dovere delle Autorità locali, sopratutto verso la frontiera, d'invigilare sulla condotta delle persone estere, oziose o vagabonde, qualora si presenti qualche caso preveduto dalla presente Convenzione, elleno s'uniformeranno sollecitamente alle disposizioni della medesima.

XVIII. Per miglior ordine della Pulizia dei due Stati, quando occorra all' uno od all' altro dei due Governi di fare accompagnare al confine gli espulsi dal suo territorio per qualunque sia titolo o ragione, le Autorità di un Dominio procureranno d'avvertirne

1836 quelle dell'altro, almeno due giorni prima, all'oggetto che possano prendersi su di loro quelle pronte e sicure misure di cautela e di vigilanza che si crederanno opportune.

XIX. Similmente i Giudici, ed i Tribunali dell'uno e dell'altro territorio, nella cui giurisdizione si trovassero colpevoli di delitti, ai quali si estende la presente Convenzione, dovranno praticare la diligenza possibile, ed agire di piena intelligenza fra loro per farli arrestare, e dare vicendevolmente immediata esecuzione alle rispettive requisizioni per gli esami dei testimoni, e per altre verificazioni ed indagini, che il buon servizio della punitiva giustizia potesse richiedere, e provvederanno eziandio alla pronta compilazione dei relativi processi.

XX. Le spese del mantenimento dei rei dal punto del loro arresto fino a quello della loro consegna, e dei cavalli, saranno a carico del Governo richiedente, e si regoleranno sulla stessa base stabilita per gli altri ditenuti nello Stato richiesto, salvo quelle maggiori spese, che la qualità e le circostanze delle persone, od altri motivi esigessero, le quali spese non meno che le occorse per le copie dei processi saranno rimborsate di sei in sei mesi, a norma delle Tabelle che verranno sul particolare esibite, e si compenseranno fra i due Governi.

XXI. La forza pubblica accorsa, o spedita in traccia dei delinquenti dovrà arrestarsi al confine dei due Stati e non potrà farli inseguire entro il Dominio dell'altro governo, se non se da uno o due individui al più, non armati e muniti di un foglio d'ordine il quale legittimi le loro persone fino al luogo più vicino per farne richiesta alle Magistrature Civili e Militari che ivi si trovano, le quali dovranno adoperarsi subito con ogni mezzo onde scuoprire l'individuo od individui inseguiti, e farli incontanente arrestare. L'individuo arrestato dovrà esser ditenuto nelle carceri del Dominio dove sarà seguito l'arresto, per lasciar luogo ai Ministeriali concerti che dovranno precedere la consegna.

XXII. La presente Convenzione sarà pubblicata in ambidue gli Stati subito dopo seguito il cambio delle Ratifiche, che avrà luogo in Firenze nel termine di un mese, partendo dal giorno della data di essa, e più presto se è possible, e verrà posta in osservanza

anche pei delitti anteriori alla medesima, quindici giorni 1836
dopo la pubblicazione. Essa avrà forza per cinque anni, e si terrà per rinnovata di quinquennio in quinquennio fino a dichiarazione in contrario di uno dei due Governi.

In fede di che i soprannominati, debitamente autorizzati come sopra, hanno firmata la presente, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Firenze il quattordici gennaio mille ottocento trentasei.

Conte Broglia di Mombello. Conte Fossombroni.

(*Ratifié par S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane le* 21, *et par S. M. le Roi de Sardaigne le* 25. *Janvier* 1836.)

75.

Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Venezuela. Conclû et signé à Caracas le 20. Janvier 1836.

(*Ratifiée à Washington le 20. Juin 1836.*)

(*Acts passed at the first session of the 24 Congress of the United States, Washington, 1836. Appendix p. 4-25.*)

The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to make lasting and firm the friendship and good understanding which happily prevails between both nations, have resolved to fix in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall, in future, be religiously observed between the one and the other, by means of a treaty of friendship, commerce, and navigation. For this most desirable object, the President of the United States of America has conferred full powers on John G. A. Williamson, a citizen of the said States, and their Chargé d'Affaires to the said Republic, and the President of the Republic of Venezuela on Santos Michelena, a citizen of the said Republic, who, after having exchanged their said full powers, in due and power form, have agreed to the following articles:

Art. 1. There shall be a perfect, firm and inviolable peace and sincere friendship between the United States of America and the Republic of Venezuela, in all the extent of their possessions and territories, and between their people and citizens, respectively without distinction of persons or places.

Art. 2. The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage, mutually, not to grant any particular favor to other nations, in respect of com-

75.

Tratado de paz, amistad, comercio y navegacion entre la Republica de Venezuela y los Estados unidos de America.

La Republica de Venezuela y los Estados Unidos de America, deseando hacer duradera y firme la amistad y buena inteligencia que felizmente existe entre ambas potencias, han resuelto fijar de una manera clara, distinta y positiva, las reglas que deben observar religiosamente en lo venidero, por medio de un tratado de paz, amistad, comercio y navegacion. Con este muy deseable objecto, el Presidente de la Republica de Venezuela ha conferido plenos poderes à Santos Michelena, ciudadano de la misma, y el Presidente de los Estados Unidos de America a John G. A. Williamson, ciudadano de dichos Estados y su encargado de negocios cerca de la dicha Republica; quienes, despues de haber cangeado sus espresados plenos poderes en debida y buena forma, han convenido en los articulos siguientes:

Art. 1. Habrá una paz perfecta, firme é inviolable y amistad sincera, entre la Republica de Venezuela y los Estados Unidos de America, en toda la estension de sus posesiones y territorios, y entre sus pueblos y ciudadanos respectivamente, sin distincion de personas ni lugares.

Art. 2. La Republica de Venezuela y los Estados de America, deseando vivir en paz y en armonia con las demas naciones de la tierra, por medio de una politica franca é igualmente amistosa con todas, se obligan mutuamente á no conceder favores particulares á otras naciones, con respecto á comercio y navegacion,

1836 *merce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional.*

Art. 3. *The two high contracting parties being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures and merchandise, and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws, decrees and usages there established, to which native citizens are subjected: but it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved, by the parties respectively, according to their own separate laws.*

Art. 4. *They likewise agree that whatever kind of produce, manufactures or merchandise of any foreign country can be from time to time, lawfully imported into the United States in their own vessels, may be also imported in vessels of the Republic of Venezuela; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or of the other: and in like manner, that whatever kind of produce, manufactures or merchandise of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into the Republic of Venezuela in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States; and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo shall be levied or collected whether the importation be made in vessels of the one country or of the other. And they agree that whatever may be lawfully exported or re-exported from the one country in its own vessels, to any foreign country may, in like manner, be exported or reexported in*

que no se hagan immediatamente comunes a una ú 1836
otra, quien gozara de los mismos, libremente, si la concesion fuese hecha libremente, ó prestando la misma compensacion, si la concesion fuere condicional.

Art. 3. Las dos altas partes contratantes, deseando ambien establecer el comercio y navegacion de sus espectivos paises sobre las liberales bases de perfecta gualdad y reciprocidad, convienen mutuamente en que os ciudadanos de cada una podran frecuentar todas as costas y paises de la otra y residir y traficar en ellos con toda clase de producciones, manufacturas y nercaderias y gozaran de todos los derechos, privilegios y exenciones, con respecto á navegacion y comercio, de que gozan ó gozaren los ciudadanos naturales, ometiendose á las leyes, decretos y usos establecidos, i que estan sujetos dichos ciudadanos. Pero debe ntenderse que este articulo no comprende el comercio le cabotage de cada uno de los paises, cuya regulacion ueda reservado á las partes respectivamente, segun us leyes propias y peculiares.

Art. 4. Igualmente convienen en que cualquiera lase de produciones, manufacturas ó mercaderias, le cualquier pais estranjero que puedan ser en cualquier tiempo legalmente introducidas en la Republica le Venezuela en sus propios buques, puedan tambien er introducidas en la Republica de Venezuela en sus ropios buques, puedan tambien ser introducidas en os buques de los Estados Unidos, y que no se impondrán ó cobrarán otros ó mas altos derechos de onclada, ó por el cargamento, ya sea que la importacion se haga en buques de la una ó de la otra. De i misma manera, cualquiera clase de producciones, nanufacturas ó mercaderias de cualquier pais estranero, que puedan ser en cualquier tiempo legalmente ntroducidas en los Estados Unidos en sus propios uques, podran tambien ser introducidas en los buques e la Republica de Venezuela; y no se impondran ó obrarán otros ó mas altos derechos de tonclada ó por l cargamento, ya sea que la importacion se haga en uques de la una ó de la otra. Y convienen que todo o que pueda ser legalmente esportado o re-esportado e uno de los dos paises en sus propios buques para

1836 *the vessels of the other country. And the same bounties duties and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation or reexportation be made in vessels of the United States or of the Republic of Venezuela.*

Art. 5. For the better understanding of the preceding article, and taking into consideration the actual state of the commercial marine of the Republic of Venezuela, it has been stipulated and agreed, that all vessels belonging exclusively to a citizen or citizens of said Republic, and whose captain is also a citizen of the same though the construction or the crew are or may be foreign, shall be considered for all the objects of this treaty, as a Venezuelan vessel.

Art. 6. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States of any articles, the produce or manufactures of the Republic of Venezuela, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of Venezuela of any articles the produce or manufactures of the United States than are or shall be payable on the like articles being the produce or manufactures of any other foreign country; nor shall any higher or other duties or charges be imposed in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States or to the Republic of Venezuela, respectively, than such as are payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibion be imposed on the exportation or importation of any articles the produce or manufactures of the United States or of the Republic of Venezuela, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Republic of Venezuela, which shall not equally extend to all other nations.

Art. 7. It is likewise agreed that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships and other citizens of both countries, to manage themselves their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other as well with respect to the consignment and sale of

un pais estrangero, pueda de la misma manera ser esportado en los buques del otro. Y los mismos derechos, premios ó descuentos se concederan y cobrarán, sea que la esportacion ó re-esportacion se haga en los buques de la Republica de Venezuela ó en los de los Estados Unidos. 1836

Art. 5. Para cabal inteligencia del articulo precedente, y en consideracion al estado de la marina comercial de la Republica de Venezuela, se ha estipulado y convenido que todo buque perteneciente esclusivamente á ciudadano ó ciudadanos de dicha Republica, y cuye capitan sea tambien ciudadano de ella, aunque su construccion y tripulacion sean estrangeras, sera considerado para todos los efectos de este tratado, como buque Venezolano.

Art. 6. No se impondrán otros ó mas altos derechos a la importacion en la Republica de Venezuela de cualquier articulo, produccion ó manufactura de los Estados Unidos, ni se impondrán otros ó mas altos derechos a la importacion de cualquier articulo, produccion o manufactura de la Republica de Venezuela, en los Estados Unidos, que los que se paguen ó pagaren por iguales articulos, produccion ó manufactura de cualquier pais estrangero; ni se impondrán otros ó mas altos derechos ó impuestos en cualquira de los dos paises, a la esportacion de cualesquiera articulos para la Republica de Venezuela, ó para los Estados Unidos respectivamente, que los que se paguen ó pagaren á la esportacion de iguales articulos para cualquier otro pais estrangero; ni se prohibir la importacion ó esportacion en los territorios ó de los territorios de la Republica de Venezuela y de los Estados Unidos de cualesquira articulos, produccion ó manufactura de la una ó de la otra, a menos que esta prohibicion sea igualmente estensivà á todas las otras naciones.

Art. 7. Se conviene ademas, que sera enteramente libre y permitido a los comerciantes, comandantes de buques, y otros ciudadanos de ambos paises, el manejar sus negocios por si mismos en todos los puertos y lugares sujetos a la jurisdiccion de uno u otro, asi respecto de las consignaciones y ventas por mayor y

1836 *their goods and merchandise by wholesale or retail as with respect to the loading unloading and sending off their ships they being in all these cases to be treated as citizens of the country in which they reside, or at least, to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favored nation.*

Art. 8. *The citizens of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, merchandises, or effects, for any military expedition, nor for any public or privati purpose whatever, without allowing to those interested a sufficient indemnification.*

Art. 9. *Whenever the citizens of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, posts or dominions of the other with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies they shall be received and treated with humanity; giving to them all favor and protection for repairing their ships, procuring provisions and placing themselves in a situation to continue their voyage, without obstacle or hindrance of any kind.*

Art. 10. *All the ships, merchandise and the effects belonging to the citizens of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction or on the high seas, and may be carried or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving, in due and proper form, their rights before the competent tribunals; it being well understood, that the claim should be made within the term of one year, by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective Governments.*

Art. 11. *When any vessel belonging to the citizens of either of the contracting parties shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage on the coasts or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation where the*

menor de sus efectos y mercaderias, como de la carga 1836
y despacho de sus buques, debiendo en todos estos casos, ser tratados como ciudadanos del pais en que residan, o al menos puestos sobre un pie igual con los subditos o ciudadanos de las naciones mas favorecidas.

Art. 8. Los ciudadanos de una ú otra parte no podrán ser embargados ni detenidos con sus embarcaciones, tripulaciones, mercaderias y efectos comerciales de su pertenencia, para alguna expedicion militar, usos publicos ò particulares, cualesquiera que sean, sin conceder à los interesados una suficiente indemnizacion.

Art. 9. Siempre que los ciudadanos de alguna de las partes contratantes se vieren precisado buscar refugio ó asilo en los rios, bahias, puertos ó dominio de la otra con sus buques, ya sean mercantes o de guerra, publicos o particulares, por mal tiempo, persecucion de piratas ó enemigos, serán recibidos y tratados con humanidad, dandoles todo favor y proteccion para reparar sus buques, procurar viveres, y ponerse en situacion de continuar su viage, sin obstaculo o estorbo de ningun genero.

Art. 10. Todos los buques, mercaderias y efectos pertenecientes á los ciudadanos de una de las partes contratantes, que sean apresados por piratas, bien sea dentro de los limites de su jurisdiccion ó en alta mar, y fueren llevados ó hallados en los rios, radas, bahias, puertos ó dominios de la otra, seran entregados a sus dueños, probando estos, en la forma propia y debida, sus derechos ante los tribuales competentes; bien entendido que el reclamo ha de hacerse dentro del termino de un año, por las mismas partes, sus apodoratos, ó agentes de los respectivos Gobiernos.

Art. 11. Cuando algun buque perteneciente a los ciudadanos de alguna de las partes contratantes, naufrague, en calle; ó sufra alguna avería en las costas ó dentro de los dominios de la otra, se les dará toda ayuda y proteccion, del mismo modo que es uso y costúmbre con los buques de la nacion en donde suceda la averia permitiendoles descargar el dicho buque, si

1836 *damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandise and effects, without exacting for it any duty, impost, or contribution whatever until they may be exported, unless they be destined for consumption.*

Art. 12. *The citizens of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise, and their representatives, being citizens of the other party shall succeed to their said personal goods, whether by testament or ab intestato, and they may take possession thereof either by themselves or others acting for them and dispose of the same at their will, paying such duties only as the inhabitans of the country wherein the said goods are, shall be subject to pay in like cases. And if in the case of real estate, the said heirs would be prevented from entering into the possession of the inheritance on account of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years, to dispose of the same as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, nor any other charges than those which are imposed by the laws of the country.*

Art. 13. *Both the contracting parties promise and engage, formally, to give their special protection to the persons and property of the citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of the one or the other transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice, for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the natives or citizens of the country in which they may be; for which they may employ in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents and factors as they may judge proper in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions and sentences of the tribunals, in all cases wich may concern them; and likewise at the taking of all examinations and evidence which may be exhibited on the said trials.*

fuere necesario, de sus mercaderias y efectos, sin 1836
cobrar por esto, hasta que sean esportados, ningun derecho, impuesto ó contribucion, a menos que se destinen al consumo.

Art. 12. Los ciudadanos de cada una de las partes contratantes tendrán pleno poder para disponer de sus bienes personales dentra de la jurisdiccion de la otra, por venta, donacion, testamento, ó de otro modo y sus representantes, siendo ciudadanos de la otra parte, sucederán á sus dichos bienes personales, ya sea por testamento o ab intestato, y podran tomar posesion de ellos, ya sea por si mismos ó por otros que obren por ellos, y disponer de los mismos segun su voluntad, pagando aquellas cargas solamente que los habitantes del pais en donde estan los referidos bienes, estuvieren sujetos a pagar en iguales casos. Y si en el caso de bienes raices los dichos herederos fuesen impedidos de entrar en la posesion de la herencia por razon de su caracter de estrangeros, se les dara el termino de tres años para disponer de ella como juzguen conveniente, y para estraer su producto sin molestia, ni otros impuestos que los establecidos por las leyes del pais.

Art. 13. Ambas partes contratantes se comprometen y obligan formalmente á dar su proteccion especial a las personas y propiedades de los ciudadanos de cada una reciprocamente, transeuntes ó habitantes, de todas ocupaciones, en los territorios sujetos a la jurisdiccion de una y otra, dejandoles abiertos y libres los tribunales de justicia para sus recursos judiciales, en los mismos terminos que son de uso y costumbre para los naturales o ciudadanos del pais en que residan; para lo cual, podran emplear en defensa de sus derechos, aquellos abogados, procuradores, escribanos, agentes ó factores, que juzguen conveniente en todos sus asuntes y litijios; y dichos ciudadanos ó agentes tendrán la libre facultad de estar presentes en las decisiones y sentencias de los tribunales, en todos los casos que conciernan a aquellos, como igualmente al tomar todos los examenes y declaraciones que se ofrezcan en los dichos litijios.

1836 *Art.* 14. *The citizens of the United States residing in the territories of the Republic of Venezuela, shall enjoy the most perfect and entire security of conscience, without being annoyed, prevented or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested or disturbed in the proper exercise of their religion in private houses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose with the decorum due to divine worship, and with due respect to the laws, usages, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the citizens of the United States who may die in the territories of the Republic of Venezuela, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves, for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed, in any wise, nor upon any account. In like manner, the citizens of Venezuela shall enjoy within the Government and territories of the United States, a perfect and unrestrained liberty of conscience and of exercising their religion publicly or privately, within their own dwelling-houses, or in the chapels and places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws, usages, and customs of the United States.*

Art. 15. *It shall be lawful for the citizens of the United States of America and of the Republic of Venezuela, to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the merchandises laden thereon, from any port, to the places of those who now are, or hereafter shall be at enmity with either of the contracting parties. It shall, likewise, be lawful for the citizens aforesaid to sail with their ships and merchandises before mentioned and to trade with the same liberty and security from the places, ports, and havens of those who are enemies of both or either party, without any opposition or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned to neutral places, but*

Art. 14. Los ciudadanos de la Republica de Vene- 1836
zuela residentes en los territorios de los Estados Unidos, gozarán una perfecta é ilimitada libertad de conciencia, sin ser molestados, inquietados ni perturbados por su creencia religiosa. Ni serán molestados, inquietados o perturbados en el ejercicio de su religion en casas privadas, en las capillas ó lugares de adoracion designados al efecto, con el decoro debido á la divinidad, y respeto a las leyes, usos y costumbres del pais. Tambien tendrán libertad para enterrar los ciudadanos de Venezuela que mueran en los territorios de los Estados Unidos, en los lugares convenientes y adecuados, designados y establecidos por ellos con acuerdo de las autoridades locales, o en los lugares de sepultara que elijan los amijos de los muertos; y los funerales y sepulcros no serán trastornados de modo alguno ni por ningun motivo. De la misma manera los ciudadanos de los Estados Unidos gozaran en los territorios de la Republica de Venezuela perfecta e ilimitada libertad de conciencia, y ejerceran su religion publica ó privadamente en sus mismas habitaciones, ó en las capillas y lugares de adoracion designados al efecto, de conformidad con las leyes, usos y costumbres de la Republica de Venezuela.

Art. 15. Será licito á los ciudadanos de la Republica de Venezuela y de los Estados Unidos de America, navegar con sus buques, con toda seguridad y libertad de cualquier puerto a las plazas o lugares de lo que son ó fueren en adelante enemigos de cualquiera de las dos partes contratantes, sin hacerse distincion de quienes son los dueños de las mercancias cargadas en ellos. Sera igualmente licito á los referidos ciudadanos, navegar con sus buques y mercaderias mencionadas y traficar con la misma libertad y seguridad, de los lugares, puertos y ensenadas de los enemigos de ambas partes, o de alguna de ellas, sin ninguna oposicion ó disturbio cualquiera, no solo directamente de los lugares del enemigo arriba mencionados a lugares neutros, sino tambien de un lugar perteneciente á un

1836 *also from one place, belonging to an enemy, to another place, belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed free and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof should appertain to the enemies of either; contraband goods being always excepted. It is also agreed, in like manner, that the same liberty shall be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that, although they may be enemies to both, or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers and in the actual service of the enemies. Provided, however and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those powers only who recognise this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.*

Art. 16. *It is likewise agreed that, in the case where the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulations, it shall always be understood that the neutral property found on board such enemy's vessels, shall be held and considered as enemy's property, and as such, shall be liable to detention and confiscation; except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it: but the contracting parties agree, that two months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemys property, in that case, the goods and merchandises of the neutral, embarked in such enemys ship shall be free.*

enemigo, á otro enemigo, ya sea que esten bajo la 1836
jurisdiccion de una potencia, ó bajo la de diversas. Y queda aqui estipulado, que los buques libres dan tambien libertad a las mercaderias, y que se ha de considerar libre y esento, todo lo que se hallare á bordo de los buques pertenecientes à los ciudadanos de cualquiera de las partes contratantes, aunque toda la carga ó parte de ella pertenezca á enemigos de una ú otra, esceptuando siempre articulos de contrabando de guerra. Se conviene tambien del mismo modo, en que la misma libertad se estienda á las personas que se encuentren á bordo de buques libres, con el fin de que aunque dichas personas sean enemigos de ambas partes ó de alguna de ellas, no deban ser estraidos de los buques libres a menos que sean oficiales ó soldados en actual servicio de los enemigos: a condicion no obstante, y se conviene aqui en esto, que las estipulationes contenidas en el presente articulo declarando que el pabellon cubre la propiedad, se entenderán aplicables solamente á aquellas potencias que reconocen este principio; pero si alguna de las dos partes contratantes estuviere en querra con una tercera, y la otra permaneciese neutral, la bandera de la neutral cubrirá la propiedad de los enemigos cayos Gobiernos reconocen este principio, y no de otros.

Art. 16. Se conviene igualmente que en caso de que la bandera neutral de una de las partes contratantes, proteja las propiedades de los enemigos de la otra, en virtud de lo estipulado arriba, deberá siempre entenderse, que las propiedades neutrales encontradas á bordo de tales buques enemigos, han de tenerse y considerarse como propiedades enemigas, y como tales estarán sujetas a detencion y confiscacion; esceptuando solamente aquellas propiedades que hubiesen sido puestas a bordo de tales buques antes de la declaracion de la guerra, y aun despues, si hubiesen sido embarcadas en dichos buques sin tener noticia de la guerra: y se conviene que pasados dos meses despues de la declaracion, los ciudadanos de una y otra parte no podrán alegar que la ignoraban. Por el contrario, si la bandera neutral no protegiese las propiedades enemigas, entonces seran libres los efectos y mercaderias de la parte neutral embarcadas en buques enemigos.

1836 *Art.* 17. *This liberty of navigation and commerce shall extend to all kinds of merchandise excepting those only which are distinguished by the name of contraband; and under this name of contraband or prohibited goods shall be comprehended:*

1st. Cannons, mortars, howizers, swivels, blunderbusses, muskets, fusees, rifles, carbines, pistols, pikes swords, sabres, lances, spears, halberds and grenades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms.

2d. Bucklers, helmets, breast plates, coats of mail, infantry-belts, and clothes made up in the form and for a military use,

3d. Cavalry-belts, and horses with their furniture.

4th. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass and copper, or of any other materials, manufactured, prepared, and formed expressly to make war by sea or land.

Art. 18. *All other merchandises and things not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce so that they may be carried and transported in the freest manner, by the citizens of both the contracting parties, even to places belonging to an enemy; excepting, only those places which are at that time besieged or blockaded; and to avoid all doubt in this particular it is declared, that those places only are besieged or blockaded, which are actually attacked by a belligerant force capable of preventing the entry of the neutral.*

Art. 19. *The articles of contraband before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of the either of the two nations shall be detained on the high seas on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain or supercargo of said vessel will deliver up the arti-*

Art. 17. Esta libertad de navegacion y comercio 1836
se estenderá á todo genero de mercaderias, esceptuando aquellas solamente que se distinguen con el nombre de contrabando; y bajo este nombre de contrabando ó efectos prohibidos, se comprenderan:

1o. Cañones, morteros, obuces, pedreros, trabucos, mòsquetes, fusiles, rifles, carabinas, pistolas, picas, espadas, sables, lanzas, chuzos, alabardas y granadas, bómbas, pólvora, mechas, balas, con las demas cosas correspondientes al uso de estas armas.

2o. Escudos, carquetes, corazas, cotas de malla, fornituras, y vestidos hechos en forma y á usanza militar.

3o. Bandoleras y caballos, junto con sus armas y arneses.

4o. Y generalmente, toda especie de armas é instrumentos de hierro, acero, bronce, cobre, y otras materias cualesquiera, manufacturadas, preparadas y formadas espresamente para hacer la guerra por mar ó tierra.

Art. 18. Todas las demas mercaderias y efectos no comprendidos en los articulos de contrabando esplicitamente enumerados y clasificados en el articulo anterior, serán tenidos y reputados por libres, y de licito y libre comercio, de modo que ellos puedan ser transportados y llevados de la manera mas libre por los ciudadanos de ambas partes contratantes, aun á los lugares pertenecientes a un enemigo de una otra, esceptuando solamente aquellos lugares ó plazas que estan al mismo tiempo sitiadas ó bloqueadas, y para evitar toda duda en el particular, se declaran sitiadas ó bloqueadas aquellas plazas que en la actualidad estuviesen atacadas por una fuerza de un beligerante capaz de impedir la entrada del neutral.

Art. 19. Los articulos de contrabando antes enumerados y clasificados, que se hallen en un buque destinado a puerto enemigo, estarán sujetos a detencion y confiscacion, dejando libre el resto del cargamento y el buque para que los duennos puedan disponer de ellos como lo crean conveniente. Ningun buque de cualquiera de las dos naciones, será detenido por tener a bordo articulos de contrabando, siempre que el maestre, capitan ó sobrecargo de dicho buque, quiera entregar los articulos de contrabando al apresa-

1836 *cles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so great, or of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience; but in this, and in all other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port for trial and judgment according to law.*

Art. 20. *And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or places belonging to an enemy without knowing that the same is besieged, blockaded or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor chall any part of her cargo, if not contraband, be sonfiscated; unless, after warning of such blockade or investment from any officer commanding a vessel of the blockading forces, they shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place she shall think proper. Nor shall any vessel of either, that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo; nor, if found therein after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof.*

Art. 21. *In order to prevent all kind of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties, on the high seas, they have agreed, mutually that whenever a vessel of war, public or private shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain out of cannon shot, and may send its boats with two or three men only in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence; or ill-treatment, for which the commanders of the said armed ships shall be responsible, with their persons and property for which purpose the commanders of the said priv... armed vessels shall, before receiving their co ..issions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit;*

dor, a menos que la cantidad de estos articulos sea 1836
tan grande y de tanto volúmen que no puedan ser recibidos a bordo del buque apresador sin grandes inconvenientes; pero en este, como en todos los otros casos de justa detencion, el buque detenido sera enviado al puerto mas inmediato, comodo y seguro, para ser juzgado y sentenciado conforme a las leyes.

Art. 20. Y por cuanto frecuentemente sucede que los buques navegan para un puerto ó lugar perteneciente a un enemigo, sin saber que aquel esté sitiado, bloqueado ó investido, se conviene en que todo buque en estas circumstancias se pueda hacer volver de dicho puerto ó lugar, pero no sera detenido ni confiscado parte alguna de su cargamento, no siendo contrabando; á menos que despues de la intimacion de semejante bloqueo ó ataque por cualquier comandante de un buque de las fuerzas bloqueadoras, intentase otra vez entrar; pero le será permitido ir a cualquier otro puerto o lugar que juzgue conveniente. Ni ningun buque de una de las partes que haya entrado en semejante puerto o lugar, antes que estuviese sitiado, bloqueado o envestido por la otra, será impedido de dejar el tal lugar con su cargamento, ni si fuere hallado alli despues de la rendicion y entrega de semejante lugar, estará el tal buque o su cargamento sujeto á confiscacion, sino que serán restituidos a sus dueños.

Art. 21. Para evitar todo genero de desorden en la visita y ecsamen de los buques y cargamentos de ambas partes contratantes en alta mar, han convenido mutuamente, que siempre que un buque de guerra publico ó particular se encontrase con un neutral de la otra parte contratante, el primero permanecerá fuero de tiro de cañon, y podrá mandar su bote con dos o tres hombres solamente, para ejecutar el dicho ecsamen de los papeles concernientes á la propiedad y carga del buque, sin ocasionar la menor estorcion, violencia ó mal tratamiento, por lo que los comandantes de dichos buques armados serán responsables con sus personas y bienes; a cuyo efecto los comandantes de buques armados, por cuenta de particulares, estarán obligados antes de entregarseles sus comisiones ó patentes, a dar fianza suficiente para responder de los perjuicios que causen. Y se ha convenido espresa-

1836 *and it is expressly agreed that the neutral party shall, in no case, be required to go on board the examining vessel for the purpose of exhibiting his papers, or for any other purpose whatever.*

Art. 22. *To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens of the two contracting parties, they have agreed and do agree, that in case one of them should be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens of the other must be furnished with sea-letters, or passports, expressing the name, property, and bulk of the ships, as also the name and place of habitation of the master and commander of said vessel, in order that it may hereby appear that said ship truly belongs to the citizens of one of the parties; they have likewise agreed that such ships being laden, besides the said sealetters or passports, shall also be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form without such requisites, said vessels may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.*

Art. 23. *It is further agreed, that the stipulations above expressed relative to the visiting and examination of vessels, shall apply only to those which sail without convoy, and when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries; and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.*

Art. 24. *It is further agreed, that in all cases, the established courts for prize causes, in the country to which the prizes may be conducted, shall alone take cognizance of them; and whene-*

mente, que en ningun caso se ecsigirá á la parte 1836
neutral que vaya ábordo del buque ecsaminados con el fin de ecsibir sus papeles ó para cualquior otro objecto, sea el que fuere.

Art. 22. Para evitar toda clase de vejamen y abuso en el examen, de los papeles relativos á la propiedad de los buques pertenecientes á los ciudadanos de las dos partes contratantes, han convenido y convienen que en caso de que una de ellas estuviere en guerra, los buques y bajeles pertenecientes a los ciudadanos de la otra, serán provistos con letras de mar o pasaportes, espresando el nombre, propiedad y tamaño del buque, como tambien el nombre y lugar de la residencia del maestre ó comandante, a fin de que se vea que el buque real y verdaderamente pertenece á los ciudadanos de una de las partes; y han convenido igualmente, que estando cargados los espresados buques, ademas de las letras de mar o pasaportes, estarán tambien provistos de certificados, que contengan los por menores del cargamento y el lugar de donde salió el buque, para que asi pueda saberse si hay á su bordo algunos efectos prohibidos o de contrabando, cuyos certificados serán hechos por los oficiales del lugar de la procedencia del buque en la forma acostumbrada; sin tales requisitos el dicho buque puede ser detenido, para ser juzgado por el tribunal competente, y puede ser declarado buena presa á menos que prueben que la falta emana de accidente y satisfagan ó suplan el defecto con testimonias enteramente equivalentes.

Art. 23. Se ha convenido ademas que las estipulaciones anteriores relativas al ecsamen y visita de buques, se aplicaràn solamente a los que ñavegan sin convoy y cuando los dichos buques estuviesen bajo de convoy, sera bastante la declaracion verbal del comandante del convoy, bajo su palabra de honor de que los buques que estan bajo su proteccion pertenecen á la nation cuya bandere llevan; y cuando se dirijen a un puerto enemigo, que dichos buques no tienen a su bordo articulos de contrabando de guerra.

Art. 24. Se ha convenido ademas que en todos los casos que ocurran, solo los tribunales establecidos para causas de presas en el pais a que las presas sean conducidas, tomarán conocimiento de ellas. Y siempre

1836 *ver such tribunals, of either party shall pronounce jugdment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall mention the reason or motives on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded be delivered to the commander or agent of said vessel without any delay, he paying the legal fees for the same.*

Art. 25. *Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another State, no citizen of the other contracting party shall accept a commission or letter of marque for the purpose of assisting or co-operating hostilely with the said enemy, against the said party so at war, under the pain of being considered as a pirate.*

Art. 26. *If, by any fatality, which cannot be expected and which God forbid, the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for then, that there shall be allowed the term of six months to the merchants, residing on the coasts, and in the ports of each other and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business, and transport their effects wherever they please, giving to them the safe-conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States and the Republic of Venezuela shall be respected and maintained in the full enjoyment of their personal liberty and property, unless their particular conduct shall cause them to forfeit this protection, which in consideration of humanity, the contracting parties engage to give them.*

Art. 27. *Neither the debts due from individuals of the one nation to the individuals of the other, nor shares, nor moneys which they may have in public funds, nor in public or private banks, shall ever, in any event of war or of national difference, be sequestered or confiscated.*

Art. 28. *Both the contracting parties being de-*

que semejante tribunal de cualquiera de las partes, 1836
pronunciase sentencia contra algun buque, ó efectos ó propiedad reclamada por los ciudadanos de la otra parte, la sentencia o decreto hara mencion de las razones ó motivos en que aquella se haya fundado, y se entregará sin demora alguna al comandante ó agente de dicho buque, si lo solicitase, un testimonio autentico de la sentencia o decreto, o de todo el proceso, pagando per el los derechos legales.

Art. 25. Siempre que una de las partes contratantes estuviere empeñada en guerra con otro estado, ningun ciudadano de la otra parte contratante aceptará una comision ó letra de marca para el objeto de ayudar ó cooperar hostilmente con el dicho enemigo contra la dicha parte que esté asi en guerra, bajo la pena de ser tratade como pirata.

Art. 26. Si por alguna fatalidad que no puede espararse, y que Dios no permita, las dos partes contratantes se viesen empeñadas en guerra una con otra, han convenido y convienen de ahora para entonces, que se concederá el termino de seis meses á los comerciantes residentes en las costas y en los puertos de entrambas, y el termino de un año á los que habitan en el interior, para arreglar sus negocios y transportar sus efectos á donde queran, dandoles el salvo conducto necesario para ello, que les sirva de suficiente proteccion hasta que lleguen al puerto que designen. Los ciudadanos de otras ocupaciones que se hallen establecidos en los territorios y dominios de la Republica de Venezuela, ó de los Estados Unidos, serán respetados y mantenidos en el pleno gozo de su libertad personal y propiedad, á menos que su conducta particular les haga perder esta proteccion, que en consideracion á la humanidad, las partes contratantes se comprometen á prestarles.

Art. 27. Ni las deudas contraidas por los individuos de una nacion con los individuos de la otra, ni las acciones ó dineros que puedan tener en los fondos publicos ó en los bancos publicos ó privados, serán jamas secuestrados ó confiscados en ningun caso de guerra ó de diferencia nacional.

Art. 28. Deseando ambas partes contratantes evitar

1836 *sirous of avoiding all inequality in relation to their public communications and official intercourse, have agreed, and do agree, to grant to the envoys, ministres and other public agents, the same favors immunities and exemptions, which those of the most favored nation do, or shall enjoy: it being understood that whatever favors, immunities or privileges, the United States of America or the Republic of Venezuela may find it proper to give to the ministers and other public agents of any other power, shall by the same act, be extended to those of each of the contracting parties.*

Art. 29. *To make more effectual the protection which the United States and the Republic of Venezuela shall afford in future to the navigation and commerce of the citizens of each other, they agree to reocive and admit consuls and vice-consuls in all the ports open to foreign commerce, who shall enjoy in them all the rights, prerogatives, and immunities, of the consuls and vice-consuls of the most favored nation; each contracting party, however, remaining at liberty to except those ports and places in which the admission and residence of such consul and vice-consuls may not seem convenient.*

Art. 30. *In order that the consuls and vice-consuls of the two contracting parties may enjoy the rights, prerogatives and immunities which belong to them by their public character, they shall, before entering on the exercise of their functions exhibit their commission or patent in due form to the Government to which they are accredited, and having obtained their exequatur, they shall be held and considered as such by all the authorities, magistrates and inhabitans in the consular district in which they reside.*

Art. 31. *It is likewise agreed that the consuls, their secretaries officers and persons attached to the service of consuls they not being citizens of the country in which the consul resides, shall be exempted from all kinds of, taxes imposts and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce or their property, to which the citizens and inhabitants, native*

oda diferencia relativa á etiqueta en sus comunica- 1836
ciones y correspondencia diplomaticas, han convenido
asi mismo, y convienen en conceder a sus enviados y
ministros y otros agentes diplomaticas, los mismos
favores, inmunidades y esenciones de que gozan o
gozaren en lo venidero los de las naciones mas favore-
cidas; bien entendido, que cualquier favor, inmunidad
o privilegio que la Republica de Venezuela o los
Estados Unidos de America tengan por conveniente
dispensar a los enviados, ministros y agentes diploma-
ticos de otras potencias, se haga por el mismo hecho
estensivo a los de una y otra de las partes contratantes.

Art. 29. Para hacer mas efectiva la proteccion que
la Republica de Venezuela y los Estados Unidos darán
en adelante a la navegacion y comercio de los ciuda-
danos de una y otra, se convienen en recibir y admitir
consules y vice-consules en todos los puertos abiertos
al comercio estrangero, quienes gozarán en ellos de
todos los derechos, prerogativas é inmunidades de los
consules y vice-consules de la nacion mas favorecida;
quedando no obstante en libertad cada parte contra-
ante, para exceptuar aquellos puertos y lugares en
que la admision y residencia de semejantes consules y
vice-consules no parezca conveniente.

Art. 30. Para que los consules y vice-consules de
las dos partes contratantes puedan gozar de los derechos
prerogativas é inmunidades que les correspondan por
su caracter publico, antes de entrar en el ejercicio de
sus functiones, presentarán su comision o patente, en
la forma debida, al Gobierno con quien esten acredi-
tados, y habiendo el exequator, serán tenidos y con-
siderados como tales por todas las autoridades, ma-
gistrados y habitantes del distrito consular en que
residan.

Art. 31. Se ha convenido igualmente que los con-
sules, sus secretarios, oficiales y personas agregadas
al servicio de los consulados (no siendo estas personas
ciudadanos del pais en que el consul reside,) estarán
exentos de toda especie de pechos, impuestos y con-
tribuciones, esceptuando aquellos que esten obligados
a pagar por razon de comercio ó propiedad, y á los
cuales estan sujetos los ciudadanos y habitantes naturales

1836 *and foreign of the country in which they reside are subject, being in every thing besides, subject to the laws of the respective States. The archives and papers of the consulates shall be respected inviolably, and under no pretext whatever, shall any magistrate seize or in any way interfere with them.*

Art. 32. *The said consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country for the arrest, detention and custody, of deserters from the public and private vessels of their country, and for that purpose, they shall address themselves to the courts, judges and officers competent, and shall demand the said deserters in writing; proving by an exhibition of the registers of the vessels or ship's roll, or other public documents, that those men were part of the said crews, and on this demand so proved (saving, however, where the contrary is proved) the delivery shall not be refused. Such deserters when arrested shall be put at the disposal of said consuls, and may be put in the public prisons, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall be no more arrested for the same cause.*

Art. 33. *For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon hereafter as circumstances will permit them, to form a consular convention, which shall declare especially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.*

Art. 34. *The United States of America and the Republic of Venezuela, desiring to make as durable as circumstances will permit the relations which are to be established between the two parties by virtue of this treaty of peace, amity, commerce and navigation, have declared solemnly, and do agree, to the following points:*

1*st.* *The present treaty shall remain in full force and virtue for the term of twelve years, to be counted from the day of the exchange of the ra-*

y estrangeros del pais en que residen, quedando en 1836
todo lo demas sujetos a las leyes de los respectivos Etados. Los archivos y papeles de los consulados seran respetados inviolablemente, y bajo ningun pretesto los ocupará magistrado alguno, ni tendrá con ellos ninguna intervencion.

Art. 32. Los dichos consules tendrán poder de requerir el auxilo de las autoridades locales para la prision, detencion y custodia de los desertores do los buques publicos y particulares, de su pais, y para este objeto dirijiran a los tribunales, jueces y oficiales competentes, y pedirán los dichos desertores por escrito, probando por una presentacion de los registros de los buques, rol de equipage ú otros documentos publicos, que aquellos hombres, eran parte de las dichas tripulaciones, y á esta demanda asi probada (menos, no obstante, cuando se probase lo contario) no se recusará la entrega. Semejantes desertores luego que sean arrestados, se pondrán á disposicion de los dichos consules, y pueden ser depositados en las prisiones publicas, á solicitad y espensas de los que los reclamen, para ser enviados a los buques a que correspondan ó á otros de la misma nacion. Pero si no fuéren mandados dentro de dos meses contados desde el dia de su arresto, serán puestos en libertad, y no volveran a ser presos por la misma causa.

Art. 33. Para proteger mas efectivamente su comercio y navegacion, las dos partes contratantes se convienen en formar luego que las circunstancias lo permitan, una convencion consular, que declare mas especialmente los poderes é inmunidades de los consules y vice-consules de las partes respectivas.

Art. 34. La Republica de Venezuela y los Estados Unidos de America, deseando hacer tan duraderas y firmes como las circumstancias lo permitan, las relaciones que han de establecerse entre las dos potencias en virtud del presente tratado de paz, amistad, navegacion y comercio, han declarado solemnemente, y convienen en los puntos siguentes:

1o. El presente tratado permanecerá en su fuerza y vigor por el termino de doce años, contados desde el dia del cange de las ratificationes, y ademas hasta

1836 *tifications and further, until the end of one year after either of the contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same; each of the contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of said term of twelve years; and it is hereby agreed between them that on the expiration of one year after such notice shall have been received by either from the other party, this treaty in all its parts relative to commerce and navigation, shall altogether cease and determine, and in all those parts which relate to peace and friendship, it shall be perpetually and permanently binding on both powers.*

2d. If any one or more of the citizens of either party shall infringe any of the articles of this treaty, such citizen shall be held personally responsible for the same, and harmony and good correspondence between the two nations shall not be interrupted thereby each party engaging in no way to protect the offender, or sanction such violation.

3d. If (what indeed cannot be expected), unfortunately any of the articles contained in the present treaty shall be violated or infringed in any other way whatever, it is expressly stipulated, that neither of the contracting parties will order or authorize any act of reprisal, nor declare war against the other, on complaints of injuries or damages, until the said party considering itself offended, shall first have presented to the other a statement of such injuries or damages, verified by competent proofs, and demanded justice and the same shall have been either refused or unreasonably delayed.

4th. Nothing in this treaty shall, however, be construed or operate contrary to former and existing public treaties with other sovereigns and states.

The present treaty of peace, amity, commerce, and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the senate therof, and by the President of the

un año despues que cualquiera de las partes contra- 1836
tantes haya notificado á la otra su intencion de terminarlo; reservandose las partes contratantes el derecho de hacer tal notification la una á la otra al fin de dicho termino de doce años. Y ademas se ha convenido que este tratado, en todo lo relativo a comercio y navegacion, quedara sin efecto transcurido que sea un ano despues de recibida dicha notificacion por cualquiera de las dos partes, y en todo lo relativo a paz y amistad, sera perpetuamente obligatorio la ambos poderes.

2o. Si alguno o algunos de los ciudadanos de una u otra parte infringiesen algunos de los articulos contenidos en el presente tratado, dichos ciudadanos seran personalmente responsables, sin que por esto se interrumpa la armonia y buena correspondencia entre las dos naciones, comprometiendose cada una a no protejer de modo alguno al ofensor, ó sancionar semejante violacion.

3o. Si (loque á la verdad no puede esperarse), desgraciadamente algunos de los articulos contenidos en el presente tratado fuesen en alguna otra manera violados ó infringidos, se estipula espresamente que ninguna de las dos partes contratantes ordenará ó autorizará ningunos actos de represalia ni declarara la guerra contra la otra, por quejas de injurias ó daños, hasta que la parte que se crea ofendida, haya presentado a la otra una esposicion de aquellas injurias ó daños, verificada con pruebas y testimonios competentes, exigiendo justicia y satisfaccion, y esto haya sido negado ó diferido sin razon.

4. Nada de cuanto se contiene en el presente tratado, se construirá sin embargo, ni obrará en contra de otros tratados publicos anteriores, y existentes con otros Soberanos ó Estados.

El presente Tratado de Paz Amistad, Comercio, y navegacion sera ratificado por el Presidente ó Vice-Presidente de la Republica de Venezuela, encargado del Poder Executivo con consentimiento y aprobacion del Congreso de la misma, y por el Presidente de los

1836 *Republic of Venezuela, with the consent and approbation of the Congress of the same; and the ratifications shall be exchanged in the city of Caracas, within eight months, to be counted from the date of the signature hereof, or sooner if possible.*

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States of America and of the Republic of Venezuela, have signed and sealed these presents.

Done in the city of Caracas, on the twentieth day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six and in the sixtieth year of the Independence of the United States of America and the twenty-sixth of that of the Republic of Venezuela.

John G. A. Williamson. (*L. S.*)
Santos Michelena. (*L. S.*)

76.

Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836.

(Oestreichischer Beobachter v. 14. Februar 1836. Gazette de Cracovie 1836. Février. Copies authentiques.)

I.

Note des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse adressée au Président et au Sénat de l'état libre de Cracovie, à la date du 9. *Février* 1836.

Les résidens soussignés de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et de S. M. le Roi de Prusse, ainsi que le chargé d'affaires soussigné de S. M. I. et R. A. se sont empressés de donner connaissance à leurs cours respectives de la communication qui leur a été faite par S. Exc. M. le président du sénat de la ville libre de Cracovie, au sujet des malheureux évènemens qui ont signalé dans cette ville les premiers jours de cette année.

Estados Unidos de America, con consejo y aprobacion del Senato de los mismos; y las ratificaciones serán cangeadas en la ciudad de Carácas dentro de ocho meses contados desde este dia, ó antes si fuere posible. 1836

En fé de lo cual, nosotros los plenipotenciarios de la Republica de Venezuela y de los Estados Unidos de America, hemos firmado y sellado las presentes.

Dadas en la ciudad de Carácas, el dia veinte de Enero, del año del Señor, mil ochocientos treinta y seis, Vigesimosexto de la independencia de la Republica de Venezuela, y sexagesimo de la de los Estados Unidos de America.

SANTOS MICHELENA. (L. S.)
JOHN G. A. WILLIAMSON. (L. S.)

76.

Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836.

(Oestreichischer Beobachter v. 14. Februar 1836. Gazette de Cracovie 1836. Février. Capies authentiques.)

I.

Note der Bevollmächtigten von Oestreich, Russland und Preussen an den Präsidenten und Senat des Freistaats Krakau de dato 9. *Februar* 1836.

Die unterzeichneten Residenten Sr. Maj. des Kaisers aller Reussen und Sr. Maj. des Königs von Preussen, wie auch der unterzeichnete Geschäftsträger S. K. K. apostolischen Maj. haben sich beeilt, die Mittheilung Sr. Exc. des Hrn. Präsidenten des Senats der freien Stadt Krakau hinsichtlich des unglücklichen Ereignisses, welches die ersten Tage des gegenwärtigen Jahres in jener Stadt bezeichnet hat, zur Kenntniss ihrer erlauchten Höfe zu bringen.

1836 *Les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie n'ont pu apercevoir dans ces évènemens qu'une preuve nouvelle et incontestable d'un mal profondément enraciné, répandu dans l'intérieur de cet état, et qui menace non-seulement son repos et sa paix, mais encore la sécurité des provinces avoisinantes.*

Par les traités existans, destinés à protéger la ville libre de Cracovie et à veiller au maintien de sa neutralité, les trois cours se sentent d'autant plus obligées de prendre les mesures exigées par les circonstances, que l'obligation de garantir leurs propres états d'un mal ostensible y est également attachée.

Par suite de ces considérations les soussignés sont chargés d'annoncer à S. Exc. M. le président et au sénat de la ville libre de Cracovie que l'assainissement moral instantané de la ville et du territoire de Cracovie au moyen de l'éloignement des réfugies polonais et d'autres individus dangereux, qui s'y sont malheureusement rassemblés en grand nombre, est une mesure qui a été jugée indispensable pour anéantir les trames seditieuses ourdies contre la sûreté et le repos de la ville et du district de Cracovie aussi bien que contre les provinces avoisinantes.

Les soussignés ne peuvent pas douter que la ville de Cracovie ne se prête d'autant plus volontiers à cette mesure que déjà à plusieurs reprises elle a elle-meme manifesté cette intention, et que les trois cours ont préparé actuellement tous les moyens pour en lui faciliter l'exécution.

Appuyées sur l'article 9 *de l'acte du congrès de Vienne*) qui est en harmonie avec les articles* 6 *du traité du* 3. *Mai* 1815 *et de la nouvelle constitution de la ville libre de Cracovie, en date du*

---

*) *L'article mentionné de l'acte du Congrès de Vienne est conçu de la manière suivante:*

"Les cours de Russie, d'Autriche et de Prusse s'engagent à respecter et à faire respecter, en tous tems, la neutralité de la ville libre de Cracovie et de son territoire; aucune force armée ne pourra jamais y être introduite sous quelque prétexte que ce soit. En revanche il est entendu et expressement stipulé, qu'il ne pourra être accordé dans la

Die drei Höfe von Oestreich, Preussen und Russ- 1836
land haben in diesem Ereignisse nur einen neuen, unwiderleglichen Beweis des Daseyns eines tiefwurzelnden Uebels erblicken können, welches, im Innern dieses Freistaates verbreitet, nicht allein seine Ruhe und seinen Frieden, sondern auch die Sicherheit der angränzenden Provinzen bedroht.

Durch die bestehenden Tractate zum Schutze der freien Stadt Krakau und zur Ueberwachung der Aufrechthaltung ihrer Neutralität berufen, fühlen sich die drei Höfe um so mehr zur Ergreifung der Maassregeln, welche der Fall erfordert, verpflichtet, als sich dazu auch die Verbindlichkeit gesellt, ihre eigenen Staaten vor offenbarem Nachtheile zu bewahren.

In Folge dieser Betrachtung sind die Unterzeichneten beauftragt, Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten und dem Senate der freien Stadt Krakau anzuzeigen, dass die augenblickliche Reinigung der Stadt und des Gebiets von Krakau durch die Entfernung der polnischen Flüchtlinge und aller gefährlichen Individuen, welche sich unglücklicher Weise in grosser Anzahl allda versammelt haben, die Maassregel sey, welche als unerlässlich erachtet worden ist, um die gegen die Sicherheit und Ruhe der Stadt und des Gebiets von Krakau sowohl als gegen jene der nahegelegenen Provinzen angezettelten meuterischen Anschläge zu vernichten.

Die Unterzeichneten können nicht zweifeln, dass die Regierung von Krakau sich um so bereitwilliger zu dieser Maassregel herbeilassen werde, als sie selbst schon zu verschiedenen Malen die Absicht hiezu gezeigt, und die drei Höfe nunmehr alle Mittel vorbereitet haben, um ihr deren Ausführung zu erleichtern.

Gestützt auf dem 9ten Artikel der Wiener Congress-Acte, welcher mit den Artikeln 6, sowohl des Tractats vom 3. Mai 1815, als der neuen Constitution der freien Stadt Krakau vom 30. Mai 1833 im Einklange steht,

---

ville libre et sur le territoire de Cracovie, aucun asyle ou protection à des transfuges, déserteurs, ou gens poursuivis par la loi, appartenant aux pays de l'une ou de l'autre des hautes puissances susdites, et que sur la demande d'extradition, qui pourra en être faite par les autorités compétentes, de tels individus seront arrêtés et livrés sans délai, sous bonne escorte, à la garde qui sera chargée de les recevoir à la frontière."

1836 30. *Mai* 1833, *les puissances protectrices interpellent le gouvernement de Cracovie d'éloigner de son territoire, dans le delai de huit jours, tous les réfugiés polonais qui s'y trouvent.*

Pour faciliter autant que possible le départ des refugiés, on leur ouvrira la station de Podgorze; ceux de ces réfugies qui peuvent justifier que l'un ou l'autre des gouvernemens consentent à leur admission, seront, suivant les circonstances, pourvus des moyens de se rendre à leur destination, mais les autres seront transportés en Amérique.

Les sujets des autres puissances séjournant à Cracovie et qui sont désignés comme dangereux par les puissances protectrices, devront également être éloignés du territoire de Cracovie dans le délai de huit jours; à ces fins la puissance protectrice dont ces étrangers traverseront le territoire leur fera délivrer, par son résident a Cracovie, les passeports nécessaires.

Les trois puissances protectrices ont jugé convenable de faire avancer des troupes vers les frontières du territoire de Cracovie, aussi bien pour empêcher que les individus désignés aux précédens paragraphes ne s'éloignent de la route qui leur est ouverte pour leur départ, que pour prêter au gouvernement de Cracovie l'appui dont il pourrait avoir besoin, comme aussi pour appuyer l'interpellation faite et maintenir l'ordre et la tranquillité publiques.

Il dépendra, en conséquence, de S. Exc. M. le président et du sénat, de s'adresser aux soussignés, s'ils devaient être dans le cas d'avoir besoin de la force armée pour l'accomplissement de l'une ou l'autre de ces mesures.

Aussi longtemps que dureront les circonstances actuelles, tout sujet de la ville libre de Cracovie qui voudra passer la frontière des trois états avoisinans, devra être muni, pour obtenir le passage, d'un passeport régulier revêtu du visa du résident que cela concerne.

Les trois puissances aiment a croire que, par suite des facilités offertes au gouvernement de cet état libre, l'assainissement moral du teritoire de

fordern die Schutzmächte die Regierung von Krakau 1836
auf, in achttägiger Frist aus ihrem Gebiete alle polnischen Flüchtlinge, welche sich allda befinden, zu entfernen.

Um den Abzug der Flüchtlinge möglichst zu fördern, wird ihnen die Einbruchsstation von Podgorze geöffnet werden; jene dieser Flüchtlinge, welche sich ausweisen könnten, dass eine oder die andere Regierung in ihre Zulassung einwilligt, werden nach Erforderniss mit den Mitteln, sich nach ihrer Bestimmung zu verfügen, versehen, die andern aber nach Amerika gesendet werden.

Die Unterthanen anderer Mächte, welche sich in Krakau aufhalten und durch die Schutzmächte als gefährlich bezeichnet sind, müssen gleichfalls in achttägiger Frist aus dem Gebiete der Stadt Krakau entfernt werden; zu diesem Ende wird sie jene Schutzmacht, durch deren Gebiet jene Fremden ziehen, mit den nöthigen Pässen durch ihren Residenten zu Krakau versehen lassen.

Die drei Schutzmächte haben für angemessen erachtet, an die Gränzen des Krakauer Gebiets Truppen vorrücken zu lassen, sowohl um zu verhindern, dass die in den vorhergehenden Paragraphen bezeichneten Individuen sich von der ihnen zu ihrem Auszuge dargebotenen Strasse entfernen, als um der Regierung von Krakau den Beistand, dessen sie benöthigen könnte, zu leisten, wie auch um jene Aufforderung zu unterstützen, und die Ordnung und öffentliche Ruhe aufrecht zu erhalten.

Es wird daher von Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten und von dem Senate abhängen, sich an die Unterzeichneten zu wenden, wenn sie in den Fall kommen sollten, zur Erfüllung des einen oder des andern dieser Punkte der Unterstützung der bewaffneten Macht zu bedürfen.

So lange die gegenwärtigen Umstände fortwähren, hat jeder Unterthan der freien Stadt Krakau, welcher die Gränze des einen der drei naheliegenden Staaten überschreiten will, um zugelassen zu werden, einen ordnungsmässigen mit dem Visa des betreffenden Residenten versehenen Pass vorzuzeigen.

Die drei Schutzmächte schmeicheln sich, dass die angedeutete Reinigung des Krakauer Gebiets durch diese der Regierung des Freistaates dargebotenen Er-

1836 *Cracovie n'éprouvera plus de difficultés ultérieures. Cependant si leur attente devait être trompée, et si le délai fixé devait s'écouler sans que les mesures dont il s'agit aient reçu leur pleine et complète exécution, les trois cours se croiraient obligées à obtenir par l'emploi de leurs propres moyens ce que le gouvernement de Cracovie n'aurait pas eu la volonté ou la force d'exécuter par lui-même.*

Les soussignés, en accomplissant les ordres qui leur ont été communiqués par leurs hautes cours, saisissent cette occasion pour exprimer à S. Exc. M. le président et au sénat, l'assurance etc.

Réponse du sénat aux plénipotentiaires des puissances protectrices, également en date du 9. Février 1836.

Immédiatement après la réception de la note collective de ce jour, par laquelle MM. les résidens des trois puissances protectrices ont déclaré au sénat que c'était la volonté de ces puissances que tous les ex-militaires étrangers polonais ou ceux qui, sans avoir été militaires, ont pris part à la dernière revolution polonaise des années 1830 et 1831 et qui se trouvent sur le territoire de la ville libre de Cracovie, en soient éloignés dans le délai de huit jours, avec l'ordre de se rendre à Podgorze où ils recevront leur destination ultérieure, le sénat s'est empressé de rendre la publication ci-jointe pour faire connaître à toutes les personnes de cette catégorie les dispositions ci-dessus mentionnées, prises par les hautes puissances protectrices, et il leur a en même tems ordonné, en les menaçant des mesures annoncées par MM. les résidens, de se soumettre sans hésitation à ces prescriptions, dans un délai encore réduit de deux jours. En outre le gouvernement ne négligera aucun des moyens mis à sa disposition pour repondre d'une manière efficace à cette haute volonté. Et, comme au nombre des refugiés polonais qui séjournent ici, il en existe plusieurs auxquels on a accordé des emplois subalternes dans le service public afin de les occuper d'une manière utile, le sénat leur a de suite donné le congé

leichterungen keiner weiteren Schwierigkeit mehr unter- 1836
liegen werde. Sollte indess ihre diesfällige Erwartung getäuscht werden, und der oben angezeigte Termin verfliessen, ohne dass die erwähnte Maassregel ganz und vollkommen in Ausführung gebracht worden wäre, so würden sich die drei Höfe verpflichtet halten, durch eigene Mittel dasjenige zu erzielen, was die Regierung von Krakau ins Werk zu setzen, entweder den Willen oder die Kraft nicht gehabt hätte.

Indem die Unterzeichneten durch diese Eröffnung die ihnen von ihren erlauchten Höfen zugekommenen Befehle erfüllen, ergreifen sie die Gelegenheit, Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten und dem Senate der freien Stadt Krakau die Versicherung etc. etc.

Antwort des Senats an die Bevollmächtigten der Schutzmächte, ebenfalls vom 9. Febr. 1836.

Gleich nach Empfang der Collectiv-Note vom heutigen Tage, mittelst welcher die HH. Residenten der drei hohen Schutzmächte dem Senate erklärt haben, dass es der Wille dieser Mächte sey, dass alle fremden polnischen Ex-Militärs sowohl als alle diejenigen vom Civilstande, die auf was immer für eine Art an der letzten polnischen Revolution in den Jahren 1830 und 1831 Theil genommen haben und sich auf dem Gebiete der freien Stadt Krakau befinden, binnen acht Tagen aus demselben entfernt werden, mit dem Befehle, sich nach Podgorze zu begeben, wo sie ihre fernere Bestimmung erhalten werden, hat der Senat sich beeilt, die anliegende Kundmachung zu erlassen, um alle Personen dieser Kategorie in Kenntniss der oberwähnten Verfügungen der hohen Schutzmächte zu setzen und ihnen zugleich unter Androhung der von den HH. Residenten angekündigten Maassregeln befohlen, sich ohne Zögern und selbst in der noch um zwei Tage verkürzten Frist diesen Anordnungen zu fügen. Ueberdiess wird die Regierung keines der Mittel, die ihr zu Gebote stehen, verabsäumen, um diesem höchsten Willen auf eine wirksame Art zu entsprechen. Und da unter den polnischen Flüchtlingen, die sich hier aufhielten, mehrere sind, denen, um sie auf eine nützliche Art zu beschäftigen, subalterne Anstellungen im hiesigen öffentlichen Dienste verliehen

1836 *nécessaire en leur intimant l'ordre de se rendre au lieu de leur nouvelle destination.*

Après avoir immédiatement, sans restriction aucune, et par toutes les voies possibles, donné connaissance au pays entier et nommément aux personnes que cela concerne de la volonté expresse des hautes puissances, le sénat ne saurait pourtant se dispenser de recommander à MM. les résidens d'avoir égard à la brièveté du délai fixé pour l'évacuation du territoire, soit parce qu'il serait possible que les dispositions arrêtées ne pussent pas être rendues publiques, en tems opportun, dans les lieux les plus éloignés de l'état libre, soit en considération de l'impossibilité de mettre ordre à leurs affaires dans laquelle peuvent se trouver ceux des individus réclamés qui ont contracté des liens d'intérêt et de fortune dans ce pays pendant les cinq années qu'ils y ont séjourné.

Comme il est d'ailleurs facile de prévoir que pendant l'exécution de cette décision des hautes puissances, ceux des individus compris dans la catégorie en question et qui se sont attachés par les liens du mariage aux familles de cette ville, qui ont acheté ou pris à bail des immeubles, ou enfin ceux qui ont pris la direction d'ateliers, feront des représentations et réclameront l'appui du gouvernement sous la protection duquel ils se sont établis; et comme la note de MM. les résidens ne contient à ce sujet aucune exception, le sénat se croit obligé par devoir de soumettre cette circonstance à leur appréciation, et de demander à MM. les résidans de vouloir bien lui faire savoir si ceux des individus en faveur desquels les considérations ci-dessus subsistent, doivent également être frappés, sans distinction, de ces mesures générales, ou bien si les hautes puissances, ayant égard à leur situation, se sentiraient disposées a les en excepter généreusement.

Le président du sénat:

(*L. S.*) WIELOGLOWSKI.

Le secrétaire-général du sénat:

(*L. S.*) DAROWSKI.

worden sind, hat der Senat sogleich denselben die 1836
nöthige Entlassung ertheilt, und ihnen aufgetragen, sich an den Ort ihrer neuen Bestimmung zu begeben.

Nachdem der ausdrückliche Wille der hohen Mächte bereits zur Kenntniss des ganzen Landes, und namentlich der hiebei betheiligten Personen, ohne den mindesten Verzug noch Beschränkung und auf allen möglichen Wegen gebracht worden ist, kann der Senat doch nicht umhin, den HH. Residenten die Berücksichtigung der Kürze der zur Räumung des Gebiets anberaumten Frist zu empfehlen, theils wegen des möglichen Falles, dass diese Verfügungen nicht zu gehöriger Zeit auf den entferntesten Punkten des Freistaates bekannt werden könnten, theils in Anbetracht der Unmöglichkeit, ihre Angelegenheiten zu ordnen, in der sich diejenigen der reclamirten Individuen befinden dürften, welche während ihres fünfjährigen Aufenthaltes in diesem Lande Vermögens-Verhältnisse contrahirt haben sollten.

Da es übrigens leicht vorherzusehen ist, dass, während der Vollstreckung dieses Beschlusses der hohen Mächte, jene Individuen der in Frage stehenden Kategorie, die sich mit den hier ansässigen Familien durch die Bande der Ehe identificirt, liegende Güter entweder angekauft oder gepachtet, oder solche endlich, die sich an die Spitze von Werkstätten gestellt haben, Vorstellungen machen, und den Beistand der Regierung, unter deren Schutz sie sich niedergelassen haben, ansprechen werden, so hält der Senat, da hierüber in der Note der HH. Residenten keine Ausnahme zu finden ist, es für seine Pflicht, diesen Umstand ihrer Berücksichtigung zu unterziehen, und die HH. Residenten zu ersuchen, ihn in Kenntniss setzen zu wollen, ob die Individuen, zu deren Gunsten obige Rücksichten sprechen, auch ohne Unterschied von diesen allgemeinen Maassregeln betroffen werden sollen, oder ob die hohen Mächte, in Anbetracht ihrer Lage, sich bewogen finden dürften, sie grossmüthig davon auszunehmen.

Der Präsident des Senats:

(gez.) WIELOGLOWSKI.

Der General-Secretär des Senats:

(gez.) DAROWSKI.

1836 *Publication du gouvernement de l'état libre, de la même date.*

Le sénat régnant de la ville libre, indépendante et rigoureusement neutre de Cracovie et de son territoire.

MM. les résidens des trois très sérenissimes puissances protectrices accrédités auprès du gouvernement de cet état, ont donné communication, à la date de ce jour, au sénat régnant, qu'il entrait dans la volonté de leurs hautes cours que tous les polonais étrangers, ayant appartenu à l'état militaire ou civil, et qui ont pris part à la revolution du royaume de Pologne dans les années 1830 *et* 1831, *en servant comme officiers, sous-officiers ou soldats, ou de toute autre manière, et qui séjournent dans la ville et le territoire de Cracovie, sans pouvoir légitimer leur séjour par un passeport en forme légale ou par une permission délivrée par les autorités compétentes des puissances protectrices, soient tenus de quitter immédiatement le territoire de la ville libre de Cracovie et de se rendre à Podgorze, où ceux d'entre eux qui pourront justifier que l'un ou l'autre gouvernement veut les accueillir recevront les secours nécessaires pour se rendre au lieu de leur destination; et que ceux au contraire qui ne se trouveront pas dans cette position, doivent être transportés en Amérique. En même tems les très sérénissimes cours ont déclaré que celles des personnes de cette catégorie qui sont revêtues dans ce pays d'un emploi civil ou militaire, ne sont pas exceptées de cette disposition quand même le gouvernement de cette ville leur aurait accordé le droit de bourgeoisie.*

En portant à la connaissance générale cette haute décision des très-sérénissimes cours, et en en prévenant nommément celles des personnes que cela concerne, le sénat les interpelle de se rendre dans la ville de Podgorze dans les 6 *jours et de s'y présenter devant les autorités autrichiennes chargées de leur réception.*

Le sénat régnant croit nécessaire de prévenir les personnes qui ont à se soumettre à la décision

Kundmachung der Regierung des Freistaates, von demselben Datum. 1836

Der regierende Senat der freien, unabhängigen und streng neutralen Stadt Krakau und ihres Gebiets.

Die HH. Residenten der drei allerdurchlauchtigsten Schutzmächte, welche bei der hiesigen Regierung beglaubigt sind, haben unter heutigem Dato dem regierenden Senate eröffnet, wie es der Wille Ihrer hohen Höfe sey, dass alle fremden polnischen Militär- oder Civilpersonen, welche an der Revolution im Königreiche Polen in den Jahren 1830 und 1831 Theil genommen, indem sie als Officiere, Unterofficiere oder Soldaten oder auch auf eine andere Weise gedient haben, und sich in der Stadt Krakau und ihrem Gebiete aufhalten, sofern sie nicht im Stande sind, ihren Aufenthalt durch einen in gesetzlicher Form ertheilten Pass, oder durch eine von der competenten Behörde der Schutzmächte ihnen gegebene Erlaubniss zu legitimiren, gehalten seyn sollen, unverzüglich das Gebiet der freien Stadt Krakau zu verlassen, und sich nach Podgorze zu begeben, wo diejenigen, welche sich ausweisen, dass irgend eine Regierung sie aufnehmen will, den nöthigen Beistand erhalten, um sich nach dem Orte ihrer Bestimmung zu begeben; diejenigen aber, welche sich nicht in dieser Lage befinden, nach Amerika abgeschickt werden sollen. Gleichzeitig haben die allerdurchlauchtigsten Höfe erklärt, dass auch diejenigen Personen von dieser Kategorie, welche in diesem Lande irgend einen Civil- oder Militärposten bekleiden, selbst wenn ihnen von der hiesigen Regierung das Bürgerrecht verliehen worden, von dieser Bestimmung nicht ausgeschlossen sind.

Indem der Senat diese hohe Entschliessung der allerdurchlauchtigsten Höfe zur allgemeinen Kenntniss bringt, und namentlich diejenigen Personen davon benachrichtigt, welche diess angeht, fordert er dieselben auf, sich binnen sechs Tagen in der Stadt Podgorze zu stellen, und sich bei den Kais. östreichischen Behörden, welche zu ihrer Uebernahme beauftragt sind, zu melden.

Der regierende Senat hält es für nothwendig, diejenigen Personen, welche obiger Anordnung nachzu-

1836 *ci-dessus, que le gouvernement de cet état a été averti que dans le cas où le délai de huit jours fixé pour l'évacuation s'écoulerait sans que la volonté des très-sérénissimes cours ait été complètement accomplie, elles se verraient obligées d'en amener l'exécution par l'emploi de leurs propres mesures. Il compte, en conséquence, que les personnes désignées éviteront les mesures annoncées, et qu'elles suivront volontairement leur destination; par là elles conserveront l'expectative d'obtenir les égards des gouvernemens sous l'autorité desquels elles se placeront, et de plus elles préserveront le pays de Cracovie des tristes suites qu'amènerait inévitablement le non accomplissement de la volonté des hautes cours.*

Cracovie le 9. Février 1836.

Le président du sénat:

(*L. S.*) *Wieloglowski.*

Le secrétaire général du sénat,

(*L. S.*) *Darowski.*

kommen haben, darauf aufmerksam zu machen, wie 1836
die hiesige Regierung bedeutet worden, dass im Falle der zur völligen Evacuation bestimmte achttägige Termin verflossen, und der Wille der allerdurchlauchtigsten Höfe nicht vollständig erfüllt sey, dieselben sich genöthigt sähen, durch die Anwendung eigener Maassregeln den Erfolg herbeizuführen; er erwartet daher, dass die bezeichneten Personen die angekündigten Maassregeln beseitigen und freiwillig ihrer Bestimmung folgen werden, wodurch ihnen eine Aussicht bleibt, die Berücksichtigung derjenigen Regierung zu erlangen, unter deren Macht sie sich begeben, und wodurch sie überdiess das hiesige Land vor den traurigen Folgen bewahren werden, welche die Nichterfüllung des Willens der hohen Höfe unausbleiblich mit sich bringen würde.

Krakau, am 9. Februar 1836.

Der Senats-Präsident:
(gez.) WIELOGLOWSKI.

Der General-Secretär des Senats:
(gez.) DAROWSKI.

II.

Note des plénipotentiaires de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse adressée au Président et au Sénat de l'état libre de Cracovie, à la date du 16. *Février* 1836.

Die Unterzeichneten, Residenten Ihrer Majestäten des Kaisers von Russland und des Königs von Preussen, und der unterfertigte Geschäftsträger Sr. M. des Kaisers von Oestreich finden sich, mit Beziehung auf die Note, welche sie unterm 9. d. M. an Se. Exc. den Hrn. Präsidenten und an den Senat der freien Stadt Krakau zu richten die Ehre hatten, kraft der Weisungen ihrer hohen Höfe veranlasst, Sr. Exc. und dem löblichen Senate folgende weitere Eröffnungen zu machen: "Die Regierung von Krakau hat, indem sie zur Ausführung der Maassregel, welche die Schutzmächte im Interesse des Freistaats Krakau selbst, so wie der angränzenden Provinzen von ihr verlangen mussten, nur illusorische und keine Bürgschaft des Erfolgs darbietende Mittel anwendete, solchergestalt die zur vollen

1836 und gänzlichen Vollziehung derselben gesetzte Frist verstreichen liess, und von den Erleichterungen und Mitteln, welche ihr zu diesem Ende grossmüthig angeboten worden waren, keinen Gebrauch machte, den Beweis geliefert, dass sie nicht nur nicht die Kraft, ihre aus dem Art. 6. des Traktats vom 3. Mai 1815 hervorgehenden Verpflichtungen hinsichtlich der Flüchtlinge und dem Gesetz verfallenen Personen zu erfüllen, sondern auch nicht den Willen, selbigen Genüge zu leisten, besitzt. Die drei Mächte, von den Pflichten, welche die Eigenschaft als Schutzmächte ihnen gegen den Freistaat Krakau auferlegt, so wie von der Nothwendigkeit durchdrungen, einer Unordnung ein Ziel zu setzen, welche die Ruhe dieses Landes und der angränzenden Provinzen gefährdet; in Erwägung endlich, dass ihre Garantie der strengen Neutralität des Freistaats Krakau nur so lange Kraft hat, als dieser seinerseits die Bedingungen, auf welchen die Neutralität dieses Staats allein beruhen kann, erfüllt — sehen sich in die Nothwendigkeit versetzt, dasjenige durch ihre eigenen Mittel auszuführen, was sie für unerlässlich erkannt hatten, um den Zweck zu erreichen, den friedlichen Bewohnern dieses Landes Sicherheit und Ruhe wiederzugeben, und ihre eigenen Länder vor den revolutionairen Umtrieben, deren Herd die Stadt und das Gebiet von Krakau geworden sind, zu bewahren. Die Unterzeichneten haben demgemäss die Ehre, Se. Exc. den Hrn. Präsidenten und den Senat zu benachrichtigen, dass Truppen unter dem Oberbefehle des Hrn. Generalmajors v. Kaufmann, im Namen der drei Schutzmächte, die Stadt und das Gebiet von Krakau besetzen werden. Der Zweck dieser militairischen Besetzung ist die gänzliche Vertreibung der revolutionairen Flüchtlinge, der Emissarien der Propaganda, und der bestimmungslosen Menschen, die sich seit der polnischen Revolution zu Krakau und auf seinem Gebiete angehäuft haben, und von da aus ihre verbrecherischen Umtriebe nach den benachbarten Ländern erstrecken. Ist dieser Zweck einmal erreicht, und die Ordnung in dem Freistaate Krakau dauerhaft gesichert, so werden sich die Truppen der drei Höfe unverzüglich wieder aus diesem Lande entfernen. Für den Unterhalt der Truppen, so lange sie auf dem Gebiete von Krakau bleiben werden, muss, wie es in

der Regel ist, gesorgt werden, und der Senat wird 1836
aufgefordert, sogleich die Personen zu benennen, mit welchen die Militairbehörde alles auf diesen Gegenstand sich Beziehende zu reguliren hat. Die Wirksamkeit der Regierung und der Gerichtshöfe wird nicht unterbrochen werden; es liegt jedoch in der Natur der Dinge, dass sie in Allem, was die Aufrechthaltung der öffentlichen Sicherheit, und die Vollziehung der Maassregel betrifft, welche die Sorge für das Wohl des Freistaats Krakau den Schutzmächten geboten hat, der damit insbesondere beauftragten Militairmacht untergeordnet bleiben muss. Die Unterzeichneten haben schliesslich die Ehre, Sr. Exc. dem Hrn. Präsidenten und dem Senate die Kundmachungen, welche der Hr. Generalmajor v. Kaufmann in dem Augenblicke und bald nach dem Einrücken der unter sein Kommando gestellten Truppen zu erlassen den Befehl erhalten hat, mitzutheilen, und sie ersuchen Se. Exc. dafür Sorge tragen zu wollen, dass diese Aktenstücke, so wie sie hier beiliegen, in deutscher und polnischer Sprache zur Kenntniss des Publicums gebracht werden.

Krakau, 16. Februar 1836.

(Unterz.) HARTMANN.
E. Freiherr v. UNGERN-STERNBERG.
LIEHMANN.

1836

III.

Publication du Général autrichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cracovie, à la date du 17. Février 1836.

Les sérénissimes protecteurs de l'état libre de Cracovie; — prenant en considération les désordres, les violences et même les crimes qui ont troublé recemment le repos de cette ville et de ses paisibles habitans, et attendu qu'il est démontré d'une manière incontestable que tous ces méfaits doivent être attribués aux réfugiés, aux émissaires revolutionnaires et aux gens sans aveu qui, dans ces derniers tems, se sont rassemblés en si grand nombre à Cracovie et sur son territoire; eu égard, en outre, aux devoirs que leur impose leur qualité de protecteurs de l'état libre de Cracovie et pénétrés de la nécessité de mettre fin à une situation désordonnée qui menace la sécurité de cet état aussi bien que celle des provinces voisines.

Attendu, enfin, que le gouvernement de l'état libre de Cracovie, malgré les moyens qui lui ont été généreusement offerts, n'a pas satisfait de lui-même à l'appel qui lui a été fait conformément à l'article 9 de l'acte du Congrès de Vienne, pour l'éloignement des refugiés et autres individus frappés par les lois, qui se trouvent accumulés sur son territoire, alors même qu'en vertu du dit article on eut pu exiger leur extradition instantanée; qu'ainsi le gouvernement dont il s'agit n'a pas accompli les conditions auxquelles est attachée la neutralité de cet état libre; — se sont vus contraints de faire exécuter par leurs propres forces une mesure qu'ils ont reconnu indispensable pour procurer aux paisibles habitans de l'état libre de Cracovie le repos et la sécurité dont ils jouissaient précédemment et pour garantir leurs propres provinces adjacentes des menées revolutionnaires dont l'état libre est devenu le foyer.

C'est dans ce seul but que les troupes des hautes puissances protectrices confiées à mon commandement entrent actuellement dans la ville et le ter-

III. 1836

Bekanntmachung des Kaiserl. Oestreichischen Generals Kaufmann von Trauensteinburg zu Krakau, am 17. Februar 1836.

Die Durchlauchtigsten Beschützer des Freistaates Krakau, in Erwägung der Unordnungen, der Gewaltthätigkeit, ja selbst der Verbrechen, welche neuerlich die Ruhe dieser Stadt und deren friedlichen Bewohner gestört haben: in Erwägung, dass es auf eine unwidersprechliche Weise dargethan ist, wie alle diese Unthaten jenen Flüchtlingen, revolutionairen Emissären und bestimmungslosen Menschen zugeschrieben werden müssen, die sich in der letzten Zeit so zahlreich in der Stadt Krakau und ihrem Gebiete angesammelt haben; in Erwägung ferner der Pflichten, welche ihre Eigenschaft als Beschützer des Freistaates Krakau ihnen auferlegen, und von der Nothwendigkeit durchdrungen, einem regellosen Zustande ein Ziel zu setzen, welcher ebenso sehr die Ruhe dieses Staates, als jene der angränzenden Provinzen bedroht, in Erwägung endlich, dass die Regierung des Freistaates Krakau, ungeachtet der ihr grossmüthig angebotenen Mittel, dennoch in der in Gemässheit des 9. Artikel der Wiener Kongress-Akte an sie ergangenen Aufforderung wegen Ausweisung der auf ihrem Gebiete angehäuften Flüchtlinge und dem Gesetz verfallenen Menschen von selbst nicht gehörig Genüge geleistet habe, wenn gleich nach eben diesem Artikel sogar deren Auslieferung hätte verlangt werden können, und dass besagte Regierung demzufolge die Bedingungen, an welche die Neutralität dieses Freistaates geknüpft worden, unerfüllt gelassen; — haben sich zu dem Entschlusse genöthigt gefunden, durch ihre eignen Kräfte eine Maassregel in Vollzug zu setzen, die sie für unerlässlich erkannt haben, um den friedlichen Bewohnern des Freistaates Krakau die früher genossene Ruhe und Sicherheit zu verschaffen und um ihre eignen angränzenden Provinzen vor den revolutionairen Umtrieben zu bewahren, deren Heerd der Freistaat geworden ist.

Ausschliesslich zur Errichtung dieses Endzweckes rücken die von den hohen beschützenden Mächten meinem Oberbefehl anvertrauten Truppen gegenwärtig

1836 *ritoire de Cracovie. Comme leur première et unique destination consiste dans le rétablissement de la tranquillité et de la sûreté, je crois pouvoir compter avec certitude que ces troupes seront accueillies avec confiance et prévenance par les habitans de l'état libre de Cracovie; de mon côté je tiendrai principalement la main à ce que la discipline la plus sévère soit observée par les soldats.*

Aussitôt que la mesure que, dans leur sollicitude, les sérénissimes protecteurs de l'état libre de Cracovie ont cru devoir lui préscrire aura reçu son exécution; aussitôt que la ville et le territoire de Cracovie seront délivrés des hommes dangereux qui y sont rassemblés et que le repos et la sécurité y auront été assurés d'une manière durable, l'occupation militaire actuelle aura atteint son but et les troupes commandées par moi abandonneront le territoire du libre état.

En attendant l'action des autorités admistratives et judiciaires de ce libre état n'éprouvera aucune interruption; cependant, il est bien entendu, que relativement aux mesures qui concernent la sûreté publique et l'expulsion hors du territoire de Cracovie des réfugiés qui s'y sont introduits, les dites autorités demeurent subordonnées à la puissance militaire qui a été particulièrement chargée de cette mission par les hautes puissances protectrices pendant la durée des circonstances actuelles.

Donné à Cracovie, le 17. Février 1836.

François Kaufmann de Trauensteinbourg, général-feldwachtmeistre actuel de S. M. I. et R. apost. et commandant des troupes qui sont chargées, au nom des trois puissances protectrices, de l'occupation de l'état libre de Cracovie.

in die Stadt und das Gebiet von Krakau ein. Da es 1836
ihre erste und einzige Bestimmung ist, Ruhe und Sicherheit in dem Freistaate herzustellen und auch für die Zukunft zu sichern, so glaube ich mit Zuversicht darauf zählen zu können, dass diese Truppen von den Bewohnern des Freistaates Krakau mit Vertrauen und Zuvorkommenheit werden empfangen werden; ich meinerseits werde nachdrücklich darauf halten, dass von den Soldaten die gewohnte strengste Mannszucht beobachtet werde.

Sobald die Maassregel, welche die Sorge der durchlauchtigsten Beschützer des Freistaates Krakau für denselben vorzuschreiben fand, ihre Vollziehung erhalten, sobald Stadt und Gebiet von Krakau von den auf selben angehäuften gefährlichen Menschen befreit und Ruhe und Ordnung dauerhaft in selben gesichert seyn werden, hat die gegenwärtige militärische Besetzung ihr Ziel erreicht, und die von mir befehligten Truppen werden das Gebiet des Freistaates wieder verlassen.

Inzwischen erleidet die Wirksamkeit der administrativen sowohl als der richterlichen Behörden des Freistaates keine Unterbrechung, jedoch versteht es sich von selbst, dass sie in den die öffentliche Sicherheit und die Reinigung des Gebietes des Freistaates Krakau von den eingedrungenen Flüchtlingen betreffenden Maassregeln der Militairmacht untergestellt sind, welche für die Dauer der gegenwärtigen Umstände von den hohen verbündeten Mächten damit insbesondere beauftragt wurde.

Gegeben Krakau, den 17. Febr. 1836.

Franz Kaufmann von Trauensteinburg,
Sr. k. k. apostolischen Majestät wirkl. General-Feldwachtmeister und Befehlshaber der im Namen der drei Schutz-Mächte das Gebiet des Freistaates Krakau besetzenden Truppen.

IV.

Deuxième Publication du Général autrichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cracovie, en date du 17. Février.

In Folge der am heutigen Tage ausgegangenen ersten Kundmachung, durch welche die Motive und

1836 Zwecke der von den drei beschützenden Mächten beschlossenen zeitweiligen militairischen Besetzung der Stadt und des Gebiets von Krakau ausgesprochen worden, wird ferner Nachfolgendes zur öffentlichen Kenntniss gebracht: Alle, nicht aus dem Gebiete des Freistaats Krakau gebürtigen Individuen, welche als Officiere, Unterofficiere oder Soldaten in der ehemaligen polnischen Armee gedient, oder sonst in irgend einer Weise an der letzten polnischen Revolution thätigen Theil genommen haben, und welche sich über ihren Aufenthalt in der Stadt oder dem Gebiete von Krakau durch keinen von der kompetenten Behörde der drei beschützenden Mächte ausgestellten Pass, oder speziellen Erlaubnissschein auszuweisen vermögen, haben, selbst dann, wenn sie in den Civil- oder Militairdienst des Freistaats aufgenommen worden wären, oder nachträglich dessen Bürgerrecht erlangt hätten, die Stadt und das Gebiet von Krakau binnen sechs Tagen zu verlassen, und wird ihnen zu besagtem Ende der Weg über Podgorze geöffnet. Jene der vorbezeichneten

---

V.

Publication ultérieure faite par le Général autrichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cracovie, le 18. *Février* 1836.

Il est venu à ma connaissance que des individus appelés par une publication du jour d'hier à quitter sans retard le territoire de l'état libre de Cracovie projetent de se soustraire à cette mesure, en faisant usage de documens falsifiés, de papiers obtenus d'une manière illicite et qui portent d'autres noms que le leur, afin de faire croire qu'ils sont nés dans l'état de Cracovie, ou qu'ils n'ont pris aucune part à la dernière révolution de Pologne. Pour empêcher l'exécution de ces coupables desseins on porte, par les présentes, à la connaissance du public que tous ceux des individus qui feraient usage de documens de ce genre seront punis selon toute la rigueur des lois du pays et qu'ils seront ensuite livrés au gouvernement du lieu de leur naissance; et ceux qui auront délivré ces pa-

Individuen, welche innerhalb der festgesetzten Frist 1836
der mit Gegenwärtigem an sie ergehenden Aufforderung nicht Genüge leisten, oder welche sich auf einem andern als dem vorgezeichneten Wege zu entfernen suchen würden, so wie die Bewohner des Freistaats Krakau, welche es wagen sollten, derlei Flüchtlinge zu verbergen, oder ihrer Entweichung auf andern Wegen hülfreiche Hand zu leisten, verfallen in die verdienten Strafen. Ich rechne übrigens mit Zuversicht auf die redliche Mitwirkung der Behörden und der Bewohner von Krakau zur baldigsten Erfüllung des mir vorgezeichneten Zwecks, da es sich dabei vorzugsweise um ihr Wohl und ihre Sicherheit handelt.

Gegeben Krakau den 17. Februar 1836.

FRANZ KAUFMANN VON TRAUENSTEINBURG,

Sr. k. k. opost. Maj. wirklicher General-Feldwachtmeister und Befehlshaber der im Namen der drei Schutzmächte das Gebiet des Freistaats Krakau besetzenden Truppen.

V.

Weitere Bekanntmachung des Oestreichischen Generals Kaufmann von Trauensteinburg zu Krakau unterm 18. *Februar* 1836.

Es ist zu meiner Kenntniss gelangt, dass Individuen, welche in Gemässheit meiner Kundmachung vom gestrigen Tage, das Gebiet des Freistaates Krakau ungesäumt zu verlassen berufen sind, diese Maassregel dadurch zu umgehen beabsichtigen, dass sie durch verfälschte, erschlichene oder auf fremde Namen lautende Urkunden ihre hierländige Geburt oder den Umstand ihrer Nichttheilnahme an der letzten polnischen Revolution darzuthun im Sinne haben. Um diesen frevelhaften Absichten zu begegnen, wird anmit zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass alle jene Individuen, welche von derlei Urkunden Gebrauch machen würden, nach aller Strenge der bestehenden Landesgesetze bestraft und sodann an die Regierung ihres Geburtslandes ausgeliefert, so wie die Aussteller der-

1836 *piers seront soumis à la responsabilité la plus rigoureuse.*

Cracovie, le 18. *Février* 1836.

François Kaufmann, noble de Trauensteinbourg, général-major de S. M. I. et R. A. et commandant, au nom des trois puissances protectrices, les troupes d'occupation de l'état libre de Cracovie.

VI.

Publication du Général autrichien Kaufmann de Trauensteinbourg à Cracovie du 20. *Février* 1836.

La nuit dernière plusieurs individus ont essayé sur divers points aux environs de Plaszow de s'introduire sur le territoire autrichien et de se frayer en masse et à main armée un chemin dans cette direction, mais ces témeraires ont été repoussés par le feu que les troupes autrichiennes ont dirigé sur eux. Cet évenement m'oblige de porter à la connaissance publique que tous ceux qui tenteraient à franchir à main armée le cordon militaire formé en ce moment par les troupes des trois puissances protectrices, seront traduits devant un conseil de guerre et passés par les armes.

Cracovie, le 20. *Février* 1836.

François Kaufmann, noble de Trauensteinbourg, général-major de S. M. I. et R. A. et commandant, au nom des trois puissances protectrices, les troupes d'occupation de l'état libre de Cracovie.

elben zur schwersten Verantwortung werden gezogen 1836
/erden.

Krakau, den 18. Febr. 1836.

Franz Kaufmann Edler v. Trauensteinburg,
Ir. k. k. apost. Maj. wirklicher General-Feldwachtmeister
ınd Befehlshaber der im Namen der drei Schutzmächte
las Gebiet des Freistaates Krakau besetzenden Truppen.

VI.

Publicandum des Oestreichischen Generals Kaufmann von Trauensteinburg zu Krakau am 20. Februar 1836.

Verflossene Nacht haben mehrere Individuen auf
inigen Punkten in der Gegend von Plaszow versucht,
.uf das östreichische Gebiet zu dringen, und sich
len Weg durch die aufgestellten Wacht-
osten in Masse mit bewaffneter Hand zu
ahnen, die Verwegenen jedoch wurden
lurch das vom k. k. Militär auf sie eröffnete
Feuer zurückgetrieben. Der vorstehende Fall
eranlasst mich, anmit zur öffentlichen Kenntniss zu
ringen, dass Jeder, der es wagen sollte, den von
len Truppen der drei Schutzmächte im gegenwärtigen
Augenblick das Gebiet der Freistadt Krakau umge-
enden Militärkordon mit bewaffneter Hand zu durch-
rechen, vor ein Kriegsgericht gestellt und erschossen
verden wird.

Krakau, den 20. Februar 1836.

Franz Kaufmann Edler v. Trauensteinburg,
Kaiserl. Oestr. General-Feldwachtmeister und Befehls-
aber der im Namen der drei Schutzmächte das Gebiet
des Freistaates Krakau besetzenden Truppen.

VII.

Publication du Sénat de la ville de Cracovie, du 9. Mars 1836.

Nachdem der Senat der freien, unabhängigen und
treng neutralen Stadt Krakau und ihres Umkreises
lie Anfertigung einer Bevölkerungs-Liste und eines

1836 Verzeichnisses der Inländer und Ausländer, die an der polnischen Revolution Theil genommen, anbefohlen hat, um Erstere davor zu bewahren, dass sie nicht ohne Anlass gezwungen werden, sich ins Ausland zu entfernen, und um letztere zu nöthigen, dem der hiesigen Regierung kundgemachten höchsten Willen der Schutzmächte gemäss, unverzüglich dieses Land zu verlassen, bringt derselbe zur öffentlichen Kenntniss aller Einwohner, dass die Verheimlichung irgend Jemandes bei diesem von Seiten der öffentlichen Behörden vorgenommenen Geschäft dem Verheimlichenden die in der Bekanntmachung des Senats vom 27. Februar d. J. angekündigte Strenge zuziehen wird, nämlich eine Geldstrafe von 500 Gulden oder zweimonatliche Haft, falls der Uebertreter nicht im Stande seyn sollte, die erstere zu bezahlen. Und da in Kurzem eine Militär-Revision vorgenommen werden soll, so müssen die Eigenthümer und Vermiether es sich angelegen seyn lassen, der mit der Aufnahme der Listen beauftragten Kommission die bei ihnen wohnenden Individuen ganz der Wahrheit gemäss anzugeben, indem sie solchergestalt den Unannehmlichkeiten entgehen werden, denen die Nichtbefolgung der an sie ergangenen Warnung sie aussetzen könnte. Der Senats-Präsident:

HALLER.

VIII.

Note de la conférence des résidens des trois cours protectrices au président du sénat de Cracovie.

(Cette Note est suivie de trois Annexes.)

Les soussignés, représentans des hautes cours protectrices, ont eu l'honneur d'informer M. le Président et le Sénat de la ville libre de Cracovie, par leur office du 14. Avril dernier, quels sont les points qu'il a semblé indispensable aux cours protectrices de voir réglés convenablement, avant de pouvoir faire évacuer entièrement la ville de Cracovie par les troupes qu'elles ont été dans la nécessité d'y laisser. S. E. Mr. le Président a témoigné dans sa note responsive aux soussignés, du 16. Avril, le désir de connaître les bases sur lesquelles la réorganisation de la milice et de la

police de Cracovie (ce qui formait deux points principaux des demandes des soussignés) dut être effectuée. 1836

Les soussignés, ayant eu soin de prendre à cet égard les ordres de leurs hautes cours, se trouvent, à l'heure qu'il est, à même de satisfaire à la demande de S. E. Mr. le président de Haller, en lui transmettant dans les annexes les principes que les cours proposent à l'adoption du Sénat relativement à la milice et à la police, en y ajoutant encore les clauses qui devraient entrer nécessairement dans la loi à émettre pour regler l'admission des étrangers dans l'état de Cracovie, loi qui découle des règles les plus simples d'une bonne police, et que les trois cours jugent également importante pour garantir l'état de Cracovie et leurs propres provinces avoisinantes contre le retour des désordres et des dangers, qui tantôt avaient excité l'attention des trois cours protectrices et avaient exigé leur intervention active dans les affaires de Cracovie. En abandonnant à la mûre délibération du Sénat les communications que les soussignés ont l'honneur de lui faire au nom de leurs cours, ils ne sauraient s'empêcher d'y ajouter la réflexion, qu'en *donnant l'existence à l'état de Cracovie* au milieu de leurs possessions, les augustes souverains protecteurs de cet état n'ont certainement pu avoir l'intention d'y créer un foyer de conspirations contre la tranquillité de leurs provinces limitrophes, un point de refuge pour les révolutionnaires et les malveillans de toute espèce, et un sujet continuel d'inquiétude pour les voisins, comme Cracovie l'était devenue en dernier lieu. Les lois et les institutions en vigueur en cet état n'ayant pu le garantir des maux et des dangers ci-dessus indiqués, il devient absolument nécessaire d'y apporter les modifications que les circonstances exigent; or ce n'est que dans l'adoption et la franche exécution des mesures que les cours proposent, qu'elles croient trouver le remède au mal et une assurance que le gouvernement de Cracovie a sincèrement l'intention de remplir ce qui est dans ses devoirs envers les protecteurs, et l'on peut ajouter envers l'état même dont l'existence et la prospérité lui sont confiées. Les soussignés ne peuvent enfin passer sous silence que leurs hautes cours considéreront encore comme un gage des sentimens du sénat de Cracovie les soins qu'il apportera au choix des employés

1836 dans toutes les branches du service public. Car ce n'est point en voyant en fonctions, même dans les places influentes, des individus compromis par leurs antécedens et partisans de la dernière révolution, que les cours pourront prendre confiance. Les soussignés saisissent cette occasion pour renouveler à S. E. M. le Président et au louable Sénat l'assurance de leur haute considération.

Cracovie, le 2. Juin 1836.

Signé HARTMANN.
E. Bon STERNBERG.
LIEHMANN.

Annexe A. Principes relatifs à la réorganisation de la milice.

Les deux points principaux dont il s'agit sont:

(*a*) La nomination d'un commandant de la milice, pour que ce soit un individu qui sache inspirer une entière confiance par ses sentimens politiques et qui possède en même temps les qualités nécessaires pour qu'on puisse se reposer sur lui relativement à tous les objets de détail, etc.

(*b*) La composition de la milice quant aux officiers et soldats. Les cours protectrices croient devoir placer comme première condition pour pouvoir être, soit commandant soit officier ou soldat dans la milice de Cracovie de n'avoir pris en aucune manière part à la dernière revolution de Pologne, et secondement pour être commandant ou pour entrer d'abord en qualité d'officier dans la milice, d'avoir servi dans les armées de l'une des trois cours protectrices, et d'avoir obtenu régulièrement la permission de passer au service de Cracovie. La voie de l'enrôlement serait conservée pour la milice, et les officiers et soldats de l'ancienne milice qui existent encore, et contre lesquels il n'y aurait point d'objection individuelle, formeraient le noyau de la nouvelle milice; on consentirait à une augmentation de cette troupe jusqu'à 450 hommes et 40 chevaux, savoir: deux compagnies de milice proprement dite, à 100 hommes chacune y compris les charges, une campagnie de soldats de police de 110 hommes, et 40 gendarmes à cheval. Le commandant de la milice examinerait et jugerait des qualifications des individus qui se présenteraient pour devenir officiers de la mi-

lice, et sur sa proposition le Sénat les nommerait. 1836
Pour pouvoir être soldat ou bas officier dans la milice, il faudrait ou appartenir à l'état de Cracovie, ou être sujet d'une de trois puissances, être au moins de l'âge de 25 ans, et accepter une capitulation du moins de six ans. Un individu qui remplirait ces conditions, outre celle de n'avoir pris aucune part à la révolution de Pologne, qui physiquement serait trouvé apte au service, et contre la moralité duquel il n'existerait point d'indice défavorable, pourrait être enrôlé par le commandant, contre un argent d'engagement a fixer d'avance.

Il serait essentiel de fixer le traitement des soldats et officiers de la milice, de manière à présenter quelque attrait pour ce service, et il devrait être pourvu aux cas d'invalidité et de retraite.

Une commission que nommerait le Sénat et à laquelle le nouveau commandant de la milice prendrait part, réglerait les autres points de détail pour la formation de la milice, que la conférence des résidens aurait à sanctionner.

Il s'agirait également de dresser un réglement de service et un réglement disciplinaire et pénal pour la milice de Cracovie. Comme l'évacuation définitive de l'état de Cracovie dépend principalement de la nouvelle formation de la milice sur ces bases, les trois cours s'attendent à être informées le plus tôt possible des progrès de cette formation; et en cas qu'elle n'eût point le succès désiré, ce serait au Sénat à indiquer les obstacles qui y mettent empêchement, afin qu'il puisse être avisé aux moyens d'y porter remède.

In fidem copiae; signé, HARTMANN. (L. S.)

Annexe B. Principes à suivre pour la réorganisation de la police.

La police, pour être bien administrée, exigeant unité de volonté, une prompte exécution et une responsabilité non partagée, les trois cours sont de l'avis, que la direction suprême des affaires de police à Cracovie, et nommément la police pour les étrangers, devrait être concentrée entre les mains du Président, et qu'à cet effet l'art. 16 du statut organique du Sénat, qui ne réserve au Président que les affaires de haute police, devrait subir une modification, en étendant cette

1836 réserve aux affaires de police en général. Ce serait aussi au président, avec le concours d'un comité de sénateurs qu'il choisirait lui-même, que devrait être réservée la nomination des commissaires et adjoints de police; et comme, d'après l'art. 11 de la constitution, ces nominations appartiennent au Sénat, les trois cours entendent modifier sous ce rapport l'article en question. La nomination du directeur de police resterait au Sénat, mais les trois cours s'attendent que son choix sera communiqué préalablement à leurs résidens, afin de s'assurer s'il n'y a pas d'objection de leur part, puisque les cours ne sauraient jamais consentir à avoir à la tête d'une branche du service public aussi importante pour la sûreté de l'état de Cracovie même, et pour celle de leurs provinces avoisinantes, un homme qui, outre les qualités requises pour cette place, ne présenterait pas par tous ses antécédens une parfaite garantie de la rectitude de ses sentimens politiques. La nomination et la destitution des employés subalternes de police seraient du ressort du directeur, parce qu'il est aussi responsable de l'exécution de toutes les mesures de police jugées nécessaires. Pour faciliter la surveillance de la police dans tout le territoire de Cracovie, des employés subalternes et dépendant uniquement du directeur de police devraient être placés dans chaque district. Le directeur de police devrait obtenir un fonds proportionné pour la police secrète, dont il manquait jusqu'ici entièrement, et dont il ne serait comptable qu'envers le Président.

Le traitement du directeur de police, fixé actuellement à 5000 fl. pol., ou à peu près à 1250 florins d'Allemagne, devrait être augmenté en raison de plus grande responsabilité.

In fidem copiae; signé HARTMANN. (L. S.)

Annexe C.

La nouvelle loi ou ordonnance concernant *l'admission des étrangers à Cracovie* devrait comprendre les points suivans:

1o. Qu'il ne serait point permis à des sujets étrangers de se rendre sur le territoire de Cracovie sans être munis de passe-ports en règle;

2o. Qu'il ne serait non plus accordé de permis de séjour aux étrangers non munis de papiers en règle.

Les sujets des trois cours protectrices seraient en ce cas renvoyés dans les pays auxquels ils appartiennent, et les autres étrangers dans la direction de leur arrivée; 1836

3o. Qu'on déterminerait, s'il n'existe pas encore de loi à cet égard, la peine applicable à la falsification des passe-ports et certificats, etc., à laquelle celui qui produirait des passe-ports falsifiés serait soumis dans l'état de Cracovie; après quoi le coupable, s'il est sujet des trois puissances protectrices, serait remis à son gouvernement, et expulsé du territoire de Cracovie, s'il appartient à un autre pays;

4o. Que les peines pour ceux qui accueilleraient des individus non munis de passe-ports en règle, ou qui négligeraient de les désigner à la police, seraient augmentées. Les cours protectrices n'entendent pas cependant comprendre dans l'obligation de produire les passe-ports des habitans de la frontière, lorsqu'ils sont connus, et ne s'arrêteraient pas au-delà de trois jours sur le territoire de Cracovie. Elles n'entendent pas non plus donner à cette loi une force rétroactive, relativement aux personnes qui se seraient introduites antérieurement sans passe-ports à Cracovie, et qui y travaillent dans les métiers, ou qui y sont en service, à condition cependant qu'il serait fixé à ces gens un terme pour se mettre en règle. Enfin les cours protectrices entendent apporter toutes les facilités compatibles avec leurs lois de police, tant pour recevoir les individus qui seraient renvoyés du territoire de Cracovie, que pour fournir des passe-ports ou certificats à ceux de leurs sujets qui voudraient se rendre pour des motifs valables dans l'état de Cracovie. L'on ne saurait admettre, qu'une loi comme celle qu'on propose, et qui est fondée sur les règles les plus simples d'une bonne administration de police, soit contraire à l'art. 8 de la constitution pour l'état de Cracovie, puisque bien certainement on ne voulait et ne pouvait imposer au gouvernement de Cracovie une obligation d'accueillir et de tolérer tous les criminels, les mauvais sujets et gens sans aveu, qui se réfugieraient sur son territoire aussitôt qu'ils ne seraient point réclamés.

In fidem copiae; signé HARTMANN. (L. S.)

77.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mes-quaw-buck, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. Signée le 26. Mars 1836.

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 73-75.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

President of the United States of America.

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded between the United States of America, and Mes-quaw-buck, a chief of the Pottawatomie tribe of Indians, and his band, at Turkey Creek Prairie, Indiana, on the twenty sixth day of March, one thousand eight hundred and thirty six, which treaty is in the words following, to wit: Articles of a treaty made and concluded at camp in Turkey Creek Prairie, in the State of Indiana between Abel C. Pepper commissioner of the United States and Mes-quaw-buck, a chief of the Pottawatomy tribe of Indians and his band, on twenty sixth day of March, in the year eigtheen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chief and his band hereby cede to the United States the four sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomy Indians, on Tippecanoe river on the twenty seventh day of October 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay the above named chief and his band the sum of twenty five hundred and sixty dollars in specie at the next payment of annuity after the ratification of this treaty.

Art. 3. The United States stipulate to provide for

the payment of the necessary expenses attending the 1836
making and concluding this treaty.

Art. 4. The above named chief and his band agree to yield peaceable possession of the above sections of land and remove to the country west of the Mississippi provided for the Pottawatomy nation by the United States, within two years from this date.

Art. 5. This treaty shall be binding upon both the parties from the date of its ratification by the President and Senate of the United States.

Art. 6. Whereas, Henry Ossum has lived many years on the lands of the above named chief and his band — has furnished them with provisions and blankets when they were poor and destitute — has made valuable improvements on the said land and whereas the said chief and his band acknowledge themselves to be justly indebted to the said Henry Ossum in the sum of three thousand dollars, it is hereby stipulated that from the cession aforesaid a reservation of two of the above four sections is made for Henry Opossum to be patented to him by the United States, the said reserve is to include Ossums improvements on which he now lives and Mis - quaw - bucks village. If this article shall be ratified by the President and Senate of the United States,

Then twelve hundred and eighty dollars of the above consideration shall be witheld from the aforesaid chief and his band in the payment for the cession aforesaid; but if this article of the treaty shall not be approved and ratified by the President and Senate of the United States, it is expressly understood that the rejection thereof shall not viciate or make void any other article or stipulation of the above treaty.

In testimony whereof the said A. C. Pepper commissioner on the part of the United States, and the above named chief and headmen for themselves and for their band, have hereunto subscribed their names, the day and year above written.

A. C. Pepper.

C. Carter, Secretary.

Eeward, M. Cartney, Enteprt.

(Signatures des Indiens.)

1836 Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States, of America, having seen and considered the said treaty, do in pursuance of the advice and consent of the Senate as expressed in their resolution of the thirtieth day of May, one thousand eight hundred and thirty six, accept, ratify and confirm the same with the exception of the sixth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate; which sixth article is as follows: "Art. 6. Whereas Henry Ossum, has lived many years on the lands of the above named chief and his band — has furnished them with provision and blankets when they were poor and destitute — has made valuable improvements on the said land; and whereas, the said chief and his band acknowledge themselves to be justly indebted to the said Henry Ossum in the sum of three thousand dollars it is hereby stipulated that from the cession aforesaid a reservation of two of the above four sections is made for Henry Ossum, to be patented to him by the United States, the said reserve is to include Ossums improvements on which he now lives and Mespuaw-bucks village. If this article shall be ratified by the President and Senate of the United States, then twelve hundred and eighty dollars of the above consideration shall be withheld from the aforesaid chief and his band in the payment for the cession aforesaid; but if this article of the treaty shall not be approved and ratified by the President and Senate of the United States, it is expressly understood that the rejection thereof shall not vitiate or make void any other article or stipulation of the above treaty.

In testimony whereof, I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this fourth day of June in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the Independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

78.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Waw-ke-wa, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. Signée le 29. Mars 1836.

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 75-77.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made, and concluded between the United States of America, and Waw-ke-wa, a Pottawatomie chief, and his band, on Tippecanoe river, Indiana, on the twenty-ninth day of March, one thousand eight hundred and thirty six.

Articles of a treaty made and concluded on Tippecanoe river in the State of Indiana between Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States and Wau-ke-wa Che-coses only son of a Pottawatomy chief and his band, on the twenty-ninth day of March, eighteen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chief and his band hereby cede to the United States the four sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomy Indians.

Art. 2. The above named chief and his band agree to yield peaceable possession of said land within three months from this date, and to remove to the country provided for the Pottawatomy nation west of the Mississippi river within two years.

Art. 3. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay the above named chief and his band twenty five hundred and sixty dollars in specie at the first payment of annuity after the ratification of this treaty.

Art. 4. The United States stipulate to provide for

1836 the payment of the necessary expenses attending the making and concluding this treaty.

Art. 5. This treaty shall be binding upon both the parties from the date of its ratification by the President and Senate of the United States.

Art. 6. Whereas the above named chief and his band have sold to Peter Warner one half section of the said land, and have received in payment thereof two hundred dollars and said Warner's note for two hundred dollars, and whereas the said Warner has expended in improvements on the said land about eight hundred dollars, and has a mill almost ready to go into operation, therefore it is the particular request of the aforesaid chief and his band that the deed which they have made and signed to Peter Warner for said half section of land may be ratified and confirmed. If this article of this treaty shall be approved then four hundred dollars of the above named consideration shall be deducted, but if this sixth article of this treaty shall not be approved and ratified by the President and Senate of the United States it is expressly understood that the rejection thereof shall not viciate or make void any other article or stipulation of this treaty.

In testimony whereof the said Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States, and the above named chief and head men have hereunto subscribed their names, the day and year above written.

ABEL C. PEPPER.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the thirtieth day of May, one thousand eight hundred thirty six, accept, ratify, and confirm the same, with the exception of the sixth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate, which sixth article is as follows: "Art. 6. Whereas the above named chief and his band have sold to Peter Warner one half section of the said land, and have received in payment thereof two hundred dollars and said Warner's note for two hundred dol-

lars; and whereas, the said Warner has expended in 1836 improvements on the said land about eight hundred dollars, and has a mill almost ready to go into operation; therefore it is the particular request of the aforesaid chief and his band that the deed which they have made and signed to Peter Warner for said half section of land, may be ratified and confirmed. If this article of this treaty shall be approved, then four hundred dollars of the above named consideration shall be deducted; but if this sixth article of this treaty shall not be approved and ratified by the President and Senate of the United States it is expressly understood that the rejection thereof shall not vitiate or make void any other article or stipulation of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this fourth day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

79.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et une bande indienne de Pottawatomie. Signée le 11. *Avril* 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 61.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at a camp, on Tippecanoe river, in the State of Indiana,

1836 between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and Paukoo-shuck, Aub-ba-naub-bas oldest son, and the headmen of Aub-ba-naub-bas band of Pottawatomie Indians, on the eleventh day of April, in the year eigtheen hundred and thirty six. Which treaty is in the words following to wit:

Articles of a treaty made and concluded at a camp, on Tippecanoe river, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States and Paukoo-shuck, Aub-bab-naub-bas soldest son and the headmen of Aub-bab-naub-bas band of Pottawatomie Indians this eleventh day of April in the year eigtheen hundred and thirty six.

Art. 1. The aforesaid Paukoo-shuck and the headmen of Aub-bab-naub-bas band hereby cede to the United States the thirty six sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomie Indians on Tippecanoe river on the twenty sixth day of Octobre, in the year eighteen hundred and thirty two.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid, the United States stipulate to pay to the aforesaid band the sum of twenty three thousand, and forty dollars in specie, one half at the first payment of annuity, after the ratification of this treaty, and the other half at the succeeding payment of annuity, —

Art. 3. The above named Paukoo-shuck, and his band agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pottawatomie nation by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above named band it is stipulated that after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner who shall be authorized to pay such debts of the said band as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the 2nd article of this treaty, —

Art. 5. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States shall be binding upon both parties.

In testimony whereof the said Abel C. Pepper commissioner as aforesaid, and the said Paukoo-shuck and his band, have hereunto set their bands this ele-

venth day of April, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and thirty six. 1836

ABEL C. PEPPER.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the twentieth day of May, one thousand eight hundred and thirty six accept, ratify and confirm the same, with the exception of the fourth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate, which fourth article is as follows: "Art. 4. At the request of the above named band it is stipulated, that, after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said band as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the second article of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fifth day of May in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

(L. S.) ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

1836

80.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire de l'état de la Indiana. Signée le 22. Avril 1836.

(Ratifiée par le Président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 57.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a Treaty was made and concluded at the Indian Agency in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and O-kah-mause, Kee-waw-nay, Nee-bosh, and Mat-chis-jaw, chiefs and headmen of Pottawatomie tribe of Indians and their bands, on the twenty-second day of April, in the year 1836, which treaty is in the words following to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the Indian Agency, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States and O-kah-mause, Kee-waw-nay, Nee-bosh, and Mat-chis-jaw, chiefs and headmen of the Pottawatomie, tribe of Indians and their bands, on the twenty sixth day of April, in the year eighteen hundred and thirty six.

Art. 1. The above named chiefs and headmen and their bands, hereby cede to the United States, ten sections of land, reserved for them by the second article of the treaty, between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians, on Tippecanoe river, on the 26th day of October, in the year 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid, the United States stipulate to pay to the above named chiefs and headmen and their bands the sum of six thousand four hundred dollars, at the first payment of annuity, after the ratification of this treaty.

Art. 3. The above named chiefs and headmen and their bands agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pattawatomie tribes by the United States within two years. 1836

Art. 4. At the request of the above named chiefs and bands it is stipulated that after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said bands as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the second article of this treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for the payment of the necessary expenses attending the making and concluding this treaty.

Art. 6. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding upon both parties.

In testimony whereof, the said Abel C. Pepper, commissioner as aforesaid, and the said chiefs and headmen and their bands, have hereunto set their hands, this 22d day of April A. D. 1836.

ABEL C. PEPPER.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and concluded the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the twentieth day of May one thousand eight hundred and thirty six, accept, ratify and confirm the same, with the exception of the fourth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate; which fourth article is as follows: "Art. 4. At the request of the above named bands it is stipulated that after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said bands as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the second article of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fith day of May, in the year of our Lord one thousand

1836 eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President,
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

81.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire de l'état de la Indiana. Signée le 22. Avril 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 59.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular, to whom these presents shall come Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at the Indian Agency, in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, commissioner on the part of the United States, and Nas-waw-kee, and Quash-quaw, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands, on the twenty-second day of April, one thousand eight hundred and thirty six, which treaty is in the words following, to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the Indian agency, in the State of Indiana between Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States and Nas-waw-kee and Quash-quaw chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands on the 22d day of April, 1836.

Art. 1. The above named chiefs and headmen and their bands hereby cede to the United States three sections of land reserved for them by the second article of the treaty between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians of Tippecanoe river on the 26th day of October 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid 1836
the United States stipulate to pay the above chiefs and headmen and their bands nineteen hundred and twenty dollars at the first payment of annuity after the ratification of this treaty.

Art. 3. The above named chiefs and headmen and their bands agree to give possession of the aforesaid three sections of land, and remove to the country west of the Mississippi river provided by the United States for the Pottawatomie nation of Indians within two years from this date.

Art. 4. At the request of the above named chiefs and headmen and their bands it is stipulated that after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said bands as be proved to his satisfaction to be just to be deducted from the amount stipulated in the 2nd article of this treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for the payment of the necessary expenses attending the making and concluding this treaty.

Art. 6. This treaty, after the same shall be ratified by the President and the Senate of the United States, shall be binding upon both parties.

In testimony whereof, the said Abel C. Pepper commissioner on the part of the United States, and the said chiefs and headmen and their bands, have hereunto set their hands this 22d day of April A. D. 1836.

A. C. Pepper.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America having seen and considered the said treaty, do in pursuance of the advice and consent of the senate, as expressed in their resolution of the twentieth day of May one thousand eight hundred and thirty six, accept, ratify and confirm the same with the exception of the fourth article, as excepted in the aforesaid resolution of the Senate, which fourth article is as follows: Art 4. "At the request of the above named bands it is stipulated that after the ratification of this treaty, the United States shall appoint a commissioner who shall be authorized to pay such debts of the said bands as may be pro-

1836 ved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the second article of this treaty."

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty fifth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President.
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

82.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs de la tribu indienne des Wyandot sur le territoire de l'état de l'Ohio. Signée le 23. Avril 1836.

(Ratifiée à Washington par le président des Etats-unis, le 16. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 37.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded between John A. Bryan, commissioner on the part of the United States, and William Walker, John Barnett and Peacock, chiefs, and principal men of the Wyandot tribe of Indians in Ohio; acting for and on behalf of the said tribe. Which treaty is in the words following, to wit:

Articles of a treaty made and concluded between John A. Bryan, commissioner on the part of the United States and William Walker, John Barnett and Peacock, chiefs and principal men of the Wyandot tribe of Indians in Ohio, acting for and on behalf of the said tribe.

Art. 1. The Wyandot tribe of Indians in Ohio 1836
cede to the United States a strip of land five miles in extent, on the east end of their reservation in Crawford county in said State — also, one section of land lying in Cranberry Swamp, on Broken Sword Creek, being the one mile square specified and set forth in the treaty made with the said tribe on the twenty ninth day of September in the year of our lord one thousand eight hundred and seventeen — also, one hundred and sixty acres of land, which is to be received in the place and stead of an equal quantity set apart in a supplemental treaty made with the said Indians on the seventeenth day of September in the following year, all situated and being in the said county of Crawford.

Art. 2. The said five mile tract, as also the additional quantities herein set forth, are each to be surveyed as other public lands are surveyed by the Surveyor General, and to be sold at such time and place, allowing sixty days notice of the sale, as the President may direct.

Art. 3. A Register and Receiver shall be appointed by the Resident and Senate, in accordance with the wishes of the delegation of chiefs, whose duties shall be similar to those of other Registers and Receivers. They shall receive such compensation for services rendered, not exeeding five dollars per day for every day necessarily employed in the discharge of their duties, as the President may determine.

Art. 4. All expenses incurred in the execution of this treaty and in the sale of the lands included in it, shall be defrayed out of the funds raised therefrom, including such expenses and disbursements as may have been incurred by the delegation to Washington — and such allowance to individuals who have assisted in the negotiation, as the chiefs in council, after a full and fair investigation, may adjudge to be reasonable and just, shall in all cases be made.

Art. 5. Such portions of the moneys arising from the sales as the chiefs may deem necessary for the rebuilding of mills, repair and improvement of roads, establishing schools, and other laudable public objects for the improvement of their condition, shall be properly applied under their direction, and the remainder

1836 to be distributed among the individuals of said tribe as annuities are distributed.

Art. 6. The monies raised by the sales of the lands for all the above mentioned objects, except the last shall be paid by the Receiver on the order of the chiefs; and such order, together with the receipt of the persons to whom payment shall be made, shall be the proper voucher for the final settlement of the accounts of the Receiver; but the funds for the tribe shall be distributed by the Register and Receiver to each person entitled thereto.

Art. 7. By the 21st article of the treaty concluded at the foot of the rapids of the Miami of Lake Erie, dated the twenty ninth day of September in the year one thousand eight hundred and seventeen, and the shedule thereunto attached, there was granted to Doanquot, or half King, Bontondee, or Warpole, Tayarrontoyea, or Between the logs, Danwawtout, or John Hicks, Mononcue, or Thomas, Tayondottausch, or George Punch, Hondau a waugh, or Matthews, chiefs of the Wyandot nation, two sections of land each, within the Wyandot reservation — The aforesaid chiefs, their heirs or legal representatives, are entitled to, and allowed one section of land each, in the above designated tract of 5 miles, to be selected by them previous to sale, and the same shall be sold as the other lands are sold, and they allowed to receive the respective sums arising from said sale.

Art. 8. If during the progress of the sale, the Indians are not satisfied with the prices at which the lands sell, the Register and Receiver shall, on the written application of the chiefs, close the sale, and report the proceeding to the War Department — and the President may appoint such other time for the sale as he may deem proper.

Art. 9. The President shall give such directions as he may judge necessary for the execution of this treaty, through the proper Departments of the Government.

Signed this twenty third day of April in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six.

JOHN A. BRYAN,
Couir on the part of the U. States.

In the Presence of us

J. A. Mc. CLENE.	W. M. WALKER.
JOHN Mc. ELVAIN.	JOHN BARNETT.
	JOHN PEACOCK.

Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, 1836
esident of the United State of America, having seen
d considered the said treaty, do in pursuance of
e advice and consent of the Senate as expressed in
eir resolution of the sixth of May one thousand
ght hundred and thirty six, accept, ratify and con-
m the same, upon the condition expressed in the
presaid revolution of the Senate, which condition is
follows "Provided, that after the word moneys, in
e fifth Article, the following words shall be inserted
erein: not exeeding twenty thousand dollars.

In testimony whereof, I have caused the seal of
e United State to be hereunto affixed, having signed
e same, with my hand.

Done at the city of Washington, this sixteenth
y of May, one thousand eight hundred and thirty
, and of the independence of the United States the
tieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

83.

*raité entre le Royaume d'Hanovre
t le Duché de Brunswick d'une part
t le Grand-duché d'Oldenbourg de
autre part pour l'accession du der-
ier à la ligue de commerce et de
ouanes des deux premiers. En date
du 7. Mai.* 1836.

Oldenburgische Gesetz-Sammlung v. J. 1836. Auch
einem besondern officiellen Abdrucke. Oldenburg 1836.
esetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogth.
raunschweig. 1836. Nro. 18. Gesetz-Samml. für das
Königr. Hannover v. J. 1836.)

Seine Majestät, der König des vereinigten Reichs
rossbritannien und Irland etc. etc., auch König von
annover etc. und

1836 Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

einerseits,

und Seine königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg,

andererseits,

haben, von dem Wunsche geleitet, ihren Unterthanen die Vortheile eines gegenseitigen freien Handels und Verkehrs zu verschaffen, zur Erreichung dieses Zwecks Unterhandlungen eröffnen lassen und zu denselben bevollmächtigt:

einerseits,

Seine Majestät, der König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover etc.,

Allerhöchst Ihren Ober-Steuer-Rath, Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens und Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen und

Allerhöchst Ihren Ober-Zoll-Rath, Heinrich Ludwig Meinecke, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens und vom Herzoglich Brannschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, und

Seine Durchlaucht, der Herzog von Braunschweig und Lüneburg,

Höchst Ihren Finanz-Director und Geheimen Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Commandeur 2ter Classe vom Herzoglich Braunschweigschen Orden Heinrichs des Löwen, Commandeur des Königlich Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Kurfürstlich Hessischen Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Königlich Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens;

andererseits,

Seine Königliche Hoheit, der Grossherzog von Oldenburg etc.,

Höchst Ihren Cammerrath, Gerhard Friedrich August Jansen,

von welchen Bevollmächtigten, in Gemässheit der ihnen ertheilten Vollmachten und Instructionen, nachstehender Vertrag, unter dem Vorbehalte der Ratification, verabredet und geschlossen worden.

Art. 1. Das Herzogthum Oldenburg vereinigt sich 1836
mit dem Königreiche Hannover und dem Herzogthume Braunschweig zur Annahme eines gleichmässigen und gemeinschaftlichen Systems der Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben, auf Grundlage der Bestimmungen, welche in dem zwischen den beiden letztgenannten Staaten unterm 1sten Mai 1834 zu Hannover geschlossenen und mit dem 1sten Junius 1835 zur Ausführung gebrachten Vertrage enthalten sind.

Art. 2. Die zwischen Hannover und Oldenburg bestehenden Steuer- und Zolllinien werden aufgehoben, und unter sämmtlichen drei contrahirenden Staaten soll ein völlig steuerfreier Verkehr Statt finden. Jedoch sind von diesem freien Verkehre das Salz und die Spielkarten, worüber besondere Bestimmungen verabredet worden, ferner die Calender, hinsichtlich deren die bisherigen Verhältnisse nicht geändert werden, und endlich das Bier in dem Masse ausgeschlossen, dass, da eine Fabrikationsabgabe von demselben im Herzogthume Oldenburg nicht eingeführt wird, das in diesem Staate erzeugte Bier bei dem Uebergange in die andern beiden Staaten der in diesen für inländisches Bier bestehenden Abgabe, so wie den wegen des fremden Biers ertheilten Vorschriften und angeordneten oder noch anzuordnenden Controle-Massregeln unterworfen werden soll, wogegen das im Königreiche Hannover und Herzogthume Braunschweig producirte Bier steuerfrei in das Herzogthum Oldenburg eingeführt werden darf.

Art. 3. Für das Gebiet der contrahirenden drei Staaten wird eine gemeinsame Grenzlinie errichtet, welche die in den Abgabenverband aufgenommenen Landestheile derselben umgiebt.

Art. 4. Von fremden Staaten ganz umgebene Gebietstheile bleiben von diesem Verbande ausgeschlossen.

Auch können davon andere einzelne Landestheile, in Berücksichtigung ihrer örtlichen Lage und daraus hervorgehenden besonderen Verhältnisse, im gemeinschaftlichen Einverständnisse ausgenommen werden.

Solche ausgeschlossene Gebietstheile werden, in Beziehung auf das im Verbande begriffene Ländergebiet, wie Ausland behandelt.

Die Regulirung der Abgaben in denselben und

1836 deren Erhebung für einseitige Rechnung bleibt der betreffenden Regierung überlassen.

Art. 5. Die bisher in Oldenburg unter dem Namen von Grenz-Zoll-, Accise, oder unter einer sonstigen Bezeichnung erhobenen indirecten Abgaben, sowohl von den in diesen Staat eingegangenen und zum Verbrauche im Innern desselben bestimmten ausländischen, als von den aus demselben Staate versendeten inländischen oder ausländischen, so wie von den durch denselben durchgeführten Gegenständen, werden aufgehoben; auch findet ein Gleiches hinsichtlich der bisher von dem in Oldenburg verfertigten Branntwein entrichteten Verbrauchs- (Fabrications-) Abgabe Statt.

An die Stelle dieser Abgaben tritt die seit dem 1sten Juni 1835 in Hannover und Braunschweig bereits bestehende gemeinschaftliche Ein-, Durch-, und Ausgangs-Abgabe, so wie auch die Verbrauchs- (Fabrications-) Abgabe von dem im Inlande verfertigten Branntwein.

Art. 6. Andere Verbrauchs- oder Fabrications-Abgaben, als die vom Branntwein und die in Hannover und Braunschweig noch ausserdem bestehende Abgabe vom inländischen Bier dürfen in keinem der Vereinsstaaten — wiewohl vorbehältlich der im Artikel 13 erwähnten besondern Abgaben in einzelnen Städten oder Gemeinden — anders als im Einverständnisse der contrahirenden Regierung angeordnet werden.

Art. 7. Die Erhebung der im Art. 5. bestimmten gemeinschaftlichen Abgaben, so wie überhaupt das zur Sicherung derselben erforderliche Verfahren, soll nur nach Vorschrift der von Hannover und Braunschweig bereits zur Ausführung gebrachten und übereinstimmend von Oldenburg noch zu erlassenden, oder ferner von erstgenannten Staaten in Gemeinschaft mit Oldenburg zu verabredenden in allen drei Staaten gleichmässig zu erlassenden Gesetze, Tarife, Reglements und Instructionen Statt finden.

Art. 8. In den drei contrahirenden Staaten können Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Verbote, sowohl in gegenseitiger Beziehung, als in Rücksicht auf das gemeinsame Ausland, nicht anders, als im gemeinschaftlichen Einverständnisse angeordnet werden.

Das in Oldenburg bestehende Verbot der Ausfuhr der Pflasterkiesel bleibt, gleichwie in Hannover, in

Beziehung auf das gemeinsame Ausland fernerweit in 1836
Kraft. In Ansehung des Salzes und der Spielkarten finden die nachfolgenden Art. 9. und 10. Anwendung.

Art. 9. Hinsichtlich des Salzes sind nachstehende Bestimmungen verabredet:

A. Die Einführung fremden, in den contrahirenden Staaten nicht erzeugten Kochsalzes — mit Ausnahme desjenigen, welches der eine oder andere Vereinsstaat für seine Rechnung und zum Behuf seiner Salzmagazine vom gemeinsamen Auslande beziehen wird — ist verboten

B. Jeder der contrahirenden Staaten kann die Durchfuhr fremden Salzes durch sein Gebiet nach Nicht-Vereinsländern, unter von ihm anzuordnenden Controle-Massregeln, gestatten.

Soll jedoch dasselbe durch mehrere Vereinsstaaten geführt werden, so ist zuvor deren Erlaubniss, auch eine Verständigung über die vorzuschreibenden Durchgangsstrassen und sonstige Sicherheitsmassregeln erforderlich.

C. Die Ausfuhr des Salzes nach Nicht-Vereinsstaaten ist frei. Muss indess bei der Ausfuhr aus dem einen Vereinslande das andere berührt werden, so unterliegt sie ebenfalls den wegen Innehaltung gewisser Strassen und Anmeldung besonderer Controle-Massregeln gemeinschaftlich festzusetzenden Bestimmungen.

D. So wie die Einführung fremden Kochsalzes in die Vereinsländer verboten ist, bleibt auch das Kochsalz überhaupt vom freien Verkehr unter denselben ausgenommen, und jeder Staat behält die Befugniss, solches einseitig mit Fabrications- oder Consumtions-Abgaben zu belegen.

E. Zu mehrerer Sicherung der Interessen jedes der contrahirenden Staaten wird den Salin-Officianten und concessionirten Salzverkäufern untersagt werden, wissentlich an Unterthanen des andern Staats Salz zu verkaufen.

Auch sollen Kaufleute und Krämer, welche Handel mit Kochsalz treiben dürfen, dieses lediglich von den Salinen oder concessionirten Salzverkäufern des eigenen Staats entnehmen und die Consumenten in diesem sich ebenfalls nur bei jenen Salinen und concessionirten Salzverkäufern mit ihrem Salzbedarfe versehen.

1836 Art. 10. Die Einführung der Spielkarten vom Auslande ist nur der Stempelsteuer-Administration jedes Staats erlaubt; auch bleiben solche von dem freien Verkehr unter den contrahirenden Staaten ausgeschlossen. (Art. 2.)

Damit Defrauden hinsichtlich des Kartenstempels um so weniger eintreten können, wollen die contrahirenden Staaten ihren Spielkarten-Fabrikanten den Absatz ungestempelter Spielkarten, sowohl in dem eigenen Gebiete, als in die andern contrahirenden Staaten, nicht gestatten, vielmehr solchen unter angemessenen Strafen verbieten.

Durch diese Bestimmung soll jedoch der Absatz ungestempelter Spielkarten an die Stempelsteuer-Administration des eigenen oder der andern Staaten nicht beschränkt seyn.

Auch bleibt den Spielkarten-Fabrikanten der Absatz ungestempelter, für das Ausland bestimmter Spielkarten, unter Beobachtung der von der Steuer-Verwaltung vorzuschreibenden Controle-Massregeln, gestattet.

Ar. 11. Die Wasserzölle in den Vereinsstaaten auf andern Gewässern, als den Binnenflüssen, sind von der Gemeinschaft ausgeschlossen.

Art. 12. Auch die Schifffahrts-Abgaben, die Lootsen-, Baaken-, Feuer-, Lasten-, Chaussee-, Weg-, Pflaster-, Canal-, Brücken-, Fähr-, Schleusen-, Leinpfad- und Schlagten-Gelder, so wie die Hafen-, Waage-, Krahn-, Niederlage-, Local-Mess-Gebühren und die sonstigen derartigen Abgaben, unterliegen nicht der gemeinsamen, sondern nach wie vor der einseitigen Bestimmung jedes Staats, und sind daher auch fernerhin von demselben ausschliesslich anzuordnen und zu beziehen.

Die Einwohner der andern contrahirenden Staaten sollen aber in Hinsicht dieser Abgaben stets den Inländern gleich behandelt werden.

Art. 13. Besondere Consumtions-Abgaben, welche ein Staat in einzelnen Städten oder Gemeinden für eigene Rechnung angeordnet hat oder anordnen wird, oder einzelnen Städten oder Gemeinden für deren Rechnung bewilligt hat oder bewilligen möchte, unterliegen auch fernerhin der einseitigen Bestimmung des betreffenden Staats.

Nur ist stets von dem Grundsatze auszugehen, 1836
dass die nach solchen Städten oder Gemeinden aus den andern contrahirenden Staaten gebrachten Gegenstände in keinem Falle mit einer höhern Abgabe belegt werden dürfen, als die Gegenstände, welche von den Bewohnern der fraglichen Städte oder Gemeinden selbst, so wie von den übrigen Landesinwohnern in diese Städte oder Gemeinden eingeführt werden.

Art. 14. Wegen solcher Befreiungen und Erleichterungen hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs- und Durchgangs-Abgaben, welche, nach Statt gehabter Ausmittelung und Feststellung, von einem der Vereinsstaaten, oder mehreren zugleich, auf den Grund von Verträgen schon zugestanden sind, ist verabredet, dass der Ausfall, welcher in Folge dieser Zugeständnisse, während der Dauer der Verbindlichkeit solcher Verträge, an jenen Abgaben entsteht, gemeinschaftlich getragen werden soll.

Art. 15. Andere Befreiungen von den gemeinschaftlichen Abgaben, oder Ermässigungen derselben können nur in Folge besonderer Verabredungen der contrahirenden Staaten sowohl hinsichtlich ihrer Gestattung überhaupt, als in Beziehung auf die einseitige oder gemeinschaftliche Uebernahme der dadurch an den Aufkünften entstehenden Ausfälle angeordnet werden.

Art. 16. Entschädigungen für aufzuhebende oder bereits aufgehobene Zoll- und Steuer-Rechte fallen demjenigen Staate, welcher sie bewilligt hat oder bewilligen wird, allein zur Last.

Art. 17. Gesetze und Verordnungen über die gemeinschaftlichen Abgaben verkündigt jede Regierung in ihrem eigenen Namen, und deren Gültigkeit erstreckt sich auf das ganze in dem Abgaben-Verbande befindliche eigene Staatsgebiet.

Sonstige Reglements und Instructionen werden dagegen, insofern selbige nicht von der Staats-Regierung selbst publicirt werden, von der obersten Steuer-Behörde für den Umfang ihres ganzen Verwaltungs-Bezirks, wenn demselben auch Gebietstheile des andern Staats beigelegt seyn sollten, erlassen.

Art. 18. Auch die Verwaltung wird von jedem Staate innerhalb seines Gebietes, in Gemässheit der desfallsigen gemeinsamen Bestimmungen, angeordnet und geleitet.

1836 Einzelne Gebietstheile, welche ihrer Lage nach im Interesse der Abgabepflichtigen und der Verwaltung am angemessensten unter die Verwaltungs-Behörde eines andern der contrahirenden Staaten zu stellen seyn möchten, sollen jedoch dieser in Ansehung der Controle und Erhebung der gemeinsamen Abgaben, nach vorgängiger Verständigung beigelegt werden können.

Art. 19. Das zur Verwaltung, Controle und Erhebung erforderliche Personal stellt jeder Staat, sowohl in seinen eigenen als in den seiner Verwaltung beigelegten Gebietstheilen des andern Staats an, und verfügt dessen eidliche Verpflichtung.

Der abzustattende, gemeinschaftlich zu normirende Diensteid soll aber jedem Steuer-Beamten die Verbindlichkeit auferlegen, das gemeinschaftliche Interesse der contrahirenden Staaten gleichmässig zu beobachten.

Solche Beamte, welche ein Staat in dem Gebiete des andern angestellt hat, und die in diesem für die Dauer ihrer dortigen Dienstfunctionen ihren Wohnsitz nehmen, sind während dieser Zeit rücksichtlich ihrer Privat- und bürgerlichen Verhältnisse den daeigen Gesetzen und Einrichtungen unterworfen.

Nur rücksichtlich ihrer und ihrer Söhne Militairpflichtigkeit wird in ihrer ursprünglichen Verpflichtung nichts geändert, so wie sie auch in Bezug auf ihre Dienstobliegenheiten ausschliesslich dem Staate, welcher sie angestellt hat, untergeordnet bleiben.

Art. 20. Alle Administrationskosten werden durch Verabredungen der contrahirenden Staaten bestimmt und von dem Brutto-Ertrage der gemeinschaftlichen Abgaben bestritten werden.

Ausgenommen hiervon sind folgende, von den einzelnen Staats-Cassen zu tragende, zu einer Abrechnung nicht geeignete Ausgaben, als:

a. diejenigen, welche durch die Leitung der gemeinschaftlichen Steuer-Angelegenheiten bei der Central-Steuer-Verwaltung und bei der höchsten Behörde jedes Staats, und

b. die, welche durch die etwaige, nach den Local-Verhältnissen nicht zu umgehende Erbauung und die bauliche Unterhaltung von Amtslocalen, und zwar innerhalb des eigenen Gebiets,

verursacht werden.

Art. 21. Besoldungen, Diäten, Reisekosten und Entschädigungen an die im Dienste befindlichen Beamten werden durch die Cassen desjenigen Staats, der die Anstellung verfügt hat, ausbezahlt. 1836

Auch die sonstigen Verwaltungs-Ausgaben erfolgen durch die Cassen des Staats, in dessen Verwaltungsbezirke sie verwendet sind.

Dagegen werden Unterstützungen und Gratificationen an im Dienst stehende Beamte, so wie Wartegelder, Pensionen und Unterstützungen an nicht mehr fungirende Beamte, oder an deren Angehörige, für gemeinschaftliche Rechnung nicht geleistet. Derartige Ausgaben fallen vielmehr demjenigen Staate, welcher die Beamten angestellt hat, ausschliesslich zur Last.

Art. 22. Jeder der contrahirenden Staaten haftet für die Diensttreue der von ihm angestellten Beamten in der Art, dass Ausfälle, welche durch Dienstuntreue eines solchen Beamten entstehen, der gemeinschaftlichen Casse von demjenigen Staate, welcher den Beamten angestellt hat, zu ersetzen sind.

Ebenso hat jeder Staat für die gehörige Bewahrung der aufgekommenen Einnahme und für die Sicherheit der seiner Verwaltung untergebenen Cassen einzustehen, und die etwa sich ereignenden Verluste allein zu tragen.

Art. 23. Den für die gemeinschaftlichen Abgaben angestellten Beamten kann jeder Staat in seinen eigenen, sowohl seiner Verwaltung verbleibenden, als auch in den der Verwaltung des andern Staats überwiesenen Gebietstheilen, die Erhebung und Controle ihm einseitig gebührender Abgaben, namentlich directer und sonstiger indirecter Steuern übertragen, jedoch nur insofern daraus kein Nachtheil für den gemeinschaftlichen Dienst entsteht.

Gleichergestalt kann den für die Erhebung einseitiger Einkünfte schon angestellten oder noch anzustellenden Erhebern die Erhebung und Controle der gemeinschaftlichen Abgaben, sofern keine Unzuträglichkeiten damit verbunden sind, mit übertragen werden.

In beiden Fällen sollen die betreffenden Beamten von ihrer Ober-Behörde, mit Hinweisung auf den geleisteten Diensteid, verpflichtet werden, das Interesse jedes Staats in Ansehung solcher besonderen Geschäfte,

1836 auf gleiche Weise, wie in Ansehung ihres eigentlichen Dienstes, wahrzunehmen.

Art. 24. Wegen Verfolgung, Untersuchung und Bestrafung der Vergehen gegen die Gesetze über die gemeinschaftlichen Abgaben ist Folgendes verabredet:

a. das Verfahren der Steuer-Beamten bei Entdeckung und Verfolgung von Contraventionen, die dabei zu nehmenden vorläufigen Sicherungs-Massregeln und ebenso die Behandlung in Submissions-Fällen, richten sich in den contrahirenden Staaten nach vereinbarten gleichmässigen Bestimmungen;

b. die Strafgrundsätze überhaupt, so wie die Strafen und sonstigen Nachtheile für Handlungen oder Unterlassungen, wodurch die gemeinschaftlichen Abgaben verkürzt werden, oder die in Beziehung auf dieselben vorzuschreibende Ordnung verletzt wird, werden in den contrahirenden Staaten die nämlichen seyn.

Ebenso werden über die Verjährung der Klagen in Steuer-Contraventionssachen übereinstimmende gesetzliche Vorschriften erlassen;

c. die Untersuchung und Bestrafung der Steuer-Contraventionen soll, ohne Rücksicht auf einen sonstigen privilegirten Gerichtsstand des Angeklagten, in den contrahirenden Staaten vorzugsweise vor das in jedem derselben, nach dasigen allgemeinen Grundsätzen, in erster Instanz competente Gericht gehören, in dessen Bezirke das Vergehen entdeckt und entweder der Thäter oder der Gegenstand der Contravention angehalten worden;

sonst aber, nach der Wahl der Steuer-Verwaltung, vor das Gericht erster Instanz, in dessen Bezirke die Contravention begangen, oder der Wohnsitz des Contravenienten befindlich ist.

Uebrigens kann in allen Fällen von mehreren Mitgliedern eines nach obigen Bestimmungen competenten Gerichts ein einzelnes von der obersten Staats-Behörde mit den steuerrichterlichen Geschäften besonders beauftragt werden;

d. der gerichtlichen Untersuchung und Entscheidung wird allemal ein Ermässigungs-Verfahren bei den in Steuersachen competenten Gerichten erster Instanz vorangehen.

Dasselbe wird in den contrahirenden Staaten gleichmässig seyn; vorbehältlich der Bestimmungen über die

Gerichtsgebühren, deren einseitige Normirung jedem 1836
Staate überlassen bleibt;

e. das nach erfolglos angewandtem Ermässigungs-Verfahren eintretende gerichtliche Verfahren bei der Untersuchung und Entscheidung in erster und etwaiger weiterer Instanz, soll ein möglichst mündliches, schnelles und abgekürztes seyn; jedoch bleiben einem jedem Staate die desfallsigen besonderen processualischen Vorschriften zu einseitiger Bestimmung vorbehalten.

Dieser Vorbehalt bezieht sich auch auf die gerichtliche sowohl, als aussergerichtliche Beitreibung und Einziehung der Geldstrafen und Kosten, so wie nicht weniger auf die Gerichtsgebühren und den Papier-Stempel.

Art. 25. Das Begnadigungs- und Straf-Verwandlungsrecht wird von jeder contrahirenden Regierung rücksichtlich der von ihren eigenen Gerichten erkannten Strafen ausgeübt.

Die Steuer-Strafgelder, so wie die confiscirten Gegenstände oder deren Werth sollen, mit Vorbehalt der Antheile der Denuncianten, demjenigen Staate verbleiben, von dessen Gerichten über die Vergehen erkannt worden, von diesem aber, so weit als nöthig ist, zur Unterstützung der Steuerbeamten und deren Hinterbliebenen verwendet werden. Die eingezogenen defraudirten Abgaben fliessen jedoch in die gemeinschaftliche Casse.

Art. 26. Die contrahirenden Staaten wollen sich auch überhaupt durch solche fernerweitige Massregeln gegenseitig bereitwillig und kräftig unterstützen, die geeignet sind, ihre gemeinschaftlichen und besondern Abgaben zu sichern und den Schleichhandel in ihren Staaten zu unterdrücken.

Ueber dergleichen Massregeln, als: Verfolgung der Spuren begangener Contraventionen aus dem einen Staate in den andern, gegenseitige Rechtshülfe der competenten Gerichte überhaupt, insbesondere auch durch Sistirung der Contravenienten u. s. w. ist eine besondere Verabredung getroffen.

Art. 27. Der Gesammtbetrag der gemeinschaftlichen Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben, so wie der Fabrications-Abgabe vom inländischen Branntwein wird, nach Abzug der Kosten für die Verwaltung, unter die contrahirenden Staaten nach dem Verhältnisse

1836 der Bevölkerung vertheilt, und es soll zu dem Ende die Bevölkerung alle drei Jahre nach gleichmässigen Grundsätzen ausgemittelt und der wirkliche Stand derselben am 1. Juli des betreffenden Jahrs für die nächstfolgenden drei Jahre zum Grunde gelegt werden.

Art. 28. Die im vorstehenden Artikel gedachte Vertheilung des gemeinschaftlichen Aufkommens, so wie die zu dem Ende erforderliche Abrechnung und Ausgleichung wird sowohl von drei zu drei Monaten, als auch nach Ablauf eines jeden Rechnungsjahrs vorgenommen.

Die dreimonatliche ist nur eine vorläufige und geschieht nach einer von der Central-Steuerbehörde jedes Staats aufgestellten Uebersicht von der innerhalb ihres Verwaltungsbezirks stattgefundenen Einnahme und Ausgabe, in der Art, dass von demjenigen Staate, welcher mehr, als ihm nach den verabredeten Theilungsgrundsätzen zukommt, eingenommen hat, der Ueberschuss dem andern Staate unverweilt ausgezahlt wird.

Die ganzjährige oder definitive Abrechnung, welche den Zeitraum vom 1. Juli des einen bis zum 1. Juli des nächstfolgenden Jahres umfasst, wird auf den Grund der von den gemeinschaftlichen Erhebungsämtern abgelegten Rechnungen und der nach diesen von den Central-Steuerbehörden angefertigten, gemeinschaftlich geprüften und festgestellten Rechnungsabschlüssen dadurch vorgenommen, dass jedem Staate sein Guthaben ohne Verzug berichtigt werden muss.

Diese definitive Ausgleichung soll möglichst beschleunigt, spätestens aber binnen den nächsten sechs Monaten nach dem mit dem 30. Juni ablaufenden Rechnungsjahre zu Stande gebracht werden.

Art. 29. Jeder der contrahirenden Staaten hat die Befugniss, jeder der Central-Steuerbehörden der andern Staaten einen Commissarius beizuordnen, der von allen Geschäften und Verfügungen, die sich auf das gemeinschaftliche Abgabensystem beziehen, Kenntniss zu nehmen, auch den desfallsigen Berathungen der Central-Steuerbehörden beizuwohnen, und überhaupt diejenigen Angelegenheiten, welche eine Communication zwischen den Central-Steuerbehörden erheischen, auf eine dem gemeinschaftlichen Interesse entsprechende Weise möglichst zu fördern hat.

Eine gemeinschaftlich festgesetzte Instruction wird 1836
das Nähere über die Stellung, Rechte und Pflichten solcher Commissarien bestimmen.

Art. 30. Auch werden nach Massgabe des Bedürfnisses von Zeit zu Zeit Specialbevollmächtigte der Vereinstaaten zusammentreten, um die etwa erforderlichen Einleitungen zu neuen, oder zur Ergänzung und Abänderung bestehender Vorschriften und Einrichtungen zu treffen, den Gang der Verwaltung zu prüfen, die bei dieser entstandenen Zweifel und Ungleichheiten zu beseitigen und die definitive Jahrsabrechnung über die gemeinschaftliche Einnahme und Ausgabe vorzunehmen.

Art. 31. Bei der Erhebung der gemeinschaftlichen Abgaben wird in den contrahirenden Staaten einerlei Münze, Maass und Gewicht zum Grunde gelegt, und bis dahin, dass in denselben gleiche Normen wirklich eingeführt worden, das Verhältniss der geltenden Münzen, Maassen und Gewichte durch öffentlich bekannt zu machende Reductions-Tabellen festgesetzt werden.

Art. 32. Zur Beförderung und Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs ist verabredet, dass, mit Ausnahme der Hausirer, diejenigen Handel- und Gewerbetreibenden des einen Staats, welche sich zur Ausübung ihres Handels oder Gewerbes in einen der andern Staaten begeben, in dem letztern zu Gewerbesteuern nicht herangezogen werden sollen, wenn sie selbst oder die, in deren Dienste sie stehen, in demjenigen Staate, worin sie ihren Wohnsitz haben, zum Handel oder Gewerbe befugt sind.

Art. 33. Auch wollen sich die contrahirenden Staaten über gleichmässige Vorschriften zu einer zweckmässigen Regulirung des Hausirhandels zu vereinigen suchen.

Art. 34. Nur im Einverständnisse der contrahirenden Regierungen dürfen Verträge mit andern Staaten hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben abgeschlossen oder derartige bereits bestehende Verträge über ihre gegenwärtige Dauer verlängert werden.

Handels- und Schifffahrts-Verträge mit anderen Staaten, welche auf den Ertrag der gemeinschaftlichen Abgaben keinen Einfluss haben, können dagegen auch künftig von jedem contrahirenden Staate einseitig eingegangen werden.

1836 Art. 35. Von dem Tage der Ausführung der gegenwärtigen Uebereinkunft an treten die Stipulationen der nachstehenden Verträge, und zwar:

a. des am 24. Septbr. 1828 zwischen mehreren deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Vertrags über die Beförderung des freien Handels und Verkehrs;

b. des am 11. October 1829 zwischen mehreren deutschen Bundesstaaten abgeschlossenen Vertrags über denselben Gegenstand, nebst Separat-Artikel und Separat-Protokoll;

und zwar hinsichtlich aller derjenigen Rechte und Verbindlichkeiten, welche dadurch zwischen den gegenwärtig contrahirenden Staaten begründet worden, ausser Wirksamkeit.

Art. 36. Die Dauer dieses Vertrags wird vorläufig bis zum Ablaufe des Jahrs 1841 besimmt, und soll hiernächst über die Verlängerung desselben weitere Verabredung eintreten.

Im Fall einer Verständigung sämmtlicher deutscher Bundesstaaten über gemeinsame Massregeln in Beziehung auf Eingangs-, Ausgangs-, Durchgangs- und Verbrauchs-Abgaben soll jedoch der Verein von der Zeit an, von welcher die desfallsigen Beschlüsse in Wirksamkeit treten, wieder aufgelöset werden.

Auch werden, wenn die deutschen Bundesstaaten über freien Handel und Verkehr mit Lebensmitteln gemeinsame Verabredung treffen, dem gemäss die erforderlichen Modificationen in dem durch den gegenwärtigen Vertrag angenommenen Systeme eintreten.

Art. 37. Dieser Vertrag soll in drei gleichlautenden Original-Exemplaren ausgefertigt und unverzüglich zur Ertheilung der Allerhöchsten und Höchsten Ratificationen vorgelegt werden, deren Auswechselung baldmöglichst Statt finden wird.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover am siebten Mai Eintausend achthundert sechs und dreissig.

(L. S.) Georg Friedrich Hieronymus Donner.
(L. S.) Heinrich Ludwig Meinecke.
(L. S.) Gerhard Friedrich August Jansen.
(L. S.) Aug. Phil. Christ. Theod. v. Amsberg.

Publication officielle du Traité ci-dessus dans le Duché de Brunswick. 1836

Von Gottes Gnaden, Wir Wilhelm, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc.

Demnach zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Grossbritannien und Irland, auch Könige von Hannover einerseits, und Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg andererseits, wegen des Anschlusses des Herzogthums Oldenburg an das in dem Herzogthume Braunschweig und dem Königreiche Hannover bestehende System der Eingangs-, Durchgangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben unterm 7. Mai d. J. ein gegenseitig bereits ratificirter Vertrag abgeschlossen worden, auch zu dessen Ausführung die verfassungsmässige Zustimmung Unserer getreuen Stände ertheilt, und dann, kraft einer ferneren, unter den contrahirenden Theilen getroffenen Vereinbarung, der 1. August d. J. zum Anfangstermine der Steuervereinigung bestimmt ist, so wollen Wir denselben nunmehr hiedurch zur allgemeinen Kenntniss bringen, und haben alle Behörden, so wie ein Jeder, den es sonst angeht, sich danach gebührend zu achten.

Urkundlich Unserer Unterschrift und beigedruckten Herzogl. Geheime Canzlei-Siegels.

Braunschweig, den 20. Julius 1836.

(L. S.)

84.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et quelques tribus de la nation indienne des Chippewas sur le territoire de Michigan. Signée le 9. Mai 1836.

(Ratifiée par le président des Etats-unis, le 25. Mai 1836.)

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Appendix p. 55.)

Articles of a treaty made at Washington in the District of Columbia on the ninth day of May in the

1836 year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States and the chiefs of the Swan creek and Black river bands of the Chippewa nation, residing within the limits of Michigan.

Whereas certain reservations of land were made to the said bands of Indians in the treaty concluded at Detroit on the 17th of November 1802 and these reservations after having been duly located under the authority of the Government, have remained in their possession and occupancy to the present time; and whereas the said Indians actuated by considerations affecting their permanent improvement and happiness, are desirous of fixing their residence at some point more favourable to these objects and have expressed their wishes to dispose of the same and authorised their chiefs to proceed to Washington for the purpose of making the necessary arrangement. It is therefore, after mature deliberation on their part, agreed as follows.

Art. 1. The Swan-creek and Black river bands of Chippewas cede to the United States the following tracts namely:

One tract of three miles square, or five thousand seven hundred and sixty acres, on Swan creek of Lake St. Clair. One tract of one section and three quarters near Salt creek of said lake: One tract of one fourth of a section at the mouth of the river. Au Vasees contiguous to the preceding cession and one tract of two sections near the mouth of Black river of the river St. Clair, estimated to contain in the aggregate, eight thousand three hundred and twenty acres be the same more or less.

Art. 2. In consideration of the foregoing cessions the United States agree to pay to the said Indians the nett proceeds of the sale thereof, after deducting the cost of survey and sale and the contingent expenses attending the treaty. The lands shall be surveyed and offered for sale in the usual manner, at the land office in Detroit, as soon as practicable after the ratification of this treaty. A special account shall be kept at the treasury of the amount of the sales of the said lands and after deducting therefrom the sums hereafter stipulated, to be advanced by the

United States, ten thousand dollars shall be retained by the treasury, and shall be paid to the said Indians in annuities of one thousand dollars a year for ten years; and the residue of the fund shall be vested by the Secretary of the treasury in the purchase of some State stock, the interest of which shall be annually paid to the said Indians like other annuities: Provided, that if at any time hereafter the said Indians shall desire to have the said stock sold, and the proceeds paid over to them, the same may be done, if the President and Senate consent thereto. 1836

Art. 3. The United States will advance to said Indians on the ratification of this treaty, to be deducted from the avails of these lands, the sum of two thousand five hundred dollars and also goods to the value of four thousand dollars to be purchased in New York and delivered in bulk, at their expense, to the proper chiefs at Detroit or at such point on Lake St. Clare as the chiefs may request together with the expenses of the treaty, the journeys of the Indians to and from Washington and their subsistence and other expenses at the seat of Government.

Art. 4. The United States will furnish the said Indians eight thousand three hundred and twenty acres or thirteen sections of land, west of the Mississippi northwest of St. Anthony's Falls to be located by an agent or officer of the Government and the evidence of such location shall be delivered to the chiefs.

In testimony whereof the said Henry R. Schoolcraft commissioner as aforesaid and the undersigned chiefs of the said hands of Chippewas have hereunto set their hands at Washington the seal of Government the day and year above exppressed.

H. R. SCHOOLCRAFT.

(Suivent les signatures des Indians et des témoins.)

85.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Ottawa et Chippewa. Signée le 38. *Mai* 1836.

(Acts of the first Session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1836. Append. p. 63-72.)

Proclamation du Président des Etats-unis.

Andrew Jackson,

To all and singular to whom these presents shall come, Greeting:

Whereas a treaty was made and concluded at the city of Washington, in the District of Columbia, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States, and the Ottawa and Chippewa nations of Indians by their chiefs and delegates, on the twenty-eighth day of March one thousand eight hundred and thirty six; and an article supplementary thereto was also agreed upon on the thirty first day of March in the same year; which Treaty and supplementary article are in the following words to wit:

Articles of a treaty made and concluded at the city of Washington in the District of Columbia, between Henry R. Schoolcraft, commissioner on the part of the United States, and the Ottawa and Chippewa nations of Indians, by their chiefs and delegates,

Article First. The Ottawa and Chippewa nations of Indians cede to the United States all the tract of country within the following boundaries: Beginning at the mouth of Grand river of Lake Michigan on the north band thereof, and following up the same to the line called for, in the first article of the treaty of Chicago of the 29th of August 1821, thence, in a direct line, to the head of Thunder-bay-river, thence with the line established by the treaty of Saganaw, of the 24th of September 1819, to the mouth of said river, thence northeast to the boundary line in Lake Huron between the United States and the British

province of Upper Canada, thence northwestwardly, 1836
following the said line, as established by the commissioners acting under the treaty of Ghent, through the straits, and river St. Mary's to a point in Lake Superior north of the mouth of Gitchy Seeling, or Chocolate river, thence south to the mouth of said river and up its channel to the source thereof, thence, in a direct line to the head of the Shonawba river of Green bay, thence down the south bank of said river to its mouth, thence in a direct line, through the ship channel into Grenbay, to the outer part thereof, thence south to a point in Lake Michigan west of the north cape or entrance of Grand river, and thence east to the place of beginning, at the cape aforesaid, comprehending all the lands and islands, within these limits not hereinafter reserved.

Article Second. From the cession aforesaid the tribes reserve for their own use, to be held in common the following tracts, namely: One tract of fifty thousand acres to be located on the north shore of Grand Traverse bay, one tract of seventy thousand acres to be located on, or, north of, the Piere Marquetta river, one tract of one thousand acres to be located by Chingassanoo, — or the Big Sail, on the Cheboigan. One tract of one thousand acres, to be located by Mujeekewis, on Thunder-bay river.

Article Third. There shall also be reserved for the use of the Chippewas living north of the straits of Michilimackinac, the following tracts, that is to say: Two tracts of three miles square each, on the north shores of the said straits, between Point-au-Barbe and Mille Coquin river, including the fishing grounds in front of such reservations, to be located by a council of the chiefs The Beaver islands of Lake Michigan for the use of the Beaver island Indians. Round island, opposite Michilimackinac, as a place of encampment for the Indians, to be under the charge of the Indian department. The islands of the Chenos, with a part of the adjacent north coast of Lake Huron, corresponding in length, and one mile in depth. Sugar island, with its islets, in the river of St. Mary's Six hundred and forty acres, at the mission of the Little Rapids. A tract commencing at the mouth of the Pississowining river, south of Point Proquois, thence

1836 running up said stream to its forks, thence westward, in a direct line to the Red water lakes, thence across the portage to the Tacquimenou river, and down the same to its mouth, including the small islands and fishing grounds, in front of this reservation Six hundred and forty acres, on Grand island, and two thousand acres, on the main land south of it. Two sections, on the northern extremity of Green bay, to be located by a council of the chiefs. All the locations, left indefinite by this, under the directions of the President. It is understood that the reservation for a place of fishing and encampment, made under the treaty of St. Mary's of the 16th of June 1820, remains unaffected by this treaty.

Article Fourth. In consideration of the foregoing cessions, the United States engage to pay to the Ottawa and Chippewa nations, the following sums namely: 1st. An annuity of thirty thousand dollars per annum, in specie, for twenty years, eighteen thousand dollars to be paid to the Indians between Grand river and the Cheboigan; three thousand six hundred dollars, to the Indians on the Huron shore, between the Cheboigan and thunder bay river; and seven thousand four hundred dollars, to the Chippewas north of the straits, as far as the cession extends; the remaining one thousand dollars, to be invested in stock by the Treasury Department and to remain incapable of being sold, without the consent of the President and Senate, which may, however, be given, after the expiration of twenty one years. 2nd. Five thousand dollars per annum, for the purposes of education, teachers school-houses, and books in their own language, to be continued twenty years, and as long thereafter as Congress may appropriate for the object. 3rd. Three thousand dollars for missions, subject to the conditions mentioned in the second clause of this article. 4th. Ten Thousand dollars for agricultural implements, cattle, mechanics tools, and such other objects as the President may deem proper. 5th. Three hundred dollars per annum for vaccine matter, medicines, and the services of physicians, to be continued while the Indians remain on their reservations. 6th. Provisions to the amount of two thousand dollars; six thousand five hundred pounds of tobacco; one hundred barrels of

salt, and five hundred fish barrels, annually for twenty 1836
years. 7th. One hundred and fifty thousand dollars, in goods and provisions, on the ratification of this treaty, to be delivered at Michiliminack.

Article Fifth. The sum of three hundred thousand dollars shall be set apart for the payment of just debts against the said Indians. All claims for such debts shall be examined by a commissioner to be appointed by the President and Senate, who shall act under such instructions as may be given to him, by the order of the President, for the purpose of preventing the allowance of unjust claims. The investigation shall be allowed, except such as were contracted by Indians living within the district of country hereby ceded, and to citizens or residents of the United States. No claim shall be paid out of this fund unless the claimant will receive the sum allowed to him, as full payment of all debts, due to him by the said Indians. If the fund fall short of the full amount of just debts, then a ratable division shall be made. If it exceed such amount, the balance shall be paid over to the Indians, in the same manner, that annuities are required by law to be paid.

Article sixth. The said Indians being desirous of making provision for their half breed relatives, and the President having determined, that individual reservations shall not be granted, it is agreed, that in lieu thereof, the sum of one hundred and fifty thousand dollars shall be set apart as a fund for said half breeds. No person shall be entitled to any part of said fund, unless he is of Indian descent and actually resident within the boundaries described in the first article of this treaty, nor shall any thing be allowed to any such person, who may have received any allowance at any previous Indian treaty. The following principles, shall regulate the distribution. A census shall be taken of all the men, women, and children, coming within this article. As the Indians hold in higher consideration, some of their half breeds than others, and as there is much difference in their capacity to use and take care of property, and consequently, in their power to aid their Indian connexions, which furnishes a strong ground for this claim, it is therefore agreed, that at the council to be held upon this subject, the commissioner shall call upon the Indian chiefs to de-

1836 signate, if they require it, three classes of these claimants, the first of which, shall receive one-half more than the second, and the second double the third. Each man, woman and child shall be enumerated, and an equal share, in the respective classes shall be allowed to each. If the father is living with the family, he shall receive the shares of himself, his wife and children; if the father is dead or separated from the family, and the mother is living with the family, she shall have her own share and that of the children. If the father and mother are neither living with the family, or if the children are orphans, their share shall be retained till they are twenty one years of age provided, that such portions of it, as may be necessary, may under the direction of the President, be from time to time applied for their support. All other persons at the age of twenty one years shall receive their shares agreeably to the proper class. Out of the said fund of one hundred and fifty thousand dollar the sum of five thousand dollars shall be reserved to be applied, under the direction of the President, to the support of such of the poor half breeds, as may require assistance, to be expended in annual instalments for the term of ten years, commencing with the second year. Such of the half breeds as may be judged incapable of making a proper use of the money, allowed them by the commissioner, shall receive the same in instalments, as the President may direct.

Article Seventh. In consideration of the cessions above made, and as a further earnest of the disposition felt to do full justice to the Indians, and to further their well being, the United States engage to keep two additional blacksmith-shops, one of which, shall be located on the reservation north of Grand river, and the other at the Sault Ste Marie. A permanent interpreter will be provided at each of these locations. It is stipulated to renew the present dilapidated shop at Michilimackinac, and to maintain a gunsmith, in addition to the present smiths establishment, and to build a dormitory for the Indians visiting the post, and appoint a person to keep it, and supply it with firewood. It is also agreed, to support two farmers and assistants, and two mechanics as the President may designate, to teach and aid the Indians, in agri-

culture, and the mechanic arts. The farmers and mechanics, and the dormitory, will be continued for ten years, and as long hereafter, as the President may deem this arrangement useful and necessary; but the benefits of the other stipulations of this article, shall be continued beyond the expiration of the annuities, and it is understood that the whole of this article shall stand in force, and inure to the benefit of the Indians, as long after the expiration of the twenty years as Congress may appropriate for the objects. 1836

Article Eigth. It is agreed, that as soon as the said Indians desire it, a deputation shall be sent to the west of the Mississippi, and to the country between Lake Superior and the Mississippi, and a suitable location shall be provided for them, among the Chippewas, if they desire it, and it can be purchased upon reasonable terms, and if not, then in some portion of the country west of the Mississippi, which is at the disposal of the United States. Such improvements as add value to the land, hereby ceded, shall be appraised, and the value shall be paid to the band owing it. The mission establishments upon the Grand river shall be apraised and the value paid to the proper boards. When the Indians wish it, the United States will remove them, at their expense, provide them a year's subsistence in the country to which they go, and furnish the same articles, and equipments to each person, as are stipulated to be given to the Pottawatomies in the final treaty of cession concluded at Chicago.

Article Ninth. Whereas the Ottawas and Chippewas, feeling a strong consideration for aid rendered by certain of their half-breeds on Grand river, and other parts of the country ceded, and wishing to testify their gratitude on the present occasion, have assigned such individuals, certain locations of land, and united in a strong appeal for the allowance of the same in this treaty; and whereas no such reservations can be permitted in carrying out the special directions of the President on this subject, it is agreed, that, in addition to the general fund set apart for half-breed claims, in the sixth article, the sum of forty-eight thousand one hundred and forty-eight dollars shall be paid for the extinguishment of this class of claims, to be divided in the following manner.

1836 To Rix Robinson, in lieu of a section of land, granted to his Indian family, on the Grand river rapids, estimated by good judjes to be worth half a million at the rate of thirty six dollars an acre: To Leonard Slater, in trust for Chiminonoquat, for a section of land above said rapids, at the rate of ten dollars an acre: To John A. Drew, for a tract of one section and three-quarters, to his Indian family, at Cheboïgan rapids, at the rate of four dollars; to Edward Biddle, for one section to his Indian family, at the fishing grounds, at the rate of one dollar and twenty five cents; to Eliza Cook, Sophia Biddle, and Mary Holiday, one section of land each, at two dollars and fifty cents: To Augustin Hamelin junr, being of Indian descent, two sections, at one dollar and twenty-five cents; to William Lasley, Joseph Daily, Joseph Trotier, Henry A. Lenake, for two sections each, for their Indian families, at one dollar and twenty-five cents: To Luther Rice, Joseph Laframbois, Charles Butterfield, being of Indian descent, and to George Moran, Louis Moran, G. D. Williams, for half-breed children under their care, and to Daniel Marsac, for his Indian child, one section each, at one dollar and twenty-five cents.

Article Tenth. The sum of thirty thousand dollars shall be paid to the chiefs, on the ratification of this treaty, to be divided agreably to a shedule hereunto annexed.

Article Eleventh. The Ottawas having consideration for one of their aged chiefs, who is reduced to poverty, and it being known that he was a firm friend of the American Government, in that quarter, during the late war, and suffered much in consequence of his sentiments, it is agreed, that an annuity of one hundred dollars per annum shall be paid to Ningweegon, or the Wing, during his natural life, in money or goods as he may choose. An other of the chiefs of said nation, who attended the treaty of Greenville in 1793, and is now, at a very advanced age, reduced to extreme want, together with his wife, and the Government being apprized that he has pleaded a promise of Gen. Wayne, in his behalf it is agreed that Chusco of Michilimackinac shall receive an annuity of fifty dollars per annum during his natural life.

Article Twelfth. All expenses attending the jour- 1836
ɜys of the Indians from, and to their homes, and
eir visit at the seat of Government, together with
e expenses of the treaty, including a proper quan-
.y of clothing to be given them, will be paid by the
nited States.

Article Thirteen. The Indians stipulate for the
ght of hunting on the lands ceded, with the other
ıual privileges of occupancy, until the land is requi-
d for settlement.

In testimony whereof, the said Henry R. School-
aft, commissioner on the part of the United States,
ıd the chiefs and delegates of the Ottawa and Chip-
ıwa nations of Indians have hereunto set their hands,
Washington the seat of Government, this twenty-
ght day of March, in the year one thousand eight
ındred and thirty six.

HENRY R. SCHOOLCRAFT.

JOHN HULBERT, Secretary.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

Schedule referred to, in the tenth article.

1. The following chiefs constitute the first class,
d are entitled to receive five hundred dollars each,
mely: On Grand river, Muccutay Osha, Namatippi,
ıwequa Geezhig, or Noon Day, Nabun Egeezhig
n of Kewayguabowequa, Wabi Windego or the White
iant, Cawpemossay or the Walker, Mukutay Oquot
Black Cloud, Megis Inimee or Wampum-man,
innimissagee: on the Maskigo, Osawya, and Owun
shcum; at L'Arbre Croche, Apawkozigun, or Smo-
ng Weed, Nisowaksout, Keminechawgun; at Grand
ravers, Aishquagonabee, or the Feather of Honor,
ıabwossun, Mikenok on the Cheboigan, Chingassamo,
the Big tail; at Thunder-bay Mujeekiwiss on the
anistic North, Mukons Ewyan; at Oak Point on
e straits, Ains: at the Chenos, Chabowaywa: at Sault
. Marie, Jauba Wadick and Kewayzi Shawans; at
ıcquimenon, Kawgayosh, at Grand Island, Oshawun
ɔenaysee, or the South Bird.

2. The following chiefs constitute the second class
d are entitled to receive two hundred dollars each,
mely: On Grand river. Keeshaowash, Nugogikaibee,
ɜwaytowaby, Wapoos or the Rabit, Wabitouguaysay,

1836 Kewatondo, Zhaguinaw, Nawiqua Geez hig of Flat river, Kenaytinunk, Weenonga, Pabawboco, Windecowiss, Muccutay Penay or Black Partridge, Kaynotin Aishcum, Boynashing, Shagwabeno son of White Giant Tushetowun, Keway Gooshcum the former head chief, Pamossayga; at Larbre Croche Sagitondowa, Ogimas Wininee, Megisawba, Mukerday Benais, at the Cross, Nishcajininee, Nawamushcota, Pabumitabi, Kimmewun, Gitchy Mocoman; at Grand Traverse, Akosa, Nebawquaum, Kabibonocca; at Little Traverse, Miscomamaingwa or Red Butterfly, Keezhigo Benais, Pamanikinong, Paimossega; on the Cheboigan, Chonees, or Little John, Shaweenossegay; on Thunder bay, Luganikwato; on Maskigo, Wassangazo; on Ossigomico or Platte river, Kaigwaydosay; at Manistee, Keway Gooshcum: on river Pierre Markette, Saugima; at Saulte St. Marie, Neegaubayun Mukudaywacquet, Cheegud; at Carp river west of Grand island, Kang Wyanais: at Mille Cocquin on the straits, Aubunway; at Michilimackinac, Missuligor, Saganosh, Akkukogeesh, Chebyawboas.

3. The following persons constitute the third class, and are entittled to one hundred dollars each, namely: Kayshewa, Penassee or Gun lake, Kenisoway, Keenabie of Grand river; Wasso, Mosaniko, Unwain Oashcum, Nayogirna, Itawachkochi, Nanaw Ogomee, Gitchy, Peendowan or Scabbard, Mukons, Kinochimaig, Tekamosimo, Pewaywitum, Mudji Veguabi, Kewayaum, Pauskizigun or Big Gun, Onaausimo, Ashquabaywiss, Negaunigabowi, Potossegay, of L'Arbre Croche; Poiees or Dwarf and Pamossay of Cheboigan: Gitchy Ganocquot and Pamossegay of Thunder bay: Tabusshy Geeshick and Mikenok, of Carp river south of Grand Traverse; Wapooso, Kaubinau, and Madjeekee of river Pierre Markuette: Pubokway, Manizwaba and Mishewatig of White river: Shawun Epenayse and Agausgee of Grand Traverse; Micqumisut, Chasse of Mackinac; Keeshkidjiwun, Waub Ojeeg, Aukude, Winikis, Jaubeens, Maidosagee, Autya, Ichquagunaby, Shaniwaygwunabi son of Kakakee, Nittum Egabow, Magisanikway, Ketekewegauboway, of Sault Ste Marie Chegauzehe and Waubudo of Grand island: Ashegous, Kinuwais, Misquaonaby and Mongons of Carp and Chocolate rivers: Gitchy Penaisson of Grosse Tête.

and Waubissaig of Bay de Nocquet: Kainwaybekis 1836
and Pazhikwaywitum of Beaver islands: Neezhick Epenais of the Ance: Ahanima of Manistic: Makwyon, Wahzahkoon, Ochawan, Oneshannocquot of the north shore of Lake Mitchigan: Nagauniby and Keway Gooshkum of the Chenos.

HENRY B. SCHOOLCRAFT, Commissioner.

Supplemental article.

To guard against misconstruction in some of the foregoing provisions, and to secure, by further limitations, the just rights of the Indians, it is hereby agreed: that no claims, under the fifth article shall be allowed for any debts contracted previous to the late war, with Great Brittain, or for goods supplied by foreigners to said Indians, or by citizens, who did not withdraw from the country, during its temporary occupancy by foreign troops, for any trade carried on, by such persons, during the said period. And it is also agreed that no person receiving any commutation for a reservation, or any portion of the fund provided by the sixth article of this treaty, shall be entitled to the benefit of any part of the annuities herein stipulated. Nor shall any of the half breads, or blood relatives of the said tribes, commuted with, under the provisions of the ninth article, have any further claim on the general commutation fund, set apart to satisfy reservation claims, in the said sixth article. It is also understood, that the personal annuities, stipulated in the eleventh article, shall be paid in specie, in the same manner that other annuities are paid. Any excess of the funds set apart in the fifth and sixth articles, shall, in lieu of being paid to the Indians, be retained and vested by the Government in stock under the conditions mentioned in the fourth article of this treaty.

In testimony whereof, the parties above recited, have hereunto set their hands, at Washington the seat of Government, this thirty first day of March in the year, one thousand eight hundred and thirty six.

HENRY R. SCHOOLCRAFT.

JOHN HULBERT, Secretary.

(Signatures des Indiens et des témoins.)

1836 Now therefore be it known, that I, Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said Treaty, and the article supplementary thereto, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the twentieth day of May, one thousand eight hundred and thirty six, accept, ratify, and conform the same, with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate.

Article Two, line two, after the word, "tracts, insert the following words, to wit: for the term of five years from the date of ratification of this treaty, and no longer;" unless the United States grant them permission to remain on said lands for a longer period.

Article Three, after the word "tracts," in the second line, insert the following words, to wit: For the term of five years from the date of the ratification of this treaty, and no longer, unless the United States grant them permission to remain on said lands for a longer period.

Article Four, — at the close thereof insert these words, — "and also the sum of two hundred thousand dollars, in consideration of changing the permanent reservations in articles two and three to reservations for five years only, to be paid whenever their reservations shall be surrendered, and until that time the interest on said two hundred thousand dollars shall be annually paid to said Indians.

Article Five. Strike out the whole article and insert the following:

"The sum of three hundred thousand dollars shall be paid to the said Indians to enable them with the aid and assistance of their agent, to adjust and pay such debts, as they may justly owe, and the overplus if any, to apply to such other use as they may think proper.

Article Eight. Strike out after the word "the" where it first occurs in line two, to the word "States," in the eight line, and insert in lieu thereof these words — "Southwest of the Missouri river, there to select a suitable place for the final settlement of said Indians, which country, so selected, and of reasonable extent, the United States will forever guaranty and secure to said Indians. —

In the Eight Article — Strike out all between the word "it" in the eleventh line, and the word "when" in the thirteenth line, and insert these words: "The nett proceeds of the sale of the one hundred and sixty acres of land, upon the Grand river, upon which the Missouri Society have erected their buildings, shall be paid to the said Society in lieu of the value of their said improvements." 1836

In testimony whereof, I have caused the Seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this twenty-Seventh day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty six, and of the independence of the United States the sixtieth.

ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

86.

Traité de commerce et de navigation entre la France et le Grandduché de Mecklenbourg-Schwérin, signé à Paris, le 19. *Juillet* 1836.

(Ratifiée par le Roi des Français le 7. Septembre 1836, et par le Grandduc de Mecklenbourg-Schwérin, le 8. Octobre 1836.)

Au nom de la Très Sainte Trinité.

Sa Majesté le Roi des Français et son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, animés d'un égal désir de faciliter et d'encourager les relations de Navigation et de Commerce entre Leurs pays, et de remplacer, dans ce but, les dispositions du Traité de 1779, *qui avait été conclu pour trente années, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires à l'effet de négocier et signer une nouvelle Convention, savoir:*

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur Jacques Edouard Baron Burignot de Varenne, Officier de Son Ordre Royal de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Sauveur de Grèce, etc., Ministre Résident de Sa Majesté près Leurs Altesses Royales les Grands-Ducs de Mecklenbourg-Schwérin, Mecklenbourg-Strélitz et Oldenbourg, et près les villes libres de Lubeck, Bréme et Hambourg; et son Altessè Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, le Sieur Samuel Hermann de Oerthling, Chevalier de l'Ordre de St. Anne, de seconde Classe, de Russie, Conseiller intime de Légation et Ministre Résident de Son Altesse Royale près Sa Majesté le Roi des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

86.

Handels- und Schifffahrts-Vertrag zwischen Frankreich und Mecklenburg; d. d. Paris, 19. *Juli* 1836.

(Grossherzogl. Mecklenburg-Schwerinsches officielles Wochenblatt. 1836. v. 15. Oktober. St. 37. S. 250 u. f.)

Im Namen der hochheiligen Dreieinigkeit.

Seine Majestät der König der Franzosen und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, beseelt von dem gleichen Wunsche, die Schifffahrts- und Handels-Verbindungen unter Ihren Staaten zu erleichtern und aufzumuntern und des Zwecks, die Bestimmungen des, auf 30 Jahre abgeschlossen gewesenen, Vertrags von 1779 durch andere zu ersetzen, haben, um zu dem Ende eine neue Convention zu schliessen, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König der Franzosen den Herrn Jacques Edouard Baron Burignot de Varenne, Officier Ihres Königl. Ordens der Ehrenlegion, Grosskreuz des Griechischen Erlöser-Ordens etc., Minister-Residenten Seiner Majestät bei Ihren Königlichen Hoheiten den Grossherzogen von Mecklenburg-Schwerin, Mecklenburg-Strelitz und Oldenburg und bei den freien Städten Lübeck, Bremen und Hamburg, und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin den Herrn Samuel Hermann von Oerthling, des Kaiserlich Russischen St. Annen-Ordens zweiter Classe Ritter, Ihren Geheimen Legationsrath und Minister-Residenten bei seiner Majestät dem Könige der Franzosen;

welche Bevollmächtigte, nachdem sie einander ihre respectiven Vollmachten mitgetheilt, die in gehöriger Form befunden worden, über Folgendes übereingekommen sind:

1836 *Art. I. Les navires Français venant en droiture et avec chargement des ports de France, ou sur lest d'un port quelconque, seront affranchis dans les ports du Mecklenbourg du droit de tonnage, et ils seront traités comme navires Mecklenbourgeois en tout ce qui concerne la perception des autres droits s'appliquant au corps du navire. Et, quant aux redevances qui seraient le salaire d'industries privées, ils ne pourront être soumis à d'autres ni de plus élevées que celles dont seraient passibles les sujets Mecklenbourgeois.*

Les navires Mecklenbourgeois venant en droiture et avec chargement des ports du Mecklenbourg, ou sur lest d'un port quelconque, seront traités dans les ports de France comme navires Français en tout ce qui concerne la perception des droits de navigation, et affranchis des droits différentiels établis sur les navires étrangers à quelque titre que ce soit.

Art. II. Les produits du sol et des manufactures de la France importés directement en Mecklenbourg y seront exempts de toute surtaxe et notamment de celle de cinquante pour cent des droits de douane imposée uniformément en Mecklenbourg sur les marchandises importées pour compte étranger.

Les produits du sol et des manufactures du Mecklenbourg importés directement en France par navires Mecklenbourgeois, y seront exempts de la surtaxe établie sur les marchandises importées par navires étrangers.

Il sera justifié de l'origine de ces produits au moyen de certificats delivrés pour chaque marchandise, par le consul Français residant au port d'embarquement; ou s'il n'y existe pas de consul Français, par le magistrat du lieu; et, dans ce dernier cas, le certificat devra être visé par l'agent consulaire de France.

La nature et la quantité annuelle des produits du Mecklenbourg, qui pourront être admis en France à la condition du présent article, seront specifiées

Art. 1. Die Französischen Schiffe, welche graden 1836
Weges und mit Ladung von Französischen Häfen, oder mit Ballast von irgend einem Hafen kommen, sollen in den Mecklenburgischen Häfen von Erlegung des Tonnengeldes befreiet seyn und in Allem, was die Erhebung der übrigen eigentlichen Schiffs-Ungelder betrifft, wie Mecklenburgische Schiffe behandelt werden; so viel aber die, als Vergütung für Privat-Dienstleistungen anzusehenden Abgaben betrifft, so können sie deren anderen und höheren nicht unterworfen werden, als Mecklenburgische Unterthanen sich gefallen lassen müssen.

Die Mecklenburgischen Schiffe, welche graden Weges und mit Ladung von Mecklenburgischen Häfen, oder mit Ballast von irgend einem Hafen kommen, sollen in den Französischen Häfen in Allem, was die Erhebung der Schiffs-Abgaben betrifft, wie Französische Schiffe behandelt und von allen, auf fremde Schiffe gelegten, unterscheidenden Abgaben, sie mögen Namen haben wie sie wollen, befreiet seyn.

Art. 2. Die Producte des Bodens und der Manufacturen Frankreichs, dafern sie direct nach Mecklenburg eingeführt werden, sollen von jeder Mehrabgabe (surtaxe) und namentlich von der um 50 pCt. erhöheten Accise, welche auf die für fremde Rechnung in Mecklenburg eingeführten Waaren gleichförmig gelegt ist *), entfreiet seyn.

Die Producte des Bodens und der Manufacturen Mecklenburgs, dafern sie direct nach Frankreich auf Mecklenburgischen Schiffen eingeführt werden, sollen von der auf die, mittelst fremder Schiffe eingeführten, Waaren gelegten Mehrabgabe entfreiet seyn.

Der Ursprung dieser Producte soll durch Bescheinigungen, ausgestellt für jede Waare durch den im Einschiffungshafen residirenden Französischen Consul oder, wenn daselbst ein Französischer Consul nicht vorhanden ist, durch die Orts-Obrigkeit, justificirt und im letztern Falle die Bescheinigung vom Französischen Consular-Agenten visiret werden.

Die Art und die Quantität Mecklenburgischer Producte, welche in Gemässheit dieses Artikels jährlich in Frankreich zugelassen werden können, sollen in einer

*) Vgl. Rostocker Accise-Rolle vom 28. Juni 1748 in fine.

1836 *dans un tableau annexé à la présente Convention. La nomenclature de ces produits, aussi bien que leurs quantités, pourront, d'ailleurs, être ultérieurement étendues, d'un commun accord, entre les hautes Parties contractantes.*

Art. III. Les exportations faites pour quelque destination que ce soit des ports de l'un des deux pays par les navires de l'autre, seront affranchies de toute surtaxe, et particulièrement de celle de seize shillings par last, imposée en Mecklenbourg sur les produits exportés par navires étrangers. Les expéditeurs jouiront de tous les avantages, primes, remboursements et autres qui sont accordés aux exportations faites sous pavillon national.

Art. IV. Seront reconnus pour navires Mecklenbourgeois ceux dont le propriétaire et les officiers seront sujets Mecklenbourgeois, et qui auront un équipage composé, pour les deux tiers au moins, de sujets Mecklenbourgeois, ou de sujets de tous autres Etats de la Confédération Germanique avec lesquels la France se lierait ultérieurement par des stipulations de navigation et de commerce analogues à celles qui font la base de la présente Convention.

Seront reconnus pour navires Français ceux dont le propriétaire et les officiers seront Français et qui auront un équipage composé, pour les deux tiers au moins, de marins Français.

Art. V. Les navires chargés qui, durant le cours de leur traversée de l'un des deux pays dans l'autre, auront relaché dans un ou plusieurs ports intermédiaires, conserveront le bénéfice de la présente Convention, lorsque leur relâche n'aura donné lieu à aucune opération de commerce.

Ces circonstances devront être constatées par un certificat du consul ou de l'agent consulaire de la Puissance pour le port de laquelle seront destinés lesdits navires, et en l'absence d'un consul ou d'un agent consulaire, par un acte émané de l'au-

der gegenwärtigen Convention angehängten Uebersicht 1836
verzeichnet werden. Das Namen-Verzeichniss dieser Producte sowohl als die Quantität derselben können übrigens unter Zustimmung beider hohen contrahirenden Theile noch weiter ausgedehnt werden.

Art. 3. Die Ausfrachtungen, welche von den Häfen des einen der beiden Staaten durch die Schiffe des andern vorgenommen werden, sollen, ohne Rücksicht auf den Bestimmungs-Ort, von jeder Mehrabgabe und insbesondere von der in Mecklenburg auf die durch fremde Schiffe bewirkten Ausfrachten ruhenden Abgabe von 16 Schill. à Last *) befreiet seyn. Die Versender sollen alle Vortheile, Prämien, Rückvergütungen und sonstige Begünstigungen geniessen, welche für die unter National-Flagge stattfindenden Ausfrachtungen bewilliget sind.

Art. 4. Als Mecklenburgische Schiffe sollen solche angesehen werden, deren Eigenthümer und Officiere Mecklenburgische Unterthanen sind und deren Bemannung, mindestens zu zwei Drittheilen, aus Mecklenburgischen oder aus Unterthanen jedes andern zum deutschen Bunde gehörenden Staates besteht, mit welchem sich Frankreich anderweitig in Beziehung auf Handel und Schifffahrt durch ähnliche Stipulationen, als der gegenwärtigen Convention zum Grunde liegen, verbinden möchte.

Als Französische Schiffe sollen solche angesehen werden, deren Eigenthümer und Officiere Franzosen sind und deren Bemannung, mindestens zu zwei Drittheilen, aus Französischen Seeleuten bestehet.

Art. 5. Die befrachteten Schiffe, welche während ihrer Ueberfahrt von einem der beiden Staaten nach dem andern, in einen oder mehrere Zwischenhäfen eingelaufen sind, bleiben der durch gegenwärtige Convention stipulirten Vergünstigungen theilhaftig, dafern nur ihr Einlaufen daselbst nicht zu irgend einem Handels-Geschäft Veranlassung gegeben hat.

Diese Verhältnisse müssen durch ein Certificat des Consuls oder des Consular-Agenten desjenigen Staates, nach deren Häfen die besagten Schiffe bestimmt sind, oder, in Ermangelung eines Consuls oder eines Consular-Agenten, durch ein Zeugniss der Orts-

*) Vergl. Rostocker Accise-Rolle vom 28. Juni 1748 in fine.

1836 *torité locale. Ce certificat sera délivré sur la demande des capitaines formée dans les vingt quatre heures de la relâche et sur leur déclaration écrite de l'intention où ils sont de suivre leur destination.*

Art. VI. Jouiront également du bénéfice de la présente Convention les navires de l'un des deux pays en relâche forcée dans les ports de l'autre, avec ou sans chargement, de quelque lieu qu'ils viennent, et quelleque soit leur destination, à condition qu'ils se borneront à débarquer, s'il y a lieu, leurs marchandises pour réparer les avaries, et à les rembarquer sans faire aucune opération de commerce, et qu'ils ne séjourneront dans le port de relâche, que le temps nécessaire pour se mettre en état de reprendre la mer.

Art. VII. Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, prenant en considération la faveur particulière qui résulte des stipulations ci-dessus pour les sujets Mecklenbourgeois, et voulant, autant qu'il se peut, établir la plus exacte réciprocité d'avantages, s'oblige à ne point élever le taux des droits d'entrée, de sortie, de transit, de consommation ou tous autres actuellement existants et perçus dans Ses Etats sur les produits du sol et de l'industrie de la France, à ne point en créer de nouveaux, à ne point établir d'exception, ni de limites à la libre introduction et circulation de ces produits; enfin, à les assimiler à ceux du Mecklenbourg dans toutes les conditions dont ces derniers pourraient devenir l'objet.

Art. VIII. En outre, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin déclare que les Français ne seront pas soumis dans Ses Etats, pour l'acquisition du droit de bourgeoisie, à des droits autres ni plus élevés que ceux que payeraient les sujets Mecklenbourgeois; et que par rapport aux droits annuels et charges bourgeoises,

Obrigkeit bestätiget werden. Dies Certificat muss auf 1836
Ansuchen der Schiffs-Capitaine, welches binnen 24
Stunden nach statt gehabtem Einlaufen anzubringen
ist, und auf ihre schriftliche Erklärung über die von
ihnen beabsichtigte Verfolgung ihrer Bestimmung er-
theilt werden.

Art. 6. Ebenso kommen die Vortheile der gegen-
wärtigen Convention auch den Schiffen des einen der
beiden Staaten zu Gute, welche in die Häfen des an-
dern einzulaufen gezwungen sind, ohne Rücksicht
darauf, ob sie befrachtet sind oder nicht, von welchem
Orte sie kommen und welches ihre Bestimmung ist,
vorausgesetzt jedoch, dass sie sich darauf beschränken,
die Waaren, falls es nöthig ist, Zwecks der Ausbesse-
rung der Schadhaftigkeiten des Schiffs, auszuschiffen
und sie demnächst wieder einzuschiffen, ohne sich ir-
gend in Handels-Geschäfte einzulassen, und dass sie
in dem Zufluchts-Hafen nicht längere Zeit verweilen,
als nothwendig ist, um sich in Stand zu setzen, wie-
derum in See zu gehen.

Art. 7. Seine Königliche Hoheit der Grossherzog
von Mecklenburg-Schwerin, in Berücksichtigung der
aus vorstehenden Stipulationen für die Mecklenburgi-
schen Unterthanen hervorgehenden besonderen Begün-
stigung und in der Absicht, soviel möglich die genaueste
Reciprocität in Ansehung der Vortheile eintreten zu
lassen, verpflichtet Sich, den Betrag der in Seinen
Staaten jetzt bestehenden und erhoben werdenden
Eingangs-, Ausgangs-, Durchgangs-, Verbrauchs-
oder anderer Abgaben auf die Französischen Producte
des Bodens und der Industrie nicht zu erhöhen, deren
keine neue anzuordnen, der freien Einführung und
dem Umsatz dieser Producte weder Beschränkungen
noch Grenzen zu setzen; mit einem Worte, sie den
Mecklenburgischen Producten in jeder Hinsicht gleich-
zustellen.

Art. 8. Ausserdem erklärt Seine Königliche Hoheit
der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, dass die
Franzosen in Seinen Staaten, bei Erwerbung des
Bürgerrechts, keinen anderen und höheren Abgaben
unterworfen seyn sollen, als solchen, welche von Meck-
lenburgischen Unterthanen zu entrichten sind; und dass
sie, hinsichtlich der jährlichen Abgaben und bürger-

1836 *ils seront traités absolument de la même manière que les bourgeois et habitants du Mecklenbourg.*

Art. IX. Les consuls et agents consulaires de France jouiront dans le Grand-Duché de Mecklenbourg, des franchises, immunités et priviléges dont jouissent les consuls ou agents consulaires des nations les plus favorisées; et, réciproquement, les consuls et agents consulaires Mecklenbourgeois jouiront, en France, des Franchises, immunités et priviléges qui y sont déterminés par les lois, les réglements et les usages.

Art. X. En cas de naufrage ou d'échouement d'un navire de l'un des deux pays dans les ports ou sur les côtes de l'autre, toutes les opérations relatives au sauvetage seront dirigées par le consul ou l'agent consulaire de la nation à laquelle appartiendra le navire. Les autorités locales interviendront, d'ailleurs, s'il y a lieu, pour maintenir l'ordre, garantir tous les intérêts, et, dans tous les cas, pour assurer l'exécution des dispositions à observer, à l'entrée et à la sortie des marchandises sauvées, lesquelles ne seront soumises aux droits qu'autant qu'elles seraient introduites pour la consommation.

Art. XI. Le droit d'aubaine et le droit de détraction sont et demeurent abolis en Mecklenbourg, en faveur des Français, de même qu'en France, en faveur des sujets Mecklenbourgeois.

Art. XII. La présente Convention demeurera en vigueur pendant dix années, à dater du jour de l'échange des Ratifications; Néanmoins, à l'expiration de ce terme, elle continuera d'être appliquée, et elle ne cessera d'être obligatoire que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Art. XIII. La présente Convention sera ratifiée, et les Ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plustôt, si faire se peut.

lichen Lasten, ganz ebenso als Mecklenburgische Bürger und Einwohner behandelt werden sollen. 1836

Art. 9. Die Französischen Consuln und Consular-Agenten sollen im Grossherzogthum Mecklenburg dieselben Freiheiten, Immunitäten und Privilegien zu geniessen haben, welche die Consuln und Consular-Agenten der meistbegünstigten Nationen geniessen; und andererseits, sollen die Mecklenburgischen Consuln und Consular-Agenten in Frankreich die daselbst durch die Gesetze, Reglements und das Herkommen festgestellten Freiheiten, Immunitäten und Privilegien zu geniessen haben.

Art. 10. Wenn ein Schiff des einen der beiden Staaten in den Häfen oder an den Küsten des andern Schiffbruch erleiden oder stranden sollte, so sollen alle auf das Bergen bezügliche Veranstaltungen durch den Consul oder den Consular-Agenten der Nation geleitet werden, welcher das Schiff angehört. Die Orts-Obrigkeiten sollen jedoch dabei hinzutreten, wenn es erforderlich ist, um die Ordnung aufrecht zu erhalten und alle Interessen sicher zu stellen, so wie allemal, um die Ausführung der beim Ein- und Ausgang der verborgenen Waaren zu beobachtenden Vorschriften zu sichern, welche Waaren jedoch nur in so weit, als sie etwa zum Verbrauch eingeführt werden möchten, den Abgaben unterworfen seyn sollen.

Art. 11. Das Heimfallsrecht und das Abzugsrecht sind und bleiben in Mecklenburg zu Gunsten der Franzosen, ebenso wie in Frankreich zu Gunsten der Mecklenburgischen Unterthanen aufgehoben.

Art. 12. Die gegenwärtige Convention soll während zehn Jahre, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen an, in Kraft bleiben; nichts destoweniger soll selbige, beim Ablauf dieses Zeitraums, fernerhin zur Anwendung kommen und nicht aufhören verbindlich zu seyn, als zwölf Monate später, nachdem der eine der hohen contrahirenden Theile seine Absicht, die Wirkungen derselben aufhören zu lassen, dem andern Theile kund gethan haben wird.

Art. 13. Die gegenwärtige Convention soll ratificirt und die Ratificatorien zu Paris innerhalb zweier Monate, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

1836 *En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.*

Fait double à Paris, le dix-neu-vième jour du mois de juillet, de l'an de grace mil huit cent trente six.

(*Signé*) *E. B. Varenne.* (*L. S.*) de Oerthling. (*L. S.*)

Annexe.

Tableau des produits du Mecklenbourg qui seront admis en France avec l'exemption de la surtaxe, en conformité de l'article II. de la Convention de navigation et de commerce du 19. *Juillet* 1836.

1) *Les céréales, en quantité indéterminée.*
2) *Les bois de construction* (*Stabholz*), *en quantité indéterminée.*
3) *Les graines oléagineuses et leurs huiles; les légumes secs, en quantité annuelle et collective de* 4000 *tonnes de mer.*
4) *Les chanvres, lins et laines, en quantité annuelle et collective de* 3000 *tonnes de mer.*
5) *Les beurre, fromages, viandes salées et autres comestibles, en quantité annuelle et collective de mille tonnes de mer.*

Le présent Tableau, annexé à la Convention conclue entre Sa Majesté le Roi des Français et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin, aura la même force et valeur que s'il y était inséré de mot à mot.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Paris, les mêmes jour, mois et an que dessus.

(*Signé*) *E. B. Varenne.* (*L. S.*) de Oerthling. (*L. S.*)

Zur Urkunde dessen haben die respectiven Bevollmächtigten selbige unterzeichnet und den Abdruck ihrer Wappen beigesetzt. 1836

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Paris den 19ten Tag des Monats Juli im Jahre der Gnade 1836.

(Gezeichnet) E. B. VARENNE. (L. S.) v. OERTHLING. (L. S.)

Anhang.

Uebersicht der Mecklenburgischen Producte, welche in Frankreich mit Befreiung von der Mehrabgabe, in Gemässheit des Art. 2. des Schifffahrts- und Handels-Vertrags vom 19. Juli 1836 zugelassen werden sollen.

1) Getreide, in unbestimmter Quantität;
2) Stabholz, in unbestimmter Quantität;
3) Oelsaamen und aus demselben bereitete Oele, trockene Hülsenfrüchte, zum jährlichen Collectiv-Betrage von 4000 Schiffs-Tonnen;
4) Hanf, Flachs und Wolle zum jährlichen Collectiv-Betrage von 3000 Schiffs-Tonnen;
5) Butter, Käse, Pöckel-Fleisch und andere Esswaaren zum jährlichen Collectiv-Betrage von tausend Schiffs-Tonnen.

Die gegenwärtige Uebersicht, welche der zwischen Seiner Majestät dem Könige der Franzosen und Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Mecklenburg-Schwerin abgeschlossenen Convention angehängt ist, soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als wenn sie derselben wörtlich eingerückt wäre.

Zur Urkunde dessen haben die obgenannten Bevollmächtigten sie unterzeichnet und den Abdruck ihrer Wappen beigesetzt.

So geschehen in doppelter Ausfertigung zu Paris, denselben Tag, Monat und Jahr, wie oben.

(Gezeichnet) E. B. VARENNE. (L. S.) v. OERTHLING. (L. S.)

1836

87.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Pepin-a-waw, No-taw-kah et Mac-kah-tah-mo-ah, Chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie dans l'Etat d'Indiana. Signé et conclu le 5. Août 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt., 1837. Appendix p. 130.)

Articles of a Treaty made and concluded at a camp near Yellow river in the State of Indiana, between Abel C. Pepper, Commissioner on the part of the United States, and Pepin-a-waw, No-taw-kah and Mac-kah-tah-mo-ah, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their bands on the fifth day of August in the year eighteen hundred and thirty-six.

Art. 1. The above named chiefs and headmen and their bands hereby cede to the United States twenty-two sections of land reserved for them by the second article of the Treaty between the United States and the Pottawatomie tribe of Indians on Tippecanoe river on the 26. October 1832.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid, the United States stipulate to pay to the above named Chiefs and headmen and their bands the sum of 14,000 Dollars in specie after the ratification of this Treaty and on or before the 1. Mai next ensuing the date hereof.

Art. 3. The above named chiefs and headmen of their bands agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pottawatomie nation by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above named bands it is stipulated, that after the ratification of this Treaty the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of the said bands as may be proved to his satisfaction to be just, to be

deducted from the amount stipulated in the second 1836
article of this Treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for the payment of the necessary expenses attending the making and concluding this Treaty.

Art. 6. This Treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding upon both parties.

In testimony whereof etc.

A. C. Pepper.

Signatures de 26 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

88.

Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de terre-ferme du Roi de Sardaigne sur les règles à observer pour les registres des Paroisses. En date du 23. Août 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie T. V. p. 98 et suiv.)

In fra gli oggetti, cui la Chiesa sempre intenta all bene dei suoi figli ha rivolto le sue provide cure, non è l'ultimo quello dei Registri Parrocchiali di nascita battesimo, cresima, matrimonio e morte, onde ne fosse garantita l'esatta formazione ed insieme la gelosa custodia. Il Sacro Concilio di Trento (*sess.* 24, *cap.* 1 *de reform. matrim.*) non solo ingiunse espressamente a ciascun Parroco di avere presso di se il libro dei matrimonii per descrivervi i nomi dei coniugi, e dei testimonii, il giorno ed il luogo del celebrato coniugio, ma gli prescrisse eziandio di custodirlo *diligentemente.* E nel capo secondo della stessa sessione, supposta l'esistenza del libro dei Battezzati, ordinò del pari ai Parrochi di registrarvi i nomi dei Patrini. Che se in esso non si fa parola del libro dei confermati, e dell'altro dei morti, non può però dubitarsi, che l'uso di entrambi sia pienamente conforme alle intenzioni di quel venerando Consesso, e della Chiesa.

1836 Quindi presso tutte le Diocesi ben regolate sono in vigore, e generalmente i libri Rituali ne stabiliscono la forma. Per tacere degli altri, il Rituale Romano, dopo aver disposto (*tit.* 1 *cap. unic.*) che chiunque è obbligato all'amministrazione dei Sagramenti debba avere i libri proprii del suo officio, *eos praesertim, in quibus variarum Parochialium functionum notae ad futuram rei memoriam describuntur*, estende fino a cinque il numero dei libri Parrocchiali, indicando ancora le module da usarsi nello iscrivervi gli atti ai quali ciascun di essi si riferisce (*tit. X cap.* 2 *e segg.*). Nè alla sola regolare formazione, o fedele custodia degli anzidetti Registri si è limitata l'ecclesiastica sollecitudine, ma in ispecie molti Vescovi nelle rispettive Diocesi hanno spinto più oltre il loro zelo, nel saggio intendimento di allontanare gli abusi, e di prevenire alcune eventualità di sommo pregiudizio in oggetto di tanto interesse.

I Parrochi come nelle altre attribuzioni così in quella risguardante i libri del loro officio dipendono dalla direzione e disposizione dei Vescovi; ed è pur cosa nota, che a senso della Istruzione emanata dalla Sacra Congregazione del Concilio, e congiunta al Sinodo Romano del 1725 sotto Benedetto XIII (§. 3 *num.* 8), i libri, di cui si ragiona, debbono sottoporsi alla visita pastorale. Volle anzi Benedetto XIV (*nella sua Costituzione* firmandis *dei* 6. *Novembre* 1744 §. 9), che da una tal visita non fossero neppure esenti i Parrochi Regolari, ed impose perciò al Prelato Diocesano di verificare *an Parochus apud se recte ordinatos retineat libros tum baptizatorum .... tum sacro chrismate confirmatorum, libros etiam matrimoniorum, et status animarum.* Siegue da ciò, che sebbene i libri suindicati siano di proprietà Parrocchiale, nè il Vescovo, giusta una decisione della Sacra Congregazione dei Vescovi e Regolari in data dei 3 giugno 16[illegible], citata dal Barbosa (*de offic. et potest. Parochi part.* 1 *cap.* 7 *num.* 19 *e* 20) possa toglierli dalle mani dei Parrochi; pure ha desso tutto il diritto di prendere su tal particolare i provvedimenti che giudica necessarii, o convenienti, e di obbligare altresì gli stessi Parrochi a presentarne stabilmente una copia autentica alla sua Cancelleria, salvi gli emolumenti che loro possono competere à titolo dei certificati che se ne

debbano estrarre. Così infatti ha deciso più volte, ed 1836
anche recentemente la Sacra Congregazione del Concilio: su di che, se mancasse ogni altra autorità, basterebbe attenersi al fatto del Grande Arcivescovo di Milano S. Carlo Borromeo. Impegnato egli a promuovere la ristaurazione della disciplina ecclesiastica sulle norme stabilite dal Sacro Concilio di Trento, di cui conoscea perfettamente lo spirito, ingiunse a tutt'i suoi Parrochi di descrivere in doppio libro gli atti di nascita, battesimo, cresima, matrimonio, e morte, affine di rimetterne in ciascun anno un esemplare alla Cancelleria Arcivescovile, per esservi gelosamente conservato.

Or sulle traccie di lui, usando di siffatto diritto molti zelantissimi Vescovi di altre Diocesi particolarmente d'Italia adottarono la stessa misura, proponendosi con ciò non tanto di assicurarsi, che i libri parrocchiali fossero formati e custoditi secondo le regole prescritte, quanto di provvedere all pericolo, che senza colpa di chi ne ha la custodia fossero alterati o andassero a perire. Cade qui in acconcio di rendere i meritati elogi agli stessi rispettabili Arcivescovi e Vescovi degli Stati continentali di S. M. il Re di Sardegna, ai quali la presente Istruzione è diretta. Dagli editti, decreti, ed altre ingiuzioni vescovili, non che da talune leggi sinodali pubblicate per le diocesi di Torino, Vercelli, Vigevano, Aosta, Tortona, Susa, Pinerolo, Cuneo, Acqui, Monreale, Alessandria, e Novara, risulta essersi colà introdotto il metodo del doppio esemplare dei registri parrocchiali per lasciarne uno nell'archivio della Parrocchia, e dell'altro pienamente conforme al primo, eseguire il deposito periodico nella Cancelleria Vescovile. E per verità una simile cautela fondandosi per una parte, come già si è detto, sopra un diritto dei Vescovi, e per l'altra riguardando un oggetto della massima importanza, non può non essere sommamente encomiata, e riconosciuta giustissima. Chiunque riflette che ai documenti ed alle testimonianze estratte dai suddetti registri suole accordarsi tutta la forza ed efficacia, onde negli atti relativi abbiano in faccia alla Chiesa l'effetto d'indubitata prova, dee facilmente persuadersi dell'utilità e della necessità eziandio della riferita cautela.

Ma poichè non v'ha vigilanza così attiva, che

1836 possa giungere ad impedire ogni inconveniente, nè umana istituzione, quantunque venerabile per la sua origine, e salutare nel suo fine, la quale non sia soggetta agli abusi: perciò la sollecitudine dei Vescovi delle mentovate, e delle altre Diocesi comprese nei Dominii di terra ferma di S. M. Sarda, non fu felice al punto di escludere ogni dubbio e motivo di querela in quanto alla forma, all'autenticità, alla conservazione dei libri parrocchiali. Qualche caso pur troppo avvenuto di smarrimento, o di corruzione dei libri medesimi, fece desiderare non solo che il sistema del doppio esemplare fosse adottato anche in quelle Diocesi dei succennati Reali Dominii, presso le quali non era in uso, ma che inoltre s'introducesse all'uopo un metodo sott'ogni rapporto uniforme, ed una precisione tale da conciliare ai Registri parrocchiali, ed ai documenti che se ne desumono, la maggiore possibile fiducia ed autorità. Al qual proposito non potea sfuggire che un Regolamento in cui, ritenuta la sostanza delle forme stabilite dal Rituale Romano, si aggiungesse qualche pratica e diligenza ulteriore tendente ad ottenere l'indicato utilissimo scopo, non sarebbe stato altrimenti alieno dallo spirito delle prescrizioni ecclesiastiche. Imperciocchè se l'anzidetto Rituale assegnò le modalità degli atti da inserirsi nei libri parrocchiali, appunto perchè *per omnes Ecclesias uniformis sit stylus et ordo*, come osservò il Baruffaldi ne' suoi Commentarii (*tit.* 29 *num.* 3); non interdisse però che la cosa potesse esser condotta a quel compimento, ed a quella esattezza che a seconda delle circostanze de' tempi e dei luoghi si giudicasse necessaria. Il citato Autore soggiungea opportunamente (*num.* 51), che optima *regula illa est nonnullarum nationum, quae nomen alicuius indicando numquam praetermittunt nomen patris, avi, et abavi, quasi librum generationis eiusdem percurrentes ... et sic generationes istas enarrando, non confunduntur personae, licet eodem nomine et cognomine appellentur.*

Se non che il desiderio di un metodo, che conducendo nella forma dei Registri parrocchiali il rigore dell'esattezza, ne garantisse anche più l'autenticità, e li rendesse superiori ad ogni sospetto di alterazione, e ad ogni pericolo di deperimento, crebbe maggiormente, e sembrò altresì più giustificato sul riflesso dei rapporti

che l'uso di siffatti Registri ha coll'ordine sociale, e 1836
colla direzione politica degli affari pubblici e privati; dacchè i libri parrocchiali servendo negli Stati continentali del Regno di Sardegna, come in altri Governi Cattolici, oltre al foro, ed agli effetti ecclesiastici, anche al foro, ed agli effetti civili, tengono indirettamente il luogo di Registri degli atti dello stato civile. E per questa parte la cosa ebbe naturalmente a richiamare l'attenzione, ed eccitare le vive premure del provvido e benefico Sovrano, cui i suddetti Stati hanno la fortuna di esser soggetti. Se per altro la Maestà Sua fu sollecita dei convenienti miglioramenti riguardo ad un oggetto connesso coll'ordine pubblico, e cogl'interessi de' suoi sudditi, non fu meno penetrata da quella sincera affezione inverso le istituzioni ecclesiastiche, onde si distinsero mai sempre gli Augusti suoi Predecessori. Aliena quindi da ogni misura governativa, la quale cangiasse il sistema osservato finora di desumere dai libri parrocchiali i documenti legali dello stato civile nei suoi Regii Dominii di terra ferma, ed insiemè persuasa dei particolari vantaggi, di cui è fecondo il metodo di unire in un solo registro la prova materiale di atti interessanti egualmente la Chiesa e lo Stato, rivolse unicamente le sue cure a prendere in proposito gli opportuni concerti colla Sede Apostolica. Il perchè col mezzo del suo Ministro residente in Roma fece presentare alla Santità di Nostro Signore Papa Gregorio XVI un Regolamento, dalla di cui esecuzione autorizzata dalla suprema Potestà ecclesiastica ripromettevasi la Maestà Sua il bramato intento di togliere ogni dubbiezza sul conto dei libri parrocchiali, e della prova da essi desunta dello stato civile dei suoi sudditi.

Tre furono i capi principali delle disposizioni proposte alla Pontificia approvazione. Il primo fu quello di un secondo originale dei Registri parrocchiali di nascita e battesimo, matrimonio e morte, da passarsi in ogni anno al Reale Governo. E qui in nome del Religioso Monarca non si omise di rilevare che un tal metodo, oltr'essere per moltiplici ragioni utilissimo, non dovea riguardarsi come nuovo nei suoi stessi Dominii; giacchè nelle Diocesi della Savoia incominciò ad usarsi fin dal secolo decimosesto, e poscia perfezionato negli anni 1723, 1730, 1773, fu mercè lo zelo dei Vescovi

1836 rimesso in osservanza, ed esattamente eseguito dopo l'occupazione Francese, non senza il comune gradimento in vista dei felici suoi risultati. Ad escludere poi ogni difficoltà che riguardo al progettato sistema potesse insorgere dal canto dei Parrochi, pel timore della diminuzione dei loro emolumenti, ed anche del maggior dispendio nella formazione dei sovra indicati Registri, Sua Maestà non solo assicurò, che la spedizione dei certificati e documenti sarebbe esclusivamente riservata ai Parrochi, e che il suo Regio Governo non farebbe uso all'oggetto anzidetto del secondo originale, se non nel caso d'impossibilità di avere simili atti dall'Archivio della Parrocchia; ma inoltre dichiarò, che le module uniformi dei Registri in discorso verrebbero preparate a spese delle rispettive Comuni, onde i Parrochi, lungi dal soffrire una nuova spesa, sarebbero sgravati anche di quella cui sono stati finora soggetti.

L'altro capo delle disposizioni, di cui si parla, riguardò l'uso della lingua volgare nella formazione dei libri parrocchiali a seconda delle diverse parti degli Stati continentali del Regno di Sardegna. Sul qual particolare la Maestà Sua mentre fece osservare l'opportunità e ragionevolezza della cosa, sia nella considerazione di rendere comune a tutti l'intelligenza dei ripetuti libri, sia per la conformità della lingua usata nei Tribunali laici, ove gli atti desunti dai Registri Parrocchiali si producono sovente, sia eziandio per la più semplice e naturale espressione dei nomi di famiglia, volle pure che la S. Sede fosse informata essersi già in qualche Diocesi della Savoia introdotto dalle Costituzione Sinodali l'uso della lingua Francese nei Registri ed atti più volte accennati, ed in alcuna delle Diocesi del Piemonte essersi adottata la lingua Italiana.

In fine il terzo capo comprese parecchie cautele, e norme, sulle quali il saggio Monarca bramava che fossero in appresso regolati i libri tenuti giusta le leggi della Chiesa dai Parrochi, affine di potere con tutta sicurezza desumerne la prova legale dello stato civile dei suoi sudditi nei Reali Dominii di terra ferma; donde per una felicissima conseguenza risulterebbe, che, conservata l'unità del Registro per gli effetti ecclesiastici e civili, l'adempimento degli atti risguardanti la religione, e quello degli atti che interessano la

società, si prestassero un mutuo appoggio ed una 1836
morale efficacissima guarantigia.

Riferito al S. Padre il tenore del progettato e finquì esposto Regolamento, la Santità Sua sempre propensa ad accogliere con paterno affetto i desiderii, e a secondare le rette intenzioni di S. M. il Re di Sardegna, si degnò commettere l'esame del Regolamento suddetto alla Sacra Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinarii, per quindi deliberare sulla necessità, o convenienza di approvarlo nelle diverse sue parti, ed ingiungerne l'osservanza.

Istituito colla dovuta maturità l'enunciato esame, ebbe primieramente ad avvertirsi, che per una parte non potea esser luogo a discussione sulla ragionevolezza ed utilità in genere di un secondo originale dei Registri parrocchiali di nascita, battesimo, matrimonio e morte; per essere stata già riconosciuta ed autenticata dall'uso e dalla legge ecclesiastica nelle più ben regolate Diocesi dentro e fuori del Regno di Sardegna: e che per l'altra l'indirizzo annuo di tal doppio originale al Governo di Sua Maestà da eseguirsi nel modo e forma che si dirà poco appresso, non avrebbe punto alterato i rapporti dei parrochi colla Vescovile Autorità, da cui continuerebbero eglino a dipendere in ordine agli atti de' quali si ragiona, senza che potessero o dovessero riguardarsi come Ufficiali civili.

Similmente per ciò che spetta all'uso della lingua volgare nell'estensione degli atti da registrarsi nei libri Parrocchiali non potè non riflettersi, che niuna difficoltà era per nascere a cagione della sacra Liturgia, nella quale si credesse indotto un cangiamento di lingua: giacchè la forma degli atti summentovati nulla ha d'intrinsecamente comune coll'amministrazione dei Sagramenti, di cui sono soltanto destinati a far prova.

Per ultimo, ben ponderate le diverse cautele e norme, colle quali desiderava il Monarca di Sardegna che fossero regolati i libri parrocchiali, per assicurare agli atti quivi registrati l'autenticità necessaria agli usi civili; fu d'uopo concludere, che le medesime, nel concorso specialmente di alcune modificazioni ed aggiunte, cui la Sacra Congregazione stimò dover esser luogo, non poteano altrimenti considerarsi come novità e mutazioni sostanziali, ma semplicemente come rettificazioni e miglioramenti estrinseci, tendenti a perfezionare la

1836 forma, tutelare la conservazione, e garantire l'autorità dei ridetti libri a seconda delle circostanze particolari dei luoghi e dei tempi, e delle provvide viste del Governo di Sua Maestà: ciò che si è già osservato non essere certamente alieno dalle intenzioni della Chiesa, e dallo spirito delle sue prescrizioni.

Essendo le cose in questo stato, ed avendo la Sacra Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinarii rassegnato al Trono Pontificio il suo parere, la Santità di Nostro Signore premurosa non meno di dare una nuova prova della paterna sua benevolenza ad un Monarca sì benemerito della Chiesa, e delle istituzioni religiose, che di concorrere coll'esercizio dei suoi sacri poteri al vantaggio spirituale e temporale dei popoli, ha benignamente approvato che sulle norme già proposte dal Reale Governo in un colle modificazioni ed aggiunte in seguito concertate si stabilisse un Regolamento uniforme sull'oggetto dei libri parrocchiali. In pari tempo ha voluto, che per mezzo della medesima Sacra Congregazione fosse un tal Regolamento notificato ai rispettabilissimi Arcivescovi e Vescovi degli Stati continentali di Sua Maestà il Re di Sardegna, onde n'esigano nelle loro Diocesi l'esatta osservanza, dando perciò ai rispettivi Parrochi le istruzioni e gli ordini opportuni.

Articoli del Regolamento.

I. I Registri parrocchiali di nascita e battesimo, di matrimonio, e di morte debbono essere tenuti in modo uniforme in tutti i Dominii continentali di Sua Maestà il Re di Sardegna. A quest'effetto i Parrochi si serviranno dei Registri che loro saranno rimessi dai rispettivi Ordinarii Diocesani, cui a tal uopo il Reale Governo li farà giungere stampati in carta libera a spese delle Comuni. Siffatti registri saranno vidimati dagli Ordinarii medesimi, o dalla loro Curia Ecclesiastica, e dai Prefetti dei Tribunali, o da chi ne fa le veci, ed in essi i Parrochi inscriveranno in doppio registro originale le nascite, i matrimonii, ed i decessi, riempiendo a penna i vacui dei relativi esemplari.

II. Gli atti saranno inscritti sul doppio registro senza interruzione, e senza alcuno spazio: vi si esprimerà non in cifre numeriche, ma con lettere, l'anno,

il mese, il giorno e l'ora dei rispettivi atti di nascita, 1836
matrimonio, e decesso: altrettanto si praticherà, se occorra di notare qualunque altra data nel corpo degli atti suddetti.

III. Ciascun atto sarà sottoscritto dalle parti, o dai dichiaranti, non che dai testimonii, nei casi in cui sono necessarii, e dal Parroco, o dachi ne fa le veci. Se taluno non sapesse, o non potesse scrivere, si farà ciò risultare con apposita dichiarazione.

IV. Nel riempiere a penna i vani non si varanno abbreviazioni; si eviteranno per quanto si può le cancellazioni, e le postille; ed in caso di necessità le prime si faranno in modo, che possa leggersi quanto fu cancellato, e le seconde si porteranno non in margine, ma a piedi dell'atto, ed avanti le sottoscrizioni, dopo le quali non sarà lecito aggiungerne altre.

V. Negli atti succennati non si potrà inserire alcuna cosa, sia per annotazione, sia per qualsivoglia indicazione, oltre ciò che si è prescritto.

VI. I testmonii, che sarà necessario adoperare per i modesimi atti, saranno, per quanto è possibile, scelti fra maschi e maggiori di età.

VII. In fine di ogni anno i registri come sopra formati saranno chiusi, e sottoscritti dal Parroco rispettivo: dentro il mese il Parroco trasmetterà uno dei due registri originali, ed insieme una copia di essi all' Ordinario Diocesano, il quale, conservata la copia nella sua cancelleria, inviera entro il mese successivo l'originale al Prefetto della Provincia. Il Parroco dovrà nella copia attestare di averla collacionata, e di essere conforme all'originale.

VIII. Qualunque persona sarà in circostanza di richiedere alcun estratto di questi registri, dovrà indirezzarsi al Parroco, che glielo spedirà in carta libera secondo la modula contenuta negli esemplari in istampa.

IX. Non sarà lecito di procedere a rettificazione di alcuni degli atti di nascita, matrimonio, o morte, senza che sia presentata la sentenza del Tribunale ecclesiastico, o civile, secondo che le rettificazioni riguarderanno materia di rispettiva loro competenza, colla quale sentenza venga la rettificazione ordinata in contradittorio degli interessati: tale sentenza non potrà in alcun caso nuocere a quelli che non furono nè chiamati nè sentiti.

1836 X. Le sentenze di rettificazione, di cui dovranno presentarsi al Parroco due copie autentiche, verranno da esso unite a ciascun doppio del Registro corrente, ed in fine di esso. Il Parroco farà in margine dell'articolo rettificato menzione della sentenza, colla indicazione del Registro nel quale verrà inserita, senza cancellare, nè variare in alcuna parte l'articolo del medesimo. Qualora il doppio del Registro, che contiene l'articolo da rettificare, già si fosse trasmesso al Prefetto, eguale annotazione ed inserzione farà egli eseguire in detto Registro della sentenza pronunziata dal Tribunale sì civile che ecclesiastico.

XI. Si uniranno pure dal Parroco al Registro corrente le fedi autentiche trasmessegli dal Real Governo in prova della morte di persone domiciliate nella di lui Parrocchia, o della nascita dei loro figli, avvenute entrambe all'estero, all'armata, od a bordo di qualche bastimento. Similmente si unirà copia di dette fedi al fine del doppio del Registro, da rimettersi come si è già indicato; e tanto sull'uno che sugli altri degli stessi Registri si farà menzione delle fedi sovraespresse colla data del giorno in cui il Parroco le avrà ricevute.

XII. Negli atti di nascita si noteranno il giorno, l'ora ed il luogo della nascita e del battesimo, il sesso del neonato, i nomi che gli saranno stati imposti, i nomi, cognomi, la professione, ed il domicilio del padre, e della madre, del padrino, e della madrina.

XIII. Il padre, se intervenga al battesimo, o chi in suo nome si presenterà al Parroco, dovrà indicare la nascita. In mancanza di ambedue sarà indicata da quella persona, da cui il Parroco sarà stato richiesto dell'amministrazione del battesimo.

XIV. Quando non sarà conosciuto il padre in dipendenza di legittimo matrimonio, se non vi sarà espressa dichiarazione del medesimo, non si potrà mai inserire riguardo alla paternità la dichiarazione altrui, nemmeno quella della madre. In ciò per altro che riguarda i matrimonii secreti detti *di coscienza*, e la nascita della prole da essi proveniente, non s'intendono punto innovate le regole vigenti; potrà bensì il Vescovo, quando giudicherà non essere più necessario, che matrimonii siano segreti, ordinare l'inserzione dei loro atti, e delle rispettive nascite nei Registri parrocchiali.

XV. Se la nascita seguirà negli ospedali, ospizii, 1836
carceri, o altre case di ricovero, o di detenzione, il Parroco nella di cui Parrocchia si trovano siffatti stabilimenti, riceverà la dichiarazione che gli verrà fatta a diligenza del Rettore o Preposto dei medesimi.

XVI. Il Parroco, cui venga presentato un neonato esposto, quando non gli consti essere stato già battezzato nelle forme prescritte dalla Chiesa, deve fare risultare negli atti del battesimo il nome che gli sarà imposto, con relazione al processo verbale che dovrà essers fatto dal Sindaco, e la di cui copia dovrà unirsi ai Registri. L'esecuzione però di questi ed altri simili atti non deve mai impedire la sollecita amministrazione del battesimo, nel caso in cui il neonato si trovasse in pericolo di morte.

XVII. Presentandosi dal padre, o dalla madre, al Parroco del loro domicilio l'estratto debitamente legalizzato dell'atto di nascita di un loro figlio accidentalmente nato, e battezzato in altra Parrocchia, si trascriverà da esso nei suoi Registri sotto la data del giorno nel quale il suddetto estratto gli sarà presentato, e si farà menzione sul Registro, o in principio, od in margine dell'atto, della persona che lo avrà presentato, e del giorno della presentazione.

XVIII. Negli atti del matrimonio si esprimerà:

1o. I nomi, cognomi, l'età, il luogo di nascita, ed il domicilio degli sposi.

2o. Se siano figli di famiglia maggiori, o minori.

3o. I nomi, cognomi, ed il domicilio del padre e della madre.

4o. Il consenso dei padri e delle madri, e di quelli che saranno in loro luogo, ove ne consti al Parroco.

5o. Se abbiano preceduto le pubblicazioni secondo le leggi ecclesiastiche, o se siano state dispensate in tutto, o in parte.

6o. Se vi sia intervenuta qualche altra pubblica dispensa canonica pel foro esterno.

7o. I nomi, cognomi, l'età, ed i domicilii dei testimonii, alla cui presenza si sarà celebrato il matrimonio.

XIX. Se il matrimonio avesse a celebrarsi fuori della Parrocchia dello sposo e della sposa, in dipendenza di legittima delegazione, il Parroco, nella di cu

1836 Parrrocchia seguirà tal matrimonio, lo descriverà nel suo Registro, esprimendo da chi sarà stata fatta la delegazione, e dentr'otto giorni dalla celebrazione del matrimonio ne spedirà l'estratto a spese delle parti al Parroco del loro domicilio, il quale lo descriverà sui suoi registri nel modo indicato nell'art. 17, nulla però innovandosi delle regole vigenti, come si avvertì all'art. 14, in quanto ai matrimonii detti *di coscienza.*

XX. Venendo presentata al Parroco da persone che si stabiliscano nella sua Parrocchia la fede debitamente legalizzata del loro matrimonio seguito all'estero giusta i riti della S. Chiesa, dovrà lo stesso Parroco inserirla in fine del Registro corrente uniformandosi a quanto si è prescritto nell'art. 11.

XXI. Non si darà sepoltura che dopo scorse almeno ventiquattro ore dalla morte, e dopo quarantotto se la medesima sia accaduta improvvisamente per causa interna: avuto riguardo in ogni caso ai regolamenti di pulizia, e specialmente a quei che vietano di seppellire coloro, i quali si sospetta esser periti di morte violenta, se non dopo che il Giudice avrà eseguiti gli atti che gl'incombono.

XXII. L'atto di morte esprimerà il nome, cognome, l'éta, la professione e il domicilio del defunto, il nome e cognome del coniuge superstite, se la persona mancata ai vivi era congiunta in matrimonio, o del coniuge predefunto, se era vedova; e per quanto si potrà sapere, i nomi, cognomi, la professione, ed il domicilio del padre e della madre del defunto suddetto, il luogo della sua nascita, e finalmente se la morte sia stata preceduta dall'amministrazione dei Santi Sacramenti, non che il giorno ed il luogo della sepoltura.

XXIII. Si esprimerà eziandio nell'atto il giorno, l'ora, e il luogo del decesso, sulla dichiarazione che ne sarà fatta al Parroco| da due testimonii che verranno pure indicati nell'atto.

XXIV. I decessi, che seguiranno negli spedali, carceri, ed altri luoghi di ricovero, o di detenzione, saranno notati nei Registri dal Parroco, nella di cui Parrocchia trovansi tali stabilimenti, sulla dichiarazione che gli verrà fatta a diligenza dei Rettori o Preposti dei medesimi. Nel caso di morte violenta, o di morte occorsa nelle prigioni e case di arresto, o di esecu-

zione della sentenza di morte, non si farà nei Registri 1836
menzione alcuna di tali circostanze.

XXV. Quanto ai decessi che sieguono nelle Case Religiose, i rispettivi Superiori di esse terranno i Registri nella stessa forma prescritta pei Parrochi, e ne faranno la remissione ingiunta nell'art. 7.

XXVI. Nel caso in cui un neonato per difetto di battesimo, od un adulto cattolico non potesse godere della sepoltura ecclesiastica, il Parroco del luogo n'estenderà l'atto, con tutte le indicazioni prescritte negli articoli 22 e 23, in un Registro distinto dagli altri, e non istampato, sulla dichiarazione che gli verrà fatta dal Capo di casa, e in mancanza di lui da uno della famiglia, ed in difetto di questo, dai vicini di abitazione. Lo stesso si osserverà nella morte di una persona non cattolica in una città, o comunità, in cui l'esercizio della sua religione non fosse tollerato.

XXVII. Qualora occorra una nascita in una delle famiglie contemplate nell'ultimo periodo dell'articolo precedente, sulla dichiarazione che dovrà farsi dal padre, o in mancanza di lui dal capo, o da altro individuo della casa, ed in difetto di questo dai vicini, il Parroco del luogo della nascita n'estenderà l'atto sul registro accennato nell'articolo suddetto con tutte le indicazioni prescritte nell'articolo 12, ad eccezione di quelle relative al battesimo.

Il Parroco dovrà rimettere all'Ordinario Diocesano in un col doppio, e colla copia degli altri Registri, anche due copie da lui certificate conformi all'originale di questo Registro particolare per gli atti di nascita e morte, che avesse estesi nell'anno, a mente del presente articolo, e del precedente, una delle quali copie sarà parimenti dall'Ordinario trasmessa al Prefetto.

Data dalla Segreteria della Sacra Congregazione degli Affari Ecclesiastici Straordinarii, 23 agosto 1836.

1836

89.

Lettre de S. S. Grégoire XVI. à S. M. le Roi de Sardaigne, par la quelle le S. Père transmet à S. M. l'Instruction aux Evêques sur les règles à observer pour les régistres des Paroisses, datée du 24. Août 1836, et Réponse du Roi de Sardaigne du 29. Octobre 1836.

(Traités publics de la Royale Maison de Savoie T. V. p. 95 et 96.)

Gregorius PP. XVI.

Carissime in Christo Fili Noster Salutem et Apostolicam Benedictionem.

Quanto è maggiore il pregio in che abbiamo i desiderii di Vostra Maestà, e quanto più siamo convinti dell'ottimo spirito, da cui sono essi animati, tanto è più vivo l'interesse che prendiamo ad appagarli. Di questo Nostro interesse Ci è pur grato il dare alla Maestà Vostra una nuova riprova nella congiunta Istruzione che, a seconda di quanto Ella Ci fece da qualche tempo richiedere per mezzo di questo suo Ministro, viene nel Nostro nome diretta agli Arcivescovi e Vescovi de' Suoi Dominii di terraferma sul conto dei libri parrocchiali, onde siano in appresso regolati in guisa, che la Maestà Vostra possa con tutta sicurezza desumerne la prova legale dello stato civile dei felici Suoi sudditi. In adempimento delle Nostre intenzioni gli anzidetti Prelati, che tanto si distinguono per la pastorale loro sollecitudine, non ometteranno certamente di darsi la massima premura, affinchè le prescrizioni espresse nell'indicata Istruzione siano con ogni esattezza eseguite nelle rispettive loro Diocesi. Non possiamo poi dubitare della piena osservanza del Regolamento prescritto sul riflesso, che la Maestà Vostra sarà per concorrere all'uopo nella parte che La riguarda con tutto il favore della Regia Sua autorità. Pregando colla più viva effusione del Nostro cuore il Signore, perchè si degni ricolmare la Maestà

Vostra della pienezza dei celesti favori, compartiamo 1836
con affetto veramente paterno alla Sua Augusta Persona, ed a tutta la Reale Famiglia la Nostra Apostolica Benedizione.

Datum Romae apud Sanctam Mariam Maiorem die 24. Augusti anni 1836, Pontificatus Nostri anno sexto.

GREGORIUS PP. XVI.

Réponse de S. M. le Roi de Sardaigne à la Lettre de S. S. Grégoire XVI.

Beatissimo Padre,

Ben viva fu la Nostra soddisfazione al ricevere la veneratissima Lettera di Vostra Santità in data del 24 agosto ultimo passato, ed unitamente ad essa l'Istruzione diretta ai Vescovi conforme à quanto si era fra noi concertato. La Santita Vostra non solo ha favorelamente accolte le Nostre premure intorno al modo, in cui si terrebbero i libri parrochiali, cosichè vi si possa desumere la prova legale dello stato civile de' Nostri dilettissimi Sudditi, ma volle ancora con amorevoli espressioni riconoscere in quelle Nostre brame i veri sentimenti che le avevano inspirate; Ci compiacciamo pertanto d'esprimerle tutta la Nostra gratitudine, e ad accertada, che daremo gli ordini opportune affinchè le disposizioni del Regolamento a tal oggetto relativo siano dai Ministri ed Officiali Nostri pienamente eseguite nella parte che li concerne, del che punto non dubitiano.

Trattando pregando di cuore il Signore perchè conservi lungamente Vostra Santità a beneficio del Mondo Catolico, inchinati al bacio de' Santissimi Piedi, preghiamo ancora la Santita Vostra di compartire a Noi ed alla Reale Nostra Famiglia l'Apostolica Sua Benedizione.

Di Vostra Santita,

Umil^mo^ Dev^mo^ ed obb^mo^ Figlio

Torino, il 29. Octobre 1836.

CARLO ALBERTO.

SOLARO DELLA MARGARITA.

1836

90.

Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. En date du 1. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 148.).

Whereas satisfactory evidence has lately been received by me, from the Government of His Imperial and Royal Highness the Grand Duke of Tuscany, through an official communication of Baron Lederer, the Consul general of His Imperial and Royal Highness in the United States under date of the 6th day of August 1836, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of Tuscany, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures or merchandise imported in the same from the United States or from any foreign country:

Now therefore I Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby *) declare and proclaim that the foreign discriminating duties of tonnage and impost within the United States are and shall be suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grand Dukedom of Tuscany, and the produce, manufactures and merchandise, imported into the United States, in the same, from the said Grand Dukedom, or from any other foreign country; the said suspension to take effect from the 6th day of August 1836, above mentioned, and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States and their cargoes as aforesaid, shall be continued, and no longer.

*) Conformément à l'acte du Congrès du 24. Mai 1828.

Given under my hand, at the city of Washington, 1836
the 1. Septembre 1836 and of the Independence of the United States the 61.

ANDREW JACKSON.

By the President:
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

91.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la nation indienne de Menomonie dans le district de Wisconsin de l'autre part. En date du 3. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. 1837. p. 112.)

Articles of agreement, made and concluded at Cedar Point, on Tox river, near green bay, in the Territory of Wisconsin, this third day of September in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-six between Henry Dodge, Governor of said Territory of Wisconsin, commissioner on the part of the United States, on the one part; and the chiefs and headmen of the Menomonie nation of Indians, of the other part.

Article First. The said Menomonie nation agree to cede to the United States, all of that tract or district of country included within the following boundaries, viz-Beginning at the mouth of Wolf river, and running up and along the same, to a point on the north branch of said river where it crosses the extreme north or rear line of the five hundred thousand acre tract heretofore granted to the New York Indians: thence following the line last mentioned, in a north east wardly direction, three miles: thence in a north wardly course, to the upper forks of Menomonie river, at a point to intersect the boundary line between the Menomonie and Chippewa nation of Indians: thence following the said boundary line last mentioned, in an east wardly direction as define and established by

1836 the treaty of the Little Bute des Mort, in 1827, to the Smooth rock or Sihos-kin-aubie river: thence down the said river to where it empties into Green bay, between the Little and Great Bay de Noquet: thence up and along the west side of Green bay, (and including all the islands therein, not heretofore ceded) to the mouth of Tox river: thence up and along the said Tox river, and along the west side of Winnebago lake (including the islands therein) to the mouth of Tox river, where it empties into said lake: thence up and along said Tox river to the place of beginning (saving and reserving out of the district of country above ceded and described, all that part of the five hundred thousand acre tract, granted by the treaties between the Menomonies and the United States, made on the eighth day of February A. D. 1831, and on the twenty-seventh day of October A. D. 1832, which may be situated within the boundaries herein before described) the quantity of land contained in the tract hereby ceded, being estimated at about four millions of acres.

And the said Menomonie nation do further agree to cede and relinquish to the United States all that tract or district of country lying upon the Wiscansin river, in said Territory; and included within the following boundaries; viz-Beginning at a point upon said Wisconsin river two miles above the grant or privilege heretofore granted by said nation and the United States, to Amable Grignon; thence running up and along said river forty-eight miles in a direct line: and being three miles in width on each side of said river; this tract to contain eight townships or one hundred and eighty-four thousand three hundred and twenty acres of land.

Article Second. In consideration of the cession of the afore said tract of land, the United States agree to pay to said Menomonie nation, at the lower end of Wah-ne-kun-nah lake in their own country, the sum of twenty-three thousand seven hundred and fifty dollars, per annum for the term of twenty years.

The United States further agree to pay and deliver to the said Indians, each and every year during the said term of twenty years, the following articles — Three thousand dollars worth of salt; also the sum of

five hundred dollars, per year, during the same term, 1836
for the purchase of farming utensils, cattle, or implements of husbandry, to be expended under the direction of the superintendent or agent. Also to appoint and pay two blacksmiths to be located at such places as may be designated by the said superintendent or agent, to erect (and supply with the necessary quantity of iron, steel, and tools) two blacksmith shops; during the same term.

The United States shall also pay the just debts of the said Menomonie Indians, agreeably to the shedule hereunto annexed, amounting to the sum of ninety-nine thousand seven hundred and ten dollars and fifty cents.

The sum of one thousand dollars, per annum having been included, by the commissioner in his proposition for the purchase of the above land (which sum was to be applied to the education of the Indian youth); and the said Indians having declared that they were not desirous of appling that sum to the aforesaid purpose; and that they wished to give that amount to their friend and relation Robert Grignon; for valuable services rendered by him to their nation; therefore the United States do agree to pay to the said Robert Grignon, the sum of one thousand dollars each year during the said term of twenty years.

And whereas the said Indians are desirous of making some provision and allowance to their relatives and friends of mixed blood; the United States do further agree to pay the sum of eighty thousand dollars, to be divided among all such persons of mixed blood as the chiefs shall hereafter designate: said sum to be apportioned and divided under the direction of a commissioner to be appointed by the President.

Article Third. The said Menomonie nation do agree to release the United States from all such provisions of the treaty of 1831 and 1832, aforesaid, as requires the payment of farmers, blacksmiths, millers etc. They likewise relinquisch all their right under said treaty to appropriation for education, and to all improvements made or to be made upon their reservation on fox river and Winnebago lake; together with the cattle, farming utensils or other articles furnished or to be furnished to them under said treaty.

1836 Article 4th. The above annuities shall be paid yearly and every year, during the said term, in the month of June or July or as soon thereafter as the amount shall be received; and the said Menomonie nation do agree to remove from the country ceded, within one year after the ratification of this treaty:

This treaty shall be binding and obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the President and Senate of the United States.

Done at Cedar Point, in said territory of Wisconsin this third day of September in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty-six, and in the year of the Independence of the United States the sixty-first.

H. Dodge.

(Suivent les Signatures des chefs des Indiens et des temoins.)

Ratification du Président des Etats-unis (Andrew Jackson).

Whereas a treaty was made and concluded on the 3d day of September 1836 between Henry Dodge, Governor of the Territory of Wisconsin Commissioner on the part of the United States on the one part, and the chiefs and headmen of the Menomonie nation of Indians of the other part, which Treaty is in the words following, to wit:

(Suit le texte du Traité)

Now, therefore, be it known, that I Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered the said treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate as expressed in their resolution of the tenth day of February, one thousand eight hundred and thirty-seven, accept, ratify, and confirm the same, with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate:

After the word, "country" in line 4 of article 2d strike out the words "the sum of twenty-three thousand seven hundred and fifty," and insert the following words in lieu thereof-or at such other place as may

be designated by the President of the United States, 1836
the sum of twenty thousand.

After the word "cents," at the end of the third paragraph of the second article, insert the following words. Provided, always, that no part or portion of said debts shall be paid until the validity and justice of each of them shall have been inquired into by the Superintendent of Indian Affairs, who shall in no instance increase the amount specified in said schedule, hut who shall allow the sum specified, reject it entirely, or reduce it as upon examination and proof may appear just, and if any part of said sum is left after paying said debts so judged to be just, then such surplus shall be paid the said Indians for their own use.

Strike out the fourth paragraph of the second article in the following words: "The sum of one thousand dollars per annum having been included by the commissioner, in his proposition for the purchase of the above land which sum was to be applied to the education of the Indian youth and the said Indians having declared that they were not desirous of applying that sum to the aforesaid purpose, and that they wished to give that amonunt to their friend and relation Robert Grignon, for valuable services rendered by him to their nation therefore, the United States do agree to pay to the said Robert Grignon the sum of one thousand dollars, each year, during the said term of twenty years."

At the end of the second article insert the following proviso: Provided, always, That no person shall be entitled to any part of said fund, unless he is of Indian descent and actually resident within the boundaries described in the first article of this treaty, nor shall any thing be allowed to any such person who may have received any allowance under any previous treaty. The portions of this fund allowed by the commissioner to those half-breeds who are orphans, or poor or incompetent to make a proper use thereof, shall be paid to them in instalments or ortherwise as the President may direct.

At the end of the third article insert the following words. And in consideration of said release and relinquishment, the United States stipulate and agree that the sum of seventy-six thousand dollars shall be

1836 allowed to the said Indians, and this sum shall be invested in some safe stock and the interest thereof as it accrues shall also be so vested until such time as in the judgment of the President, the income of the aggregate sum can be usefully applied to the execution of the provisions in the said fourth article, or to some other purposes beneficial to the said Indians.

In Testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the city of Washington, this fifteenth day of February, one thousand eight hundred and thirty-seven, and of the Independence of the United States the sixty first.

(L. S.) ANDREW JACKSON.

By the President:

JOHN FORSYTH, Secretary of State.

92.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs et notables des Sioux de la tribu indienne des Wa-ha-shaws, conclue le 10. September 1836.

(Acts passed at the second Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 117.)

In a convention held this tenth day of September 1836, between Col. Z. Taylor, Indian Agent, of the United States, and the Chiefs, braves and principal men of the Sioux of Wa-ha-saw's tribe of Indians, it has been represented, that according to the stipulations of the first article of the Treaty of Prairie du Chien, of the 15th July 1830, the country thereby ceded is "to be asigned and alotted under the direction of the President of the United States, to the tribes now living thereon, or to such other tribes as the President may locate thereon for hunting or other purposes," and whereas it is further represented to us, the chiefs, braves and principal men of the tribe

aforesaid, to be desirable that the lands lying between 1836
the State of Missouri and the Missouri river should be attached to, and become a part of said State, and the Indian title thereto be extinguished, but that notwithstanding, as these lands compose a part of the country embraced by the provisions of said first article of the Treaty aforesaid, the stipulations thereof will be strictly observed, until the assent of the Indians interested is given to the proposed measure.

Now we, the chiefs, braves and principal men of the above named tribe of Indians, fully understanding the subject, and well satisfied from the local position of the lands in question that they can never be made available for Indian purposes, and that an attempt to place an Indian population on them must inevitably lead to collisions with the citizens of the United States; and further believing that the extension of the State line in the direction indicated would have a happy effect, by presenting a natural boundary between the whites and Indians; and willing moreover, to give the United States a renewed evidence of our attachment and friendship, do hereby for ourselves and on behalf of our respective tribes (having full power and authority to this effect) forever cede, relinquish, and quit claim to the United States, of all our right, title and interest of whatsoever nature in, and to, the lands lying between the State of Missouri and the Missouri river, and do freely and fully exonerate the United States from any guarantee, condition or limitation, expressed or implied under the Treaty of Prairie du Chien aforesaid or otherwise, as to the intire and absolute disposition of the said lands, fully authorizing the United States to do with the same whatever shall seem expedient or necessary.

In testimony whereof we have hereunto set our hands and seals, the day and year above written.

(Suivent les Signatures de cinq Indiens et de quatre Américains en qualité de témoins.)

As a proof of the continued friendship and liberality of the United States towards the above named tribe of Indians, and as an evidence of the sense entertained for the good will manifested by said tribes to the citizens and government of the United States, as evinced

1836 in the preceding cession or relinquishment, the undersigned agreed on behalf of the United States, to cause said tribes to be furnished with presents to the amount of four hundred Dollars in goods or in money.

In testimony whereof I have hereunto set my hand and seal this 10 day of September 1836.

(L. S.) Z. TAYLOR,
Col. of the U. S. Army and actg. U. S. Indian Agent.

(Ratifiée par le président des Etats-unis (Andrew Jackson), le 15. Février 1837.)

93.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la tribu indienne des Joways and la horde des Sacks et Foxes en Missouri de l'autre part. Conclû et signé le 17. Septembre 1836.

(Acts of the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 119.)

Articles of a treaty, made and concluded at Fort Leavenworth on the Missouri river, between William Clark, Superintendent of Indian affairs, on the part of the United States, of the one part, and the undersigned chiefs, warriors and counsellors of the Joway tribe and the band of Sacks and Foxes (residing west of the State of Missouri), in behalf of their respective tribes, of the other part.

Art. 1. By the first article of the Treaty of Prairie du Chien, held the 15. July 1830, with the confederated tribes of Sacks, Foxes, Joways, Omahaws, Missourias, Ottocs and Sioux, the country ceded to the United States by that Treaty is to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States to the tribes living thereon, or to such other tribes as the President may lokate thereon for hunting and other purposes. And whereas it is further represented to us the chiefs, warriors and coun-

sellors of the Joways and Sack and Fox band afore- 1836
said, to be desirable, that the lands lying between the State of Missouri and the Missouri river should be attached to and become a part of said State, and the Indian title thereto be entirely extinguished; but that notwithstanding, as these lands compose a part of the country embraced by the provisions of said first article of the treaty aforesaid the stipulations thereof will be strictly observed until the assent of the indians interested is given to the proposed measure.

Now we the chiefs, warriors and counsellors of the Joways and Missouri band of Sacks and Foxes, fully understanding the subject and well satisfied from the local position of the lands in question, that they never can be made available for Indian purposes, and that an attempt to place an Indian population on them must inevitably lead to collisions with the citizens of the United States; and further believing that the extension of the State line in the direction indicated would have a happy effect, by presenting a natural boundary between the whites and Indians and willing moreover to give the United States a renewed evidence of our attachment and friendship, do hereby for ourselves and on behalf of our respective tribes (having full power and authority to this effect) forever cede, relinquish and quit claim to the United States all our right, title and interest of whatsoever nature in and to the lands lying between the State of Missouri and the Missouri river; and do freely and fully exonerate the United States from any guarantee, condition or limitation expressed or implied under the Treaty of Prairie du Chien aforesaid or otherwise, as to the entire and absolute disposition of the said lands, fully authorizing the United States to do with the same whatever shall seem expedient or necessary.

As a proof of the continued friendship and liberality of the United States towards the Joways and band of Sacks and Foxes of the Missouri, and as an evidence of the sense entertained for the good will manifested by said tribes to the citizens and government of United States, as evinced in the proceding cession or relinquishment, the undersigned William Clark agrees, on behalf of the United States, to pay as a present to the said Joways and band of Sacks and

1836 Foxes, 7500 Dollars in money, the receipt of which they hereby acknowledge.

Art. 2. As the said tribes of Joways and Sacks and Foxes have applied for a small piece of land, south of the Missouri, for a permanent home, on which they can settle, and request the assistance of the government of the United States to place them in this land, in a situation at least equal to that they now enjoy on the land ceded by them: therefore I. William Clark, Superintendent of Indian affairs do further agree on behalf of the United States, to assign to the Joway tribe and Missouri band of Sacks and Foxes the small strip of land on the south side of the Missouri river, lying between the Kickapoo; northern boundary line and the Grand Nemahar river, and extending from the Missouri back and westwardly with the said Kickapoo line and the Grand Nemahar making 400 sections; to be divided between the said Joways and Missouri band of Sacks and Foxes, the lower half to the Sacks and Foxes, the upper half to the Joways.

Art. 3. The Joways and Missouri band of Sacks and Foxes further agree that they will move and settle on the lands assigned them in the above article, as soon as arrangements can be made by them; and the undersigned William Clark, in behalf of the United States, agrees, that as soon as the above tribes have selected a site for their villages and places for their fields, and moved to them, to erect for the Joways five confortable houses, to enclose and break up for them 200 acres of ground; to furnish them with a former, a blacksmith, schoolmaster and interpreter, as long as the President of the United States may deem proper; to furnish them with such agricultural implements as may be necessary for five years; to furnish them with rations for one year, commencing at the time of their arrival at their new homes; to furnish them with one ferry-boat; to fournish them with 100 cows and calves and 5 bulls, and 100 stock hogs when they require them; to furnish them with a mill, and assist in removing them to the extent of 500 Dollars. And to erect for the Sacks and Foxes 3 confortable houses; to enclose and breack up for them 200 acres of ground; to furnish them with a farmer, blacksmith, schoolmaster and interpreter, as long as

the President of the United States may deem proper; 1836
to furnish them with such agricultural implements as may be necessary for 5 years; to furnish them with rations for one year, commencing at the time of their arrival as their new home to furnish them with one ferry-boat; to furnish them with 100 cows and calves and 5 bulls 100 stock hogs when they require them; to furnish them with a mill; and to assist in removing them to the extent of 400 Dollars.

Art. 4. This treaty shall be obligatory on the tribes, parties hereto, from and after the date hereof, and on the United States from and after its ratification by the government thereof.

Done and signed and sealed at Fort Leavenworth on the Missouri, this 17 day of September 1836 and of the Independence of the United States the 61.

(L. S.) WM. CLARK.

(Suivent les Signatures de 12 Joways et de 15 Sacks and Foxes, et de 12 témoins.)

(Ratifiée par le Président des Etats-Unis (Andrew Jackson) le 15. Février 1837.

94.

Traité de paix et d'amitié entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et l'Empéreur de Marocco, conclu et signé à Meccanez le 16. *Sept.* 1836.

(Ratifiée par le Président Jackson à Washington le 13. Janvier 1837.)

(Acts passed at the 2d session of the 24 Congress of the United States. Washington, 1837. p. 107.)

In the name of God; the merciful and clement!

Emperor's seal

Abd
Errahman
Ibenu Keshum,
whom God
exalt!

Praise be to God!

This is the copy of the Treaty of Peace which we have made with the Americans and written in this

1836 book; affixing thereto our blessed seal, that, with the help of God, it may remain firm forever.

Written at Meccanez, the city of Olives, on the 3d day of the month Jamad el lahhar, in the year of the Hegira 1252 (Corresponding to Sept. 16. A. D. 1836).

Art. 1. We declare that both parties have agreed that this treaty, consisting of twenty-five articles, shall be inserted in this book, and delivered 10 James R. Leib, agent of the United States, and now their resident consul at Tangier, with whose approbation it has been made, and who is duly authorized on their part, to treat with us, concerning all the matters contained therein.

Art. 2. If either of the parties shall be at war with any nation whatever, the other shall not take a commission from the enemy, nor fight ander their colors.

Art. 3. If either of the parties shall be at war with any nation whatever, and take a prize belonging to that nation, and there shall be found on board subjects or effects belonging to either of the parties, the subjects shall be set at liberty, and the effects returned to the owners. And if any goods, belonging to any nation, with whom either of the parties shall be at war, shall be loaded on vessels belonging to the other party, they shall pass free and unmolested, without any attempt being made to take or detain them.

Art. 4. A signal, or pass, shall be given to all vessels belonging to both parties, by which they are to be known when they meet at sea; and if the commander of a ship of war of either party shall have other ships under his convoy, the declaration of the commander shall alone be sufficient to exempt any of them from examination.

Art. 5. If either of the parties shall be at war, and shall meet a vessel at sea belonging to the other, it is agreed, that if an examination is to be made, it shall be done by sending a boat with two or three men only: and if any gun shall be fired, and injury done, without reason, the offending party shall make good all damages.

Art. 6. If any Moor shall bring citizens of the United States, or their effects, to his Majesty, the citizens shall immediately be set at liberty, and the

effects restored; and, in like manner, if any Moor, 1836
not a subject of these dominions, shall make prize of any of the citizens of America or their effects, and bring them into any of the ports of his Majesty, they shall be immediately released, as they will then be considered as under his Majestys protection.

Art. 7. If any vessel of either party, shall put into a port of the other, and have occasion for provisions or other supplies, they shall be furnished without any interruption or molestation.

Art. 8. If any vessel of the United States shall meet with a disaster at sea, and put into one of our ports to repair, she shall be at liberty to land and reload her cargo, without paying any duty whatever.

Art. 9. If any vessel of the United States, shall be cast on shore on any part of our coasts, she shall remain at the disposition of the owners, and no one shall attempt going near her without their approbation, as she is then considered particularly under our protection; and if any vessel of the United States shall be forced to put into our ports by stress of weather, or otherwise she shall not be compelled to land her cargo, but shall remain in tranquillity until the commander shall think proper to proceed on his voyage.

Art. 10. If any vessel of either of the parties shall have an engagement with a vessel belonging to any of the Christian Powers, within gun-schot of the forts of the other, the vessel so engaged, shall be defended and protected as much as possible, until she is in safety: and if any American vessel shall be cast on shore, on the coast of Wadnoon or any coast there about, the people belonging to her, shall be protected and assisted, until by the help of God, they shall be sent to their country.

Art. 11. If we shall be at war with any Christian Power, and any of our vessels sails from the ports of the United States, no vessel belonging to the enemy shall follow, until twenty-four hours after the departure of our vessels: and the same regulation shall be observed towards the American vessels sailing from our ports be their enemies Moors or Christians.

Art. 12. If any ship of war belonging to the United States, shall put into any of ports, she shall not be examined on any pretence whatever, even though

1836 she should have fugitive slaves on board, nor shall the governor or commander of the place compel them to be brought on shore on any pretext, nor require any payment for them.

Art. 13. If a ship of either party shall put into a port of the other, and salute, it shall be returned from the fort with an equal number of guns, not more or less.

Art. 14. The commerce with the United States shall be on the same footing as is the commerce with Spain, or as that with the most favored nation for the time being; and their citizens shall be respected and esteemed, and have full liberty to pass and repass our country and seaports whenever they please, without interruption.

Art. 15. Merchands of both countries shall employ interpreters, and such other persons to assist them in their business, as they shall think proper. No commander of a vessel shall transport his cargo on board another vessel; he shall not be detained in port longer than he may think proper; and all persons employed in loading or unloading goods, or in any other labor whatever, shall be paid at the customary rates, not more and not less.

Art. 16. In case of a war between the parties, the prisoners are not to be made slaves, but to be exchanged one for another, captain, officer for officer and one private man for another, and if there shall prove a deficiency on either side, it shall be made up by the payment of one hundred Mexican dollars for each person wanting. And it is agreed, that all prisoners shall be exchanged in twelve months from the time of their being taken, and that this exchange may be effected by a merchant, or any other person, authorized by either of the parties.

Art. 17 Merchants shall not be compelled to buy or sell any kind of goods but such as they shall think proper: and may buy and sell all sorts of merchandise but such as are prohibited to the other Christian nations.

Art. 18. All goods shall be weighed and examined before they are sent on board; and to avoid all detention of vessels; no examination shall afterwards be made, unless it shall first be proved that contraband

goods have been sent on board; in which case, the 1836
persons who took the contraband goods on board, shall be punished according to the usage and custom of the country, and no other person whatever shall be injured, nor shall the ship or cargo incur any penalty or damage whatever.

Art. 19. No vessel shall be detained in port on any pretence whatever; nor be obliged to take on board any article without the consent of the commander; who shall be at full liberty to agree for the freight of any goods he takes on board.

Art. 20. If any of the citizens of the United States, or any persons under their protection, shall have any dispute with each other, the consul shall decide between the parties; and whenever the consul shall require any aid, or assistance from our Government, to enforce his decisions, it shall be immediately granted to him.

Art. 21. If a citizen of the United States should kill or wound a Moor, or, on the contrary, if a Moor shall kill or wound a citizen of the United States, the law of the country shall take place, and equal justice shall be rendered, the consul assisting at the trial, and if any delinquent shall make his escape, the consul shall not be answerable for him in any manner whatever.

Art. 22. If an American citizen shall die in our country, and no will shall appear, the consul shall take possession of his effects; and if there shall be no consul, the effects shall be deposited in the hands of some person worthy of trust, until the party shall appear who has a right to demand them; but if the heir to the person deceased be present, the property shall be delivered to him without interruption; and if a will shall appear the property shall declare the validity thereof.

Art. 23. The consuls of the United States of America, shall reside in any seaport of our dominions that they shall think proper: and they shall be respected, and enjoy all the privileges which the consuls of any other nation enjoy: and if any of the citizens of the United States shall contract any debts or engagements, the consul shall not be in any manner accountable for them, unless he shall have given a promise in writing for the payment or fulfilling thereof; without which pro-

1836 mise in writing, no application to him for any redress shall be made.

Art. 24. If any differences shall arise by either party infringing on any of the articles of this treaty; peace and harmony shall remain nothwithstanding, in the fullest force, until a friendly application shall be made for an arrangement; and until that application shall be rejected, no appeal shall be made to arms. And if a war shall break out between the parties, nine months shall be granted to all the subjects of both parties, to dispose of their effects and retire with their property. And it is further declared, that whatever indulgence, in trade or otherwise, shall be granted to any of the Christian Powers, the citizens of the United States shall be equally entitled to them.

Art. 25. This treaty shall continue in force, with the help of God, for fifty years; after the expiration of which term, the treaty shall continue to be binding on both parties, until the one shall give twelve months notice to the other, of an intention to abandon it; in which case its operations shall cease at the end of the twelve months.

Consulate of the United States of America.
For the Empire of Marocco.

To all whom it may concern.

Be it known. Whereas the undersigned, James R. Leib, a citizen of the United States of North America, and now their resident consul at Tangier, having been duly appointed commissioner, by letters patent, under the signature of the President and seal of United States of North America bearing date, at the city of Washington, the 4th day of July A. D. 1835, for negotiating and concluding a treaty of peace and friendship between the United States of North America and the Empire at Marocco; I, therefore, James R. Leib, Commissioner as aforesaid, do conclude the foregoing treaty and every article and clause therein contained; reserving the same: nevertheless, for the final ratification of the President of the United States of North America by and with the advice and consent of the Senate:

"and the seal of this consulate, on the first day of October, in the year of our Lord one thousand eight

hundred and thirty-six and of the Independence of 1836
the United States the sixty-first."

JAMES R. LEIB.

95.

Circulaire de M. de Buteniew, Ministre plénipotentiaire de la Russie, adressé au Corps diplomatique à Constantinople, concernant la navigation de la mer noire, en date du 19. Septembre 1836.

(St. Petersburger Zeitung. Januar 1837.)

Bujukdere, den 19. Septbr. 1836.

Im Laufe des Jahres 1831 und namentlich durch eine Mittheilung vom 12. Oct. des genannten Jahres hatte ich die Ehre, auf Befehl meines Hofes die Herren Repräsentanten der fremden Mächte in Konstantinopel von den Anordnungen in Kenntniss zu setzen, welche die Kaiserl. Regierung damals in Bezug auf fremde Schiffe, welche die russischen Ostküsten des schwarzen Meeres besuchen wollen, getroffen hatte, um diese Küsten vor der Einschleppung der Pest zu schützen und den Schleichhandel daselbst zu verhindern. Weil die genannte Gegend hauptsächlich von ottomannischen Schiffen besucht wird, so habe ich nicht unterlassen, gleichzeitig ähnliche Mittheilungen an die hohe Pforte zu richten. Da nun seit der erwähnten Zeit einige Contraventions-Fälle in dieser Beziehung vorgekommen sind, so hat die Kaiserl. Regierung sich genöthigt gesehen, die Macht, welche die strenge Befolgung der bestehenden Verordnungen zu beaufsichtigen hat, zu verstärken und mir deshalb aufgetragen, die früheren Mittheilungen über diesen Gegenstand zu wiederholen. Diesem Befehle gemäss, beeile ich mich, beifolgende Abschrift der darauf bezüglichen Mittheilungen des Kaiserl. Ministeriums zur Kenntniss Ewr. Excellenz zu bringen, und ich bin zugleich so frei, Ihre gütige Vermittlung in Anspruch zu nehmen, damit den Schiffen, welche unter der Flagge Ihrer Regierung die oben genannten

1836 Gegenden des schwarzen Meeres befahren, diejenigen Mittheilungen in dieser Beziehung gemacht werden, die Sie für die zweckmässigsten halten um dadurch die Folgen zu verhindern, die aus einer Verletzung der rücksichtlich des Schleichhandels bestehenden Verordnungen hervorgehen könnten. Genehmigen Sie u. s. w.

(*Incluse.*) *Copie d'une Communication du Ministère de St. Petersbourg à M. de Buteniew à Constantinople, du 19. Juillet* 1836.

St. Petersburg, den 19. Juli 1836.

Ewr. Excellenz ist bekannt, dass die Kais. Regierung vor einigen Jahren eine Verordnung bekannt gemacht hat, wodurch es den fremden Seefahrern, welche das Ostgestade des schwarzen Meeres besuchen wollen, verboten ist, an anderen Orten zu landen, als da, wo sich eine Quarantäne oder ein Zoll-Amt befindet, nämlich zu Anapa und Redut-Kalé. Da es nun vorgekommen ist, dass Schiffe dieses Verbot zu umgehen und unerlaubte Verbindungen mit den Küsten-Bewohnern anzuknüpfen gesucht haben, so sieht sich unser dort kreuzendes Geschwader genöthigt, seine Wachsamkeit und seine Strenge zu verdoppeln, um ähnliche Contraventions-Fälle zu verhindern, und es kommt dabei zuweilen in den Fall, selbst solche Schiffe anzuhalten und zu durchsuchen, die keine schlechte Absicht haben, aber durch ihre zu grosse Annäherung an jene Küste Verdacht erregen. Dergleichen Fälle sind mehr als einmal vorgekommen und haben sich selbst im Laufe des vorigen Jahres wiederholt. Das Kaiserl. Ministerium hat es daher für nothwendig gehalten, auf Mittel zu denken, um Vorfälle dieser Art für die Zukunft zu vermeiden oder wenigstens so selten wie möglich zu machen. In dieser Absicht werden Sie ersucht, die erste sich darbietende Gelegenheit zu ergreifen, um das diplomatische Corps und durch Ihre Kanzlei die fremden Consuln und Kaufleute zu benachrichtigen, dass das eben erwähnte Verbot, welches denselben schon durch Ihre Mittheilung im Jahre 1831 notificirt worden ist, noch immer fortbesteht; dass ein bewaffnetes Geschwader über die Aufrechthaltung desselben wacht, und dass daher Kauffahrteischiffe, die weder nach Anapa, noch nach Redute-Kalé bestimmt

sind, besser thun, sich nicht unnöthigerweise der Küste 1836.
von Abasien zu nähern, wenn sie sich nicht der Unannehmlichkeit, angehalten und durchsucht zu werden, aussetzen wollen.

96.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le frère de To-i-sa, Me-mat-way et Che-quaw-ka-ko, chefs d'une bande de la tribu de Pottawatomie. En date du 20. Septembre 1836.

(Acts passed ed the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 132.)

Articles of a Treaty made and concluded at Chippewanaung in the State of Indiana, between C. Pepper, Commissioner on the part of the United States, and To-i-sa's brother, Me-mat-way et Che-quaw-ka-ko, chiefs and headmen of the Pottawatomie tribe of Indians and their band on the 20 day of September 1836.

(Ce traité est de la même teneur que celui conclû le 5. Août 1836 avec d'autres chefs de la nation indienne de Pottawatomie. La somme à payer par les Etats-unis, stipulée dans le 2d article du présent Traité est de 8000 Dollars.)

Signé: Abel C. Pepper.

Signatures de 6 Indiens et de 6 témoins.

Ratifiée à Washington le 20. Février 1837.

1836

97.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mo-sack, chef d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. En date du 22. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 134.)

Articles of a Treaty made and concluded at Chippewanaung in the State of Indiana between A. C. Pepper, Commissioner on the part of the United States and Mo-sack, chief of the Pottawatomie tribe of Indians and his band, on the 22 September 1836.

(Suit le texte du Traité dont les 6 articles sont de la même teneur que ceux du Traité précédent. La somme stipulée dans l'article 2 à payer par les Etats-unis, est de 3200 Dollars.)

Signé: A. C. Pepper.

Signatures de 6 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 16. Février 1837.)

98.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Chefs des Pottawatomie Indiens du Wabash. En date du 23. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 135.)

Articles of a Treaty made and concluded at Chippe-way-naung in the State of Indiana, on the 23 day of September 1836, *between Abel C. Pepper, Commissioner of the part of the United States, and the chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomie Indians of the Wabash.*

Art. 1. The chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomies of the Wabash hereby cede to the Uni-

ted States all the land belonging to the said tribe in 1836
the State of Indiana and designated in the Treaty of 1832 (between Jonathan Jennings, John W. Davis and Marks Crume, Commissioners of the United States, and the chiefs, and warriors of the Pottawatomies of the State of Indiana and Michigan Territory) as reservations for the use of the following bands, viz:

for the band of Kin-Krash, four sections;
for the band of Che-Chaw-Kose, ten sections;
for the band of Ash-kum and Wee-si-o-nas, sixteen sections;
for the band of We-saw, four sections;
for the band of Mo-ta, four sections;
for the bands of Mi-no-quet, four sections;
in Summa 42 Sections.

Art. 2. In consideration of the cession aforesaid the United States stipulate to pay the above chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomie nation one Dollar and twenty five cents per acre or 33,600 Dollars in specie, on or before the 1. May 1837.

Art. 3. The above-named chiefs, warriors and headmen of the Pottawatomies of the Wabash agree to remove to the country west of the Mississippi river, provided for the Pottawie nation by the United States within two years.

Art. 4. At the request of the above-named chiefs warriors and headmen of the Pottawatomies aforesaid, it is stipulated that after the ratification of this Treaty the United States shall appoint a commissioner, who shall be authorized to pay such debts of said Wabash Pottawatomies as may be proved to his satisfaction to be just, to be deducted from the amount stipulated in the 2d article of this Treaty.

Art. 5. The United States stipulate to provide for the payment of the necessary expenses attending the making and concluding this Treaty.

Art. 6. This Treaty shall be binding upon the parties aforesaid from the date of its ratification by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof etc.

ABEL C. PEPPER, Commissioner.

Signatures de 19 Indiens et de 8 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

1836

99.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes de Sac et de Fox, en date du 27. Septembre 1836.

(Acts passed in the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 123.)

(Cette convention est mot à mot la même que celle conclue le 10. Septembre 1836 entre les Etats-unis et les Sioux de la tribu de Wa-ha-shaw.)

The Superintendent of Indian affairs,
HENRY DODGE.

Signatures de 23 Indiens et 11 témoins.

(Ratifiée à Washington le 15. Février 1837.)

100.

Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sac et Fox. Conclû et signé le 28. Septembre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 141.)

Articles of a Treaty made and entered into at the treaty ground on the right bank of the Mississippi river in the Country of Debuque and Territory of Wisconsin opposite Rock Island, on the 28 *day of September* 1836, *between Henry Dodge, Commissioner on the part of the United States, of the one part, and the confederated tribes of Sac and Fox Indians represented in general council by the undersigned chiefs headmen and warriors of the said tribes, of the other part.*

Whereas by the second article of the Treaty made between the United States and the confederated tribes

of Sac and Fox Indians on the 21 day of September 1836
1832, a reservation of 400 sections of land was made to the Sac and Fox Indians to be laid off under the direction of the President of the United States in conformity to the provisions of said article, and the same having been so subsequently laid out accordingly, and the confederated tribes of Sacs and Foxes being desirous of obtaining additional means of support, and to pay their just creditors, have entered into this Treaty, and make the following cession of land.

Art. 1. The confederated tribes of Sacs and Foxes for the purposes above expressed, and for and in consideration of the stipulations and agreements hereinafter expressed, do hereby cede to the United States forever the said reservation of 400 sections of land as designated in the 2d article of the Treaty made between the United States and the confederated tribes of Sacs and Foxes as the same has been surveyed and laid of by order of the President of the United States.

Art. 2. In consideration of the cession contained in the preceding article, the United States hereby agree as follows, to wit: To pay to the confederated Tribes of the Sac and Fox Indians in the month of June 1837 the sum of thirty thousand Dollars, and for 10 successive years thereafter the sum of 10,000 Dollars each year in specie, to be paid at the treaty ground opposite Rock Island; to pay to the widow and children of Felix St. Urain deceased former Indian agent who was killed by the Indians, the sum of 1000 Dollars; to pay to the following named persons the sums set opposite to their names respectively, being the one half of the amount agreed to be due and owing by the confederated tribes of Sacs and Foxes to their creditors, provided said creditors will wait for the other half until the same can be paid out of their annuities, for which purpose the Sacs and Foxes will set apart the sum of 5000 Dollars each year, beginning in 1838, out of their annuities to be paid upon said debts in the proper proportion until the whole amount is discharged, to wit: to John Campbell 10,000 Dollars, to Jeremiah Smith 640 D., to Stephen Dubois 305 D. 20 Cents, to Nathaniel Knapp 100 D., to S. Warton R. Mc Phearson 250 D., to S. S. Phelps et compg. 4000 D., to Jesse W. Shull 500 D., to

1836 James Jordan 150 D., to John R. Campbell 50 D., to Amos Farrar 100 D., to the owners of the S. Warrior 162 D. 75 Cents, to George Duvenport 2563 D. 50 Cents, to Madame St. Ament 500 D., to Madame Joseph Gunville 500 D., to Madame Le Claire 125 D., to Miss Blondeau 125 D., to Antoine Le Claire 2436 D. 50 Cents, to Francis Labachiere 1167 D. 75 Cents, to Pratte Chouteau et Comp. 20,362 D. 42½ Cents, to Nathaniel Patterson 456 Dollars.

Art. 3. The United States further agree to deliver to the confederated Tribes of Sacs and Foxes 200 horses as near that number as can be procured with the sum of 9341 Dollars to be delivered at the payment of the annuities in the June 1837.

Art. 4. At the special request of the Sac and Fox Indians aforesaid, the United States agree to make the following provision for the benefit and support of seven half-breeds of the Sac and Fox nation, to wit: The United States agree to pay to ..... Wayman for the use and benefit of his half-breed child by a Fox woman named Ni-an-no 1000 Dollars, to Wharton R. Mc Phearson, for thy use and henefit of his half-breed child by To-to-qua, a Fox woman 1000 D., to James Thorn for the use and benefit of his half-breed child by Ka-kee-o-sa-qua, a Fox woman, 1000 D., to Joseph Smart for the use of his half-breed child by Ka-ti-qua, a Fox woman, 1000 D., to Nathan Smith for the use and benefit of his half-breed child by Wa-na-sa, a Sac woman, 1000 D., and to Joseph M. Street, Indian agent, 2000 D. for the use and benefit of two half-breed children, one the child of Ni-wa-ka-kee, a Fox woman by one Mitchell, the other the child of Ni-an-na by Amos Farrar, the 2000 D. to be put at interest, and so much of said interest arising therefrom to be expended for the benefit of the children as said agent shall deem proper and necessary, and when each shall arrive at the age of 20 years, the said agent shall pay to each half-breed 1000 Dollars and any balance of interest remaining in his hands at this time.

Art. 5. At the special request of the said confederated tribes of Sac and Fox Indians it is further agreed by the United States, to pay to Joseph M. Street, their agent 200 Dollars for the use and benefit

of Thompson Connoly deceased to be by said agent 1836
put at interest and expended on the education of said Thompson and James Connly children of said John Connoly deceased.

Art. 6. The said confederated Tribes of Sac and Fox Indians hereby stipulate and agree to remove from off the lands herein in the first article of this Treaty ceded to the United States, by the 1. Novembre next ensuing the date hereof, and in order to prevent any future misunderstanding, it is expressely agreed, and understood that no band or party of the said confederated tribes of Sac and Fox Indians shall plant, fish or hunt on any portion of the country herein ceded after the period just mentioned.

Art. 7. This Treaty shall be obligatory on the contracting parties after it shall be ratified by the President and Senate of the United States.

Done at the treaty ground on the right bank of the Mississippi in Debuque county Wisconsin Territory opposite Rock Island this 20 day of September 1836.

A. Dodge. (seal.)

Signatures of de 20 Indians et 20 témoins.

Acte de ratification du Président des Etats-unis.

Be it known, that I Andrew Jackson, President of the United States of America, having seen and considered this Treaty do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed in their resolution of the 25 day of February 1837, accept, ratify and confirm the same with the following amendments thereto, as expressed in the aforesaid resolution of the Senate:

After the word "Island" in the third line of the 2d article, insert the following words: Or such other place as may be designated by the President of the United States.

After the word "Dollars" in the third line of the 2d article, strike out the residue of said article in the following words: To pay to the following named persons the sums etc. — — — — to Nathaniel Patterson 456 Dollars.

After the word "Dollars" in the third line of the 2d article insert the following in lieu of the words stri-

1836 ke out: And also to pay the sum of 48,458 Dollars 87½ Cents to enable said Indians to pay such debts as may be ascertained by their superintendent to be justly due from them to individuals, and if said debts so ascertained to be just amount to more than said sum, then the same shall be divided among said creditors *pro rata*; and if less, then the over plus to be paid to said Indians for their own use.

The Joway Indians having set up a claim to a part of the lands ceded by this Treaty, it is therefore hereby provided, that the President of the United States shall cause the validity and extent of said claim to be ascertained and upon a relinquishment of said claim to the United States, he shall cause the reasonable and fair value thereof to be paid to said Joway Indians, and the same amount to be deducted from the sum stipulated to be paid to the Sacs and Foxes.

In testimony whereof etc.

Done at the city of Washington, the 27. February 1837 and of the Independence of the United States the 61.

ANDREW JACKSON.

By the President.
JOHN FORSYTH, Secretary of State.

101.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Otoes, Missouries, Omahaw et les bandes Yankton et Santee de la nation indienne des Sioux. En date du 15. Octobre 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 125.)

Articles of a convention entered into and concluded at Bellevue Upper Missouri the 15. October 1836 by and between John Dougherty U. S. Agt for Indian affairs and Joshua Pilcher U. S. Ind. et s. agt. being specially authorized thereof; and

the chiefs, braves, headmen etc. of the Otoes, Missouries, Omahaw and Yankton and Santee bands of Sioux, duly authorized by their respective tribes. 1836

Art. 1. Whereas it has been represented, that according to the stipulations of the first article of the Treaty of Prairie du Chien, of the 15. July 1830, the country thereby ceded is "to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States, to the tribes now living thereon or to such other tribes as the President may locate thereon for hunting and other purposes." And whereas it is further represented to us, the chiefs, braves and principal men of the tribe aforesaid, to be desirable that the lands lying between the State of Missouri and the Missouri river should be attached to and become a part of said State, and the Indian title thereto be entirely extinguished; but that notwithstanding as these lands compose a part of the country embraced by the provisions of said first article of the Treaty aforesaid, the stipulations thereof will be strictly observed until the assent of the Indians interested is given to the proposed measure.

Now we the chiefs, braves and principal men of the Sac and Fox tribes of Indians, fully understanding the subject and well satisfied from the local position of the lands in question, that they can never be made available for Indian purposes, and that an attempt to place an Indian population on them must inevitably lead to collisions with the citizens of the United States; and further believing that the extension of the State line in the direction indicated would have a happy effect, by presenting a natural boundary between the whites and Indians; and willing moreover to give the United States a renewed evidence of our attachment and friendship, do hereby, for ourselves and on behalf of our respective tribes (having full power and authority to this effect) forever cede, relinquish and quit claim to the United States all our right, title and interest of whatsoever nature in and to, the lands lying between the State of Missouri and the Missouri river, and do freely and fully exonerate the United States from any guarantee, condition or limitation, expressed or implied under the Treaty of Prairie du Chien aforesaid or otherwise, as to the entire and absolute dis-

1836 position of the said lands fully authorizing the United States to do with the same whatever shall seem expedient or necessary.

Art. 2. As a proof of the continued friendship and liberality of the United States towards the said Otoes, Missouries, Omahaws and Yankton and Santee bands of Sioux; and as an evidence of the sense entertained for the good will manifested by the said tribes to the citizens and government of the United States, as evinced in the proceding cession and relinquishment; and as some compensation for the great sacrifice made by the several deputations at this particular season by abandoning their fall hunts and travelling several hundred miles to attend this convention the undersigned John Dougherty and Joshua Pilcher agrees on behalf of the United States, to pay as a present to the tribes herein before named the sum of 4520 Dollars in marchandise, the receipt of which they hereby acknowledge having been distributed among them in the following proportions: To the Otoes 1250, to the Missouries 1000, to the Omahaws 1270, to the Yankton and Santee bands of Sioux 1000 Dollars.

Art. 3. In consequence of the removal of the Otoes and Missouries from their former situation on the river Platte to the place selected for them, and of their having to build new habitations last spring at the time which should have been occupied in attending to their crops, it appears that they have failed to such a degree as to make it certain that they will lack the means of subsisting next spring, when it will be necessary for them to commence cultivating the lands now preparing for their use. It is therefore agreed that the said Otoes and Missouries (in addition to the presents hierein before mentioned) shall be furnished at the expense of the United States with 500 bushels of corn to be delivered at their village in the month of April next. And the same causes operating upon the Omahaws, they having also abandoned their former situation and established at the place recommended to them on the Missouri river, and finding it difficult without the aid of ploughs to cultivate land near their village where they would be secure from their enemies it is agreed as a farther proof of the liberality of the government of the United States and its disposition to

advance such tribes in the cultivation of the soil, as may 1836
manifest a disposition to rely on it for the future means of subsistence that they shall have 100 acres of ground broke up and put under a fence near the village so soon as it can be a suitable person employed as farmer to assist and instruct them in cultivating the soil so soon and for such time as the President of the United States may deem proper.

Art. 4. The undersigned chiefs, braves and headmen of the tribes herein before named, feeling sensible of the many acts of Kindness and liberality manifested towards them and their respective tribes by their good friends Joseph Roubadoux sen. and Lucien Fontenelle, during an intercourse of many years; aware of the heavy losses sustained by them at different times by their liberality in extending large credits to them and their people which have never been paid, and which (owing to the impoverished situation of their country and their scanty means of living) never can be; are anxious to evince some evidence of gratitude for such benefits and favors, and compensate the said individuals in some measure for their losses. To this end at the earnest solicitation of said tribes it is agreed that the said Joseph Roubadoux sen. shall have the privilege of selecting three sections of land any where within the ceded territory so soon as the same shall be surveyed, and the said Lucien Fontenelle shall be permitted to select two sections in like manner, which shall be conveyed to them by the United States without cost, whenever the land so selected shall be reported by them, their agents or legal representatives to the register and receiver of the land office of the district in which they lie. It is however distinctly understood that if the President and Senate of the United States should refuse to ratify this and the last preceding article or either of them or any part thereof that such refusal shall in no way affect the relinquishment and cession made by the tribes parties hereto in the first article of this convention.

Art. 5. This convention shall be obligatory on the tribes parties hereto, from and after the date hereof, and on the United States from and after its ratification by the government thereof.

Done, signed and sealed at Bellevue Upper Mis-

1836 souri this fifteenth day of October, one thousand eight hundred and thirty six, and of the Independence of the United States the sixty first.

INO DOUGHERTY, Ind. Agt.
JOSHUA PILCHER, U. S. Ind. S. Agent.

Signatures de 13 Otoes, de 7 Missouries, de 15 Omahaws, de 12 Yankton et Santees et de cinq Américains en qualité de témoins.

La ratification du Président des Etats-unis (Andr. Jackson) est datée du 15. Février 1837 et acompagnée de la condition que la fin du 3me article, savoir les mots: "And that there shall be a suitable person etc." et l'article 4 tout entier seront supprimés.

102.

Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus des Wahpaakootah, Susseton et Hauts-Medawakanton de la nation indienne des Sioux. Signée le 13. Novbr. 1836.

(Acts passed at the 2d Session of the 24 Congress of the United States. Washingt. 1837. p. 137.)

In a convention held this thirtieth day of November 1836 between Lawrence Taliaferro, Indian Agent at St. Peters and the chiefs, braves and principal men of the Wahpaakootah, Susseton and Upper Medawakanton tribes of Sioux Indians, it has been represented, that according to the stipulations of the first article of the Treaty of Prairie du Chien of the 15. July 1830, the country thereby is, to be assigned and allotted etc.

(Le reste est de même teneur que la convention conclue le 15. Octobre 1836 avec d'autres tribus d'Indiens. La somme a payer par les Etats-unis est de 550 Dollars.)

Signé: LAW TALLIAFERRO.

Signatures de 17 Indiens et de 4 témoins.

(Ratifiée à Washington le 18. Février 1837.)

103.

Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. En date de Brighton, le 19. *Novembre* 1836.

(Gesetz-Sammlung für das Königreich Hannover. Jahrg. 1836. 1ste Abtheilung. Nro. 37. Publicirt zu Hannover, den 24. December 1836.)

Wir Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grossbritannien und Irland etc., auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

haben in Erwägung, dass die seit Auflösung der deutschen Reichsverfassung wesentlich veränderten Verhältnisse der Mitglieder der deutschen regierenden Häuser zu ihrem Oberhaupte und nunmehrigen Souverain einer nähern Bestimmung bedürfen;

in Erwägung ferner,

dass die in Gefolge der Einführung des Staats-Grundgesetzes in Unserem Königreiche Hannover angeordneten neuen Einrichtungen im Staatshaushalte eine Revision des Apanagenwesens eben so sehr erfordern, als solche neben anderen wichtigen Bestimmungen auch insbesondere für den Fall unerlässlich erscheint, dass eine Trennung der Krone Hannover von der Grossbritannischen einträte;

beschlossen, nach vorgängiger sorgfältiger Prüfung der älteren Hausverträge und auf der Grundlage derselben ein Königliches Hausgesetz für das Königreich Hannover zu errichten, in demselben unter Berücksichtigung alles Anwendbaren, veraltete Ordnungen aufzuheben, neue Vorschriften an deren Stelle zu setzen und überall künftigen Zweifeln und Irrungen möglichst vorzubeugen.

Wir verordnen daher und zwar, so weit es das Durchlauchtigste Gesammthaus angeht, im Einverständnisse mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge von Braunschweig, auch, so viel die zur ständischen Mitwirkung geeigneten Punkte betrifft, unter verfassungs-

1836 mässiger Zustimmung Unserer getreuen Stände des Königreichs Hannover, wie folgt:

Erstes Capitel.

Vom Königlichen Hause, seinem Oberhaupte und seinen Mitgliedern.

§. 1. Unter dem Namen des Königlichen Hauses wird diejenige Linie des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg verstanden, welche gegenwärtig oder künftig die im Königreiche Hannover regierende ist.

§. 2. Der König ist das Oberhaupt des Königlichen Hauses.

§. 3. Mitglieder des Königlichen Hauses sind:

a. die Königinn, Gemahlinn des Königs;

b. die Königlichen Witwen;

c. alle im Königreiche successionsfähige, nicht regierende Prinzen und Prinzessinnen der Königlich-Hannoverschen Linie, für den Fall aber, dass eine Trennung der Kronen von Grossbritannien und Hannover einträte, nur in so fern als sie ihren Wohnsitz im Königreiche Hannover nehmen und in den Hausverband dieses Königreichs vom Könige aufgenommen sind; übrigens ohne Beeinträchtigung der Successionsrechte der Mitglieder des Gesammthauses;

d. die ebenbürtigen, hausgesetzlich vermählten Gemahlinnen der Prinzen des Königlichen Hauses und die Witwen derselben.

§. 4. Die Prinzessinnen des Königlichen Hauses treten durch ihre standesmässige Vermählung mit einem Gemahle, welcher nicht Mitglied des Hauses ist, aus ihrer Verbindung mit dem Königlichen Hause aus.

§. 5. Der erstgeborne Sohn des Königs führt den Titel Kronprinz und das Prädicat Königliche Hoheit.

Alle übrigen Prinzen des Hauses, welche Königs-Söhne sind, heissen Königliche Prinzen und Königliche Hoheit.

Die Prinzessinnen, welche Töchter des Königs sind, führen denselben Titel.

Eine Ausnahme hiervon findet nur in dem unten bemerkten Falle Statt.

Die Prinzen und Prinzessinnen des Hauses, welche nicht Königliche Prinzen und Prinzessinnen sind, haben das Prädicat Hoheit.

Verstirbt jedoch der erstgeborne Sohn des Königs 1836
bei Lebzeiten des Letztern mit Hinterlassung männlicher Descendenz; so geht der Titel Kronprinz, so wie das Prädicat Königliche Hoheit auf den erstgebornen successionsfähigen Sohn des Kronprinzen über. Gleiches Prädicat sollen indessen alsdann auch die übrigen Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des verstorbenen Kronprinzen, erhalten.

§. 6. Die Königinn, Gemahlinn des Königs, theilt den Königlichen Rang. Ihr folgen die Königlichen Witwen, und zwar unter denselben zuerst die Mutter, dann die Grossmutter des Königs, hierauf andere Königliche Witwen, unter denen die zuletzt verwitwete den Vorzug hat.

Die Rangordnung unter den übrigen Prinzen und Prinzessinnen des Hauses bestimmt sich nach dem nähern Rechte zur Thronfolge.

Streitige Fälle und solche, über welche nichts bestimmt ist, entscheidet der König.

§. 7. Ueber das Wappen, welches die verschiedenen Mitglieder des Hauses zu führen haben, wird, wenn eine Trennung der Kronen Grossbritannien und Hannover eintritt, eine besondere Königliche Verfügung ausgehen.

§. 8. In den Verhältnissen des Königlichen Hauses zu dem Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelschen wird der Senior von beiden regierenden Herren als Haupt des Braunschweig-Lüneburgschen Gesammthauses betrachtet.

Zweites Capitel.

Von den Rechten des Königs als Oberhaupt des Königlichen Hauses.

§. 1. Alle Mitglieder des Königlichen Hauses sind der Staats-Hoheit und der Gerichtsbarkeit des Königs untergeben, und Er übt als Haupt des Hauses eine besondere Aufsicht mit bestimmten Rechten, nach Massgabe dieses Hausgesetzes, über sie aus.

§. 2. Vermöge dieses Aufsichtsrechtes gehen alle für Erhaltung der Ruhe, Ehre, Ordnung und Wohlfahrt des Königlichen Hauses, für sich und in seinen Beziehungen zum Braunschweig-Lüneburgschen Gesammthause, zu ergreifende Massregeln allein vom Könige aus.

1836 §. 3. Es darf aber keine der hausgesetzlichen Bestimmungen, welche das Recht und die Ordnung der Thronfolge angehen, eine Aenderung erleiden, es wäre denn, dass, ausser der den Ständen des Königreichs laut Cap. II. §. 26. des Staats-Grundgesetzes vorbehaltenen Zustimmung, auch sämmtliche Stimm- und Successionsfähige Agnaten, unter Vertretung der noch unmündigen, darin willigten.

§. 4. Eben so wenig wird der König in den für die Mitglieder des Königlichen Hauses ausgesetzten Einnahmen und Nutzungen eine Aenderung zum Nachtheile der Berechtigten verfügen.

§. 5. Alle Rechte des Königs als Oberhaupt des Hauses gehen im Falle einer Regentschaft auf den Regenten über, unter der einzigen Beschränkung, welche im Staats-Grundgesetze Cap. II. §. 23. enthalten ist.

Drittes Capitel.

Vom Thronfolge-Rechte.

§. 1. Die Fähigkeit zur Thronfolge setzt Gemeinschaft des Bluts und die Geburt aus rechtmässiger, ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe voraus.

§. 2. Als ebenbürtig werden diejenigen Ehen betrachtet, welche Mitglieder des Hauses entweder unter sich abschliessen, oder mit Mitgliedern eines andern souverainen Hauses, oder aber mit ebenbürtigen Mitgliedern solcher Häuser, welche laut Art. 14. der deutschen Bundes-Acte den Souverains ebenbürtig sind.

§. 3. Hausgesetzlich geschlossen ist die Ehe, welche von einem Mitgliede des Hauses mit des Königs förmlich ertheilter Einwilligung geschlossen ist.

§. 4. Die Beurtheilung der Frage, ob Gründe, die Einwilligung zu versagen, vorhanden sind oder nicht, steht dem Könige in jedem Falle ausschliesslich zu.

§. 5. Die Einwilligung wird in einer schriftlichen Urkunde ertheilt, welche von dem Könige eigenhändig vollzogen und mit dem Staatssiegel, so wie mit der gewöhnlichen Contrasignatur versehen ist.

§. 6. Eine Ehe, welche ohne förmlich erfolgte Einwilligung des Königs eingegangen ist, überträgt auf die darin erzeugten Kinder weder ein Successionsrecht noch die Befugniss, sich des Ranges, Titels und Wappens des Hauses zu bedienen.

§. 7. Ohnedies sind die Prinzen und Prinzessinnen 1836
des Hauses verbunden, zu den Ehen, welche sie einzugehen beabsichtigen, die Einwilligung des Königs nachzusuchen, welche übrigens bei ebenbürtigen Ehen ohne etwa eintretende besondere Gründe nicht versagt werden wird.

§. 8. Die in den vorstehenden §§. 3—7. enthaltenen Vorschriften haben für beide Linien des Braunschweig-Lüneburgschen Gesammthauses, in Hinsicht auf dessen zum Deutschen Bunde gehörende Besitzungen, unabänderliche Gültigkeit, Kraft des von beiden regierenden Herren unterm 24sten und 19ten October 1831 errichteten und hiedurch seinem ganzen wesentlichen Inhalte nach in das gegenwärtige Gesetz aufgenommenen Familiengesetzes.

§. 9. Wenn der König eine ungleiche Ehe einzugehen beschliessen sollte, so wird Er solche für morganatisch in einer doppelt auszufertigenden Urkunde erklären, welche vom Könige eigenhändig vollzogen, mit der Contrasignatur des Gesammt-Ministerii versehen und in das landesherrliche Archiv, wie in das Archiv der allgemeinen Stände-Versammlung niedergelegt wird.

Viertes Capitel.

Von der Ordnung der Thronfolge.

§. 1. Die Krone des Königreichs Hannover vererbt auf ein einziges Haupt nach dem hausgesetzlichen Grundsatze der Untheilbarkeit und Primogenitur.

§. 2. Sie vererbt im Braunschweig-Lüneburgschen Gesammthause, und zwar zunächst im Mannsstamme der jetzigen Königlichen Gesammtlinie. Die Ordnung der Thronfolge ist die reine Lineal-Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt. Erlischt der Mannsstamm der jetzigen Königlichen Gesammtlinie, so geht die Krone, mit Ausschliessung jeder weiblichen Thronfolge, auf den Mannsstamm der jetzigen Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelschen Linie, und zwar auf den regierenden Herzog über, und kann eine Trennung der solchergestalt wiedervereinigten Gesammtlande des Hauses niemals wieder Statt haben.

§. 3. Ebenmässig geht das Herzogthum Braunschweig, wenn der Mannsstamm der Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelschen Linie früher ausstürbe, mit

1836 Ausschluss jeder weiblichen Thronfolge, auf die Königliche Mannslinie, und zwar auf den regierenden König über, und kann eine abermalige Trennung der wiedervereinigten Gesammtlande niemals wieder Statt haben.

§. 4. Wenn der Fall einträte, dass der Mannsstamm des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg erlöschte, möge nun die Königliche Mannslinie oder die Herzoglich-Braunschweig-Wolfenbüttelsche die zuletzt erlöschende seyn, so geht die Thronfolge, in Gemässheit des ursprünglichen Erb-Lehnbriefes Kaiser Friedrichs II. vom Jahre 1235 auf die weibliche Linie ohne Unterschied des Geschlechts in der Masse über, dass mit Ausschluss jeglicher Regredient-Erbschaft allein die Nähe der Verwandtschaft mit dem zuletzt regierenden Könige, und bei gleichem Verwandtschafts-Grade, das Alter der Linie, und in der Linie das persönliche Alter den Vorzug giebt. Es tritt aber bei der Descendenz des neuen alsdann regierenden Königlichen Hauses sofort mit dem Rechte der Erstgeburt und der Lineal-Erbfolge auch der Vorzug des Mannsstammes wieder ein.

§. 5. Um jeden Zweifel über die Ordnung der Thronfolge unter den jetzt lebenden Mitgliedern des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg zu beseitigen, setzen Wir hiemit, in Uebereinstimmung mit den in diesem und im vorigen Capitel aufgeführten Bestimmungen, noch überdies ausdrücklich fest, dass auf den Fall Unseres, des regierenden Königs, Ablebens ohne successionsfähige männliche Leibes-Erben, die Thronfolge im Königreiche Hannover zunächst auf Unseren Herrn Bruder, den Königlichen Prinzen Ernst August, Herzog von Cumberland, und dessen Mannsstamm vererbt werden; wenn aber auch dieser ausginge, auf Unseren Herrn Bruder, den Königlichen Prinzen August Friedrich, Herzog von Sussex, für seine Person, eventuell aber auf dessen Mannsstamm aus einer etwa künftig einzugehenden ebenbürtigen und hausgesetzlichen Ehe; wenn aber auch dieser Mannsstamm ausginge, auf Unseren Herrn Bruder, den Königlichen Prinzen Adolph Friedrich, Herzog von Cambrigde, und dessen Mannsstamm; wenn endlich auch dieser ausgehen sollte, die Krone an des regierenden Herrn Herzogs Wilhelm von Braunschweig Durchlaucht fallen soll.

§. 6. Die Prinzessinnen des Hauses haben nach 1836
vollendetem sechzehnten Jahre und jedenfalls vor ihrer Vermählung Verzichts-Urkunden auszustellen, in welchen sie für sich und ihre Erben der Staats-Succession bis auf den ledigen Anfall entsagen, nicht minder erklären, dass sie für sich und ihre Erben in Hinsicht auf die Privaterbschaft ein Mehreres nicht in Anspruch nehmen, als ihnen dieses Hausgesetz ausdrücklich zuspricht.

Dieses ausgestellten Verzichtes ist in den Ehepacten der Prinzessinnen zu erwähnen.

Fünftes Capitel.

Von der Volljährigkeit des Thronfolgers und der übrigen Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der Thronfolger ist volljährig, sobald er sein achtzehntes Jahr vollendet hat.

§. 2. Die Volljährigkeit der übrigen Prinzen und Prinzessinnen des Hauses tritt mit dem vollendeten ein und zwanzigsten Jahre ein.

Sechstes Capitel.

Von der Sorge für die Person des Königs zur Zeit einer Regentschaft.

§. 1. Bei der Erziehung des minderjährigen Königs treten die im Capitel II. §. 25. des Staats-Grundgesetzes gegebenen Vorschriften ein.

Dieselben Vorschriften gelten auch für die übrige persönliche Vormundschaft und für die Verwaltung Seines Privatvermögens. Ohne Zustimmung des Regenten unter Beirath des Ministerii darf keine Veränderung in der Substanz desselben vorgenommen werden.

§. 2. Wie von der Aufsicht über die Person des an der Ausübung der Regierung verhinderten Königs durch Capitel II. §. 25. des Staats-Grundgesetzes der Regent stets ausgeschlossen bleibt, so sind zu dieser Aufsicht und Sorge für Seine Person zunächst die Mutter, die Grossmutter, die Gemahlinn und die im Königreiche wohnenden Geschwister des Königs berufen. Wer von ihnen oder auch etwa anderen Mitgliedern des Hauses den Vorzug verdiene, entscheidet ein vom Regenten zu berufender Familienrath sämmtlicher volljähriger Mitglieder des Hauses mit Aus-

1836 schlusse des Regenten, in welchem Familienrathe die stimmführenden Mitglieder des Ministerii Sitz und Stimme haben. Von der getroffenen Entscheidung wird der allgemeinen Stände-Versammlung Kenntniss gegeben.

Jedes volljährige Mitglied des Hauses hat das Recht, auf veränderte Dispositionen und Wiederberufung des Familienrathes zu diesem Zwecke bei der Regentschaft anzutragen.

Siebtes Capitel.

Von der Aufsicht des Königs über die minderjährigen Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der König nimmt Kenntniss von der Erziehung der Prinzen und Prinzessinnen und zieht darüber Berichte ein.

§. 2. Den Prinzen des Hauses steht die Bestellung von Vormündern für ihre Kinder zu, doch behält sich der König die Bestätigung vor. Hat keine Anordnung Statt gefunden, oder ist die Bestätigung versagt, so bestellt der König die Vormundschaft.

§. 3. Die Vormünder haben dem Könige einen Eid auf die gewissenhafte Erfüllung ihrer Verpflichtung zu leisten.

Sie haben jährlich Rechenschaft von der Vermögens-Verwaltung bei dem Ministerio oder der von demselben zu bestimmenden Behörde abzulegen. Ueber die Verwaltung wird an den König Bericht erstattet.

Achtes Capitel.

Von den Verhältnissen der volljährigen Mitglieder des Hauses im Allgemeinen.

§. 1. Die Mitglieder des Königlichen Hauses treten mit ihrer Volljährigkeit in die eigene Verwaltung ihres Privat-Vermögens ein und dürfen ein eigenes Haus bilden.

§. 2. Sie haben dem Könige die Anzeige der Personen zu machen, welche ihren Hofhalt bilden.

§. 3. Der König hat das Recht, in vorkommenden Fällen Vermögens-Curatelen anzuordnen, falls solche nicht bereits testamentarisch eingesetzt sind. Bei der Wahl der Curatoren sollen die nächsten Erben stets zuerst berücksichtigt werden.

§. 4. Kein Mitglied des Hauses darf ohne vorgängige Genehmigung des Königs, in auswärtige Dienste

treten oder seinen Aufenthalt im Auslande nehmen. Eine 1836
Uebertretung dieser Vorschrift hat die Suspension der Apanage des Mitgliedes des Königlichen Hauses zur Folge.

§. 5. Kein Mitglied des Königlichen Hauses kann sich oder seine Familie ohne besondere und ausdrückliche Zustimmung des Königs der Königlichen Hoheit und Gerichtsbarkeit entziehen, auch wenn ihm im Auslande zu wohnen gestattet ist.

Neuntes Capitel.

Vom Gerichtsstande der Mitglieder des Königlichen Hauses.

§. 1. In bürgerlichen Rechtssachen haben bei Real- und Personal-Klagen die Mitglieder des Königlichen Hauses ihren ordentlichen Gerichtsstand in erster Instanz bei der betreffenden Justiz-Canzlei, in zweiter und letzter bei dem Ober-Appellationsgerichte des Königreichs.

Die bei einer Revision der Gerichts-Verfassung laut Cap. III. §. 31. des Staats-Grundgesetzes etwa erforderlichen Abänderungen werden hiebei vorbehalten.

§. 2. Eheliche Zwistigkeiten im Königlichen Hause wird der König beizulegen suchen, oder erforderlichen Falls zur Untersuchung einer eigenen ehegerichtlichen Behörde stellen, deren Urtheil dem Könige zur Bestätigung vorzulegen ist.

§. 3. In Fällen, welche für das peinliche Verfahren geeignet sind, fällt, in so fern sie Mitglieder des Hauses persönlich betreffen und keine Königliche Abolition dazwischen tritt, die Untersuchung einem Familienrathe anheim, welcher zu dem Ende aus denjenigen volljährigen Prinzen des Hauses, bei welchen kein rechtliches Hinderniss obwaltet, und den stimmführenden Mitgliedern des Ministerii gebildet wird, um als oberster Gerichtshof nach den Landesgesetzen zu untersuchen und zu erkennen.

Wenn das in Untersuchung befindliche Mitglied es verlangt, wird der Familienrath durch Mitglieder aus den höchsten Landesgerichten verstärkt.

Der König leitet die Untersuchung persönlich oder durch Vollmacht; Ihm bleibt das Recht der Bestätigung des Urtheils und der Begnadigung.

§. 4. Der Hofstaat und die Dienerschaft der Mit-

1836 glieder des Königlichen Hauses haben denselben Gerichtsstand mit dem Hofstaate und der Dienerschaft des Königs.

Zehntes Capitel.

Von den Staats-Apanagen.

Erster Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen.

§. 1. Die in diesem Apanagen-Gesetze enthaltenen Bestimmungen haben auf die Verhältnisse der jetzt lebenden Mitglieder der Königlichen Gesammtlinie keine Anwendung, ausser in so fern, nach geschehener Trennung der Hannoverschen Krone von der Grossbritannischen, sie oder ihre Nachkommen vermöge einer vom Könige zu vollziehenden Urkunde in den Hausverband des Königreichs Hannover getreten sind.

So oft dieser Fall eintritt und ein Mitglied zu dem Ende seinen Wohnsitz im Königreiche genommen hat, soll ihm dieselbe Einnahme ausgesetzt werden, deren es geniessen würde, wenn die Aufnahme seiner Linie gleich bei der Trennung der Königreiche erfolgt wäre.

Sollte es sich in Zukunft ereignen, dass der König von Hannover zugleich Landesherr eines andern Staates wäre, so sollen die in diesem Gesetze enthaltenen Staats-Apanagen von Neuem, in Erwägung gezogen und nach Massgabe der alsdann eintretenden Verhältnisse, unter verfassungsmässiger Zustimmung der Stände des Königreichs, anderweit geordnet werden. Den auf den Grund des gegenwärtigen Gesetzes alsdann bereits erworbenen oder aus demselben abzuleitenden Rechten der am Leben befindlichen nicht regierenden Mitglieder des Königlichen Hauses darf jedoch in einem solchen Falle kein Eintrag geschehen.

§. 2. Ein Anspruch auf den Genuss derjenigen Einkünfte, welche das Apanagen-Gesetz umfasst, findet allein unter der Bedingung Statt, dass die Ehe, auf welcher er sich gründet, ebenbürtig und hausgesetzlich geschlossen ist.

Eine Prinzessinn, welche eine ungleiche Ehe schliesst, kann weder ein Heirathsgut vom Staate in Anspruch nehmen, noch als Witwe in den Genuss ihres frühern Deputats ohne förmliche Aufnahme wieder eintreten.

§. 3. Paragien sollen auf keine Weise und unter 1836
keinerlei Gestalt im Königreiche aufgerichtet werden, vielmehr dürfen persönliche und erbliche Apanagen, Heirathsgüter und Witthümer nur in Geld, und zwar mit Ausnahme der Mitgaben, in einer Geldrente, nie in liegenden Gründen ertheilt werden, ausser was die Wohnungen angeht, in so fern ihrer ausdrücklich gedacht ist.

§. 4. Die Geldrente ist aus der Staats-Casse zahlbar, in so fern nicht ausdrücklich das Gegentheil bestimmt ist, und wird in gleichen Raten vierteljährlich in Golde, die Pistole zu 5 Thalern gerechnet, pränumerirt.

Die Mitgaben werden in einer Summe ebenfalls aus der Staats-Casse bestritten.

Ebenmässig fallen die Kosten der mit einigen Apanagen verbundenen Wohnungen der Staats-Casse zur Last.

§. 5. Der Betrag dieser Renten kann mit Zustimmung der allgemeinen Stände des Königreichs erhöhet werden.

Eine Verminderung derselben findet nicht Statt, es wäre denn, dass eine unabweindliche Landesnoth ein Anderes erforderte.

§. 6. Keine dieser Geldrenten darf ohne die besondere, nur auf bestimmte Zeit zu ertheilende Bewilligung des Königs ausserhalb des Königreichs verzehrt werden.

§. 7. Apanagen jeder Art können von Gläubigern nur bis zu einem Drittheile ihres Betrages in Anspruch genommen oder zu Gunsten derselben mit Beschlag belegt werden. Auch darf deren lautende Zahlung im Falle des Concurses nicht gehemmt werden.

§. 8. Jedes Mitglied des Hauses hat aus seinen Einkünften zugleich für den Unterhalt seiner Descendenz zu sorgen und darf ihretwegen keine Einkünfte vom Staate in Anspruch nehmen, ausser in so fern dieser Descendenz solche Einkünfte in diesem Apanagen-Gesetze ausdrücklich zugesichert sind.

§. 9. Anderweitige Einkünfte, welche Mitglieder des Königlichen Hauses aus Staatsämtern oder aus besondern Titeln beziehen, werden ihnen nicht auf die Apanage in Abzug gebracht.

1836

Zweiter Abschnitt.

Von den Jahrgeldern und Deputaten der Prinzen und Prinzessinnen.

§. 10. Die Söhne des Königs beziehen vom Zeitpunkte ihrer Volljährigkeit an ein Jahrgeld, und zwar der Kronprinz 30,000 ℛ in Golde, die nachgebornen Söhne jeder 24,000 ℛ in Golde.

Der Kronprinz erhält ausserdem eine seinem Range angemessene meublirte Wohnung und, wenn er sich (zum ersten Male) vermählt, einen Zuschuss von jährlich 10,000 ℛ in Golde, welche jährliche 40,000 ℛ in Golde ihm verbleiben auch für den Fall, dass er durch den Tod seiner Gemahlinn Witwer würde.

Die nachgebornen Söhne des Königs erhalten bei ihrer Vermählung, es finde dieselbe bei Lebzeiten des Königs oder nach dessem Ableben Statt, einen jährlichen Zuschuss von 6000 ℛ in Golde, welcher ihnen lebenslänglich verbleibt, auch nachdem sie mit dem Tode ihres Vaters in eine vererbliche Apanage eingetreten sind. (§. 22.)

§. 11. Die Söhne des Kronprinzen beziehen von ihrer Volljährigkeit an jeder ein Jahrgeld von 20,000 ℛ in Golde.

Gelangt ihr Vater zur Regierung, so erhält der älteste Sohn, als nunmehriger volljähriger Kronprinz, das Kronprinzliche Jahrgeld, und die nachgebornen volljährigen Söhne treten in die Jahrgelder der nachgebornen Söhne des Königs ein.

Gelangt ihr Vater nicht zur Regierung, so erhält der älteste Sohn desselben, als nunmehriger Thronfolger, von seiner Volljährigkeit an, alle dem Kronprinzen laut §. 10 zustehenden Einnahmen und Nutzungen, nebst dem eventuellen jährlichen Zuschusse.

Das Jahrgeld der nachgebornen Söhne des Kronprinzen bleibt aber in diesem letztgedachten Falle unverändert, auch haben sie auf einen jährlichen Zuschuss bei ihrer Vermählung keinen Anspruch.

§. 12. Wenn der Kronprinz vor seinem Vater mit Hinterlassung von minderjährigen Kindern verstirbt, so beziehen diese Minderjährigen ein Jahrgehalt von zusammen 20,000 Thalern in Golde, wenn ihrer eines oder zwei sind, wenn aber mehr als zwei von 30,000 Thlrn. in Golde.

Die Gesammtsumme wird nach Häuptern vertheilt

und je nachdem ein Kind minderjährig verstirbt, oder 1836
in eine Erb-Apanage eintritt (§. 23.) oder als volljährig in ein Jahrgeld (§. 16.), fällt sein Antheil an die Staats-Casse zurück.

Sollten bei der Vertheilung nach Häuptern auf den Antheil einer minderjährigen Tochter des verstorbenen Kronprinzen mehr als 6000 Thaler fallen, so wird das Jahrgeld jeder Tochter auf 6000 Thaler Gold fixirt, und der Ueberschuss den minderjährigen Söhnen zu gleichen Theilen zu Gute gerechnet. Sind keine minderjährige Söhne vorhanden, so tritt in demselben Falle dieselbe Bestimmung, aber erst nach dem Ablaufe von zwei Jahren nach des Vaters Tode ein, und der sich alsdann ergebende Ueberschuss fällt der Staats-Casse anheim.

§. 13. Wenn ein nachgeborner Sohn des Königs vor seinem Vater mit Hinterlassung von Kindern stirbt, so beziehen diese zusammen ein Jahrgeld, welches, wenn eines oder zwei vorhanden sind, in der Hälfte, wenn drei in drei Viertheilen und wenn mehr als drei vorhanden sind, in dem ganzen Jahrgelde besteht, welches ihr verstorbener Vater zu geniessen hatte.

Dieses Jahrgeld wird nach Häuptern vertheilt, und je nachdem ein Kind stirbt, oder wenn die Söhne nach dem Ableben ihres Grossvaters, des Königs, vermöge des Repräsentations-Rechtes zum Genusse vererblicher Apanagen gelangen, so wie auch, wenn die Töchter sich vermählen, fallen die Antheile an die Staats-Casse zurück.

Sollten bei der Vertheilung nach Häuptern mehr als 6000 Thaler Gold auf den Antheil einer Tochter fallen, so tritt die für denselben Fall im 12ten Paragraphen getroffene Bestimmung in Wirksamkeit.

§. 14. Sollte ein Sohn des Kronprinzen früher als sein Vater mit Hinterlassung von Kindern sterben, so wird es mit den Jahrgeldern derselben wie in dem im vorigen §. gedachten Falle gehalten.

§. 15. Jede Tochter des Königs erhält vom Zeitpunkte ihrer Volljährigkeit an ein jährliches Deputat von 6000 Thalern in Golde, welches bei dem Ableben ihres Vaters auf 9000 Thaler in Golde steigt.

Verliert sie minderjährig ihren Vater, so bezieht sie sogleich das Deputat von 6000 Thalern in Golde und nach erreichter Volljährigkeit 9000 Thaler in Golde.

1836 §. 16. Jede Tochter des Kronprinzen (§. 12.) erhält vom Zeitpunkte ihrer Volljährigkeit an ein jährliches Deputat von 4000 Thalern in Golde, welches, wenn ihr Vater als Kronprinz verstirbt, auf 6000 Thaler in Golde steigt.

§. 17. Die übrigen Prinzessinnen des Hauses haben auf kein Deputat Anspruch, und es geht in Absicht ihrer die väterliche Verpflichtung, für die Bedürfnisse der Töchter zu sorgen, auf das Witthum der Mutter über.

§. 18. Falls jedoch eine von diesen mit keinem Deputate versehenen Prinzessinnen des Hauses unvermählt beide Aeltern verlöre, oder wenn das Witthum ihrer Mutter erlöschen sollte, wird ihr, wenn es das Bedürfniss erfordert, auf den Antrag des Königs von der allgemeinen Stände-Versammlung ein ausserordentliches Deputat bewilligt, welches die jährliche Summe von 3000 Thalern in Golde nicht überschreiten darf.

§. 19. Alle Deputate, mit Inbegriff der §. 28. ausgesetzten, fallen bei der Vermählung oder dem Tode der Prinzessinnen an die Staats-Casse zurück.

Dritter Abschnitt.

Von den erblichen Apanagen der Prinzen.

§. 20. Die Apanagen vererben im Mannsstamme, und zwar eine jede allein in der männlichen Descendenz des ersten Erwerbers der Apanage.

Jede Vererbung auf die weibliche Linie und an collaterale Agnaten, die den Prinzen, für welchen die Apanage ursprünglich ausgesetzt ward, nicht zum Stammvater haben, ist ausgeschlossen.

§. 21. Wenn eine Apanage zum ersten Male in den Erbgang kommt, so geht in dem Falle, dass sie auf einen einzigen Sohn oder auf die männlichen Descendenten eines einzigen Sohnes vererbt, nur die Hälfte der usrprünglichen Apanage durch den Erbgang über, die andere Hälfte fällt in die Staats-Casse zurück.

Derselbe Vorbehalt gilt, wenn beim ersten Eintritte der Apanage (§. 22.) der zu apanagirende Prinz schon gestorben ist, aber durch einen einzigen Sohn oder die männlichen Descendenten eines einzigen Sohnes repräsentirt wird.

§. 22. Bei jedem Thronwechsel erhält jeder nach-

geborne Sohn des Königs eine Apanage, die Söhne 1836
eines schon verstorbenen nachgebornen Sohnes aber erben diejenige Apanage, welche ihr Vater bezogen haben würde; in dem im vorigen §. gedachten Falle jedoch nur die Hälfte derselben.

§. 23. Eben so erhält jeder nachgeborne Sohn eines vor seinem Vater, dem Könige, verstorbenen Kronprinzen, bei dem Ableben seines Grossvaters, des Königs, eine Apanage. Auch treten an die Stelle eines vor dem Könige gestorbenen nachgebornen Sohnes seines verstorbenen Kronprinzen die männlichen Nachkommen dieses Sohnes, immer aber unter dem im §. 21. festgesetzten Vorbehalt.

§. 24. Die Apanage für einen jeden nachgebornen Sohn des verstorbenen Königs, so wie für jeden der nachgebornen Söhne eines vor seinem Vater verstorbenen Kronprinzen beträgt 24,000 Thaler in Golde.

§. 25. Sollte durch Unglücksfälle oder den natürlichen Lauf der Dinge das Königliche Haus in Abnahme seiner Mitglieder gerathen, also dass ein Aussterben seines Mannsstammes zu fürchten wäre, so soll demjenigen Prinzen des Hauses, welchen der König dazu bestimmen wird, ein Zuschuss von jährlich 10,000 Thalern in Golde zu seiner Apanage zum Zwecke seiner Vermählung gegeben werden. Dieser Zuschuss geht in den Erbgang über und kommt dabei die Clausel des §. 21. nicht in Anwendung.

Die Bestimmung dieses Paragraphen findet jedoch auf solche Prinzen des Königlichen Hauses, denen eine ursprüngliche Apanage zusteht, keine Anwendung. Zu den Prinzen, welchen eine ursprüngliche Apanage zusteht, sind aber, nach Massgabe der Paragraphen 22. und 23. und des in denselben angezogenen Paragraphen 21., weder zu rechnen die Söhne eines vor dem Könige verstorbenen nachgebornen Sohnes des Königs, noch die nachgebornen Söhne eines vor dem Könige verstorbenen nachgebornen Sohnes seines verstorbenen Kronprinzen.

§. 26. Sollte eine Apanage durch den Erbgang bis unter den Betrag von 3000 Thalern in Golde sinken, so wird dieselbe aus der Staats-Casse bis zu diesem Betrage ergänzt.

§. 27. Mit dem Abgange des letzten männlichen

1836 Descendenten des ersten Erwerbers der Apanage fällt seine Apanage an den Staat zurück.

§. 28. Hinterlässt derselbe unvermählte Töchter, so wird denselben die ganze anheimgefallene Apanage, die dem Vater zukam, als persönliches Deputat ausgesetzt, wenn es aber eine ursprüngliche, noch nicht vererbte Apanage ist, nur die Hälfte. Der Gesammtbetrag des Deputats wird dann in so viele Theile getheilt, als Töchter sind und der Antheil jeder vermählten Tochter zur Staats-Casse gezogen. Ebenmässig fällt dann auch der Antheil der später vermählten Töchter an die Staats-Casse, gleichwie der der unvermählt verstorbenen.

Sobald aber auf einen Antheil mehr als 6000 ℛ Gold fallen, wird, in Uebereinstimmung mit den in den Paragraphen 12, 13 und 14. getroffenen Anordnungen, der Ueberschuss zu der Staats-Casse geschlagen.

Vierter Abschnitt.

Von den Mitgaben.

§. 29. Die Töchter des Königs erhalten bei ihrer Vermählung 50,000 ℛ in Golde als Mitgift, die Töchter des Kronprinzen 40,000 ℛ in Golde.

Verlieren die Töchter des Kronprinzen ihren Vater als Kronprinzen vor ihrer Vermählung, so werden sie den übrigen Enkelinnen des Königs gleichgestellt und erhalten wie diese eine Mitgabe von 20,000 ℛ in Golde.

§. 30. Für die übrigen Prinzessinnen des Königlichen Hauses ist ausnahmsweise in den §. 18. und §. 28. angegebenen Fällen, wenn es das Bedürfniss erfordert, eine Mitgift zu beantragen.

§. 31. Die Mitgift verbleibt der Prinzessinn auch nach Aufhebung der Ehe und geht mit ihr in eine zweite Ehe über; sie vererbt nach ihrem Tode auf ihre Descendenz.

Bei etwaiger Eingehung einer fernern Ehe findet kein Anspruch auf eine anderweite Mitgift Statt.

Wenn die Mitgift bei kinderloser Ehe nach den Bedingungen des Ehevertrages zurückfällt, so fällt sie der Staats-Casse anheim.

Fünfter Abschnitt. 1836

Von den Witthümern.

§. 32. Das Witthum eröffnet sich für die Witwe gleich von dem Ableben ihres Gemahls an; es erlischt mit der Wiedervermählung oder dem Tode der Witwe.

§. 33. Das Witthum der Mutter eines minderjährigen Königs wird während der Dauer der Minderjährigkeit aus der Krondotation, nicht aus der Staats-Casse bestritten.

§. 34. Eine königliche Witwe erhält als Witthum, ausser einer standesmässigen Residenz, jährlich 40,000 ℛ in Golde und zum Behuf der standesmässigen Einrichtung die Aversional-Summe von 10,000 ℛ in Golde.

Die Residenz wird aus der Staats-Casse im baulichen Stande erhalten, kleinere Ausbesserungen, wie sie dem Miether zur Last fallen, trägt die Königliche Witwe.

§. 35. Eine verwitwete Kronprinzessinn erhält als Witthum ausser einer standesmässig eingerichteten und meublirten Wohnung jährlich 20,000 ℛ in Golde.

§. 36. Jede andere Witwe des Hauses bezieht ihr Witthum aus ihrem Eingebrachten und dem Privatvermögen ihres Gemahls. Ausserdem steht ihr der Genuss der Hälfte der Apanagen ihrer leiblichen Kinder zu, so lange diese minderjährig sind.

In so fern diese Einkünfte nicht ausreichen, tritt die im Cap. VII. §. 135. des Staats-Grundgesetzes gegebene Bestimmung ein.

Elftes Capitel.

Von dem Privatvermögen des Königs und der Mitglieder des Hauses.

§. 1. Der König hat die freie Verfügung über sein Privatvermögen, sowohl unter den Lebenden als auf den Todesfall. In so fern der König nicht disponirt hat, fällt dasselbe dem Familien-Fideicommisse zu.

§. 2. Zum Privatvermögen des Königs gehören nicht die im §. 122. des VIIten Capitels des Staats-Grundgesetzes verzeichneten, dem Krongute angehörigen Gegenstände.

Eben so wenig ist die Substanz des Familien-Fideicommisses zum Privatvermögen des Königs zu rechnen.

§. 3. Zum Privatvermögen des Königs gehören

1836 diejenigen beweglichen und unbeweglichen Gegenstände, welche aus Privat-Titeln auf Ihn, einerlei ob vor oder nach dem Regierungsantritte gekommen, oder aus eigenen Ersparungen Ihm erwachsen sind, vorausgesetzt, dass sie nicht schon durch eine frühere Disposition mit dem Krongute oder dem Familien-Fideicommisse vereinigt sind.

Beim Ableben des Königs wird der Betrag der Cap. VII. §. 125. des Staats-Grundgesetzes für den Unterhalt des Königs und der Königlichen Familie jährlich ausgesetzten Capital- und Grund-Renten, vom Anfange des Jahrs bis zum Todestage gezählt, zu der Königlichen Privat-Erbschaft gerechnet, jedoch nach Abzug der bis zu diesem Zeitpuncte zu berechnenden laut §. 130. desselben Capitels auf der Krondotation haftenden Verbindlichkeiten.

Aus der Königlichen Privat-Erbschaft werden die Kosten des Königlichen Leichenbegängnisses bestritten.

§. 4. Der Thronfolger haftet für die Privatverbindlichkeiten seines Vorgängers an der Regierung nur in so fern und in dem Umfange, als er Privaterbe des verstorbenen Königs ist und dieses Privatvermögen zu deren Erfüllung ausreicht.

§. 5. Die Mitglieder des Königlichen Hauses haben freie Verfügung über ihr Privatvermögen, in so fern sie nicht in Absicht ihres Erbvermögens durch besondere Familien-Fideicommisse beschränkt sind.

In so fern sie nicht disponirt haben, kommen die Vorschriften der Landesgesetze bei der Vererbung in Anwendung.

Zwölftes Capitel.

Von dem Familien- und Haus-Fideicommisse.

§. 1. Das Vermögen der bisherigen Königlichen Schatull-Casse soll von der Gültigkeit dieses Hausgesetzes an in ein Familien-Fideicommiss der jetzt regierenden Königlichen Linie übergehen, über dessen Einkünfte dem Könige die freie Disposition zusteht, dessen Substanz aber, wenn auch verändert, doch nicht vermindert, auch mit Schulden nicht beschwert werden darf, so lange der Mannsstamm der jetzigen Königlichen Linie blüht.

§. 2. Im Falle des Ueberganges der Regierung auf den Mannsstamm der jetzigen Herzoglich-Braun-

schweig-Wolfenbüttelschen Linie werden die aus dem 1836
Hausvertrage vom 10ten December 1636 den Erben der jetzigen Königlichen Linie zustehenden Forderungen an den Thronfolger durch Ueberweisung an Obligationen zu der Summe von zwei Millionen Thalern Conventions-Münze aus dem Familien-Fideicommisse getilgt. Die übrige Substanz geht als Fideicommiss auf die dann regierende Linie über, der Genuss der Einkünfte aber, wie bisher, auf den König.

§. 3. Wenn der Mannsstamm des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg erlischt, so fällt das Familien-Fideicommiss zur Hälfte den Erben des letzten Königs aus dem Gesammthause zu, während die andere Hälfte als ein fortan vom Staate unzertrennliches Fideicommiss des im Königreiche Hannover regierenden Hauses auf den Thronfolger übergeht.

Mit diesem Haus-Fideicommisse wird auch die Quote vereinigt, welche der Thronfolger als Miterbe erhält.

Wenn der Thronerbe zugleich der einzige Erbe von weiblicher Linie ist, so geht das ganze Familien-Fideicommiss-Vermögen auf die neue regierende Familie als Haus-Fideicommiss über.

Dreizehntes Capitel.

Von der Gültigkeit des Hausgesetzes.

§. 1. Das Hausgesetz tritt mit seiner Publication durch die Gesetz-Sammlung des Königreichs in Gültigkeit.

§. 2. Von diesem Zeitpunkte an sind alle diesem Hausgesetze entgegenstehende Hausgesetze, Gesetze und Einrichtungen, in so weit sie dieses thun, hiemit aufgehoben.

Wir erklären dieses Hausgesetz für allgemein verbindlich sowohl für die Mitglieder Unseres Hauses, als für alle Einwohner Unseres Königreichs, und ist solches durch die Aufnahme in die Gesetz-Sammlung des Königreichs zu publiciren.

So geschehen Brighton, den neunzehnten November im Jahre Eintausend achthundert sechs und dreissig, Unseres Reichs im Siebten.

WILLIAM R.

OMPTEDA. STRALENHEIM. ALTEN. SCHULTE.

J. C. v. d. WISCH.

1836 *Communication de la part du gouvernement hanovrien aux Etats-généraux du Royaume d'Hanovre qui a precédé à la promulgation de l'Acte ci-dessûs. En date du* 9. *Mai* 1836.

An die löbliche allgemeine Stände-Versammlung des Königreichs.

Seine Majestät der König haben, in Uebereinstimmung mit dem 26sten Paragraphen des zweiten Capitels des Staats-Grundgesetzes, zu beschliessen geruhet, die inneren Verhältnisse des Königlichen Hauses durch die Erlassung eines Königlichen Familienstatutes festzustellen.

Dieses Familienstatut wird, nach Maassgabe desselben Paragraphen der Verfassungs-Urkunde des Königreichs, demnächst seinem ganzen Umfange nach der löblichen allgemeinen Stände-Versammlung mitgetheilt werden, auch soll dasselbe Bestimmungen enthalten, welche zur Beseitigung derjenigen Zweifel gereichen, die hinsichtlich der Erbfolge, insonderheit der weiblichen Linie, etwa eintreten könnten, und somit dem dieserhalb von der löblichen Stände-Versammlung, vermittelst Schreibens vom 18ten März 1833 zu erkennen gegebenen Wunsche ein Genüge leisten.

Zu den wichtigsten Gegenständen der Königlichen Familien-Gesetzgebung gehören die Bestimmungen, welche über die Versorgung der aus ebenbürtiger und hausgesetzlicher Ehe entsprossenen, nicht regierenden Durchlauchtigsten Mitglieder des Königlichen Hauses, sowie über die den verwitweten Königinnen und Kronprinzessinnen auszusetzenden Witthümer getroffen werden müssen.

Dass für Ausgaben der letzteren Art ausreichend Sorge zu tragen sey, beruhet auf dem staatsrechtlichen Herkommen und erfordert die Ehre des regierenden Hauses. Auch unterliegt es keinem Zweifel, dass in einem monarchischen Staate, durch die Einführung der Erbfolge nach dem Rechte der Erstgeburt im Mannsstamme, den Nachgebornen ein vollgültiger Anspruch auf eine angemessene Versorgung erwachsen sey. Es liegt hierin die den Nachgebornen gebührende Schadloshaltung für diejenigen Vortheile, welche ihnen durch eine fortgesetzte Theilung des Stammgutes hätten an-

schweig-Wolfenbüttelschen Linie werden die aus dem 1836
Hausvertrage vom 10ten December 1636 den Erben der jetzigen Königlichen Linie zustehenden Forderungen an den Thronfolger durch Ueberweisung an Obligationen zu der Summe von zwei Millionen Thalern Conventions-Münze aus dem Familien-Fideicommisse getilgt. Die übrige Substanz geht als Fideicommiss auf die dann regierende Linie über, der Genuss der Einkünfte aber, wie bisher, auf den König.

§. 3. Wenn der Mannsstamm des Gesammthauses Braunschweig-Lüneburg erlischt, so fällt das Familien-Fideicommiss zur Hälfte den Erben des letzten Königs aus dem Gesammthause zu, während die andere Hälfte als ein fortan vom Staate unzertrennliches Fideicommiss des im Königreiche Hannover regierenden Hauses auf den Thronfolger übergeht.

Mit diesem Haus-Fideicommisse wird auch die Quote vereinigt, welche der Thronfolger als Miterbe erhält.

Wenn der Thronerbe zugleich der einzige Erbe von weiblicher Linie ist, so geht das ganze Familien-Fideicommiss-Vermögen auf die neue regierende Familie als Haus-Fideicommiss über.

Dreizehntes Capitel.

Von der Gültigkeit des Hausgesetzes.

§. 1. Das Hausgesetz tritt mit seiner Publication durch die Gesetz-Sammlung des Königreichs in Gültigkeit.

§. 2. Von diesem Zeitpunkte an sind alle diesem Hausgesetze entgegenstehende Hausgesetze, Gesetze und Einrichtungen, in so weit sie dieses thun, hiemit aufgehoben.

Wir erklären dieses Hausgesetz für allgemein verbindlich sowohl für die Mitglieder Unseres Hauses, als für alle Einwohner Unseres Königreichs, und ist solches durch die Aufnahme in die Gesetz-Sammlung des Königreichs zu publiciren.

So geschehen Brighton, den neunzehnten November im Jahre Eintausend achthundert sechs und dreissig, Unseres Reichs im Siebten.

WILLIAM R.

OMPTEDA. STRALENHEIM. ALTEN. SCHULTE.
J. C. v. d. WISCH.

1836 ob die Bestimmung der Sustentations-Mittel, Aussteuern und Witthümer in jedem einzelnen Falle besonderem Uebereinkommen mit den Landständen anheimgestellt bleiben solle.

Auf den ersten Blick möchte man vielleicht geneigt seyn, für ein Verfahren der letzteren Art anzuführen, dass es dabei unter übrigens geeigneten Umständen, thunlich seyn werde, mit Berücksichtigung der Anzahl der zu versorgenden Individuen, jedes Mal den Betrag der zu verwilligenden Objecte nach einem richtigern Verhältnisse zu den finanziellen Kräften des Landes zu ermässigen.

Ueberwiegende Gründe haben inzwischen seine Majestät zu der Verfügung bewogen, dass den löblichen Ständen ein allgemeines Apanagen-Reglement vorgelegt und zur Beistimmung empfohlen werden solle.

Zuvörderst stimmt hiemit der in anderen grösseren deutschen Staaten beobachtete Gebrauch und die, bei Einführung des Rechtes der Erstgeburt in dem Durchlauchtigsten Regentenhause gehegte Absicht, welche lediglich wegen der bald nachher eingetretenen Vereinigung der Kronen von Grossbritannien und Hannover nicht zur weiteren Ausführung gekommen ist, überein.

Sodann kann nur auf diese Art eine sich häufig erneuernde, kostspielige und zeitraubende Discussion zwischen Herrn und Ständen vermieden werden, welche möglicherweise durch das Einmischen gegenwärtig völlig ausgeschlossener persönlicher Rücksichten eine unangemessene Richtung nehmen kann.

Und endlich ist das eben berührte Argument für ein entgegengesetztes Verfahren mit Recht nur ein Scheingrund zu nennen, weil eines Theils die Ermässigung der Apanagen nach der Zahl der zu Apanagirenden zu comparativen Unbilligkeiten Veranlassung geben kann, und weil anderen Theils aus dem augenblicklichen Personalbestande des Durchlauchtigsten Hauses nur in den seltensten Fällen auf die eintretenden Veränderungen in demselben mit Sicherheit geschlossen werden mag, bei einer etwa unerwarteten Vermehrung der Zahl der zu versorgenden Individuen aber die Kürzung einer nunmehr die Kräfte des Landes übersteigenden Verwilligung schwerlich jemals stattnehmig seyn würde.

heim fallen können. Die Apanagen müssen demnach 1836
standesmässig seyn, aber sie dürfen auch nicht die Kräfte des Staats übersteigen, damit sie nicht mit dem wesentlichen Zwecke der Primogenitur-Ordnung, dem Zusammenhalten der Substanz des Stammgutes in Widerspruch gerathen.

Diese Grundsätze haben in dem VIIten Capitel der Verfassungs-Urkunde im Allgemeinen Anerkennung gefunden, wenn es daselbst heisst:

§. 134. "Für die Erhaltung der Prinzen und „Prinzessinnen des Königlichen Hauses aus ebenbür„tiger hausgesetzlicher Ehe werden, wenn es demnächst „das Bedürfniss erfordert, namentlich bei eigener Eta„blirung und Vermählung, besondere Apanagen, Ein„richtungs- und Ausstattungskosten ausgesetzt, deren „Betrag auf den Antrag des Königs von der allgemei„nen Stände-Versammlung für einzelne Fälle bewilligt „oder durch ein allgemeines Regulatif festgestellt wird. „Ueber die Art der Vererbung der Apanagen auf die „Nachkommen der Berechtigten, wird das zu erlas„sende Hausgesetz, die näheren unter Beirath der „Stände zu treffenden Bestimmungen enthalten."

§. 135. "Für das standesmässige Auskommen der „verwitweten Königinn und der verwitweten Kron„prinzessinn muss auf den Antrag des Königs und mit „Bewilligung der allgemeinen Stände-Versammlung „Sorge getragen werden."

"Dasselbe soll geschehen bei den Witwen der „Prinzen des Königlichen Hauses, wenn die bewillig„ten Apanagen zu deren standesmässigem Unterhalte „nicht hinreichen."

Seine Majestät der König haben befohlen, in beiden Beziehungen gegenwärtig das Erforderliche an die löbliche allgemeine Stände-Versammlung gelangen zu lassen.

Den Inbegriff der zu diesem Ende nöthig befundenen Anträge enthält der nebengehende Entwurf eines Apanagen-Reglements für das Königliche Haus.

Ueber die demselben zum Grunde liegenden Motive bemerken Wir Folgendes:

Vor allen Dingen hat es darüber einer Entscheidung bedurft, ob es zweckmässig sey, sofort ein für alle Male bei der löblichen Stände-Versammlung ein vollständiges Apanage-Gesetz in Antrag zu bringen,

1836 Das System der Vererbung kann allerdings die nachtheilige Folge haben, dass durch die Zersplitterung der Erbportionen ein unverhältnissmässiges Herabsinken der Apanagen herbeigeführt wird. Ein Mittel hiegegen liegt indess in der unerlässlichen Bestimmung der geringsten Summen, bis zu welchen erforderlichen Falls aus der Staats-Casse eine Beihülfe geleistet werden muss.

Mit dem Systeme der Dotirung jedes einzelnen Mitgliedes des Königlichen Hauses dagegen ist, namentlich in dem Falle der Vermählung mehrerer Prinzen, die Gefahr einer übermässigen Beschwerung der öffentlichen Cassen verbunden, indem die Sorge für den standesmässigen Unterhalt der apanagirten Linien alsdann nicht den Stammälteren derselben, sondern dem Staate zur Last fallen würde, während die Vererbung der Apanagen bei dem überall natürlichen Bestreben, den Abkömmlingen der einzelnen Linien ein ihrer hohen Stellung entsprechendes Einkommen zu sichern, eine dringende Aufforderung zur Bewahrung des Erworbenen und Ersparten in sich begreift. Könnte es daneben eines besonderen Reizes für nachgeborene Prinzen bedürfen, durch eigene persönliche Qualification sich eine ihrer erhabenen Abstammung würdige Bahn zu eröffnen, so würde derselbe am allerwenigsten in der sichern Aussicht auf eine unter allen Umständen erfolgende standesmässige persönliche Versorgung enthalten seyn.

Dem gemeinen Besten wie der Erhaltung des Glanzes des Hauses wird demnach das Vererbungs-System mehr wie ein anderes entsprechen.

Der Sinn dieser Einrichtungen erfordert inzwischen, wie bereits bemerkt worden, zugleich die Anordnung einiger persönlichen Apanagen.

Zunächst tritt dies hinsichtlich der von dem Könige abstammenden Prinzessinnen ein. Wenn sie eine standesmässige eheliche Verbindung eingehen, werden sie durch die ihnen für diesen Fall auszusetzende Mitgift, welche ihnen und ihren Leibeserben verbleibt, völlig abgefunden. Die ihnen bis dahin, oder im Falle der Nichtvermählung, für ihre Lebenszeit beizulegende Sustentation muss daher mit ihrem Ableben, wie mit ihrer Vermählung der Staats-Casse wiederum anheim fallen. Ferner liegt es in der Natur der Sache, dass

Die zweite zu erwägende Vorfrage war, welches 1836
System bei Entwerfung des Apanage-Gesetzes zum Grunde zu legen sey.

Von Paragien in der früher üblichen Bedeutung, das heisst von Ueberweisung von Land und Leuten mit der Territorial-Hoheit über dieselben, konnte verfassungsmässig keine Rede seyn. Paragien im engeren Sinne, welche etwa in der Zutheilung von Grundbesitz ohne völlige Landeshoheit, sey es mit oder ohne Einräumung einiger Hoheits-Rechte hätten bestehen können, sind gleichfalls ausgeschlossen worden, weil sowohl die Einheit der Cassen-Verwaltung hinsichtlich des Domanials als zu besorgende Schwierigkeiten bei der fortschreitenden Gesetzgebung und in der Administration gerechte Bedenken dagegen erregen mussten.

In Betreff der eigentlichen Apanagen aber blieb die Wahl zwischen dem Systeme der Vererbung und dem des Heimfalls derselben zu treffen.

Nach dem Ersteren werden die Linien dotirt und die Apanagen bis dahin in deren Erbgang gebracht, dass sie mit dem Erlöschen der Linien an die Staats-Casse zurückfallen.

Nach dem Letzteren werden die Individuen ausgestattet, jedes nach seinen persönlichen Verhältnissen. Die Apanage haftet lediglich an der Person und kommt nicht in den Erbgang der Linie. Sie fällt mit dem Abgange des Dotirten an die Staats-Casse zurück.

Das System des Heimfalls hat den Vorzug der Einfachheit für sich.

Das System der Vererbung erfordert einige Combination, indem neben den vererblichen eine Anzahl von persönlichen Apanagen immer nicht zu entbehren stehen.

Nach angestellter reiflicher Ueberlegung ist demnach dem Letzteren der Vorzug gegeben worden.

Es ist dasselbe in Deutschland herkömmlich und auch noch jetzt unter den grösseren Bundesstaaten vorherrschend.

Die Schwierigkeit bleibt bei beiden Systemen, dass die Zahl der zu versorgenden Mitglieder des regierenden Hauses sich nicht voraussehen lässt, und diese Schwierigkeit tritt vorzugsweise in Staaten ein, in denen den jüngeren Prinzen der geistliche Stand keine Hülfsquelle darbietet.

1836 Der §. 3. schliesst, in Gemässheit der oben entwickelten Ansicht, Paragien aus.

Die §§. 4 und 5. enthalten das Allgemeine der den löblichen Ständen angesonnenen Verwilligung.

Die Dispositionen der §§. 6 bis 8. werden unstreitig dem Gemeinen Besten entsprechend befunden werden.

Der §. 9. stimmt eben so sehr mit der Billigkeit, als mit dem Begriffe eines feststehenden Apanage-Reglements überein.

Der zweite Abschnitt (Von den Jahrgeldern und Deputaten der Prinzen und Prinzessinnen)
handelt in den Paragraphen 10 bis 19. von den persönlichen Apanagen im Gegensatze mit den vererblichen.

Welche Bewandniss es damit im Allgemeinen hat, ist oben näher ausgeführt worden.

Die Bestimmung des Anfang-Termins der Jahrgelder der Prinzen und Prinzessinnen, Söhne und Töchter des Königs, beruhet auf dem bereits allegirten §. 125. des Staats-Grundgesetzes.

Die Rücksichten, welche bei der Ausmittelung der in Antrag gebrachten Summen obgewaltet haben, sind:

1) Der nothwendige standesmässige Bedarf;

2) Die von dem Durchlauchtigsten Stifter der Primogenitur-Ordnung gehegten und überlieferten Absichten in dieser Hinsicht;

3) Die Analogie anderer deutschen Bundesstaaten.

Da nach dem §. 17. den Prinzessinnen des Hauses, welche nicht Töchter des Königs oder des Kronprinzen sind, in der Regel kein Anspruch auf ein aus der Staats-Casse zu beziehendes Deputat zugestanden werden soll; so wird es der Ehre des Hauses und der Billigkeit gemäss erscheinen, wenn im §. 18. das *minimum* einer ausserordentlichen Verwilligung für den Fall beantragt wird, dass eine solche Prinzessinn im unvermählten Stande beide Aeltern verliert und daneben eines Jahrgehaltes wirklich bedarf.

In dem dritten Abschnitte §§. 20 bis 28. ist das System der erblichen Apanagen entwickelt und zur Anwendung gebracht.

Der §. 20. schliesst jede Vererbung der Apanagen in der weiblichen Descendenz und in der Seitenlinie des zuerst Berechtigten aus.

die Witthümer der Witwe des Königs und der des 1836
Kronprinzen, mit deren anderweiten Vermählung oder mit ihrem Ableben, zu Gunsten der öffentlichen Cassen cessiren.

Ein besonderes Verhältniss tritt in dieser Beziehung hinsichtlich des Kronprinzen ein. Sämmtliche Prinzen, welche Descendenten des Königs sind, gehören, so lange der König lebt, nicht in die Cathegorie der Apanagirten. Während der Minderjährigkeit der Söhne des Königs empfangen sie, nach Massgabe des §. 125. des Staats-Grundgesetzes ihren Unterhalt aus den Revenüen der Krondotation. Von dem Zeitpuncte ihrer Volljährigkeit an, welche unter Vorbehalt der staatsgrundgesetzlichen Regierungs-Majorennität, nach der Absicht Sr. Majestät des Königs mit Vollendung des 21sten Lebensjahres eintreten soll, wird den Söhnen des Königs, so wie deren bei Lebzeiten des Königs verwaiseten Descendenten durch das Hausgesetz eine Sustentation aus den Staats-Cassen beizulegen seyn. Weil sie aber, wie oben bemerkt worden, nicht apanagirte Prinzen sind, so bekommt diese Sustentation allererst mit dem Ableben des Königs die Natur einer erblichen Apanage, indem Erbapanagen nicht früher für die Descendenten des Königs vorhanden sind, als bis des Königs Söhne zu Brüdern des Ihm in der Regierung folgenden Königs werden. Da nun der Kronprinz in diese Lage niemals kommen kann, so ergiebt sich von selbst, dass die ihm beizulegende Sustentation jederzeit als eine persönliche betrachtet werden muss, wie denn eben dies auch in Betreff des, an die Stelle des vor dem Könige verstorbenen Kronprinzen tretenden Prinzen der Fall seyn wird.

Nach der Voraussendung dieser allgemeinen Sätze wird es zu den einzelnen Paragraphen des Entwurfs nur weniger Bemerkungen bedürfen.

In dem ersten Abschnitte (Allgemeine Bestimmungen) enthält

Der §. 1. eine transitorische Anordnung, welche auf den etwa eintretenden Fall einer Trennung der Kronen von Hannover und Grossbritannien Beziehung hat. Sie kann für das Königreich Hannover von erheblichem Werthe seyn.

Der §. 2. setzt die subjectiven Erfordernisse eines Anspruchs auf Apanage und Heirathsgut fest.

1836 aus den Staats-Cassen erfolgen müsse, nachdem die Möglichkeit der einseitigen Verwilligung aus dem Domanial-Vermögen hinweggefallen ist.

In dem fünften und letzten Abschnitte §. 33 bis 36. von den Witthümern, wird deren Festsetzung lediglich zu Gunsten der Königinn und der Kronprinzessinn in Antrag gebracht, auch daneben §. 33. bestimmt, dass das Witthum eines minderjährigen Königs während der Minderjährigkeit aus der Krondotation bestritten werden solle.

Dass den übrigen Witwen des Königlichen Hauses durch den zweiten Satz des §. 36. der Genuss der Hälfte der Apanagen ihrer leiblichen Kinder, so lange diese minderjährig sind, zugesichert werden soll, dürfte kein Bedenken finden.

Hinsichtlich der letztgedachten Witwen wird im Uebrigen im Falle des Bedürfnisses der des Endes am Schluss des §. 36. allegirte §. 135. des Staats-Grundgesetzes die nöthige Aushülfe an die Hand geben müssen.

Wir bezeugen der löblichen allgemeinen Stände-Versammlung Unsere besondere Dienstgeflissenheit.

Hannover, den 9. Mai 1836.

Der Vice-König und das Königliche Cabinets-Ministerium.

ADOLPHUS.

STRALENHEIM. ALTEN. SCHULTE. J. C. v. d. WISCH.

Auch hat es angemessen geschienen, in dem §. 21. 1836
das, namentlich in dem Königlich Würtembergschen Hausgesetze adoptirte Princip aufzunehmen, nach welchem eine Apanage, wenn sie zum ersten Male in den Erbgang kommt und auf einen einzigen Sohn oder auf die männlichen Descendenten eines einzigen Sohnes übergeht, nur zur Hälfte vererbt wird, während die andere Hälfte der Staats-Casse verbleibt.

Hinsichslich der in dem §. 24. beantragten Summe sind abermals die oben berührten Rücksichten zur Richtschnur genommen worden.

Die Disposition des §. 25. wird sich durch die Wichtigkeit ihres Zweckes genügend rechtfertigen.

Der §. 26. enthält das unumgängliche Correctiv gegen die oben erwähnte, bei dem angenommenen Systeme mögliche, zu grosse Verringerung der Apanagen.

Die an sich gewiss nicht unbillige Bestimmung des §. 28. zu Gunsten der unvermählten Töchter des letzten männlichen Descendenten einer apanagirten Linie, ist insofern nicht als eine Ausnahme von der durch den §. 20. festgesetzten Regel zu betrachten, als die Einnahme, welche ihnen hier zugesichert wird, zugleich die Natur einer erblichen Apanage mit der eines persönlichen Deputates vertauschen soll.

In Beziehung auf den vierten Abschnitt, welcher in den §§. 29 bis 31. von den Mitgaben handelt, und die Ertheilung derselben, mit zwei, für sich selbst redenden Ausnahmen, auf die sich vermählenden Töchter und Enkelinnen des Königs beschränkt, wird es nicht erst der Bemerkung bedürfen, dass unter den Töchtern und Enkelinnen des Königs im §. 29. des Reglements sowohl die, des regierenden, als die eines schon mit Tode abgegangenen Landesherrn verstanden werden müssen.

Was den Betrag der Mitgiften anbetrifft; so verdient nur erwähnt zu werden, dass die vor dem Jahre 1816 behuf Dotirung der Töchter des Königs von den Landschaften der alten Provinzen des Königreiches verfassungsmässig eingezahlten Summen in den vorgekommenen einzelnen Fällen sich auf mehr, als 50,000 ℛ Cassen-Münze belaufen haben. Auch wird es mit Recht nicht in Zweifel gezogen werden können, dass eine angemessene Aussteuer für die Enkelinnen des Königs

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Streifen, gewebte, durchwirkte und gestickte, mit aufgeklebten Mustern und Besätzen, mit ächtem und unächtem Gold und Silber, ausser den besonders benannten	vom Pfund	2	—
do. Tücher der Art, ausgenommen die besonders benannten	do.	2	50
Anmerkungen.			
1) Nanking und alle Arten von gedruckten Artikeln, undurchsichtige, halbdurchsichtige und durchsichtige, mit Ausnahme der besonders benannten, bleiben verboten.			
2) Auf Türkische Waaren, welche bis jetzt verboten oder nicht benannt sind, werden obige Tarifssätze ebenfalls angewendet.			
3) Wegen öfters vorfallender Zweifel: Ob weisse Baumwollenwaaren, besonders gestreifte, gewürfelte und anders figurirte, als undurchsichtige oder halbdurchsichtige anzunehmen sind; und bei dem grossen Unterschiede der dafür bestehenden Zollsätze, wird bestimmt, dass von dergleichen Waaren, wovon die undurchsichtigen mit 70 Kop., und halbdurchsichtige und durchsichtige mit 2 Rub. 20 Kop. Silber das Pfund belegt sind, diejenigen als undurchsichtig angesehen werden, welche im Pfund $9\frac{3}{4}$ Quadratarschinen, und weniger, enthalten; im Zweifelsfall aber solche, welche im Pfund mehr als $9\frac{3}{4}$, und nicht mehr als $12\frac{1}{2}$ Quadratarschinen halten, statt 2 Rub. 20 Kop., nur 1 Rub. 40 Kop. Silber fürs Pfund zu bezahlen haben. Da-			

104.

Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la denomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie, ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. En date du 6/18. Décembre 1836.

(Publication officielle à St. Petersbourg.)

Verzeichniss

der ausländischen Waaren, deren Einfuhr erlaubt, und solcher, von welchen der Zollsatz vermindert oder verändert wird.

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Angeln, zum Fischfang, in Spatzierstöcken und allerlei	vom Pfund	—	80
Baumwollene Waaren, baumwollene oder halbbaumwollene, auch mit Hanf oder Flachs vermischte, undurchsichtige:			
do. Tücher, weisse, mitkalene, perkalene und kalinkorene	do.	1	50
do. Strümpfe und Nachtmützen, farbige und bunte	do.	—	70
do. Dergleichen gestickte	do.	1	—
do. Zeuge und Waaren, einfarbige, gefärbte und gestickte, mit Ausnahme der besonders benannten	do.	1	50
do. Dergleichen Tücher, mit Ausnahme der besonders benannten . . .	do.	2	—
do. Zeuge und Waaren, bunte und mit farbigen Mustern, Punkten und			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Elfenbein und Mammutknochen, geraspelt	vom Pud	2	—
do. in Täfelchen für Maler . . .	do.	3	—
Eingekochte Sachen: Allerlei Früchte, in Zuckersyrop oder Honigsyrop eingemacht, und Fruchtsyrop . .	vom Pfund	—	50
do. Obstsaft mit Zucker gesotten (pastila), von Kirschen, Pflaumen und andern Früchten	do.	—	40
do. Kirschen, dicht eingekochte, ohne Zucker	do.	—	15
Emailgemälde — ausgenommen Heiligenbilder und auf Geschirr angebrachte, welche verboten bleiben —	. . . . .	zollf.	
Farben, allerlei Miniaturfarben, in hölzernen Kästchen, mit Verzierungen, so wie in blechernen, von Papier-maché und anderen dergleichen, mit den Kästchen	vom Pfund	1	—
Fischbein	do.	—	5
do. gereinigtes	do.	—	25
do. verarbeitetes, ausser dem besonders benannten	do.	1	—
Frauenglas oder Marienglas . .	do.	—	60
Früchte: Aepfel und Birnen, frische	in Fässern v. zwei Ankern	—	75
Galgantwurzel, gestossen . . .	vom Pud	2	—
Gartengewächse: Kartoffeln, zur See	v. Tschetw.	—	50
Anmerkung. Zu Lande bleibt die Einfuhr zollfrei.			
Getränke: Cider-, Aepfel- und Birnenwein	vom Oxhof Handelsm.	36	—
do. in Flaschen	v. d. Flasche	—	40
Geschirr: Irdenes, allerhand, weisses und einfarbiges, ohne Gold und Silber, ohne Malerei und Kanten .	vom Pud	4	—
do. Fayancenes und Irdenes, mit Ver-			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
goldung, Versilberung, Malerei und mit Kanten, verschiedenfarbigen Basreliefs, so wie bedrucktes und allerlei buntes	vom Pud	10	—
Glasetten, allerhand	vom Pfund	8	—
Glasflüsse, Glasschmelz (Stekliarus) und Rassade (bisser) an Verarbeitungen; auch Geldbeutel und Strickbeutel von denselben Materialien	do.	2	50
Anmerkung. Gefasste bleiben verboten.			
Granaten, ächte und künstliche, in allerlei Arbeit, ausser den besonders benannten	do.	1	50
Anmerkung. Gefasste Granaten bleiben verboten.			
Gummi, elastisches, Federharz in Stücken und Blasen oder Flaschen	vom Pud	—	50
Handschuhe, baumwollene und halbbaumwollene, mit Leinen und Hanfgarn, weisse, farbige und bunte, gewebte und gewirkte	vom Pfund	—	70
do. dergleichen, ausgenähte (gestickte)	do.	1	—
do. leinene und hänfene, weisse, farbige und bunte	do.	1	—
do. dergleichen, ausgenähte . . .	do.	1	50
do. seidene, halbseidene und mit Seide melirte, weisse, gewebte und gewirkte	do.	4	—
do. dergleichen, farbige und bunte	do.	5	—
do. dergleichen, ausgenähte . . .	do.	6	—
Anmerkung. Handschuhe von Sämisch Leder bleiben verboten.			
Häringe, gesalzene, Englische und Schottische	vom Fass v. neun Pud	1	20
Indigo, (blaue Farbe) von Guatimala,			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber.	
		Rub.	Kop.
Indigo in Täfelchen, Platt-Indigo und Lauro oder Curaçao, gerieben	vom Pud	5	—
Ingber, geschabt und gestossen .	do.	3	—
Käse	do.	4	—
Caffee- und Pfeffermühlen . .	vom Pfund	—	80
Cacaobohnen, auf jede Art zubereitet	do.	1	—
Kissen, wohlriechende aus Seidenzeug	do.	2	—
Knochen, allerlei ordinäre, geraspelt.	vom Pud	1	50
Confecte oder Zuckerwerk; desgleichen allerlei überzuckerte, oder in Zucker gesottene Früchte, Wurzeln, Rinden, Blätter, Saamenkörner und Blumen	vom Pfund	—	80
Corallen, ächte in jeder Arbeit und gepulvert, ausser den besonders benannten	do.	4	—
do. unächte, oder Glascorallen in jeder Arbeit, ausgenommen die besonders benannten	do.	4	—
Anmerkung. Gefasste Corallen, ächte sowohl als unächte, bleiben verboten.			
Korkholz, unverarbeitet	. . . . .	zollf.	
Krebsaugen, Krebssteine, gestossene	vom Pud	2	—
Kreide	v. Berkowez	1	—
Leder, Hirschleder verarbeitet . .	vom Pfund	3	—
Lein und Hanfwaaren; Schnupftücher, leinene weisse, mit und ohne Kanten, ausser den besonders benannten	do.	1	80
do. Leinwand, weisse leinene und hänfene, ausgenommen besonders benannte, so wie auch dergleichen mit Baumwolle vermischte	do.	1	50

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Lein- und Hanfwaaren, gefärbte, einfarbige und bunt gewebte, gewirkte und ausgenähte (gestickte), mit Ausnahme der besonders benannten	vom Pfund	6	—
do. Tücher	do.	8	—
do. Tischtücher, Servietten und Handtücher, leinene und mit Baumwolle vermischte, weisse, farbige und bunte, gewebte und gewirkte	do.	2	—
do. Strümpfe und Nachtmützen, leinene und hänfene, weisse, einfarbige und bunte	do.	1	—
do. dergleichen ausgenäht (gestickt)	do.	1	50
Anmerkung. Alle Arten bedruckter Lein- und Hanffabrikate, ausser den besonders benannten, bleiben verboten.			
Makaroni oder Nudeln, allerlei .	vom Pud	4	—
Mandelkleie	do.	1	50
Mandelteig	vom Pfund	—	80
Marmor und Porphyr, verarbeitet, ohne Verzierungen von Bronze und dergleichen	vom Pud	1	—
Masken, allerlei	vom Pfund	4	—
Meerschaum, verarbeitet und eingefasst.	do.	2	—
Metalle, Formen, kupferne, zur Verfertigung von Makaroni und Vermicellen, und von Geruchfläschchen .	vom Pud	6	—
Anmerkung. Die Formen zu Makaronis und Vermicellen, die mit der Verfertigungsmaschine selbst eingebracht werden, und dazu gehören, sind zollfrei durchzulassen.			
Nelkenköpfe, Englisch Pfeffer oder Amomisaamen, gestossen	do.	4	—
Oblaten, mit den Schachteln . . .	vom Pfund	4	—
Oele: wohlriechende, allerhand in kri-			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
stallenen, geschliffenen oder facettirten Gläsern, so wie mit goldenen, silbernen und andern metallenen Pfropfen und Stöpseln, überhaupt in Gefässen mit Verzierungen, und dergleichen in nicht facettirten, allein mit Verzierungen gegossenen Fläschchen, mit dem Gefäss	vom Pfund	3	—
Anmerkung. Oel von bittern Mandeln bleibt verboten.			
Papier, jeder Art, das nicht besonders benannt ist	do.	—	40
Peitschen, (Kutscher-)	vom Stück	—	15
do. Gerten (Reit-), ord. so wie mit Beschlag . . . . . ,	do.	—	45
Pelzwerk: Schuppenfelle von Waschbären	vom Pfund	—	80
do. Bärenfelle	do.	2	—
do. Tiger-, Panther-, Löwen-, Zebra- und Leopardenfelle	do.	2	—
do. Luchsfelle	do.	—	50
do. Bisamratzenfelle	do.	—	15
Perlen, künstlich nachgemachte, gläserne, metallene und andere verarbeitete, ausser den besonders benannten	do.	1	50
Anmerkung. Gefasste bleiben verboten.			
Pfeffer, weisser, schwarzer und rother gestossener	vom Pud	4	—
Pfefferkuchen und Pfeffernüsse, allerlei Sorten	vom Pfund	—	50
Pferde: Wallachen und Stuten . .	vom Stück	30	—
Platirte Sachen, (Aplike) argent plaqué, argent haché, in allen verarbeiteten Formen	vom Pfund	2	
Puppen, allerlei	do.	4	

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
Rahmen mit Gemälden, allerlei von Holz, versilbert, vergoldet und geschnitzelt und dergleichen	für d. Arschin, d. Mindertheil als ganzer Arschin berechnet	—	50
Anmerkung. Rahmen ohne Gemälde bleiben verboten.			
Rasirpinsel, in Silber, Gold und Bronze eingefasst, so wie mit Verzierungen	vom Pfund	3	—
Sago	vom Pud	2	—
Schachteln, Kästchen und Futterale mit Rasirmessern, Zubehör zu Damen-Arbeiten und allerlei ähnlichem, mit Ausnahme der besonders benannten Artikel, zusammengewogen . .	vom Pfund	5	—
Anmerkung. Wenn Rasirmesser, Federmesser, Scheeren u. s. w. in ganz ordinairen Futteralen eingebracht werden, wird das Ganze zusammengewogen und der Zoll entrichtet, welcher für die Waaren selbst bestimmt ist.			
Schachtelhalm, verarbeitet . . .	do.	—	20
Schiefer, verarbeitet	do.	—	1
Schmergel, getriebener	vom Pud	—	20
Schokolade, allerlei	vom Pfund	1	—
Schreibfedern	do.	1	—
Seidenwaaren: Allerlei seidene, halbseidene, mit Wolle, Baumwolle, Flachs oder Hanf vermischte floret- oder flockseidene, oder mit Floret- und Flockseide vermischte Zeuge, undurchsichtige, buntfarbige und mit farbigen Mustern gewebte, gewirkte und gestickte, ausgenommen die besonders benannten	do.	6	—
Anmerkung. Kord, Toilinette und Patentkor und andere ihnen ähnliche Fabrikate, mit etwas Seide ver-			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber.	
		Rub.	Kop
mischt, einfarbige, schillernde und verschiedenfarbige, gewebte und gewirkte, werden zu dem frühern Zollsatze von 4 Rub. Silber das Pfund, zugelassen.			
Seiden-Zeuge, undurchsichtige, mit bedruckten und aufgeleimten Mustern, mit ächtem und unächtem Gold und Silber durchwirkte, so wie mit Stroh und dergleichen, ausser den besonders benannten	vom Pfund	8	—
Anmerkung. Diesem Zollsatze sind seidene und halbseidene Stoffe dieser Art, Türkischer Fabrikation, gleichgestellt, welche bisher verboten waren oder im Tarif nicht besonders benannt sind.			
do. Tücher, undurchsichtige, weisse und farbige, ausser den besonders benannten, nach Art der Türkischen oder Kaschemirenen verfertigten . .	do.	6	—
do. Tücher, dergleichen, bunte und gestickte	do.	8	—
do. Tücher, dergleichen mit aufgeklebten Mustern oder Besätzen, mit ächtem und unächtem Gold und Silber	do.	10	—
do. Tischtücher, Servietten und Handtücher, weisse, farbige, bunte und gestickte	do.	8	—
do. Nachtmützen, farbige und bunte	do.	5	—
do. Strümpfe und Nachtmützen, gestickte	do.	6	—
do. Teppiche, seidene und halbseidene, mit Seide vermischte, mit angenähten Fransen	do.	8	—
Anmerkung. Alle Arten bedruckter und beklebter, seidener und halbseidener Fabrikate, die nicht beson-			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber. Rub.	Kop.
ders benannt sind, und eben so alle Ordensbänder, bleiben verboten.			
Senf, trockener	vom Pfund	—	20
do. eingemachter mit Geschirr . .	do.	—	50
Spielzeug, für Kinder, allerlei . .	do.	2	—
Uhren, Taschen-Uhren, tombackene und messingene, so wie versilberte	vom Stück	3	—
do. dergleichen vergoldete	do.	10	—
Vermicellen oder Fadennudeln	vom Pud	4	—
Wachs, gelbes, weisses und gefärbtes, nicht verarbeitetes	do.	1	50
do. Gummierwachs für Tapezierer, und Baumwachs oder Impfwachs .	do.	1	50
do. Wachslichte und Kerzen, und allerhand aus gelbem, weissem und gefärbtem Wachs gearbeitete Sachen	do.	8	—
Wallrathlichter, (spermaceti) .	do.	10	—
Wasser, wohlriechende, in geschliffenen und facettirten, mit Gold und Silber belegten und mit metallenen Stöpseln versehenen Flaschen, so wie in Geschirren mit Verzierungen; eben so in nicht facetirten, doch mit Verzierungen gegossenen Gläsern, mit Inbegriff des Gefässes	vom Pfund	2	—
Watten, baumwollene	do.	—	90
do. seidene	do.	2	—
Wichse, Stiefelwichse mit dem Gefässe	do.	—	60
Wollenwaaren, Tuch, Halbtuch, Casimir, Drap, Damentuch, (drap de dames), Ratine, Vigogne und Trikot, schwarze, schwarzblaue, grüne, dunkler als grasgrün, und von allen diesen Farben, weiss gestäubte, auch weisse und bläulich weisse	do.	3	—
do. dergleichen Tücher, Bettdecken,			

Benennung der Waaren.	Gewicht, Mass und Zahl.	Einfuhrzoll in Silber.	
		Rub.	Kop.
Decken, ausgenommen die besonders benannten	vom Pfund	3	50
do. Teppiche, grosse und kleine, wollene und mit Flachs, Hanf oder Baumwolle vermischte, mit angenähten Fransen	do.	1	—
do. Beuteltuch, wollenes, für Oelmühlen	do.	—	20
Anmerkung. Alle bedruckten Wollen- und Halbwollen-Waaren, mit Ausnahme der besonders benannten, bleiben verboten.			
Zähne, von allerlei Fischen, geraspelte	vom Pud	2	—
Zahnstocher, allerlei	vom Pfund	2	10
Zündbüchsen oder Zündmaschinen, chemische in Schachteln, Futteralen und andern Gefässen, mit gemalten, bronzenen und andern Verzierungen, mit dem Gefässe . . .	do.	1	—

Folgende Waaren sind von der Entrichtung des, durch Ukas vom 11/23. November 1831, festgesetzten Ergänzungszolles von 12½ pCt. befreiet:

Cardamom und Paradieskörner. Cubeben (Wurzel). Galgantwurzel. Gewürznelken. Ingber, getrockneter, weisser, grauer und schwarzer, in Stücken. Kaffeebohnen. Kakaobohnen. Kanehl, Zimmet, Zimmetrinde und Kanehlblüthe, weisser Zimmet, wilde Holzcassia (canella caryophilata), Nelkenkanehl, canella fistula (divii miod). Muscatenblüthe. Muscatennüsse. Metalle: Blei, in Klumpen und Rollen, eben so Glätte, Gold- und Silberglätte (lythargyrium auri vel argenti) und Bleierz. Zinn, rohes jeder Art in Klumpen, Stangen und altes in Bruch und in Blättern. Quecksilber. Pfeffer, weisser, schwarzer und rother, in Schoten und Körnern. Spitzen, Entoilagen, Blonden, Petinett,

Tüll und Marly; baumwollene, leinene, seidene und melirte, weisse und farbige. Thee, Ziegelstein- (kirpitschnii), Lugan und andere geringe Sorten. Vanille.

Ausser diesem werden vom Jahre 1837 an, auf sechs Jahre, vom Ausfuhrzoll befreiet: Rübsaamen, Rapps- oder Kohlsaat; desgleichen ähnliche ölhaltige Saamen, die im Tarif nicht besonders benannt, und unter verschiedenen örtlichen Benennungen bekannt sind, als: Surepa, Ritschey und dergleichen.

Vorschriften.

1) Die Sätze dieses Verzeichnisses treten in Kraft mit dem 1/13. Januar 1837, und falls in entfernten Zollämtern solches nicht zur besagten Zeit eintreffen sollte, von der Zeit des Empfanges an.

2) Alle in diesem Verzeichnisse benannten Einfuhrwaaren, die in den Zollämtern bis zum 1/13. Januar 1837 unverzollt bleiben, geniessen des Nachlasses der Hälfte des herabgesetzten Zolles, von jenem Tage an; sollte aber das Verzeichniss später anlangen, vom Tage dessen Empfanges an. Eben so wird in diesen Fällen nur die Hälfte des 12½procentigen Supplementar-Zolles von den Waaren, welche davon befreiet werden, erhoben. Was hingegen die wenigen Waaren betrifft, deren Einfuhr früher erlaubt war, und deren Verzollung nunmehr aus besondern Rücksichten erhöht oder neu angesetzt worden, so sollen diejenigen aus ihnen, welche nach dem 1/13. Januar nächstkünftig in den Zollstätten verbleiben, nach den frühern Sätzen verzollt werden. Diejenigen hingegen, welche vom 1/13. Januar an, zu den Zollstätten gelangen, haben den Zoll nach dem gegenwärtigen Verzeichnisse zu entrichten. Zugleich jedoch wird dem Finanzminister erlaubt, die Verzollung, auch dieser letzteren Waaren, nach der frühern Bestimmung zu gestatten, wenn es bewiesen wird, dass dieselben vor dem 1/13. Januar abgesendet worden, oder dass, wenn deren Abfertigung später geschehen, die Absender, der Umstände halber, noch nichts von den Veränderungen im Tarif wissen konnten.

3) Die Aufhebung des Supplementar-Zolles von 12½ pCt. auf Ziegelstein-Thee, Lugan und andere darunter begriffene

geringere Theesorten, beginnt mit der in künftigem Winter 1837 — 1838 statthabenden Handelsperiode und erstreckt sich sowohl auf die neu zugeführten, als auch auf die von früherer Zeit restirenden Theesorten der Art.

4) Der Supplementar-Zoll von 12½ pCt, welcher nun von den oben benannten Waaren nachgelassen ist, wird auch von denjenigen gleichartigen Waaren nicht erhoben, deren Einfuhr in zerstossenem Zustande nunmehr gestattet wird; von den übrigen, in diesem Verzeichnisse benannten, wird er hingegen, bis auf weitere Verfügung, ferner erhoben, ausgenommen jedoch an denjenigen Zollstätten, wo dieser Supplementar-Zoll gar nicht stattfindet.

5) Die von nun an neuerdings zur Einfuhr zugelassenen Waaren werden zur Verzollung nur bei Zollstätten angenommen, wo bisher Waaren derselben Art eingeführt werden konnten; die übrigen neuerdings zur Einfuhr bewilligten Waaren können bei allen Zollstätten erster Classe eingeführt werden.

6) Die Gültigkeit gegenwärtigen Verzeichnisses erstreckt sich bloss auf die, nach dem Europäischen Tarif zu verzollenden Waaren; aus den Gegenständen des Asiatischen Tarifs aber nur auf den Ziegelsteinthee, auf Lugan und andere geringe Sorten dieses Tarifsatzes.

7) Von den Waaren, welche vom Schwarzen Meere her, in Transkaukasien zu einem geringern Zoll, als der in gegenwärtigem Verzeichnisse angesetzte zugelassen werden, ist daselbst der frühere Zoll zu beziehen.

8) In Transkaukasien wird von allen baumwollenen, undurchsichtigen und halbdurchsichtigen Fabrikaten der Zoll nach den frühern Sätzen bezogen.

9) Der fünfte Theil des Zolles, den man in Odessa zum Vortheil der Stadt erhebt, wird ferner nach den frühern Bestimmungen bezogen; von allen Waaren aber, die durch die dortigen Landzollstätten ins Innere des Reiches eingeführt werden, ist der Zoll, vom 1/13. Januar 1837 an, nach gegenwärtigem Verzeichnisse zu erheben.

10) Mit den früher verbotenen, und nunmehr zur Einfuhr zugelassenen Waaren, welche nach Herausgabe dieses Verzeichnisses als Contrebande entdeckt werden, ist wie mit eingeschwärzten erlaubten Waaren zu verfahren.

11) Rücksichtlich des Abzuges auf die Tara für die fortan zur Einfuhr zugelassenen Waaren, wird dem Finanzmini-

ster aufgetragen, den Zollämtern die gehörige Instruction zu ertheilen, sich dabei auf die dem Tarif sub. lit. A. B. beigefügten Tabellen, über die Berechnung der Tara, beziehend.

12) Der Finanzminister wird ermächtiget, im Einzelnen, über die Zweifelsfragen zu entscheiden, welche bei den Zollämtern, der Neuheit der Sache wegen, erhoben werden dürften.

Das Original hat unterschrieben:

Der Präsident des Reichsrathes

Graf Nowossilzoff.

Auf das Original haben Seine Kaiserliche Majestät Höchsteigenhändig geschrieben:

"Dem sey also."

Nicolaus.

St. Petersburg, 6/18. December 1836.

I.
TABLE CHRONOLOGIQUE.

1832.

7 Janvier - 21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15. Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. Pag. 15

7 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Mexique et le Chili. 2

15 Juin. Convention entre la République de Chili et celle de Mexique, pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7. Mars 1831 pour l'échange des Ratifications du dit Traité. 19

12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. 23

12 Juillet. Traité de commerce entre la République de Pérou et l'Etat de l'Equateur. 29

22 Octobre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15. Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39

6 Novembre - 3 Décembre. Ordres du Conseil de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne. 54

7 Novembre. Ordonnance du Roi des Français, portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

10 Novembre. Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée fran-

çaise en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. Pag. 57

1832 14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et l'Etat de l'Equateur. 51

16 Novembre. Arrêté du Roi des Pays-Bas, pour l'exclusion des navires français et anglais des ports de la Hollande. 56

8 Décembre. Traité de paix et d'amitié entre les Etats de la Nouvelle Grenade et de l'Equateur. 59

23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. 63

1833.

22 Janvier. Proclamation du gouvernement britannique de Malte concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. 65

12 Février. Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Toscane et la Porte Ottomane. 66

11 Mars. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Venezuela. 91

30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

18 Mai. Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de la Princesse Donna Marie Isabelle Louise comne Princesse héréditaire de la Couronne d'Espagne. 95

21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume des Pays-Bas, de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au gouvernement belge. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la

France, la Grande-Bretagne et la Hollande. Pag. 104
1833 14 Juin. Convention entre la France et la Grande-Bretagne, pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105
28 Août. Acte du Parlement Britannique pour régulariser le commerce à la Chine et aux Indes orientales. 115
28 Août. Acte du Parlement Britannique pour l'exécution de deux conventions conclues avec la France concernant la répression de la Traite des Noirs. 120
18 Novembre. Convention entre la Hollande et la Belgique conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. 134

1834.

1 Mai. Réglement concerté entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 147
11 Mai. Convention entre le Roi de Sardaigne et le Canton Suisse de Genève sur le partage des biens appartenans aux Communes, dont une partie seulement a été cédée par la Sardaigne d'après le Traité du 16 Mars 1816. 150
11 Mai. Convention spéciale relative aux fonds communaux partagés entre chaque commune, arrêtée entre les Commissaires de Sardaigne et ceux du canton de Genève. 158
12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante entre la Prusse et la Hesse-électorale. 168
30 Juin. Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. 183
8 Août. Traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne, pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplé-

mentaires pour la répression de la Traite des Noirs. Pag. 194

1834 8 Novembre. Publication concernant une convention entre le Royaume d'Hanovre et l'Electorat de Hesse sur les droits de justice relatifs à la punition de delits de police. 197

4 Décembre. Traité entre l'Autriche et la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les caux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. 198

8 Décembre. Article additionnel à l'Acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclu avec elle par la Grande-Bretagne, et la France, pour la répression de la Traite des Noirs. 206

8 Décembre. Protocole de la Conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Sardaigne sur l'article additionnel du Traité pour la répression de la Traite des Noirs. 208

1835.

8 Janvier. Publication concernant le renouvellement de la convention subsistante entre l'Electorat de Hesse et la Principauté de Waldeck pour la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et chanpêtres. 211

20 Février. Traité entre le Grand-duc de Hesse et le Landgrave de Hesse-Hombourg, pour l'accession du Pays de Hesse-Hombourg au sustême de douanes du Grandduché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. 211

14 Mars. Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick, pour l'exécution complète de leur Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'exécution du Traité du 1 Mai 1834 dans leur possessions communes. 221

28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égali-

sation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. Pag. 495

1835 8 Mai. Loi donnée dans le Duché de Brunswick et concertée avec le Royaume d'Hanovre, portant défense de l'introduction du sel de l'étranger. 224

9 Mai. Publication de l'administration générale de Douanes en Bavière, concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse en Bavière et en Würtemberg. 227

12 Mai. Traité entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la ligue de Thuringue d'une part et le Grand-duché de Bade de l'autre part, pour l'accession de ce dernier Etat à la ligue de douanes et de commerce subsistante entre les dits premiers Etats. 228

18 Mai-7 Mars 1836. Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne, à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français, Alexandre et Baruch Wahl, de Mulhouse, Dép. du Haut-Rhin. 497

1 Juillet. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la nation indienne des Caddo en Louisiane. 251

— Juillet. Convention entre la Bavière et la Hesse-électorale pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, commis par leurs sujets sur les territoires respectifs. 255

11 Juillet. Patente de l'Empereur d'Autriche, ordonnant l'adoption d'un Système uniforme et commun de Douanes dans les différentes Provinces de la Monarchie autrichienne, à l'exception de l'Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie. 258

2 Août. Convention entre la France et la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. 406

335 24 Août. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes de Commanche et Witchetaw et leurs tribus associées. Pag. 408

30 Août. Publication du Ministère des Finances en Prusse concernant la perception du péage sur l'Elbe concertée avec le Gouvernement du Royaume de Saxe. 411

31 Août. Ordonnance du Grandduc de Bade pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grand-duché de Hesse (le 30 Juillet et le 15. Août 1835) pour la navigation du Neckar. 412

3 Septembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau, concernant les relations de commerce et des douanes du Duché aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de Douanes. 414

3 Septembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau pour régler le contrôle du transport et du trafic des marchandises sur le Rhin et sur le Mein, conformément à une convention conclue avec les gouvernemens du Royaume de Prusse et du Grand-duché de Hesse. 417

19 Septembre. Document officiel sans signature et sans date, remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie, par ordre de Mehémed-Ali, Vice-Roi d'Egypte. 420

28 Septembre. Déclaration du Ministère des Finances du Grand-duché de Bade concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres Etats allemands réunis à un Système commun de Douanes. 423

12 Octobre. Convention entre le Grand-duché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, pour l'agrégation de plusieurs districts de cette Principauté au Systême de Douanes du Grand-duché de Bade. 424

3 Novembre. Ordonnance de Mehemed-Ali, Viceroi de l'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. 428

1835 3 Novembre. Déclaration du Peuple de Texas réuni en Assemblée générale. Pag. 429

— Novembre. Convention entre le Royaume de Wurtemberg et le Grand-duché de Bade, concernant l'administration des douanes dans les enclaves respectives. 431

— Novembre. Convention entre le Grand-duché de Bade et celui de Hesse pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les enclaves respectives. 433

26 Novembre. Ordonnance déclarant l'accession du Grand-duché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grand-duché de Hessé pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. 435

30 Novembre. Ordonnance du Roi de Würtemberg concernant quelques faveurs à accorder à la Suisse pour l'importation de ses produits et fabricats dans le Royaume de Würtemberg. 437

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la Ligue de Douanes et de Commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Grand-duché de Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 439

10 Décembre. Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Bade, de concert avec la Bavière et le Würtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse. 459

12 Décembre. Nouvelle loi de succession pour l'Empire du Brésil. 461

18 Décembre. Ordonnance du gouvernement du Duché de Nassau concernant les relations de commerce et de douanes entre ce Duché et les Etats allemands réunis à un système commun de douanes. 462

22 Décembre. Ordonnance publiée dans le Grand-duché de Hesse, concernant l'agrégation de Steinbach et de Niederursel à la ligue de douanes du Grand-duché. 464

835 29 Décembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de l'état de la Géorgie. Pag. 465
29 Décembre. Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Francfort, pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre les deux Etats depuis le 13 Mai 1832. 482
... Décembre. Convention entre les Etats appartenans à la ligue de douanes d'Allemagne en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. 488
..... Déclaration d'indépendance de la Circassie, adressée aux Cours européennes. 490

1836.

2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la Ligue de douanes et de commerce subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 516
5 Janvier. Notification du Consul-général de la Russie, résidant à Hambourg, concernant la traite des Noirs. 534
9 Janvier. Protocole d'une Conférence tenue à Londres au Foreign office entre le Vicomte de Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre le Gouvernement de la Sardaigne et celui de Portugal. 535
14 Janvier. Traité entre la Toscane et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs. 536
20 Janvier. Traité de Paix, d'Amitié, de Navigation et de Commerce, entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la République de Venezuela. 544
9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573
26 Mars. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mesquaw-buck, un

des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. Pag. 602

1836 29 Mars. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Waw-ke-wa, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 605

11 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et une bande indienne de Pottawatomie. 607

22 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire de l'état de la Indiana. 610

22 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire de l'état de la Indiana. 612

23 Avril. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs de la tribu indienne des Wyandot sur le territoire de l'état de l'Ohio. 614

7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

9 Mai. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et quelques tribus de la nation indienne des Chippewas sur le territoire de Michigan. 631

28 Mai. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les nations indiennes des Ottawa et Chippewa. 634

19 Juillet. Traité de commerce et de navigation entre la France et le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwérin. 646

5 Août. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Pepin-a-waw, No-taw-kah et Mac-kah-tah-mo-ah, chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie dans l'Etat d'Indiana. 658

23 Août. Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de terreferme du Roi

de Sardaigne sur les règles à observer pour les registres des Paroisses. Pag. 659

36 24 Août. Lettre de S. S. Grégoire XVI à S. M. le Roi de Sardaigne, par laquelle le S. Père transmet au Roi l'instruction aux Evêques sur les régles à observer pour les registres des Paroises. 672

1 Septembre. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Toscane et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports d'Amérique. 674

3 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la nation indienne de Menomonie dans le district de Wisconsin de l'autre part. 675

10 Septembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs et notables des Sioux et avec la tribu indienne des Wa-ha-shaws. 680

16 Septembre. Traité de paix, et d'amitié entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et l'Empereur de Marocco. 685

17 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale d'une part et la tribu indienne des Joways et la horde des Sacks et Foxes en Missouri de l'autre part. 682

19 Septembre. Circulaire de M. de Buteniew, Ministre plénipotentiaire de la Russie, adressé au Corps diplomatique à Constantinople, concernant la navigation de la mer noire. 691

20 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et le frère de To-i-sa, Me-mat-way et Che-quaw-ka-ho, chefs d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 693

22 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et Mosack, Chef d'une bande de la tribu indienne des Pottawatomie. 694

23 Septembre. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les chefs des Pottawatomie Indiens du Wabash. 694

1836 27 Septemb. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus indiennes des Sac et des Fox. 696
28 Septemb. Traité entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées indiennes des Sac et Fox. 696
15 Octobre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les Otoes, Missouries, Omahaw et les bandes Yankton et Santee de la nation indienne des Sioux. 700
29 Octobre. Réponse du Roi de Sardaigne à la lettre lui transmise par S. S. Grégoire XVI en date du Août 1836. 673
13 Novembre. Convention entre les Etats-unis de l'Amérique septentrionale et les tribus des Wahpaakootah, Susseton et Hauts-Medawakanton de la nation indienne des Sioux. 704
19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. 705
$\frac{6}{18}$ Décembre. Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la denomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie, ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. 733

II.

TABLE ALPHABETIQUE.

Amérique (Etats-unis).

834 30 Juin. Acte du Congrès des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, pour régulariser le commerce et les relations avec les tribus indiennes et pour conserver la paix sur les frontières. Pag. 183

835 28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports americains. 495

1 Juillet. Convention avec la nation indienne des Caddo en Louisiane. 251

24 Août. Convention avec les nations indiennes de Commanche et Witchetaw et leurs tribus associées. 408

29 Décembre. Convention avec la tribu indienne des Cherokee sur le territoire de la Géorgie. 465

836 20 Janvier. Traité de paix, d'amitié de navigation et de commerce avec la République de Venezuela. 544

26 Mars. Convention avec Mesquawbuck, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 602

29 Mars. Convention avec Waw-ke-wa, un des chefs de la tribu indienne des Pottawatomie. 605

11 Avril. Convention avec une bande indienne de Pottawatomie. 607

22 Avril. Convention avec la tribu indienne des Pottawatomie sur le territoire d'Indiana. 610

22 Avril. Convention avec la tribu indienne des Quash-quaw sur le territoire d'Indiana. 612

de plusieurs districts de cette Principauté au système de douanes du Grand-duché de Bade. Pag. 424
1835 — Novembre. Convention avec le Royaume de Würtemberg pour l'administration des douanes dans les enclaves respectives. 433
— Novembre. Convention avec le Grand-duché de Hesse pour l'administration des douanes dans la place commune de Kürnbach et dans les enclaves respectives. 433
26 Novembre. Ordonnance déclarant l'accession du Grand-duché de Bade aux conventions subsistantes entre la Prusse, la Bavière, le Würtemberg et le Grand-duché de Hesse pour l'abolition réciproque des péages sur le Rhin et sur le Neckar. 435
10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439
10 Décembre. Ordonnance publiée de concert avec la Bavière et le Würtemberg, concernant les faveurs de douanes accordées au commerce avec la Suisse 459
1836 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Bavière.

1833 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93
1835 9 Mai. Publication de l'administration générale de Douanes en Bavière, concernant l'importation favorisée des marchandises de soie de la Suisse en Bavière et en Würtemberg. 227
12 Mai. Traité pour l'admission du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes. 228
— Juillet. Convention avec la Hesse électorale, pour l'enquête et la punition des délits forestiers, de chasse, de pêche et champêtres, commis par les sujets des deux États sur les territoires respectifs. 255
10 Décembre. Traité pour l'admission du Duché de Nassau à la ligue de douanes. 439

Autriche.

1832 21 Mars. Texte complet et original de l'acte de Ratification du Traité concernant la separation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part de l'Empereur d'Autriche. Pag. 15

1834 4. Décembre. Traité avec la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. 198

1835 11 Juillet. Patente de l'Empereur d'Autriche ordonnant l'adoption d'un système uniforme et commun de Douanes dans les différentes Provinces de la Monarchie autrichienne, à l'exception de l'Hongrie, de la Transylvanie et de la Dalmatie. 258

Extrait des Ordonnances en Autriche concernant les Douanes. 260

Tarif général de douanes en vigueur en Autriche. 294

1836 9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

Bade.

1835 12 Mai. Traité pour l'accession du Grand-duché de Bade à la ligue de douanes subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la Thuringue. 228

31 Août Ordonnance pour l'exécution d'une convention préliminaire conclue avec le Royaume de Würtemberg et le Grand-duché de Hesse (le 31 Juillet et le 15 Août 1835) pour la navigation du Neckar. 412

28 Septembre. Déclaration du Ministère des Finances concernant l'extension de la liberté du commerce avec les autres Etats allemands réunis à un Système commun de douanes. 423

12 Octobre. Convention avec la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen, pour l'aggrégation

et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. Pag. 134

Brunswick.

1834 1 Mai. Réglement concerté avec le Royaume d'Hanovre concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 147

1835 14 Mars. Convention avec le Royaume d'Hanovre, pour l'exécution complète de leur Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention avec le Royaume d'Hanovre pour l'exécution de leur Traité du 1 Mai 1834 dans leurs possessions communes. 221

8 Mai. Loi concertée avec le Gouvernement hanovrien, portant défense de l'introduction du sel de l'étranger. 224

1836 7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. 705

Chili.

1832 7 Mars. Traite d'amitié, de commerce et de navigation avec la République de Mexique. 2

15 Juin. Convention avec la République de Mexique pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7 Mars 1832 pour l'échange des ratifications du dit Traité. 19

Circassie.

1835 Déclaration d'indépendance de la Circassie adressée aux Cours européennes. 490

Cracovie.

1836 9 Février - 2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

335 10 Décembre. Publication concernant les faveurs de douanes accordées au commerce de la Suisse par la Bavière, le Würtemberg et le Bade. Pag. 459
— Décembre. Convention en faveur de quelques produits et fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel. 488
336 2 Janvier. Traité pour l'admission de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes. 516

Belgique.

332 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15
22 Octobre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39
10 Novembre. Convention avec la France pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. 57
23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers entre le Maréchal français Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. 63
333 1 Juin. Notification de la Convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et la Hollande de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832, au Gouvernement de la Belgique. 103
1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande. 104
18 Novembre. Convention avec la Hollande conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht

1832 10 Novembre. Convention avec la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique, dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. Pag. 57

14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, de commerce et de navigation avec l'Etat de l'Equateur. 51

23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Gérard et le général hollandais Baron de Chassé. 63

1833 11 Mars. Convention préliminaire d'amitié, de commerce et de navigation avec la République de Venezuela. 91

30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Bavière. 93

21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part dans le but de rétablir entre elles les relations telles quelles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au gouvernement de la Belgique. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande. 104

14 Juin. Convention avec la Grande-Bretagne, pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105

1834 8 Août. Traité entre la France la Grande-Bretagne et la Sardaigne pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la Traite des Noirs. 194

4 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclu avec elle par la France et la Grande-Bretagne pour la répression de la Traite des Noirs. 206

Egypte.

1835 19 Septembre. Document officiel sans signature et sans date remis aux Consuls européens résidans à Alexandrie par Ordre de Mehemed-Ali, Viceroi d'Egypte. Pag. 420
3 Novembre. Ordonnance de Mehemed-Ali, Viceroi d'Egypte, relativement à l'admission des étrangers. 428

Equateur.

1832 12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance avec la République de Pérou. 23
12 Juillet. Traité de commerce avec la Republique de Pérou. 29
14 Novembre. Convention provisoire d'amitié, le commerce et de navigation avec la France. 51
8 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec la Nouvelle Grénade. 59

Espagne.

1833 18 Mai. Protestation du Roi des deux Siciles contre la reconnaissance de Donna Marie Isabelle Louise comme Princesse héréditaire de la couronne d'Espagne. 95

France.

1832 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15
22 Octobre. Convention avec la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39
7 Novembre. Ordonnance du Roi des Français portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

1832 6 Novembre - 3 Décembre. Ordres du Cabinet de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne. Pag. 54

1833 22 Janvier. Proclamation du gouvernement britannique de l'Ile de Malte, concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. 65

30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

21 Mai. Convention entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part, dans le but de retablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande au Gouvernement de la Belgique. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande. 104

14 Juin. Convention avec la France pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105

28 Août. Acte du Parlament Britannique, pour régulariser le commerce avec la Chine et les Indes orientales. 115

1834 8 Août. Traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne, pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplémentaires pour la repression de la Traité des Noirs. 194

8 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclue avec elle par la Grande-Bretagne et la France pour la répression de la Traité des Noirs. 206

8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Sardaigne sur l'article additionnel au Traité pour la répression de la Traité des Noirs. 208

34 8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne et de la Sardaigne sur l'article additionnel du Traité pour la répression de la Traité des Noirs. Pag. 208

35 18 Mai-7 Mars 1836. Actes concernant le différend survenu entre la France et Bâle-Campagne à propos de l'annullation prononcée par le grand-conseil de ce Canton Suisse, d'une acquisition d'immeubles faite par deux citoyens français Alexandre et Baruch Wahl de Mulhouse, Dép. du Haut-Rhin 497

2 Août. Convention avec la Sardaigne pour régler l'établissement des bacs et bateaux de passage sur les fleuves et rivières limitrophes. 406

36 19 Juillet. Traité de commerce et de navigation avec le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin. 646

Francfort (ville libre).

35 29 Décembre. Convention avec la Grande-Bretagne pour la rescision et l'aboragation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre la ville libre de Francfort et la Grande-Bretagne depuis le 13 Mai 1832. 482

36 2 Janvier. Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la Ligue de douanes subsistante entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, le Bade, les deux Hesses et la Thuringue. 516

Grande-Bretagne.

32 7 Janvier-21 Mars. Texte complet des Actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15

22 Octobre. Convention avec la France pour l'exécution du Traité du 15 Novembre 1831, concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande. 39

1832 6 Novembre-3 Décembre. Ordres du Cabinet de S. M. Britannique pour défendre tout commerce avec les Pays-Bas et pour mettre un embargo sur les bâtimens hollandais dans les ports de la Grande-Bretagne. Pag. 54
1833 22 Janvier. Proclamation du gouvernement britannique de l'Ile de Malte, concernant les droits payables par les bâtimens Siciliens. 65
30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93
21 Mai. Convention entre la Grande-Bretagne et la France d'une part et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part, dans le but de retablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97
1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande au Gouvernement de la Belgique. 103
1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la Grande-Bretagne, la France et la Hollande. 104
14 Juin. Convention avec la France pour régler le mode de transport des depêches entre les deux Pays. 105
28 Août. Acte du Parlament Britannique, pour régulariser le commerce avec la Chine et les Indes orientales. 115
1834 8 Août. Traité entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne, pour l'accession de la dernière au Traité et aux articles supplémentaires pour la repression de la Traité des Noirs. 194
8 Décembre. Article additionnel à l'acte d'accession de la Sardaigne au Traité conclue avec elle par la Grande-Bretagne et la France pour la répression de la Traité des Noirs. 206
8 Décembre. Protocole de la conférence tenue au Ministère des affaires étrangères à Turin entre les Plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Sardaigne sur l'article additionnel au Traité pour la répression de la Traité des Noirs. 208

5 29 Décembre. Convention entre la Grande-Bretagne et la ville libre de Francfort pour la rescision et l'abrogation du Traité de commerce et de navigation subsistant entre ces deux Etats depuis le 13 Mai 1832. Pag. 482

5 9 Janvier. Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign-Office entre le Vicomte de Palmerston le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre la Sardaigne et le Portugal. 535

Grèce.

3 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Grande-Bretagne, la France, la Russie et la Bavière. 93

Hanovre.

4 1 Mai. Réglement concerté avec le Duché de Brunswick concernant l'usage dont les Douaniers sont autorisés de faire de leurs armes. 147

8 Novembre. Publication concernant une convention avec l'Electorat de Hesse sur les droits de justice relatifs à la punition de délits de police. 197

5 14 Mars. Convention avec le Duché de Brunswick, pour l'exécution complète du Traité du 1 Mai 1834 et particulièrement pour empêcher la contrebande. 217

14 Mars. Convention avec le Duché de Brunswick, pour l'exécution du Traité du 1 Mai 1834 dans les possessions communes. 221

6 7 Mai. Traité entre le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick d'une part et le Grand-duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'accession du dernier à la ligue de commerce et de douanes des deux premiers. 617

19 Novembre. Statut de famille et loi de succession pour les maisons regnantes dans le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick. ~~617~~ 705

Hesse-électorale.

4 12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante avec la Prusse. 168

1832 23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Baron de Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. Pag. 63

1833 21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume de Hollande de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au Gouvernement Belge. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande. 104

18 Novembre. Convention avec la Belgique, conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. 134

Marocco.

1836 16 Septembre. Traité de paix et d'amitié avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 685

Mecklenbourg-Schwerin.

1835 28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports américains. 495

1836 19 Juillet. Traité de commerce et de navigation avec la France. 646

Mexique.

1832 7 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Chili. 2

15 Juin. Convention avec la République de Chili pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7 Mars 1832 pour l'échange des ratifications du dit Traité. 19

3 Novembre. Déclaration du Peuple de Texas réuni en Assemblée-générale. 429

Hesse-Hombourg.

20 Février. Traité avec le Grand-duché de Hesse pour l'accession du Landgraviat de Hesse-Hombourg au système de douanes du Grand-duché de Hesse et des autres Etats appartenans à la ligue de douanes. Pag. 211

Hohenzollern-Siegmaringen.

12 Octobre. Convention avec le Grand-duché de Bade pour l'agrégation de plusieurs districts de la Principauté de Hohenzollern-Siegmaringen au système de douanes adopté par le Grand-duché de Bade. 424

Hollande.

7 Janvier-21 Mars. Texte complet des actes de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie, la Prusse et la Belgique, de la part des cabinets de Vienne, de St. Petersbourg et de Berlin. 15

22 Octobre-Novembre. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour l'exécution du Traité du 15 Novembre de la Belgique concernant la séparation de la Hollande. 39

Novembre-3 Décembre. S. M. Britannique pour le Conseil de commerce avec la Hollande un embargo sur les bâtimens et commerce dans les ports de la Grande-Bretagne.

Novembre. Ordonnance du Roi des Français portant que l'embargo sera mis sur tous les navires hollandais qui se trouvent dans les ports de France. 53

0 Novembre. Convention entre la France et la Belgique pour l'entrée d'une armée française en Belgique dans le but d'amener l'évacuation de la citadelle d'Anvers par les troupes de la Hollande. 57

6 Novembre. Arrêté du Roi de Hollande pour l'exclusion des navires anglais et français des ports hollandais. 56

1832 23 Décembre. Capitulation de la citadelle d'Anvers, conclue entre le Maréchal français Baron de Gérard et le Général hollandais Baron de Chassé. Pag. 63

1833 21 Mai. Convention entre la France et la Grande-Bretagne d'une part et le Royaume de Hollande de l'autre part, dans le but de rétablir entre elles les relations telles qu'elles ont existé avant le mois de Novembre 1832. 97

1 Juin. Notification de la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande au Gouvernement Belge. 103

1 Juin. Acte d'adhésion de la Belgique à la convention conclue le 21 Mai 1833 entre la France, la Grande-Bretagne et la Hollande. 104

18 Novembre. Convention avec la Belgique, conclue à Zonhoven, relativement aux communications militaires de la forteresse de Mastricht et Déclaration concernant la navigation de la Meuse. 134

Marocco.

1836 16 Septembre. Traité de paix et d'amitié avec les Etats-unis de l'Amérique septentrionale. 685

Mecklenbourg-Schwerin.

1835 28 Avril. Proclamation du Président des Etats-unis de l'Amérique septentrionale, portant égalisation des bâtimens de Mecklenbourg-Schwerin et de leurs cargaisons avec ceux des Etats-unis, relativement aux droits à percevoir dans les ports américains. 495

1836 19 Juillet. Traité de commerce et de navigation avec la France. 646

Mexique.

1832 7 Mars. Traité d'amitié, de commerce et de navigation avec le Chili. 2

15 Juin. Convention avec la République de Chili pour prolonger le terme fixé dans le Traité du 7 Mars 1832 pour l'échange des ratifications du dit Traité. 19

3 Novembre. Déclaration du Peuple de Texas réuni en Assemblée-générale. 429

Nassau.

1835 3 Septembre. Ordonnance concernant les relations de commerce et des douanes du Duché de Nassau aux Etats d'Allemagne unis dans un système commun de douanes. Pag. 414

3 Septemb. Ordonnance pour régler le contrôle du transport et du trafic des marchandises sur le Rhin et sur le Mein conformément à une convention conclue avec les gouvernemens du Royaume de Prusse et du Grand-duché de Hesse. 417

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la ligue de douanes et de commerce. 439

12 Décembre. Ordonnance concernant les relations de commerce et des douanes. 462

Nouvelle-Grénade.

1832 8 Décembre. Traité de paix et d'amitié avec l'Etat de l'Equateur. 59

Oldenbourg.

1836 7 Mai. Traité avec le Royaume d'Hanovre et le Duché de Brunswick pour l'accession du Grand-duché d'Oldenbourg à la ligue de commerce et de douanes subsistante entre ces deux Etats. 617

Pérou.

1832 12 Juillet. Traité d'amitié et d'alliance avec l'Etat de l'Equateur. 23

12 Juillet. Traité de commerce avec l'Etat de l'Equateur. 29

Portugal.

1835 9 Janvier. Protocole d'une conférence tenue à Londres au Foreign office entre le Vicomte de Palmerston, le Baron da Torre de Moncorvo et le Comte Saint Martin d'Aglée, sur les différends survenus entre le Gouvernement de Portugal et celui de Sardaigne. 535

Prusse.

1832 7 Janvier. Texte complet de l'acte de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Prusse, la Grande-Bretagne, la France, l'Autriche, la Russie et la Belgique, de la part du Roi de Prusse. Pag. 16

1834 12 Mai. Publication concernant le renouvellement de la convention d'étappes subsistante entre la Prusse et la Hesse électorale. 168

1835 12 Mai. Traité entre la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Würtemberg, les deux Hesses et la ligue de Thuringue d'une part et le Grand-duché de Bade de l'autre part pour l'accession de ce dernier Etat à la ligue de douanes et de commerce subsistante entre les dits premiers Etats. 228

30 Août. Publication du Ministère des Finances en Prusse concernant la perception du péage sur l'Elbe, concerté avec le Gouvernement du Royaume de Saxe. 411

10 Décembre. Traité pour l'accession du Duché de Nassau à la Ligue de douanes Prussienne. 439

1836 2 Janvier Traité pour l'accession de la ville libre de Francfort à la ligue de douanes Prussienne. 516

9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

Rome (Cour de).

1836 23 Août. Instruction de S. S. Grégoire XVI aux Evêques des Etats de Terre ferme du Roi de Sardaigne sur les régles à observer pour les registres des Paroises. 659

24 Août. Lettre de S. S. Grégoire XVI à S. M. le Roi de Sardaigne par laquelle le S. Père transmet au Roi l'instruction aux Evêques sur les règles à observer pour les registres des Paroises. 672

29 Octobre. Réponse du Roi de Sardaigne à la lettre lui transmise par le Pape. 673

Russie.

1832 18 Janvier. Texte complet de l'acte de Ratification du Traité concernant la séparation de la Belgique d'avec la Hollande, conclu le 15 Novembre 1831 entre la Russie, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la France, la Prusse et la Belgique, de la part de l'Empereur de toutes les Russies. Pag. 17

1833 30 Avril. Article explicatif et complémentaire à la convention concernant la Souveraineté de la Grèce, stipulé entre la Russie, la Grande-Bretagne, la France et la Bavière. 93

1836 5 Janvier. Notification du Consul-général de la Russie résidant à Hambourg, concernant la traite des noirs. 534

9 Février-2 Juin. Actes concernant les troubles et désordres qui ont éclaté dans la ville libre de Cracovie, pendant les mois de Janvier et Février 1836. 573

19 Septembre. Circulaire de M. Butaniew, Ministre plénipotentiaire de la Russie addressé au corps diplomatique à Constantinople, concernant la navigation sur la mer noire. 691

$\frac{6}{18}$ Décembre. Ukase de l'Empereur de toutes les Russies, portant la dénomination des marchandises de l'étranger dont l'importation est permise en Russie ainsi que de celles, dont les droits de douanes ont été diminués ou changés. 733

Sardaigne.

1834 11 Mai. Convention avec le Canton Suisse de Genève sur le partage des biens appartenans aux Communes dont une partie seulement a été cédée par la Sardaigne d'après le Traité du 16 Mars 1816. 150

11 Mai. Convention spéciale relative aux fonds communaux partagés entre chaque commune, arrêtée entre les Commissaires de Sardaigne et ceux du Canton de Genève. 158

30 Juin. Traité avec la Grande-Bretagne et la France, pour l'accession de la Sardaigne au Traité et aux articles supplémentaires pour la répression de la Traité des Noirs. 194